

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**Paix soutenable.  
Rapports de force et affaiblissement des extrémistes en Angola,  
en Colombie, au Salvador et au Mozambique de 1989 à 1999**

par

Fernando A. Chinchilla

Département de science politique  
Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de Ph.D. en science politique

Décembre 2007

© Fernando A. Chinchilla, 2007



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Paix soutenable. Rapports de force et affaiblissement des extrémistes en  
Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique de 1989 à 1999

Présentée par :

Fernando A. Chinchilla

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Diane Éthier  
Présidente-rapporteuse

Marie-Joelle Zahar  
Directrice de recherche

Graciela Ducatenzeiler  
Co-directrice

Jean-Philippe Thérien  
Membre du jury

Béatrice Pouligny  
Examineur externe

Nicole Dubreuil  
Représentante du doyen de la FES

## Résumé

### Mots clés:

Incertitude politique; institutions; rapports de force; extrémisme; modération; tierces parties; polyarchie, partage de pouvoir; paix soutenable; paix précaire; recherche, maintien et construction de la paix; transition; pacification; démocratisation.

Cette thèse cherche à comprendre pourquoi certains conflits armés internes sont «plus difficiles» à résoudre que d'autres et pourquoi certains processus de pacification aboutissent à une paix soutenable alors que parfois ils finissent en paix précaire ou au retour de la violence. L'hypothèse générale postule qu'un rapport de forces favorable à des acteurs modérés, lié à une stratégie d'affaiblissement des extrémistes (mise en œuvre par un acteur international), aboutit à une paix soutenable. Le cas du Salvador, traité ici comme un idéaltype, prouve la validité de cette proposition.

Nous cherchons par la suite à établir l'importance de chacune des variables. Pour y parvenir, nous proposons deux sous-hypothèses et une comparaison avec trois cas supplémentaires. En Angola et en Colombie, les rapports de force sont favorables à des extrémistes, mais en Angola un acteur international intervient, ce qui n'est pas le cas en Colombie. Au-delà des différences, le résultat est le même dans les deux cas: les conflits armés internes se poursuivent dans ces pays au cours de la décennie 1990. Entre-temps, au Mozambique, un rapport de forces mixte (qui donne avantage à au moins un modéré) s'amalgame à l'intervention internationale. Sa conclusion est une paix précaire.

Nous contrastons le modèle théorique avec des entretiens semi-dirigés et de la recherche sur des sources primaires et secondaires réalisées pendant nos terrains. Nous employons une approche de sentiers de dépendance (*path-dependence*) qui nous permet de concevoir un accord de paix comme une passerelle entre les «intérêts vitaux» en jeu lors d'un conflit et les institutions sensées contraindre les choix des acteurs (endiguement de l'incertitude politique) dans la phase postconflictuelle. En examinant la relation entre les transitions vers la démocratie et vers la paix, nous suggérons que la paix ne peut pas être soutenable si elle ne s'accompagne pas d'une démocratisation. De plus, sans pacification, la démocratisation risque de se terminer par l'irruption de nouvelles vagues de violence. Nous relierons donc la paix soutenable à la polyarchie. La paix précaire, quant à elle, est reliée à divers facteurs, dont l'établissement d'un régime de partage de pouvoir. Notre contribution consiste donc, sur le plan théorique, à identifier des «trajectoires de pacification» qui rendent possible l'articulation de plusieurs explications en un modèle intégré. Sur le plan pratique, ces constatations peuvent aider à déterminer avec plus de précision les risques de déraillement des sentiers transitionnels, ce qui peut se traduire par des interventions internationales mieux structurées pour mettre en place des institutions moins vulnérables à l'irruption de nouvelles vagues de violence.



L'approche est développée en huit étapes. En introduction, nous définissons les concepts centraux (institutions, incertitude, conflit armé, paix soutenable, paix précaire, tierces parties, recherche, maintien et construction de la paix), nous expliquons nos hypothèses, nous justifions la pertinence du choix des cas et des comparaisons, et nous délimitons la période d'analyse. Au chapitre 1, après une revue de la littérature en résolution de conflits, nous établissons les bases de notre modèle, en identifiant, entre autres, des indicateurs pour différencier les extrémistes des modérés et pour déterminer la configuration des rapports de force. Au chapitre 2, nous complétons le modèle en identifiant trois «trajectoires de pacification». Ces trois phases sont d'ordre théorique. La démonstration empirique, quant à elle, est réalisée en quatre étapes.

Au chapitre 3, nous analysons la configuration des rapports de force dans nos études de cas avant l'ouverture des négociations de paix. Au chapitre 4, nous démontrons que les intérêts vitaux des belligérants se traduisent par des garanties internes et externes, les premières sensées se transformer en institutions politiques. Au chapitre 5, nous étudions l'influence des tierces parties en matière de recherche de la paix. Le chapitre 6 analyse les trajectoires de pacification dans les quatre pays, en focalisant sur les activités de maintien et de construction de la paix. La dernière phase de notre exposé, développée en conclusion, évalue les avantages et limites du modèle, tout en identifiant des thèmes de recherche susceptibles de générer d'autres connaissances et de peaufiner notre approche. Nos hypothèses de recherche sont donc confirmées.

## Abstract

### Key words:

Political uncertainty; institutions; balance of power; extremism; moderation; third parties; polyarchy; power sharing; sustainable peace; precarious peace; peacemaking, peacekeeping, and peacebuilding transition; pacification; democratization.

This Ph.D. dissertation explains why some internal armed conflicts are “easier” to resolve than others and why some processes of pacification end in a sustainable peace while sometimes they finish in a precarious peace or often fail with renewed eruptions of hostilities. I suggest that a balance of power favourable to moderate actors, and a weakening of extremists’ strategy (enforced by an international actor), can lead to what I call a “sustainable peace.” The case of El Salvador (1991-1999), which is an ideal type in this framework, proves the validity of this hypothesis. I establish the importance of each of these variables – balance of power and the weakening of extremists –, through the test of two sub-hypotheses.

I compare El Salvador to three additional cases. Angola (1991-1997) and Colombia (1989-1994) represent balances of power favourable to extremist actors. International actors intervened in Angola (not in Colombia) and pushed the Angolan belligerents to the bargaining table. Two peace accords (1991 and 1994) have been signed. Still, the result is the same as in Colombia (where an external intervention did not happen): these internal armed conflicts continued all through the 1990s (the Angolan peace accords broke). In the meantime, in Mozambique I observe a mixed balance of power, favourable simultaneously to both extremist and moderate actors. In this case, the result of the peace process is the establishment of what I call a “precarious peace.”

I test my initial assumptions by contrasting them with information coming from primary and secondary documents, as well as semi-directed interviews organized and/or collected during five fieldworks. I use a path-dependence perspective, which allows me to conceive a peace accord as a bridge between “vital interests” during the armed conflict and the peace negotiation, and the institutions, which are aimed to constrain political choices (reduction of the uncertainty) during the post-conflict period. By analyzing the relation between transitions to democracy and transitions to peace, I suggest that peace cannot be sustainable if there is no democratization. Furthermore, democratization might end in new waves of violence if there is no peace process. In short, while sustainable peace is linked specifically to polyarchies, precarious peace is related to different issues, for example the establishment of power sharing regimes. My theoretical contribution is the identification of “paths of pacification.” At the practical level, the results of this approach can be used to set up international interventions, which have more accurate forecasts about the risks of derailment of these pacification paths, which in turn can improve the capacity of third parties to avoid a resumption of political violence.

This approach is developed in eight steps. In the introduction, I define the core concepts of the thesis (institutions, uncertainty, internal armed conflict, sustainable peace, precarious peace, third parties, peacemaking, peacekeeping, and peacebuilding). I explain my hypotheses and I justify the choice of case studies, the comparisons, and the period of analysis. Chapter 1 focuses on the review of the literature in conflict resolution. I build the bases of my proposition by identifying, among others, indicators to recognize extremist and moderate actors and to distinguish different configurations of the balance of power. In Chapter 2, I complete the model by recognizing three modes or paths of pacification. These three steps are theoretical. The empirical demonstration goes as follows: Chapter 3 analyzes the balance of power before the opening of a peace negotiation in Angola, Colombia, El Salvador, and Mozambique; Chapter 4 shows that belligerents' vital interests translate into internal and external guarantees aimed at becoming political institutions; Chapter 5 studies the influence of third parties on the search of peace; Chapter 6 analyzes the modes of pacification in all the cases, focusing on peacekeeping and peacebuilding activities. An evaluation of the strengths and weaknesses of this approach, as well as the identification of new topics, is offered in conclusion. My hypotheses are confirmed.

## Resumen

### Palabras clave:

Incertidumbre política; instituciones; relaciones de fuerza; extremismo; moderación; terceras partes; poliarquía; poder compartido; paz sostenible; paz precaria; búsqueda, mantenimiento, y construcción de la paz; transición; pacificación; democratización.

Esta tesis de doctorado se basa en dos preguntas de investigación: ¿por qué ciertos conflictos armados internos son más difíciles a resolver que otros? y ¿por qué ciertos procesos de pacificación terminan en una paz sostenible mientras que otros finalizan en paz precaria o en un regreso a la violencia? La hipótesis principal postula que relaciones de fuerza favorables a actores moderados, unidas a estrategias de debilitamiento de los extremistas, llevan al establecimiento de una paz sostenible. El caso de El Salvador, tratado aquí como un “ideal-tipo”, prueba la validez de esta propuesta.

Con el objetivo de establecer la importancia de cada una de las variables, se proponen dos sub-hipótesis y una comparación con tres casos adicionales. En Angola y Colombia, las relaciones de fuerza son favorables a extremistas, pero en Angola un actor internacional interviene, lo que no ocurre en Colombia. Más allá de las diferencias propias a cada país, el resultado es el mismo: los conflictos armados continúan durante la década de los noventa en los dos casos. Mientras tanto, en Mozambique relaciones de fuerza mixtas (que dan ventaja al menos a un moderado) se combinan a una intervención internacional. La transición se termina en paz precaria.

Utilizo entrevistas semi-dirigidas, así como fuentes primarias y secundarias a las que tuve acceso durante los terrenos de investigación. Empleo una perspectiva de senderos de dependencia (*path-dependence*), en donde se concibe un acuerdo de paz como un “puente” entre los “intereses vitales” durante un conflicto armado, y las instituciones que coaccionan las decisiones de los actores (contención de la incertidumbre política) durante el posconflicto. Basado en el análisis de la relación entre las transiciones democráticas y los procesos de pacificación, se demuestra que la paz no puede ser sostenible si no es acompañada por un proceso de democratización. Sin embargo, sin pacificación, la transición hacia la democracia puede finalizar en la erupción de nuevas olas de violencia. Paz sostenible y poliarquía están entonces íntimamente ligadas. La paz precaria, por su parte, esta relacionada a múltiples elementos, entre ellos a la instauración de un régimen de poder compartido. A nivel teórico, la contribución de la tesis consiste en identificar “trayectorias de pacificación” que permiten articular, en un solo modelo teórico, varias explicaciones referentes a los obstáculos en resolución de conflictos. A nivel práctico, estas consideraciones pueden ser útiles para determinar con mayor precisión los riesgos de descarrilamiento de los senderos de transición, lo cual puede contribuir a establecer intervenciones internacionales capaces de maniobrar hacia el establecimiento de instituciones menos vulnerables a la violencia política.

Esta proposición es desarrollada en ocho etapas. En la introducción, defino los conceptos centrales que guían la tesis (instituciones, incertidumbre, conflicto armado, paz sostenible, terceras partes, búsqueda, mantenimiento, y construcción de la paz). Explico también las hipótesis, justifico la pertinencia de los estudios de caso y de la comparación, y delimito la coyuntura de análisis. En el primer capítulo, y luego de presentar un estado de la cuestión en resolución de conflictos sobre los obstáculos a la paz, presento las bases del modelo. Identifico los indicadores para diferenciar los extremistas de los moderados y para determinar la configuración de las relaciones de fuerza. En el capítulo segundo, completo ese modelo identificando tres “trayectorias de pacificación”. Estos tres pasos son de orden teórico. La demostración empírica, por su parte, se realiza en cuatro etapas.

En el tercer capítulo, analizo la configuración de las relaciones de fuerza en los cuatro estudios en el momento del inicio de las negociaciones de paz. En el capítulo cuarto demuestro que los “intereses vitales” de los beligerantes se traducen en garantías internas y externas, las primeras siendo, en principio, futuras fuentes de coacción de los actores. En el quinto capítulo, se estudia la influencia de las terceras partes en la búsqueda de la paz. El sexto capítulo analiza las trayectorias de pacificación en los cuatro países, focalizando en el mantenimiento y la construcción de la paz. En conclusión, se evalúan las ventajas y limitantes del modelo, al tiempo que se identifican temas de investigación susceptibles de mejorarlo. El conjunto de hipótesis es confirmado.

## Resumo

### Palavras-chaves:

Incerteza política; instituições; relações de força; extremismo; moderação; terceiras partes; “poliarquia”; poder compartilhado; paz sustentável; paz precária; busca, manutenção e construção da paz; transacção; pacificação; democratização.

Esta tese de doutoramento se baseia em duas perguntas de investigação: porque certos conflitos armados internos são mais difíceis de resolver do que outros? E porque certos processos de pacificação terminam numa paz sustentável enquanto que os outros terminam com uma paz precária ou retorno a violência? A hipótese principal postula que as relações de força favoráveis a actores moderados, unidas as estratégias de debilitação dos extremistas, levam a uma paz sustentável. O caso do El Salvador, aqui tratado como “tipo ideal”, prova a validade desta proposta.

Com vista a estabelecer a importância de cada uma das variáveis, se propõe duas sub hipóteses e uma comparação com três casos adicionais. Em Angola e Colômbia, as relações de forças são favoráveis aos extremistas, mas em Angola intervêm um actor internacional, o qual não ocorre em Colômbia. Mais além das diferenças próprias de cada país, o resultado é o mesmo: nos dois casos, os conflitos continuam durante a década dos noventa. Enquanto isso, em Moçambique, as relações mistas (que pelo menos dão vantagem a um moderado) se combinam com uma intervenção internacional. A transição termina com paz precária.

Utilizo entrevistas semi-dirigidas, assim como fontes primárias e secundárias que tive acesso a elas durante os trabalhos de investigação no campo. Emprego uma perspectiva de caminhos de dependência (*path-dependence*), no qual se concebe o acordo de paz como uma “ponte” durante um conflito armado, e as instituições que coagem as decisões dos actores (contenção da incerteza política) durante o pós conflito. Baseado na análise da relação das transições democráticas e os processos de pacificação, se demonstra que a paz não pode ser sustentável se não é acompanhado por um processo de democratização. Não obstante, sem a pacificação, a transição para a democracia pode terminar com uma erupção de novas ondas para a violência. A paz sustentável e a polarquia estão então intimamente ligados. A paz precária, por sua vez, esta relacionada a múltiplos elementos, entre estes a instauração de um regime de poder compartilhado. A nível teórico, a contribuição da tese consiste em identificar “trajectórias de pacificação” que permitem articular, num só modelo teórico, varias explicações referentes aos obstáculos na resolução de conflitos. A nível prático, estas considerações podem ser úteis para determinar com maior precisão os riscos de descarrilamento dos caminhos da transição, o qual pode contribuir a estabelecer intervenções internacionais capazes de manobrar com vista ao estabelecimento de instituições menos vulneráveis a violência política.

Esta proposição é desenvolvida em oito páginas. Na introdução, defino os conceitos centrais que guiam a tese (instituições, incertezas, conflito armado, paz

sustentável, terceiras partes, busca, manutenção e construção da paz). Explico também as hipóteses, justifico a pertinência do estudo do caso e da comparação, e delimito a conjuntura da análise. No primeiro capítulo, e logo depois de apresentar um estado da questão na resolução de conflitos sobre os obstáculos para a paz, apresento as bases do modelo. Identifico os indicadores para diferenciar os extremistas dos moderados e para determinar a configuração das relações de força. No segundo capítulo, completo esse modelo identificando três “trajectórias de pacificação” Estes três passos são de ordem teórico. A demonstração empírica, por sua vez, se realiza em quatro etapas.

No terceiro capítulo, analiso as configurações das relações de forças nos quatros estudos no momento do início das negociações de paz. No capítulo 4 demonstro que os “interesses vitais” dos beligerantes se traduzem em garantias internas e externas, sendo as primeiras, em princípio, futuras fontes de coação dos actores. No quinto capítulo, se estuda a influência das terceiras partes na busca da paz. O sexto capítulo analisa as trajectórias de pacificação dos quatro países, focalizando a manutenção e a construção da paz. Na conclusão, se avaliam as vantagens e limitações do modelo, a medida que se identificam temas de investigação susceptíveis de melhora-lo. O conjunto de hipóteses em confirmado.

*A Emilia y Bernardo*



## Remerciements

Sans la professeure Marie-Joëlle Zahar, cette thèse ne serait pas ce qu'elle est. Sans la professeure Graciela Ducatenzeiler, elle n'aurait pas vu le jour. Je voudrais remercier d'abord et avant tout mes directrices pour m'avoir accompagné pendant toutes ces années. Quel long parcours (environ 3285 jours) !

Cette thèse n'aurait pas été possible sans le soutien financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Consortium canadien sur la sécurité humaine (CCSH), les fonds de recherche des professeures Zahar et Ducatenzeiler et des bourses de la Faculté des études supérieures et du Département de science politique de l'Université de Montréal. Sur le terrain, le rôle de la *Universidad de Los Andes* (Bogotá), du *Instituto de Derechos Humanos de la Universidad José Simeón Cañas* (San Salvador), du *Centre for the Study of Violence and Reconciliation* (Johannesburg), de l'*Institute for Security Studies* (Pretoria), et de l'*Associação Instituto de Promoção de Paz* (Maputo) fut crucial. Le Programme des Nations Unies pour le développement à San Salvador et à Maputo m'a aussi généreusement ouvert des portes.

Le professeur Carlo Nasi a dirigé mon premier terrain de recherche. *El investigador que soy se lo debo en gran parte a Usted*. Richard Smith fut un guide éclairé de mes premiers pas en sol africain. *Thank you for your always pertinent criticism*. Sans l'incalculable aide d'Ana Leão, le terrain mozambicain n'aurait tout simplement pas été possible. *O seu programa de "re-latinização" fora essencial para eu compreender melhor os países de Angola e Moçambique*.

Je voudrais aussi remercier ceux et celles qui ont participé directement ou indirectement à cette recherche. Au El Salvador, l'appui d'Elizabeth Hayek, d'Inka Matilla et de Morena Valdéz m'a permis de faire beaucoup mieux. Sans les contacts d'Evelyn Villarreal, vieille amie du temps de l'Université du Costa Rica, le séjour au Salvador n'aurait pas été aussi productif et surtout, aussi agréable. En Afrique du Sud, Bryan Mark Urbsaitis est devenu un pilier sur lequel j'ai pu bâtir. Merci d'avoir été là quand il a fallu tout recommencer. Au Mozambique, Aline Solange Santos et Inês Leão furent des complices dans l'exploration d'un pays qui ne demande qu'à être découvert. L'accueil chaleureux et l'aide inconditionnelle de Salomão Mungoi furent aussi très appréciés à Maputo.

Tout mon respect à mes interviewés. Vos leçons de vie, trop riches pour être comprimées dans une thèse de doctorat, alimenteront ma réflexion pour les prochaines années et décennies.

Aux téméraires philanthropes qui, sans aucune obligation, ont accepté de lire les brouillons inachevés par «amour à l'art», je vous remercie pour votre intérêt, votre temps, et votre patience.

Une thèse n'est pas seulement une recherche, un manuscrit et une défense. C'est aussi un parcours personnel. Je veux remercier à ceux qui m'ont accompagné de proche ou de loin, et qui ont fait de tout ce temps, une période très agréable. Mes sympathies à Luis Calderón, Daniel Charron, Magdalena Dembinska, Thierry Giasson, Fernando Gonzalez, Marc-André Hamel, Stéphane Lambert, Andrée

Laprise, Marcelo Maina, Pedro Reyes, Catherine Slakmon, Denis Sibony, Cristophe Traisnel, Anna Victor, et Jorge Zeledón, pour m'avoir encouragé et aidé, chacun à leur façon et au bon moment, à me rendre jusqu'ici.

Par malheur, j'ai maintenant un problème: je suis rendu tellement loin, que je ne sais plus où je suis rendu! Je suppose que je devrais être «mieux» maintenant qu'il y a 3 285 jours... Quoi qu'il en soit, je suis sûr que vous serez là pour m'aider à élucider cette énigme.

Merci à ma famille pour cette source inépuisable d'énergie et d'inspiration.

*...no es difícil entender que los talentos racionales de este lado del mundo, extasiados en la contemplación de sus propias culturas, se hayan quedado sin un método válido para interpretarnos. Es comprensible que insistan en medirnos con la misma vara con que se miden a sí mismos, sin recordar que los estragos de la vida no son iguales para todos, y que la búsqueda de la identidad propia es tan ardua y sangrienta para nosotros como lo fue para ellos. La interpretación de nuestra realidad con esquemas ajenos sólo contribuye a hacernos cada vez más desconocidos, cada vez menos libres, cada vez más solitarios...*  
*(Gabriel García Márquez, à Stockholm, en 1982)*

## Table des matières

Résumé.....	ii
Abstract.....	iv
Resumen.....	vi
Resumo.....	viii
Remerciements.....	xi
Table des matières.....	xiv

### Introduction

## **Transitions à partir de contextes de conflit armé interne**

Institutions, rapports de force et incertitude politique .....	1
<b>1. Conflits armés internes, types de paix et interventions internationales .....</b>	<b>8</b>
1.1 Le point de départ: qu'est-ce qu'un conflit armé interne?.....	8
1.1.1 Conflits armés internes et incertitude politique .....	8
1.1.2 Groupes armés illégaux et États défailants.....	12
1.1.3 Conflits armés, asymétries stratégiques et relations externes.....	16
1.1.4 Conflits armés internes et polarisation sociopolitique.....	18
1.2 Le point d'arrivée. Paix soutenable et paix précaire: quelle est la différence?.....	20
1.3 Tierces parties et transitions.....	22
<b>2. Postulats de base et méthode de recherche .....</b>	<b>27</b>
2.1 Que voulons-nous démontrer? .....	28
2.2 Comparaisons et sélection des études de cas .....	30
2.3 La période étudiée.....	32
2.4 Études de cas.....	35
2.5 L'Afrique subsaharienne et la l'Amérique latine sous un angle comparé	41
2.6 Mécanismes de «contrôle» et «validité» de la connaissance .....	43
<b>3. Contribution au débat scientifique:     l'élaboration d'une approche intégrale de la résolution de conflits.....</b>	<b>45</b>
3.1 <i>Path-dependence</i> et résolution de conflits .....	46
3.2 La «démonstration» .....	48

## Chapitre 1

**Incertitude politique et résolution de conflits**

Extrémisme, modération et configuration du rapport de forces .....	50
<b>1. Inhibiteurs et incitateurs de conflits armés internes.....</b>	<b>51</b>
1.1 Le type de conflit détermine-t-il le degré de difficulté à le résoudre? ....	51
1.1.1 Allégeances idéologiques et obstacles à la résolution de conflits .....	54
1.1.2 Allégeances ethniques et obstacles à la résolution de conflits .....	56
1.1.3 Identités collectives et incertitude politique.....	58
1.2 L'angle militaire du rapport de forces et l'émergence de moments propices à la résolution de conflits.....	62
1.2.1 Des «impasses mutuelles éprouvantes», des «catastrophes imminentes» et de la résolution de conflits .....	63
1.2.2 L'émergence d'un moment propice: une question de hasard? .....	65
1.3 Intérêts économiques et conflits armés internes .....	66
1.4 Conclusion: obstacles et occasions de paix .....	71
<b>2. Incertitude politique, ressources et configurations des rapports de force .....</b>	<b>72</b>
2.1 Choix stratégiques et aversion à l'incertitude.....	73
2.1.1 Amalgame de moyens et fins versus capacité à adapter les moyens par rapport aux fins .....	74
2.1.2 Qui est modéré? Qui est extrémiste?.....	78
2.2. Rapports de force et ressources politiques, économiques et stratégiques	83
2.2.1 Intentions d'agir, moyens pour le faire.....	83
2.2.2 Ressources et relations entre les belligérants et la population civile...	87
2.2.3 Ressources et recrutement de combattants .....	88
<b>3. La configuration du rapport de forces .....</b>	<b>89</b>
3.1 Rapports de force radicalisés et résolution de conflits.....	91
3.1.1 Rationalité et irrationalité de la violence politique.....	91
3.1.2 La paix des extrémistes .....	93
3.1.3 Des camisolles de force pour garantir l'accès permanent au pouvoir.....	94
3.2 L'angle politique des moments propices: de l'institutionnalisation d'une «extrication» .....	95
3.3. Rapports de force mixtes et «effets d'entraînement» .....	98
<b>4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (1): obstacles et occasions de paix .....</b>	<b>100</b>

## Chapitre 2

**Polyarchie et *Power Sharing***

Interventions internationales, rapport de forces et trajectoires de pacification .....	104
<b>1. Extrémisme, modération et trajectoires de pacification</b> .....	106
1.1 Intérêts vitaux, pactes et paix, et garanties de sécurité .....	107
1.1.1 Garanties internes: partage de pouvoir et paix précaire .....	108
1.1.2 Garanties internes: polyarchie et paix soutenable .....	111
1.1.3 Garanties internes et rapport de forces mixte .....	112
1.2 Garanties internes de sécurité, pactes de paix et risques de sabotage...113	
1.2.1 Garanties consociationnistes et risques de sabotage.....	116
1.2.2 Garanties polyarchiques et risques de sabotage .....	117
1.2.3 Rapport de forces mixte et risques de sabotage.....	118
1.3 Conclusion: trajectoires de pacification.....	119
<b>2. Institutions, incertitude et transitions à partir de conflits armés internes</b> .....	122
2.1 L'imputabilité des dirigeants .....	123
2.1.1 Système judiciaire, imputabilité et endiguement de l'incertitude .....	124
2.1.2 Système de représentation, imputabilité et endiguement de l'incertitude .....	127
2.1.3 Conclusion: imputabilité, régimes politiques et réduction de l'incertitude .....	131
2.2 Maintien et construction de la paix et incertitude politique.....	131
2.2.1 Démilitarisation et construction de confiance .....	134
2.2.2 Démilitarisation et prévention de nouvelles vagues de violence: désarmement, démobilisation et réinsertion de l'opposition .....	137
2.2.3 Démilitarisation et prévention de nouvelles vagues de violence: la réforme de l'appareil militaire du gouvernement .....	138
2.2.4 Maintien et construction de paix, et trajectoires de pacification .....	140
<b>3. Tierces parties et rapports de force</b> .....	145
3.1 Les ressources mises à la disposition des tierces parties .....	146
3.2 Le dilemme de l'intervenant externe et l'affaiblissement des extrémistes	150
<b>4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (2): «échecs» et «succès» des interventions internationales</b> .....	152

## Chapitre 2

**Polyarchie et *Power Sharing***

Interventions internationales, rapport de forces et trajectoires de pacification .....	104
<b>1. Extrémisme, modération et trajectoires de pacification</b> .....	106
1.1 Intérêts vitaux, pactes et paix, et garanties de sécurité .....	107
1.1.1 Garanties internes: partage de pouvoir et paix précaire .....	108
1.1.2 Garanties internes: polyarchie et paix soutenable .....	111
1.1.3 Garanties internes et rapport de forces mixte .....	112
1.2 Garanties internes de sécurité, pactes de paix et risques de sabotage...	113
1.2.1 Garanties consociationnistes et risques de sabotage.....	116
1.2.2 Garanties polyarchiques et risques de sabotage .....	117
1.2.3 Rapport de forces mixte et risques de sabotage.....	118
1.3 Conclusion: trajectoires de pacification.....	119
<b>2. Institutions, incertitude et transitions à partir de conflits armés internes</b> .....	122
2.1 L'imputabilité des dirigeants .....	123
2.1.1 Système judiciaire, imputabilité et endiguement de l'incertitude .....	124
2.1.2 Système de représentation, imputabilité et endiguement de l'incertitude .....	127
2.1.3 Conclusion: imputabilité, régimes politiques et réduction de l'incertitude .....	130
2.2 Maintien et construction de la paix et incertitude politique.....	131
2.2.1 Démilitarisation et construction de confiance .....	134
2.2.2 Démilitarisation et prévention de nouvelles vagues de violence: désarmement, démobilisation et réinsertion de l'opposition.....	137
2.2.3 Démilitarisation et prévention de nouvelles vagues de violence: la réforme de l'appareil militaire du gouvernement .....	138
2.2.4 Maintien et construction de paix, et trajectoires de pacification .....	140
<b>3. Tierces parties et rapports de force</b> .....	145
3.1 Les ressources mises à la disposition des tierces parties .....	146
3.2 Le dilemme de l'intervenant externe et l'affaiblissement des extrémistes	150
<b>4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (2): «échecs» et «succès» des interventions internationales</b> .....	152

## Chapitre 3

**Ressources, rapports de force et conflits armés internes**

Les belligérants angolais, colombiens, mozambicains et salvadoriens, 1975-1989 .....	156
<b>1. Extrémisme en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1975-1989 .....</b>	<b>158</b>
1.1 Afro-marxisme et greffe identitaire: le MPLA angolais et le FRELIMO mozambicain .....	160
1.1.1 Accumulation de ressources politiques nationales et internationales.....	163
1.1.2 Accumulation de ressources économiques: où est l'URSS? .....	165
1.1.3 La précarité stratégique: États aux bords de l'effondrement.....	169
1.1.4 Reconfiguration du rapport de forces au Mozambique? .....	171
1.2 S'assujettir ou se rebeller: les gouvernements de Betancur, Duarte et Barco sous un angle comparatif .....	174
1.2.1 Quand $G_E$ défait ce que $G_M$ fait: l'initiative de paix de Belisario Betancur.....	177
1.2.2 Duarte: assujettissement des civils. Rhétorique de paix, praxis de guerre.....	181
1.2.3 Barco: assujettissement des civils. Hiatus de politiques de paix, praxis de guerre.....	187
1.3 <i>Hasta la victoria siempre!</i> Les choix stratégiques de l'opposition extrémiste: l'UNITA, les FARC/FARC-EP et l'UC-ELN.....	192
1.3.1 L'émergence du «Docteur» Jonas Savimbi .....	192
1.3.2 La rupture de «l'impasse confortable» en Colombie.....	196
1.3.3 Insensibilité à l'incertitude et incapacité à réévaluer les choix stratégiques: l'UNITA, l'UC-ELN et les FARC-EP .....	199
<b>2. Modération en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1975-1989.....</b>	<b>201</b>
2.1 <i>Hasta la victoria siempre?</i> Les choix stratégiques de l'opposition modérée: le FMLN-FDR, le M-19 et la RENAMO sous un angle comparatif ....	201
2.1.1 L'opposition modérée et ses ressources politiques.....	201
2.1.2 Les ressources économiques et stratégiques du FMLN, de la RENAMO et du M-19 .....	206
2.1.3 Sensibilité à l'incertitude et remise en question des choix stratégiques: le FMLN, le M-19 et la RENAMO .....	208
2.1.4 L'offensive finale de novembre 1989: reconfiguration du rapport de forces .....	216



- 3. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (3):  
configuration du rapport de forces et émergence d'un moment propice..... 220**

#### Chapitre 4

### **Intérêts vitaux et pactes de paix**

Garanties internes et externes en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1989-1994 .....224

**1. Les accords de Bicesse, Lusaka et Chapultepec ..... 227**

1.1 Garanties internes en Angola et au Salvador .....228

1.1.1 Le rôle des forces armées dans le régime posttransitionnel ..... 229

1.1.2 De la différence entre la «sécurité interne»  
et la «défense externe» ..... 232

1.1.3 De la crédibilité du système de sanction des règles du jeu..... 234

1.1.4 Réinsertion de l'élite rebelle à la vie civile ..... 235

1.1.5 Bicesse: la réduction temporaire de l'incertitude  
en tant que garantie interne ..... 237

1.2 Réparer les pots cassés: le Protocole de Lusaka .....239

1.3 Garanties externes: l'Angola et le Salvador sous un angle comparé ...243

1.3.1 Les ressources mises à la disposition des tierces parties  
en Angola et au Salvador..... 245

1.3.2 La configuration du rapport de forces  
et le mandat des gardiens de la paix ..... 247

1.4 Conclusion: pactes de paix en Angola et au Salvador .....251

**2. Le Pacte pour la paix et la démocratie,  
le pacte de Bogotá et les Accords de Rome ..... 253**

2.1 Garanties internes lors de négociations  
entre des acteurs extrémistes et modérés .....255

2.2 Garanties externes: la Colombie et le Mozambique  
sous un angle comparé .....261

2.3 Conclusion: pactes de paix en Colombie et au Mozambique .....262

**3. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (4):  
des écarts entre les prévisions théoriques et les résultats pratiques ..... 265**

#### Chapitre 5

### **Tierces parties et la configuration du rapport de forces**

Recherche de la paix en Angola, en Colombie,  
au Salvador et au Mozambique, 1989-1994 .....270

**1. L'action des tierces parties fait-elle la différence  
dans des contextes de rapports de force radicalisés? ..... 273**

1.1	Extrémisme et conflits armés en Angola et en Colombie.....	273
1.2	L'intervention de la Troïka et la «résolution» du conflit angolais.....	276
1.2.1	La «paix d'ailleurs» ( <i>peace from outside</i> ).....	277
1.2.2	Lusaka: le rodéo politico-militaire de l'ONU .....	281
1.3	La Colombie: quand la tierce partie quitte la table de négociations .....	282
1.4	Conclusion: être ou ne pas être? Telle est la question .....	284
<b>2.</b>	<b>L'action des tierces parties quand le gouvernement extrémiste négocie avec l'opposition modérée .....</b>	<b>286</b>
2.1	Les négociations de paix mozambicaines: la «formule italienne».....	286
2.1.1	Contraintes et occasions de médiation: les ressources des tierces parties.....	288
2.1.2	Des blocages et déblocages des négociations de paix .....	294
2.1.3	Les sommets entre Joaquim Chissano et Alfonso Dhlakama .....	297
2.2	Effets d'entraînement et sabotage de pactes: les paris incertains du M-19300	
2.3	Conclusion: Séquences de changement institutionnel et processus de pacification .....	305
<b>3.</b>	<b>Tierces parties au Salvador: de la transformation d'un moment propice en extrication.....</b>	<b>306</b>
3.1	Pouvoir d'influence ( <i>leverage</i> ) des tierces parties et perceptions des négociateurs.....	308
3.2	La transformation d'un moment propice en extrication .....	315
3.3	Imputabilité horizontale, verticale et transition vers la démocratie.....	319
3.4	Conclusion: du maintien des occasions de paix.....	322
<b>4.</b>	<b>Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (5): de l'importance du compte à rebours dans le processus transitionnel.....</b>	<b>323</b>

## Chapitre 6

### Trajectoires de pacification et résolution de conflits

Recherche, maintien et construction de la paix en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1992-1999 .....

<b>1.</b>	<b>Rapport de forces, maintien de la paix et risques de sabotage.....</b>	<b>329</b>
1.1	Le DDR forcé: l'Angola 1992-1997 .....	330
1.1.1	Les entraves au DDR: délais du cantonnement et obstacles à la formation d'une nouvelle armée.....	330
1.1.2	Cessez-le-feu? .....	333
1.1.3	Rapport de forces radicalisés et risques de sabotage.....	335
1.2	Le DDR coopératif: le Salvador 1992-1994 .....	336

1.2.1	Les choix stratégiques du FMLN pendant la phase de démilitarisation.....	336
1.2.2	Des «réformes alternatives» proposées par les Forces armées salvadoriennes .....	339
1.2.3	Moments propices et risques de sabotage .....	340
1.3	DDR et rapport de forces mixte: le Mozambique, 1992-1994.....	342
1.3.1	Contraintes objectives, perceptions subjectives et renégociation de la mise en vigueur des accords.....	342
1.3.2	Gestion de l'information: des sabotages internes «limités» et «totaux» .....	345
1.3.3	Programmes de réinsertion des combattants .....	347
1.4	Maintien de la paix et réduction de l'incertitude sous un angle comparé: le conflit en Colombie, 1991-1994.....	349
1.4.1	La «survie» des Forces armées colombiennes et le DDR des guérillas mineures .....	351
1.4.2	La paix «fragmentée»: la démobilisation des «perestroïkistes» .....	354
<b>2.</b>	<b>De (t + 1) à (t + 2): l'organisation des premières élections postconflituelles .....</b>	<b>358</b>
2.1	L'Angola: une campagne électorale dans un contexte incertain .....	359
2.2	El Salvador: de l'utilisation de la peur comme arme électorale .....	361
2.3	Le Mozambique: le «syndrome anglais» .....	363
2.4	Séquences de transformation: du déraillement d'une trajectoire de pacification.....	365
<b>3.</b>	<b>Rapport de forces et construction de la paix .....</b>	<b>367</b>
3.1	La transformation de l'opposition armée en opposition civile: l'UNITA, le M-19, le FMLN et la RENAMO sous un angle comparé .....	367
3.1.1	L'émergence de l'UNITA-Renovada.....	368
3.1.2	L'expulsion des extrémistes du FMLN et la consolidation du parti .....	372
3.1.3	La difficulté à accepter la vulnérabilité stratégique: la RENAMO, 1993-1999 .....	374
3.1.4	Sauter dans le vide: de la disparition du M-19 .....	377
3.2	Le système judiciaire et la prévisibilité des choix des acteurs: le Salvador, 1992-1999 .....	379
3.2.1	De l'affaiblissement politique des extrémismes salvadoriens .....	381
3.2.2	La Police nationale civile du Salvador .....	384
<b>4.</b>	<b>Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (6): de la neutralité ou l'impartialité des tierces parties .....</b>	<b>388</b>

Conclusion

## **Vers une approche intégrale de la résolution de conflits**

Obstacles à la paix, déraillements des trajectoires et types de paix.....394

1. **De l'importance des rapports de force pour comprendre les points d'arrivée des trajectoires de pacification** ..... 398
2. **Des ponts entre facteurs internes et externes**..... 401
3. **Trajectoires de pacification et changement politique** ..... 405
4. **Les limites du modèle**..... 409
5. **Les études sur l'avenir de l'Angola, de la Colombie, du Salvador et du Mozambique** ..... 413

**Bibliographie**..... 417

### **Annexes**

Annexe 1, Cartes..... I

Annexe 2 Protocole de recherche (présenté à l'Université de Montréal le 7 août 2004) ..... V

Annexe 3 Entrevues ..... XVI

**Liste des tableaux****Tableau I**

Position des extrémistes et modérés vis-à-vis des négociations de paix .....81

**Tableau II**

Rapports de force: ressources disponibles pour les belligérants.....86

**Tableau III**

Trajectoires de pacification (selon la configuration du rapport de forces) .....121

**Tableau IV**

Effet d'entraînement du M-19, 1989-1990 .....257

**Tableau V**

Garanties internes et externes: Bicesse (1991), Bogotá (1990), Chapultepec (1992), Rome (1992) et Lusaka (1994).....266

**Tableau VI**

Documents menant (et annexés aux) Accords de Rome.....288

**Tableau VII**

Accords partiels convertis en chapitres de l'Accord de Chapultepec.....308

**Liste des figures****Figure 1**

Configurations des rapports de forces et points d'aboutissement  
es processus de pacification .....90

**Figure 2**

Imputabilité horizontale et verticale (des dirigeants)  
selon différents cadres institutionnels .....124

### Liste des sigles et abréviations

<b>Sigles et Abréviations</b>	<b>Nom</b>	<b>Pays</b>
<b>AMODEG</b>	<i>Associação dos Desmobilizados de Guerra</i> (Association des démobilisés de guerre).	Mozambique
<b>ANC</b>	<i>African National Congress</i> (Congrès national africain).	Afrique du Sud
<b>ARENA</b>	<i>Alianza Republicana Nacionalista</i> (Alliance Républicaine nationaliste).	Le Salvador
<b>AUC</b>	<i>Autodefensas Unidas de Colombia</i> (Autodéfenses unies de la Colombie).	Colombie
<b>BERD</b>	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	
<b>CAEM</b>	Comité d'assistance économique mutuelle (connu aussi sur les sigles: COMECON).	
<b>CC</b>	<i>Comissão Conjunta</i> (Commission conjointe).	Angola
<b>CCF</b>	<i>Comissão de Cesse do fogo</i> (Commission de cessez-le-feu).	Mozambique
<b>CCFA</b>	<i>Comissão Conjunta para a Formação das Forças Armadas</i> (Commission conjointe pour la formation des forces armées).	Angola
<b>CCFADM</b>	<i>Comissão para a Formação das FADM</i> (Commission pour la formation des FADM).	Mozambique
<b>CCPM</b>	<i>Comissão Conjunta político-militar</i> (Commission conjointe politico-militaire).	Angola
<b>CD</b>	<i>Convergencia Democrática</i> (Convergence démocratique).	Le Salvador
<b>CDU</b>	<i>Coalición Democrática Unida</i> (Coalition démocratique unie).	Le Salvador
<b>CDA</b>	Communauté de Développement de l'Afrique australe	
<b>CGSB</b>	<i>Coordinadora guerrillera Simón Bolívar</i> (Coordination guérillera Simon Bolivar).	Colombie
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge.	
<b>CMVF</b>	<i>Comissão Mista de Verificação</i> (Commission mixte de vérification).	Angola

<b>CNE</b>	<i>Comissão Nacional de Eleições</i> (Commission nationale des élections).	Mozambique
<b>COMINFO</b>	<i>Comissão Nacional de Informação</i> (Commission nationale d'information).	Mozambique
<b>COPAZ</b>	<i>Comisión Nacional para la Consolidación de la Paz</i> (Commission nationale pour la consolidation de la paix).	Le Salvador
<b>CORE</b>	<i>Comissão de Reintegração</i> (Commission de réintégration).	Mozambique
<b>CSC</b>	<i>Comissão de Supervisão e Controlo</i> (Commission de supervision et de contrôle).	Mozambique
<b>CRS</b>	<i>Corriente Renovación socialista</i> (Courant rénovation socialiste).	Colombie
<b>CU</b>	<i>Colombia Unida</i> (Colombie unie).	Colombie
<b>CVS</b>	Commission de la vérité.	Le Salvador
<b>DDR</b>	Désarmement, démobilisation et réintégration.	
<b>ELN</b>	<i>Ejército de Liberación Nacional</i> (Armée de libération nationale).	Colombie
<b>ELNA</b>	<i>Exército de Libertação Nacional de Angola</i> (Armée de libération nationale d'Angola).	Angola
<b>EPL</b>	<i>Ejército Popular de Liberación</i> (Armée populaire de libération).	Colombie
<b>ERP</b>	<i>Ejército Revolucionario del Pueblo</i> (Armée révolutionnaire du peuple).	Le Salvador
<b>ESA</b>	<i>Ejército secreto anti-comunista</i> (Armée secrète anticommuniste).	Le Salvador
<b>FAA</b>	<i>Forças Armadas Angolanas</i> (Forces armées angolaises).	Angola
<b>FAES</b>	Fuerzas Armadas de El Salvador (Forces armées salvadoriennes).	Le Salvador
<b>FALA</b>	<i>Forças Armadas da Libertação de Angola</i> (Forces armées de libération de l'Angola).	Le Salvador
<b>FAM</b>	<i>Forças Armadas Moçambicanas</i> (Forces armées mozambicaines).	Mozambique
<b>FARC</b>	<i>Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia</i> (Forces armées révolutionnaires de la Colombie).	Colombie



<b>FARC-EP</b>	<i>Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo</i> (Forces armées révolutionnaires de la Colombie-Armée du peuple).	Colombie
<b>FDR</b>	<i>Frente Democrático Revolucionario</i> (Front démocratique révolutionnaire).	Le Salvador
<b>FESA</b>	Fundação Eduardo dos Santos (Fondation Eduardo Dos Santos).	Angola
<b>FLEC</b>	<i>Frente de Libertação do Estado de Cabinda</i> (Front de libération de l'État de Cabinda).	Angola
<b>FLNC</b>	Front de libération nationale du Congo.	Congo
<b>FMC</b>	<i>Fuerzas Armadas Colombianas</i> (Forces armées colombiennes).	Colombie
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire international.	
<b>FMLN</b>	<i>Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional</i> (Front Farabundo Martí pour la libération nationale).	Le Salvador
<b>FNLA</b>	<i>Frente Nacional para a Libertação de Angola</i> (Front national de libération de l'Angola).	Angola
<b>FP</b>	<i>Frente Popular</i> (Front Populaire).	Colombie
<b>FPL</b>	<i>Fuerzas Populares de Liberación</i> (Forces populaires de libération).	Le Salvador
<b>FPLM</b>	<i>Forças populares de libertação de Moçambique</i> (Forces populaires de libération du Mozambique).	Mozambique
<b>FRELIMO</b>	<i>Frente de Libertação de Moçambique</i> (Front de libération du Mozambique).	Mozambique
<b>GANUPT</b>	Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie.	Namibie
<b>GUN</b>	Gouvernement d'unité nationale.	
<b>IDP</b>	Initiative pour la paix.	Colombie
<b>LMDH</b>	<i>Liga Moçambicana dos Direitos Humanos</i> (Ligue mozambicaine des droits humains).	Mozambique
<b>M-19</b>	<i>Movimiento 19 de abril</i> (Mouvement du 19 avril).	Colombie

<b>MAQL</b>	<i>Movimiento Armado Quintín Lamé</i> (Mouvement armé Quintin Lamé).	Colombie
<b>MAS</b>	<i>Muerte a los secuestradores</i> (Mort aux ravisseurs).	Colombie
<b>MINUSAL</b>	Mission des Nations Unies au Salvador.	Le Salvador
<b>MIPTES</b>	<i>Movimiento de Intelectuales, Profesionales, y Técnicos de El Salvador</i> (Mouvement des intellectuels, professionnels et techniciens salvadoriens).	Le Salvador
<b>MORENA</b>	<i>Movimiento de renovación nacional</i> (Mouvement pour le renouvellement national).	Colombia
<b>MPLA</b>	<i>Movimento Popular de Libertação de Angola</i> (Mouvement pour la libération de l'Angola).	Angola
<b>MPSC</b>	<i>Movimiento Popular Social Cristiano</i> (Mouvement populaire social-chrétien).	Le Salvador
<b>MRN</b>	Movimiento Nacional Revolucionario (Mouvement national révolutionnaire).	Le Salvador
<b>MSN</b>	<i>Movimiento de Salvación Nacional</i> (mouvement de sauvetage national).	Mozambique
<b>ONUCA</b>	Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale.	Amérique centrale
<b>ONUMOZ</b>	L'Opération des Nations Unies au Mozambique.	Mozambique
<b>ONUSAL</b>	Mission d'observation des Nations Unies au Salvador.	Le Salvador
<b>PCS</b>	<i>Partido Comunista Salvadoreño</i> (Parti communiste salvadorien).	Le Salvador
<b>PDA</b>	<i>Polo Democrático Alternativo</i> (Pôle démocratique alternatif).	Colombie
<b>PDC</b>	<i>Partido Demócrata-Cristiano</i> (Parti de la démocratie chrétienne).	Le Salvador
<b>PMSD</b>	<i>Partido Moçambicano da Social Democracia</i> (Parti mozambicain de la social-démocratie)	Mozambique
<b>PCN</b>	<i>Partido de la Conciliación Nacional</i> (Parti de la conciliation nationale).	Le Salvador
<b>PNC</b>	Police nationale civile.	Le Salvador
<b>PNR</b>	Politique de changement pour la réconciliation, la normalisation et la réhabilitation.	Colombie

<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement.	
<b>PRC</b>	Programme de réintégration communautaire.	Mozambique
<b>PRT</b>	<i>Partido Revolucionario de los Trabajadores</i> (Parti révolutionnaire des travailleurs).	Colombie
<b>PRTC</b>	<i>Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos</i> (Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains).	Le Salvador
<b>RENAMO</b>	<i>Resistência Nacional Moçambicana</i> (Résistance nationale mozambicaine).	Mozambique
<b>RN</b>	<i>Resistencia Nacional</i> (Résistance nationale).	Le Salvador
<b>TKP</b>	<i>Management Framework for Re-integrating Demobilized Soldiers with Emphasis on Business and Skills Development</i> (Programme de réintégration et de développement de facultés des démobilisés dans le secteur des affaires).	Mozambique
<b>UANM</b>	<i>Mozambique African National Union</i> (Union africaine nationale mozambicaine).	Mozambique
<b>UP</b>	<i>Unión Patriótica</i> (Union patriotique).	Colombie
<b>SD</b>	<i>Socialismo Democrático</i> (Socialisme démocratique).	Colombie
<b>SISE</b>	<i>Serviços de Informação e Segurança do Estado</i> (Services de renseignement et de sécurité de l'État).	Mozambique
<b>SIR</b>	<i>Serviços de Informação e Referência</i> (Services d'information et référence).	Mozambique
<b>SONANGOL</b>	<i>Sociedade nacional de combustíveis de Angola</i> (Société nationale de combustible d'Angola).	Angola
<b>SWAPO</b>	<i>South-West Africa People's Organization</i> (Organisation du peuple du sud-ouest africain)	Namibie
<b>UC</b>	<i>Unión Camilista</i> (Union « camiliste »).	Colombie
<b>UDENAMO</b>	<i>União Democrática Nacional de Moçambique</i> (Union démocratique nationale du Mozambique).	Mozambique
<b>UNAVEM</b>	Mission de vérification des Nations Unies en Angola.	Angola
<b>UNAVEM II</b>	Mission de vérification des Nations Unies en Angola I.	Angola

<b>UNAVEM III</b>	Troisième Mission de vérification des Nations Unies en Angola III.	Angola
<b>UNAMI</b>	<i>l'União Nacional de Moçambique</i> (Union nationale du Mozambique).	Mozambique
<b>UNITA</b>	<i>União Nacional para a Independência Total de Angola</i> (Union nationale pour l'indépendance totale d'Angola).	Angola
<b>UNITAR</b>	<i>UNITA-Renovada</i> (UNITA renouvelé).	Angola
<b>UNITAS</b>	<i>UNITA de Savimbi</i> (UNITA fidèle à Savimbi).	Angola
<b>WANEP</b>	<i>West Africa Network for Peacebuilding.</i>	

## Introduction

# Transitions à partir de contextes de conflit armé interne

## Institutions, rapports de force et incertitude politique

*Perhaps the most important and obvious but also most neglected fact about successful great revolutions is that they do not occur in democratic political systems. This is not to argue that formally democratic governments are immune to revolution [...]. If a democracy acts in an «undemocratic» manner by obstructing the expansion of political participation, it may well encourage revolution<sup>1</sup>.*

Chaque fois que Raul Domingos, représentant de la *Resistência Nacional Moçambicana* (Résistance nationale mozambicaine, RENAMO) s'apprête à rentrer dans les montagnes de Gorongosa au Mozambique, il doit faire le tour des supermarchés de Rome. La *Casa Banana*, quartier général de la RENAMO, manque de tout: d'électricité, de piles, de médicaments, de chaussures, d'essence, de crayons, de papier et de toutes sortes de matériaux<sup>2</sup>. Dans les grandes surfaces romaines du début des années 1990, peu de gens savent qu'ils croisent l'un des hommes dont la tâche est de trouver une solution à ce qui a été qualifié de «one of the most brutal holocaust against ordinary human beings since World War II<sup>3</sup>». Si l'Italie et la Communauté Catholique du Saint Égide n'avaient pas offert les billets d'avion, les repas, les hôtels et la logistique que suppose une négociation de paix, la RENAMO n'aurait probablement pas été en mesure de se payer un tel luxe. Non seulement faut-il posséder des ressources financières pour pouvoir négocier, mais de plus il faut être disposé à les perdre, car on ne sait jamais si le

---

<sup>1</sup> Samuel P. Huntington. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Haven: Yale University Press, 275-276.

<sup>2</sup> Roberto Morozzo della Rocca. 1998. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*. Maputo: Livraria Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 198.

<sup>3</sup> William Minter. 1998. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 69. Voir aussi: Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1): 144.

processus aboutira à un accord. En effet, l'incertitude politique est monnaie courante dans les contextes de conflit armé interne et lors de négociations de paix.

Même quand il y a entente, il vaut mieux se préparer au pire. À San Salvador, les opposants à la paix firent exploser une bombe à l'hôtel *Camino Real* le jour de la signature du pacte qui mettait fin au conflit armé. Mais dans ce cas, il était trop tard. Les négociateurs sont déjà au Château de Chapultepec, à Mexico D.F. pour la cérémonie de signature. Ils ont invité autant de représentants étrangers que possible. Les secrétaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de l'Organisation des États américains (OEA), Boutros Boutros-Ghali et João Baena Soares, sont aux premières loges. On retrouve assis, sur la même rangée, le secrétaire d'État américain, James Baker, et le ministre cubain des Relations extérieures, Isidoro Malmierca. Sont également présents les présidents et chefs de gouvernement César Gaviria (Colombie), Rafael Angel Calderón (Costa Rica), Felipe González (Espagne), Jorge Serrano (Guatemala), Rafael Callejas (Honduras) Carlos Salinas (Mexique), Violeta Barrios (Nicaragua), Guillermo Endara (Panama) et Carlos Andrés Pérez (Venezuela). Après le concert d'éloges, lors de cette cérémonie solennelle transmise en direct par la télévision salvadorienne face aux yeux stupéfiés des opposants à la paix, personne ne pourra plus affirmer haut et fort au Salvador que la victoire militaire était la meilleure option<sup>4</sup>. Pourtant, les obstacles à la mise en vigueur de l'accord ont été multiples.

Même si l'accord de paix est respecté, un autre calvaire commence. Si on fait partie de l'élite militaire, le changement peut être difficile à digérer<sup>5</sup>. Si on est dirigeant rebelle, il faut devenir politicien: «lors de notre première campagne électorale – indique Salvador Sánchez Cerén –, il y avait des municipalités où on ne pouvait pas rentrer; parfois on nous a reçus à coups de pierres! On pensait qu'avec notre légalisation, l'appui populaire allait nous suivre<sup>6</sup>.» Souvent, on se questionne, comme Otty Patiño, par rapport aux choix faits dans le passé; «nous

---

<sup>4</sup> Salvador Samayoa. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores, 605.

<sup>5</sup> Traduction libre. Entrevue avec le colonel José Antonio Almendariz, réalisée à San Salvador, le 22 novembre 2004.

<sup>6</sup> Traduction libre. Entrevue avec Salvador Sánchez Cerén (FMLN), réalisée à San Salvador, le 30 novembre 2004.

voulions créer une alliance d'opposition [après la démobilisation]; je crois que nous aurions dû dire: "le M-19 c'est fini". Mais nous n'avons pas été capables de faire ce deuil. Nous avons donc associé "M-19" au nom de la nouvelle force et les gens ont commencé à faire le lien entre l'ADM-19 et le M-19<sup>7</sup>.»

Si on ne fait pas partie de l'élite, en fait si on est un «simple» combattant, la situation n'est pas pour autant évidente. D'une part, il faut voir ce qui a été négocié: Alberto Caycedo se rappelle que l'élite du M-19 s'était fait reprocher «... de n'avoir pas négocié de l'aide économique pour les démobilisés, mais on se disait à l'époque qu'on n'avait pas fait la révolution pour se trouver un boulot<sup>8</sup>». D'autre part, les conditions de réinsertion peuvent dépendre de multiples facteurs. Au Mozambique, indique Salomão Mungói, «... ceux qui ont été démobilisés en 1975 sont les "anciens combattants". Les soldats démobilisés en 1994, qui ont été recrutés après 1976, n'ont pas un ministère qui veille sur leurs intérêts<sup>9</sup>.» Et si l'ONU s'engage à aider mais se déploie trop lentement? Exaspérés, des combattants de la RENAMO ont menacé de se soulever dans un des centres de cantonnement. Leur seule exigence étant de pouvoir rentrer chez eux. Avec une équipe de l'ONU, Domingos a réussi à ramener le calme; «par chance, quelques-uns me connaissaient. J'ai donc pu établir une relation d'autorité. Je les ai d'abord convaincus d'aller parler à l'ombre. Nous avons apporté des pantalons, des chemises, des maillots, des cigarettes et du savon. Quand la tension a diminué, le personnel de l'ONU a commencé à se rapprocher<sup>10</sup>.» L'incertitude est une caractéristique non seulement des contextes de conflit armé et des négociations de paix, mais aussi de la phase de mise en œuvre des accords.

Cette thèse présente une étude comparative des transitions à partir d'un contexte de conflit armé dans quatre pays: l'Angola, la Colombie, le Salvador et

---

<sup>7</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>8</sup> Traduction libre. Entrevue avec Alberto Caycedo (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 11 octobre 2004.

<sup>9</sup> Traduction libre. Entrevue avec Salomão Mungói (AMODEG), réalisée à Maputo, le 24 août 2005.

<sup>10</sup> Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, les 11 et 17 août 2005.

le Mozambique<sup>11</sup>. De nouvelles études pour mieux comprendre les obstacles à la résolution de conflits armés internes sont importantes pour au moins trois raisons. Premièrement, et d'un point de vue normatif, les conflits armés sont liés à des vols, des viols, des assassinats, des enlèvements, des violations des Droits humains et à des crimes de guerre qui vont à l'encontre des normes internationales en matière de protection des droits humains. Deuxièmement, une grande quantité de ressources financières, logistiques et humaines sont sans cesse déployées pour tenter de mettre fin à ces situations. Par exemple, la 57<sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU a autorisé un budget de 2,17 milliards de dollars américains pour financer 11 opérations de paix pour l'année budgétaire 2003-2004. Troisièmement, on a constaté que les pires massacres peuvent survenir après l'échec d'un processus de paix<sup>12</sup>. Le million de morts survenues après le rejet de l'accord d'Arusha de 1994 (Rwanda)<sup>13</sup> signale l'importance d'élaborer des démarches capables de proposer une meilleure compréhension du lien entre «démocratie» et «paix».

D'entrée de jeu, il faut toutefois souligner qu'il est risqué d'essayer de déterminer les coûts humains et économiques de ces conflits. Les mines antipersonnel auraient laissé en Angola au moins 15 000 amputés<sup>14</sup>. Un rapport de l'ONU estime les pertes économiques (1975 – 1992) à 30 milliards de dollars, soit six fois le PIB de 1988; on calcule aujourd'hui que plus d'un million d'Angolais y ont trouvé la mort<sup>15</sup>. En Colombie, sur un total de 300 000 assassinats depuis la fin des années 1980, 18 pour cent (54 000 personnes) sont attribuables à la violence politique<sup>16</sup>. Le pays est une économie importante en Amérique latine, et aucun processus électoral n'y a été interrompu. N'empêche, selon Jaime Zuluaga,

---

<sup>11</sup> Pour une carte des pays, voir l'annexe 1.

<sup>12</sup> James Busumtwi-Sam. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa». *Studies in Comparative International Development* 37 (no 3), 91.

<sup>13</sup> Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2), 5.

<sup>14</sup> Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 5.

<sup>15</sup> Steve Utterwulge. 2004. «Conflict Management in Complex Humanitarian Situations: Peacemaking and Peacebuilding Work with Angolan IDPs». *Journal of Refugee Studies* 17 (no 2), 222.

<sup>16</sup> Catherine C. LeGrand. 2003. «The Colombian Crisis in Historical Perspective». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56), 166.



en Colombie il y a «... autant d'exécutions extrajudiciaires que dans n'importe quelle dictature militaire du Cône sud [des années 1970]<sup>17</sup>».

Au Salvador, plus de 75 000 personnes sont mortes pendant la guerre civile<sup>18</sup>. Les dommages économiques reliés à la guerre sont estimés à 1,5 milliard de dollars en infrastructure seulement<sup>19</sup>. On établit à 800 000 - 900 000 le nombre de morts au Mozambique, sans tenir compte des trois millions de déplacés<sup>20</sup>. En 1992, le pays arrive en dernière place dans l'index de développement humain. Selon l'ONU, les coûts totaux de la guerre correspondent aux exportations de 250 ans, un montant 50 fois plus important que les revenus annuels<sup>21</sup>. La guerre a laissé le secteur industriel à 20-25 pour cent de sa capacité de production; seuls 5 pour cent de la terre cultivable étaient utilisés à des fins agricoles<sup>22</sup>.

Malgré les efforts mis pour résoudre le conflit en Angola, une solution négociée fut impossible à trouver. Le gouvernement du *Movimento Popular de Libertação de Angola* (Mouvement pour la libération de l'Angola, MPLA) et l'*União Nacional para a Independência Total de Angola* (Union nationale pour l'indépendance totale d'Angola, UNITA) signent deux accords de paix, à Bicesse (1991) et à Lusaka (1994), sans toutefois les respecter. Pourtant, la «communauté internationale» semble avoir tout essayé. Elle a obligé les belligérants à signer un accord et a imposé des sanctions en cas de non-respect des engagements. Elle a

---

<sup>17</sup> Traduction libre. Entrevue réalisée avec Jaime Zuluaga (Universidad Nacional de Colombia), à Bogotá D.C. le 9 mars 2007.

<sup>18</sup> Elisabeth Jean Wood. 2003. *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*. Cambridge: Cambridge University Press, 8; James K. Boyce. 1996. «El Salvador's Adjustment Toward Peace: An Introduction». Dans J. K. Boyce, dir., *Economic Policy for Building Peace. The Lessons of El Salvador*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 2.

<sup>19</sup> Alexander Segovia. 1996. «The War Economy of the 1980s». Dans J. K. Boyce, dir., *Economic Policy for Building Peace. The Lessons of El Salvador*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 31.

<sup>20</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 144; Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes», 6.

<sup>21</sup> Alexander Costy. 2004. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 150.

<sup>22</sup> James Busumtwi-Sam. 2004. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 324.

suggéré l'adoption d'institutions «démocratiques» à Bicesse et s'est tournée vers une formule de «partage du pouvoir» (*power sharing*) à Lusaka, tout en déployant une opération de paix «modeste», la Deuxième Mission de vérification des Nations Unies en Angola II en 1991 (UNAVEM II), et une opération «musclée» en 1995 (UNAVEM III)<sup>23</sup>. Deux représentants du secrétaire général de l'ONU - Margaret Anstee (1992-1993) et Blondin Beye (1993-1998) - et un envoyé spécial, Mussagy Jeichande (2000-2002), ne parviendront pas à arrêter la guerre. Le secrétaire général, Kofi Annan, s'est même entretenu avec Jonas Savimbi, dirigeant et fondateur de l'UNITA. Or, rien ne fonctionna. Il faudra attendre le 22 février 2002 pour voir le général Carlitos Wala, du MPLA, tuer Savimbi dans une embuscade dans la province de Moxico<sup>24</sup>. Pourquoi est-il impossible de négocier la paix en Angola?

En Colombie, le conflit le plus long de l'Amérique latine se déroule encore sous nos yeux en 2007. En 1962, Pedro Marín, connu aussi sous le nom de Manuel Marulanda ou de *Tirofijo*, participait à la création du *Bloque sur* (Bloc sud), un groupe de *campesinos* réunis pour contrer par la voie armée les attaques des militaires et des milices du Parti Conservateur<sup>25</sup>. En 1964, le groupe devient les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (Forces armées révolutionnaires de la Colombie, FARC)<sup>26</sup>. Depuis, cinq autres guérillas ont vu le jour dans ce pays: *l'Ejército de Liberación Nacional* (Armée de libération

---

<sup>23</sup> Selon Dahl, les principes vecteurs de la «polyarchie» sont la contestation et la participation politiques. Nous revenons plus loin sur ce sujet. Voir: Robert A. Dahl. 1971. *Polyarchy. Participation and Opposition*. New Haven et Londres: Yale University Press.

<sup>24</sup> Manuel Muanza. 2002. «Savimbi's dead: long live peace in Angola». *Mail and Guardian*. Johannesburg: 24 février 2002.

<sup>25</sup> Le terme *campesino* ne se traduit pas littéralement par *paysan* car, même si les deux réfèrent à des individus qui résident à la campagne, les *campesinos* ne sont pas souvent propriétaires de leurs moyens de production. Pour une discussion, voir: Wood. *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, 5. Pour la Colombie, voir: Lawrence Boudon. 1996. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process». *Journal of Latin American Studies* 28, 279; Alexandra Guáqueta. 2003. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 75; Adolfo León Atehortúa Cruz. 1999. «Colombie: la place des militaires dans le conflit armé». *Problèmes de l'Amérique latine* 34, 78. LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 175.

<sup>26</sup> Juan Guillermo Ferro Medina et Graciela Uribe Ramón. 2002. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*. Bogotá D.C.: Centro Editorial Javeriano (CEJA), Pontificia Universidad Javeriana, 30-31.

nationale, ELN), l'*Ejército Popular de Liberación* (Armée populaire de libération, EPL), le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (Parti révolutionnaire des travailleurs, PRT), le *Movimiento Armado Quintín Lamé* (Mouvement armé Quintín Lamé, MAQL) et le M-19 (Mouvement du 19 avril). À partir des années 1980, les groupes paramilitaires qui deviendront, dans les années 1990, les *Autodefensas Unidas de Colombia* (Autodéfenses unies de la Colombie, AUC), sont fondés.

Entre-temps, une loi de sécurité fut approuvée pendant la présidence de Julio César Turbay (1974-1978), une «Guerre intégrale» fut déclarée pendant celle de César Gaviria (1990-1994) et une politique de «Sécurité démocratique» sera mise en place par le président Alvaro Uribe (2002-...). De plus, trois «négociations de paix» ont eu lieu sous les gouvernements de Belisario Betancur (1982-1986), de Virgilio Barco (1986-1990) et d'Andrés Pastrana (1998-2002). Cinq démobilisations furent réussies: celles de l'EPL, du PRT, du MAQL, une faction de l'ELN (connue sous le nom de *Corriente Renovación socialista*, CRS) et celle du M-19. Une nouvelle constitution fut approuvée en 1991 et les groupes d'autodéfense furent, du moins officiellement, démobilisés entre 2004 et 2005<sup>27</sup>. Pourtant, les FARC et l'ELN, les deux guérillas les plus anciennes du pays, demeurent armées. Pourquoi seul le processus de paix du président Barco a-t-il abouti à des démobilisations? Pourquoi certaines guérillas décident-elles de rendre les armes? Pourquoi les FARC et l'ELN n'ont-elles pas été séduites par ces occasions de paix?

Au Mozambique, la RENAMO a accepté de désarmer dès qu'elle a été convaincue qu'elle pourrait devenir un parti politique avec des chances de remporter une élection<sup>28</sup>. Aussi, la réintégration de 15 000 de leurs combattants dans l'armée du pays aurait également pu apaiser les craintes de sécurité du

---

<sup>27</sup> Pour un aperçu critique de ce dernier processus de démobilisation, voir: Fernando A. Chinchilla. 2007. «Inclusion, Exclusion, and Fragmented Peace: Disarmament, Demobilization, and Reintegration Processes in Colombia». *CCHS Human Security Fellowship Policy Brief*. Vancouver: Liu Institute of Global Issues, Université de la Colombie-Britannique.

<sup>28</sup> Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 16.

groupe contre-révolutionnaire<sup>29</sup>. Au Salvador, des dispositions de réinsertion expliqueraient le fait que les groupes touchés par les accords ont fini par les accepter; les militaires purgés des rangs ont reçu, en principe, l'équivalent d'une année de salaire<sup>30</sup>. Qu'en est-il de ces arguments? Pourquoi des belligérants décident-ils parfois de négocier? Comment se déroulent ces négociations? Quels accords les négociateurs peuvent-ils et veulent-ils signer? Tous les acteurs cherchent-ils les mêmes garanties? De quelle façon peut-on mettre en vigueur un accord? Pourquoi les signataires décident-ils de ne plus respecter les ententes dans certains cas? Quel est le résultat final des processus de pacification?

Cette thèse démontre qu'un rapport de forces favorable à des acteurs modérés, accompagné d'une intervention internationale visant à affaiblir les extrémistes, peuvent mener à une paix soutenable. Deux hypothèses complémentaires, que nous verrons plus loin, complètent cette proposition. Définissons pour le moment les principaux concepts qui sous-tendent cette recherche, c'est-à-dire ceux de «conflit armé», de «paix» et «d'interventions internationales». Nous serons alors en mesure de mieux saisir l'ensemble de nos hypothèses, notre choix des études de cas et la période d'analyse.

## **1. Conflits armés internes, types de paix et interventions internationales**

### ***1.1 Le point de départ: qu'est-ce qu'un conflit armé interne?***

#### *1.1.1 Conflits armés internes et incertitude politique*

En temps de «paix», «d'ordre» ou de «stabilité», les institutions réduisent l'incertitude politique en ordonnant les interactions entre les acteurs, qui prennent des décisions dans un univers de contraintes qui déterminent les limites du possible et de l'impossible<sup>31</sup>. Les acteurs politiques sont capables de percevoir,

<sup>29</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 149.

<sup>30</sup> Gobierno de la República de El Salvador et FMLN. 1992. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 60-61.

<sup>31</sup> Terry L. Karl. 1990. «Dilemmas of Democratization in Latin America». *Comparative Politics* 23 (no 1), 6; Margaret Levi. 1997. «A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge: Cambridge University Press, 22; Terry L. Karl et Philippe C. Schmitter. 1991. «Modes of Transition in Latin America.

d'évaluer et de choisir les stratégies qu'ils estiment à même de mieux servir leurs intérêts. En relayant l'information nécessaire par rapport à la façon dont ils sont supposés agir à l'avenir, en permettant de calculer les coûts et les bénéfices de chaque décision et en rendant ainsi «rationnels» leurs choix, les institutions permettent de prévoir les conséquences des choix des acteurs<sup>33</sup>. En d'autres termes, la circulation d'information fiable et la garantie de sanction en cas d'infraction des règles permettent aux acteurs de calculer les risques associés à chaque choix stratégique<sup>34</sup>.

Les règles du jeu politique, ou institutions, créent des normes d'agrégation et de représentation des intérêts et de gestion des conflits<sup>35</sup>. Elles distribuent les ressources disponibles et guident, pénalisent, obligent, informent, permettent, définissent et exemptent les acteurs<sup>36</sup>. Les institutions sont sociales parce qu'elles encadrent tous les acteurs de la même façon et parce qu'elles déterminent qui peut jouer et quelles ressources sont acceptables pour atteindre un objectif. En diminuant les coûts de circulation de l'information, la surveillance, la négociation, l'application de contrats et la résolution de conflits sociopolitiques, les institutions créent un cadre d'interactions qui favorise la coopération. Nous y reviendrons.

Toutefois, comme l'indique O'Donnell, des institutions, en principe «acceptables» pour tous, peuvent parfois ne pas être mises en vigueur tel que prévu. Elles sont créées selon des critères régionaux, sociaux, ethniques et

---

Comparative and Historical Analysis». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge: Cambridge University Press, 22; Terry L. Karl et Philippe C. Schmitter. 1991. «Modes of Transition in Latin America. Southern and Eastern Europe». *International Social Science Review* (mai), 271; Christopher R. Mitchell. 1991. «Ending conflict and wars: judgement, rationality and entrapment». *International Social Science Journal* Février, 41; Sven Steinmo, Kathleen Thelen et Frank Longtreth. 1992. *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*. Cambridge: Cambridge University Press, 7, 9.

<sup>33</sup> Jack Knight. 1992. *Institutions and Social Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press, 53-54.

<sup>34</sup> *Ibid.*, 54, 58.

<sup>35</sup> John H. Carey. 2000. «Parchment, Equilibria and Institutions». *Comparative Political Studies. Special Issue: Comparative Politics in the Year 2000: Unity Within Diversity* 3 (no 6-7); Guillermo O'Donnell. 1994. «Delegative Democracies». *Journal of Democracy* 5 (no 1), 735; Knight. *Institutions and Social Conflict*, 2-3, 10, 54, 67-58.

<sup>36</sup> Knight. *Institutions and Social Conflict*, 67.

autres<sup>37</sup>. Le Salvador de l'avant-guerre civile se définit, sur le plan constitutionnel, comme une démocratie représentative. Or, le pays est gouverné par le *Partido de la Conciliación Nacional* (Parti de la conciliation nationale, PCN), qui est en fait le parti des Forces armées salvadoriennes (FAES). Ici, des règles formelles «acceptables» sont court-circuitées par des règles informelles inacceptables selon lesquelles les exclus du pouvoir se voient conférer le statut permanent de «perdants» à travers l'organisation prévisible, constante et massive de fraudes électorales. En 1972, indique un dirigeant du Parti de la démocratie chrétienne, «nous avons gagné les élections, mais on nous les a volées. Et l'armée l'a reconnu publiquement. Les militaires ont changé les bulletins et ont annulé nos listes de députés et de maires [...]. En 1977, même avec un militaire comme candidat, nous avons perdu. Nous avons alors démontré qu'ici, pour être président, il ne fallait pas seulement être militaire mais aussi avoir la bénédiction du Haut Commandement<sup>38</sup>.» Il existe donc au Salvador, en reprenant les termes d'O'Donnell, un fossé entre le «pays formel» et le «pays réel»<sup>39</sup>.

Dans d'autres cas, un tel fossé n'existe pas, mais des institutions qui ne font pas consensus se sont imposées unilatéralement par la force. L'Angola et le Mozambique (1975-1989) représentent des situations où des régimes à parti unique excluent tous ceux qui n'étaient pas disposés à se plier aux règles imposées par le MPLA et le *Frente de Libertação de Moçambique* (Front de libération du Mozambique, FRELIMO). Ces mouvements ont supprimé toute activité politique extrapartisane deux ans après leur arrivée au pouvoir (1975). Au Mozambique, par exemple, le FRELIMO a envoyé les dirigeants de l'opposition,

---

<sup>37</sup> O'Donnell, Guillermo. 1998. «Polyarchies and the (Un)Rule of Law in Latin America». Notre Dame: Kellogg Institute for International Studies, 8-13.

<sup>38</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 1, réalisée à San Salvador, le 1<sup>er</sup> décembre 2004.

<sup>39</sup> On indique que «the long history of fraud and aggression against political opposition within a context of apparently democratic procedures is one of the causes of political polarisation in Central America...». Pour plus de détails, voir: Luis Maira. 1986. «Authoritarianism in Central America: A Comparative Perspective». Dans G. D. Palma and L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 25-26; Terry Lynn Karl. 1986. «Democracy by Design: The Christian Democratic Party in El Salvador». Dans G. D. Palma and L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 206-208.

tout du moins ceux qui n'ont pas réussi à fuir, dans des «camps de rééducation<sup>40</sup>». Selon Máximo Dias, «... l'idéal de l'indépendance nous unissait tous. Mais quand le FRELIMO a approuvé une constitution qui mettait en place le parti unique, il a cessé d'être la grande force nationaliste. J'ai exprimé publiquement mon mécontentement et j'ai dû partir vivre au Portugal<sup>41</sup>.»

La principale différence entre un environnement à incertitude réduite et un autre à incertitude accrue est le fait que, dans le deuxième cas, il est impossible de calculer la probabilité qu'un événement se produise. En l'absence d'institutions capables de faire circuler l'information, les acteurs ne peuvent pas prévoir les effets de leurs actions sur les choix des autres; «without some means of resolving this uncertainty, strategic action is impossible, because the actors are unable to asses rationally the outcomes associated with their choice of strategies. This is the problem in a world without institutions<sup>42</sup>.» Souvent, l'imposition de règles «inacceptables» ou la non-application de règles «acceptables» peuvent mener les gagnants (les défenseurs du statu quo) ou les perdants (favorables à un autre environnement institutionnel) à privilégier les armes pour défendre leurs intérêts. Nous définissons les conflits armés internes comme des contextes où des acteurs nationaux choisissent la stratégie armée pour imposer ou contester les règles du jeu. Faute d'institutions, ce sont les rapports de force, c'est-à-dire la distribution de ressources, qui déterminent le possible et l'impossible en termes de choix stratégiques.

---

<sup>40</sup> Pekka Virtanen. 2003. «Defining the 'Other': Democracy in Mozambique Within: A Historical Perspective». *African and Asian Studies* 2 (no 3), 246.

<sup>41</sup> Traduction libre. Entrevue avec Máximo Dias (PMSD), réalisée à Maputo, le 25 août 2005. En tant que guérilla anticoloniale, le FRELIMO était à l'origine composé par le *Mozambique African National Union* (Union africaine nationale mozambicaine, UANM), l'*União Nacional de Moçambique* (Union nationale du Mozambique, UNAMI) et la *União Democrática Nacional de Moçambique* (Union démocratique nationale du Mozambique, UDENAMO). L'union des trois groupes anticoloniaux, qui sont devenus un «front» sous la direction d'Eduardo Mondlane, a lieu à Dar es Salam (aujourd'hui Tanganyika, Tanzanie). Voir: Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 18-116-118.

<sup>42</sup> Knight. *Institutions and Social Conflict*, 48; 53. Voir aussi: James G. March et Johan P. Olsen. 1985. «The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life». *American Political Science Review* 78 (no 3), 736-37.

### 1.1.2 Groupes armés illégaux et États défaillants

Par définition, un conflit armé est un affrontement entre un groupe armé illégal et un État défaillant (l'existence du premier impliquant la remise en question de la légitimité du deuxième). Par «groupe armé illégal», nous référons à ce que Zahar appelle des «milices», c'est-à-dire des acteurs armés non étatiques qui utilisent la violence pour atteindre leurs objectifs<sup>43</sup>. Ces groupes peuvent prendre diverses formes, poursuivre des objectifs multiples et établir différents types de relations avec les habitants des zones sous leur gouverne<sup>44</sup>. Dans la prochaine section, nous expliquerons les critères de sélection des acteurs ici étudiés. Pour l'instant, soulignons que notre recherche inclut quatre guérillas (le FMLN, 1979-1992; les FARC, 1962-1982; le M-19, 1974-1989; l'ELN, 1985-1992); deux groupes contre-révolutionnaires (la RENAMO, 1978-1992 et l'UNITA, 1975-1998) et une armée révolutionnaire (les FARC-EP, 1982-1998).

La forme des groupes armés varie au cours d'un conflit. Sans prétendre à l'exhaustivité, notons par exemple que la transformation d'une guérilla en armée révolutionnaire est un choix stratégique. La structure interne du groupe peut également varier selon les alliances conclues. Dans le cadre de cette thèse, nous adjoignons l'épithète «EP» (*Ejército del Pueblo* – Armée du peuple) à «FARC» pour distinguer les FARC d'avant 1982, une guérilla peu articulée toujours sur la défensive, et les FARC-EP post-1982, une armée révolutionnaire plus

---

<sup>43</sup> Nous substituons le concept de «milice» par celui de «groupe armé illégal» parce que deux des acteurs étudiés dans cette recherche, le M-19 et les FARC, comptent dans leurs structures internes ce qu'ils appellent des «milices urbaines», c'est-à-dire de petites unités de combat qui ne sont pas toujours formellement inscrites dans les structures militaires de commandement. Le M-19, par exemple, a créé en 1986 le «Bataillon Amérique». Il s'agit «... d'une école de guérilla qui devait s'étendre à la région andine (l'Équateur et le Pérou), et qui cherchait à créer des groupes armés irréguliers dans les secteurs urbains défavorisés». Dans le cas des FARC-EP, le groupe a créé des «milices populaires» et des «milices bolivariennes», qui ne font pas partie des structures officielles. Puisque les groupes armés illégaux sont souvent qualifiés de «groupes irréguliers», le terme milice réfère ici aux unités irrégulières des groupes irréguliers. Pour les FARC-EP, Voir: Ferro Medina et Uribe Ramón. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*, 54. En ce qui concerne le M-19, l'information provient d'un entretien avec Otty Patiño, réalisé à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>44</sup> Marie-Joëlle Zahar. 2001. «Protégés, Clients, Cannon Fodder: Civilians in the Calculus of Militias». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 108-110.



structurée<sup>45</sup>. Dans la même veine, nous référons au «ELN» pour traiter du groupe qui ressurgit au début des années 1980 en Colombie, et qui s'alimente de l'univers symbolique du ELN fondé en 1964, bien que ce dernier ait connu la défaite militaire à Anorí en 1973-1974<sup>46</sup>. Quant à «l'UC-ELN», il s'agit d'une association entre l'ELN et l'*Unión Camilista* (UC), un groupe d'organisations urbaines civiles qui s'associent à cette guérilla entre 1987 et 1991. Enfin, au Salvador, le *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (Front Farabundo Martí pour la libération nationale, FMLN) est un groupe composé de cinq organisations militaires indépendantes<sup>47</sup>. Par contre, quand nous référons au FDR-FMLN (ou FMLN-FDR – les auteurs utilisent les deux formules indistinctement), il est plutôt question d'une coalition entre l'opposition armée (FMLN) et l'opposition civile (dont la majeure partie est en exil) du *Frente*

---

<sup>45</sup> Malgré le fait qu'elles ont été fondées en 1964, ce n'est qu'en 1978, lors de leur sixième congrès, que les FARC se donnent un statut interne, un régime disciplinaire, et créent un Secrétariat d'État-major central. En 1982, lors du septième congrès, le groupe passe à l'offensive, se donne une stratégie à long terme, crée des moyens de communication, et se donne l'objectif de passer de 24 à 48 fronts. Il prend alors le nom de FARC-EP. Voir: Ferro Medina et Uribe Ramón. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*, 185-186.

<sup>46</sup> Pendant les années 1960, l'ELN s'inscrit dans l'euphorie révolutionnaire déclenchée par le triomphe des rebelles cubains (1959). Même si les seize dirigeants fondateurs sont influencés par le marxisme-léninisme, en pratique c'est le foquisme révolutionnaire de Che Guevara et de Régis Debray, teinté d'éléments de la théologie de la libération (représentés dans la figure emblématique du prêtre Camilo Torres), qui est adopté. Le foquisme postule que «la révolution» peut être menée et dirigée par un noyau politico-militaire, un parti politique n'étant pas nécessaire. Cette stratégie diffère donc du marxisme-léninisme privilégié par le MPLA et le FRELIMO en Angola et au Mozambique, qui met l'accent sur l'importance du parti d'avant-garde en tant qu'outil déclencheur de la mobilisation révolutionnaire. Pour des détails, voir: Mauricio García Durán. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: Centro de Investigación y Educación Superior (CINEP), 85-86; Nazih Richani. 2003. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*. Bogotá: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI) et Editorial Planeta Colombiana, S.A., 79, 135; Boudon. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process», 281; Guáqueta. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions», 75; LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 174.

<sup>47</sup> Le FMLN est le résultat de l'union des *Fuerzas Populares de Liberación* (Forces populaires de libération, FPL), du *Ejército Revolucionario del Pueblo* (Armée révolutionnaire du peuple ERP), de la *Resistencia Nacional* (Résistance nationale, RN), du *Partido Comunista Salvadoreño* (Parti communiste salvadorien, PCS) et du *Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos* (Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains, PRTC). Tout au long du conflit armé, chaque organisation maintiendra son identité. Le Haut Commandement du FMLN, composé de cinq membres, les plus hauts gradés de chacun des groupes, définissait des «plans généraux», peu détaillés. Chacune des organisations pouvait faire des actions unilatérales circonscrites à ses «zones d'influence respectives», tant et aussi longtemps qu'elles n'allaient pas à l'encontre de la stratégie générale définie par le FMLN. Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

*Democrático Revolucionario* (Front démocratique révolutionnaire, FDR)<sup>47</sup>. Ces nuances sont, nous le verrons plus tard, importantes.

Quant à l'État, nous pouvons indiquer qu'il est un outil qui permet, entre autres, de garantir la sécurité interne et externe<sup>48</sup>. L'idée centrale du contrat social hobbesien est que celui-ci permet aux individus de renoncer aux armes pour garantir collectivement leur sécurité. L'État obtient ainsi le monopole *légitime* de l'utilisation de la force. Le degré de force ou de défaillance de l'État peut donc se mesurer, entre autres, en termes du succès des autorités à éliminer ou à empêcher l'émergence de groupes armés illégaux qui peuvent remettre en question la souveraineté de l'État sur son propre territoire<sup>49</sup>. Les affrontements entre des groupes armés illégaux et des États défaillants indiquent une situation où l'autorité de l'État est fortement contestée<sup>50</sup>. Ils réfèrent donc à ce que Tilly appelle des situations révolutionnaires, où plus d'un «bloc de pouvoir» réclame la souveraineté sur un territoire (problème de souveraineté multiple). L'argument est également applicable à des «situations contre-révolutionnaires»<sup>51</sup>, c'est-à-dire à des contextes où des groupes armés surgissent en réaction à la tentative d'imposition d'un projet politique révolutionnaire.

Des chercheurs comme Rotberg mesurent le degré de défaillance de l'État selon deux dimensions. D'une part, ce dernier identifie des «biens politiques» (*political goods*), qui sont liés aux régimes démocratiques<sup>52</sup>. D'autre part, l'État

---

<sup>47</sup> Le FDR est composé d'une section du Parti de la démocratie chrétienne (PDC), qui prend le nom de *Movimiento Popular Social Cristiano* (Mouvement populaire social-chrétien, MPSC), du *Movimiento de Intelectuales, Profesionales, y Técnicos de El Salvador* (Mouvement des intellectuels, professionnels et techniciens salvadoriens, MIPTES), du *Movimiento Nacional Revolucionario* (Mouvement national révolutionnaire MRN) et d'autres organisations mineures. Entrevue avec le politicien salvadorien no 2 (PDC), réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>48</sup> Robert I. Rotberg. 2003. «Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators». Dans R. I. Rotberg, dir., *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*. Cambridge: The World Peace Foundation, 3.

<sup>49</sup> I. William Zartman. 1995. «Introduction: Posing the Problem of State Collapse». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 1-11.

<sup>50</sup> James Busumtwi-Sam. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa», 94.

<sup>51</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 85.

<sup>52</sup> Les biens politiques sont des «... codes and procedures that together constitute an enforceable rule of law, security of property and inviolable contracts, a judicial system, and a set of values that legitimize and validate the local version of fair play [...]. Another key political good enables citizens to participate freely, openly, and fully in politics and the political process. This goods

doit pouvoir mettre en vigueur ces règles, c'est-à-dire livrer ces «biens»<sup>54</sup>. Un «État fort» est capable de livrer ces biens; un État défaillant ne cherche pas à (ou n'est pas capable de) garantir ces biens politiques. En bref, par définition, un «État fort» est associé à la démocratie en tant que régime politique. Pour Zartman, ce sont la capacité administrative et l'autorité territoriale qui permettent à l'État de s'imposer<sup>55</sup>. Sur ce plan, les gouvernements basés à Luanda (Angola), Bogotá (Colombie), San Salvador (Salvador) et Maputo (Mozambique) ont de la difficulté à s'imposer sur l'ensemble des territoires nationaux.

En effet, pendant des années, l'UNITA a contrôlé environ un tiers du territoire angolais<sup>56</sup>. Entre 1992 et 1994, le groupe réussira à s'étendre sur 70 pour cent du territoire. En Colombie, à partir du début des années 1990, les FARC-EP et l'ELN exercent l'autorité sur environ un dixième des municipalités, mais les deux groupes sont capables d'opérer dans plus de la moitié<sup>57</sup>. Le FMLN, quant à lui, arrive à contrôler un tiers du territoire salvadorien à partir de la deuxième moitié des années 1980. En 1989, les rebelles réussissent à entrer dans la capitale dans le cadre d'une offensive militaire. Enfin, au Mozambique, le FRELIMO contrôle en 1984 un territoire plus restreint que la proportion sous domination portugaise pendant la période coloniale<sup>58</sup>; cette année-là, environ un quart du

---

legitimize and validate the local version of fair play [...]. Another key political good enables citizens to participate freely, openly, and fully in politics and the political process. This goods encompasses the essential freedoms: the right to compete for office; respect to support for national and regional political institutions, like legislatures and courts; tolerance of dissent and difference; and fundamental civil and human rights.» Rotberg. «Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators», 3.

<sup>54</sup> *Ibid.*, 4.

<sup>55</sup> Zartman. «Introduction: Posing the Problem of State Collapse», 5; Edmond J. Keller. 1987. «Afro-Marxist Regimes». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 15. Voir également: Joel S. Migdal. 1988. *Strong Societies and Weak States. State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*. Princeton: Princeton University Press; Busumtwi-Sam. «Sustainable Peace and Development in Africa», 94.

<sup>56</sup> Virginia Page Fortna. 1993. «United Nations Angola Verification Mission II». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 398.

<sup>57</sup> Daniel Pécault. 1999. «Colombie: une paix insaisissable». *Problèmes d'Amérique latine* 34 (juillet-septembre), 10.

<sup>58</sup> Herbert Howe et Marina Ottaway. 1987. «State Power Consolidation in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 51.

territoire mozambicain était entre les mains de la RENAMO<sup>59</sup>. Le dénominateur commun des quatre États défailants ici analysés est l'exclusion politique respectivement provoquée par la concentration du pouvoir dans les mains de l'élite militaire et oligarchique salvadorienne<sup>60</sup>, par le régime de partage de pouvoir entre les libéraux et les conservateurs colombiens, ou par le système à parti unique de l'Angola et du Mozambique.

### 1.1.3 *Conflits armés, asymétries stratégiques et relations externes*

Les conflits armés internes se caractérisent rarement par des rapports symétriques de force militaire, mais par des situations où le gouvernement (G) et l'opposition (O) ont chacun des avantages relatifs. Alors que G détient souvent la souveraineté formellement reconnue sur le plan international, des alliés étatiques et une «armée nationale», O occupe deux positions d'infériorité: celles de demandeur et de contestataire. Même quand O accumule des ressources, elle ne fait que rattraper le désavantage stratégique vis-à-vis de G, sans jamais le dépasser<sup>61</sup>. Par contre, les guérillas possèdent une flexibilité et une capacité d'adaptation qui leur permettent de frapper et de se retirer rapidement. Ironiquement, les guérillas cherchent souvent à devenir, comme les FARC, des armées révolutionnaires. La perte de la mobilité inhérente aux guérillas explique l'interruption ou la marche arrière de groupes comme le FMLN et l'UNITA, qui ont tenté de se transformer en armée révolutionnaire, par définition beaucoup plus régulière. Dans le cas du FMLN, les dirigeants ont repris la guerre de guérilla en 1985-1986, après avoir subi les coups des FAES en 1984-1985<sup>62</sup>. Dans le

<sup>59</sup> Jeremy M. Weinstein. 2002. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story». *Journal of Democracy* 13 (no 1),148; Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 147.

<sup>60</sup> Brian D. Smith et William J. Durch. 1993. «UN Observer Group in Central America». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 437; Graciela Ducatenzeiler et Fernando A. Chinchilla. 2001. «Pactos de Paz: Proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala». *Revista de Ciencias Sociales* 12 (octobre).

<sup>61</sup> I. William Zartman. 1995b. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 7.

<sup>62</sup> Selon Francisco Jovel, «... l'expérience de Viêt-nam avait démontré qu'une telle stratégie porte des fruits si l'armée étatique a de la difficulté à se dérégulariser [...]. Mais l'armée salvadorienne a repris l'initiative vers 1986; nous étions dans un dilemme; nous voulions rester armée régulière pour résoudre le conflit le plus rapidement possible, mais la situation stratégique nous poussait

deuxième cas, l'UNITA deviendra une armée contre-révolutionnaire au début des années 1990, quand le contrôle presque total de l'industrie des diamants lui permettra d'effectuer les investissements militaires requis<sup>63</sup>.

Les alliances internationales sont également importantes au moment d'étudier l'asymétrie entre les belligérants. Le caractère interne des conflits réfère en fait à l'existence de disputes armées autour d'enjeux nationaux. Les conflits internes peuvent également faire référence à des guerres de proximité ou de basse intensité<sup>64</sup>. Mais le degré de participation externe dans un conflit armé interne est variable et difficile à établir. Au Salvador, les FAES ont reçu, pendant la décennie 1980, quelques milliards de dollars, ce qui sans doute les a favorisées d'un point de vue militaire. Toutefois, peu d'indices permettent de conclure que le FMLN a reçu l'appui direct ou indirect de l'URSS. Le groupe a surtout été appuyé par des pays sociaux-démocrates européens et par la société civile américaine, à travers des réseaux de solidarité internationale<sup>65</sup>.

En Colombie,

*the Marxist guerrillas never received significant funding from the Soviet Union or Cuba, which is why their search for local money began early on. Similarly, the Colombian Armed Forces –despite enjoying historically special relations with their U.S. counterparts, received only modest backing to fight the guerrillas, while the paramilitaries never received the support accorded to groups like the «contras» [au Nicaragua]<sup>66</sup>...*

En Angola, par contre, les asymétries stratégiques et les relations externes jouent un rôle plus important et se traduisent par le déroulement de deux types de guerre. À la guerre de guérilla de l'UNITA, qui s'inscrit, à partir de la moitié des

---

vers la guerre de guérillas.» Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>63</sup> Pour une analyse, voir: Philippe Le Billon. 2001. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000». *African Affairs* 100.

<sup>64</sup> Pour une définition du concept de guerre de basse intensité, voir: Deborah Barry, Raúl Vergara et José Rodolfo Castro. 1988. «"Low Intensity Warfare": The Counterinsurgency Strategy for Central America». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 79-82. Pour une critique du concept, voir: Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 2, 92-93.

<sup>65</sup> Entrevue avec le dirigeant guérillero no 1, réalisée à San Salvador le 2 décembre 2004.

<sup>66</sup> Guáqueta. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions», 89.

années 1980, dans la logique de proxy (ou de guerres de «basse intensité»), il faut ajouter des combats conventionnels entre les troupes de Fidel Castro et du régime d'Apartheid sud-africain<sup>66</sup>. Entre-temps, au Mozambique, la RENAMO a peu de relations externes; elle n'a jamais fait partie de la liste des groupes rebelles appuyés par les États-Unis. Toutefois, la proximité de la première administration de Ronald Reagan (1981-1985) avec celle de P. W. Botha en Afrique du Sud a incité le premier ministre sud-africain à intervenir dans le conflit mozambicain<sup>67</sup>. Celui-ci se déroule donc avec la Guerre froide en arrière-plan<sup>68</sup>. En bref, les intérêts externes présents sur le terrain sont aussi importants que les avantages stratégiques. L'intervention externe peut consolider ou annuler les asymétries militaires «objectivement quantifiables» entre les belligérants.

#### 1.1.4 *Conflits armés internes et polarisation sociopolitique*

Les conflits armés internes se caractérisent par la polarisation sociale qui découle du fait que les conflits sociaux ne sont ni arbitrés ni résolus<sup>69</sup>. Le point de départ de l'escalade est l'incapacité de l'État, ou son manque de volonté, à rectifier les «injustices» perçues. Quand le gouvernement (G) refuse de faire des concessions, ce qui est souvent le cas (dans la mesure où celles-ci peuvent être interprétées comme des signes de faiblesse), O (l'opposition) peut conclure que seule la confrontation lui permettra de défendre ses intérêts<sup>70</sup>. Quand l'État utilise sa force arbitrairement ou illégitimement contre d'autres acteurs (en employant, par exemple, la machine de guerre pour les réprimer), le contrôle de l'État devient en soi une source de conflit<sup>71</sup>. En bref, si G réprime et O attaque, une spirale de violence peut alors être déclenchée, rendant

<sup>66</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 52, 62-63.

<sup>67</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 9.

<sup>68</sup> John S. Saul. 1987. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 121-138.

<sup>69</sup> Rotberg. «Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators», 4-5.

<sup>70</sup> L'argument original est développé dans l'étude des guerres interétatiques. Toutefois, des problèmes d'incertitude et les incitatifs à présenter de l'information incomplète ou erronée, sont aussi courants dans les contextes de conflit armé interne. Voir: James D. Fearon. 1995. «Rationalist Explanations for War». *International Organization* 49 (No 3): 401.

<sup>71</sup> Caroline Hartzell, Matthew Hoddie et Donald Rothchild. 2001. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables». *International Organization* 55 (no 1), 185.

plus difficile la résolution du conflit<sup>72</sup>. On entre alors dans un dilemme de sécurité interne, une situation où les actions d'un acteur pour accroître sa sécurité poussent l'adversaire à augmenter la sienne, créant ainsi une course qui réduit la sécurité de tous<sup>73</sup>.

Quand la sécurité est en péril, la coopération devient presque impossible, car au fil du temps, la machine militaire se transforme en garantie de sécurité pour les membres du groupe armé<sup>74</sup>. Une fois en conflit, les belligérants considèrent que seule une victoire leur garantira la survie. Désormais, les rapports de force déterminent la suite des événements<sup>75</sup>. Voilà pourquoi 66 pour cent des guerres interétatiques ont été résolues par des négociations, alors que seul un tiers des guerres intraétatiques a connu un tel dénouement<sup>76</sup>. Les conflits armés ont tendance à devenir des jeux à somme nulle, leur existence signalant l'incapacité des acteurs à s'entendre<sup>77</sup>. Par contre, mentionnons que des cas de jeu à somme positive (comme en Colombie pendant les années 1970) ont également été répertoriés. Une des raisons qui expliquent l'émergence du M-19 est le malaise au sein de certains groupes à l'interne des FARC, qui trouvaient l'organisation rebelle trop paresseuse en termes de lutte révolutionnaire. Dans les mots d'Álvaro Fayad, «... le progrès était minime [...] au lieu d'aller se battre [...] on s'éloignait des centres névralgiques et on dépensait les balles pour chasser [...] la guérilla colombienne avait oublié que la lutte servait à prendre le pouvoir [...] nous avons

<sup>72</sup> Stephen John Stedman. 1996. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict». Dans M. E. Brown, dir., *The International Dimensions of Internal Conflict*. Cambridge et Londres: The MIT Press, 346; Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 185.

<sup>73</sup> Les escalades ne se limitent pas aux aspects militaires. Elles incluent aussi les buts, la dégradation de l'image des adversaires et les intérêts en jeu. Voir: I. William Zartman. 2001. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments». *The Global Review of Ethnopolitics* 1 (no 1), 12. Voir aussi: Barry R. Posen. 1993. «The Security Dilemma and Ethnic Conflict». *Survival* 1 (printemps), 28; Chaim Kaufmann. 1996. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars». *International Security* 20 (no 4), 147; Barbara F. Walter. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization* 51 (no 3), 337-340; Stedman. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict», 344.

<sup>74</sup> Walter. «The Critical Barrier to Civil War Settlement», 337.

<sup>75</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 91.

<sup>76</sup> Paul R. Pillar. 1983. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*. New Jersey: Princeton University Press, 25; Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 3; Stephen John Stedman. 1991. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers.

<sup>77</sup> Pillar. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*, 24.

années 1980, dans la logique de proxy, il faut ajouter des combats conventionnels entre les troupes de Fidel Castro et du régime d'Apartheid sud-africain<sup>67</sup>. Entre-temps, au Mozambique, la RENAMO a peu de relations externes; elle n'a jamais fait partie de la liste des groupes rebelles appuyés par les États-Unis. Toutefois, la proximité de la première administration de Ronald Reagan (1981-1985) avec celle de P. W. Botha en Afrique du Sud a incité le premier ministre sud-africain à intervenir dans le conflit mozambicain<sup>68</sup>. Celui-ci se déroule donc avec la Guerre froide en arrière-plan<sup>69</sup>. En bref, les intérêts externes présents sur le terrain sont aussi importants que les avantages stratégiques. L'intervention externe peut consolider ou annuler les asymétries militaires «objectivement quantifiables» entre les belligérants.

#### 1.1.4 *Conflits armés internes et polarisation sociopolitique*

Les conflits armés internes se caractérisent par la polarisation sociale qui découle du fait que les conflits sociaux ne sont ni arbitrés ni résolus<sup>70</sup>. Le point de départ de l'escalade est l'incapacité de l'État, ou son manque de volonté, à rectifier les «injustices» perçues ou à éviter les «injustices» prévues. Quand le gouvernement (G) refuse de faire des concessions, ce qui est souvent le cas (dans la mesure où celles-ci peuvent être interprétées comme des signes de faiblesse), O (l'opposition) peut conclure que seule la confrontation lui permettra de défendre ses intérêts<sup>71</sup>. Quand l'État utilise sa force arbitrairement ou illégitimement contre d'autres acteurs (en employant, par exemple, la machine de guerre pour les réprimer), le contrôle de l'État devient en soit une source de conflit<sup>72</sup>. En bref, si G réprime et O attaque, une spirale de violence peut alors être déclenchée, rendant

<sup>67</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 52, 62-63.

<sup>68</sup> *Ibid.*, 9.

<sup>69</sup> John S. Saul. 1987. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 121-138.

<sup>70</sup> Rotberg. «Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators», 4-5.

<sup>71</sup> L'argument original est développé dans l'étude des guerres interétatiques. Toutefois, des problèmes d'incertitude et les incitatifs à présenter de l'information incomplète ou erronée, sont aussi courants dans les contextes de conflit armé interne. Voir: James D. Fearon. 1995. «Rationalist Explanations for War». *International Organization* 49 (No 3): 401.

<sup>72</sup> Caroline Hartzell, Matthew Hoddie et Donald Rothchild. 2001. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables». *International Organization* 55 (no 1), 185.



plus difficile la résolution du conflit<sup>73</sup>. On entre alors dans un dilemme de sécurité interne, une situation où les actions d'un acteur pour accroître sa sécurité poussent l'adversaire à augmenter la sienne, créant ainsi une course qui réduit la sécurité de tous<sup>74</sup>.

Quand la sécurité est en péril, la coopération devient presque impossible, car au fil du temps, la machine militaire se transforme en garantie de sécurité pour les membres du groupe armé<sup>75</sup>. Une fois en conflit, les belligérants percevront que seule une victoire leur garantira la survie. Désormais, les rapports de force déterminent la suite des événements<sup>76</sup>. Voilà pourquoi 66 pour cent des guerres interétatiques ont été résolues par des négociations, alors que seul un tiers des guerres intraétatiques a connu un tel dénouement<sup>77</sup>. Les conflits armés ont tendance à devenir des jeux à somme nulle, leur existence signalant l'incapacité des acteurs à s'entendre<sup>78</sup>. Par contre, mentionnons que des cas de jeu à somme positive (comme en Colombie pendant les années 1970) ont également été répertoriés. Une des raisons qui expliquent l'émergence du M-19 est le malaise au sein de certains groupes à l'interne des FARC, qui trouvaient l'organisation rebelle trop paresseuse en termes de lutte révolutionnaire. Dans les mots d'Álvaro Fayad, «... le progrès était minime [...] au lieu d'aller se battre [...] on s'éloignait des centres névralgiques et on dépensait les balles pour chasser [...] la guérilla colombienne avait oublié que la lutte servait à prendre le pouvoir [...] nous avons

<sup>73</sup> Stephen John Stedman. 1996. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict». Dans M. E. Brown, dir., *The International Dimensions of Internal Conflict*. Cambridge et Londres: The MIT Press, 346; Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 185.

<sup>74</sup> Les escalades ne se limitent pas aux aspects militaires. Elles incluent aussi les buts, la dégradation de l'image des adversaires et les intérêts en jeu. Voir: I. William Zartman. 2001. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments». *The Global Review of Ethnopolitics* 1 (no 1), 12. Voir aussi: Barry R. Posen. 1993. «The Security Dilemma and Ethnic Conflict». *Survival* 1 (printemps), 28; Chaim Kaufmann. 1996. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars». *International Security* 20 (no 4), 147; Barbara F. Walter. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization* 51 (no 3), 337-340; Stedman. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict», 344.

<sup>75</sup> Walter. «The Critical Barrier to Civil War Settlement», 337.

<sup>76</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 91.

<sup>77</sup> Paul R. Pillar. 1983. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*. New Jersey: Princeton University Press, 25; Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 3; Stephen John Stedman. 1991. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers.

<sup>78</sup> Pillar. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*, 24.

donc créé un mouvement nationaliste, démocratique et révolutionnaire, le M-19, dont le but était de gagner<sup>79</sup>.»

### 1.2 *Le point d'arrivée. Paix soutenable et paix précaire: quelle est la différence?*

Une des typologies les plus connues des études concernant la paix est celle de Johann Galtung, qui différencie la paix négative de la paix positive. La première est conçue comme l'absence d'affrontements armés, alors que la deuxième peut être reliée à des sujets aussi variés que la «réconciliation», la reconstruction postconflictuelle et la «récupération sociale»<sup>80</sup>. Cette classification peut servir de point de départ théorique, mais, étant donné la quantité de sens possibles de ce qui constitue une paix positive, il est nécessaire de procéder à une reconceptualisation du sujet<sup>81</sup>.

Dans cette thèse, nous employons «paix précaire» et lui attribuons le même sens que paix négative: il s'agit d'un contexte où les affrontements armés sont absents, mais où il n'existe pas d'institutions capables de gérer pacifiquement les conflits. Par contre, la «paix soutenable» ne correspond pas au concept de «paix positive». Elle réfère spécifiquement au refus des belligérants de l'option militaire en tant que choix stratégique pour faire avancer leurs intérêts. Elle suppose la mise en place de règles, d'un commun accord, qui empêchent les

---

<sup>79</sup> Traduction libre. Entrevue avec Álvaro Fayad (alias *El Turco*), commandant général du M-19 pendant les années 1980, publiée dans Patricia Lara. 2006. *Siembra vientos y recogerás tempestades. La historia del M-19, sus protagonistas, y sus destinos*. Bogotá D.C.: Editorial Planeta Colombiana S.A., 93-96. Il faudra noter que le M-19 n'est pas fondé seulement par des dissidents des FARC, mais aussi, et surtout, par des membres de l'*Alianza Nacional Popular* (Alliance nationale populaire, ANAPO), un groupe d'opposition qui se dit victime de fraude électorale en 1970. Voir: Daniel L. Nielson et Matthew Soberg Shugart. 1999. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform». *Comparative Political Studies* 32 (no 3), 324.

<sup>80</sup> Donna Pankhurst. 1999. «Issues of Justice and Reconciliation in Complex Political Emergencies: Conceptualising Reconciliation, Justice, and Peace». *The Third World Quarterly* 20 (no 1), 239.

<sup>81</sup> W. Andy Knight. 2003. «Evaluating recent trends in peacebuilding research». *International Relations of the Asia-Pacific* 3, 248.

acteurs d'utiliser les armes pour régler leurs différends<sup>82</sup>. Quel est le lien entre ce type de paix et les régimes politiques démocratiques?

Selon Przeworski, «Democracy is a system of processing conflicts without killing one another; it is a system in which there are differences, conflicts, winners and losers. Conflicts are absent only in authoritarian systems<sup>83</sup>.» La démocratie représentative, ou polyarchie, est définie comme un ensemble d'institutions basées sur neuf règles: (1) l'élection des dirigeants; (2) des élections libres et honnêtes; (3) un suffrage universel; (4) le droit de se présenter comme candidat; (5) la liberté d'expression; (6) l'accès à diverses sources d'information; (7) le droit d'association autonome; (8) le droit de finir son mandat électoral; et (9) l'absence de contraintes ou de veto imposés par des non-élus aux élus<sup>84</sup>. De plus, «... an appropriate definition of polyarchy should also include an intemporal dimension: the generalized expectation that fair electoral processes and its surrounding freedoms will continue into an indefinite future<sup>85</sup>». Ces règles donnent à tous les «joueurs valides» l'occasion de défendre et de faire avancer leurs intérêts sans recourir aux armes.

Mais encore faut-il que ces règles soient mises en vigueur, c'est-à-dire que le comportement des acteurs sur le terrain corresponde aux règles de conduite définies formellement. Quand les institutions ne sont pas respectées, des attentes de transgression (des règles) se développent et se reproduisent, en réduisant les horizons d'anticipation, en diminuant la confiance quant à l'avenir, c'est-à-dire en érigeant des barrières à la diminution de l'incertitude politique. Des problèmes de crédibilité des engagements (*credible commitment*) freinent ainsi la coopération.

<sup>82</sup> Busumtwi-Sam. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance», 326.

<sup>83</sup> Adam Przeworski. 1992. «The Games of Transition». Dans S. Mainwaring, G. O'Donnell et J. S. Valenzuela, dir., *Issues in Democratic Consolidation: The New South American Democracies in Comparative Perspective*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 126.

<sup>84</sup> Guillermo O'Donnell. 1997. «Illusions About Consolidation». Dans L. Diamond, M. F. Plattner, Y.-h. Chu et H.-m. Tien, dir., *Consolidating the Third Wave Democracies. Themes and Perspectives*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 41. Dahl explique sa préférence pour le concept de polyarchie ainsi: puisque la «démocratie» suppose une multiplicité de dimensions et puisque «... no large system in the real world is fully democratized, I prefer to call real world systems [...] polyarchies». Voir: Dahl. *Polyarchy. Participation and Opposition*, 8.

<sup>85</sup> O'Donnell. «Illusions About Consolidation», 42.

Comment cet argument est-il relié à la discussion concernant le type de paix? Deux éléments nous permettent de saisir ce lien.

D'une part, notons que la différenciation entre «paix précaire» et «paix soutenable» n'est pas associée à une idée de temporalité. En d'autres termes, bien que la paix soutenable, par définition, perdure dans le temps, de notre démarche ne découle pas l'idée que la paix précaire soit forcément temporaire. Par exemple, les intérêts d'une puissance régionale ou mondiale peuvent justifier des interventions sur de longues périodes de temps pour empêcher la reprise des combats entre des acteurs locaux<sup>85</sup>. Une paix peut donc perdurer dans le temps, non parce que les acteurs décident volontairement de ne plus défendre leurs intérêts par les armes, mais parce que des contraintes externes les empêchent de se battre. Des pénuries nationales peuvent également jouer un rôle de contrainte aux choix des acteurs.

D'autre part, remarquons que la paix soutenable est liée au caractère démocratique des institutions sensées régir les interactions après la guerre et à la capacité de l'État de les faire respecter dans la pratique, c'est-à-dire de contraindre les choix des acteurs. En bref, la paix soutenable perdure dans le temps parce qu'elle favorise la coopération entre les acteurs, parce qu'elle atténue et élimine le problème de la crédibilité des engagements et parce qu'elle endigue l'incertitude politique.

### ***1.3 Tierces parties et transitions***

Notre intérêt de recherche ne porte pas seulement sur la fin des conflits et sur l'établissement de paix soutenables, mais aussi sur les conflits qui prennent fin par une négociation. Sur ce point, nous soutenons qu'un accord de paix est d'abord et avant tout un pacte politique, c'est-à-dire une entente explicite, publique ou secrète, formelle ou informelle, entre un nombre réduit d'acteurs qui cherchent à définir, sur la base de garanties mutuelles (qui assurent la protection

---

<sup>85</sup> Pour une analyse qui montre, entre autres, que la stabilité libanaise correspond à des périodes de protectorat de l'Empire ottoman, de la France et de la Syrie, voir: Marie-Joëlle Zahar. 2005. «Power Sharing in Lebanon: Foreign Protectors, Domestic Peace, and Democratic Failure». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press.

de leurs «intérêts vitaux»), les règles qui encadreront l'exercice du pouvoir à l'avenir<sup>86</sup>. Certes,

*... peace agreements do not guarantee an easy process of peacebuilding, because they require substantial compromise and the struggle for former combatants to learn to leave peacefully together is never easy. The failed peace settlements in Sierra Leone and Angola are clear evidence of this danger. Yet [...] the Rwandan case shows that [...] the absence of political compromise in the aftermath of war promotes both increasing public resentment and authoritarian rule<sup>87</sup>.*

Toutefois, d'un point de vue théorique, cette définition permet de relier les intérêts en jeu lors de la négociation aux caractéristiques des nouvelles institutions issues de l'entente. Elle est également importante parce qu'elle est reliée à diverses formes de transitions politiques, les unes «plus violentes» que les autres. En fait, O'Donnell et Schmitter estiment que les processus de changement déclenchés par pacte sont «plus «pacifiques» parce qu'un accord permet des adaptations entre les acteurs en évitant des antagonismes pouvant aboutir à la violence. Les pactes limitent aussi les occasions d'imposer unilatéralement les intérêts des uns aux autres<sup>88</sup>. En appliquant cet argument au domaine de la résolution de conflits, on peut postuler que la victoire militaire de G (*from above*) et la victoire de O (*from below*) ont plus de probabilités de mener à des paix précaires que la fin d'un conflit armé interne par négociation entre G et O.

Idéalement, la transition à partir d'un contexte de conflit armé, ou processus de pacification, renferme trois dimensions qui permettront d'endiguer l'incertitude sur une base permanente: la négociation de l'accord, la démilitarisation et la construction des institutions nationales. Ces dimensions ne

---

<sup>86</sup> Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1988. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*. Buenos Aires, Barcelona et México D.F.: Editorial Paidós, 64; Philippe C. Schmitter et Terry L. Karl. 1991. «Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe». *International Social Science Journal* mai, 280.

<sup>87</sup> Timothy Longman. 2004. «Obstacles to Peacebuilding in Rwanda». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 64.

<sup>88</sup> O'Donnell et Schmitter. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*, 64.

correspondent pas nécessairement à une succession chronologique d'étapes. On peut commencer à «construire la paix» avant d'avoir fini de négocier le tout et renégocier en plein processus de démilitarisation<sup>90</sup>. Parfois, il faut attendre pour pouvoir respecter les engagements, ce qui implique des renégociations des calendriers de mise en vigueur des accords; «les premiers sanctionnés de l'armée étaient issus de l'élite. Le président ne pouvait pas leur dire “merci, à la prochaine”. [...] Le président a donc décidé d'attendre; l'autre [le FMLN] a compris, et un an plus tard, cela est devenu possible. Il faut laisser des marges de manœuvre pour que les choses puissent se faire, cela est inévitable<sup>91</sup>.»

Cela ne nous empêche pas de définir trois «conjonctures critiques» (*critical junctures*) pendant la transition, que nous nommons les moments (t), (t + 1) et (t + 2). Ces instants sont fondamentaux dans notre approche, l'idée étant que les choix faits pendant ces périodes ont des effets durables, difficiles à renverser par la suite, sur la façon dont le changement politique se produit<sup>92</sup>. Le moment (t) signale le début du processus et avec lui des négociations de paix. Il survient quand les belligérants, de leur propre gré ou avec l'aide d'une tierce partie, ou «intervenant externe», décident de s'asseoir à la table des négociations<sup>93</sup>. La médiation n'est ni un palliatif ni un placebo, mais un outil politique parfois utile<sup>94</sup>. Il s'agit d'une méthode qui permet de réduire les craintes et méfiances à travers la présence d'un acteur externe au conflit, qui aide les belligérants à «... forge

<sup>90</sup> Une idée similaire est proposée par Tonya L. Putnam. 2002. «Human Rights and Sustainable Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 246.

<sup>91</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004. Pour un argument plus général, voir: William J. Durch. 1993. «Introduction». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin Press, 4.

<sup>92</sup> James Mahoney. 2001. «Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective». *Studies in Comparative International Development* 36 (no 1), 112-115.

<sup>93</sup> Par «intervenant externe» ou «tierce partie», nous référons à un acteur national ou international qui réalise des tâches de médiation, de maintien de la paix (*custodian of peace process*) ou de construction de la paix. Il peut s'agir d'organisations internationales gouvernementales (OIG) ou non gouvernementales (ONG), d'États et des groupes de pays amis, entre autres. Voir: Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 12.

<sup>94</sup> Stedman. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict», 342.

agreements which they find acceptable. By virtue of these characteristics, the intermediary serves as both a buffer and a bridge between the antagonists<sup>94</sup> ...»

Ce moment (t) survient en Angola quand les représentants des États-Unis, de l'URSS et du Portugal – la Troïka - réussissent à asseoir à la table de négociation les délégués du MPLA et de l'UNITA. En Colombie, il surgit en septembre 1988, quand le gouvernement de Virgilio Barco lance son Initiative pour la paix (IDP), un plan qui ouvre la voie à la négociation avec le M-19. Au Salvador, il a lieu au début de 1990, quand l'ONU organise une rencontre à Genève où les belligérants établiront les règles qui régiront les négociations. Au Mozambique, il se concrétise à la même époque, quand le FRELIMO et la RENAMO acceptent l'invitation de la Communauté du Saint Égide et des diplomates italiens pour discuter de paix à Rome. Cette première phase de la transition correspond à ce qui est connu comme la recherche de la paix (*peacemaking*). En invitant les «principaux belligérants» à s'asseoir à la table de négociation, la recherche de la paix renforce le rapport de forces déjà établi sur le terrain.

La signature du pacte correspond au moment (t + 1). Désormais, si les parties le demandent, l'intervenante externe déploie des instruments permettant de favoriser la mise en œuvre des accords. Cette aide prend souvent la forme d'une opération de maintien de la paix (*peacekeeping*) ou de construction de la paix (*peacebuilding*). Par maintien de la paix, nous entendons un type d'activité qui produit une réduction temporaire, exogène et relative de l'incertitude politique, en garantissant le respect du pacte entre le moment de sa signature et le moment où les nouvelles institutions entrent en vigueur (t + 2). Cette réduction est temporaire parce qu'une opération de paix est supposée se terminer à un moment précis (souvent à t + 2). Elle est exogène parce qu'elle est le résultat de l'intervention

---

<sup>94</sup> Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*; Laurie Nathan. 1999. «*When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*». En ligne (page consultée le 12 février 2007). Disponible à: [http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational\\_tools/course\\_modules/reference\\_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf](http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational_tools/course_modules/reference_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf).

externe. Enfin, elle est relative parce qu'en offrant des garanties aux belligérants, elle réduit l'incertitude propre au contexte du conflit armé interne.

Toutefois, celle-ci demeure, en principe, accrue quand on la compare au point d'arrivée, c'est-à-dire le régime post-transitionnel. La principale tâche de l'intervenante externe pendant cette phase de démilitarisation est de désarmer et de démobiliser les combattants et de préparer le terrain pour l'entrée en vigueur des institutions négociées (souvent à travers l'organisation des premières élections postconflituelles)<sup>95</sup>. Le maintien de la paix est une activité transitionnelle fondamentale qui permet l'affaiblissement militaire des belligérants.

La construction de la paix, quant à elle, permet d'endiguer l'incertitude sur une base permanente. Pour que cela soit possible, il est nécessaire d'établir des institutions politiques qui garantissent l'imputabilité (*accountability*) verticale et horizontale des dirigeants. Cela passe, nous le verrons plus tard, par des réformes des systèmes de représentation (transformation des acteurs armés en partis) et judiciaire (système impartial de sanction des règles du jeu). Certes, pour avoir la certitude que les règles seront respectées, les intérêts vitaux des négociateurs doivent être protégés, mais il faut aussi que ceux-ci privilégient l'endiguement de l'incertitude. De plus, il faut que ceux qui sont insensibles à l'incertitude, et qui peuvent choisir les armes en tout temps pour défendre leurs intérêts, soient affaiblis jusqu'au point où ils seront incapables de s'imposer sur la scène politique nationale. Le *peacebuilding* permet de renforcer la position *politique* des modérés et d'affaiblir celle des extrémistes. Le maintien et la construction de la paix sont donc fortement reliés. Ces activités peuvent influencer le rapport de forces, c'est-à-dire l'allocation de ressources politiques, économiques et stratégiques.

---

<sup>95</sup> Terrence Lyons. 2002. «The Role of Postsettlement Elections». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 222. En principe, la démilitarisation fait partie de tout processus de résolution de conflits armés, que sa fin soit une victoire militaire ou un pacte de paix. Dans le premier cas, le processus consiste principalement à réduire la taille de l'armée victorieuse. Dans le deuxième, il vise à supprimer les appareils militaires non étatiques. Voir: Mark Knight et Alpaslan Özerdem. 2004. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace». *Journal of Peace Research* 41 (no 4), 501.



Mais attention, si les institutions négociées entre (t) et (t + 1) ne permettent pas d'œuvrer dans le domaine de la construction de la paix, la transition peut aboutir à autre chose que la paix soutenable, dont une paix précaire ou un retour au conflit armé. En bref, ceux qui négocient, et les décisions prises pendant la phase de recherche de la paix, ont un impact sur le type de changement déclenché à partir de (t + 1), et sur le type de paix obtenu à la fin du processus. Si la paix soutenable est liée à la polyarchie, la principale question des processus de pacification, comme c'est par ailleurs le cas des transitions vers la démocratie, est si «... they lead to self-sustaining democracy, that is, a system in which the politically relevant forces (1) subject their values and interest to the uncertain interplay of democratic process and (2) comply with outcomes of democratic process<sup>97</sup>».

## 2. Postulats de base et méthode de recherche

Notre approche se fonde sur un postulat *sine qua non*: tout contexte d'incertitude politique, et donc tout cadre de conflit armé interne, est composé par des forces spécifiques ayant leurs propres intérêts, préférences et ressources. Au gouvernement (G), on identifie une ligne dure et une ligne souple; chez l'opposition (O), on retrouve des radicaux et des réformistes<sup>98</sup>. Ces acteurs peuvent être regroupés en deux catégories, à savoir les extrémistes (G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>) et les modérés (G<sub>M</sub> et O<sub>M</sub>).

À cet égard, Zartman indique qu'aucune partie n'est monolithique et que, malgré le fait qu'il existe «plusieurs sources de pluralisme interne», la principale est une différenciation tactique entre la nécessité de l'utilisation de la violence et la pertinence d'un compromis<sup>99</sup>. Dans la même veine, Huntington distingue les *gorilas* des *legalistas* pour analyser les interactions entre les factions politiques à

<sup>97</sup> Przeworski. «The Games of Transition», 105.

<sup>98</sup> O'Donnell et Schmitter. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*, 32; Karl. «Dilemmas of Democratization in Latin America», 5; Przeworski. «The Games of Transition», 116-117.

<sup>99</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 12-14, 16-17; Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 5; Robert P. Clark. 1995. «Negotiations for Basque Self-Determination in Spain». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars 1995-1996*. Washington D.C.: Brookings Institution, 60.

la suite d'un coup d'État<sup>99</sup>. Les premiers résistent à l'augmentation de la contestation, tandis que les légalistes «... are moderates [...] not because they are willing to compromise with the existing oligarchy but because they may be willing to compromise with the emerging mass movements<sup>100</sup>». De plus, Stedman signale que les notions de faucon et de colombe, souvent employées pour étudier la politique externe des gouvernements, sont utiles pour analyser les belligérants d'un conflit armé interne: «The essence of this argument is that how groups are constituted greatly affects their willingness to negotiate<sup>101</sup>.» Dans le même esprit, cette thèse suggère que la «façon dont les groupes sont constitués» influence aussi les types de garanties négociées dans un pacte, qui deviennent par la suite des institutions politiques plus ou moins capables d'endiguer l'incertitude.

### 2.1 *Que voulons-nous démontrer?*

Si  $G_E$  réussit à s'imposer à  $G_M$  et  $O_E$  à  $O_M$ , on obtient deux belligérants,  $G$  et  $O$ , extrémistes. Par contre, si  $G_M$  réussit à s'imposer à  $G_E$  et  $O_M$  à  $O_E$ , on obtient deux acteurs modérés. Nous verrons plus tard que les extrémistes et les modérés se différencient par leur aversion à l'incertitude politique. Concentrons-nous pour l'instant sur une question centrale: comment les groupes peuvent-ils s'imposer les uns aux autres? Dans un monde sans institutions, c'est l'accumulation de ressources politiques, économiques et stratégiques qui permet de défendre des intérêts. Nous distinguons donc, dans un premier temps, trois configurations du rapport de forces:

Propices à la résolution d'un conflit, c'est-à-dire favorables à  $G_M$  et  $O_M$ ;

Radicalisées, c'est-à-dire favorables à  $G_E$  et  $O_E$ ;

Mixtes, c'est-à-dire favorables à  $G_E$  et  $O_M$ , ou à  $G_M$  et  $O_E$ .

Sur cette base, nous identifions les hypothèses suivantes:

- (1) Un rapport de forces favorable à  $G_M$  et  $O_M$ , couplé à des actions de maintien et de construction de la paix, aboutit à une paix soutenable.

<sup>99</sup> Huntington. *Political Order in Changing Societies*, 231-232.

<sup>100</sup> *Ibid.*, 232.

<sup>101</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 238.

- (2) Un rapport favorable à  $G_E$  et  $O_E$ , en l'absence d'une stratégie qui permet de les affaiblir, aboutit probablement à l'irruption de nouvelles vagues de violence. En présence d'une telle stratégie, une intervention internationale peut produire, dans le meilleur des cas, une paix précaire.
- (3) Une configuration mixte du rapport de forces mène, en présence d'une stratégie d'affaiblissement politique des extrémistes, à une paix précaire et en son absence, à l'irruption de nouvelles vagues de violence.

Nous basons donc notre recherche sur trois variables, deux indépendantes et une dépendante. La première – le rapport de forces - prend trois valeurs (propice, radicalisé et mixte). La deuxième – l'affaiblissement des extrêmes – intègre deux valeurs (maintien et construction de la paix). La variable dépendante (paix) prend elle aussi deux valeurs (précaire ou soutenable). Tout processus de paix peut aboutir à la reprise des combats. Nous utilisons la méthode «hypothético-déductive». Notre point de départ est l'idée que les explications proposées sont surtout et avant tout hypothétiques et que les variables sont observables à travers des indicateurs. L'observation permet de tester la validité des résultats déduits. Les inférences permettent rectifier l'explication en fonction des résultats empiriques<sup>102</sup>. En d'autres termes, cette méthode invite le chercheur à raffiner les hypothèses de départ avant de les soumettre à discussion. Pour cette raison, une brève description du chemin parcouru, depuis les phases initiales de la recherche jusqu'à la rédaction de cette introduction, s'avère nécessaire. Nous expliquons d'abord la sélection des pays, ensuite la définition de la période d'étude, le choix des acteurs sous étude et enfin la raison qui nous fait présenter une comparaison interrégionale.

---

<sup>102</sup> Jr. Royce A. Singleton, Bruce C. Straits et Margaret Miller Straits. 1993. *Approaches to Social Research*. New York et Oxford: Oxford University Press, 54.

## 2.2 Comparaisons et sélection des études de cas

Les pays à l'étude ont été sélectionnés en fonction de nos hypothèses. Bien sûr, il faudra démontrer que les différentes configurations du rapport de forces sont présentes au moment (t) en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique. Le chapitre 3 s'y emploiera. Signalons pour le moment que le cas du Salvador illustre notre première hypothèse: des modérés – le gouvernement salvadorien 1989-1994 et le FMLN - négocient des garanties internes et externes qui mettent en place un régime polyarchique capable d'endiguer l'incertitude politique à long terme. De plus, le déploiement d'une opération de paix – la Mission d'observation des Nations Unies au Salvador (ONUSAL) - affaiblit les extrémistes. Ce processus de paix a des chances d'aboutir à une paix soutenable. Que se passe-t-il en cas de primauté des modérés dans un cadre de non-affaiblissement militaire et politique des extrémistes? Une étude du rapport de forces salvadorien au cours des négociations de paix (1990-1992) nous permettra d'observer comment l'intervention de tierces parties permet de neutraliser des extrémistes. Le même argument est applicable à la phase de démilitarisation.

Les cas de l'Angola et de la Colombie sont reliés à notre deuxième hypothèse. Cette comparaison – il s'agit de deux configurations radicalisées du rapport de forces - nous permet d'isoler la deuxième variable (affaiblissement des extrêmes) pour déterminer si une intervention internationale en résolution de conflits fait une différence. Les processus de paix entre le MPLA et l'UNITA démontrent que les rapports de force entre les acteurs comptent au moment de déterminer les probabilités qu'un accord de paix soit respecté. En Colombie, un  $G_E$ , les *Fuerzas Armadas Colombianas* (Forces armées colombiennes, FMC), fait face à deux  $O_E$  (les FARC-EP et l'ELN), dans un contexte où il n'existe pas de stratégie nationale ou internationale d'affaiblissement militaire et politique des extrémistes. Ces deux cas diffèrent, nous le verrons, sur de multiples aspects. Or, sur le terrain, le résultat est le même: la guerre se prolonge.

La deuxième partie de la deuxième hypothèse indique qu'en présence d'une stratégie d'affaiblissement des extrêmes, même en situation de rapport de

forces radicalisé, une paix précaire est possible parce que les tierces parties peuvent inciter les belligérants à adopter un accord de partage de pouvoir. Nous infirmons cet argument en conclusion de notre analyse. Nous soutiendrons alors qu'à la lumière de la définition d'extrémiste et de modéré, de la configuration des rapports de force et des intérêts en jeu lors des négociations, le partage de pouvoir ne peut créer une paix précaire quand  $G_E$  et  $O_E$  priment, même si c'est là où ce type d'arrangement institutionnel semble le plus nécessaire.

Le cas du Mozambique représente notre troisième hypothèse: le rapport de forces dans ce pays est mixte, donnant la primauté à au moins un extrémiste, le FRELIMO ( $G_E$ ). Or, une mission de paix, l'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ), permet d'œuvrer dans le domaine de la construction de la paix. Par voie de conséquence, il y a de fortes probabilités que l'aboutissement du processus soit une paix précaire. Quel est le résultat d'un processus de paix en l'absence d'une telle stratégie? Une comparaison entre le Mozambique et la Colombie permet de répondre à ces questions. D'abord, même si le rapport de forces est radicalisé en Colombie, des négociations de paix entre des modérés et des extrémistes ont lieu. En effet, la guerre entre les FMC ( $G_E$ ), les FARC-EP ( $O_E$ ) et l'ELN ( $O_E$ ) n'empêche pas l'administration Barco ( $G_M$ ) de négocier avec le M-19 ( $O_M$ ). Aucune tierce partie influente et crédible n'intervient dans ce processus. Vis-à-vis du cas du Mozambique, on peut donc postuler qu'en l'absence d'affaiblissement des extrémistes, un rapport de forces mixte ne produit pas de paix précaire. Ensuite, nous observons, toujours en Colombie, la négociation d'un cessez-le-feu entre le gouvernement de Betancur ( $G_M$ ) et les FARC ( $O_E$ ) en 1984. Cet accord ne mènera pas à une démobilisation de l'opposition armée et ne produira pas des réformes institutionnelles susceptibles d'endiguer l'incertitude. Le résultat est le même: il n'existe pas de paix précaire. ONUMOZ semble donc faire une différence au Mozambique.

Sur le plan méthodologique, les cas choisis permettent donc d'isoler chacune des variables indépendantes pour étudier si elles sont «nécessaires» ou «suffisantes» en termes de paix. Nous pouvons postuler, par exemple, qu'un rapport radicalisé est insuffisant pour tout type de paix, qu'un rapport favorable à

$G_M$  et  $O_M$  est nécessaire mais insuffisant pour la paix soutenable, même s'il peut être suffisant pour la paix précaire. Dans la même veine, cette thèse suggère que le *peacekeeping* est nécessaire pour une paix précaire, mais insuffisant pour la paix soutenable. De plus, et au-delà de la configuration du rapport de forces, le *peacebuilding* apparaît nécessaire pour la paix soutenable, car en son absence, le résultat ne peut être, dans le meilleur des cas, qu'une paix précaire.

Les quatre cas permettent aussi d'analyser les relations de causalité sous plusieurs angles. Nous pouvons ici suggérer que les rapports de force mixtes peuvent aboutir à une paix précaire s'il existe une intervention en matière de *peacekeeping* et de *peacebuilding*. Nous pouvons également indiquer que le *peacekeeping* ne parvient pas à contraindre les choix des acteurs si la configuration du rapport de forces est radicalisée. Des spécialistes en résolution de conflits indiquent que les efforts de tierces parties sont importants, mais ne sont ni suffisants ni nécessaires pour résoudre des conflits<sup>103</sup>. À cet égard, cette thèse montre qu'ils sont nécessaires, même si, parfois, ils sont insuffisants.

### 2.3 *La période étudiée*

Notre analyse s'étend de 1989 à 1999. En 1989-1990 se présente dans tous nos cas le moment (t) de l'ouverture d'une occasion de paix. Le moment (t + 1) diffère selon les cas, les négociations de paix étant des processus uniques. En Colombie, il a lieu en juillet 1991, quand l'Assemblée nationale constituante approuve un pacte, la nouvelle constitution, à laquelle les FARC-EP et l'ELN n'ont pas participé. Au Salvador, c'est janvier 1992 qui marque la signature de l'Accord de Chapultepec. Au Mozambique, le FRELIMO et la RENAMO signent les Accords de Rome en octobre 1992. En Angola, nous observons deux moments (t + 1). Le premier survient quand le MPLA et l'UNITA signent les Accords de Bicesse en mai 1991. Le deuxième a lieu en novembre 1994, mois pendant lequel ils signent le Protocole de Lusaka.

---

<sup>103</sup> Ces arguments s'accordent avec celui de Licklider selon lequel la décision de négocier est le produit d'une série de facteurs internes qui peuvent être influencés par des interventions étrangères, mais qui demeurent indépendants de celles-ci. Voir: Roy Licklider. 1995. «The Consequences of Negotiated Settlements in Civil Wars, 1945-1993». *American Political Science Review* 89 (no 3).

Le moment (t + 2) survient, à l'exception de l'Angola, en 1994. En Colombie, le premier président élu sous la nouvelle constitution, le Libéral Ernesto Samper, prend le pouvoir le 7 août, quand il remporte l'élection face au Conservateur Andrés Pastrana. Au Salvador, le FMLN participe en tant que parti politique civil, en coalition avec *Convergencia Democrática* (Convergence démocratique, CD), à ce qui a été nommé les «élections du siècle», en proposant la candidature de Rubén Zamora au scrutin présidentiel du 20 mars. Quelques mois plus tard, Alfonso Dhlakama (RENAMO) affronte Joaquim Chissano (FRELIMO) lors des élections du 27-29 octobre. En Angola, le premier (t + 2) survient en septembre 1992, quand un premier scrutin entre Jonas Savimbi (UNITA) et Eduardo dos Santos (MPLA) est organisé. La guerre reprend et ce n'est qu'en avril 1997, le deuxième (t + 2), qu'un «gouvernement d'unité nationale» (GUN) voit le jour.

Sur cette base, et en prenant comme point de repère le cas du Salvador (qui représente notre hypothèse principale), nous ajoutons à notre étude les cinq années suivant le moment (t + 2), et nous reculons d'environ dix ou quinze ans, selon les cas, avant le moment (t).

L'extension de notre analyse de cinq ans après (t + 2) est quelque peu arbitraire, mais conforme aux pratiques dans le domaine de la résolution de conflits; il s'agit d'une mesure utilisée par d'autres chercheurs<sup>105</sup>. Nous pouvons analyser les résultats électoraux du FMLN et de la RENAMO au cours de leurs deux premières participations électorales. L'étude est importante non seulement parce que ces guérillas sont deux des rares cas de transformation réussie de groupe armé illégal en parti politique, mais aussi parce que la mise en place d'un

---

<sup>105</sup> Hartzell, Hoddie et Rothchild, par exemple, l'utilisent, en indiquant qu'en quelques années, les souvenirs de la guerre commencent à s'effacer et les nouvelles institutions ont pu agir pour «stabiliser la paix». Cet argument est discutable. Par exemple, la réapparition des combats dans des pays comme le Soudan en 1983, onze ans après la fin de la guerre civile, ainsi que l'augmentation de la violence actuellement au Zimbabwe, démontrent comment il est difficile de déterminer à quelle accalmie du conflit correspond l'établissement progressif d'une «paix durable». Voir: Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 194. Pour des études de cas en Afrique, voir: Taisier M. Ali et Robert O. Matthews. 2004b. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 396.

système de représentation est un des vecteurs de la construction de la paix. L'analyse de deux processus électoraux nous permettra donc d'identifier des tendances d'appui populaire à ces partis. Par contre, l'analyse se termine en Angola en 1997, quand le gouvernement d'unité nationale de 1994 entre en vigueur. En Colombie, la conjoncture arrive à sa conclusion en 1994, avec l'arrivée au pouvoir d'Ernesto Samper. Cette coupure s'explique par le fait que l'extension de la conjoncture de cinq ans après ( $t + 2$ ) s'applique aux cas de résolution de conflits. En d'autres termes, ce qui retient notre intérêt après le moment ( $t$ ), ce sont les processus de pacification qui aboutissent à une paix précaire, soutenable ou à la reprise des hostilités. Mais dès que les affrontements armés recommencent, dans un contexte où il n'existe pas d'efforts de recherche de la paix, comme en Angola après 1997 et en Colombie entre 1994 et 1998, nous nous éloignons du sujet. Dans un tel cas, nous n'analyserions plus des processus de pacification ou des tentatives pour lancer ou pour déclencher un processus de paix, mais tout simplement des conflits armés internes<sup>106</sup>.

En ce qui a trait à la période préalable au moment ( $t$ ), nous la faisons débuter en Afrique australe en 1975, avec l'arrivée au pouvoir du MPLA et du FRELIMO. En Amérique latine, c'est 1982 qui marque le point de départ de notre analyse. Pourquoi? On observe en Afrique australe deux ex-colonies portugaises, décolonisées de la même façon (par effondrement du pouvoir colonisateur, le *Estado Novo Português*), où les guérillas nationalistes ont pris le pouvoir. Devenues des gouvernements marxistes-léninistes, elles affrontent des contre-révolutions: l'UNITA en Angola et la RENAMO au Mozambique. La «communauté internationale» intervient et des négociations de paix ont lieu. En Angola, le pacte ne dure pas. Le retour à la guerre en 1992 aura coûté 300 000 morts au pays<sup>107</sup>. Au Mozambique, aucun événement majeur n'a mis en danger le

---

<sup>106</sup> On peut toujours indiquer qu'avec l'arrivée au pouvoir d'Andrés Pastrana, en 1998, un nouveau processus de paix est lancé en Colombie. Toutefois, l'inclusion de ce cas à notre analyse n'est pas nécessaire, car des experts indiquent que ce processus est comparable à celui lancé par Betancur en 1982 qui, lui, est analysé dans le cadre de cette recherche. Entrevue avec Santiago Escobar (Gouvernement Colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 21 octobre 2004.

<sup>107</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 5.



processus de paix. Pourquoi? Pour y répondre, nous devons comprendre ce qui s'est passé en 1975.

En Amérique latine, plus particulièrement au Salvador et en Colombie, 1982 est un tournant, car nous pouvons y voir le signal de la «libéralisation» des régimes autoritaires, ce qui constitue la première phase de la transition vers la démocratie<sup>108</sup>. En Colombie, Betancur, candidat du *Movimiento nacional* (Mouvement national, dont le Parti conservateur est la base), remporte la présidence contre le candidat libéral, l'ex-président Alfonso López Michelsen (1974-1978). Le processus de démocratisation lancé par le nouveau président s'étend jusqu'à l'adoption de la constitution politique de 1991<sup>109</sup>. Au Salvador, une nouvelle constitution est approuvée (sans la participation du FMLN-FDR) en 1982. Deux ans plus tard, un dirigeant de la démocratie chrétienne, José Napoleón Duarte, est élu président. Toutefois, il faudra attendre la signature de l'Accord de Chapultepec, pour voir s'amorcer la deuxième phase de la démocratisation.

#### 2.4 Études de cas

Les pays ici analysés couvrent diverses situations propres aux contextes de conflit armé interne. Certes, les quatre cas représentent des situations d'exclusion politique où les «perdants» décident de contester par les armes les institutions imposées unilatéralement par les détenteurs du pouvoir. Or, mis à part cet élément, les cas diffèrent en ce qui concerne les obstacles à la résolution de conflits. Sur le plan idéologique, nous étudions en Amérique latine des «guérillas

---

<sup>108</sup> Une transition vers la démocratie est un intervalle de temps entre deux régimes politiques, entre lesquels moments se déroule un processus de changement institutionnel constitué de trois étapes – la libéralisation, la démocratisation et la socialisation, et qui aboutit idéalement à l'établissement d'une démocratie. La libéralisation permet de rendre effectifs certains droits individuels et collectifs. La démocratisation comprend l'octroi de droits individuels à la population et l'établissement de mécanismes d'imputabilité des autorités. Finalement, la socialisation est conçue comme une «deuxième transition» pendant laquelle l'équité formelle se transforme en équité réelle en octroyant aux citoyens les moyens d'exercer ces droits. Libéralisation n'est ni synonyme ni ne suppose la démocratisation. Une transition peut toujours être interrompue ou détournée vers une autre forme d'autoritarisme. Voir: O'Donnell et Schmitter. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*, 19-22; Karl et Schmitter. «Modes of Transition in Latin America. Southern and Eastern Europe», 269-284.

<sup>109</sup> Boudon. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process». Concernant le processus constitutionnel, 1990-1991; Nielson et Shugart. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform».

de gauche» qui «font la révolution» contre des «régimes de droite»; en Afrique subsaharienne, il s'agit de «guérillas de droite» qui déclenchent une «contre-révolution» face à des «régimes de gauche». Sur le plan ethnique, les dirigeants angolais et mozambicains tentent d'instrumentaliser des identités ethniques à des fins politiques, ce qui n'est pas le cas au Salvador et en Colombie. Sur le plan économique, les belligérants angolais et colombiens, contrairement aux mozambicains et salvadoriens, sont rémunérés pour leur participation à des activités économiques illégales. En Angola, l'exploitation de ressources comme le pétrole et les diamants requiert un ferme contrôle territorial, alors qu'en Colombie, les cultures de la feuille de coca peuvent être déplacées d'une région à l'autre et les enlèvements peuvent être faits sur tout le territoire national. En bref, l'Angola, la Colombie, le Mozambique et le Salvador nous permettent d'intégrer ces facteurs à notre argumentaire afin de tester leur importance pour expliquer les modes de transition de la guerre vers la paix.

Retenons aussi que l'allocation de ressources (qui détermine la capacité des belligérants de défendre leurs intérêts) fournit le critère de sélection des acteurs étudiés. En ce qui a trait au gouvernement (G), le MPLA angolais et le FRELIMO mozambicain, ainsi que les gouvernements colombien et salvadorien, concentrent les ressources économiques, politiques et stratégiques. Or, quelques différences méritent d'être soulignées. Le FRELIMO est plus crédible et légitime sur la scène internationale que le MPLA, même si ce dernier a accès aux revenus du pétrole, une ressource inexistante au Mozambique<sup>110</sup>. Le gouvernement

<sup>110</sup> Contrairement au FRELIMO (en tant que guérilla), qui est une alliance de divers groupes anticoloniaux, les origines du MPLA se situent en 1956, quand Agostinho Neto fonde un groupe nationaliste clandestin, formé par des intellectuels et des *mestiços*. Son bras armé, l'*Exército de Libertação Nacional de Angola* (l'Armée de libération nationale d'Angola, ELNA), est mis sur pied en 1961. L'UNITA, quant à elle, apparaît en 1966, quand le ministre des Relations internationales du GRAE (Gouvernement de l'Angola en exil), Jonas Savimbi, quitte le *Frente Nacional para a Libertação de Angola* (Front national de libération de l'Angola, FNLA), puisqu'il juge que l'ethnie Bakongo y est surreprésentée au sein du mouvement. L'UNITA, plus proche du peuple Ovimbundu, crée alors son bras armé, les *Forças Armadas da Libertação de Angola* (Forces armées de libération de l'Angola, les FALA). En bref, au moment de l'effondrement du pouvoir colonial, le MPLA ne détient pas la même reconnaissance internationale que le FRELIMO. Voir: Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 18, 22, 24; Weinstein. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story», 146; Gillian Gunn. 1987. «The Angolan Economy: A History of Contradictions». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne

salvadorien de 1984-1989 a plus de légitimité sur la scène internationale qu'au pays, et ne contrôle pas les ressources stratégiques. Nous reviendrons sur ces arguments au cours de cette thèse. Pour l'instant, soulignons qu'il ne s'agit pas de déterminer laquelle des ressources –politiques, économiques ou stratégiques - est la plus utile pour défendre des intérêts au cours d'un conflit armé, mais plutôt de reconnaître leur interdépendance.

Des dirigeants, comme Gerson Martínez, indiquent, par exemple, qu'en 1984, le dirigeant salvadorien José Napoleón Duarte «... est arrivé au gouvernement mais pas au pouvoir<sup>111</sup>». Qu'est-ce que cela signifie? Où se situe, dans cette optique, le «pouvoir»? Répondre à ces questions est fondamental, d'autant plus que ces interrogations sont applicables au cas colombien. En effet, d'entrée de jeu, nous pouvons indiquer que «Betancur was a political maverick who never enjoyed the support of the country's elite or the military<sup>112</sup>.» Les libéraux colombiens Virgilio Barco (1986-1990) et César Gaviria (1990-1994) sont-ils arrivés au «pouvoir» ou seulement «au gouvernement»? Retrouve-t-on, parmi ces présidents, d'autres «dissidents»? Faut-il être un *insider* ou un *outsider* pour signer un accord de paix qui tienne la route?

Pour être en mesure de répondre à ces questions, nous désagrégeons G en ceux qui contrôlent les ressources militaires: les Forces armées salvadoriennes (FAES) et les Forces militaires colombiennes (FMC). Cette division est moins évidente en Angola et au Mozambique, en raison du régime à parti unique qui a permis au FRELIMO et au MPLA de concentrer les ressources. De plus, puisque les Salvadoriens José Napoleón Duarte, Alfredo Cristiani et Armando Calderón Sol sont liés à des partis politiques différents, cette thèse prend en considération, respectivement, le *Partido Demócrata-Cristiano* (Parti de la démocratie

---

Rienner Publishers, 183; Inge Brinkman. 2003. «War, Witches and Traitors: Cases from the MPLA's Eastern Front in Angola (1966-1975)». *Journal of African History* 44, 307; Ana Leão et Martin Rupiya. 2005. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants». Dans M. Rupiya, dir., *Evolutions and Revolutions. A Contemporary History of Militaries in Southern Africa*. Pretoria: Institute for Security Studies, 10.

<sup>111</sup> Traduction libre. Entrevue avec Gerson Martínez (FMLN), réalisée à San Salvador, le 24 novembre 2004.

<sup>112</sup> Boudon. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process», 282.

chrétienne, PDC) et la *Alianza Republicana Nacionalista* (Alliance Républicaine nationaliste, ARENA). Quant à l'opposition civile salvadorienne, elle est déjà étudiée à travers le Front démocratique révolutionnaire (FDR) qui, à partir de 1988-1989, devient la *Convergencia Democrática* (Convergence démocratique, CD).

L'allocation de ressources nous permet également de justifier la sélection des groupes armés illégaux (O). En Afrique, l'UNITA détient plus de ressources politiques externes que la RENAMO, même si les deux subissent les critiques de ceux qui leur reprochent de recevoir de l'aide des régimes d'Apartheid de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud. Comment l'absence de ressources politiques peut-elle détruire l'image d'un acteur? La RENAMO illustre particulièrement bien cette situation<sup>113</sup>. Mais la différence entre un groupe pauvre en ressources politiques et un autre qui en est riche est plus claire dès qu'on utilise la comparaison. Le FMLN est parmi ceux qui sont les plus crédibles, non seulement dans la social-démocratie européenne et la «société civile» aux États-Unis, mais aussi auprès de la «gauche révolutionnaire» latino-américaine. Les ex-guérilleros colombiens de l'UC-ELN évoquent le jour où Fidel Castro a indiqué, en se référant au FMLN, qu'il ne connaissait pas de «... guérilla aussi puissante [ayant vaincu] l'armée salvadorienne à plusieurs reprises. Le problème est que pour cinq hélicoptères abattus, les Américains répondent avec vingt et pour chaque avion

---

<sup>113</sup> L'origine même de la RENAMO est un sujet fort débattu au Mozambique. Pour certains, il s'agit d'un groupe qui répond à des intérêts externes, alors que pour d'autres, il est le résultat de l'insatisfaction populaire vis-à-vis des politiques du gouvernement du FRELIMO. Selon le premier point de vue, ses débuts se trouvent en 1976, quand le gouvernement rhodésien d'Ian Smith décide de lancer une stratégie de déstabilisation du FRELIMO, en réponse à l'aide du Mozambique au mouvement révolutionnaire de Robert Mugabe. La Rhodésie a estimé qu'il était dans son intérêt stratégique de créer une milice mozambicaine pour sécuriser le corridor passant par la ville de Beira (accès à la mer). Selon la deuxième perspective, Orlando Cristina, son fondateur, est un ancien dirigeant anticolonial d'origine Ndao, opposant à Machel, qui déserte le FRELIMO quand l'élite décide d'épurer le parti. Voir: Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 147; Jeremy M. Weinstein. 2005. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment». *The Journal of Conflict Resolution* 49 (no 4), 612-614; Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 44; Ibrahim Msabaha. 1995. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 208.

inutilisé, les États-Unis en livrent dix<sup>114</sup>.» Au-delà de la rhétorique, une question reste pertinente: la crédibilité et la légitimité des négociateurs ont-elles une influence sur un processus de pacification? Regardons plus en détail cette question.

Les groupes armés ici étudiés diffèrent quant à leur capacité militaire. En 1991-1992, les FARC-EP sont loin d'être le groupuscule de 44 *campesinos* qui les ont fondées. En fait, on estime leur nombre en 2002 à 18 000 membres, ce qui en fait le groupe le plus important en Amérique latine, comparable, en termes d'effectifs, à la RENAMO de 1986 (dont on estime la taille à 20 000 combattants)<sup>115</sup>. Entre-temps, le FMLN compte, à son meilleur, 8000 recrues<sup>116</sup>. Ces chiffres sont plus importants que les 700 guérilleros du M-19 ou les 3000 – 5000 combattants de l'ELN<sup>117</sup>. Toutefois, il s'agit d'une taille modeste comparé à l'UNITA, une force d'environ 70 000 combattants à l'aube de la signature du Protocole de Lusaka (1994). Certes, ces chiffres peuvent être trompeurs, surtout si on les compare, en termes proportionnels, à la totalité de la population en âge de combattre dans chaque pays. Toutefois, il ne s'agit pas ici de savoir quelle est l'importance des groupes armés dans chaque pays, mais d'analyser la relation d'interdépendance entre les ressources politiques, économiques et stratégiques. Un exemple aidera à mieux saisir cet argument.

La particularité du M-19 ne réside pas dans sa capacité militaire, minime si on se base sur ces chiffres, mais dans sa capacité à engranger les ressources politiques<sup>118</sup>. Daniel García Peña synthétise cet argument quand il indique qu'en Colombie, «... alors que le M-19 est un phénomène politique plus grand, il est impossible d'acculer à la défaite les FARC-EP» en raison de leur puissance

<sup>114</sup> Fernando Hernández. 2005. «La búsqueda del socialismo democrático». Dans L. E. Celis and H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 34.

<sup>115</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 51.

<sup>116</sup> Voir: Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 126.

<sup>117</sup> LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 174.

<sup>118</sup> Jaime Zuluaga. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. Peñaranda et J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 31; Malcolm Deas. 1986. «The Colombian Peace Process, 1982-5, and its Implications for Central America». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 99.

militaire<sup>119</sup>. Par contre, en termes de changements institutionnels, le M-19 a mieux réussi que les FARC-EP. Des questions comme la légitimité et la crédibilité semblent donc être tout aussi importantes, sinon plus, que la puissance militaire. Pourquoi le M-19 a-t-il réussi à accomplir ce que les FARC-EP furent incapables de réaliser? La réputation du FMLN est-elle un avantage lors du processus de négociation? Le manque de crédibilité de la RENAMO est-il un handicap pour défendre ses intérêts lors des négociations à Rome? La création en Colombie, d'abord de la *Coordinadora guerrillera nacional* en 1987, et ensuite de la *Coordinadora guerrillera Simón Bolívar* (Coordination guérillera Simon Bolivar, CGSB) en 1988, aide-t-elle les FARC-EP et l'ELN à mieux s'imposer sur la scène politique colombienne<sup>120</sup>? L'étude des acteurs déjà mentionnés suffit pour répondre aux questions formulées dans cette introduction. Pour cette raison, le *Frente de Libertação do Estado de Cabinda* (Front de libération de l'État de Cabinda, FLEC) en Angola et les guérillas colombiennes autres que les FARC-EP, l'ELN, et le M-19 ne seront pas analysés en détail<sup>121</sup>.

Enfin, en ce qui concerne les intervenants externes, les cas ici étudiés couvrent également plusieurs possibilités. Au Mozambique, la médiation de la Communauté du Saint Eglise, avec l'appui des États-Unis, de l'Italie, du Portugal, de la France et du Royaume-Uni<sup>122</sup>, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe permet au FRELIMO et à la RENAMO d'entamer des négociations de paix. Plus tard,

<sup>119</sup> Traduction libre. Entrevue avec Daniel García Peña (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 5 octobre 2004.

<sup>120</sup> La CGSB est très loin, sur le plan de l'unification de critères, du Haut Commandement du FMLN. Alors que les rebelles salvadoriens réussissent, comme nous l'avons vu, à articuler l'action militaire sous une seule bannière, en Colombie la CGSB est plutôt un forum de discussion entre des organisations militaires autonomes. Pour cette raison, leurs positions face à la paix sont inconsistantes et imprévisibles. Voir: Jesús Antonio Bejarano. 1995. *Una agenda para la paz*. Santafé de Bogotá: Tercer Mundo, 104.

<sup>121</sup> Le FLEC est un groupe séparatiste basé dans la Province de Cabinda (territoire séparé du reste de l'Angola par le corridor d'accès à la mer du Zaïre). Il s'agit d'un groupe mineur sur le plan stratégique, dont l'étude ne changerait pas l'ensemble des arguments ici développés. Quant aux autres guérillas colombiennes, nous y faisons référence lors de l'analyse de l'Assemblée nationale constituante. Toutefois, nos références sont plutôt d'ordre général, surtout si on les compare au niveau d'analyse des autres acteurs. Enfin, en ce qui concerne les groupes paramilitaires, nous les incluons dans l'analyse, mais pas en tant qu'acteur unifié. Rappelons-le, les forces d'autodéfense s'unissent seulement en 1997. Pour l'Angola, voir: Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 400-401.

<sup>122</sup> Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 151.

ONUMOZ se déploie sur le terrain. Au Salvador, l'ONU, avec l'aide des États-Unis, joue un rôle majeur dans l'ensemble de la transition, tant avant la signature de l'Accord de Chapultepec qu'après le déploiement d'ONUSAL. Il s'agit d'un idéal d'intervention internationale car en théorie, cette continuité devrait renforcer la cohérence du processus<sup>123</sup>. Mais en plus, après la fin du mandat d'ONUSAL (1995), l'ONU déploie la *Mission des Nations Unies au Salvador* (MINUSAL), une opération que nous définirons comme étant de type construction de la paix. La Colombie est le seul de nos cas où une intervention étrangère de ce type n'a pas eu lieu. Enfin, nous l'avons indiqué, la «communauté internationale», notamment la *Troïka* dès 1991 (les États-Unis, l'URSS et le Portugal), avec l'aide directe de l'ONU à partir de novembre 1992, et de divers dirigeants africains tout au long de la décennie 1990, a essayé de nombreuses façons d'arrêter le conflit angolais sans avoir obtenu ce résultat. Puisque cette thèse se base sur l'idée qu'un intervenant externe peut aider à établir une paix soutenable<sup>124</sup>, il faut se demander sous quelles conditions ce résultat est-il possible?

### 2.5 *L'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine sous un angle comparé*

Pourquoi une comparaison interrégionale? Le principal avantage de présenter une telle étude est le fait qu'elle permet de nuancer les propositions théoriques. Par exemple, on indique souvent que «l'héritage colonial» a un poids déterminant pour expliquer les enjeux – dont la défaillance de l'État – auxquels font face les pays africains<sup>125</sup>. Certes, les différences intrarégionales subsistent. L'État est faible au Mozambique parce qu'il s'agit de la province portugaise la moins développée. Aussi, le pays dépend de l'économie minière du Transvaal; depuis des siècles, l'Afrique du Sud canalise son commerce international par le port de Lourenço Marques, aujourd'hui Maputo, la capitale<sup>126</sup>. Entre-temps, l'Angola a toujours eu des liens plus diversifiés avec Lisbonne. De plus, la voie ferrée de Benguela a fait de Luanda un port de prédilection pour la Rhodésie et le

<sup>123</sup> Joanna Spear. 1999. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues». *Civil Wars* 2 (no 2), 15.

<sup>124</sup> Ali et Matthews. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace», 404.

<sup>125</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 52; Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 207.

<sup>126</sup> Saul. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique», 110.

Congo belge<sup>127</sup>. Mais dans les deux cas, ces différences s'effacent en raison du caractère marxiste-léniniste des gouvernements du MPLA et du FRELIMO, facteur qui a certainement favorisé la défaillance de l'État pendant la période postcoloniale;

*In Marxist-Leninist theory the vanguard party is more important than the state. In fact, state does the bidding of the party. The party has the central role to play in social transformation. It has the responsibility of defining normative order [...] Moreover, it is responsible for dismantling the institutions and culture of the old order [...] Much of the effort of Afro-Marxist regimes has been devoted to the development of an authoritative state apparatus<sup>128</sup> ...*

C'est ici que la comparaison interrégionale devient utile. En Colombie, et jusqu'à la fin des années 1940, le recours aux armes pour régler les différends entre les partis traditionnels – le Parti Libéral et le Conservateur -, était la règle et non l'exception<sup>129</sup>. En fait, l'idée d'armer des civils est une constante historique dans ce pays. Par exemple, le décret 3398 de 1965 déclare obligatoire la participation civile à la défense nationale, ouvrant ainsi la porte à la création (légale) de groupes «d'autodéfense». Puisque la loi 48 (1968) transforme ce décret en législation permanente, il faut attendre 1989 pour voir un gouvernement, l'administration Barco, les qualifier d'escadrons de la mort et les criminaliser (à travers les décrets 813, 814 et 815)<sup>130</sup>. L'enthousiasme pour l'autodéfense en Colombie ne s'arrête pas là. Le président Samper crée, en 1995, les associations *CONVIVIR* qui cherchent à donner de l'appui logistique et des renseignements aux FMC. En moins d'un an, plus de 500 groupes civils ont recruté environ 9600 personnes<sup>131</sup>. En Colombie, l'État a volontairement renoncé «... au monopole de

<sup>127</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 14, 16, 21; Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 145.

<sup>128</sup> Keller. «Afro-Marxist Regimes», 13.

<sup>129</sup> Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 40; 42-67; 56-67, 115-120.

<sup>130</sup> Fernando Cubides. 1999. «Colombie: la violence des paramilitaires». *Problèmes d'Amérique latine* 34 (juillet-septembre), 64.

<sup>131</sup> Ces entités furent déclarées illégales en 1999, mais en 2002 l'État n'avait pas fini de récolter les armes et les munitions. Toujours en 1999, le ministère de la Défense inaugure dans la province d'Antioquia le plan *soldats paysans*, une initiative qui permet aux Colombiens d'effectuer leur service militaire dans leur zone de résidence. Pour plus de détails, voir: Corporación Observatorio para la Paz. 2001. *Las verdaderas intenciones de los paramilitares*. Bogotá D.C.: Intermedio Editores (Círculo de Lectores S.A.), 199; Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 92-93.



l'utilisation de la force et au principe selon lequel les armes sont sa propriété<sup>132</sup>». Quelle est l'utilité de ces arguments d'un point de vue interrégional? La Colombie ayant accédé à l'indépendance en 1819, nous pouvons conclure que pendant presque deux siècles, l'État colombien est demeuré défaillant<sup>133</sup>. En bref, une comparaison interrégionale nous permet de voir que l'héritage colonial est un facteur, parmi tant d'autres, à considérer au moment d'analyser la défaillance des États africains. Les États sont défaillants en Afrique, mais l'expérience latino-américaine montre qu'ils peuvent le demeurer pendant des siècles.

## 2.6 Mécanismes de «contrôle» et «validité» de la connaissance

Cette thèse se base sur les contributions théoriques effectuées dans les domaines de la résolution de conflits et de la politique comparée. Nous appliquons ces corpus de connaissances à un sujet qui est souvent analysé par les spécialistes en relations internationales, notamment en ce qui concerne l'étude des opérations de paix de l'ONU. En plus de cette revue de la littérature, cinq terrains de recherche ont été réalisés. Nous avons fait un peu moins d'une cinquantaine d'entrevues, d'une durée moyenne de 90 minutes (voir annexe 3).

L'aspect déontologique et logistique de cette recherche est important à traiter pour deux raisons. D'abord, pour les raisons signalées dans le Protocole de recherche (voir l'annexe 2), seuls des entretiens avec des ex-combattants ont été réalisés. Nos répondants comprennent donc des membres du FMLN, du M-19, du FRELIMO, de la CRS (une faction du ELN) et de la RENAMO. Naturellement, des questions liées à nos hypothèses sont à la base d'entretiens semi-dirigés organisés avec ces dirigeants. Par contre, en ce qui concerne les renseignements des FARC-EP et de l'ELN – des groupes toujours actifs sur le plan militaire, l'information provient de sources secondaires. Cela n'implique pas

<sup>132</sup> Traduction libre. Luis Alberto Restrepo. 2001. «The Equivocal Dimensions of Human Rights in Colombia». Dans C. Bergquist, R. Peñaranda et G. Sánchez, dir., *Violence in Colombia 1990-2000*. Wilmington: Scholarly Resources, 109; Corporación Observatorio para la Paz. *Las verdaderas intenciones de los paramilitares*, 102; 114.

<sup>133</sup> Pour une analyse des obstacles à la construction et consolidation de l'État colombien depuis la colonisation espagnole, voir: Malcolm Deas et Fernando Gaitán Daza. 1995. *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*. Santafé de Bogotá FONADE, Departamento Nacional de Planeación, et Tercer Mundo Editores, 191-205; LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 168-169.

nécessairement que la qualité de l'information recueillie soit déficiente, mais le fait que nous n'ayons pas eu un contact direct avec les dirigeants de ces groupes nous invite à nuancer nos propos quand il s'agit de les analyser.

Ensuite, des considérations logistiques nous ont encouragé à effectuer la recherche sur l'Angola à partir de l'Afrique du Sud. Même si l'information recueillie et les entrevues réalisées nous ont permis d'acquérir une connaissance approfondie de ce pays, force est de constater qu'il existe un fossé qui découle du fait que nous n'avons pas «vu» l'Angola. Encore une fois, cela ne diminue pas nécessairement la qualité de notre recherche, mais sans doute un séjour à Luanda, la capitale, aurait pu nous permettre d'envisager une contribution distincte et originale aux débats universitaires qui utilisent ce cas comme exemple. Rappelons-le, «... every discovery contains “an irrational element”, or a “creative intuition”<sup>133</sup>». En bref, une observation participante indirecte en Angola nous aurait permis d'acquérir une perspective comparable à celle que nous nous sommes forgée de la Colombie, du Salvador et du Mozambique<sup>134</sup>.

On peut toujours indiquer que «... by structuring one's observations – choosing what to observe and describe on the basis of preconceived notions of scientific interest [...] social scientist create an artificial, distorted understanding of the social world<sup>135</sup>». À cela nous répondons que «Theories do not have to make precisely accurate predictions to be judged as scientifically useful. Scientific predictions are seldom, if ever, exactly confirmed. There is always some degree of error<sup>136</sup>». Afin de réduire le biais de l'interprétation de l'information, nous avons mis en place les mesures suivantes:

---

<sup>133</sup> Karl R. Popper. 1961. *The Logic of Scientific Discovery*. New York: Science Editors, 32. Thomas Khun élabore une réflexion similaire quand il indique que «... la découverte inattendue revêt une importance qui dépasse les faits, c'est pourquoi le monde du savant est qualitativement transformé en même temps qu'il est quantitativement enrichi par les nouveautés fondamentales des faits tout autant que des théories». Thomas S. Khun. 1970. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion, 25.

<sup>134</sup> Pour une définition «d'observation participante» directe et indirecte, voir: Royce A. Singleton, Straits et Straits. *Approaches to Social Research*, 320-327.

<sup>135</sup> *Ibid.*, 318

<sup>136</sup> *Ibid.*, 35.

- (1) Les entrevues ont été enregistrées intégralement, pour diminuer ainsi les erreurs de transcription;
- (2) Les entrevues ont été transcrites intégralement, pour éliminer ainsi toute possible omission. Nous conservons donc le texte de l'entretien afin de pouvoir vérifier l'exactitude de nos interprétations.
- (3) L'information recueillie a été soumise à des contrôles, soit en organisant des entrevues pour confirmer les arguments, ou en la validant avec des sources primaires et secondaires.

### **3. Contribution au débat scientifique: l'élaboration d'une approche intégrale de la résolution de conflits**

Notre intérêt de recherche n'est pas seulement de vérifier, de falsifier ou d'opérationnaliser un argument, mais de relier dans une perspective théorique plusieurs débats qui évoluent isolément dans le domaine de la résolution des conflits. Par exemple, alors que certains chercheurs étudient les liens entre les identités ethniques et la violence politique, d'autres se concentrent sur l'interaction des intérêts économiques et de la violence. Entre-temps, plusieurs se demandent si le partage de pouvoir peut produire un environnement «stable». D'autres étudient les «échecs» et «succès» des opérations de paix, ou encore les transitions vers la démocratie. Le «problème» c'est que rien ne nous empêche de penser que des intérêts économiques puissent mener les élites à exploiter des identités ethniques pour s'opposer à un régime de partage de pouvoir, ce qui peut mener une opération de paix à «l'échec». Un régime autoritaire, qui bloque un processus de démocratisation, peut alors être établi. En bref, la complexité propre aux processus de pacification invite à formuler une perspective intégrale, qui ne vise pas seulement à approfondir chaque élément pertinent à l'explication, mais aussi à analyser les liens qui existent entre eux.

Nous avons donc identifié deux questions qui permettent d'articuler la plupart de ces intérêts de recherche dans une seule argumentation.

- (1) Pourquoi certains conflits armés internes sont-ils plus difficiles à résoudre que d'autres?

- (2) Pourquoi certaines interventions internationales en résolution de conflits aboutissent-elles à des paix soutenables, alors que d'autres se terminent par des paix précaires ou par l'irruption de nouvelles vagues de violence?

Il s'agit de trouver une seule réponse à ces deux questions, en utilisant les contributions de chercheurs d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Afrique et d'Amérique latine. Pour y parvenir, nous proposons d'utiliser l'approche des sentiers de dépendance (*path-dependence*). Voyons comment celle-ci aide à produire cette synthèse, c'est-à-dire comment elle nous permet d'articuler notre argumentation.

### 3.1 Path-dependence et résolution de conflits

L'idée des sentiers de dépendance suppose trois éléments centraux à notre démarche. Premièrement, elle implique un univers constitué par des technologies et des institutions formelles et informelles<sup>137</sup>. Pour l'étude des conflits armés internes, l'approche oblige à prendre en considération l'apparition et le maintien de systèmes alternatifs de profit (économique), de protection (militaire) et de pouvoir (politique) reliés à la violence. Le premier chapitre étudie trois explications pour comprendre pourquoi certains conflits armés internes sont plus difficiles à résoudre que d'autres. Nous démontrons que «l'identité», l'émergence de «moments propices à la résolution de conflits» et la présence «d'intérêts économiques» peuvent tous être des éléments centraux à une meilleure compréhension des conflits armés, mais aucun ne peut fournir une réponse globale ou intégrée à la question concernant la variabilité de la difficulté en résolution de conflits. En d'autres termes, l'analyse des obstacles à la résolution de conflits implique l'étude des intérêts, qu'ils soient idéologiques, économiques, ethniques, internes, externes, déclencheurs, aggravants ou incitateurs de la violence.

Deuxièmement, des chaînes d'événements signalent que des nouveaux enjeux et intérêts, en partie causés par des choix antérieurs, peuvent survenir au

---

<sup>137</sup> Robert Gilpin. 2001. *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*. Princeton et Oxford: Princeton University Press, 118-119.

cours d'un conflit<sup>139</sup>. En bref, le choix et les processus d'accumulation antérieurs contraignent les options disponibles des acteurs et le contexte dans lequel ces choix sont réalisés<sup>140</sup>. Mais aussi, l'étude des choix passe par l'analyse des contraintes institutionnelles et puisque, dans le cadre des conflits armés, il n'y a pas de règles du jeu qui contraignent les actions des acteurs, c'est donc les rapports de force qui prennent le relais. Nous verrons, au premier chapitre, les trois configurations théoriquement possibles du rapport de forces. Cette grille rend intelligibles des changements comportementaux des acteurs agrégés (G et O), parfois perçus comme étant incohérents ou «schizophrènes<sup>141</sup>». Nous définissons des indicateurs pour distinguer les extrémistes des modérés et pour déterminer ainsi la configuration du rapport de forces.

Troisièmement, l'idée selon laquelle les choix du passé déterminent ceux du présent (et ceux du présent les possibilités d'avenir) amène celle que les sentiers de changement peuvent être conçus comme des «... logical tree, in which the knots are the particular conjunctures and branches represent the possibilities inherent in each conjuncture<sup>142</sup>». Les implications de cette perspective sont doubles pour notre propos. D'abord, en définissant les moments (t), (t + 1) et (t + 2) comme des «nœuds» ou des «conjonctures critiques», on peut observer des trajectoires de changement institutionnel déclenchées à partir de tentatives de résolution de conflits. Dans certains cas, ces sentiers aboutissent à des paix soutenables, parfois ils se terminent par des paix précaires, souvent ils précèdent l'irruption de nouvelles vagues de violence. La première partie du chapitre 2

<sup>139</sup> Mahoney. «Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective», 111-141.

<sup>140</sup> Gilpin. *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*, 118-119.

<sup>141</sup> Le cas des Khmers rouges (KR) aide à illustrer cet argument. De novembre 1991 à mai 2002, ce groupe a souvent violé un accord de cessez-le-feu négocié au début de la décennie 1990. Il a aussi restreint la mobilité de l'ONU dans certaines zones et boycotté les consultations militaires conjointes. Pendant ce temps, les gardiens de la paix civils ont cependant été capables de visiter les zones sous contrôle des insurgés alors que des représentants des KR ont participé aux organismes transitionnels. Face à cette attitude, certains auteurs ont suggéré l'existence, dans les faits, de deux Khmers rouges, un modéré et un autre radical. On indique aussi que pour ce groupe, la paix n'était qu'un engagement stratégique, même si des chercheurs qui sont rendus sur le terrain indiquent, d'après leurs entretiens, que le KR était réellement engagé dans le processus de paix. Voir: David Keen. 2001. «War and Peace: What's the Difference?». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 5.

<sup>142</sup> Przeworski. «The Games of Transition», 106.

différencie trois *sentiers de pacification* en utilisant deux des critères qui permettent de différencier les factions extrémistes des modérées.

Ensuite, puisqu'un accord de paix est une passerelle entre les intérêts vitaux des belligérants et les règles du jeu sensées contraindre les choix des acteurs dans l'ère postconflictuelle, nous analysons comment ces intérêts se traduisent en règles du jeu pactisées et comment ces institutions peuvent favoriser ou faire obstacle à l'établissement de paix soutenables. Ce chapitre se conclut en analysant les capacités de l'intervenant externe à œuvrer dans le domaine de la recherche, du maintien et de la construction de la paix selon les différentes configurations du rapport de forces.

### **3.2 La «démonstration»**

Notre démonstration se fera en quatre étapes. Nous montrons au chapitre 3 que le rapport de forces est propice au Salvador, radicalisé en Angola et en Colombie, et mixte au Mozambique. Ce chapitre nous permettra aussi de mieux connaître l'histoire de ces conflits et de leurs protagonistes, et d'appliquer les indicateurs proposés au premier chapitre pour différencier les extrémistes des modérés. Au chapitre 4, nous démontrons que les «intérêts vitaux» des belligérants se traduisent par des garanties internes et externes qui deviennent, par la suite, du moins en principe, des institutions sensées encadrer les choix des acteurs. Nous comparons six pactes de paix: les Accords de Bicesse (1991) et de Lusaka (1994) entre le MPLA et l'UNITA; l'Accord de Chapultepec (1992) entre le gouvernement d'Alfredo Cristiani et le FMLN; les Accords de Rome (1992) entre le FRELIMO et la RENAMO; et le Pacte pour la paix et la démocratie (1989), ainsi que le pacte de Bogotá (1990), entre le M-19, l'administration Barco et le Parti Libéral. Nous montrons parallèlement que la marge de manœuvre de l'intervenant externe, à partir de  $(t + 1)$ , dépend de ce qui a été négocié avant la signature du pacte.

Les cinquième et sixième chapitres se penchent sur la question des interventions internationales en matière de résolution de conflits. Au chapitre 5, nous analysons les négociations qui ont mené à la signature des six pactes de paix

ci-haut mentionnés. Nous concluons que l'action de tierces parties est importante pour augmenter les probabilités d'aboutir à la signature d'une entente. Ce chapitre nous aidera aussi à mieux comprendre certains écarts, en termes de garanties internes et externes, identifiés au chapitre 4 entre le modèle proposé et les observations empiriques.

Enfin, le chapitre 6 met l'accent sur l'idée des sentiers de dépendance. Nous démontrons comment les enjeux et obstacles au processus de mise en vigueur des accords, ainsi que les occasions en matière de maintien et de construction de la paix, dépendent des garanties internes et externes négociées entre (t) et (t + 1). Puisque celles-ci dépendent de l'action du médiateur, mais surtout et avant tout de la configuration du rapport de forces, nous analyserons les trois «trajectoires de pacification» identifiées au chapitre 2. Sur ce plan, notre modèle permet, entre autres, de générer des prévisions quant aux risques de sabotage pendant la mise en vigueur des accords de paix.

## Chapitre 1

### **Incertitude politique et résolution de conflits**

#### Extrémisme, modération et configuration du rapport de forces

*In any civil war, there are individuals who seek a total transformation and the complete elimination of their opposition. But insurgent movements also contain leaders who will accept less than that, if they believe their opponent will bargain in reasonably good faith. Governments too, are rarely unified on their goals. Insurgent movements thus are composed of diverse factional elements who, although at least informally united in their opposition to the current regime, may have different and even competing goals and objectives, ranging from changing specific government policies to replacing specific regime personnel, increasing political participation, redistributing wealth, or transforming societal values<sup>1</sup>.*

Pourquoi certains conflits sont-ils plus difficiles à résoudre que d'autres? Pour répondre à cette question, les spécialistes en résolution de conflits se sont penchés sur l'étude des «causes» et de la «prolongation» des conflits armés internes, une des idées étant que leurs causes déterminent le degré de difficulté de leur résolution. Selon ces recherches, nous dégageons trois catégories de réponses. Le degré de difficulté de la résolution de conflits peut être lié à:

- (1) l'existence de clivages ethniques ou idéologiques irréconciliables qui créent des jeux à somme nulle entre les acteurs politiques;
- (2) les belligérants ne voient aucun avantage à la négociation. Les probabilités de succès dépendent du moment où les efforts de pacification sont déployés. Quand aucun belligérant ne peut vaincre, une occasion de négociation de paix émerge;
- (3) la possibilité de tirer des avantages économiques de la violence (jeux à somme positive reliés à l'environnement de violence politique) rend

---

<sup>1</sup> Stephen John Stedman. 1991. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 14.



plus difficile la résolution de conflits. Quand la violence apporte des bénéfices aux belligérants, il est alors plus difficile de les convaincre de négocier la paix.

Pris séparément, ces arguments ne permettent pas de répondre intégralement à cette question de départ. Dans la première section, nous analyserons chacune de ces explications. Cela nous permettra de jeter les bases de notre proposition théorique. En saisissant les raisons qui mènent les belligérants à adopter une stratégie de conciliation ou de confrontation, nous serons alors en mesure de mieux saisir les obstacles et les occasions de paix. Dans la deuxième section, nous développerons une approche axée sur l'analyse des rapports de force, entre des factions extrémistes ( $G_E$ ,  $O_E$ ) et modérées ( $G_M$ ,  $O_M$ ) sur la scène politique nationale. Nous concluons alors que les conflits armés les plus difficiles à résoudre sont ceux où les rapports de force favorisent au moins un acteur extrémiste.

## **1. Inhibiteurs et incitateurs de conflits armés internes**

### ***1.1 Le type de conflit détermine-t-il le degré de difficulté à le résoudre?***

Les identités idéologiques et ethniques joueraient un rôle déterminant dans le déclenchement et la poursuite d'un conflit armé. C'est du moins le débat fort complexe qui a lieu parmi les spécialistes et qui, depuis le début des années 1990, s'entrecroise avec un autre débat, celui qui tourne autour des guerres de proxy (ou de «basse intensité»). Cette discussion se développe en trois étapes. Premièrement, indique-t-on, si les conflits armés internes sont causés ou alimentés par des facteurs géostratégiques mondiaux, la fin de la confrontation idéologique entre les États-Unis et l'URSS devrait ouvrir des occasions de paix dans des pays aux prises avec ce type de conflits, les deux superpuissances ayant cessé de financer des belligérants nationaux. Le diagnostic du conflit armé angolais, perçu à la fin des années 1980 comme une reproduction à l'échelle nationale du clivage idéologique international, illustre ce type de raisonnement<sup>2</sup>. Le retrait des deux

---

<sup>2</sup> Taisier M. Ali, Robert O. Matthews et Ian Spears. 2004. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace*.

superpuissances devait donc mener le MPLA et l'UNITA à signer et à respecter un accord de paix.

Deuxièmement, une constatation s'impose: les États-Unis et l'URSS ont bel et bien cessé de financer des conflits, mais à part quelques exceptions, ces derniers n'ont pas disparu, certains s'étant même aggravés. En fait, l'apparition de conflits en Afghanistan, en Arménie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Rwanda et au Sri Lanka a remis en question l'idée qu'en éliminant les allégeances idéologiques externes, les conflits armés internes seraient résolus<sup>3</sup>. Bien au contraire, les conflits de la post-guerre froide, notamment les conflits ethniques apparus dans les anciennes républiques soviétiques au début de la décennie 1990 montreraient plutôt que la guerre froide a étouffé les clivages ethniques et que, la digue ayant sauté, plus rien ne pouvait empêcher les haines séculaires de refaire surface. On établit donc une différence entre les conflits ethniques apparus après la fin de la guerre froide, et les conflits armés qui ont eu lieu de 1960 à 1990. Ces derniers peuvent désormais être définis non seulement comme des guerres de proxy, mais aussi comme des luttes idéologiques pour faire avancer des projets d'avenir, selon des objectifs politiques concrets, formulés autour de pensées «progressistes<sup>4</sup>». La logique du débat est synthétisée par Fearon:

*new ethnic violence is the product of age-gold, primordial ethnic hatreds that were «suppressed» in the communist era. Remove communist domination, the argument goes, and the hate-filled feuding ethnic groups of Azerbaijan, Yugoslavia, and Georgia immediately have at each other<sup>5</sup>.*

---

*Challenges for Peacebuilding in Africa.* Toronto, Buffalo, Londres: University of Toronto Press Incorporated, 296.

<sup>3</sup> À vrai dire, et en termes statistiques, le nombre de conflits au début du XXI<sup>e</sup> siècle est similaire à celui de la fin de la décennie 1970 – 29 en 1979 contre 31 en 2000 et 30 en 2001. Bref, la fin de la guerre froide n'a pas eu d'impact significatif. João Gomes Porto. 2002 *«The Role of Conflict Analysis in Conflict Resolution: Reflections on International Mediation. The Case of Angola»*. City: University of Kent at Canterbury, 70-71.

<sup>4</sup> Mary Kaldor. 1999. *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*. Cambridge: Polity Press; Roland Marchal et Christine Messiant. 2003. «Les guerres civiles à l'ère de la globalisation. Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes». *Critique internationale* 18, 92-93; Edward Newman. 2004. «The 'New Wars Debate': A Historical Perspective Is Needed». *Security Dialogue* 35 (no 2), 173-75.

<sup>5</sup> James D. Fearon. 1994. «Ethnic War as a Commitment Problem». Communication, American Political Science Association, New York, 2 au 5 septembre, 1.

Comment cette discussion est-elle reliée au débat concernant le degré de difficulté de résolution de conflits? La troisième partie de cette discussion a trait aux implications de cette analyse en termes des obstacles à la paix. Si la fin de la guerre froide n'a pas contribué, en général, à résoudre des conflits armés internes et si des identités ethniques ont survécu à l'émergence et au déclin du monde bipolaire, il faut se demander non pas si les «nouveaux conflits ethniques» sont plus difficiles à résoudre que les «anciens conflits idéologiques», mais plutôt quelle est la place de l'idéologie et de l'ethnicité dans les conflits armés internes? En bref, il est souhaitable de s'éloigner du débat concernant les «nouveaux» et les «anciens» conflits, pour recentrer l'analyse autour de la distinction entre conflits ethniques et idéologiques.

Sur ce point, des auteurs comme Edmonds signalent que l'idéologie est plus flexible que l'ethnicité. En effet, les conflits ethniques aboutiraient plus souvent à des tentatives unilatérales d'un groupe d'imposer ses intérêts à un autre groupe<sup>6</sup>. Des chercheurs comme Posen vont dans cette même direction, en indiquant que les conflits où les adversaires se différencient en termes de race, de langue, de religion ou de culture, sont plus difficiles à résoudre que les affrontements motivés par des raisons idéologiques<sup>7</sup>. Kaufmann conclut que les jeux à somme nulle créés par ces différences ethniques sont pratiquement immuables et, par ce fait, la partition devient la seule issue<sup>8</sup>. Pouvons-nous conclure que, au-delà du moment où ils ont débuté ou de leur durée, les conflits ethniques sont plus difficiles à résoudre que les conflits idéologiques? Comme nous l'expliquons dès à présent, la réponse n'est pas évidente.

---

<sup>6</sup> Martin Edmonds. 1972. «Civil War, Internal War, and Intrasocietal Conflict. A Taxonomy and Typology». Dans R. Higham, dir., *Civil Wars in the Twentieth Century*. Lexington: The University Press of Kentucky, 23-25.

<sup>7</sup> Barry R. Posen. 1993. «The Security Dilemma and Ethnic Conflict». *Survival* 1 (printemps), 33; Chaim Kaufmann. 1996. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars». *International Security* 20 (no 4), 153-156.

<sup>8</sup> L'histoire montre que les processus de fragmentation géopolitique ne réussissent pas à résoudre les conflits intraétatiques et peuvent même causer ou aggraver des clivages. On peut, par exemple, arguer que la partition du territoire encourage la prolifération d'États et qu'elle ne fait que transformer un conflit intraétatique en affrontement interétatique. Voir: Kaufmann. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars», 136-175; Radha Kumar. 1997. «The Troubled History of Partition». *Foreign Affairs* 76 (no 1), 24, 28.

### 1.1.1 *Allégeances idéologiques et obstacles à la résolution de conflits*

Les contextes révolutionnaires et contre-révolutionnaires de l'Amérique latine et de l'Afrique australe des années 1960 et 1970 montrent que l'idéologie est flexible. Comme nous le démontrerons aux chapitres 3 et 5, des guérillas nationalistes comme le MPLA et le FRELIMO se sont d'abord tournées vers le socialisme (1977), pour ensuite embrasser les idéaux de la démocratie libérale (entre 1991-1994). Sur le plan théorique, quatre facteurs, reliés à la structure interne des acteurs, les objectifs de la lutte révolutionnaire, le lien entre idéologie et stratégie militaire et le fossé entre la rhétorique et la pratique, aident à expliquer cette «flexibilité»:

- (1) Concernant la structure interne, l'opposition armée n'est que rarement un acteur unitaire. Il s'agit souvent plutôt d'une alliance idéologiquement hétérogène unie par un seul objectif commun: chasser du pouvoir le régime en place. Le FMLN illustre cet argument. Les cinq organisations militaires qui le forment, le PRTC, l'ERP, la RN, le PCS et les FPL, sont formées par des membres en provenance de la jeunesse social-chrétienne et du Parti communiste salvadorien (aligné sur le modèle soviétique), entre autres<sup>9</sup>. Dans de telles circonstances, la «flexibilité idéologique» provient des compromis entre les groupes internes pour mettre l'accent sur les points qui font l'unité.
- (2) Par rapport aux objectifs de la lutte, plus d'homogénéité ne garantit pas la clarté idéologique. Le M-19 a expressément refusé d'adhérer à une idéologie précise; «nous avons découvert que ce dont avait besoin la Colombie était une révolution démocratique et non une révolution

---

<sup>9</sup> Développer en détail toutes les tendances idéologiques du FMLN serait long et complexe. Limitons-nous à souligner que l'unité du front se base sur quatre principes. D'abord, «... et au-delà de la grandiloquence des communiqués, il fallait reconnaître que les points de coïncidence étaient plus nombreux que ceux de discord. Deuxièmement, il fallait comprendre, comme les triomphes cubain et sandiniste le démontrent, que la garantie de victoire est dans l'unité. Troisièmement, il fallait attendre non seulement l'unité des forces révolutionnaires, mais aussi l'unité avec les autres forces progressistes et démocratiques. S'il y avait des divergences à long terme, il fallait mettre l'accent sur les coïncidences à court et moyen terme. Quatrièmement, il fallait favoriser les contacts internationaux». Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

socialiste<sup>10</sup>». À la place, il prône la «démocratie» en tant qu'objectif révolutionnaire, revendique «l'héritage de Simón Bolívar» et construit un discours de «libération nationale» qui est toujours resté flou<sup>11</sup>. Comme l'indique Pécaut, «... M-19 proclaimed itself only as nationalist and as a partisan of participatory democracy without further clarifying its social projects<sup>12</sup>». Ici, la flexibilité idéologique provient de la disposition du groupe à se plier aux revendications des acteurs civils et armés exclus du régime<sup>13</sup>.

- (3) Des considérations stratégiques propres à la guerre peuvent prendre le relais sur les principes idéologiques. Dans le cas de l'UNITA, Jonas Savimbi obtient tout à la fois l'appui de l'URSS, de la Chine, du gouvernement d'Apartheid sud-africain et des États-Unis pour financer son effort de guerre. Pour lui, il n'était pas contradictoire d'être un maoïste financé par les États-Unis; «if you are trying to cross the river, which is infested with crocodiles, but you manage to step on a crocodile to be able to cross that river, and you are sure that you will be safe, you should do it<sup>14</sup>».
- (4) Enfin, même si les leaders disent avoir l'intention d'appliquer une idéologie définie à leur programme d'action, le fossé entre théorie et réalité peut être immense. En 1976, Folsom conclut, dans sa recherche sur les «régimes marxistes» africains, qu'il n'y en a pas. Selon lui, «This tendency away from ideological purity [...] was not uncommon

<sup>10</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>11</sup> Jaime Zuluaga. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. P. et J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 16.

<sup>12</sup> Lawrence Boudon. 1996. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process». *Journal of Latin American Studies* 28, 281.

<sup>13</sup> Pour Eduardo Pizarro, frère de Carlos Pizarro (commandant du M-19 au moment de la négociation de paix 1989-1990), «... le M-19 n'a jamais manqué de bonnes intentions, mais il a toujours manqué de cohérence idéologique. Par contre, ces dirigeants ont eu souvent des intuitions géniales, comme l'idée de la nécessité d'un dialogue national, d'une sortie négociée au conflit ou d'un processus de démocratisation.» Traduction libre. Entrevue avec Eduardo Pizarro (proche du M-19), réalisée à Bogotá D.C, le 1er mars 2007.

<sup>14</sup> Entrevue réalisée avec Expert no 1 (Angola), réalisée à Pretoria, le 2 septembre 2005.

in the annals of Marxist-Leninist praxis. Indeed, neither Lenin, Stalin, Mao, nor Che Guevara shied away from Marxist revisionism<sup>15</sup>.»

Même en acceptant la «flexibilité» et la fluidité de certaines identités idéologiques, la relation entre l'idéologie et l'ethnicité, d'une part, et la divisibilité ou l'indivisibilité des intérêts, d'autre part, pose toujours problème. D'abord, rien ne prouve que les identités idéologiques sont toujours, et dans tous les cas, plus flexibles (même si parfois elles peuvent l'être). Certains chefs révolutionnaires (comme Abimaél Guzmán) se montrent inflexibles, alors que d'autres (Lénine ou Mao Tse-Tung) auraient peut-être accepté de négocier à certaines conditions<sup>16</sup>. Parmi les groupes armés illégaux qui sont apparus en Colombie depuis 1962, l'ELN possède une idéologie clairement définie, qui s'est traduite par une lecture intransigeante du contexte politique colombien<sup>17</sup>. Encore au début des années 1990, ses dirigeants considéraient le gouvernement comme un «... instrument de la bourgeoisie, un ennemi absolu, à vaincre pour instaurer un gouvernement populaire révolutionnaire<sup>18</sup>». Ensuite, les allégeances ethniques ne se bornent pas nécessairement à la couleur de la peau ou à la langue parlée. Elles relèvent aussi de *perceptions* subjectives des groupes quant à leur propre identité et celles des autres.

### 1.1.2 Allégeances ethniques et obstacles à la résolution de conflits

Trois des acteurs que nous étudions, soit l'UNITA, le FRELIMO et la RENAMO, tirent une partie de leurs appuis politiques de certains groupes ethniques<sup>19</sup>. En Angola, des clivages ethniques entre les Kongos du nord du pays

<sup>15</sup> Edmond J. Keller. 1987. «Afro-Marxist Regimes». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 7.

<sup>16</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 11-13.

<sup>17</sup> Entre 1964 et 1978, les différences idéologiques au sein du ELN ont été résolues en fusillant les «éléments urbains» qui ont tenté «d'incorporer des idées et des normes bourgeoises dans l'organisation». Voir: Nazih Richani. 2003. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*. Bogotá: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), et Editorial Planeta Colombiana, S.A., 138.

<sup>18</sup> Traduction libre. Mauricio García Durán. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: CINEP, 84.

<sup>19</sup> William Minter. 1998. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 107-108.

(associés au FNLA) et les Ovimbundu du centre (qui rejoignent l'UNITA) aident à expliquer la scission du FNLA. Ces clivages expliqueraient aussi en partie les obstacles à la création d'un seul front guérillero anticolonial. Concernant le Mozambique, des auteurs comme Walter indiquent que les clivages du conflit mozambicain sont articulés sur une «base ethnique» (affrontement entre les Makonde du nord et les Shangana du sud), sans pour autant indiquer le poids de ce facteur dans la dynamique de la violence<sup>20</sup>. Toutefois, nous pouvons toujours nous demander si le fait que Samora Machel, successeur du fondateur de FRELIMO, Eduardo Mondlane, soit d'origine Shangani (une région où le FRELIMO n'était pas très actif) et le meurtre des dirigeants anticoloniaux Ndaos (du centre de pays), ont influencé le conflit armé<sup>21</sup>?

En fait, les allégeances ethniques, qui sont bel et bien présentes en Angola et au Mozambique, ne sont qu'une des composantes de ces conflits<sup>22</sup>. Mais leur rôle en tant qu'incitateur principal à la violence postcoloniale, comme il découle de l'analyse développée aux chapitres 3, 4 et 5, est loin d'être démontré. Soulignons pour l'instant que d'un point de vue théorique, nous ne pouvons tout de même pas conclure que les identités ethniques soient sans importance. Des affrontements, comme ceux de la Bosnie, de la Croatie, du Rwanda, du Burundi, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de la Tchétchénie, du Tadjikistan et du Sri Lanka, sont des situations où chaque groupe juge son adversaire comme une menace à son existence et où la radicalisation des acteurs réduit les chances de succès des appels interethniques<sup>23</sup>. Par contre, rien ne permet d'affirmer que des clivages ethniques se traduisent automatiquement en jeux à somme nulle impossibles à modifier.

---

<sup>20</sup> Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 144.

<sup>21</sup> Ibrahim Msabaha. 1995. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 208.

<sup>22</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 7; Jeremy M. Weinstein. 2005. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment». *The Journal of Conflict Resolution* 49 (no 4), 614.

<sup>23</sup> Kaufmann. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars», 137.

(associés au FNLA) et les Ovimbundu du centre (qui rejoignent l'UNITA) aident à expliquer la scission du FNLA. Ces clivages expliqueraient aussi en partie les obstacles à la création d'un seul front guérillero anticolonial. Concernant le Mozambique, des auteurs comme Walter indiquent que les clivages du conflit mozambicain sont articulés sur une «base ethnique» (affrontement entre les Makonde du nord et les Shangana du sud), sans pour autant indiquer le poids de ce facteur dans la dynamique de la violence<sup>20</sup>. Toutefois, nous pouvons toujours nous demander si le fait que Samora Machel, successeur du fondateur de FRELIMO, Eduardo Mondlane, soit d'origine Shangani (une région où le FRELIMO n'était pas très actif) et le meurtre des dirigeants anticoloniaux Ndaos (du centre de pays), ont influencé le conflit armé<sup>21</sup>?

En fait, les allégeances ethniques, qui sont bel et bien présentes en Angola et au Mozambique, ne sont qu'une des composantes de ces conflits<sup>22</sup>. Mais leur rôle en tant qu'incitateur principal à la violence postcoloniale, comme il découle de l'analyse développée aux chapitres 3, 4 et 5, est loin d'être démontré. Soulignons pour l'instant que d'un point de vue théorique, nous ne pouvons tout de même pas conclure que les identités ethniques soient sans importance. Des affrontements, comme ceux de la Bosnie, de la Croatie, du Rwanda, du Burundi, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de la Tchétchénie, du Tadjikistan et du Sri Lanka, sont des situations où chaque groupe juge son adversaire comme une menace à son existence et où la radicalisation des acteurs réduit les chances de succès des appels interethniques<sup>23</sup>. Par contre, rien ne permet d'affirmer que des clivages ethniques se traduisent automatiquement en jeux à somme nulle impossibles à modifier.

---

<sup>20</sup> Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 144.

<sup>21</sup> Ibrahim Msabaha. 1995. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 208.

<sup>22</sup> Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 7; Jeremy M. Weinstein. 2005. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment». *The Journal of Conflict Resolution* 49 (no 4), 614.

<sup>23</sup> Kaufmann. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars», 137.



Lorsque les acteurs ont des perceptions essentialistes quant à leur ethnicité, définies exclusivement par les aspects physiques ou culturels, et qu'ils font face à des adversaires qui entretiennent ce même type de perceptions, il peut effectivement en résulter des conflits difficilement résolubles. Toutefois, si les perceptions sont pragmatiques, axées sur des intérêts, le lien entre l'ethnicité et le jeu à somme nulle est moins évident. Ajoutons que les identités ethniques peuvent être considérées comme étant interdépendantes, c'est-à-dire variables en fonction des changements sociaux<sup>24</sup>. Aussi, la création, le renforcement ou la modification d'identités ethniques peuvent être instrumentaux, c'est-à-dire variables en fonction des intérêts et des stratégies adoptées par les élites. Enfin, «... scholars recognize that communal identities are multidimensional. There is no warrant for assuming that any one on the basis for ethnic identity, such as race, language, religion [...] is intrinsically more important than another<sup>25</sup>.» Quel est donc le lien entre les identités collectives et la résolution de conflits?

### 1.1.3 *Identités collectives et incertitude politique*

On peut analyser le lien entre les identités collectives et l'augmentation de l'incertitude politique selon deux logiques. D'une part, les contextes d'inégalité entre des groupes ethniques peuvent mener à des revendications de changement socio-économique. Dans un cadre d'exclusion politique, les clivages entre ceux qui poussent pour le changement et ceux qui cherchent à l'empêcher peuvent faire augmenter l'incertitude. D'autre part, l'incertitude peut être la cause (et non la conséquence) du conflit. Lorsque les groupes ethniques sont incapables de prévoir leur avenir, la violence politique «préventive» peut se produire.

Supposons l'existence de deux groupes ethniques, A et B. Selon la première perspective, les disparités économiques, sociales et politiques perçues par A vis-à-vis de B peuvent aboutir à des revendications politiques et, éventuellement, à des affrontements violents. L'association entre «disparité» et

---

<sup>24</sup> Timothy D. Sisk. 1996. *Power Sharing and International Mediation in Ethnic Conflicts*. Washington D.C.: United States Institute of Peace, 14.

<sup>25</sup> Ted Robert Gurr. 2000. *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*. Washington D.C.: United States Institute of Peace Press, 67.

«violence» n'est pas directe, la non-conformité, la capacité de A et de B à agir en tant qu'acteurs collectifs et la diminution des coûts de l'action violente étant aussi des variables à considérer<sup>26</sup>. Retenons toutefois que l'ethnicité peut jouer un rôle unificateur de l'action collective, sans être nécessairement le déclencheur de la violence. Ainsi, la prise de conscience des différences entre les classes sociales mobilise le groupe en vue de faire corriger ces injustices réelles ou perçues<sup>27</sup>. Si un des groupes contrôle le gouvernement (G) et l'autre est dans l'opposition (O), et si G réprime et O attaque, un cercle vicieux peut alors être déclenché, rendant plus difficile la résolution du conflit<sup>28</sup>. Mais encore là, la mobilisation sociale est un phénomène plus complexe;

*Rebellion is a concerted campaign of violent action used by organizations claiming to represent an ethnic group to make claims against the state. Repression is action that states take to enforce claims against an ethnic group. Mobilization is the capacity of an organization that represents an ethnic group to get its members to support collective action. Grievance refers to widely shared dissatisfaction among group members about their cultural, political, and/or economic standing vis à vis dominant groups. These four concepts are interdependent<sup>29</sup>.*

Pour arriver à un conflit armé interne articulé autour de clivages ethniques, des perceptions essentialistes sont nécessaires, mais insuffisantes. En effet, des identités ethniques, tout comme des inégalités sociales, n'indiquent pas forcément l'imminence d'un conflit<sup>30</sup>. Encore faut-il un sentiment d'insatisfaction de A

<sup>26</sup> Pour un aperçu du débat concernant le rôle des disparités sociales (*relative deprivation theory*) et des coûts et bénéfices de lancer des actions violentes, voir: Erich Weede. 1981. «Income Inequality, Average Income, and Domestic Violence». *Journal of Conflict Resolution* 25 (no 4), 640-641, 652; Edward N. Muller. 1985. «Income Inequality, Regime Repressiveness, and Political Violence». *American Sociological Review* 50 (février), 60; Edward N. Muller et Erich Weede. 1994. «Theories of rebellion. Relative Deprivation and Power Contention». *Rationality and Society* 6 (no 1), 40-41, 46; Ryan Dudley et Ross A. Miller. 1998. «Group Rebellion in the 1980s». *Journal of Conflict Resolution* 42 (no 1).

<sup>27</sup> Donald L. Horowitz. 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press, 166-175.

<sup>28</sup> Stephen John Stedman. 1996. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict». Dans M. E. Brown, dir., *The International Dimensions of Internal Conflict*. Cambridge et Londres: The MIT Press, 346; Caroline Hartzell, Matthew Hoddie et Donald Rothchild. 2001. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables». *International Organization* 55 (no 1), 185.

<sup>29</sup> Ted Robert Gurr et Will H. Moore. 1997. «Ethnopolitical Rebellion: A Cross-Sectional Analysis of the 1980s with Risk Assessments for the 1990s». *American Journal of Political Science* 41 (no 4), 1081.

<sup>30</sup> David A. Lake et Donald Rothchild. 1996. «Containing Fear. The Origins and Management of Ethnic Conflict». *International Security* 21 (no 2), 43.

envers B et des acteurs collectifs capables de mobiliser les membres de la communauté ethnique. Si la situation présente est désavantageuse sur le plan collectif (par exemple, perte d'autonomie politique ou maintien ou augmentation de la répression)<sup>31</sup>, justifiant ainsi des luttes pour établir un ordre plus «juste», on peut dès lors conclure que les disparités ethniques jouent un rôle similaire aux différences socio-économiques entre, par exemple, les *campesinos* et l'élite économique. Dans des régimes autoritaires comme celui du Salvador (1930-1982), respecter le *statu quo* n'apporte que des désavantages pour l'opposition, c'est-à-dire pour tous ceux qui ne sont pas associés, de près ou de loin, aux militaires (et qui, par le fait même, sont toujours les perdants du jeu politique). Vers la fin des années 1970, ceux qui se jugent exclus du régime arrivent à la conclusion que la violence est un mal nécessaire.

En bref, il n'est pas important que le *statu quo* soit caractérisé par des inégalités socio-économiques associées à des classes sociales ou à des groupes ethniques. L'idée centrale voulant que les perceptions d'injustice entre des groupes puissent mener à l'action collective, à l'escalade de la violence et donc à l'augmentation de l'incertitude politique. Mais d'autres facteurs, dont l'existence d'un État défaillant, le niveau et le type de répression employée par l'État, la capacité de mobilisation des dirigeants du groupe opposant (variable en fonction de la concentration territoriale des groupes, d'une organisation préexistante, de la crédibilité du leadership)<sup>32</sup> et autres sont essentiels pour convertir un grief en action collective violente.

La deuxième perspective s'intéresse plutôt à l'incertitude comme cause de conflit. Certaines sociétés multiculturelles, qui connaissent des rapports interethniques historiquement conflictuels, ont établi des règles qui régissent les rapports entre les différents groupes. Si l'État perd l'aptitude à arbitrer les conflits entre A et B – dans ce cadre aucun des groupes ne contrôle l'État - et si les «rapports de force» changent, il peut en résulter une course où chaque groupe veut

<sup>31</sup> Gurr. *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*, 71.

<sup>32</sup> Gurr et Moore. «Ethnopolitical Rebellion: A Cross-Sectional Analysis of the 1980s with Risk Assessments for the 1990s», 1081; Gurr. *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*, 71-79; 106-107.

assurer la protection de ses intérêts (dilemme de sécurité). Par exemple, la croissance démographique de A vis-à-vis de B, ou des craintes croissantes que l'information disponible ne soit pas fiable, peuvent rompre cet équilibre et rendre les acteurs incapables de prévoir les conséquences de leurs choix stratégiques<sup>33</sup>. L'incertitude devient ainsi un incitateur à la violence politique.

Ce modèle s'applique spécifiquement aux sociétés multiculturelles à domination majoritaire<sup>34</sup>. Il postule qu'une minorité doit, dans un premier temps, choisir entre intégrer un État ou faire cession. Si l'intégration l'emporte, des garanties de protection de droits collectifs pour cette minorité sont négociées. Mais quand l'équilibre est perturbé, cette minorité doit choisir entre concilier et confronter. Ici, des problèmes de crédibilité des engagements (*credible commitment*), c'est-à-dire croire que l'adversaire ne tiendra probablement pas ses promesses, peuvent surgir. Lorsque l'utilisation de la force (pour éviter la «catastrophe imminente» de se retrouver du côté des perdants) devient attirante, la violence préventive est un choix stratégique rationnel<sup>35</sup>.

En bref, quelle que soit la perspective, nous concluons qu'identités ethniques, incertitude politique et conflits armés peuvent être intimement liés. Mais l'absence d'information crédible et le dilemme de sécurité sont présents dans tout conflit armé interne, qui est par définition caractérisé par la présence d'un État défaillant. Voilà pourquoi

*... virtually all attempts to link ethnicity to war point to the contention for state power among contending groups as a key factor. The focus here is on how weak and exclusionary political institutions, discriminatory socio-economic outcomes, and/or instrumental manipulation of social difference by elites, lead to mobilization, politization, and hardening ethnic identity*<sup>36</sup>.

<sup>33</sup> Fearon. «Ethnic War as a Commitment Problem», 3-4.

<sup>34</sup> Voir: *Ibid.*, 9-13; Lake et Rothchild. «Containing Fear. The Origins and Management of Ethnic Conflict», 50-51. Pour une discussion concernant les interactions ethniques dans des (et une typologie des) sociétés multiculturelles, voir: Sisk. *Power Sharing and International Mediation in Ethnic Conflicts*, 15-16.

<sup>35</sup> Lake et Rothchild. «Containing Fear. The Origins and Management of Ethnic Conflict», 51-53, 71.

<sup>36</sup> James Busumtwi-Sam. 2004. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace*.

En résumé, il existe des conflits armés articulés autour de clivages idéologiques et d'autres motivés par des différences interethniques. Il existe aussi des conflits où des clivages sociaux produisent une augmentation de l'incertitude et d'autres où l'incertitude incite les groupes ethniques à déclencher des actions violentes. Retenons l'idée que certains acteurs font des choix basés sur une analyse de la situation présente, alors que d'autres agissent en fonction de l'avenir. Cette remarque est importante, comme nous l'expliquerons plus loin, parce qu'elle nous permet d'observer des acteurs qui sont plus sensibles à l'incertitude que d'autres. Toutefois, pour l'instant, et en focalisant sur la question des identités collectives, force est de constater que nous ne savons toujours pas pourquoi certains conflits sont plus difficiles à résoudre que d'autres. Il faut donc explorer d'autres pistes.

### **1.2 *L'angle militaire des rapports de force et l'émergence de moments propices à la résolution de conflits***

On peut analyser les obstacles à la résolution de conflits selon un deuxième angle, soit celui des «moments propices<sup>37</sup>». Dans une situation d'impasse (*deadlock*) et d'échéances (*deadline*), quand l'unilatéralisme devient impossible et quand les leaders perdent leur influence (*leverage*) au profit de ceux qui n'étaient pas auparavant capables de faire avancer leurs intérêts sur la scène nationale, émerge alors un moment propice à la résolution de conflits (*ripe moment*)<sup>38</sup>. Trois particularités caractérisent cette approche.

Premièrement, au lieu de suggérer que le degré de difficulté dépend du *type* de conflit, on insiste sur le moment de l'intervention (*timing*)<sup>39</sup>. Sous cet angle, les conflits qui ne sont pas mûrs (*ripe*) sont plus difficiles à résoudre que

---

*Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 322.

<sup>37</sup> I. William Zartman. 1990. *La résolution de conflits en Afrique*. Paris: L'Harmattan

<sup>38</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 25.

<sup>39</sup> Zartman conçoit les conflits armés internes comme une succession d'étapes séquentielles (mais pas unidirectionnelles), allant de l'articulation initiale jusqu'à la guerre, en passant par la mobilisation et la phase de révolte (*insurgency phase*). Les conflits se transforment et, à un moment donné, ils «mûrissent». I. William Zartman. 1995b. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 13; Zartman. *La résolution de conflits en Afrique*.

d'autres. Deuxièmement, à partir de cette perspective, on observe des changements de stratégie qui dépendent de l'inconfort croissant ressenti par les belligérants envers une situation militairement désavantageuse. Troisièmement, la perception de l'émergence d'un jeu à somme négative peut référer à une situation présente ou à une projection d'avenir. Dans le premier cas, les acteurs se rendent compte que le *statu quo* et l'absence de négociation sont désormais désavantageux pour tous, car personne ne peut gagner la guerre<sup>40</sup>. On nomme cette situation une «impasse mutuelle éprouvante» (*Hurting Stalemate Model*). Dans le deuxième cas, les acteurs commencent à envisager la possibilité de se retrouver dans une situation désavantageuse. On réfère ici à une «catastrophe imminente» (*Imminent Catastrophe Model*).

### 1.2.1 Des «impasses mutuelles éprouvantes», des «catastrophes imminentes» et la résolution de conflits

Le point commun des modèles de l'impasse éprouvante et de la catastrophe imminente est l'idée que des changements dans les perceptions des belligérants peuvent ouvrir des occasions de paix, c'est-à-dire rendre un conflit, à un moment particulier, plus facile à résoudre. Cette ouverture au processus de pacification suppose le passage d'un jeu à somme négative à un jeu à somme positive<sup>41</sup>. Bref, à certains moments, les belligérants peuvent simultanément conclure que la recherche d'une sortie négociée au conflit est dans leur intérêt.

Soulignons que l'impasse éprouvante ou la catastrophe imminente ne sont pas liées à des rapports de force militaires symétriques. D'abord, l'avantage de O ne réside pas dans sa capacité d'accumuler et de maintenir des armes, mais dans sa stratégie de «frapper et de fuir», moins coûteuse. Nous avons abordé ce sujet en introduction; en décidant du moment et du lieu de l'attaque, O maîtrise le rythme de la guerre, ce qui relègue G sinon à une position d'infériorité, du moins à un

---

<sup>40</sup> Voir, par exemple, T. David Mason et Patrick J. Fett. 1996. «How Civil Wars End. A Rational Choice Approach». *The Journal of Conflict Resolution* 40 (no 4), 550.

<sup>41</sup> I. William Zartman. 2001. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments». *The Global Review of Ethnopolitics* 1 (no 1), 9.

rôle réactif<sup>42</sup>. Dans les mots d'Henry Kissinger, «... une guérilla gagne si elle ne perd pas, alors qu'une armée perd si elle ne gagne pas<sup>43</sup>». Ce n'est donc pas l'asymétrie ou la symétrie des forces militaires, mais les perceptions des acteurs qui expliquent l'émergence d'un moment propice à la résolution de conflits<sup>44</sup>.

En fait, les deux modèles postulent qu'un moment propice survient quand les acteurs ne peuvent plus, ou prévoient ne plus être en mesure, d'engager des ressources stratégiques menant à une victoire militaire, ou de s'en sortir sans souffrir de lourdes pertes. La différence se situe sur le plan des facteurs qui expliquent l'émergence d'une telle perception. Selon le premier modèle, les protagonistes font des calculs au moment présent. Selon l'information disponible, ils tentent de prévoir les coûts de la poursuite du conflit<sup>45</sup>. S'ils concluent qu'ils ne peuvent remporter la guerre (même si la défaite n'est pas imminente), tous sont en situation d'impasse éprouvante pouvant se traduire en moment propice. Selon le deuxième modèle, les acteurs calculent par rapport à des scénarios futurs. Compte tenu de l'information disponible, ils prévoient les diverses possibilités. S'ils concluent au pire des scénarios, ils chercheront à l'éviter en tentant de négocier et d'en tirer autant de bénéfices que possible. Mais attention, en l'absence de ces perceptions, aucune occasion de paix n'émerge<sup>46</sup>.

Les recherches sur les moments propices contribuent de façon décisive à la compréhension des obstacles à la résolution de conflits. Dès que l'on accepte l'idée que les stratégies des acteurs peuvent changer dans le temps, nous pouvons conclure que les dirigeants peuvent tirer des leçons des pertes subies dans le passé

---

<sup>42</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 4-5; Mason et Fett. «How Civil Wars End. A Rational Choice Approach», 549-552; 558-562; Assis Malaquias. 2001. «Diamonds are a guerrilla's best friend: the impact of illicit wealth on insurgency strategy». *Third World Quarterly* 22 (no 3), 315; Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 93.

<sup>43</sup> Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 9.

<sup>44</sup> Christopher R. Mitchell. 1996. *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*. Institute for Analysis and Resolution (Working Paper). Fairfax (Virginia): George Mason University. En ligne. <[http://icar.gmu.edu/wp\\_9\\_mitchell.pdf](http://icar.gmu.edu/wp_9_mitchell.pdf)> (page consultée le 15 janvier 2004), 8.

<sup>45</sup> Barbara F. Walter. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization* 51 (no 3), 347.

<sup>46</sup> Des facteurs objectifs, comme le nombre de victimes, les coûts de la poursuite des affrontements et la nature des actes violents, ne sont pas nécessairement importants dans les perceptions des acteurs. Zartman. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments», 20.

et peser les diverses solutions proposées pour changer d'option<sup>47</sup>. L'ordre des préférences des belligérants (quant à leurs choix stratégiques) est donc variable<sup>48</sup>. Toutefois, une autre question surgit. Puisque cette réévaluation dépend de changements de perceptions, devons-nous alors conclure que la difficulté dans la résolution de conflits est imprévisible et aléatoire?

### 1.2.2 *L'émergence d'un moment propice: une question de hasard?*

Les modèles de l'impasse mutuelle et de la catastrophe imminente conçoivent la rationalité des belligérants comme le produit de l'évaluation subjective de contextes présents ou futurs dans lesquels les belligérants agissent ou prévoient agir<sup>49</sup>. Mais compte tenu des principales caractéristiques des conflits armés internes – États défaillants, problèmes d'information, méfiance, incertitude politique -, force est de constater qu'une impasse éprouvante ou une catastrophe imminente peut ouvrir une fenêtre étroite et conditionnelle de paix, qui peut n'avoir aucune incidence sur la poursuite de la guerre, mais qui peut aussi paver la voie à la résolution pacifique du conflit<sup>50</sup>. Pourquoi certains belligérants perçoivent-ils des impasses éprouvantes ou des catastrophes imminentes, alors que d'autres, pourtant en situation similaire, ne le font pas? En d'autres termes, si les préférences sont variables et si le degré de difficulté dans la résolution de conflits dépend des perceptions subjectives des acteurs, il faut alors se demander: comment, et surtout, quels belligérants peuvent modifier leurs perceptions?

---

<sup>47</sup> Mitchell. *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*, 3.

<sup>48</sup> Les recherches sur les choix rationnels se basent souvent sur le postulat contraire, c'est-à-dire que les préférences des acteurs sont stables. Le postulat de départ est que les préférences précèdent (et sont indépendantes) du choix des acteurs. Les préférences présentes sont donc des outils appropriés pour prévoir les préférences futures. Toutefois, dans une perspective axée sur l'étude des institutions, il est possible de nuancer cette prémisse en indiquant, par exemple, qu'un des rôles des dirigeants politiques est la transformation de l'ordre de préférences de leurs supporteurs et des autres leaders. Pour une discussion à cet égard, voir: James G. March et Johan P. Olsen. 1985. «The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life». *American Political Science Review* 78 (no 3).

<sup>49</sup> Zartman. *La résolution de conflits en Afrique*, 173.

<sup>50</sup> Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 8; Chandra Lekha Sriram. 2001. «Truth Commissions and the Quest for Justice: Stability and Accountability after Internal Strife». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 95.



Les études sur les moments propices ne répondent pas à ces questions. En fait, on se limite à constater que «while ripeness is a necessary precondition for negotiation, not all ripeness leads to negotiation. Although this may be considered 'bad', irrational or even adolescent behavior, it is a common reaction<sup>51</sup>...» Pourtant, à l'origine, Zartman indique qu'un moment propice arrive quand les efforts des acteurs qui cherchent à imposer leurs intérêts de façon unilatérale sont bloqués, ouvrant ainsi la voie aux solutions bilatérales ou multilatérales; un moment propice survient quand les acteurs qui priment commencent à faiblir, alors que ceux qui ne l'étaient pas commencent à se ressaisir<sup>52</sup>. On conclut alors que c'est le passage perçu ou prévu d'un jeu à somme nulle à un jeu à somme négative qui peut créer l'occasion de paix.

Les «attitudes adolescentes» mentionnées par Zartman sont saisissables, verrons-nous plus tard, en départageant les acteurs sensibles à l'incertitude de ceux qui y sont imperméables. En d'autres termes, dès que l'on est capable de distinguer les acteurs modérés des extrémistes et leur position dans les rapports de force, on est en mesure de reconnaître l'émergence d'un moment propice. Nous comprendrons aussi qu'un tel moment n'est pas le fruit du hasard, mais d'une configuration spécifique du rapport de forces. Pour l'instant, contentons-nous de conclure que les recherches sur l'émergence de moments propices, telles qu'elles sont formulées, permettent de comprendre pourquoi certains conflits sont plus faciles à résoudre à certains moments.

### **1.3 Intérêts économiques et conflits armés internes**

L'intérêt porté à la dimension économique des conflits armés internes n'est pas nouveau. Il peut prendre la forme de l'étude de la «militarisation» de l'économie autour de la production d'armes (économies de guerre traditionnelles)<sup>53</sup>. L'analyse des arguments présentés dans ce domaine est pertinente parce que vers la fin des années 1990, la dimension économique a été

<sup>51</sup> Zartman. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments», 12.

<sup>52</sup> Zartman. *La résolution de conflits en Afrique*, 13.

<sup>53</sup> Karen Ballentine et Jake Sherman. 2003. «Introduction». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 3.

placée au centre des débats en résolution des conflits. Dans cette section, nous analysons les principales thèses proposées. Cet exercice nous permettra de dissocier la question des intérêts économiques d'un conflit du fait qu'il se déroule pendant ou après la fin de la guerre froide.

Le regain d'intérêt concernant les enjeux économiques des conflits armés internes survient à la suite de l'étude de Berdal et Keen sur le rôle des intérêts économiques pour expliquer le degré de difficulté de la résolution de conflits<sup>54</sup>, alors Collier suggère que les occasions d'enrichissement et non les griefs (revendications politiques) expliquent l'irruption des conflits armés internes. Basé sur un échantillon de 52 guerres civiles entre 1960 et 1999, il signale (avec Hoeffler), entre autres, que la dépendance étatique face aux ressources naturelles exportables augmente les risques de conflit armé<sup>55</sup>.

Cette thèse est polémique. En fait, elle a suscité de fortes réactions dans la communauté scientifique, Marchal et Messiant affirmant qu'elle vient «... s'adjoindre aux idéologies rétrogrades ou à la fin du politique, à la violence extrême, à la coercition, etc., pour construire la figure largement indéfinie mais haute en couleurs du "seigneur de la guerre", qui est la nouvelle vision commune du chef rebelle... [et qui annonce la] délégitimation en soi de la violence<sup>56</sup>». De plus, cette thèse suscite quelques interrogations théoriques et méthodologiques.

D'une part, poursuivent Marchal et Messiant, les recherches de Collier souffrent de problèmes d'échantillonnage (certains pays sont éliminés en raison de l'absence de données)<sup>57</sup>. D'autre part, dans cette perspective, des indicateurs qui pourraient être reliés à des revendications sont plutôt associés à la prédation.

<sup>54</sup> Mats Berdal et David Keen. 1997. «Violence and Economic Agendas in Civil Wars: Some Policy Implications». *Journal of International Studies* 26 (no 3).

<sup>55</sup> Michael L. Ross. 2004. «What Do We Know About Natural Resources and Civil War?». *Journal of Peace Research* 41 (no 3), 338. Voir aussi les analyses de: Paul Collier et Anke Hoeffler. 1998 «On Economic Causes of Civil War». *Oxford University Papers*. Oxford: Oxford University; James D. Fearon et David D. Laitin. 2003. «Ethnicity, Insurgency, and Civil War». *American Political Science Review* 97 1; Ibrahim Elbadawi et Nicholas Sambanis. 2002. «How Much War Will We See? Explaining the Prevalence of Civil War». *The Journal of Conflict Resolution* 46 (no 3); Ballentine et Sherman. «Introduction», 14.

<sup>56</sup> Roland Marchal et Christine Messiant. 2002. «De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier». *Critique internationale* 16, 68.

<sup>57</sup> *Ibid.*, 59.

Par exemple, l'absence d'occasions d'emploi rend les jeunes plus aptes au crime<sup>58</sup>. Aussi, Berdal et Keen classifient la «réforme agraire» comme un problème surtout économique<sup>59</sup>. Bien sûr, la question agraire en Amérique latine a une composante économique. Toutefois, elle a aussi des dimensions historiques, politiques et sociales. Bref, ce n'est pas l'importance des intérêts économiques, mais le réductionnisme qui est remis en question dans cette façon d'approcher les obstacles à la résolution de conflits armés internes. De plus, Ross signale qu'il est difficile de définir le «sens de la relation» entre la dépendance à l'exportation de ressources naturelles (comme pourcentage du PIB) et le déclenchement d'un conflit<sup>60</sup>. Existe-t-il une dépendance parce qu'il y a conflit ou c'est la dépendance qui incite au conflit? D'autres facteurs peuvent également intervenir, dont la présence d'un État (faible) incapable d'attirer des investissements et de diversifier l'économie<sup>61</sup>. Deux points sont néanmoins importants à souligner:

- (1) L'exportation des ressources naturelles prolonge et complexifie les disputes en agissant comme un filet de sauvetage pour ceux qui dépendaient du financement externe pendant la guerre froide<sup>62</sup>;
- (2) Il existe des conflits armés caractérisés par des jeux à somme positive. Il n'y a pas ici des impasses éprouvantes ou des catastrophes imminentes, mais des «impasses confortables», c'est-à-dire des formes

---

<sup>58</sup> *Id.*

<sup>59</sup> Berdal et Keen. «Violence and Economic Agendas in Civil Wars: Some Policy Implications», 810.

<sup>60</sup> De plus, des chercheurs comme Fearon et Laitin (2003), Elbadawi et Sambanis (2002) et Hegre (2002) ont tenté de reproduire l'analyse, mais arrivent à des conclusions différentes. Fearon et Laitin indiquent que la relation, si elle existe, est insignifiante. Elbadawi et Sambanis signalent qu'elle augmente et diminue selon la méthode utilisée pour traiter l'information non disponible. Hegre confirme le résultat des recherches, mais indique que le lien est moins significatif que celui annoncé. Ross. «What Do We Know About Natural Resources and Civil War?», 338.

<sup>61</sup> *Id.* Voir également: Paul Collier. 2000. «Doing Well out of War: An Economic Perspective». Dans M. Berdal et D. M. Malone, dir., *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 110.

<sup>62</sup> Abiodun Alao et Funmy Olonisakin. 2000. «Economic Fragility and Political Fluidity: Explaining Natural Resources and Conflicts». *International Peacekeeping* 7 (no 4), 25; James Busumtwi-Sam. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa». *Studies in Comparative International Development* 37 (no 3), 99; George Downs et Stephen J. Stedman. 2002. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 57; Kaysie Studdard. 2004. «War Economies in a Regional Context: Overcoming the Challenges of Transformation». *Economic Agendas in Civil Wars*, 3.

acceptables de distribution des gains, liées à un conflit armé, entre les belligérants<sup>63</sup>.

Revenons maintenant à l'argument à propos des conséquences de la fin de la guerre froide. Le retrait militaire des États-Unis et de l'URSS (et de leurs alliés) de certains conflits entraîne une diminution des sources de financement des belligérants. Cela produit des impasses éprouvantes ou des catastrophes imminentes qui ouvrent la voie à la résolution pacifique des conflits. Or, la vente de biens illicites (opium, cocaïne, armes) et l'extraction de ressources naturelles (diamants, bois précieux, or) financent des conflits, tout en permettant l'enrichissement personnel des combattants, ou du moins de l'élite rebelle. En bref, ces activités font avorter des moments propices. Parmi les incitateurs à la violence (qui rendent un conflit plus difficile à résoudre), nous distinguons les budgets accrus pour la défense (qui profitent aux militaires), la diminution des coûts des activités illégales – pillage, trafic de narcotiques et extorsion –, la création de monopoles économiques locaux et le contrôle de la main-d'œuvre. Ces bénéfices permettent de créer des institutions informelles locales, ce qui peut être avantageux en termes politiques.

Cet argument est applicable, comme nous le verrons au chapitre 6, à des cas comme l'Angola. Dans ce pays, l'UNITA a effectivement augmenté sa participation dans la production et la vente de diamants après la fin de la guerre froide afin de pallier le manque à gagner des partenaires étrangers. Par contre, il ne s'applique pas au contexte colombien, où les FARC furent indépendantes de l'aide externe dès le moment de leur création. L'impasse confortable établie en Colombie par le Front National (1958-1982) démontre qu'il existe des conflits s'étant déroulés pendant la guerre froide qui se caractérisent par une distribution positive des gains économiques associés à la guerre.

En effet, le Front National, régime de partage de pouvoir inauguré en 1958, ouvre une période d'impasse confortable en Colombie. Les FMC, mal financées et jugeant que la guérilla ne représente pas un danger sérieux, ont choisi

---

<sup>63</sup> Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*.

une stratégie d'endiguement<sup>64</sup>. Entre-temps, les autorités civiles n'ont pas leur mot à dire en matière de défense. Celles-ci ont toutefois garanti leur accès au pouvoir politique à travers les pactes de Benidorm, Marzo, Sitges et San Carlos (négociés entre 1957 et 1960)<sup>65</sup>. Les FARC, pour leur part, ont obtenu indirectement une carte blanche pour accroître leur domination territoriale. Elles mettent en place un système de taxation, de détournement de fonds publics, d'extorsion et d'enlèvement, en échange de protection et d'investissements dans des domaines aussi divers que la santé, l'éducation et la réfection de routes dans les régions sous leur gouverne. Les FARC deviennent ainsi un para-État ou, dans leurs propres mots, ils acquièrent leur «vocation d'État<sup>66</sup>». Les «normes de vie en commun» qu'elles ont définies, approuvées et mises en vigueur témoignent de leur capacité à encadrer les interactions sociopolitiques dans leurs territoires. Pourquoi faudrait-il perturber cet équilibre?

La Colombie ne constitue pas un cas exceptionnel à cet égard. La Sierra Leone et le Cambodge sont des exemples où des belligérants ont choisi de ne pas

---

<sup>64</sup> Plus de 60 pour cent des effectifs sont déployés pour défendre des secteurs clés de l'économie, 70 pour cent du budget de défense sert, pendant les années 1970-1990, à payer des salaires et autres bénéfices sociaux aux militaires. Des budgets publics limités, la préférence des États-Unis pour une guerre moins coûteuse et la perception que la guérilla ne constituait pas une menace à la sécurité de l'État – on chiffrait à 700 le nombre de révolutionnaires au début des années 1970 –, expliquent aussi le choix de la stratégie de l'endiguement. Pour plus de détails, voir: Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 120-143

<sup>65</sup> Le litige centenaire entre les partis traditionnels, Libéral et Conservateur, concernant le contrôle du pouvoir a été résolu en 1958 à travers des garanties d'accès au pouvoir à travers l'alternance du pouvoir entre les deux partis pendant les 20 ans qui ont suivi. Andrés Davila Ladrón de Guevara. 2002. *Democracia Pactada: El Frente Nacional y el Proceso Constituyente de 1991*. Bogotá D.C.: Alfaomega-Ceso-UNIANDES-Departamento de Ciencia Política, 170.

<sup>66</sup> Les FARC ont commencé à fournir des services de sécurité aux colons en protégeant l'économie paysanne de subsistance basée aujourd'hui sur la culture de feuilles de coca. Avec le temps, les FARC-EP ont commencé à gérer la relation entre les *raspachines* (cultivateurs) et les acheteurs (narcotrafiquants), en assurant l'insertion de cette économie dans le marché international de la drogue. Sur un plan plus général, les normes et procédures instaurées encadrent des domaines aussi divers que le contrôle du crime, les permis de pêche, de chasse, la consommation d'alcool, les heures de travail, la prostitution, la possession d'armes et l'administration «judiciaire». Des gouverneurs, des membres des conseils municipaux et même des sénateurs ont dû faire face à la «justice guérillera», qui va jusqu'à la peine de mort dans les cas les plus graves. Juan Guillermo Ferro Medina et Graciela Uribe Ramón. 2002. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*. Bogotá D.C.: Centro Editorial Javeriano (CEJA), Pontificia Universidad Javeriana, 99. Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 81, 89.

investir pour gagner une guerre, tout en manœuvrant pour ne pas la perdre<sup>67</sup>. Dans certains cas, la rationalité économique peut même expliquer ce qui parfois peut sembler de «l'irrationalité» militaire, par exemple la vente d'armes à l'adversaire<sup>68</sup>. Sous l'angle de l'économie politique, on peut conclure que les conflits caractérisés par des jeux à somme positive sont plus difficiles à résoudre que ceux où les principaux belligérants ne peuvent en tirer profit.

#### **1.4 Conclusion: obstacles et occasions de paix**

Pourquoi certains conflits sont-ils moins faciles à résoudre que d'autres? À ce stade de la discussion, nous pouvons répondre de la façon suivante: les obstacles à la résolution des conflits incluent des perceptions ethniques essentialistes; souvent, les belligérants sont incapables de percevoir des impasses ou des catastrophes; parfois, des équilibres dans la distribution de bénéfices économiques reliés à la violence rendent la paix moins attirante. La question du moment de la tentative de résolution (*timing*) est également importante à prendre en considération. Deux éléments additionnels sont à retenir:

- (1) Nous concluons, avec Zartman, qu'il est «profoundly uninteresting» de savoir si les conflits sont déclenchés ou prolongés par l'avidité, l'absence de droits ou les griefs socio-économiques ou ethniques. Il

---

<sup>67</sup> Le coup d'État au Sierra Leone de mai 1997 a été rendu possible grâce à une alliance entre deux rivaux – les Forces Armées du Sierra Leone (FASL) et le Front révolutionnaire uni (FRU) -, unifiés autour de l'objectif de déposer le gouvernement de Tejan Kabbah. Dans les régions sous contrôle du FRU, la violence avait des fonctions psychologiques, de statut social et de sécurité. De plus, l'existence de rebelles servait de justification au maintien d'un budget militaire accru, y compris dans les zones riches en ressources naturelles. Ce système interdépendant d'enrichissement mutuel (tant la guérilla que les militaires profitaient du commerce de diamants et de la taxation des civils rattachés à cette activité) fut mis en péril par le gouvernement de Tejan Kabahh. Au Cambodge, la vente de pierres et de bois précieux a permis aux Khmers Rouges de résister à la pression de l'ONU pour démobiliser. Entre-temps, les richesses tirées de l'exploitation du bois expliquent l'intérêt des forces armées de ne pas éliminer cet acteur. Voir: Berdal et Keen. «Violence and Economic Agendas in Civil Wars: Some Policy Implications», 798-802; David Keen. 2000. «Incentives and Disincentives for Violence». Dans M. Berdal et D. M. Malone, dir., *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 33.

<sup>68</sup> Ballentine et Sherman. «Introduction», 2-3; Michael L. Ross. 2003. «Oil, Drugs, and Diamonds: The Varying Roles of Natural Resources in Civil War». Dans M. Berdal et K. Ballentine, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 53; Charles Cater. 2002. «The Political Economy of War and Peace». New York: International Peace Academy, 8.

s'agit plutôt de savoir comment ces facteurs sont reliés et comment ils agissent dans des situations concrètes<sup>69</sup>.

- (2) Les intérêts en jeu, tout comme les préférences des acteurs, sont variables. C'est d'ailleurs pour cette raison que la fin d'un conflit armé ne passe pas nécessairement par l'élimination des facteurs qui l'ont causé<sup>70</sup>. Les intérêts (anciens ou nouveaux), les positions stratégiques des acteurs, les éléments déclencheurs des conflits, les allégeances identitaires et les calculs coûts-bénéfices (rattachés aux différents choix stratégiques) sont des éléments centraux pour comprendre les conflits armés. Toutefois, pris séparément, ils ne suffisent pas pour répondre à notre question<sup>71</sup>.

## 2. Incertitude politique, ressources et configurations du rapport de forces

Nous proposons une approche qui désagrège les belligérants, le gouvernement (G) et l'opposition (O), en deux factions internes, l'une extrémiste (G<sub>E</sub>, O<sub>E</sub>) et l'autre modérée (G<sub>M</sub>, O<sub>M</sub>). Cette démarche diffère de celles qui se fondent sur une dichotomie opposant G à O (des acteurs unitaires rationnels) et qui identifient trois résultats possibles (une victoire de G ou de O, ou une solution négociée). Appliqués au contexte de résolution de conflits armés, des modèles comme celui de «l'espérance d'utilité» (*expected utility, EU*) concluent que tout facteur qui accroît l'utilité d'un accord de paix ou diminue l'utilité d'une victoire militaire favorise une solution négociée, tout en supposant que les perceptions et les calculs qui sont réalisés à l'interne par les belligérants sont «cohérents»<sup>72</sup>.

<sup>69</sup> I. William Zartman. 2005. «Need, Creed, and Greed in Intrastate Conflict». Dans C. J. Arson et I. W. Zartman, dir., *Rethinking the Economics of War. The Intersection of Need, Creed, and Greed*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 256-257.

<sup>70</sup> Busumtwi-Sam. «Sustainable Peace and Development in Africa», 93. De plus, il faut ajouter que souvent la définition des «causes» des conflits est, en soit, une source de différend entre les belligérants. Voir à cet égard: Emeric Rogier. 2004. «Rethinking Conflict Resolution in Africa. Lessons from the Democratic Republic of the Congo, Sierra Leone, and Sudan», 21.

<sup>71</sup> On sait que l'équilibre des forces, l'augmentation des coûts de la guerre, le type de guerre civile et la taille des belligérants, pris séparément, n'ont pas d'incidence sur les probabilités de résolution pacifique. Mason et Fett. «How Civil Wars End. A Rational Choice Approach», 549-552; 558-562.

<sup>72</sup> *Ibid.*, 563, 547; Christopher R. Mitchell. 1991. «Ending conflict and wars: judgement, rationality and entrapment». *International Social Science Journal* (février), 39.

En effet, dans cette perspective, tout élément qui fait varier les perceptions quant à la probabilité d'une victoire augmente les estimations des acteurs par rapport aux ressources nécessaires pour l'obtenir et réduit les prévisions de gains en cas de victoire (par rapport aux gains en cas de négociation). « L'espérance d'utilité » dépend ainsi des bénéfices, des coûts associés à la poursuite du conflit et de la possibilité d'une augmentation des bénéfices dans un contexte de coûts constants<sup>73</sup>. Dans cette section, nous proposons, dans un premier temps, une définition d'extrémisme et de modération axée, entre autres, sur l'aversion à l'incertitude politique. Deuxièmement, nous étudions le « rapport de forces ». Nous terminons en identifiant trois de ses configurations.

### 2.1 *Choix stratégiques et aversion à l'incertitude*

Les extrémistes sont souvent perçus comme des acteurs décidés à défendre leurs intérêts par tous les moyens, même par la force. Les modérés, quant à eux, seraient plus enclins à faire des concessions<sup>74</sup>. En situation de transition vers la démocratie, la ligne dure (*hard-liners*) réfère à des dirigeants opposés à tout changement de régime. Entre-temps, la ligne souple (*soft-liners*) est prête à pactiser pour garder l'accès au pouvoir. Les révolutionnaires sont les durs de l'opposition. Ils sont prêts à rompre avec l'ancien régime de façon radicale; la ligne réformiste, quant à elle, favorise le changement graduel<sup>75</sup>. Certes, il n'est pas inhabituel de voir des extrémistes coopérer et des modérés choisir la confrontation<sup>76</sup>.

---

<sup>73</sup> Pour une critique de cette perspective, ainsi que d'autres postulats associés à la théorie des jeux (*Game Theory*), voir: Gerardo L. Munck. 2001. «Game Theory and Comparative Politics. New Perspectives and Old Concerns», *World Politics* 53: 177-181.

<sup>74</sup> Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1), 112.

<sup>75</sup> Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1988. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*. Buenos Aires, Barcelona et México D.F.: Editorial Paidós.

<sup>76</sup> Adam Przeworski. 1986. «Some Problems in the Study of the Transition to Democracy». Dans G. O'Donnell, P. Schmitter et L. Whitehead, dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 53-54; Adam Przeworski. 1992. «The Games of Transition». Dans S. Mainwaring, G. O'Donnell et J. S. Valenzuela, dir., *Issues in Democratic Consolidation: The New South American Democracies in Comparative Perspective*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 117-143.



Toutefois, ce modèle permet de dissocier le «type d'acteur» de ses «choix stratégiques». Il s'agit ici d'un des fondements de notre approche qui permettra, au chapitre 2, de définir le «sabotage» (d'un processus de paix) comme un choix stratégique. Les *hard-liners*, soulignent O'Donnell et Schmitter, croient que la perpétuation du régime (autoritaire) est possible et désirable, alors que les *soft-liners* sont parvenus à la conclusion que le régime doit acquérir une légitimité électorale à court terme. Mais, poursuivent-ils, certains acteurs adoptent des lignes dures par opportunisme, d'autres – le noyau –, cherchent à éviter l'établissement de ce qui est perçu, à leurs yeux, comme le «cancer de la démocratie». N'empêche, certains *soft-liners* cherchent à remporter des élections honnêtes et libres dans le nouveau régime en émergence<sup>77</sup>. Quelle est donc la relation entre la «nature» des acteurs, les intérêts en jeu et les choix stratégiques? Regardons en détail les options qui s'ouvrent à nous.

### 2.1.1 *Amalgame de moyens et fins versus capacité à adapter les moyens par rapport aux fins*

La fin de la guerre froide a entraîné un profond questionnement quant aux moyens et fins de plusieurs groupes armés. En Colombie, par exemple, un secteur de l'UC-ELN a lancé le débat en 1989. Selon Antonio Sanguino, «... la critique était profonde. Ce qui s'est effondré, à nos yeux, n'était pas seulement le socialisme et la manière de l'atteindre, mais aussi ses bases théoriques... [toutefois, un autre secteur] [...] disait que nous exagérons. Ils nous voyaient comme une maladie, comme un cancer qu'il fallait extirper<sup>78</sup>.» Pourquoi certains acteurs perçoivent-ils des «impasses» ou des «catastrophes», alors que d'autres ne le font pas? Pourquoi les perceptions de certains acteurs changent-elles «plus facilement» que celles des autres? Les belligérants peuvent-ils réévaluer la pertinence de leurs choix stratégiques? Deux logiques différentes mais complémentaires peuvent nous aider à répondre à ces questions.

<sup>77</sup> O'Donnell et Schmitter. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*, 32-34.

<sup>78</sup> Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

- (1) Tant et aussi longtemps que les intérêts justifient la lutte, la séparation entre stratégie et intérêts subsiste. Dans un tel cas, on observe certains acteurs faire des choix basés sur une analyse de la situation présente, alors que d'autres agissent en fonction de l'avenir. Dans ces cas, un compromis de paix est possible.
- (2) Quand la stratégie de confrontation devient la *raison d'être* des belligérants, la paix signifie la disparition de l'un d'entre eux. Au cœur de la lutte se retrouve donc ici un jeu à somme nulle lié à la survie<sup>79</sup>.

Souvent, quand l'opposition O adopte «la révolution» ou la «contre-révolution» comme stratégie de changement politique, en plus de rejeter les règles du jeu que les défenseurs du *statu quo* essaient d'imposer et de se lancer à la défense de certaines revendications, elle s'engage dans une stratégie de confrontation armée<sup>80</sup>. Dans un tel contexte, le choix stratégique peut devenir source de définition identitaire. Bien que ce raisonnement permette d'expliquer pourquoi il est aussi difficile d'ouvrir des fenêtres de paix là où les fins et les moyens s'imbriquent, force est de constater qu'il ne s'applique qu'à une partie des possibilités théoriques. La séparation entre le type d'acteur et ses choix stratégiques est bel et bien présente dans une autre série de cas. L'analyse des choix stratégiques du FMLN au Salvador corrobore cette affirmation.

En effet, si on revient à la définition d'intérêt (un acteur doit fournir une raison pour justifier une action A)<sup>81</sup> et si les choix des acteurs dépendent des prévisions des coûts et des bénéfices, nous pouvons postuler, en suivant Przeworski, que la différence entre l'extrémiste et le modéré est l'aversion face à l'incertitude, le premier y étant moins sensible que le deuxième<sup>82</sup>. En d'autres termes, si les acteurs modérés sont sensibles à l'incertitude et si celle-ci se définit par rapport à la capacité de prévoir les réactions futures des autres, on peut

---

<sup>79</sup> Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 9.

<sup>80</sup> *Id.*

<sup>81</sup> Mark I. Lichbach. 1997. «Social Theory and Comparative Politics». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge, New York, et Melbourne: Cambridge University Press, 244.

<sup>82</sup> Przeworski. «Some Problems in the Study of the Transition to Democracy», 53-54.

postuler que les modérés réalisent plus souvent, à la différence des extrémistes, des prévisions sur les coûts et bénéfices associées à des éventuels scénarios.

Est-il possible de synthétiser ces logiques dans une seule perspective? Si certains acteurs – les extrémistes –, fusionnent stratégie et fins, il devient alors presque impossible pour eux d'évaluer et de changer leurs stratégies. En effet, cela supposerait de modifier leurs fins et, subséquemment, de se questionner sur le bien-fondé de leur propre existence. Entre-temps, si le modéré est sensible à l'incertitude, il privilégiera probablement les choix stratégiques qui la réduisent. Donc, si les modérés prévoient que les coûts associés à l'incertitude de la guerre sont plus importants que ceux reliés à la paix, ils choisiront de pactiser. Par contre, si une stratégie non violente est plus coûteuse, ils peuvent alors privilégier la confrontation. En bref, l'aversion à l'incertitude peut faire pactiser les modérés quand celle-ci est liée à un conflit armé, mais peut aussi les lancer vers une confrontation, si elle est associée à l'exclusion politique dans le cadre, par exemple, d'un régime autoritaire.

En d'autres termes, les modérés ne pactisent pas et ne cherchent pas des négociations inclusives parce qu'ils sont «plus démocrates» ou «plus pacifistes», mais parce que c'est le seul moyen de réduire l'incertitude et de leur permettre de mieux défendre leurs intérêts. Rappelons que les ailes modérées des gouvernements cherchent souvent à minimiser l'ampleur du changement en préservant autant de pouvoir que possible<sup>83</sup>. Et même si les modérés préfèrent des arrangements institutionnels permettant une distribution de ressources qui leur est avantageuse, c'est seulement en négociant que les choix des adversaires deviendront prévisibles; «If we want to use self-enforcing institutions that constrain the actions of others, we must do so by affecting their future expectations. In order to influence future expectations, we must constrain ourselves, by committing to a future course of action<sup>84</sup>.» Entre-temps, si un extrémiste est insensible à l'incertitude, on peut raisonnablement supposer qu'il

<sup>83</sup> Jakub Zielinski. 1999. «Transitions from Authoritarian Rule and the Problem of Violence». *The Journal of Conflict Resolution* 43 (no 2), 214.

<sup>84</sup> Jack Knight. 1992. *Institutions and Social Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press, 65.

ne trouvera pas d'intérêt à restreindre ses actions en échange de prévoir l'action des autres acteurs (même si ses choix stratégiques produisent de l'incertitude).

L'aversion à l'incertitude peut aussi inciter des modérés à frapper militairement s'ils perçoivent que le maintien de l'ordre établi est plus coûteux que l'adoption d'une stratégie violente. Rappelons-le, le modéré choisit l'affrontement si des institutions formelles acceptables (inclusives) ne sont pas en vigueur. Il choisit aussi la stratégie des armes si des règles formelles (exclusives) inacceptables sont en place, ou si un acteur impose ses propres règles, jugées inacceptables par les autres<sup>85</sup>. Cela s'explique par le fait que dans ces trois cas, les coûts prévus de la «certitude» de rester perdant sont plus élevés que le coût prévu de l'incertitude associée à un cadre de conflit armé interne.

Un modéré tend donc à percevoir les jeux en termes de somme variable parce que l'inclusion est essentielle pour faire diminuer l'incertitude sur l'échiquier politique national. Il perçoit également des jeux à somme positive reliés à la «paix» parce que ces contextes lui permettent de calculer les risques futurs des choix stratégiques présents. Enfin, il associe les contextes de conflit armé à des jeux à somme négative parce qu'il s'agit d'environnements où l'incertitude est accrue et qui vont jusqu'à remettre en question sa survie physique. Par contre, il peut choisir la confrontation si l'ordre établi le classe toujours parmi les perdants et si cet ordre met en péril, encore une fois, sa survie physique<sup>86</sup>. La guerre devient ici le prix à payer, un coût moindre que ne rien faire, pour forcer un changement menant à l'établissement, dans l'avenir, de règles du jeu pouvant endiguer l'incertitude.

Notons que rien ne nous autorise à conclure qu'un extrémiste s'opposera à une entente qui ne contraint pas ses choix et qui ne met pas en péril ses intérêts.

---

<sup>85</sup> Voir, en introduction, notre premier élément de la définition de ce qui constitue un «conflit armé interne». Voir aussi: Steven Levitsky et María Murillo. 2006 «Variation in Institutional Strength in Latin America: Causes and Implications». Communication, Latin American Studies Association, San Juan (Puerto Rico), 15 au 18 mars (texte en format pdf).

<sup>86</sup> Les mécanismes spécifiques d'escalade peuvent varier selon les conditions locales. Voir: Lake et Rothchild. «Containing Fear. The Origins and Management of Ethnic Conflict», 44; Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 186. Pour une discussion concernant les problèmes de crédibilité des engagements entre des groupes ethniques, voir: Fearon. «Ethnic War as a Commitment Problem», 3.

Voilà pourquoi la présence d'un acteur extrémiste à une table de négociation ne fait pas forcément diminuer les probabilités de signer un accord de paix (même si les caractéristiques des pactes et les probabilités qu'ils soient respectés, diffèrent)<sup>87</sup>. Comment pouvons-nous traduire ces propositions en indicateurs observables dans les cas d'un conflit armé interne?

### 2.1.2 *Qui est modéré? Qui est extrémiste?*

Les études en négociations de paix nous permettent de différencier quatre enjeux majeurs au moment du début des discussions de paix:

- (1) la reconnaissance mutuelle;
- (2) l'acceptation du principe de la négociation (en tant que choix stratégique valide);
- (3) la définition de règles de négociation;
- (4) l'envoi de «signaux coûteux».

Les positions des belligérants face à ces enjeux, synthétisées au tableau I de la page 81, constituent des pistes pouvant identifier les acteurs extrémistes et modérés. La reconnaissance mutuelle indique la capacité des belligérants à évaluer et peut-être à modifier leurs stratégies. Pour le gouvernement (G), la reconnaissance du caractère «politique» d'une opposition armée (O) implique la remise en cause partielle de sa propre légitimité, en concédant indirectement à son adversaire une certaine validité. Pour l'opposition (O), l'ouverture à la négociation signifie de renoncer potentiellement à son identité révolutionnaire<sup>88</sup>. Une O<sub>E</sub> aura plus de difficulté à remettre en question cette «identité stratégique» qu'une O<sub>M</sub>, qui peut très bien continuer à se définir en termes idéologiques ou ethniques, tout en acceptant que la stratégie révolutionnaire n'est peut-être plus la plus appropriée pour atteindre ses buts. Cette reconnaissance est centrale. Quand elle a lieu, elle signale un affaiblissement de ceux qui défendent l'unilatéralisme.

<sup>87</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 241.

<sup>88</sup> Roy Licklider. 1995. «The Consequences of Negotiated Settlements in Civil Wars, 1945-1993». *American Political Science Review* 89 (no 3), 683.

Rappelons-le, par définition, une négociation est une activité pour le moins bilatérale<sup>89</sup>.

L'acceptation du principe de négociation en tant que méthode de résolution de conflits est un signal de modération intimement lié au précédent, mais différent. Il implique non seulement la capacité des acteurs à évaluer la pertinence de la stratégie armée, mais aussi l'abandon, au moins sur le plan discursif, de la confrontation comme stratégie pour protéger des intérêts. Il signale aussi leur disposition à trouver un terrain d'entente, ce qui implique une conception du jeu comme pouvant être à somme variable<sup>90</sup>. Certains acteurs refuseront de négocier en raison de leur extrémisme, alors que d'autres refuseront par aversion à l'incertitude à court terme. Pour cette raison, l'intervention d'une tierce partie pour faire diminuer l'incertitude pendant la démilitarisation est fondamentale. Nous revenons sur ce sujet au prochain chapitre.

La demande pour déclencher des pourparlers préalables à la période de négociation peut également donner des pistes sur l'extrémisme ou la modération des belligérants. L'aversion à l'incertitude justifie l'intérêt des modérés pour réaliser des négociations préalables pour rendre plus prévisible une négociation de paix<sup>91</sup>. Ce point est central, car cette demande peut aider à distinguer les acteurs qui cherchent à faire diminuer l'incertitude à travers une négociation, de ceux qui, contraints par des facteurs externes, ou motivés par d'autres raisons, sont obligés de «négocier», même s'ils ne croient pas au principe<sup>92</sup>. Les négociations sur les

---

<sup>89</sup> Paul R. Pillar. 1983. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*. New Jersey: Princeton University Press, 37.

<sup>90</sup> La reconnaissance mutuelle est un signal qui est loin d'être anodin, surtout si on rappelle qu'une guérilla naît du constat qu'il est impossible de négocier avec l'État. Ce qui est en jeu ici est «... la position face à la validité de la lutte armée pour arriver au pouvoir [qui fait en sorte que] la négociation est impossible si les groupes armés ne questionnent pas sérieusement le bien-fondé de cette voie de faire de la politique». Voir: Traduction libre. García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 79.

<sup>91</sup> À noter, la réduction de l'incertitude est ici partielle parce qu'il est impossible d'anticiper toutes les éventualités du processus de négociation et de mise en œuvre des accords, même si une tierce partie aide à réduire l'incertitude politique pendant la période de transition. Le chapitre 2 élabore en détail cet argument. Ian O'Flynn et David Russel. 2005. *Power Sharing. New Challenges for Divided Societies*. Londres et Ann Arbor: Pluto Press, 2.

<sup>92</sup> En Afrique du Sud, par exemple, les «discussions par rapport aux discussions», qui ont eu lieu lors des réunions de Cape Town (2-4 mai 1990, 12 et 25-26 février 1991) et de Pretoria (6 août 1990) sont fondamentales. Elles ont rendu possibles la libération et la garantie d'immunité pour

négociations, ou prénégociations, portent souvent sur la logistique (l'endroit, la composition des délégations, leur pouvoir de décision, et autres) et les garanties concrètes pour que des pourparlers puissent avoir lieu<sup>93</sup>.

Finalement, les signaux coûteux, comme les cessez-le-feu unilatéraux, la réduction de conditions pour s'asseoir à la table de négociation ou encore l'accord pour négocier en temps de guerre, peuvent aussi signaler la primauté d'acteurs modérés. L'offre de négocier peut être considérée comme un signal coûteux en soit: «... being the *first* to move toward peace negotiations is shunned because it is considered equivalent to crying "uncle"<sup>94</sup>» Mais encore faut-il se demander pourquoi négocie-t-on? Sur ce point, force est de constater que déclarer l'arrêt des hostilités pour ouvrir la porte de la négociation, ne signifie pas la même chose que d'ouvrir la négociation pour parvenir à déclarer l'arrêt des hostilités. S'il faut cesser le conflit pour négocier la paix, le cessez-le-feu est une condition pour commencer les pourparlers. Si on cherche à négocier la paix pour arrêter la guerre, le cessez-le-feu est l'indicateur d'accord entre les parties, qui décident alors que les garanties obtenues à la table de négociations sont suffisantes pour arrêter le conflit. Nous y reviendrons.

---

les prisonniers politiques de l'opposition, le Congrès national africain (ANC). Elles ont aussi ouvert la porte à l'annulation de l'état d'urgence décrété par le gouvernement quelques années plus tôt. En échange, l'ANC a garanti la non-utilisation des stratégies violentes. Enfin, le gouvernement a accepté de renoncer à sa demande de démantèlement d'*Umkonto We Sizwe*, le bras armé de l'ANC, en échange de la garantie de non-activation de cette machine révolutionnaire. Pour plus de détails, voir: I. William Zartman. 1995c. «Negotiating the South African Conflict». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars 1995-1996*. Washington D.C.: Brookings Institution, 156.

<sup>93</sup> Pour une discussion sur ce sujet, voir: Pillar. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*, 69.

<sup>94</sup> *Ibid.*, 67.

**Tableau I**  
**Position des extrémistes et des modérés vis-à-vis des négociations de paix**

Acteur extrémiste (Insensibilité à l'incertitude politique)	Indicateur	Acteur modéré (Aversion face au risque politique)
Refuse de se reconnaître comme interlocuteur valable et légitime, que ce soit G (légitime) ou O (avec des revendications politiques légitimes).	<b>Reconnaissance mutuelle</b>	Accepte de se reconnaître en tant qu'interlocuteur légitime.
Refuse de reconnaître la négociation comme une méthode valide de résolution de conflits.	<b>Acceptation du principe de la négociation</b>	Disposé à négocier, si les choix de l'adversaire sont prévisibles pendant les discussions de paix et la mise en œuvre des accords.
N'est pas considéré nécessaire.	<b>Appel à la définition de règles de négociation</b>	L'intervention d'une tierce partie (impartiale et crédible) est souhaitable et nécessaire.
Refuse de faire des concessions avant le début de la période de négociation.	<b>Signaux coûteux</b>	Disposé à montrer unilatéralement et concrètement la volonté de négocier.

Ces indicateurs doivent être utilisés de façon agrégée (et non individuelle), car les motivations qui sous-entendent les choix des acteurs sont toujours difficiles à cerner. Sur ce point, O'Donnell et Schmitter signalent qu'il est presque impossible de différencier la ligne souple de la dure avant le déclenchement d'un processus de changement politique<sup>95</sup>. Par exemple, des repères comme les énoncés publics ne sont pas fiables pour distinguer les acteurs. Les insurgés n'avoueraient pas facilement que des motivations autres que leurs revendications sociales, politiques, économiques ou ethniques justifient leur action. Non seulement leur image en serait ternie, mais leur capacité de mobilisation pourrait être affaiblie. De plus, les rhétoriques axées sur les revendications socio-économiques sont plus utiles au recrutement et fournissent plus de satisfaction

<sup>95</sup> O'Donnell et Schmitter. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*, 17.



personnelle aux dirigeants<sup>96</sup>. Enfin, et dans les mots de Carlos Lozano, «... ne nous préoccupons pas du fait qu'aujourd'hui ou demain les FARC ou l'ELN annoncent l'imminence de la prise du pouvoir par le peuple en armes, car ces déclarations font partie de la rhétorique traditionnelle guérillera; une guérilla est née pour cela<sup>97</sup>.» En bref, un acteur qui reconnaît la «légitimité» de son adversaire ou qui accepte de négocier n'est pas nécessairement modéré. Par contre, un acteur qui, en plus, envoie des signaux coûteux et qui lance un appel pour obtenir une médiation externe a moins de chances d'être un extrémiste<sup>98</sup>.

Aux yeux de l'analyste et du praticien en résolution de conflits, et malgré quelques exceptions, le terrain est souvent perçu non comme un lieu d'affrontement entre des factions, mais comme une guerre entre des acteurs unitaires<sup>99</sup>. En d'autres termes, il est plus facile de remarquer un changement de position de G ou de O face à un ou à plusieurs des enjeux antérieurement mentionnés, que «d'observer» un revirement des rapports de force à l'interne. Si on prend en considération que les intérêts en jeu changent au cours d'une guerre et que l'ordre de préférence des acteurs est variable, il est alors pertinent de se demander comment, concrètement, un belligérant peut «changer d'avis».

Ici, des auteurs comme Stedman signalent que l'avènement d'une crise interne, par exemple la substitution des dirigeants ou la division d'un groupe en plusieurs factions, peut précéder un changement stratégique<sup>100</sup>. Toutefois, cet indicateur n'est pas sans faille, non seulement parce qu'une crise peut aussi ne pas produire un tel changement, mais aussi parce que si tel est le cas, il est difficile de prévoir quelle option – la confrontation ou la conciliation –, sera privilégiée par la

<sup>96</sup> Collier. «Doing Well out of War: An Economic Perspective», 92.

<sup>97</sup> Traduction libre. Entrevue avec Carlos Lozano (Parti Communiste colombien), réalisée à Bogotá, D.C., le 29 octobre 2004.

<sup>98</sup> Lors des négociations ou de pré-négociations de paix, des signaux coûteux ne sont pas nécessairement associés à une volonté de trouver un compromis, mais à des questions tactiques. Voir: Erin K. Jenne, Stephen M. Saideman et Will Lowe. 2007. «Separatism as a Bargaining Posture: The Role of Leverage in Minority Radicalization». *Journal of Peace Research* 44 (no 5), 554.

<sup>99</sup> Parmi les exceptions, et en plus de Stedman, soulignons le travail de Stephen M. Saideman, Beth K. Dougherty et Erin K. Jenne. 2005. «Dilemmas of Divorce: How Secessionist Identities Cut Both Ways». *Security Studies* 14 (no 4), 609-610.

<sup>100</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 241.

suite. Le supposé «changement de garde» au FRELIMO, signalé avec l'arrivée au pouvoir de Joaquim Chissano en 1985, démontre les limites de cet indicateur. Nous y reviendrons au chapitre 3.

Pour mieux répondre à la question sur le degré de difficulté dans la résolution de conflits, il ne suffit pas d'observer des «changements de position» vis-à-vis des quatre enjeux ci-haut identifiés. Il faut aussi percevoir, à l'intérieur du groupe, quelles factions favorisent la réduction de l'incertitude et qui est prêt à réévaluer la pertinence de la stratégie armée. De plus, il est essentiel de déterminer quelle est la capacité d'influence (*leverage*) des différentes factions. Même si  $G_M$  et  $O_M$  veulent diminuer l'incertitude, si le rapport de forces favorise  $G_E$  et  $O_E$ , le conflit armé a de fortes chances de se poursuivre<sup>101</sup>. De plus, même si  $G_M$  ou  $O_M$  prenaient le contrôle de  $G$  et  $O$ , ils éviteraient probablement de heurter les intérêts de  $G_E$  et  $O_E$ , tant et aussi longtemps que leur pouvoir ne serait pas consolidé. En bref, les probabilités de résolution de conflit dépendent non seulement de l'extrémisme ou de la modération de l'élite dirigeante des groupes, mais aussi de sa capacité à s'imposer à l'interne<sup>102</sup>. Pour cette raison, nous proposons d'étudier la distribution des ressources politiques, économiques et stratégiques sur l'échiquier politique entre les factions extrémistes ( $G_E$  et  $O_E$ ) et modérées ( $G_M$  et  $O_M$ ).

## 2.2 *Rapports de force et ressources politiques, économiques et stratégiques*

### 2.2.1 *Intentions d'agir, moyens pour le faire*

Afin de déterminer quelle est la capacité d'influence des factions extrémistes et modérées des belligérants, nous proposons une matrice constituée de trois types de ressources – politiques, économiques et stratégiques. Cette

<sup>101</sup> Au Sri Lanka, le président J. R. Jayawardene a appelé à la «Conférence de toutes les parties» au début de 1984, avec pour objectif de trouver une issue au conflit. Toutefois, non seulement cette tentative n'a pas abouti à un accord de paix, mais de plus, toutes les parties ont utilisé le processus pour gagner du temps et renforcer leur position stratégique respective. En 1985, les unités tamoules et même les forces de sécurité gouvernementales, entre autres, se sont montrées plus efficaces qu'avant la tentative de paix. Entre-temps, le gouvernement sri-lankais, malgré ses intentions, a été incapable d'imposer son ordre du jour politique. Howard Wriggins. 1995. «Sri Lanka: Negotiations in a Secessionist Conflict». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace. Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: The Brookings Institution, 44.

<sup>102</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 5, 241.

approche s'inspire des grilles utilisées par les chercheurs qui étudient les dimensions régionales des conflits armés internes et qui identifient quatre types de réseaux, soit militaires, économiques, politiques et sociaux (tableau II, page 86)<sup>103</sup>. L'accumulation plus ou moins rapide de ces ressources, leur obtention massive sur une courte période de temps ou leur perte à la suite d'une «catastrophe» sont des situations qui peuvent faire varier un rapport de forces<sup>104</sup>. Plus spécifiquement:

- (1) Les ressources politiques réfèrent à tout ce qui génère de l'appui à l'interne du groupe (charisme), sur l'échiquier politique national et international (crédibilité et sympathies). Sur le plan national, elles permettent, dans les mots de Stedman, de consolider (et de maintenir) le leadership<sup>105</sup>. Des identités idéologiques ou ethniques, instrumentalisées pour déclencher ou maintenir une mobilisation, sont des outils d'accumulation de ce type de ressources<sup>106</sup>. Sur le plan international, les ressources politiques incluent les diasporas ou encore des appuis de dirigeants étrangers. La diplomatie est essentielle pour consolider l'image internationale du groupe;
- (2) Les ressources stratégiques réfèrent aux machines de guerre (combattants, armes et munitions) et à la logistique qui leur permet d'être utilisables (par exemple, les routes d'accès et de ravitaillement). De plus, des chercheurs comme Gurr et Zahar soulignent que la capacité d'action des acteurs dépend de la cohérence organisationnelle, de la

<sup>103</sup> Aussi, le *West Africa Network for Peacebuilding* (WANEP) analyse les escalades militaires en identifiant deux déclencheurs – la volonté (ou nécessité) de confronter et l'opportunité de le faire. Cette dernière variable varie en fonction de sept ressources (argent, armes, troupes, bonne organisation, terre, ressources naturelles et appui international). Secrétariat de WANEP. 2000. «Proventive Peacebuilding in West Africa». Accra-Ghana: West Africa Network for Peacebuilding, 7. Voir également: Studdard. «War Economies in a Regional Context: Overcoming the Challenges of Transformation», 4-7.

<sup>104</sup> Une diminution de l'appui interne, l'effritement des alliances internationales ou l'augmentation des coûts de certaines activités peuvent faire varier les calculs des belligérants. Voir: Mitchell. «Ending conflict and wars: judgement, rationality and entrapment», 43.

<sup>105</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 5, 241.

<sup>106</sup> Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 28-29.

direction et de l'habileté de mobiliser les supporteurs<sup>107</sup>. La capacité de l'organisation à créer une identité collective, à travers, par exemple, la mise en place d'outils de communication, entre dans cette catégorie;

- (3) Les ressources économiques, quant à elles, sont les revenus obtenus auprès de la population sous leur contrôle (de façon volontaire ou imposée), l'utilisation ou le détournement de fonds publics, le crime organisé, les transferts en provenance d'alliés ou de patrons externes ou des diasporas. Elles sont calculables à travers les dépenses militaires, les augmentations de salaires versés aux combattants, les estimations de bénéfices pour la vente de produits illicites<sup>108</sup> et les évaluations quant aux coûts des «services sociaux» offerts aux combattants et aux populations.

---

<sup>107</sup> Marie-Joëlle Zahar. 2006a. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period». Dans J. Darby, dir., *Violence and Reconstruction*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 41; Gurr. *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*.

<sup>108</sup> Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 29.

**Tableau II**  
**Rapports de force: ressources disponibles pour les belligérants**

Types de ressource		Fonction/Avantages
<b>Ressources politiques</b>	<i>Crédibilité, charisme, légitimité (solidité du leadership)</i>	Permet aux dirigeants de maintenir la cohésion du groupe et de faire appliquer leurs décisions.
	<i>Réseaux sociopolitiques internationaux</i>	Des sympathisants et des diasporas pour appuyer l'action du belligérant.
	<i>Réseaux d'appui politique dans les pays avoisinants</i>	Possibilité de recevoir du support militaire ou politique au niveau financier, logistique, des troupes, qui peut aller jusqu'à la permission d'établir une base d'opérations à l'étranger.
<b>Ressources stratégiques</b>	<i>Machine de guerre</i>	Permet de soutenir des affrontements armés.
	<i>Réseaux d'approvisionnement en armes</i>	Possibilité de contourner des embargos au commerce d'armes et de garder l'initiative en cas d'offensive de l'adversaire (coupure de certaines routes par l'ennemi).
	<i>Réseaux routiers diversifiés</i>	Possibilité d'acheminer les produits vers le marché international et de contourner des embargos.
<b>Ressources économiques</b>	<i>Contrôle territorial</i>	Possibilité de contrôler des populations civiles (extraction) et d'établir une base d'opérations stratégiques.
	<i>Ressources naturelles</i>	Possibilité d'exporter des produits et de générer ainsi des profits de façon autonome.

**Source:** Secrétariat de WANEP, *Proventive Peacebuilding in West Africa*, 2000 (Accra-Ghana: West Africa Network for Peacebuilding), 1-33.; Kaysie Studdard, *War Economies in a Regional Context: Overcoming the Challenges of Transformation*, 2004 (New York: International Peace Academy), 4

Ces ressources sont complémentaires et interdépendantes: «political networks are not separate from the other networks... Rather, political alliances channel behavior in military, economic, and social spheres, structuring relationships in these areas in line with political goals and aspirations<sup>109</sup>.» Des alliés politiques peuvent, par exemple, fournir de l'assistance économique et logistique comme des troupes et la possibilité d'établir des bases d'opération dans leur pays. De plus, la distribution de ressources politiques, stratégiques et économiques affecte les caractéristiques et le cours d'un conflit de plusieurs façons. Par exemple, elle peut expliquer des traits spécifiques des relations entre les belligérants et les habitants des territoires sous leur contrôle et influencer la logique d'accumulation et la composition des groupes armés. Regardons de plus près ces arguments.

### 2.2.2 *Ressources et relations entre les belligérants et la population civile*

L'abondance de ressources politiques, c'est-à-dire la crédibilité et la légitimité de l'élite rebelle, facilite l'appui de la population et des alliés externes aux revendications des groupes armés. Cet appui se transforme, à son tour, en support économique (contributions financières volontaires) et logistique (héberger et nourrir des combattants en «mission»). En bref, les ressources politiques permettent d'établir ce que Zahar nomme des «relations symbiotiques» avec la population<sup>110</sup>. En leur absence, les belligérants devront probablement utiliser (ou menacer d'utiliser) la force pour obtenir du financement et un appui logistique. Lorsque les ressources stratégiques remplacent les ressources politiques comme méthode d'obtention de ressources économiques, les belligérants établissent des «relations parasitaires» avec les civils<sup>111</sup>.

Cet élément est essentiel parce que l'allocation de ressources peut rendre un conflit armé plus difficile à résoudre qu'un autre. Plus tard, dans le cadre d'un

---

<sup>109</sup> Studdard. «War Economies in a Regional Context: Overcoming the Challenges of Transformation», 4, 6.

<sup>110</sup> Marie-Joëlle Zahar. 2001. «Protégés, Clients, Cannon Fodder: Civilians in the Calculus of Militias». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 114-117.

<sup>111</sup> *Ibid.*, 112.

processus de paix, si l'élite rebelle détient des ressources politiques, elle peut tenter de les transformer en appui électoral, ce qui facilite la transformation du groupe armé vers un parti politique légal. Par contre, si elle entretient des relations parasitaires avec les civils, le groupe armé pourrait tenter de garder autant de ressources stratégiques que possible, pour augmenter ses chances de conserver l'accès au pouvoir (tout au moins dans les régions sous leur contrôle). Nous y reviendrons au moment d'analyser la transformation de la RENAMO en parti politique.

### 2.2.3 *Ressources et recrutement de combattants*

L'abondance ou la carence de ressources politiques influent également sur la stratégie de recrutement des combattants, ce qui peut avoir un effet majeur sur la composition et l'identité des belligérants. Si le recrutement initial se fait en situation de pénurie de ressources économiques, le succès du processus de mobilisation dépend de la capacité de l'élite belligérante de transférer à l'avenir les bénéfices de l'action révolutionnaire et contre-révolutionnaire. Sans cette crédibilité, il est ardu de convaincre des individus de devenir des combattants et de se sacrifier aujourd'hui pour obtenir des gains quand le groupe aura réussi à prendre le pouvoir<sup>112</sup>. Par contre, en présence de ressources économiques, l'élite peut recruter ce que Weinstein appelle des «consommateurs», c'est-à-dire des combattants engagés sur la base de prévisions de gains économiques à court terme<sup>113</sup>:

*Where investors populate rebel groups, linked to another by shared identities or ideologies, leaders might be able to draw on these social endowments in establishing a set of norms that guide conduct and behavior. Where consumers dominate rebel groups, on the other hand, individual participants are likely to face strong incentives to defect –*

<sup>112</sup> Weinstein. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment», 603.

<sup>113</sup> Cet argument fait partie d'une perspective plus générale qui identifie des récompenses pécuniaires et non pécuniaires pour expliquer l'action collective: «The nature of benefits will vary considerable across different kinds of rebel groups. Loot-seeking groups will rely on wages and other pecuniary rewards distributed from their rent-seeking activities. Ideological groups anchor the other extreme, relying in nonpecuniary rewards of fighting the 'good fight'». Scott Gates. 2002. «Recruitment and Allegiance. The Microfoundations of Rebellion». *The Journal of Conflict Resolution* 46 (no 1), 114.

*using their time, energy, and resources to protect and enrich themselves in the course of conflict*<sup>114</sup>.

À nouveau, ce point est important pour notre propos dans la mesure où il peut rendre compte de divers degrés de difficulté dans la résolution de conflits. Puisqu'un accord de paix consiste, entre autres, à laisser tomber les bénéfices immédiats de la guerre ou d'une victoire militaire dans l'optique d'obtenir des bénéfices plus tard (*peace dividend*), nous pouvons postuler qu'il est «plus difficile» de résoudre les conflits quand les belligérants basent leur fidélité sur l'obtention de bénéfices à court terme.

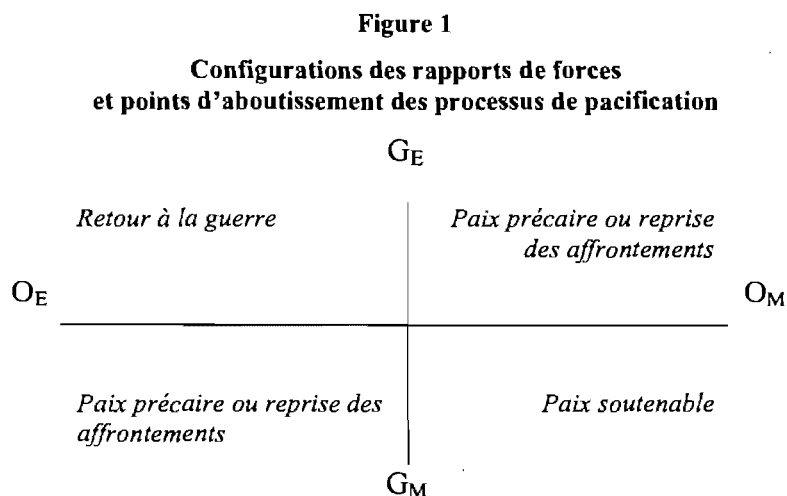
### 3. La configuration du rapport de forces

Au moment (t), qui correspond à l'intervention d'une tierce partie dans un conflit entre G et O, des affrontements armés peuvent avoir lieu entre  $G_E$  et  $O_E$ , entre  $G_M$  et  $O_M$  ou entre  $G_E$  et  $O_M$  ou  $G_M$  et  $O_E$ . Le premier cadre correspond à un rapport de forces radicalisé, c'est-à-dire favorable à des acteurs extrémistes. Le deuxième représente un rapport favorable aux acteurs modérés, c'est-à-dire à un moment propice à la résolution de conflits. Le troisième signale l'existence d'un rapport mixte, qui donne avantage au moins à un acteur extrémiste (voir figure 1, page 90). Rien n'empêche  $G_E$  et  $O_E$  de négocier si un accord leur permet d'atteindre leurs objectifs. De même, rien n'empêche  $G_M$  et  $O_M$  de choisir la confrontation si cette stratégie leur permet d'établir plus tard un cadre institutionnel où l'incertitude est réduite pour tous. Une négociation de paix peut donc survenir en tout temps, entre n'importe quel type d'acteur. Par contre, les enjeux du processus, les points de convergence, les caractéristiques du pacte, les règles institutionnelles issues de l'accord et la possibilité de générer une paix soutenable, une paix précaire ou de retourner à la guerre, varient en fonction des acteurs qui ont négocié.

---

<sup>114</sup> Weinstein. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment», 622.





Dans cette section, nous analyserons ces configurations du rapport de forces. Plus concrètement, nous postulons que:

- (1) Le premier scénario (section en haut à gauche de la figure 1) correspond à une situation où des factions extrémistes ( $G_E$  et  $O_E$ ) dominent l'échiquier politique national. En principe, ce contexte peut aboutir, dans le meilleur des cas, à l'établissement d'une paix précaire; en général, il correspond à la poursuite des affrontements;
- (2) Le deuxième scénario (section en bas à droite) est conforme à une situation où les factions modérées prédominent. Zartman les appelle des moments propices. Cette configuration a des chances d'aboutir à l'établissement d'une paix soutenable;
- (3) Les rapports mixtes (les deux autres sections) se caractérisent par la suprématie d'au moins un acteur extrémiste ( $G_E$  ou  $O_E$ ) et d'un modéré ( $G_M$  ou  $O_M$ ). La suite des événements est difficile à prévoir. Toutefois, les différences en termes d'aversion à l'incertitude entre les acteurs avantagés par les rapports de force nous permettent d'identifier ce que nous nommons des *effets d'entraînement*, qui aboutissent généralement à une reprise des affrontements armés.

### 3.1 *Rapport de forces radicalisé et résolution de conflits*

Si  $G_E$  et  $O_E$  priment sur  $G_M$  et  $O_M$ , la prolongation de la guerre jusqu'à la victoire militaire d'une des parties est une issue probable, qui explique pourquoi deux tiers des conflits armés internes ne finissent pas par un accord de paix<sup>115</sup>. Nous sommes ici en présence de contextes très polarisés où les acteurs poursuivent une logique de guerre, même si les coûts humains et économiques grimpent et si les probabilités d'une défaite militaire sont importantes<sup>116</sup>. En bref, ici les belligérants ne perçoivent ni des impasses mutuelles ni des catastrophes imminentes même si, objectivement, aucun d'entre eux ne peut gagner la guerre ou l'un d'entre eux ne peut subir une perte massive et soudaine de ressources économiques ou stratégiques.

Une telle trajectoire conflictuelle est explicable de deux façons. D'une part, des acteurs peuvent tirer des bénéfices économiques, politiques ou sociaux de la situation de guerre, ce qui justifie la défense du *statu quo*<sup>117</sup>. Nous l'avons vu en référant au cas de la Colombie dans la section 1.3., de jeux à somme positive (reliés à un conflit) peuvent parfois créer des impasses confortables. D'autre part, les acteurs peuvent agir en envisageant les coûts de l'effort militaire en tant qu'investissements et sacrifices. Plus les mises sont importantes, conclut-on à partir de la logique illustrée par le modèle du piège (*Entrapment Model*), plus la victoire est nécessaire pour justifier l'effort de guerre<sup>118</sup>.

#### 3.1.1 *Rationalité et irrationalité de la violence politique*

Des belligérants peuvent ne plus percevoir les impasses éprouvantes et les catastrophes imminentes quand l'accumulation d'investissements pour remporter la guerre devient le justificateur pour poursuivre les affrontements. Dans ce cas, la victoire militaire peut être perçue comme une nécessité, sans quoi tous les

---

<sup>115</sup> Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 3.

<sup>116</sup> Zartman. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments», 12

<sup>117</sup> Berdal et Keen. «Violence and Economic Agendas in Civil Wars: Some Policy Implications», 798.

<sup>118</sup> Mitchell. *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*.

«efforts et sacrifices» demandés aux combattants seraient dénués de sens<sup>119</sup>. Plus concrètement, le modèle du piège propose une lecture où les belligérants traversent quatre étapes de justification de l'effort militaire<sup>120</sup>.

Dans une première phase, ils agissent selon la logique de la récompense, les gains à obtenir en cas de victoire militaire justifiant la poursuite de la guerre. Dans un deuxième moment, les groupes armés amorcent une étape de justification. Ici, les investissements sont interprétés comme des sacrifices en vue de l'obtention des bénéfices promis une fois la victoire militaire atteinte. Dans une troisième étape, les belligérants entrent dans une logique de pénalisation, où ils tentent de maximiser les dommages causés à leur adversaire. Une telle stratégie peut se traduire par une escalade conflictuelle. Enfin, selon la logique de l'effort final, un acteur essaie de forcer l'ennemi à l'abandon avant l'épuisement de ses propres ressources.

Le modèle du piège est limité sur au moins cinq niveaux. Premièrement, la différence entre les deux premières phases n'est pas si claire, la seule distinction étant que les investissements sont perçus dans un deuxième temps comme des sacrifices. Deuxièmement, le modèle ne distingue pas les situations d'impasse confortable. Troisièmement, il ne sépare pas les «types d'acteurs» de leurs «choix stratégiques». Quatrièmement, il ne différencie pas les extrémistes des modérés. Enfin, même s'il postule que les «blessures» peuvent agir en tant qu'incitatifs à la poursuite des affrontements militaires, à un certain moment, les acteurs commencent à agir selon les prévisions établies par les modèles de l'impasse éprouvante et de la catastrophe mutuelle imminente<sup>121</sup>. Pourquoi? En définitive, une analyse des difficultés de la résolution de conflits en situation de rapport de forces radicalisé passe par un retour à l'analyse des éléments qui définissent qui

---

<sup>119</sup> Cet argument peut expliquer la réticence de certains acteurs à adopter des formules institutionnelles de partage de pouvoir. Nous y reviendrons. Spears. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power», 109.

<sup>120</sup> Mitchell. *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*; Mitchell. «Ending conflict and wars: judgement, rationality and entrapment».

<sup>121</sup> Mitchell. «Ending conflict and wars: judgement, rationality and entrapment», 49-50; Mitchell. *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*, 4-5; Walter. «The Critical Barrier to Civil War Settlement», 347.

affronte qui et quels sont les intérêts vitaux que les belligérants protègent. Revenons à nos considérations concernant l'extrémisme et la modération des acteurs.

### 3.1.2 *La paix des extrémistes*

Si les extrémistes sont incapables de réévaluer la pertinence de l'utilisation des armes pour défendre leurs intérêts, la première conclusion que nous pouvons formuler est que la victoire militaire demeure, en tout temps, l'objectif à atteindre. Si les stratégies de la pénalisation ou de l'effort final portent fruits, nous sommes alors devant la victoire militaire d'une des parties. Mais dans un tel cas, l'obtention d'une paix soutenable est loin d'être assurée. Quand la paix est restaurée par la force, le résultat le plus probable est la suprématie du gagnant et le désarmement des autres belligérants. La transition peut être «plus simple» (moins de compromis sont nécessaires) mais, à long terme, la survie de «l'accord» n'est pas assurée.

Un extrémiste qui remporte un conflit, soit-il anticolonial, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, continuera probablement à utiliser la force pour s'imposer sur la scène politique nationale. Le cas rwandais, par exemple, montre que l'imposition de la paix peut aboutir à l'échec dans l'ouverture du système politique à des groupes représentant des intérêts différents de ceux du gagnant, ce qui peut créer ou attiser la frustration et les ressentiments<sup>122</sup>. Mais attention, rappelons que notre analyse met l'accent sur des processus de pacification par pacte. En bref, les cas de pacification par imposition par le haut vont au-delà des propos de cette thèse.

---

<sup>122</sup> Depuis qu'il est au gouvernement, le Front patriotique rwandais (FPR) a emprisonné 120 000 Hutus sous des charges de participation au génocide et l'armée a tué des milliers de civils. Pendant les soulèvements de 1997-1998, des dizaines de milliers de civils ont été «relocalisés» dans des «villages sous surveillance» (*imidugudu*). Le gouvernement utilise la coercition sur une base régulière pour maintenir le contrôle. Timothy Longman. 2004. «Obstacles to Peacebuilding in Rwanda». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 62; Taisier M. Ali et Robert O. Matthews. 2004b. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 404.

### 3.1.3 *Des camisoles de force pour garantir l'accès permanent au pouvoir*

Les extrémistes peuvent aussi être fortement incités à signer un accord de paix par un acteur externe. Or, en théorie, et même si cet accord réussit à perdurer dans le temps, il ne peut produire qu'une paix précaire. Les raisons qui expliquent ce résultat sont liées aux caractéristiques du pacte, probablement un accord de partage de pouvoir (*power sharing*). Analysons cet argument.

Premièrement, rappelons qu'une négociation qui aboutit à un pacte de paix ne suppose pas que ses signataires préfèrent la paix à la guerre. Ils peuvent signer s'ils décident que c'est la meilleure stratégie pour gagner du temps, s'ils prévoient obtenir des avantages leur permettant de gagner militairement plus tard<sup>123</sup> ou si, en raison de la pression externe, ils ne peuvent faire autrement. Toutefois, des acteurs incapables de remettre en question la stratégie militaire, qui n'octroient pas de légitimité à leur adversaire et qui n'acceptent pas le principe de négociation pour régler des différends, pourront reprendre la guerre dès que les conditions leur permettront d'obtenir la victoire militaire ou quand les pressions externes auront disparu. Certes, un tel choix jetterait le pays dans l'incertitude, mais cela n'a pas la moindre importance:  $G_E$  et  $O_E$  y sont imperméables.

Deuxièmement, notons qu'en cas de négociation, l'objectif est de créer un régime postconflictuel qui permet aux acteurs de protéger leurs intérêts vitaux. La seule façon de parvenir à une telle solution, dans un contexte de rapport de forces radicalisé, est en garantissant aux belligérants un accès permanent à la prise de décision<sup>124</sup>. Les négociations entre des acteurs extrémistes tendent donc à instaurer des régimes de partage de pouvoir<sup>125</sup>. Or, ces pactes mettent en place des

<sup>123</sup> Stephen J. Stedman (1996), «Negotiation and Mediation in Internal Conflict», 364.

<sup>124</sup> En ayant une garantie d'accès au pouvoir, les parties s'assurent de contraindre leur adversaire pour éviter qu'il utilise le pouvoir contre elles. Les arrangements particuliers peuvent prendre des formes multiples. Voir: Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 141.

<sup>125</sup> Ce qui ne signifie pas que seuls les extrémistes peuvent négocier des accords de partage de pouvoir. En cas de prévision d'augmentation de l'incertitude pendant la période transitionnelle, rien n'empêche  $G_M$  et  $O_M$  d'adopter des accords informels de partage de pouvoir intégratif, «to be part of the democratic order, parties will have to get at least their "expected return" from political violence. Consequently, threats of political chaos may constraint the process of democratic reforms and lead to the adoption of a consensus model of government.» Par contre, si tel est le cas, les modérés ont tendance à concevoir ce type de régime comme une solution temporaire. Voir:

régimes non démocratiques sans légitimité ou attaches sociales et, surtout, exclusifs par rapport à des joueurs qui n'ont pas été inclus dans la négociation<sup>126</sup>.

En garantissant le contrôle de ministères et d'autres postes, en divisant l'armée et en permettant à des acteurs non étatiques de contrôler certaines régions géographiques<sup>127</sup> – des institutions souvent associées à ce type de régimes –, les pactes de partage du pouvoir ne créent pas un ensemble de règles de gestion de conflits qui réduisent l'incertitude, mais traduisent les intérêts en jeu lors d'un conflit en ensemble d'institutions politiques inflexibles. Celles-ci protègent les intérêts vitaux des négociateurs extrémistes – notamment leur survie politique –, mais nient du même souffle la possibilité d'accommoder de nouveaux acteurs qui pourraient éventuellement émerger. Or, si les conflits font partie intégrante de la vie sociale, les exclus, les acteurs qui n'ont pas encore émergé pourront plus tard recourir à la force pour pouvoir modifier ces règles qui leur ont été imposées par les participants au pacte<sup>128</sup>.

Troisièmement, si seule la garantie d'accès au pouvoir permet de parvenir à un accord de paix, nous concluons que cet accès est lié à la définition de «survie» des extrémistes. À cet égard, cette thèse démontre que les extrémistes du gouvernement usent des armes quand ils se voient menacés d'être exclus du pouvoir, mais ils peuvent pactiser si leur «survie politique» est assurée. L'analyse de la définition de survie des acteurs modérés, développée dans la prochaine section, permettra de mieux saisir cet argument.

### **3.2 *L'angle politique des moments propices: de l'institutionnalisation d'une «extrication»***

La deuxième configuration du rapport de forces correspond à une situation où  $G_M$  et  $O_M$  priment sur  $G_E$  et  $O_E$  (section en bas à droite de la figure 1 de la page 90). Dans le domaine de la résolution de conflits, cette situation correspond

---

Leonard Wantchekon. 1999. «On the Nature of the First Democratic Elections». *The Journal of Conflict Resolution* 43 (no 2), 256.

<sup>126</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 143.

<sup>127</sup> *Ibid.*, 142.

<sup>128</sup> *Ibid.*, 143.

à la définition théorique d'un moment propice. Comme nous l'avons mentionné, dans sa formulation originale, un tel moment se présente quand les «efforts des acteurs poursuivant des pistes unilatérales sont bloqués, ouvrant ainsi la voie aux solutions bilatérales ou multilatérales» (*ripeness from within*)<sup>129</sup>. Selon les spécialistes des transitions vers la démocratie, ces cadres correspondent à des *extrications*, c'est-à-dire à des situations où  $G_M$  et  $O_M$  réussissent à «échapper» à  $G_E$  et  $O_E$ , à les contrôler ou à les neutraliser:

*Extrications can result only from understanding between Reformers and Moderates. Extrication is possible only if (1) an agreement can be reached between Reformers and Moderates to establish institutions under which the social forces they represent would have significant political presence; (2) Reformers can deliver the consent of Hard-liners or neutralize them, and (3) Moderates can control Radicals*<sup>130</sup>.

Les accords de paix entre modérés se fondent sur deux échanges essentiels et particuliers, impensables pour  $G_E$  et  $O_E$ , et qui réduisent l'incertitude politique pour tous les acteurs sur l'échiquier politique national:

- (1) Les modérés s'entendent pour établir des institutions polyarchiques capables de leur donner la possibilité de protéger leurs intérêts pacifiquement (même s'ils ne sont pas au pouvoir), mais qui garantissent que des élections périodiques auront lieu. De cette façon, ils pourront éventuellement prendre le contrôle de  $G$ ;
- (2) Dans leur quête pour diminuer l'incertitude, les négociateurs s'engagent à éliminer, autant que possible, la probabilité de déraillement de la transition et d'un retour à la guerre après l'entrée en vigueur des nouvelles règles, en institutionnalisant la distribution et la gestion des ressources stratégiques.

Concernant le premier échange, les institutions polyarchiques supposent la mise en vigueur des principes de participation et de contestation politiques. Dans cet univers institutionnel, il existe une incertitude *ex-ante* et une irréversibilité *ex-*

<sup>129</sup> Zartman. *La résolution de conflits en Afrique*, 13; Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 18; Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 27, 238.

<sup>130</sup> Przeworski. «The Games of Transition», 117.

*post* par rapport aux résultats électoraux, mais la répétitivité du processus de sélection des dirigeants est garantie<sup>131</sup>. Le risque associé à la perte du pouvoir est tolérable, non seulement parce qu'il n'existe pas de jeu à somme nulle entre  $G_M$  et  $O_M$ , mais aussi parce que  $O_M$  s'engage à devenir  $G_M$  en cas de triomphe électoral, alors que  $G_M$  s'engage à agir en tant qu' $O_M$  s'il perd. En d'autres termes, la définition de «survie politique» des modérés diffère de celle des extrémistes. Un modéré peut «survivre politiquement» ou, plus exactement, il ne perçoit pas de menace à sa survie, s'il n'obtient pas l'accès au gouvernement, tant et aussi longtemps qu'il puisse éventuellement devenir gagnant et que son statut de «perdant temporaire» ne menace pas sa sécurité physique. Le régime négocié établit donc des poids et des contrepoids institutionnels (*check and balances*) qui permettent aux perdants d'avoir des mécanismes de défense et de canalisation de leurs intérêts.

Par rapport à la probabilité de retour à la guerre, la seule façon de diminuer l'incertitude est que  $G_M$  décide de réformer l'appareil militaire pour l'assujettir à la règle de droit en échange de la démobilisation de la guérilla, laquelle accepte de participer au nouveau régime sous forme de parti politique. En concédant la légalisation de  $O$ ,  $G_M$  affaiblit  $O_E$ , qui ne peut plus justifier la «révolution» en utilisant l'argument de l'exclusion politique. En acceptant de démobiliser,  $O_M$  affaiblit  $G_E$  qui n'aura plus à défendre le *statu quo* contre un «ennemi interne». Puisque les acteurs insensibles à l'incertitude sont ceux qui utiliseront les armes, si nécessaire, pour défendre leurs intérêts, et puisqu'une des règles polyarchiques est la prohibition de l'utilisation de ressources stratégiques pour faire avancer des intérêts, on peut conclure que la mise en vigueur de cet échange renforce la position des modérés et affaiblit celle des extrémistes. En bref, d'un point de vue pratique, cet échange institutionnalise *l'extrication*; d'un

---

<sup>131</sup> *Ibid.*, 105.



point de vue théorique, il explique pourquoi la démocratie est reliée à la paix soutenable<sup>132</sup>.

Remarquons que:

- (1) L'existence de ces échanges signale déjà la capacité et la volonté des parties à changer de stratégie. On s'engage à agir comme  $O_M$  quand on confère une légitimité à l'adversaire, qui peut devenir  $G_M$ . Dans le même sens, on échange des garanties quand on a accepté le principe de négociation comme moyen de résoudre les conflits;
- (2) Les règles polyarchiques sont, par définition, inclusives, c'est-à-dire qu'elles rendent possible la représentation des intérêts présents et futurs à condition qu'ils ne mettent pas en péril la reproduction du système. Ce que Zartman appelle le «miracle sociopolitique» de l'Afrique du Sud montre que des moments propices devenus des *extrications* peuvent aboutir à une paix soutenable, même si un tel cadre est plutôt exceptionnel. Le cas du Salvador est un de ces rares «miracles». Mais rappelons que la nature modérée des acteurs n'est pas reliée à leur pacifisme, mais à leur aversion à l'incertitude. Ce qui distingue les gouvernements de Cristiani et de De Klerk, et en reprenant les mots de Huntington, ce n'est pas leur capacité de s'allier aux *gorilas* d'ARENA et de l'Apartheid, mais de s'allier aux *legalistas* du FMLN et de l'ANC<sup>133</sup>.

### 3.3 *Rapports de force mixtes et «effets d'entraînement»*

Les scénarios de confrontation entre  $G_E$  et  $O_M$  ou entre  $G_M$  et  $O_E$  (figure 1, page 90) aboutissent souvent à un résultat peu favorable aux modérés, en raison d'une dynamique que nous nommons «l'effet d'entraînement». Déjà, une négociation de paix dans ces circonstances est plus difficile à réaliser en raison du

---

<sup>132</sup> Pour une idée similaire, voir: Mark Knight et Alpaslan Özerdem. 2004. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace». *Journal of Peace Research* 41 (no 4), 501.

<sup>133</sup> Pour une analyse de l'Afrique du Sud, voir: Zartman. «Negotiating the South African Conflict», 147-148, 154.

«facteur de risque» (*risk factor*). Il s'agit d'une perception reliée au problème de la crédibilité des engagements (*credible commitment*) qui se résume ainsi: la méfiance quant au respect des accords agit comme obstacle quant il s'agit de les négocier<sup>134</sup>. En bref, il est plus risqué pour un modéré de négocier avec un acteur extrémiste, insensible à l'incertitude, incapable de changer de stratégie, qui définit sa survie en termes d'accès permanent au pouvoir, qui ne lui confère pas de légitimité et qui a du mal à reconnaître le principe de négociation, que de le faire avec un autre acteur modéré.

Outre la poursuite ou la reprise des hostilités, trois résultats théoriques sont ici envisageables. Le premier aboutit à une victoire négociée de l'extrémiste. Si  $G_E$  ou  $O_E$ , moins sensibles à l'incertitude, entrent en négociation avec  $G_M$  et  $O_M$ , qui tentent de la faire diminuer, il est raisonnable de s'attendre à ce que d'éventuels accords de paix aient tendance à protéger davantage les intérêts des premiers. Les intérêts des modérés sont ainsi «entraînés» par ceux des extrémistes, menant donc à une situation proche de celle d'une victoire négociée. Le chapitre 5 explique comment le M-19 a connu un tel effet d'entraînement.

Le deuxième cadre suggère une situation récurrente dans les contextes de guerre civile, c'est-à-dire une manipulation du processus de négociation guidée par des raisons tactiques, en vue de l'obtention d'une victoire militaire. En tant que stratégie de guerre, les acteurs extrémistes peuvent choisir de coopérer, en se montrant disposés à participer à des négociations de paix, mais en ayant pour objectif l'affaiblissement des rivaux ou le renforcement de leur position stratégique<sup>135</sup>. Ici, les modérés sont «entraînés» vers la défaite militaire, à moins

<sup>134</sup> Elizabeth Jean Wood. 1999. «Civil War Settlement: Modeling the Bases of Compromise». Communication, American Political Science Association, Atlanta, 2 au 5 Septembre (texte photocopié).

<sup>135</sup> Après des élections démocratiques, qui donnaient gagnant le parti royaliste du prince Norodom Sihanouk, le Front pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), le parti de l'État du Cambodge (CCP), a menacé de boycotter le processus de paix. Face à cette situation, le CCP a obtenu un accord qui lui donnait une surreprésentation politique au sein du nouveau gouvernement. Dans un contexte d'affaiblissement grandissant des Khmers Rouges, Hun Sen, dirigeant du CCP, a éliminé les dirigeants prodémocrates du FUNCINPEC et a envoyé le prince Ranariddh en exil en 1997. Cela lui a permis d'obtenir un triomphe politique et stratégique qui aurait été impossible sans la manipulation du processus de paix. Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980.*, 14;

qu'ils ne décident de reprendre une stratégie de confrontation. Dans un tel cas, nous sommes face à une rupture du processus de paix et face à un retour à la guerre. Encore une fois, le cas de la Colombie, plus précisément des discussions de paix entre le gouvernement de Belisario Betancur (G<sub>M</sub>) et les FARC (O<sub>E</sub>), sert d'illustration. Nous y reviendrons au chapitre 3.

Enfin, le troisième cadre suggère une variation du rapport de forces causée par une perte (à l'interne) de ressources politiques. L'ampleur des concessions consenties par les modérés peut susciter des désaccords avec les factions extrémistes<sup>136</sup>. Ici, G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub> peuvent reprendre le contrôle de G ou de O, provoquant ainsi une radicalisation des belligérants. En reprenant le contrôle de l'ordre du jour politique, G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub> font alors replonger le pays dans la confrontation armée. En général, l'effet d'entraînement signale que dans les rapports «mixtes», les modérés sont incités à choisir l'affrontement en tant que stratégie, ou que les interactions politiques tendent vers une reconfiguration du rapport de forces en faveur de G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>, ce qui nous ramène à la logique de la section en haut à gauche (rapport de forces radicalisé) de la figure 1 de la page 90.

#### **4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (1): obstacles et occasions de paix**

La recherche en sciences sociales se comporte comme un pendule et le domaine de la résolution de conflits n'y fait pas exception. On propose un argument «original» qui génère une réponse, puis une nouvelle proposition émerge pour lancer le balancier dans une autre direction; «The movement encourages exclusivist and exaggerated claims in order to draw attention to a new explanatory angle, and so it fuels the work of debunkers<sup>137</sup>.» Pendant la période de la guerre froide, les conflits armés internes furent conceptualisés comme des

---

Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2), 32-36.

<sup>136</sup> Au Sri Lanka, l'initiative de paix du début 1984 était suffisamment prometteuse pour contenir les faucons du gouvernement et séduire les dirigeants tamouls modérés. Toutefois, les concessions faites au cours du processus sont allées bien au-delà de «l'acceptable» pour les extrémistes. Les négociateurs modérés ont été discrédités progressivement jusqu'à la rupture des négociations. Voir: Wriggins. «Sri Lanka: Negotiations in a Secessionist Conflict», 54.

<sup>137</sup> Zartman. «Need, Creed, and Greed in Intrastate Conflict», 257.

reproductions à l'échelle nationale du conflit entre les États-Unis et l'URSS. La chute du mur de Berlin et l'expansion des rhétoriques ethniques en Afrique et en Europe de l'Est ont lancé la recherche en direction de l'étude des identités ethniques. Plus tard, et en réaction à l'augmentation de la participation de groupes comme les FARC-EP et l'UNITA dans des activités illicites comme la production et la commercialisation de cocaïne et de diamants, l'étude du rôle des intérêts économiques s'est renouvelée en identifiant l'avidité des rebelles comme *la cause* des conflits armés internes. Aujourd'hui, l'élaboration d'une approche globale, exhaustive, moins dépendante de ces mouvements de pendule, et capable de répondre à la question du degré de difficulté dans la résolution de conflits, est plus que jamais nécessaire.

Dans la première section de ce chapitre, nous avons vu que la différenciation entre des nouvelles et des anciennes guerres, entre des conflits ethniques et idéologiques, ainsi que l'identification de moments propices et l'étude d'intérêts économiques liés à la violence politique, sont toutes des tâches importantes pour mieux saisir les intérêts en jeu dans des conflits armés spécifiques. Toutefois, prises séparément, ces recherches ne permettent pas de proposer une réponse globale à la question: pourquoi certains conflits armés internes sont-ils plus difficiles à résoudre que d'autres? Pour cette raison, nous avons, dans la deuxième section, jeté les bases d'une approche qui intègre ces points spécifiques dans une seule perspective. Nous avons alors procédé en trois temps.

Après avoir défini ce que nous entendons par acteur «extrémiste» et «modéré», nous avons étudié les ressources mises à leur disposition, ce qui nous a permis d'identifier trois configurations des rapports de force. Nous pouvons maintenant synthétiser en un seul énoncé notre définition d'extrémisme et de modéré:

*Un acteur est extrémiste quand il est insensible à l'incertitude politique, incapable de réévaluer la pertinence de l'utilisation des armes pour défendre ses intérêts et incapable de séparer sa survie politique de l'accès au gouvernement.*

*Un acteur est modéré quand il est sensible à l'incertitude, capable de changer de stratégie sans remettre en question son identité collective ou son existence et capable d'assumer le rôle de l'opposition (s'il ne risque pas de disparaître physiquement en cours de route).*

*En tenant compte de cette divergence dans la définition de survie, nous concluons qu'en deçà du seuil de «survie», les modérés choisissent l'affrontement et au-delà de ce seuil, les extrémistes pactisent. Dans un contexte de conflit armé, la reconnaissance mutuelle, l'acceptation du principe de négociation, l'appel à la définition des règles pour encadrer l'étape de négociation et l'envoi de signaux coûteux en faveur de la paix, nous permettent de distinguer les extrémistes des modérés.*

Par rapport aux ressources mises à la disposition des factions, nous concluons que:

- (1) Il ne suffit pas d'être sensible ou insensible à l'incertitude, il faut aussi avoir les moyens de pouvoir faire avancer l'ordre du jour. La configuration du rapport de forces dépend de l'allocation des ressources;
- (2) Les impasses éprouvantes et confortables et les catastrophes imminentes sont reliées à l'allocation de ressources politiques, économiques et stratégiques;
- (3) Les ressources stratégiques peuvent, à travers des activités parasitaires, générer des revenus économiques. Entre-temps, les activités économiques permettent, à travers les primes et salaires, d'augmenter les ressources stratégiques (achat d'armes, recrutement de combattants, etc.). Par contre, ces ressources ne sont pas nécessairement sources de crédibilité et de légitimité, alors que les ressources politiques sont convertibles en appui financier et logistique.
- (4) Les ressources politiques sont essentielles dans un contexte de négociation de paix, car la légitimité et la crédibilité de l'élite rebelle peuvent convaincre les combattants que mieux vaut laisser tomber les bénéfices à court terme de la guerre, dans l'optique de l'obtention de bénéfices associés à la signature d'un accord de paix. De plus, puisqu'elles sont convertibles en appui électoral, elles permettent de

réduire l'incertitude politique quant à l'avenir de l'ancien acteur armé dans le nouveau régime post-transitionnel.

Par définition un processus de paix n'est jamais facile<sup>138</sup>. Rappelons que dans deux tiers des cas, une tentative de résolution pacifique peut aboutir à la reprise des hostilités ou à l'établissement d'une paix précaire<sup>139</sup>. Le fait que l'allocation de ressources politiques, économiques et stratégiques favorise  $G_M$  et  $O_M$  n'implique pas que la paix soutenable soit dans la poche. Un moment propice suppose seulement que la paix soutenable fait partie des résultats possibles. En bref, en ce qui a trait à la configuration du rapport de forces, nous concluons que les conflits armés internes les «moins difficiles» à résoudre sont ceux où les rapports de force donnent l'avantage aux acteurs modérés. Il s'agit certainement d'une évidence, mais d'une «évidence» qui n'a pas encore été démontrée ni dans le domaine de la résolution de conflits ni dans celui de la politique comparée.

---

<sup>138</sup> Stephen J. Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 11-12.

<sup>139</sup> Cette proportion se rapproche du chiffre de 20 pour cent (de guerres civiles qui finissent par un accord de paix) qui a été avancé par les spécialistes en résolution de conflits. Nous avons développé cet argument en introduction (voir section 2.1). Sur ce point, Licklider offre un résumé des résultats obtenus par des chercheurs comme Bell (1972), Iklé (1971), Miall (1992), Pillar (1983), Stedman (1991) et autres. Voir: Licklider. «The Consequences of Negotiated Settlements in Civil Wars, 1945-1993».

## Chapitre 2

### **Polyarchie et *Power Sharing***

#### Interventions internationales, rapport de forces et trajectoires de pacification

*Countries emerging from a long period of civil war are confronted by a number of problems that must be dealt with successfully if the recurrence of war is to be averted. While the particular shape of the policies and programs developed to respond to those problems may differ from one country to another, there is a set of challenges with each country hoping to regain peace and stability after a period of civil strife must contend. These include bringing an end to generalized fighting, demobilizing and disarming the warring factions, and creating a general environment of trust and confidence; building a set of institutions and political arrangements that assure the establishment of a political process that is open, inclusive, and able to cope with conflicts in a peaceful manner<sup>1</sup>...*

Pourquoi certaines interventions internationales en résolution de conflits aboutissent-elles à des paix soutenables, alors que d'autres se terminent par des paix précaires ou par l'irruption de nouvelles vagues de violence? Plusieurs arguments ont été proposés pour répondre à cette question. Downs et Stedman ont constaté, par exemple, que le contexte spécifique où l'intervenant externe est appelé à déployer ses efforts est un facteur important. Les conflits armés, indiquent les auteurs, varient en fonction du nombre de belligérants, du nombre de combattants mobilisés, de la volonté préalable à autoriser le déploiement d'une opération de paix et du degré de faiblesse étatique. La présence de ressources naturelles, de clivages ethniques (pouvant mener à des demandes de sécession) et l'existence d'États voisins opposés à la paix font également partie des particularités de chaque contexte d'intervention<sup>2</sup>. Des variables comme le système

---

<sup>1</sup> Taisier M. Ali et Robert O. Matthews. 2004a. «Introduction». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 6-7.

<sup>2</sup> George Downs et Stephen J. Stedman. 2002. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of*

de l'après-guerre froide, les régimes nationaux antérieurs à l'irruption de la violence, les coûts du conflit<sup>3</sup>, l'intensité des affrontements et le degré d'autonomie des militaires vis-à-vis des civils s'ajoutent à cette liste<sup>4</sup>.

Toutefois, rares sont les recherches qui lient le rapport de forces à l'action des intervenants externes. En analysant les négociations de paix, Zartman indique qu'il faut parfois envisager la possibilité de renforcer la partie la «plus faible» pour arriver à une situation de «parité». L'asymétrie militaire est l'un des paradoxes des négociations de paix, car celles-ci ont plus de chances de réussir quand les rapports de force sont symétriques, car les négociateurs possèdent un veto. Or, les conflits armés sont rarement caractérisés par de tels équilibres<sup>5</sup>. Pour sa part, Spear conclut que les difficultés en termes de pacification dépendent de la satisfaction des parties quant aux rapports de force établis par l'accord de paix<sup>6</sup>.

En analysant la façon dont la configuration du rapport de forces détermine ce qui est possible et impossible en termes de recherche, de maintien et de construction de la paix, nous expliquons dans ce chapitre pourquoi l'acteur externe a plus de chances d'établir une paix soutenable quand il œuvre dans un contexte de moment propice à la résolution de conflits. Nous expliquerons aussi pourquoi des rapports de force radicalisés conduisent, dans le meilleur des cas, à l'établissement d'une paix précaire. Enfin, des effets d'entraînement liés au rapport de forces mixte, expliquent l'émergence d'une paix précaire ou l'irruption de nouvelles vagues de violence.

---

*Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 55-57. Voir aussi: João Gomes Porto. 2002 «*The Role of Conflict Analysis in Conflict Resolution: Reflections on International Mediation. The Case of Angola*». Thèse de doctorat. Department of Politics and International Relations. University of Kent at Canterbury, 172-174.

<sup>3</sup> Caroline Hartzell, Matthew Hoddie et Donald Rothchild. 2001. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables». *International Organization* 55 (no 1), 188.

<sup>4</sup> Joanna Spear. 1999. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues». *Civil Wars* 2 (no 2), 11.

<sup>5</sup> I. William Zartman. 1995. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 11.

<sup>6</sup> Joanna Spear. 2002. «Disarmament and Demobilization». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 151.



Notre analyse procède en trois temps. Dans la première section, nous introduisons la notion de *trajectoire de pacification*, qui nous permettra d'identifier trois sentiers de dépendance déclenchés à partir des différentes configurations du rapport de forces. Dans la deuxième section, nous procédons à une reconstruction des contributions réalisées dans les domaines du maintien et de la construction de la paix (*peacekeeping* et *peacebuilding*), en articulant notre réflexion autour du concept d'incertitude politique. Nous lierons dès lors le maintien de la paix à la réduction temporaire, exogène et relative de l'incertitude, et la construction de la paix à son endiguement endogène et permanent. Enfin, si la marge de manœuvre en termes de maintien et de construction de paix dépend de la configuration du rapport de forces, il est pertinent de se demander si l'intervenant externe possède un pouvoir d'influence (*leverage*) sur celle-ci. En d'autres termes, une tierce partie peut-elle reconfigurer le rapport de forces en faveur des modérés pour augmenter ainsi les probabilités d'aboutir à une paix soutenable?

### **1. Extrémisme, modération et trajectoires de pacification**

Nous avons défini au premier chapitre trois configurations du rapport de forces. La première est le résultat d'une distribution de ressources politiques, économiques et stratégiques avantageuse aux factions extrémistes. La deuxième donne l'avantage aux factions modérées. La troisième favorise au moins un acteur extrémiste. Dans cette section, nous établissons que les intérêts vitaux des négociateurs se traduisent en garanties de sécurité qui déterminent les risques de sabotage de la transition vers la paix. Nous l'avons indiqué en introduction, la notion de pacte nous permet de tisser des liens entre les intérêts des belligérants et les institutions sensées encadrer les choix des acteurs après la fin du conflit armé interne<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Notre approche rappelle l'argument des « modes de transition » de Karl et Schmitter (1991). Ces auteurs identifient quatre modes de changement institutionnel, c'est-à-dire par *pacte* (entente entre les élites), par *imposition* (quand une faction détient les ressources nécessaires pour imposer ses intérêts), par *réforme* (quand l'opposition armée mobilise les masses pour imposer un compromis à l'élite) et par *révolution* (quand l'opposition armée triomphe du régime en place). Bien que notre idée de *trajectoires de pacification* ne fasse pas directement allusion à cette différenciation (car,

### 1.1 *Intérêts vitaux, pactes et paix, et garanties de sécurité*

Les spécialistes en transition vers la démocratie signalent depuis longtemps que les pactes sont un moyen de renoncer à la capacité mutuelle de se porter préjudice, tout en s'assurant le respect des intérêts des négociateurs<sup>8</sup>. En d'autres termes, ils permettent de définir des règles du jeu sur la base de *garanties mutuelles* qui protègent les *intérêts vitaux* des acteurs politiques les plus importants. Mais encore faut-il définir quels sont ces «intérêts vitaux» et comment les garanties mutuelles peuvent les protéger?

Ici, des auteurs comme Wood distinguent les *garanties externes* des *garanties internes*. Les premières réfèrent aux actions et instruments des tierces parties visant à faire respecter les accords (*third-party* ou *outside guarantees*)<sup>9</sup>. Elles permettent aux belligérants de réaliser l'impensable – soit de démobiliser et de désarmer, c'est-à-dire de renoncer au seul moyen mis à leur disposition pour garantir leur sécurité<sup>10</sup>. Puisque nous relierons les garanties externes à l'action de tierces parties, nous y reviendrons dans la section 2.2, au moment d'étudier le maintien et la construction de la paix. Entre-temps, concentrons-nous sur les *garanties internes*, qui réfèrent aux règles qui encadreront le jeu politique après la fin du conflit. On les définit souvent comme des cautions militaires et politiques que les parties s'engagent à respecter pour maintenir la paix, et qui peuvent

---

comme nous l'avons indiqué en introduction, nous nous intéressons exclusivement aux transitions par pacte), notre démarche se base, comme celle de Karl et Schmitter, sur l'idée que les choix des acteurs répondent à et sont conditionnés par des éléments qui leur sont externes. La principale différence entre cette perspective et la nôtre découle du fait que Karl et Schmitter réfèrent à des structures socio-économiques et à des institutions déjà existantes comme déterminants de ce qui est possible et impossible en termes de processus de démocratisation. Pour nous, ce sont les rapports de force qui, en l'absence d'institutions sociales, déterminent la marge de manœuvre des acteurs. L'élément qui définit donc la trajectoire de changement est l'allocation de ressources économiques, politiques et militaires au moment de son déclenchement. Pour une explication des *modes de transition*, voir: Terry L. Karl et Philippe C. Schmitter. 1991. «Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe». *International Social Science Review* (mai).

<sup>8</sup> *Id.*; Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1988. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*. Buenos Aires, Barcelona et México D.F.: Editorial Paidós, 280.

<sup>9</sup> Elizabeth Jean Wood. 1999. «Civil War Settlement: Modeling the Bases of Compromise». Communication, American Political Science Association, Atlanta, 2 au 5 Septembre (texte photocopié), 2-3.

<sup>10</sup> Barbara F. Walter. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization* 51 (no 3), 336.

prendre la forme de garanties d'accès au pouvoir<sup>11</sup>. Ces garanties sont en fait des *garanties consociationnistes* qui peuvent être différenciées de ce que nous appelons des *garanties polyarchiques*.

### 1.1.1 *Garanties internes: partage de pouvoir et paix précaire*

Les garanties de partage de pouvoir sont associées aux pactes *consociationnistes* ou «fondateurs»<sup>12</sup>. Du point de vue des théoriciens des transitions vers la démocratie, ce type d'accord règle des questions comme l'encadrement du jeu électoral et établit un contrat social entre l'État, les entrepreneurs et les syndicats. Les pactes fondateurs «... serve to ensure survivability because, despite their inclusionary nature, they are also and simultaneously aimed at restricting the scope of representation in order to reassure traditional dominant classes that their vital interests will be respected<sup>13</sup>». Un pacte *consociationniste* peut ainsi réduire le nombre de joueurs acceptés ou diminuer la quantité d'options politiques disponibles pour l'électorat<sup>14</sup>.

Du point de vue des théoriciens de la résolution de conflits, ces pactes rassurent les belligérants de quatre façons. Premièrement, ils favorisent la distribution du pouvoir, en se basant sur le principe de représentation proportionnelle sur les plans électoral, administratif et exécutif. Deuxièmement, ils peuvent mettre en place des systèmes d'autonomie territoriale, en créant des

---

<sup>11</sup> La majorité des études de cas portant sur les garanties internes renvoient spécifiquement à des ententes de partage de pouvoir. Par exemple, Rothchild (2002) réfère, entre autres, à l'accord d'Abuja qui a permis à cinq chefs miliciens libériens d'établir un cabinet présidentiel collectif. Voir: Donald Rothchild. 2002. «Settlement Terms and Postagreement Stability». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 124-125.

<sup>12</sup> Karl et Schmitter. «Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe».

<sup>13</sup> *Ibid.*, 281.

<sup>14</sup> Le monopole des canaux de représentation politique dans les mains des Parti Libéral et Conservateur dans la Colombie du Front National (1958-1982) illustre bien le premier cas. Entre-temps, les partis politiques traditionnels vénézuéliens, *l'Acción Democrática* (Action démocratique, AD) et le *Comité de Organización Política Electoral Independiente* (Comité d'organisation électorale indépendant, COPEI) ont accepté d'appliquer le même programme économique au moment de signer le *Pacto de Punto Fijo* (1957), ce qui illustre l'absence de choix réel pour l'électorat de 1957 à 1998. Pour une discussion théorique, voir: Karl et Schmitter. «Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe», 281; Matthew Hoddie et Caroline Hartzell. 2005. «Power Sharing in Peace Settlements: Initiating the Transition from Civil War». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 83.

systèmes fédéraux ou en autorisant des modalités spécifiques d'autonomie applicables à certaines régions, toujours dans le but d'assurer aux représentants de certains groupes un accès permanent au pouvoir. Troisièmement, les belligérants peuvent négocier une participation dans les corps de sécurité de l'État. Finalement, des ententes spécifiques peuvent fixer la façon de distribuer les ressources économiques de l'État<sup>15</sup>.

Ainsi définies, les garanties internes sont des polices d'assurances, des armes institutionnelles (*institutional weapons*)<sup>16</sup> pour assurer le respect des règles et pour que les belligérants puissent défendre leurs intérêts par leurs propres moyens, au besoin. On conclut, toujours dans cette perspective, qu'avec plus de garanties, il y a plus de probabilités que la paix obtenue soit «durable»:

*The more extensive the network of power-sharing institutions contending parties agree to create, the less likely they are to return to the use of armed violence to settle disputes. Because the security concerns produced by civil war are diverse, the power-sharing institutions designed to address safety concerns should be multidimensional rather than focused solely on political decision-making. Security concerns are addressed more effectively and peace has a greater probability of proving durable if power sharing is also required among former antagonists in terms of the territorial, military, and economic dimensions of state power<sup>17</sup>.*

La pertinence pratique de tels régimes, en tant que formule institutionnelle pour favoriser la gestion pacifique de conflits dans des sociétés qui sortent d'un conflit armé interne est toutefois contestée<sup>18</sup>. Par exemple, l'efficacité de l'autonomie territoriale est remise en question. Même si, à court terme, elle réduit les probabilités de rupture d'un accord de paix de 96 pour cent<sup>19</sup>, notamment en limitant l'autorité du centre politique vis-à-vis du pouvoir des régions et en

<sup>15</sup> Caroline Hartzell et Matthew Hoddie. 2003. «Institutionalizing Peace: Power Sharing and Post-Civil War Conflict Management». *American Journal of Political Science* 47 (no 2), 320.

<sup>16</sup> Donald Rothchild et Philip G. Roeder. 2005. «Power Sharing as an Impediment to Peace and Democracy». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 37.

<sup>17</sup> Hartzell et Hoddie. «Institutionalizing Peace: Power Sharing and Post-Civil War Conflict Management», 330.

<sup>18</sup> Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1).

<sup>19</sup> Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 199-200.

équilibrant les rapports de force entre les groupes: «... After about ten years [...] negotiated agreements to civil wars with a territorial autonomy provision did not ensure the success of an agreement any more than those negotiated agreements that lacked a territorial autonomy provision<sup>20</sup>.» On indique également qu'à long terme, ces garanties peuvent «... reifying old group identities, displaying a lack of responsiveness to changing social concerns, and failing to adjust to the shifting demographic patterns of their society<sup>21</sup>».

En fait, les ententes pour instaurer des régimes de partage de pouvoir favorisent la consolidation de ce qu'O'Donnell et Schmitter appellent des *cartels d'élites* (*cartel of party elites*), qui donnent lieu à l'établissement de *democraduras* (des «démocraties dures»), c'est-à-dire des régimes hybrides caractérisés par

*An electoral law that discriminates against «unwelcome voters and/or unwilling parties»; a party finance arrangement that privileges contracting parties; a distribution of parliamentary districts and seats that protects the representation of minority members to the pact; a formula for apportioning public positions and budgets that ensures an «equitable» division of spoils; a restrictive political agenda that guarantees the essential interests of supporters; a suprapartisan arrangement that deals with military affairs; and, finally, a commitment for some period to resolve conflicts arising from the operation of the pact by renegotiating its terms, not by resorting to the mobilization of outsiders or the elimination of insiders<sup>22</sup>.*

En garantissant l'accès au pouvoir des belligérants qui définissent leur survie en termes d'accès permanent au pouvoir (c'est-à-dire des extrémistes), les pactes consociationnistes favorisent l'institutionnalisation d'une «paix» très spécifique – celle de G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>, qui cherchent à assurer leur pérennité dans le futur régime. Cette paix ne contribue pas à diminuer l'incertitude sur la scène politique. Les camisoles de force consociationnistes agissent comme polices d'assurances basées sur l'idée que les compromis peuvent en tout temps ne pas être honorés,

<sup>20</sup> Rothchild. «Settlement Terms and Postagreement Stability», 127. Voir aussi: David A. Lake et Donald Rothchild. 2005. «Territorial Decentralization and Civil War Settlements». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press.

<sup>21</sup> Rothchild. «Settlement Terms and Postagreement Stability», 118.

<sup>22</sup> Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 41.

d'où la nécessité de garder l'accès au pouvoir. En d'autres termes, elles n'institutionnalisent pas l'incertitude mais la méfiance et l'absence de crédibilité des engagements entre les parties<sup>23</sup>. Enfin, elles établissent des institutions inflexibles et difficilement adaptables au changement, ce qui peut devenir source de conflit: «... when group demographics, internal and external military alliances, and economic opportunities shift, the bargaining relationship is not likely to remain a static one<sup>24</sup>».

Or, ce type de pacte n'est pas la seule façon de tenter de résoudre un conflit armé interne. Si, comme l'indique Rothchild, les règles du jeu établies par l'accord reflètent les rapports de force pendant la phase de négociation<sup>25</sup>, nous ne pouvons que conclure que les ententes consociationnistes ne sont qu'un des résultats possibles parmi les trois configurations du rapport de forces. Sur ce point, Przeworski identifie un autre type d'entente, qu'il nomme des *pactes institutionnels*<sup>26</sup>, et qui ouvre la voie à l'instauration de régimes plus proches de l'idéaltype polyarchique.

### 1.1.2 Garanties internes: polyarchie et paix soutenable

Les différences entre les pactes consociationnistes et les pactes polyarchiques peuvent être résumées de la façon suivante:

*While institutional pacts establish the rules of the game and leave the rest to competition, these are substantive pacts, intended to remove major policy issues from the competitive process. Such pacts are offered as necessary to protect the democratic institutions, but the danger is that they become cartels of incumbents against contenders: cartels that restrict competition, bar access, and distribute benefits of political power among the insiders [...]. Yet, conflicts of values and of interests are inherent in all societies. Democracy is needed precisely because we cannot agree<sup>27</sup>.*

Dans la logique des pactes polyarchiques, ce qui importe n'est pas de savoir quelles institutions éviteront les conflits entre les acteurs, mais quelles

<sup>23</sup> Rothchild et Roeder. «Power Sharing as an Impediment to Peace and Democracy», 29.

<sup>24</sup> Rothchild. «Settlement Terms and Postagreement Stability», 124.

<sup>25</sup> *Id.*

<sup>26</sup> Adam Przeworski. 1992. «The Games of Transition». Dans S. Mainwaring, G. O'Donnell et J. S. Valenzuela, dir., *Issues in Democratic Consolidation: The New South American Democracies in Comparative Perspective*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 125.

<sup>27</sup> *Ibid.*, 125-126.

garanties leur permettent de s'accorder sur le fait qu'ils ne peuvent pas s'entendre. Si on parvient à un accord à cet égard, il est possible de mettre en place des règles qui permettent de gérer constamment les conflits inhérents à toute société pluraliste. Les garanties polyarchiques se basent sur le troc que nous avons mentionné au chapitre précédent et qui est possible seulement entre des acteurs modérés:  $G_M$  s'engage à agir comme  $O_M$  s'il perd les élections, alors que  $O_M$  s'engage à agir comme  $G_M$  s'il gagne. Rappelons que ce troc produit un affaiblissement des extrémistes et, par le fait même, une réduction de l'incertitude.  $G_E$  n'a plus besoin de réprimer parce qu' $O_E$  est supprimée, et  $O_E$  n'a plus besoin de se révolter parce que  $G_E$  ne réprime plus. Rappelons aussi que pour diminuer l'incertitude, le pacte doit nécessairement être

*comprehensive and inclusive of virtually all significant actors. Because pacts are negotiated compromises in which contending forces agree to forego their capacity to arm each other by extending guarantees no to threaten each other's vital interest, they are only successful when they include all potentially threatening interest<sup>28</sup>.*

Or, deux garanties concrètes sont nécessaires pour permettre cet échange:

- (1) G doit obtenir l'assurance que O va désarmer. Pour que cela soit possible, O doit obtenir la garantie qu'elle pourra éventuellement devenir G, ce qui implique qu'elle doit pouvoir se transformer en parti politique;
- (2) O doit obtenir l'assurance que G ne va pas tenter de la détruire une fois qu'elle sera désarmée, ce qui implique une réforme des appareils de sécurité de G. Cela garantit leur neutralité, quelle que soit la position (gagnant ou perdant) des belligérants à l'avenir.

### 1.1.3 Garanties internes et rapport de forces mixte

Si les divergences relatives à la définition *d'intérêt vital* expliquent pourquoi les rapports avantageux à  $G_E$  et  $O_E$  ont tendance à mener vers des régimes de partage de pouvoir, alors que les moments propices ouvrent la voie à l'établissement de polyarchies, on peut alors saisir pourquoi les pactes signés

---

<sup>28</sup> Karl et Schmitter. «Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe», 281.

entre des extrémistes et des modérés sont moins susceptibles d'aboutir à une paix soutenable.

Si *l'intérêt vital* de  $G_E$  ou  $O_E$  est d'assurer leur accès au pouvoir, alors que celui de  $G_M$  ou  $O_M$  est de garantir leur survie en tant que gouvernement ou comme opposition civile, une entente est possible seulement si l'extrémiste obtient cet accès. Dans un tel cas, le modéré n'est pas nécessairement placé en situation de perdant, mais il lui est désormais impossible de devenir gagnant. Et même s'il obtient une victoire électorale, il sera contraint par l'extrémiste. Cela n'implique pas nécessairement un retour à la guerre, mais ne suppose certainement pas une paix soutenable.

Par contre, si cet accès au pouvoir empêche le modéré de prendre la tête de  $G$ , les coûts associés au statut de perdant permanent du jeu politique peuvent l'inciter à rompre le pacte. Rappelons-le, un modéré peut choisir l'affrontement s'il se voit imposer unilatéralement des règles du jeu jugées inacceptables. Dans une telle situation, nous sommes clairement aux portes de l'irruption de nouvelles vagues de violence. Enfin, si l'extrémiste offre des garanties de survie au modéré, mais décide de profiter de la situation de vulnérabilité stratégique de l'adversaire causée par le désarmement, il peut frapper militairement pour le détruire et assurer ainsi sa pérennité politique. L'accord de paix aura donc servi à  $G_E$  ou à  $O_E$  à atteindre la victoire militaire<sup>29</sup>.

## 1.2 *Garanties internes de sécurité, pactes de paix et risques de sabotage*

Toute entente de paix, en tant que pacte, produit des gagnants et des perdants. Sur ce point, les chercheurs qui s'intéressent aux obstacles à la mise en vigueur des accords de paix ont identifié des «saboteurs», c'est-à-dire des acteurs qui émergent *après* la signature d'un accord de paix et qui ont pour but de le faire dérailler<sup>30</sup>. Selon Stedman, ce type d'acteurs émerge «... only were there is a *peace process* to undermine, that is, after at least two parties have committed

<sup>29</sup> Nous avons indiqué en introduction qu'une pacification par le haut n'est pas susceptible de mener à une paix soutenable.

<sup>30</sup> Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2).



themselves publicly to a pact or have signed a comprehensive agreement<sup>31</sup>». Or, puisque nous définissons un processus de pacification comme un changement politique allant de (t) à (t + 2), et non seulement de (t + 1) à (t + 2), nous proposons d'étendre cette définition de «saboteur» à l'ensemble de la transition de la guerre vers la paix. Rappelons-le, (t) signale le début d'un processus menant à des négociations de paix; (t + 1) survient au moment de la signature d'un pacte; enfin (t + 2) correspond à l'entrée en vigueur des règles négociées.

La typologie de saboteurs présentée par Stedman se base sur deux critères, l'un concernant leur participation au pacte, l'autre relié à leurs objectifs. Par rapport au premier, l'auteur différencie les saboteurs *internes* (signataires ou *insiders*) des saboteurs *externes* (exclus du pacte ou *outsiders*)<sup>32</sup>. Dans sa définition originale, tout signataire d'un accord qui décide de ne pas honorer ses engagements est un saboteur interne. Le saboteur externe, quant à lui, tente de bloquer la mise en vigueur d'une entente. L'exclusion d'une table de négociation est très coûteuse, car elle limite l'influence sur le processus de prise de décisions et l'accès à l'information des exclus, diminuant ainsi la capacité de défendre des intérêts à l'avenir<sup>33</sup>. De plus, «... being excluded from the seats of influence at the political center also creates suspicion of aggressive intentions on the part of adversary interests, whether justifiably or not<sup>34</sup>».

Ces arguments sont valides non seulement pour la période allant de (t + 1) à (t + 2), mais aussi de (t) à (t + 1). Pendant la période de négociations, le saboteur

<sup>31</sup> Notre italique. *Ibid.*, 7.

<sup>32</sup> Le non-respect des Accords d'Arusha par le président Juvenal Habyarimana et le refus des Khmers Rouges de démobiliser et de reconnaître les élections d'après les termes des Accords de Paris en représentent des exemples. Par contre, les actes de génocide commis par le Comité de défense de la révolution (CDR) au Rwanda, pour éviter la mise en œuvre des accords d'Arusha illustrent l'action de *saboteurs externes*. Voir: *Ibid.*, 8.

<sup>33</sup> *Ibid.*, 8-9.

<sup>34</sup> Par exemple, au moment de la légalisation de l'ANC, en Afrique du Sud (février 1990), l'organisation (légale) d'opposition la plus importante de l'Afrique du Sud est *Inkatha*. Or, l'arrivée sur la scène politique légale de l'ANC draine les appuis du *Inkatha Freedom Party*. L'escalade rhétorique – le parti tente de retenir son appui –, est en venue à remettre en question la légitimité de l'ANC. Pour l'argument théorique, voir: Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 186. Pour le cas sud-africain, voir: I. William Zartman. 1995c. «Negotiating the South African Conflict». Dans I. W. Zartman, dir., *Evasive Peace: Negotiating an End to Civil Wars 1995-1996*. Washington D.C.: Brookings Institution, 158-159.

interne est le négociateur assis à la table qui tente par tous les moyens de ne pas négocier. Dans ces circonstances, le sabotage peut prendre la forme de réunions reprogrammées ou annulées, d'entretiens entre des délégués non représentatifs ou sans pouvoir de décision, de rencontres portant sur des futilités ou de trocs qui excluent des acteurs clés<sup>35</sup>. Au chapitre 5, nous identifierons une modalité spécifique de négociations de paix, qui consiste à tenter de faire approuver unilatéralement des réformes constitutionnelles qui font l'objet de discussion à la table de négociation. L'exclu, pour sa part, utilise les mêmes tactiques de sabotage, avant ou après la signature du pacte. Celles-ci incluent des coups militaires, des menaces de coup d'État, des assassinats de dirigeants politiques, etc. D'un point de vue général, notre argument consiste à affirmer que si le saboteur n'atteint pas ses objectifs entre (t) et (t + 1), il tentera tout simplement de les obtenir entre (t + 1) et (t + 2).

En ce qui a trait aux buts, le deuxième critère de la typologie de Stedman, on distingue les *saboteurs totaux* de ceux *limités* et *avidés*<sup>36</sup>. Alors que le saboteur total ne peut pas être «accommodé» dans le processus de paix, en raison de son opposition viscérale à la résolution du conflit, le saboteur limité peut coopérer, si on lui garantit la protection de ses *intérêts vitaux*. Quant au saboteur avide, il peut être «contrôlé» en accédant à certaines de ses demandes, tout en faisant augmenter les coûts associés à toute nouvelle exigence<sup>37</sup>. Cette typologie est limitée parce qu'elle relie la «nature» du saboteur à ses choix stratégiques. Or, nous avons démontré au chapitre précédent que la séparation de ces deux éléments permet d'identifier des extrémistes qui concilient et des modérés qui confrontent. Dans les mots de Zahar, «... there is no theoretical a priori reason

---

<sup>35</sup> Les caractéristiques contraires, c'est-à-dire des négociations sur des éléments clés du conflit, qui se déroulent comme prévu, entre des représentants des élites armées les plus importantes définissent la *négociation de paix à succès* de Barbara Walter. Voir: Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 127.

<sup>36</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 11.

<sup>37</sup> *Id.*

why insiders would necessarily be favorable to peace and outsiders opposed to it<sup>38</sup>».

En tissant des liens avec la discussion sur les *garanties consociationnistes* et *polyarchiques*, nous établissons trois propositions qui nous permettent d'aborder la question des risques de sabotage en relation avec la configuration du rapport de forces:

- (1) Qui dit négociation de paix entre  $G_E$  et  $O_E$ , dit établissement de garanties consociationnistes et exclusion de  $G_M$  et  $O_M$  du processus;
- (2) Qui dit négociation entre  $G_M$  et  $O_M$ , dit établissement de garanties polyarchiques et exclusion de  $G_E$  et  $O_E$  du processus;
- (3) Qui dit négociation de paix entre un extrémiste et un modéré ( $G_M$  et  $O_E$ , ou encore  $G_E$  et  $O_M$ ), dit exclusion d'au moins une faction extrémiste et d'une autre modérée.

### 1.2.1 *Garanties consociationnistes et risques de sabotage*

Les garanties consociationnistes assurent aux négociateurs l'accès permanent au pouvoir en reléguant les exclus au statut permanent de «perdant», en raison des contraintes établies à l'accession au pouvoir pour ceux qui n'ont pas participé au pacte. Mais si les extrémistes négocient, avons-nous déjà indiqué, les modérés sont probablement exclus. Dans de telles conditions, les modérés percevront probablement qu'ils auront de fortes chances de se retrouver dans une situation désavantageuse à l'avenir. Ces prévisions, jointes à leur exclusion du processus, incitent au recours aux armes, soit pour forcer une renégociation du pacte soit pour le faire dérailler<sup>39</sup>. Rappelons-le, la violence «... is a strategy used

<sup>38</sup> Marie-Joëlle Zahar. 2006a. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period». Dans J. Darby, dir., *Violence and Reconstruction*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 38.

<sup>39</sup> Les acteurs modérés peuvent choisir la confrontation dès que les coûts du *statu quo* s'avèrent plus importants que l'incertitude associée aux armes. Dans le cas spécifique de la mise en place d'un accord de paix, ce choix se base non sur les coûts *présents* du régime en place, mais sur les coûts *prévus* si les règles du jeu entrent en vigueur. À cet égard, notre logique se rapproche du modèle de Lake et Rothchild (1996), selon lequel la peur face à la possibilité de devenir une victime peut favoriser le déclenchement des hostilités. Voir: David A. Lake et Donald Rothchild.

by actors seeking both voice (inclusion in or renegotiation of the peace agreement) and exit (disruption of peace). Other nonviolent strategies available to actors include participation in the political process and disengagement from that process<sup>40</sup>.» En d'autres termes, les pactes consociationnistes sont vulnérables au sabotage externe des modérés parce que les termes des accords désavantagent les *outsiders*:

*It is easy to imagine why parties would willingly submit to elections in situations where they might benefit from winning in the future, where they will not be maltreated if they lose, and where it would be costly to subvert the system. Under these conditions, they have every incentive to cooperate. But what if elections and institutions could promise none of these things? What if the losers of the first postwar election could not count on another opportunity to regain power? What if not limits were set on what the winning party could do once elected? Most important, what if a loss in the first election could be permanent<sup>41</sup>?*

Les pactes consociationnistes sont également vulnérables au sabotage interne des extrémistes. Rappelons-le, les pactes entre G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub> sont des compromis entre des acteurs peu sensibles à l'incertitude, qui définissent leur survie en termes d'accès au pouvoir politique, et qui éprouvent des difficultés à changer de stratégie. Dès que l'entente ne servira plus leurs intérêts ou dès que «sortir» du pacte sera plus bénéfique, G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub> n'hésiteront pas à le saboter. Voilà pourquoi ces pactes sont fragiles. Voilà également pourquoi une configuration radicalisée du rapport de forces produit, dans le meilleur des cas, une paix précaire, même si les probabilités de retour à la guerre sont importantes et réelles.

### 1.2.2 Garanties polyarchiques et risques de sabotage

Les garanties polyarchiques éliminent la possibilité d'utiliser les armes pour défendre des intérêts, ce qui fait diminuer l'incertitude politique. Or, cette règle place le pacte en collision directe avec les extrémistes, car elle implique leur désarmement. Pour ces raisons, les pactes signés par des modérés sont:

---

1996. «Containing Fear. The Origins and Management of Ethnic Conflict». *International Security* 21 (no 2).

<sup>40</sup> Zahar. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period», 48.

<sup>41</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 140.

- (1) Susceptibles de mener à une paix soutenable, où les acteurs acceptés en tant que joueurs valides renoncent à l'utilisation de la violence pour faire avancer leurs intérêts;
- (2) Peu vulnérables au sabotage interne, car une rupture du processus peut jeter le pays dans l'incertitude. Or, les signataires y sont sensibles;
- (3) Plus vulnérables au sabotage externe des extrémistes, exclus d'un processus qui vise à les désarmer et à les assujettir à des institutions qu'ils n'ont pas négociées.

C'est précisément parce que les trajectoires déclenchées à partir de moments propices à la résolution de conflits ont le potentiel d'aboutir à une paix soutenable, mais sont plus vulnérables au sabotage des extrémistes, que l'intervention d'une tierce partie peut être vitale. Nous y reviendrons.

### *1.2.3 Rapport de forces mixte et risques de sabotage*

Les processus de paix déclenchés à partir d'un rapport de forces mixte atteignent leur paroxysme en termes de risques de sabotage. D'une part, ils sont vulnérables aux sabotages internes tant de la part de l'acteur extrémiste que du modéré. Le premier n'est pas contraint par l'aversion à l'incertitude, ce qui rend plus facile sa «sortie» du processus; quant au modéré, il peut prévoir de se retrouver dans une situation peu avantageuse à l'avenir, ce qui l'invite à s'éloigner du processus. En bref, si les termes du pacte sont respectés, le modéré peut décider de le saboter, non parce qu'il ne favorise pas une solution négociée au conflit armé, mais parce que l'entrée en vigueur de *cet* ensemble particulier de règles du jeu peut s'avérer trop coûteuse<sup>42</sup>. D'autre part, les extrémistes et modérés exclus du processus peuvent aussi tenter de le faire dérailler: les modérés exclus cherchent à être inclus et les extrémistes à bloquer toute menace à leurs intérêts vitaux. Le nombre d'incitateurs au sabotage explique pourquoi le retour à la guerre est probable dans une telle configuration du rapport de forces.

---

<sup>42</sup> Zahar développe une idée similaire. Voir: Zahar. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period», 39.

### 1.3 Conclusion: trajectoires de pacification

L'ajout d'une nouvelle catégorie de garanties internes nous permet, comme nous le démontrerons au chapitre 4, d'élaborer des analyses comparées de pactes de paix, ce qui permet de mieux comprendre pourquoi certains accords aboutissent à des paix soutenables, alors que d'autres se terminent par des paix précaires ou par l'irruption de nouvelles vagues de violence. Cette approche ne contredit pas les contributions des chercheurs intéressés à l'étude des saboteurs. Elle se base sur la définition originale qui les présente comme des «... leaders and parties who believe that peace emerging from negotiations threatens their power, worldview, and interests, and use violence to undermine attempts to achieve it<sup>43</sup>».

Toutefois, notre approche permet de proposer des pistes de solution à deux des critiques adressées à ces études. D'une part, il est impossible d'identifier les saboteurs *avant* qu'ils agissent. Ici, Downs et Stedman répondent qu'il est possible de prévenir le sabotage en «... attempting to gauge whether prospective implementers judged that they are likely to face violent challenges during implementation<sup>44</sup>». Nous ajoutons que l'analyse de la configuration du rapport de forces permet de déterminer les risques de sabotage, non seulement après la signature de l'accord de paix, mais aussi pendant la phase de négociation. D'autre part, Downs et Stedman indiquent qu'une des critiques adressées à l'étude des saboteurs est que «... potential spoilers are always present and whether an actor actually engages in spoiling behavior depends on the existence of a special opportunity structure<sup>45</sup>». Ils répondent qu'il existe «... some evidence that this is at least partially the case<sup>46</sup>». Encore une fois, l'analyse de la configuration du rapport de forces est utile pour caractériser cette «structure d'opportunité». Que des acteurs sont exclus ou inclus du processus, ou qu'ils utilisent la violence avant ou après la signature du pacte, tout cela relève de cas particuliers. Ce qui importe

---

<sup>43</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 5.

<sup>44</sup> Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation», 56.

<sup>45</sup> *Id.*

<sup>46</sup> *Id.*

est de savoir qui est extrémiste et qui est modéré, et qui détient les ressources pour faire avancer ses intérêts<sup>47</sup>?

Le tableau III de la page 121 résume l'ensemble des considérations élaborées jusqu'à présent, et identifie les enjeux auxquels peut faire face l'intervenant externe au moment (t). Soulignons que si au moment (t) les obstacles et occasions de paix dépendent de la configuration du rapport de forces, deux questions doivent être traitées:

- (1) Quels instruments sont à la disposition de l'intervenant externe pour tenter d'éviter, d'abord, l'irruption de nouvelles vagues et violence et, ensuite, pour manœuvrer vers la paix soutenable?
- (2) L'intervenant externe est-t-il capable de reconfigurer le rapport de forces pour donner l'avantage aux modérés?

Nous aborderons ces interrogations dans la prochaine section. Nous serons alors en mesure de proposer une réponse à la question: pourquoi certaines interventions internationales aboutissent-elles à des paix soutenables, alors que d'autres se terminent par une paix précaire ou par l'irruption de nouvelles vagues de violence?

---

<sup>47</sup> Concernant les saboteurs avides, Stedman indique qu'ils « ... *may* have limited goals that expand *when* faced with low cost and risk; *alternatively*, it *may* have total goals that contract *when* faced with high costs and risks ». Le problème concernant la définition des saboteurs avides peut être résumé de la façon suivante: si saboter est dans l'intérêt du saboteur limité, alors cet acte se justifie seulement s'il lui permet d'atteindre son objectif. Mais quel est cet intérêt? Un saboteur limité *pourrait être* un acteur insensible à l'incertitude, qui associe des coûts et risques minimes au fait de saboter le processus, ou un acteur sensible, qui décide de saboter quand le pacte est trop coûteux et risqué pour lui. Cela invite à traiter ce type d'acteur au cas par cas, en tentant de déterminer, à travers l'utilisation des indicateurs réunis dans le tableau II. du chapitre précédent, qui est extrémiste et qui est modéré. Il devient dès lors possible de saisir les raisons pouvant justifier les actes de sabotage. Voir: Stedman. «*Spoiler Problems in Peace Processes*», 11 (nos italiques).

**Tableau III**  
**Trajectoires de pacification (selon la configuration du rapport de forces)**

	Rapport de forces radicalisé	Moments propices à la résolution de conflits	Rapport de forces mixte
<b>Négociateurs</b>	G <sub>E</sub> et O <sub>E</sub>	G <sub>M</sub> et O <sub>M</sub>	G <sub>M</sub> et O <sub>E</sub> ou G <sub>E</sub> et O <sub>M</sub>
<b>Intérêts vitaux</b>	Assurer la survie (accès au pouvoir)	Assurer la survie (en tant que G ou O)	Effet d'entraînement possible
<b>Disposition à signer un accord</b>	Quand l'accès au pouvoir est garanti	Quand la contestation et la participation sont garanties pour O	Effet d'entraînement possible
<b>Garanties internes</b>	Moyens militaires mis à la disposition des acteurs.	Neutralité de l'armée de G	Indéterminé
	Accès au pouvoir des partis avec des moyens militaires <sup>(*)</sup>	Conversion de O en parti civil et de l'armée de G	Indéterminé
	Représentation proportionnelle	Élections honnêtes	Indéterminé
	Pouvoir de veto	Imputabilité <sup>(**)</sup>	Indéterminé
<b>Type de pacte</b>	Consociationniste	Polyarchique	Indéterminé
<b>Risques de sabotage interne</b>	Risque élevé	Moins vulnérable	Vulnérable au sabotage des signataires extrémistes et modérés
<b>Risques de sabotage externe</b>	Vulnérable aux modérés (exclus)	Vulnérable aux extrémistes (exclus)	Vulnérable au sabotage des extrémistes et modérés (exclus)
<b>Potentialité en termes de paix</b>	Précaire	Soutenable	Précaire

<sup>(\*)</sup> Le contrôle de ministères clés, la division de l'armée et le contrôle territorial des milices sont cités par Walter comme des garanties de partage de pouvoir destinées à rassurer les signataires d'un pacte. Voir: Barbara F. Walter, "Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace," *International Security*, vol. 24, no 1, été 1999, p. 143.

<sup>(\*\*)</sup> Nous expliquons l'importance de cet élément dans la section 2.1.



## 2. Institutions, incertitude et transitions à partir de conflits armés internes

Les spécialistes en relations internationales ont constaté que les conflits armés internes sont moins récurrents dans les régimes démocratiques que dans les régimes autoritaires. De plus, si la violence politique éclate dans un contexte démocratique, elle tend à durer moins longtemps<sup>48</sup>. Pour cette raison, depuis la fin de la guerre froide, la «communauté internationale» cherche à établir des paix soutenables, basées sur des règles du jeu démocratiques, là où elle est appelée à intervenir<sup>49</sup>;

*Post-Cold War peacebuilding [...] encourages post-conflict governments and societies to rebuild along democratic lines – to adopt democratic institutions and democratic standards of openness and transparency; to establish civilian control over the military; to encourage market economies; to actively reform police organizations and judiciaries; to educate the public about the rights before such institutions; and to ensure the protection of fundamental human rights and freedoms<sup>50</sup>.*

Pourtant, dans le domaine de la résolution de conflits, rares sont les recherches qui expliquent pourquoi les institutions polyarchiques réduisent l'incertitude politique en institutionnalisant les conflits<sup>51</sup>. La stabilité, indique

<sup>48</sup> Mark Krain et Marissa Edson Myers. 1997. «Democracy and Civil War: a Note on the Democratic Peace Proposition». *International Interactions* 23 (no 1).

<sup>49</sup> Mark Peceny et William Stanley. 2001. «Liberal Social Reconstruction and the Resolution of Civil Wars in Central America». *International Organization* 55 (no 1), 153; Tonya L. Putnam. 2002. «Human Rights and Sustainable Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 244; Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans dir., ; Stephen John Stedman. 1996. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict». Dans M. E. Brown, dir., *The International Dimensions of Internal Conflict*. Cambridge et Londres: The MIT Press.

<sup>50</sup> Putnam. «Human Rights and Sustainable Peace», 244.

<sup>51</sup> L'institutionnalisation, indique Huntington, est «... the 'process by which organizations and procedures acquire value and stability». Plus concrètement, il s'agit d'un processus «by which rules and procedures come to be widely known, accepted, complied with, and expected to endure, often to the point of being "taken-for-granted" [...]. It allows individual actors to "go about the everyday process of making exchanges without having to think out exactly the terms of an exchange at each point and in each instance" (North, 1990: 83). Thus, actors often comply with institutionalized rules without evaluating the immediate costs and benefits of such compliance (Zucker, 1977: 728) [...] In an institutionalized context, actors develop stable expectations about how others will behave, which lengthens over time horizons, enhances mutual trust, and facilitates cooperation (O'Donnell, 1994: 57-59)». Cette définition, indique Levitzky, se base sur les contributions théoriques de Jepperson (1991), North (1990), O'Donnell (1994), et Zucker (1977). Voir: Steven Levitsky. 2005. «Crisis and Renovation: Institutional Weakness and the Transformation of Argentina Peronism, 1983-2003». Dans S. Levitsky et M. V. Murillo, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. University Park (Pennsylvania): The

O'Donnell, est liée aux institutions polyarchiques parce que ces dernières créent des canaux de représentation, stabilisent les attentes des acteurs politiques (concernant les comportements probables de leurs adversaires) et permettent de réaliser des prévisions à long terme<sup>52</sup>.

### 2.1 *L'imputabilité des dirigeants*

En analysant les aboutissements des transitions démocratiques latino-américaines des années 1980, O'Donnell identifie des *démocraties déléгатives*, c'est-à-dire des régimes hybrides qui diffèrent des démocraties représentatives en termes de mécanismes d'imputabilité des élus (*accountability*)<sup>53</sup>. La démocratie libérale, ou polyarchie, souligne l'auteur, inclut une série de poids et de contrepoids (*check and balance*) qui rend les dirigeants responsables. Quand ils doivent rendre des comptes à d'autres détenteurs de pouvoir, on parle de «imputabilité horizontale» (*horizontal accountability*). Quand ils doivent rendre des comptes aux électeurs, on parle d'imputabilité verticale (*vertical accountability*)<sup>54</sup>. Les «démocraties déléгатives» (c'est-à-dire qui «délèguent le pouvoir à des dirigeants qui ne sont obligés de rendre des comptes qu'aux électeurs) sont faibles en mécanismes d'imputabilité horizontale<sup>55</sup>.

Entre-temps, l'univers institutionnel consociationniste est caractérisé par un système de droits assignés sur la base des identités collectives des belligérants, selon les garanties internes telles que la représentation proportionnelle, le pouvoir

---

Pennsylvania State University Press, 182. Voir aussi, Samuel P. Huntington. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Haven: Yale University Press, 12.

<sup>52</sup> Guillermo O'Donnell. 1994. «Delegative Democracies». *Journal of Democracy* 5 (no 1), 55-59.

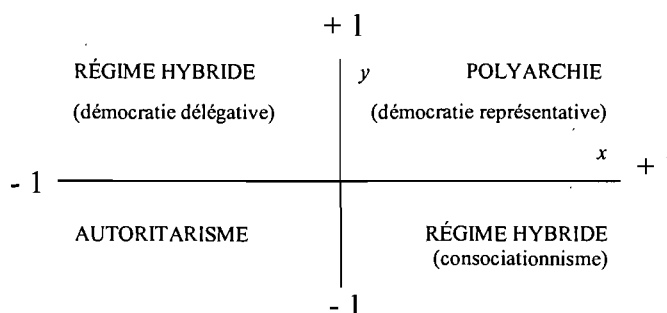
<sup>53</sup> Nous définissons l'imputabilité comme le fait que les dirigeants sont dans l'obligation de répondre de leur comportement, de justifier leurs décisions et d'être sanctionnés. Voir: Enrique Peruzzotti. 2005. «Demanding Accountable Government: Citizens, Politicians, and the Perils of Representative Democracy in Argentina». Dans S. Levitsky et M. V. Murillo, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. University Park (Pennsylvania): The Pennsylvania State University Press, 231.

<sup>54</sup> Smulotitz et Peruzzotti ajoutent un troisième type, « l'imputabilité sociale », qui peut s'exercer à travers l'action de diverses organisations de la société civile. L'inclusion de cette modalité d'imputabilité dans notre modèle va au-delà des propos de cette thèse. Sans nier l'importance de la société civile dans le changement politique, un sujet que par ailleurs nous reprenons en conclusion, cette recherche met l'accent, comme nous l'avons indiqué en introduction, sur le rôle des élites. Voir: Catalina Smulovitz et Enrique Peruzzotti. 2000. «Societal Accountability in Latin America». *Journal of Democracy* 11 (no 4), 148.

<sup>55</sup> O'Donnell. «Delegative Democracies», 61. Voir aussi: Smulovitz et Peruzzotti. «Societal Accountability in Latin America», 148.

de veto, l'autonomie territoriale, la participation équitable dans les organismes de sécurité de l'État et la distribution de ressources économiques. Mais les mécanismes d'imputabilité verticale sont ici défailants. En effet, alors qu'une «démocratie délégative» accentue l'imputabilité verticale mais laisse les dirigeants libres de tout contrôle horizontal, un régime consociationniste – tout du moins ceux qui ont été instaurés comme outils pour régler des conflits armés internes, accentue l'imputabilité horizontale mais laisse de côté le lien entre les dirigeants et les individus<sup>56</sup>. L'ensemble de ces considérations sont illustrées par la figure 2 ci-dessous.

**Figure 2**  
**Imputabilité horizontale et verticale (des dirigeants)**  
**selon différents cadres institutionnels**



Nous étudions dès à présent deux des composantes des polyarchies, le système judiciaire et le système de représentation (partis politiques) et leur influence sur l'imputabilité. Nous postulons que l'endiguement de l'incertitude est en partie le fruit de réformes institutionnelles dans ces domaines.

### 2.1.1 *Système judiciaire, imputabilité et endiguement de l'incertitude*

La question de la justice peut être traitée de multiples façons. Par exemple, on peut indiquer que la paix sans justice est insoutenable; «... when nations ignore the call for justice, they are condemning their people to the terrible

<sup>56</sup> Une des différences entre les régimes de partage de pouvoir européens (Suisse, Belgique, etc.), et les régimes instaurés dans certains pays d'Afrique, est l'absence, parmi ces derniers, de l'imputabilité verticale. Arend Liphart. 1990. «Democratic Political Systems». Dans A. Bebler et J. Seroka dir., *Contemporary Political Systems. Classifications and Typologies*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 76-79.

consequences of ongoing hatred and revenge<sup>57</sup>». On peut aussi traiter de sujets comme l'importance de la recherche de la «vérité» et la définition de formules de réparation aux victimes<sup>58</sup>. Toutefois, puisque cette thèse traite de la gestion de l'incertitude politique dans des transitions de la guerre à la paix, nous nous concentrerons sur le rôle du système judiciaire en tant que contrainte aux choix stratégiques des acteurs.

Sur ce plan, Spiller et Tommasi soulignent qu'en garantissant que tout acte extra-institutionnel sera passible de sanction, selon les normes préétablies, le système judiciaire garantit que les règles en vigueur continueront d'être respectées dans l'avenir<sup>59</sup>. En d'autres termes, l'imputabilité horizontale dépend largement de

*the presence of a strong and independent judiciary that might enforce previous political bargains over time... [parce que] The workings of judicial institutions have direct implications for the feasibility of private contracting, of contracting among private and public actors, and of arrangements among political agents<sup>60</sup>.*

---

<sup>57</sup> Ces déclarations (du juge sud-africain Richard Goldstone) sont citées par Taisier M. Ali et Robert O. Matthews. 2004b. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 418.

<sup>58</sup> Plusieurs recherches ont été élaborées tant dans le domaine de la résolution de conflits que des transitions vers la démocratie concernant la question des lois d'amnistie (pérennité de l'impunité) et le droit des victimes (de guerre, ou d'un régime autoritaire), la réparation. Les défenseurs des lois d'amnistie indiquent que la menace d'une pénalisation future pour les crimes de guerre peut mettre en péril le processus de paix, en incitant les éventuels sanctionnés par la justice post-conflictuelle à boycotter la transition. Les détracteurs signalent que la crédibilité des nouvelles institutions passe par pénaliser ceux qui ont commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. L'enjeu est aussi logistique, car parfois il est impossible de traduire en justice tous les accusés. Toutefois, une bonne partie de ces discussions est normative parce que la définition de «justice» dépend de chaque belligérant. De plus, il n'existe pas une théorie déductive concernant le lien entre *réconciliation* et *justice*, même pas un « langage commun » par rapport au sens que l'on peut octroyer à ces notions. Pour un aperçu du débat, voir: Donna Pankhurst. 1999. «Issues of Justice and Reconciliation in Complex Political Emergencies: Conceptualising Reconciliation, Justice, and Peace». *The Third World Quarterly* 20 (no 1), 239, 242, 248; W. Andy Knight. 2003. «Evaluating recent trends in peacebuilding research». *International Relations of the Asia-Pacific* 3, 256. Pour une remise en perspective du sujet, basée sur les expériences de pacification en Afrique, voir: Ali et Matthews. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace», 418.

<sup>59</sup> Pablo T. Spiller et Mariano Tommasi. 2005. «The Institutional Foundations of Public Policy: A Transaction Cost Approach and Its Application to Argentina». Dans S. Levitsky et M. V. Murillo, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. University Park (Pennsylvania): The Pennsylvania State University Press, 52.

<sup>60</sup> *Ibid.*, 56.

Sous cet angle, le système judiciaire comprend plus que des tribunaux et des cours. En fait, il réfère à des éléments aussi divers que les fonctions du procureur, la police et le système pénitentiaire<sup>61</sup>. Comme nous le verrons plus tard, les organisations de gestion de la sécurité interne (police civile) sont fondamentales pour renforcer l'imputabilité verticale des détenteurs de pouvoir.

Le système judiciaire permet d'endiguer l'incertitude en assignant des coûts plus élevés aux choix stratégiques extra-institutionnels, en les rendant moins attirants pour les acteurs qui les adopteraient (qui pourraient être sanctionnés)<sup>62</sup>. Quand les choix des acteurs sont contraints tel que prévu, tous les acteurs peuvent réaliser des prévisions fiables quant aux possibles choix des autres. Un tel cadre favorise la coopération; mais attention, le système doit être fiable<sup>63</sup>:

*if there is some possibility that the sanction will not be used in a particular case (e.g. either problems on monitoring non-compliance or a policy selective enforcement that is biased in favor of particular groups), the cost should be weighted by this probability. The more likely it is that the sanction will be enforced, the higher the weighted probability will be<sup>64</sup>.*

La réflexion à cet égard est moins détaillée en ce qui concerne les régimes consociationnistes. Rothchild et Roeder, par exemple, indiquent qu'il est ardu de mettre en vigueur le partage de pouvoir parce qu'il doit contraindre souvent les comportements de «leaders opportunistes»<sup>65</sup>. Mais pourquoi la mise en vigueur d'institutions devrait-elle varier en fonction du degré d'opportunisme des acteurs politiques? Parfois, poursuivent les auteurs, il est difficile de distinguer entre sanction et prédation. Pourquoi un système *fiable et impartial* devrait-il être lié

---

<sup>61</sup> Hugo Frühling. 1998. «Judicial Reform and Democratization in Latin America». Dans F. Agüero et J. Stark, dir., *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America*. Boulder: The North-South Center Press at the University of Miami, 252.

<sup>62</sup> Jack Knight. 1992. *Institutions and Social Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press, 61.

<sup>63</sup> Smulovitz et Peruzzotti. «Societal Accountability in Latin America», 151.

<sup>64</sup> Knight. *Institutions and Social Conflict*, 61.

<sup>65</sup> Rothchild et Roeder. «Power Sharing as an Impediment to Peace and Democracy», 40.

la prédation? Une telle situation pourrait s'expliquer seulement si le système chargé de sanctionner les règles est aux mains de groupes qui cherchent à s'en servir pour défendre leurs intérêts. Dans un tel cas, les institutions ne contraignent pas les choix des acteurs mais, au contraire, la mise en vigueur des règles dépend des préférences et volonté de ces derniers. Pire encore, si sanction et prédation se confondent, nous sommes dans un univers où l'imputabilité verticale n'existe pas; alors l'imputabilité horizontale, si nous pouvons l'appeler ainsi, est assujettie non aux normes et procédures définies par les institutions, mais à des actes arbitraires commis par un système qui défend des intérêts privés. Un tel contexte ne correspond pas à des règles du jeu qui réduisent l'incertitude politique.

### 2.1.2 *Système de représentation, imputabilité et endiguement de l'incertitude*

Nous définissons un système de représentation politique comme un ensemble d'entités autonomes qui participent en politique à travers les règles institutionnelles prévues, et qui sont dirigées par des leaders capables de mobiliser et de contrôler leurs supporteurs et de sanctionner les défections<sup>66</sup>. Bien entendu, un tel système ne se réduit pas à l'existence de partis politiques<sup>67</sup>. Toutefois, étant donné que les cas les plus «réussis» en termes de pacification ont encouragé des groupes armés à devenir des partis politiques capables de mobiliser le vote<sup>68</sup>, et puisque la seule façon pour O de devenir G est de se transformer en parti, il est pertinent de concentrer notre réflexion sur ce sujet:

*Parties are the main agents of political representation and virtually the only actors with access to elected positions in democratic politics. They provide access to government and, by taking positions on key issues rending a society, put order into what could otherwise be a cacophony of dissonant conflicts, reducing the information costs of voting and making it easier for citizens with little time and political information to*

<sup>66</sup> Przeworski. «The Games of Transition», 123.

<sup>67</sup> Frances Hagopian. 1998. «Democracy and Political Representation in Latin America in the 1990s: Pause, Reorganization, or Decline?». Dans F. Agüero et J. Stark, dir., *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America*. Boulder: The North-South Center Press at the University of Miami, 101.

<sup>68</sup> Terrence Lyons. 2002. «The Role of Postsettlement Elections». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 227.

*participate in politics. Parties organize groups and encourage groups to organize*<sup>69</sup>.

Dans un cadre polyarchique, les partis politiques endiguent l'incertitude de trois façons. Premièrement, ils contraignent les choix des dirigeants. Des partis politiques institutionnalisés réduisent les choix mis à la disposition des dirigeants, décourageant ainsi l'émergence de leaders ambitieux ou opportunistes motivés par des intérêts individuels<sup>70</sup>. Autrement dit, «corruption, division, instability, and susceptibility to outside influence characterize weak party systems rather than strong ones. They are, indeed, features of weak political systems generally, which lack stable and effective institutions of rule<sup>71</sup>.» Rappelons aussi que Harmel et Svasand montrent que l'absence de «... established bureaucratic routines allows party leaders to consider a wide range of strategic options, and the absence of established mechanism of accountability gives leaders greater room for maneuver in carrying out strategies<sup>72</sup>».

Deuxièmement, puisque les partis sont des instruments qui permettent aux citoyens de sanctionner les dirigeants (imputabilité verticale), ils deviennent des outils pour modifier les iniquités sociales<sup>73</sup>. Le débat concernant le lien entre les perceptions d'inégalité sociale et la violence politique va au-delà des propos de cette thèse<sup>74</sup>. Limitons-nous à souligner qu'en donnant aux citoyens la possibilité

---

<sup>69</sup> Hagopian offre cet argument en se basant sur les recherches de Mainwaring et Scully (1995). Voir: Hagopian. «Democracy and Political Representation in Latin America in the 1990s: Pause, Reorganization, or Decline?», 101. Voir aussi: Huntington. *Political Order in Changing Societies*, 398.

<sup>70</sup> José María Maraval. 1999. «Accountability and Manipulation». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press. Voir aussi: Hagopian. «Democracy and Political Representation in Latin America in the 1990s: Pause, Reorganization, or Decline?», 102; 113.

<sup>71</sup> Huntington. *Political Order in Changing Societies*, 405.

<sup>72</sup> Levitsky. «Crisis and Renovation: Institutional Weakness and the Transformation of Argentina Peronism, 1983-2003», 184.

<sup>73</sup> Augusto Varas. 1998. «Democratization in Latin America: A Citizen Responsibility». Dans F. Agüero et J. Stark, dir., *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America*. Boulder: The North-South Center Press at the University of Miami, 147; 149.

<sup>74</sup> Pour une revue de la littérature qui divise les contributions théoriques en deux perspectives – la théorie de la privation relative et celles des opportunités politiques, voir: Kurt Schock. 1996. «A Conjunctural Model of Political Conflict. The Impact of Political Opportunities on the Relationship Between Economic Inequality and Violent Political Conflict». *Journal of Conflict Resolution* 40 1 (mars):, 98-105. Voir également: Edward N. Muller et Erich Weede. 1994.

de rendre responsables les leaders politiques, les partis canalisent de façon pacifique les conflits sociaux en rendant possible le changement par la voie électorale<sup>75</sup>.

Troisièmement, et en inversant l'expression de Zahar, nous pouvons indiquer qu'en polyarchie, l'action des partis politiques «enseigne aux groupes à vivre ensemble<sup>76</sup>». En effet, les partis doivent, d'une part, articuler les réseaux et canaux locaux de communication avec le «centre», renforçant ainsi l'identité nationale. D'autre part, la concurrence électorale incite à l'établissement de plates-formes politiques axées sur les intérêts nationaux, au-delà de tout intérêt particulier. Dans leur ensemble, ces éléments forcent les individus à faire une distinction entre leur loyauté envers leurs identités particulières et leur attachement au système politique national<sup>77</sup>.

La question de la représentation politique dans un régime consociationniste est abordée de façon différente par les théoriciens de la résolution de conflits, qui analysent plutôt les effets des systèmes de représentation majoritaire et proportionnelle sur la stabilité à long terme. Ici, Lijphart indique que la représentation proportionnelle est clairement la meilleure méthode pour produire de la stabilité dans des sociétés ethniquement divisées. Les systèmes proportionnels «... are most likely to deliver highly proportional outcomes and thus enable all politically significant ethnic groups, including minorities, to gain access to legislative representation<sup>78</sup>».

---

«Theories of rebellion. Relative Deprivation and Power Contention». *Rationality and Society* 6 (no 1), 41; Ryan Dudley et Ross A. Miller. 1998. «Group Rebellion in the 1980s». *Journal of Conflict Resolution* 42 (no 1), 94.

<sup>75</sup> Huntington. *Political Order in Changing Societies*, 8-9.

<sup>76</sup> L'auteur indique que «... power-sharing arrangements are seen not as a means of teaching groups to live together and negotiate the issues over which they disagree; rather, they privilege as a means of stopping violence by outsiders who are not willing to commit to stay the course ». Voir: Marie-Joëlle Zahar. 2006b. «Understanding the violence of insiders: Loyalty, custodians of peace, and the sustainability of conflict settlement». Dans E. Newman et O. Richmond, dir., *Challenges to Peacebuilding. Managing spoilers during conflict resolution*. Tokyo, New York, et Paris: United Nations University Press, 53.

<sup>77</sup> Seymour Martin Lipset. 1985. *Consensus and Conflict. Essays in Political Sociology*. New Brunswick et Oxford: Transaction Books, 117.

<sup>78</sup> Benjamin Reilly. 2005. «Does the Choice of Electoral System Promote Democracy? The Gap between Theory and Practice». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power*



Sans prétendre développer ici une analyse exhaustive à ce sujet, il faut souligner que ces systèmes ont tendance à favoriser la représentation de groupuscules extrémistes qui posent des problèmes en termes de gouvernance<sup>79</sup>. Parce que «... the existence of many parties accentuates differences and reduces consensus, then any electoral system which increases the chance for more rather than fewer parties serves democracy badly<sup>80</sup>». En bref, la «stabilité»

*requires a situation in which all major political parties include supporter from many segments of the population. A system in which the support of different parties correspond too closely to basic social divisions cannot continue on a democratic basis, for it reflects a state of conflict so intense and clear-cut as to rule out of compromise. Where parties are cut off from gaining support among all major stratum, they lose a major reason for compromise<sup>81</sup>.*

Les partis politiques qui agissent dans un cadre polyarchique offrent donc aux pauvres (*those who are poor*, selon Przeworski) l'occasion de redresser leur situation à travers l'action collective, non parce qu'ils sont pauvres, mais parce qu'en tant que *citoyens*, des individus (légalement égaux) ont le droit à la contestation et à la participation<sup>82</sup>. Mais pour que ces règles soient *soutenables*, elles doivent permettre à certains groupes d'améliorer leur condition matérielle comme résultat de leur adhésion aux règles du jeu<sup>83</sup>. Si les acteurs croient qu'ils pourront défendre leurs intérêts à travers les canaux établis et obtenir des gains, ils préféreront participer (au lieu de se rebeller)<sup>84</sup>. En bref, les partis politiques aident à institutionnaliser les conflits sociaux.

---

*and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 168. Voir aussi: Arend Lijphart. 1990b. «Electoral Systems, Party Systems and Conflict Management in Segmented Societies». Dans R.A. Schrire, dir., *Critical Choices for South Africa: An Agenda for the 1990s*. Capetown: Oxford University Press, 12.

<sup>79</sup> Reilly. «Does the Choice of Electoral System Promote Democracy? The Gap between Theory and Practice», 169.

<sup>80</sup> Seymour Martin Lipset. 1981. *Political Man. The Social Bases of Politics*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 81.

<sup>81</sup> *Ibid.*, 12.

<sup>82</sup> L'égalité juridique découle des cadres institutionnels où les règles du jeu préétablies sont appliquées de la même façon dans des cas similaires (sans prendre en considération des différences de classe, de statut ou de pouvoir). Voir: Guillermo O'Donnell. 1998. «Polyarchies and the (Un)Rule of Law in Latin America». Notre Dame: Kellogg Institute for International Studies, 5.

<sup>83</sup> Przeworski. «The Games of Transition», 127.

<sup>84</sup> Muller et Weede. «Theories of rebellion. Relative Deprivation and Power Contention», 43.

### 2.1.3 Conclusion: imputabilité, régimes politiques et réduction de l'incertitude

La stabilité reliée à la polyarchie requiert un système de représentation mais aussi un système judiciaire capable de garantir l'application des règles du jeu. Ce dernier s'assure que les comportements punissables sont connus à l'avance, identifie les agents chargés de sanctionner les règles et garantit que les comportements extra-institutionnels seront, effectivement, sanctionnés<sup>85</sup>:

*As accountability theories argue, insofar as representative democracy implies the existence of a fundamental gap between political representatives and citizens, it requires institutional mechanism to ensure that such separation does not result in irresponsible or illegal governments. The central question that «accountability» addresses is precisely how to regulate and reduce the gap between representatives and constituents, while preserving the division of labor between political authorities and citizenry that characterizes the relations of representations<sup>86</sup>.*

Si le but de l'intervenant international est d'établir une paix soutenable sur la base d'institutions démocratiques<sup>87</sup>, l'enjeu n'est pas de fournir aux belligérants des arsenaux institutionnels pour rendre crédibles les menaces de retour à la guerre. Il ne s'agit pas de les glisser dans des camisoles de force consociationnistes pour empêcher toute forme de conflit. Il s'agit plutôt de s'assurer que les institutions post-transitionnelles soient capables de canaliser les conflits sociaux d'une façon pacifique. Mais dans les cadres de conflit armé interne, il est presque impossible de compter avec les conditions nécessaires pour entreprendre une telle tâche de construction institutionnelle. Pour cette raison, il est essentiel de préparer le terrain pour que, malgré les vicissitudes et les imprévus de la transition, les paramètres fixés par le pacte soient respectés.

<sup>85</sup> John Dunn. 1999. «Situating Democratic Political Accountability». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 335.

<sup>86</sup> Peruzzotti. «Demanding Accountable Government: Citizens, Politicians, and the Perils of Representative Democracy in Argentina», 231. Voir également: Laurence Whitehead. 2000. «Institutional Design and Accountability in Latin America». Communication, Latin American Studies Association, Miami, 16 au 18 mars (texte photocopie), 4.

<sup>87</sup> Peceny et Stanley. «Liberal Social Reconstruction and the Resolution of Civil Wars in Central America»; Putnam. «Human Rights and Sustainable Peace»; Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation»; Stedman. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict»; Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation»; Stedman. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict».

## 2.2 *Maintien et construction de la paix et incertitude politique*

Les tâches associées à la construction de la paix (*peacebuilding*) touchent à des domaines fort différents, comme la reconstruction étatique, l'élimination d'activités économiques illégales, la distribution plus équitable de la richesse, etc.<sup>88</sup>. Le concept renvoie à l'instauration d'institutions capables d'accroître la confiance et la sécurité<sup>89</sup>;

*Patterns of development and reconstruction that meet the needs of ordinary people – whether there are needs for resources, for education or for security – will tend to weaken the position of warlords, extremist politicians and faction leaders who offer needs through more violent means*<sup>90</sup>.

Entre-temps, le concept de maintien de la paix (*peacekeeping*) est associé au déploiement de ressources politiques, économiques et stratégiques sous la forme d'une force de paix multinationale sous l'égide de l'ONU (ou d'une autre entité internationale). Il met l'accent sur des activités militaires et policières visant à garantir le respect d'un pacte pendant la période de transition<sup>91</sup>. Cela est possible en déployant des effectifs militaires et policiers pour mettre en œuvre des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), c'est-à-dire le «... formal disbanding of military formation and, at the individual level, as the process of releasing combatants from a mobilized state<sup>92</sup>».

<sup>88</sup> James Busumtwi-Sam. 1999. «Redefining 'security' after the Cold War: The OAU, the UN, and Conflict Management in Africa». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Civil Wars in Africa. Roots and Resolution*. Montreal, Kingston, Londres, et Itaca: McGill/Queen's University Press, 273; James Busumtwi-Sam. 2004. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 317.

<sup>89</sup> Busumtwi-Sam. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance», 315; Ali et Matthews. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace», 395.

<sup>90</sup> David Keen. 2001. «War and Peace: What's the Difference?». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 15.

<sup>91</sup> Pour une typologie des divers types d'intervention internationale, voir: Paul F. Diehl. 2001. «Forks in the Road: Theoretical and Policy Concerns for 21st Century Peacekeeping». Dans P. Diehl, dir., *The Politics of Global Governance: International Organization in an Interdependent World*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 217.

<sup>92</sup> La définition est citée par Joanna Spear. L'auteure indique également que les programmes de DDR sont souvent exécutés en quatre phases: le regroupement des troupes (*quartering*), le désarmement et la démobilisation, la réinsertion civile (à court terme) et la réintégration sociale (à long terme). Voir: Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the

Dans cette thèse, nous définissons la construction de la paix comme toute activité ayant pour but de mettre en place des institutions capables d'endiguer, de façon endogène et permanente, l'incertitude politique. L'endigement est endogène parce qu'il dépend de règles du jeu nationales qui favorisent les interactions de coopération entre les acteurs. Il est permanent quand les institutions nationales permettent de gérer de façon continue des conflits sociaux. Rappelons-le, la paix soutenable est le résultat de l'élimination volontaire, par les anciens belligérants, de la stratégie armée en tant que choix valide pour faire avancer leurs intérêts.

Le maintien de la paix (*peacekeeping*), quant à lui, cherche à faire diminuer l'incertitude de façon temporaire, exogène et relative. La réduction est temporaire quand elle vise à encadrer les interactions politiques pendant la période de mise en vigueur des accords (qui s'étale de la signature du pacte à l'entrée en vigueur du nouveau régime). Elle est exogène (du point de vue des belligérants) si elle dépend de l'intervenant (qui s'engage à appliquer, de façon impartiale, ce qui a été accordé). Enfin, elle est relative parce que, par définition, une transition politique se caractérise par une incertitude politique accrue<sup>93</sup>.

Trois éléments complémentaires, articulés autour du concept de «démilitarisation», caractérisent notre approche:

- (1) Le maintien de la paix réfère à des *garanties externes* permettant de surmonter le problème de crédibilité des engagements (*credible*

---

Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 5. Voir également à ce sujet: Mark Knight et Alpaslan Özerdem. 2004. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace». *Journal of Peace Research* 41 (no 4), 499-500.

<sup>93</sup> Caractériser la transition politique comme étant une période fondamentalement incertaine provient des études sur les processus de démocratisation. Dans ces contextes, le point de départ, c'est-à-dire le régime autoritaire, est jugé comme un cadre défini par « l'ordre » ou la « stabilité ». En ce qui nous concerne, et étant donné l'incertitude inhérente aux contextes de conflit armé interne, nous postulons que la transition est une période moins incertaine que la situation préalable (de conflit armé interne), car les rapports de force sont substitués par un ensemble de règles transitoires (mises en vigueur souvent par un acteur externe) qui rend plus prévisibles les choix des autres. Par contre, en théorie, l'incertitude demeure accrue vis-à-vis du régime post-conflictuel. Pour ces raisons, il s'agit d'une réduction relative de l'incertitude. Pour l'argument original, voir: O'Donnell et Schmitter. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*, 16.

*commitment*)<sup>94</sup>. Nous le savons: «Combatants who are able to resolve their underlying issues will still return to war if credible, enforceable guarantees on the terms of their agreement cannot be arranged<sup>95</sup>.» Entre-temps, la construction de la paix suppose de la coopération internationale pour rendre effectives les garanties internes négociées par les belligérants.

- (2) Le maintien et la construction de la paix sont des activités complémentaires et interdépendantes. Sans *peacekeeping*, le *peacebuilding* est impossible, trop risqué ou insignifiant; «without security on the ground there cannot be “deep implementation” of post-civil war settlement<sup>96</sup>». Mais aussi, sans *peacebuilding*, le maintien de la paix risque d’aboutir à une paix précaire, même quand les belligérants optent pour une architecture institutionnelle polyarchique.
- (3) Selon Ali et Matthews, la démobilisation, le désarmement et la réinsertion sont des activités qui ne sont pas «... implemented in a vacuum but are part of a larger process of peacebuilding. That process involves prior political agreement among the previously warring parties; a functioning economy that can absorb ex-combatants as they return to society in search of employment; and a measure of trust that can overcome the parties “insecurity”<sup>97</sup>.» Cette affirmation est applicable à l’ensemble des activités de maintien et de construction de la paix.

Regardons comment ces éléments s’articulent au cours de la période allant de (t + 1) à (t + 2), c’est-à-dire pendant le processus de démilitarisation.

### 2.2.1 Démilitarisation et construction de confiance

Le premier pas de la démilitarisation est la construction de la confiance, ce qui est possible en établissant des programmes de désarmement, démobilisation et

<sup>94</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 137-139.

<sup>95</sup> *Ibid.*, 133.

<sup>96</sup> Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 1.

<sup>97</sup> Ali et Matthews. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace», 41.

réinsertion (DDR)<sup>98</sup>. Le premier objectif de ce type de programme – un des plus importants<sup>99</sup> –, est d'éliminer les ressources stratégiques aux mains des anciens belligérants. Or, dans la praxis du gardien de la paix, désarmer n'implique pas forcément la destruction de toutes les armes. On peut, par exemple, les transférer dans leur totalité ou en partie vers une armée étatique<sup>100</sup>. Mais puisque notre intérêt porte sur la gestion de l'incertitude et non seulement sur les aspects militaires du processus de pacification, nous voulons plutôt souligner que des activités d'observation, de contrôle et de vérification de désarmement – toutes liées aux programmes de DDR –, certifient à court terme que les parties respectent leurs engagements et, le cas échéant, informent les intéressés sur les raisons des délais. Les services de protection visent aussi à augmenter la sécurité des cadres rebelles. Ensemble, ces actions permettent de s'assurer que les gains associés aux sabotages du processus ne seront pas plus attirants que les bénéfices retirés de la mise en place des accords<sup>101</sup>. Pour accomplir ces tâches, des organismes comme l'ONU disposent de contingents de la Police civile internationale (POLCIV)<sup>102</sup>.

Le DDR est donc un premier système de sanction, par nature transitionnel et exogène (établi par une tierce partie) de dépistage des écarts des règles du jeu

---

<sup>98</sup> Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 1.

<sup>99</sup> Stephen John Stedman. 2001 *Implementing Peace Agreements in Civil Wars: Lessons and Recommendations for Policymakers*. New York: International Peace Academy et Center for International Security and Cooperation (Stanford University) 16.

<sup>100</sup> Des normes culturelles peuvent rendre acceptable le port d'armes dans le domaine privé, ce qui peut faire obstacle à un désarmement. Celles-ci peuvent être des symboles de supériorité ou de prestige, de succès en termes de passage à l'âge adulte, de preuve de masculinité, un moyen d'échange contre des animaux, de la terre ou des épouses, ou un moyen pour garantir la sécurité personnelle, familiale ou communautaire. Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 3.

<sup>101</sup> L'observation réfère à l'envoi d'un groupe réduit de personnel, désarmé et neutre, chargé de recueillir de l'information et de monitorat des activités, des cessez-le-feu et du respect des droits humains. Par contrôle et vérification d'armements, nous entendons l'inspection des installations militaires, la supervision des retraits de troupes et autres. Les services de protection permettent d'établissement de zones de sécurité, terrestres ou aériennes, garantie d'accès vers des populations menacés ou refus de passage pour des groupes de combattants. Diehl. 2001. «Forks in the Road: Theoretical and Policy Concerns for 21st Century Peacekeeping», 217.

<sup>102</sup> La police civile internationale peut assumer des mandats aussi divers que la surveillance du respect des droits humains, la surveillance des prisons et des cours, l'entraînement des autorités locales chargées de faire respecter la loi, de s'assurer que la peur et l'intimidation ne sont pas des phénomènes généralisés au cours d'une élection, d'appuyer le DDR et de rapporter des incidents. Knight. «Evaluating recent trends in peacebuilding research», 254.

(tâche du système judiciaire, qui est encore à établir) qui contribue à atténuer le problème de crédibilité des engagements et à diminuer les prévisions de non-respect des accords<sup>103</sup>. Sur ce plan, ces activités assument une des fonctions de l'État, soit celle de fournir de la sécurité<sup>104</sup>». En fait, elles permettent de gérer le «dilemme de sécurité inverse», une des situations les plus problématiques des transitions à partir d'un contexte de conflit armé, où la sensibilité aux violations aux termes pactisés s'accroît au fur et à mesure que la perception de vulnérabilité augmente comme résultat de la démilitarisation<sup>105</sup>.

Mais aussi, et puisque le comportement passé des acteurs est une des sources d'information permettant de prévoir les choix stratégiques (*gathering information about past behavior*)<sup>106</sup>, le DDR permet de créer un «registre historique» de respect d'accords qui devient source de confiance à long terme. Désormais, les acteurs politiques peuvent commencer à formuler des prévisions basées sur l'idée du respect des engagements. En ce sens, et même si son objectif premier est de réduire l'incertitude à court terme, il faut souligner que les programmes de DDR contribuent à la construction de la paix, non seulement en rendant plus difficile tout éventuel réarmement, mais surtout, et d'un point de vue institutionnel, en démontrant, pour une première fois, que les signataires sont capables de respecter leurs engagements.

---

<sup>103</sup> Spear. «Disarmament and Demobilization», 146; Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 2.

<sup>104</sup> Rappelons-le, «state weakness heightens insecurity because there is no effective agency present that is capable of ensuring implementation of the society's agreed-upon». Hartzell, Hoddie et Rothchild. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables», 185.

<sup>105</sup> Selon cette logique, la vulnérabilité stratégique croissante encourage les belligérants à ne pas respecter leurs propres engagements; «... as long as both factions understand that cooperation will leave them vulnerable and they have no means to avoid this condition, they will prefer to continue fighting rather than risk possible attack». Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 134-135. Voir aussi: Walter. «The Critical Barrier to Civil War Settlement», 339-340.

<sup>106</sup> Voir: Jeremy M. Weinstein. 2005. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment». *The Journal of Conflict Resolution* 49 (no 4), 605.

### 2.2.2 *Démilitarisation et prévention de nouvelles vagues de violence: désarmement, démobilisation et réinsertion de l'opposition*

Le deuxième objectif du DDR est d'empêcher l'irruption de nouvelles vagues de violence. Bien entendu, cela est possible en éliminant les armes des belligérants<sup>107</sup>. Or, encore une fois, et puisque nous privilégions l'étude d'environnements institutionnels à incertitude réduite, nous mettons l'accent sur la transformation de groupes armés d'opposition en acteurs civils, un processus multidimensionnel lié à la réintégration sociale des ex-combattants<sup>108</sup>. Une des premières observations à cet égard est que la «réintégration» diminue l'insécurité créée par des anciens combattants qui pourraient se tourner vers des activités illicites. Des recherches effectuées au Mozambique, en Afrique du Sud, au Salvador et au Cambodge montrent que des ex-combattants non réintégrés sur le plan socio-économique peuvent se tourner vers des activités illicites, ce qui peut mettre en péril la transition<sup>109</sup>.

Sur le plan des élites, par contre, le processus est particulier, la réinsertion des leaders supposant leur conversion en politiciens. Ici, Zuluaga identifie trois modalités de réinsertion. Au Viêt-nam, en Algérie, au Congo et à Cuba, souligne l'auteur, mais aussi en Angola et au Mozambique (1975) ajoutons-nous, des guérillas victorieuses ont pris la tête des gouvernements. Dans des pays comme l'Uruguay et le Venezuela, les guérilleros ont été défaits. Leurs membres ont

<sup>107</sup> Spear. «Disarmament and Demobilization», 141-142.

<sup>108</sup> La réintégration suppose des changements psychologiques et démographiques, car les conflits armés affectent les normes culturelles et assignent de nouveaux rôles aux individus (par exemple, les femmes deviennent chefs de famille). Aussi, les ex-combattants peuvent souffrir du stress posttraumatique, du « syndrome du retour du héros » (inflation des attentes de la part de la famille face au retour du combattant), de dépression et d'aliénation. Pour une discussion, voir: Knight et Özerdem. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace», 503; Spear. «Disarmament and Demobilization», 146.

<sup>109</sup> Le cas du Nicaragua confirme cette observation. Dans ce pays, l'apparition de *Recontras* (des ex-contras) et des *Recompas* (des ex-soldats de l'armée sandiniste) en 1991 s'explique en partie par une démobilisation massive couplée à une situation particulièrement difficile dans les zones rurales du pays. Pour l'argument théorique, voir: Knight et Özerdem. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace», 502. Pour le cas du Nicaragua, voir: Caroline A. Hartzell. 2002. «Peace in Stages: The Role of an Implementation Regime in Nicaragua». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 373.



fondé plus tard des projets politiques civils d'opposition, mais ces groupes ont rompu avec les structures et symboles de la période révolutionnaire. Enfin, dans quelques cas particuliers (de match nul militaire et de légitimité politique), des guérillas ont réussi à transférer leur appui populaire vers le nouveau parti politique, qui devient ainsi une alternative électorale crédible. Le FMLN et la RENAMO correspondent à ce cas de figure<sup>110</sup>.

L'idée que la transformation de l'opposition armée en parti politique est centrale pour endiguer l'incertitude n'est pas nouvelle. On sait qu'à court terme, si des dirigeants plus importants (et leur base d'appui) perçoivent qu'ils ont une option pour fonctionner comme parti politique au lieu de demeurer un groupe armé illégal ou un gouvernement autoritaire, les probabilités d'atteindre le succès en termes de la mise en vigueur des accords, augmentent<sup>111</sup>. Si cette mutation aboutit à l'établissement de partis politiques nationaux qui se font concurrence pour obtenir des votes dans un cadre institutionnel polyarchique, cela permettra, à long terme, de concrétiser le principe d'imputabilité verticale et horizontale des élus face aux citoyens. Pour cette raison, nous considérons la coopération internationale permettant à des anciens groupes armés de payer des salaires, d'ouvrir des locaux, de produire de la documentation de former des cadres, de définir une plate-forme politique, etc., comme un volet du processus de démilitarisation et comme une activité spécifique de construction de la paix.

### *2.2.3 Démilitarisation et prévention de nouvelles vagues de violence: la réforme de l'appareil militaire du gouvernement*

La transformation des corps de sécurité de l'État peut se réaliser de plusieurs façons. Dans une logique consociationniste, des considérations d'équilibre dans la composition de ces corps sont au centre du processus. Quand cette réforme se limite à fondre en une seule entité les anciennes armées des belligérants, nous observons peut-être l'exemple le plus clair de la manière dont

<sup>110</sup> Jaime Zuluaga. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. P. e. J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 4-9.

<sup>111</sup> Lyons. «The Role of Postsettlement Elections», 228. Voir aussi: Stedman. *Implementing Peace Agreements in Civil Wars: Lessons and Recommendations for Policymakers*, 17.

un pacte de paix peut limiter un processus de démilitarisation. Dans ce cas en particulier, un intervenant externe peut garantir la réduction temporaire de l'incertitude, mais si cette action n'est pas accompagnée par l'établissement de mécanismes d'imputabilité horizontale et verticale qui assujettissent ce nouveau corps, la réduction permanente de l'incertitude est impossible. En bref, une telle garantie de sécurité ferme la possibilité de construction de la paix.

D'autres garanties consociationnistes peuvent aussi faire obstacle aux programmes de DDR<sup>112</sup>. Ces pactes peuvent inclure des plans de démobilisation sans désarmement ou permettre aux milices d'offrir des services de sécurité dans les zones sous leur contrôle<sup>113</sup>. Ces mesures créent probablement de la stabilité à court terme en offrant de la sécurité aux belligérants<sup>114</sup>. Toutefois, le but principal du DDR, soit le démantèlement des structures de commandement et de contrôle qui rendent possible le retour à la guerre<sup>115</sup>, n'est pas assuré.

Par contre, quand  $G_M$  et  $O_M$  arrivent à un accord, ils chercheront probablement à adapter la taille des forces armées à un contexte de paix. De plus, quand il s'agit d'assujettir le pouvoir militaire aux autorités civiles, la diminution de dépenses assignées à la sécurité devient une priorité<sup>116</sup>. Mais plus important encore, la mise en vigueur des institutions polyarchiques nécessite trois réformes majeures aux corps de sécurité de G:

- (1) Il faut garantir l'assujettissement du pouvoir militaire aux règles du jeu: les institutions polyarchiques prohibent l'utilisation de ressources

<sup>112</sup> Pour une analyse des obstacles au DDR en Éthiopie, voir: John Young. 2004. «Post-Civil War Transitions in Ethiopia». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 25-30.

<sup>113</sup> Hoddie et Hartzell. «Power Sharing in Peace Settlements: Initiating the Transition from Civil War», 90.

<sup>114</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 142.

<sup>115</sup> Zahar. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period». Dans dir., , 44; Zahar. «Understanding the violence of insiders: Loyalty, custodians of peace, and the sustainability of conflict settlement», 41.

<sup>116</sup> Kees Kingma. 1997. «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and the reintegration into civilian life». *Policy Sciences* 33, 153. Ses objectifs peuvent aussi faire partie d'un accord de partage de pouvoir, mais la priorité, qui explique justement pourquoi on adopte ce type d'accord, est de garantir la représentation équitable des belligérants.

stratégiques pour défendre des intérêts partisans. En bref, les acteurs politiques renoncent aux armes, désormais gérées par un État impartial;

- (2) Il faut limiter la mission de l'armée à la défense *externe*<sup>117</sup>. Cette réforme implique une modification majeure de sa doctrine. L'objectif est «... to create a professional military force inculcated with an inclusive sense of civic nationalism<sup>118</sup>».
- (3) Enfin en ce qui concerne la sécurité interne, elle est confiée à une nouvelle police civile, qui protège les intérêts non des ex-belligérants ou de l'État, mais des citoyens.

Le système judiciaire est important parce qu'il est un des garants de l'assujettissement des corps de sécurité (corps policiers, possibilité de juger des militaires au civil pour des crimes relevant du code criminel)<sup>119</sup>. S'il est capable de sanctionner toute action extra-institutionnelle de façon impartiale, les mécanismes d'imputabilité verticale et horizontale sont renforcés. Rappelons-le, dans une polyarchie: «Elected authorities should not be subject to severe constraints, vetoes, or exclusion from certain policy domains by other, non-elected actors, especially the armed forces<sup>120</sup>.» Pour cette raison, la coopération internationale en matière judiciaire est ici liée à la construction de la paix.

#### 2.2.4 *Maintien et construction de paix, et trajectoires de pacification*

Le caractère précaire ou soutenable d'une paix dépend non seulement de l'action de l'intervenant externe, mais surtout et avant tout des règles qui ont été

---

<sup>117</sup> Idéalement, les anciens corps de répression et les unités spéciales devraient être éliminés et remplacés par du nouveau personnel, formé selon les principes de respect des normes internationales en matière de promotion des droits humains. En pratique, les nouveaux corps de sécurité sont souvent composés par des anciens combattants, ce qui justifie la mise en place de programmes de formation pour changer leur culture organisationnelle. Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 7.

<sup>118</sup> *Id.*

<sup>119</sup> Whitehead. «Institutional Design and Accountability in Latin America». Communication, 14.

<sup>120</sup> Guillermo O'Donnell. 1997. «Illusions About Consolidation». Dans L. Diamond, M. F. Plattner, Y.-h. Chu et H.-m. Tien, dir., *Consolidating the Third Wave Democracies. Themes and Perspectives*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 41.

définies<sup>121</sup>. Un constructeur de la paix (*peacebuilder*) peut établir les bases institutionnelles rendant les dirigeants politiques imputables, mais encore faut-il que l'accord de paix lui ouvre une fenêtre pour œuvrer dans ce domaine. Puisque le pacte dépend des «intérêts vitaux» des négociateurs, nous concluons que la configuration du rapport de forces détermine en grande partie les obstacles et les occasions de paix en matière de maintien et de construction de la paix. En paraphrasant Downs et Stedman, nous pouvons indiquer que les obstacles au DDR ne sont pas les mêmes quand des négociateurs visent à réduire l'incertitude (en produisant un affaiblissement des extrémistes), que lorsqu'ils doivent forcer le désarmement d'acteurs qui cherchent à retenir autant de ressources stratégiques que possible. De même, ce n'est pas la même chose d'aider à désarmer des acteurs qui associent plus de gains à l'instauration de règles qui prescrivent l'utilisation de ressources stratégiques dans l'après-guerre, que de forcer le désarmement d'acteurs qui ne voient pas d'intérêt à la paix et qui ont peut-être été obligés, en raison de contraintes externes, à signer une entente<sup>122</sup>.

Un pacte contraint donc l'action des tierces parties sur deux sphères imbriquées de près, soit en multipliant les obstacles au processus de DDR proprement dit, soit en limitant les occasions de renforcement de l'État. Concernant la première dimension, Spear distingue deux types de DDR, le *coopératif* et le *forcé*:

*Cooperative disarmament is more commonly associated with peace settlements where there has been no clear victor in the conflict. Among the successes are El Salvador (eventually) and Mozambique. Among the failed efforts at co-operative disarmament are Angola (three times) and Cambodia*<sup>123</sup>.

<sup>121</sup> Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 1.

<sup>122</sup> L'argument original souligne que mettre en œuvre des accords de paix au Cambodge, en Somalie, au Guatemala ou au Salvador ne relevait pas des mêmes obstacles. Au Cambodge, 120 000 combattants demeuraient mobilisés, alors qu'au Guatemala, la guérilla (1500-3000 effectifs) étaient dans une situation proche de la défaite militaire. La Somalie correspond à un cas d'effondrement de l'État et de prolifération de groupes armés (aucun d'entre eux n'avait consenti au déploiement d'une opération de paix), alors qu'au Salvador les parties ont signé un accord de paix appelant l'ONU à fournir des services d'aide pour gérer la transition. Voir: Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation», 52.

<sup>123</sup> Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 2.

Notre approche associe le *DDR coopératif* à des processus de démilitarisation lancés dans des cadres de moments propices. Le *DDR forcé* correspond à des transitions déclenchées à partir d'un rapport de forces radicalisé. Encore une fois, les trajectoires déclenchées à partir d'un rapport de forces mixte complexifient l'analyse. Un acteur modéré qui prévoit se retrouver en situation désavantageuse si l'entente est mise en vigueur, peut être très difficile à désarmer. Le DDR forcé peut donc être également relié à des acteurs modérés, si le processus a lieu en contexte de rapport de forces mixte.

Concernant la deuxième dimension, c'est-à-dire le renforcement de l'État, il faut rappeler que, par définition, un conflit armé interne réfère à des affrontements entre un groupe armé illégal et un État défaillant. En bref, les autorités publiques sont incapables de garantir la sécurité sur l'ensemble du territoire national<sup>124</sup>. Or, de l'analyse développée découle l'idée que les caractéristiques de la réforme des appareils militaires déterminent la capacité de l'intervenant à aider à la reconstruction étatique. Ce sont donc les réformes accordées qui détermineront si l'État obtiendra le monopole *légitime* de l'utilisation de la force.

Sur ce plan, Collier présente une thèse bien moins polémique que celle de l'avidité des rebelles (voir chapitre 1), selon laquelle on peut distinguer la *macro-insécurité* de la *micro-insécurité*. La première réfère aux probabilités que l'État affronte une contestation armée de la part d'un autre acteur national (ce que Tilly appelle un problème de «souveraineté multiple»); la micro-insécurité est reliée aux possibilités que la population civile soit victime d'actions arbitraires commises par l'État ou des tierces parties, dans ce cas, des ex-combattants des deux parties<sup>125</sup>. Sous cet angle, les garanties consociationnistes visent à diminuer

---

<sup>124</sup> Robert I. Rotberg. 2003. «Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators». Dans R. I. Rotberg, dir., *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*. Cambridge: The World Peace Foundation, 5-6.

<sup>125</sup> L'argument est cité par Spear. Voir: Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 6. La thèse originale indique que si les ex-combattants ne sont pas intégrés dans le marché du travail, ou s'ils n'entreprennent pas des processus de formation professionnelle, l'absence d'occasions se traduit par une augmentation du taux de criminalité. Voir: Knight et Özerdem. «Guns, Camps and Cash:

la macro-insécurité, alors que les garanties polyarchiques permettent de régler aussi la question de la micro-insécurité. Il serait exagéré de conclure que le DDR menant à une architecture consociationniste ne s'attaque pas au renforcement de l'État. Bien au contraire, tout processus de pacification suppose une reconstruction des entités publiques<sup>126</sup>. Toutefois,

*State failure and collapse has been widely identified as a root cause, as well as a consequence, of protracted internal conflict in many African countries. In view of this, analysis suggests that the resolution and sustainable settlement of internal conflicts must rest in large measure on the success of strategies to restore state capacity, legitimacy, and authority*<sup>127</sup>.

Du point de vue de la macro-insécurité, la restitution du monopole de l'utilisation de la force à l'État permet de protéger la population contre l'action de groupes armés non étatiques et de diminuer la possibilité que des acteurs puissent profiter du vide laissé par l'État pour exploiter l'insécurité à leur avantage: «If a government cannot ensure security, rebellious armed groups or criminal nonstate actors may use violence to exploit this “security gap” – as in Haiti, Nepal, and Somalia<sup>128</sup>.» Toutefois, du point de vue de la micro-insécurité, l'établissement d'institutions polyarchiques permet à la population de se protéger contre l'action de leur propre État. En ce sens, la transformation des corps de sécurité et leur assujettissement à un système judiciaire permettent de mettre en vigueur les principes de la citoyenneté et d'imputabilité si centraux à la démocratie<sup>129</sup>.

---

Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace», 502.

<sup>126</sup> Par exemple, la démobilisation, même partielle, implique, entre autres, la mise en place d'un système judiciaire capable de légaliser des droits de propriété, une tâche essentielle à l'élimination de l'économie de guerre. Susan L. Woodward. 2002. «Economic Priorities for Successful Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 188.

<sup>127</sup> James Busumtwi-Sam, Alexander Costy et Bruce D. Jones. 2004. «Structural Deficits and Institutional Adaptations to Conflict and Peacebuilding in Africa». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 369.

<sup>128</sup> Voir: Stuart E. Eizenstat, John Edward Porter et Jeremy M. Weinstein. 2005. «Rebuilding Weak States». *Foreign Affairs* 84 (no 1).

<sup>129</sup> Sur le plan de la relation entre les individus et le régime politique, il est important de souligner qu'un citoyen n'est pas seulement le résident d'un territoire mais aussi un sujet de droit, sans quoi les autorités ne seraient pas responsables de leurs actes et les individus seraient soumis aux actions arbitraires des autorités publiques. Cela est fondamental en termes de théorie et pratique de la résolution de conflits, car on conclut que si la polyarchie confère des droits, c'est l'exercice de ces

Si les intervenants externes sont contraints par la trajectoire de changement institutionnel, il devient dès lors nécessaire de se demander jusqu'à quel point les tierces parties sont en mesure d'influencer la configuration du rapport de forces. Dans la prochaine section, nous reviendrons sur les trois points transitionnels définis en introduction. Un bref rappel des arguments principaux s'avère donc nécessaire.

Le moment (t) de l'intervention externe est considéré comme un nœud conjoncturel qui signale le début d'un sentier de pacification. Ce compte n'est pas déterminé à l'avance. Bien au contraire, il peut être arrêté, redéclenché, réglé ou dérégulé, selon les besoins et obstacles spécifiques de la négociation. La principale tâche de l'intervenant externe est de créer un climat de confiance pouvant mener, avec le consentement des parties, à des rapprochements en vue d'une négociation de paix (*confidence-building function*)<sup>130</sup>. Idéalement, le processus mène à la signature d'un pacte entre  $G_M$  et  $O_M$ .

La phase allant de (t) à (t + 1) relève de la plus haute importance, car c'est pendant la négociation que les acteurs définissent les garanties internes sensées entrer en vigueur après la fin du conflit armé. C'est aussi à ce moment que la marge de manœuvre du gardien et du constructeur de la paix (garanties externes) est définie<sup>131</sup>. D'un point de vue théorique, l'importance de ce moment s'explique par le fait qu'une fois créées, les institutions tendent à perdurer dans le temps;

*A defining feature of path dependence is the idea that it is difficult for actors to reverse the effects of choices made during critical junctures; critical junctures increase the probability that countries will follow particular paths of development. Critical junctures have this effect because they lead to the formation of institutions that tend toward*

---

droits, soit l'application des règles, qui fait marcher le système. O'Donnell. «Polyarchies and the (Un)Rule of Law in Latin America».

<sup>130</sup> Au lieu d'exercer le rôle d'arbitre (qui peut trancher en faveur d'un des acteurs) ou de partisan (avec des intérêts rapprochés de ceux d'au moins un des belligérants), le médiateur cherche à trouver des formules acceptables pour tous les négociateurs. Laurie Nathan. 1999. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*. En ligne. <[http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational\\_tools/course\\_modules/reference\\_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf](http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational_tools/course_modules/reference_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf)>. (page consultée le 12 février 2007).

<sup>131</sup> Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 20-21. Voir aussi: Nathan. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*, 16.

*persistence and that cannot be easily transformed. In a path-dependent framework, institutions persist over time in the absence of the processes responsible for their original development...*<sup>132</sup>.

Au moment (t + 1), les négociateurs confirment publiquement la formule institutionnelle destinée à régir les interactions politiques après la fin du conflit armé. C'est à ce moment que les négociateurs autorisent le déploiement d'une opération de paix, si les termes définis par l'accord le demandent. Finalement, le moment (t + 2) correspond à l'entrée en vigueur des institutions politiques. Il marque aussi la suspension des activités internationales en matière de maintien de la paix. Le moment (t + 2) n'implique pas la suspension de l'aide internationale, mais désormais celle-ci servira à augmenter la capacité des institutions nationales à endiguer l'incertitude sur une base endogène et permanente.

### 3. Tierces parties et rapports de force

Selon la thèse des moments propices, le «succès» d'un acteur externe en matière de résolution de conflits dépend largement de la primauté de  $G_M$  et  $O_M$  au moment (t). Si l'intérêt de l'acteur externe est de favoriser la paix soutenable, une intervention en matière de résolution de conflits se justifierait seulement quand elle lui permet d'atteindre cet objectif. En bref, en contexte de rapport de forces radicalisé, une tierce partie n'a pas d'intérêt à intervenir, tout au moins si son objectif est de créer une paix soutenable. Certes, des déploiements en contexte de primauté de  $G_E$  et  $O_E$  peuvent être justifiables en termes humanitaires: «... the absence of 'ripeness' does not tell us to walk away and do nothing. Rather, it helps us to identify obstacles and suggests ways of handling and managing the problem until resolution becomes possible<sup>133</sup>». Un moment propice peut-il émerger par induction?

<sup>132</sup> James Mahoney. 2001. «Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective». *Studies in Comparative International Development* 36 (no 1), 114; Robert Gilpin. 2001. *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*. Princeton et Oxford: Princeton University Press, 118-119.

<sup>133</sup> Crocker (1992, 471), cité par I. William Zartman. 2001. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments». *The Global Review of Ethnopolitics* 1 (no 1), 14. De plus, sur le plan pratique, des considérations comme la sécurité humaine ou la protection des populations civiles, peuvent être séparées de la «résolution de conflit» (mener les adversaires à négocier, s'entendre et respecter leurs compromis), ce qui justifie l'intervention internationale dans de tels contextes.



Dans un premier temps, nous analyserons dans cette section les ressources mises à la disposition des tierces parties leur permettant d'agir sur les conditions «objectives» et les perceptions (subjectives) des belligérants. Nous constaterons, dans un deuxième temps, que la marge de manœuvre de l'intervenant externe est limitée. En d'autres mots, en augmentant les coûts de la guerre, une tierce partie peut rompre une impasse confortable, produire une impasse éprouvante ou placer les belligérants en situation de catastrophe imminente. Mais, comme nous l'avons expliqué au premier chapitre, ce ne sont pas tous les acteurs qui sont sensibles à l'incertitude politique ou qui sont capables de remettre en question le bien-fondé de la confrontation armée en tant que choix stratégique. Dans la même logique, en augmentant les bénéfices de la paix, un intervenant externe peut rendre plus attirant le dividende de la paix. Or, ce ne sont pas tous les acteurs qui sont habitués à différer les coûts associés à un choix présent.

### *3.1 Les ressources mises à la disposition des tierces parties*

L'intervenant externe détient, comme tout acteur politique en contexte de conflit armé interne, des ressources économiques, stratégiques et politiques. Sur la scène politique nationale, il les utilise pour agir sur deux dimensions, l'une objective (contraintes) et l'autre subjective (perceptions). Les ressources économiques, qui réfèrent à la capacité budgétaire de financer la transition de la guerre vers la paix, modifient essentiellement les contraintes objectives des choix des belligérants. Elles permettent, par exemple, de financer la négociation, d'offrir des services de réduction de l'incertitude (maintien de la paix) et d'octroyer de l'aide financière pendant la phase postconflictuelle. En effet,

*The police and the judicial system will both need sufficient resources and specially training to perform their different functions professionally. Internal structures of command and intelligence gathering will need to be well disciplined and highly co-ordinated. In other words, there can be not escaping the necessity for vertical accountability within a local system<sup>134</sup>.*

Bien que la recherche dans le domaine de la coopération économique en matière de résolution de conflits tende à privilégier l'étude du rôle de ces

---

<sup>134</sup> Whitehead. «Institutional Design and Accountability in Latin America», 13.

ressources pendant la démilitarisation et la reconstruction postconflictuelle<sup>135</sup>, il faut souligner son importance pendant la négociation. Non seulement s'agit-il d'une des étapes de la transition, qui par ailleurs peut s'avérer très longue et onéreuse<sup>136</sup>, mais aussi d'une des plus décisives, car on cherche pendant cette période à trouver des formules acceptables pour tous les acteurs. Entre le moment où le FMLN a demandé à l'ONU d'agir comme médiateur et la signature de l'accord final, 21 mois et 20 rondes de négociations (l'une d'entre elles ayant coûté 125 000\$) s'étaient écoulés; sans l'appui financier de divers acteurs internationaux, ces discussions n'auraient tout simplement pas été possibles<sup>137</sup>.

Les ressources stratégiques ont, pour leur part, un effet tant sur les contraintes «objectives» que sur les perceptions des belligérants. D'une part, les ressources militaires proprement dites permettent à l'intervenant de modifier les contraintes objectives à l'action des acteurs, en faisant augmenter les coûts associés à la poursuite du conflit ou à la rupture d'un processus de paix. Des auteurs comme Walter ont souligné leur importance, en indiquant que les tentatives en résolution de conflits qui ont connu du «succès» sont celles qui se sont basées sur l'utilisation (ou la menace de recours) à la force militaire<sup>138</sup>. En bref, le déploiement des Casques bleus et des contingents d'experts en sécurité civile, droits humains, organisation d'élections, etc., peut rendre une opération de paix plus crédible aux yeux des belligérants.

---

<sup>135</sup> Woodward. «Economic Priorities for Successful Peace Implementation», 202.

<sup>136</sup> Nathan. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*, 7.

<sup>137</sup> À cet égard, Salvador Samayoa, un des trois négociateurs du FMLN, indique que « les rondes formelles de négociation [...] depuis leur début jusqu'à leur fin [...] ont toujours été onéreuses, du point de vue de la quantité et la diversité des lieux de provenance des participants, de la logistique des déplacements aériens, du logement, de l'installation des systèmes de communication, des services de secrétariat, et d'aspects d'organisation, de financement, de migration, politiques et diplomatiques ». L'équipe de négociation du gouvernement était constituée de six membres et celui du FMLN de sept membres. Mis à part ces délégués permanents, des conseillers militaires étaient inclus lors de la négociation d'accords spécifiques, comme ce fut le cas du cessez-le-feu. De plus, l'équipe de médiation de l'ONU comptait environ trois représentants. En bref, à certains moments, les réunions comptaient 35 participants. Traduction libre. Salvador Samayoa. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores, 157, 195.

<sup>138</sup> Nous avons traité de ce sujet en l'introduction. Pour l'argument original, voir: Walter. «The Critical Barrier to Civil War Settlement», 361.

Par contre, rien n'autorise à conclure que ce changement dans les occasions de paix (augmentation des bénéfices économiques associés à la paix ou des coûts reliés à la poursuite du conflit armé) sera perçu par les belligérants, au même titre qu'une impasse éprouvante, ou l'imminence d'une catastrophe, peuvent passer inaperçues. Sur ce plan, l'intervenant externe a accès à de l'information, à une bureaucratie experte en techniques de négociation, à du personnel formé en matière de maintien de la paix, à des organismes financiers qui peuvent mobiliser des fonds pour les tâches de reconstruction, etc. Ces ressources, qui peuvent aussi être jugées «stratégiques», renforcent l'aptitude du médiateur à trouver des solutions aux craintes exprimées par les parties, à définir les règles de gestion de la période de la transition et à conseiller les parties quant au rôle qu'elles pourraient lui octroyer pendant la phase de mise en place des accords.

C'est justement parce que l'acteur externe détient, entre autres, un accès à diverses sources d'information<sup>139</sup>, qu'il est capable de surpasser ou de neutraliser l'incertitude inhérente aux conflits armés, en substituant l'information défailante, incomplète, ou peu crédible disponible sur le terrain par celle qui provient de bureaucraties nationales et internationales. Il peut ainsi proposer des nouvelles solutions invisibles aux yeux des belligérants, qui peuvent ainsi influencer leurs perceptions. L'émergence et le maintien d'une opportunité attrayante en résolution de conflits découlent, rappelons-le, d'une meilleure circulation de l'information et de la création de nouvelles interprétations et perceptions basées sur les renseignements disponibles<sup>140</sup>:

*The main argument is that the key to effective mediation lies in understanding, managing and transforming the 'psycho-political dynamics' of conflict, which make adversaries resistant to negotiations. Notwithstanding the varying causes and features of conflict, these dynamics can be described in general terms: the parties regard each other with deep mistrust and animosity; they believe that their differences are irreconcilable; they consider their own position to be non-negotiable; and they fear that a settlement will entail unacceptable*

<sup>139</sup> Stephen John Stedman. 1991. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 23.

<sup>140</sup> Christopher R. Mitchell. 1996 *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*, 6.

*compromises. These visceral concerns are intense where large-scale killing has occurred and where identity, security, freedom and justice are at stake*<sup>141</sup>.

Comment ces considérations sont-elles reliées à la configuration du rapport de forces? Rappelons d'abord que les conflits armés internes, «... more than many external conflicts, need a mediator. Yet mediation is difficult, because the mediator necessarily interferes in the internal affairs of the government and encourages commitment of the insurgents<sup>142</sup>.» Quand le rapport de forces est radicalisé, il est difficile d'imaginer des belligérants qui puissent accepter, de leur gré, une intervention d'une tierce partie visant à résoudre le conflit par la négociation<sup>143</sup>. Par contre, quand le rapport avantage  $G_M$  et  $O_M$ , le médiateur détient une marge de manœuvre plus importante parce que, en raison de l'aversion à l'incertitude des belligérants, les modérés sont plus enclins à solliciter l'intervention d'une tierce partie pendant la période de négociation et de mise en place des accords. Cette demande confère à l'acteur externe une ressource politique précieuse, la légitimité nationale, pour pouvoir interagir avec les belligérants<sup>144</sup>. Cette légitimité permet au médiateur d'avoir une capacité d'influence (*leverage*), laquelle peut se traduire de multiples façons à la table de négociation. L'analyse des discussions de paix du Salvador et du Mozambique

---

<sup>141</sup> Nathan. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*, 1.

<sup>142</sup> Zartman. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts», 20.

<sup>143</sup> L'intervenant peut influencer le rapport de forces, par exemple en retirant son appui à un belligérant, en promettant de financer des propositions particulières soutenues par certains acteurs, en mettant à la disposition des parties de nouvelles informations, en laissant entendre que certains choix seraient passibles de sanction, etc. Mais dans un rapport de force favorable à  $G_E$  et  $O_E$ , les acteurs peuvent accorder une valeur tellement importante à la victoire militaire, que l'espace de compromis devient pratiquement inexistant. Les logiques de la récompense, de la justification, de la pénalisation et de l'effort final peuvent aider à expliquer de telles situations (voir la section 3.1. du chapitre 1).

<sup>144</sup> Si les acteurs locaux demandent une intervention, la permission accordée au déploiement peut donner à l'intervenant externe la légitimité qui réduira le risque qu'il soit perçu comme un « envahisseur ». Par contre, le non-consentement, et la nécessité d'imposer une opération de paix par la force, peuvent signaler un rapport de force radicalisé, ce qui se traduit par des risques d'affrontement et de sabotage plus élevés. Toutefois, cet argument doit être nuancé, car les dirigeants locaux peuvent aussi être forcés d'accepter un effort international en matière de résolution de conflits. Il s'agirait, en quelque sorte, d'une « consentement forcé ». Béatrice Pouligny (2005), *Les opérations de paix de l'ONU sous le regard des populations locales*. Conférence dans le cadre du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix (17 novembre). Montréal: Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM), Université de Montréal.

démontre que parfois, le médiateur et les parties peuvent établir des relations symbiotiques. Nous reviendrons sur ce sujet au chapitre 5. S'il est difficile d'induire un moment propice, est-il possible d'adopter un accord de partage de pouvoir comme première étape d'un processus transitionnel menant vers une polyarchie?

### 3.2 *Le dilemme de l'intervenant externe et l'affaiblissement des extrémistes*

Certains conçoivent les accords de partage de pouvoir comme un mal nécessaire, souhaitables à court terme pour accroître les possibilités d'engagement des belligérants envers la paix. À moyen et long terme, toutefois, ces accords requerraient une deuxième transition, cette fois-ci se dirigeant vers un régime démocratique plus libéral<sup>145</sup>. Le Nicaragua a connu un processus de changement institutionnel de ce type. L'Afrique du Sud a traversé une phase de partage de pouvoir (1990-1996) – les premières années de l'ère post-Apartheid –, pour se diriger ensuite vers une démocratie libérale<sup>146</sup>. Toutefois, et mis à part ces quelques exceptions, il est possible d'affirmer qu'une fois amorcée, une trajectoire de changement politique est difficile à modifier.

*Whereas during a critical juncture an initial set of contingent factors may lead to the selection of a given institutional arrangement, after a critical juncture a subsequent set of more deterministic causal processes reproduces the institution without the recurrence of the original causes*<sup>147</sup>.

Face à un contexte où les acteurs les plus importants exigent une garantie d'accès au pouvoir, l'intervenant externe aura tendance à paver la voie à un accord de partage de pouvoir, qui en théorie évite le renforcement des clivages ethniques générés par une éventuelle compétition électorale où le gagnant

<sup>145</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 143.

<sup>146</sup> Pour une analyse, voir: Timothy D. Sisk et Christoph Stefes. 2005. «Power Sharing as an Interim Step in Peace Building: Lessons from South Africa». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press.

<sup>147</sup> Mahoney. «Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective», 114, Gilpin. *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*, 118-119.

emporte tout (*winner takes all*)<sup>148</sup>. L'intervenant écarte donc, dans cette situation, l'option polyarchique, capable théoriquement de générer une paix soutenable à long terme, mais qui met en péril le processus de paix dans l'immédiat<sup>149</sup>. Ou encore, l'intervenant peut décider de prendre le «risque démocratique», un pari qui peut finir en catastrophe, mais qui peut ouvrir la voie à la construction d'une paix soutenable:

*Democratization in certain post-conflict situations may actually be destabilizing [...] the insistence on holding multiparty elections soon after the cessation of hostilities, exacerbated political cleavages, thereby undercutting the peacebuilding process. At a more general level, Gurr has shown that 'ethno-political' conflicts are more numerous and intense in newly democratic states; and that periods of democratic transitions are most prone to various forms of violent civil conflict*<sup>150</sup>.

Face à ce dilemme, la suppression des ressources stratégiques, économiques et politiques aux mains des extrémistes est le seul choix qui permet de diminuer les risques de sabotage interne ou externe de la trajectoire de pacification. C'est aussi la seule stratégie qui permet à l'intervenant de créer un contexte où les factions insensibles à l'incertitude perdront leur capacité de défendre unilatéralement leurs intérêts, par la force si nécessaire, à moyen et long terme. Pendant la phase de négociation, cette stratégie d'affaiblissement peut signifier l'inclusion ou l'exclusion de certaines factions du processus de paix: «Adding or subtracting parties who have an interest in a settlement may alter the original zone of agreement... [and] may spread or elevate risks from the bargain original participants<sup>151</sup>.» Bien sûr, un tel choix élève les probabilités de sabotage en provenance des extrémistes exclus. C'est exactement pour cette raison que leur affaiblissement est essentiel.

<sup>148</sup> Donald Rothchild et Philip G. Roeder. 2005a. «Dilemmas of State-Building in Divided Societies». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 5. Voir aussi: Hoddie et Hartzell. «Power Sharing in Peace Settlements: Initiating the Transition from Civil War», 85.

<sup>149</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 154.

<sup>150</sup> Busumtwi-Sam. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance», 413.

<sup>151</sup> Stedman. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*, 24.

Si, au moment (t), l'acteur externe se retrouve face à des acteurs extrémistes, l'affaiblissement produit, en théorie, un revirement du rapport de forces en faveur des modérés (émergence d'un moment propice par induction). Les études de cas nuanceront énormément cet argument en démontrant que produire un revirement du rapport de forces n'est pas évident. Toutefois, ces cas démontrent également que l'affaiblissement de  $G_E$  et  $O_E$  diminue les probabilités de succès d'un sabotage quand les modérés priment. En effet, si, au moment (t), le rapport de forces avantage  $G_M$  et  $O_M$ , l'affaiblissement de  $G_E$  et  $O_E$  permet de maintenir l'*extrication*; «... ripeness theory can reach beyond the decision to negotiate into the negotiations themselves [et l'implémentation, ajoutons-nous] by indicating that the perception of ripeness has to continue during negotiations if parties are not to reevaluate their positions and drop out<sup>152</sup>».

#### **4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (2): «échecs» et «succès» des interventions internationales**

Pourquoi certaines interventions internationales en résolution de conflits aboutissent-elles à des paix soutenables, alors que d'autres se terminent par des paix précaires ou par l'irruption de nouvelles vagues de violence? Selon Downs et Stedman, une intervention internationale connaît le «succès» quand la tierce partie prévoit le maintien des relations de coopération entre les acteurs nationaux une fois qu'elle a quitté le terrain<sup>153</sup>. Cela survient, d'après les considérations élaborées dans ce chapitre, quand les tierces parties réussissent à mettre en place des institutions capables d'endiguer, de façon autonome et endogène, l'incertitude une fois que l'intervenant externe aura quitté le terrain. Notre perspective confirme donc l'argument de Downs et Stedman:

*A policy implementation perspective requires that we pay attention to the environment surrounding implementation and recognize that some environments are more conducive to implementation than others. Such a perspective also looks to coalitions that support implementation and their willingness to invest resources<sup>154</sup>.*

<sup>152</sup> Zartman. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments», 14.

<sup>153</sup> Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation», 50.

<sup>154</sup> *Ibid.*, 55.

Du point de vue des intervenants externes, l'élaboration d'une approche intégrale de la résolution de conflits, qui puisse s'adresser simultanément à la question du degré de difficulté de la résolution de conflits et aux résultats obtenus par les intervenants externes dans ce domaine, n'opérationnalise pas ce que l'on devrait comprendre par «échec» et «succès» de la communauté internationale<sup>155</sup>. Par contre, elle passe par l'établissement d'instruments permettant aux tierces parties de déterminer la configuration du rapport de forces au moment (t). En suivant Stedman, nous concluons que les ressources mises à la disposition des intervenants externes doivent varier en fonction du degré prévu de difficulté de résolution de conflits<sup>156</sup>. Il est certain que là où  $G_E$  et  $O_E$  priment, l'intervention doit être plus musclée sur tous les plans.

Notre démarche s'inscrit aussi parmi les contributions qui soulèvent l'importance de la reconstruction étatique en tant que condition *sine qua non* à toute paix soutenable<sup>157</sup>. Non seulement les chercheurs en résolution de conflits ont souligné l'importance de cette dimension en termes de construction de la paix, mais aussi les spécialistes en transition vers la démocratie ont souligné que sans un État capable d'exercer son autorité sur tout le territoire national, la polyarchie est impossible<sup>158</sup>.

---

<sup>155</sup> Les indicateurs qui ont été proposés jusqu'à maintenant pour mesurer ce « succès » ne font pas consensus. Brown et Diehl, par exemple, cherchent à savoir si l'intervention a aidé à résoudre les causes du conflit et à faire diminuer les combats. Bratt suggère de focaliser l'analyse sur la performance de l'intervenant vis-à-vis du mandat, du « degré » de résolution du conflit, de la contention du conflit sur le plan intraétatique et sur la réduction des victimes de guerre (à un niveau inférieur à celui qui prévalait avant l'intervention). Toutefois, plusieurs questions restent encore sans réponse. Comment peut-on combiner ces indicateurs? Peut-on parler « d'échec limité », si une intervention atteint un objectif mais pas un autre? L'ajout d'indicateurs ne mène-t-il pas à une conception maximaliste des tâches des intervenants internationaux, à partir de laquelle il serait pratiquement impossible d'identifier des « succès ». Jusqu'à quel point la diminution des objectifs de, par exemple, une opération de paix, ne peut-elle pas aider à augmenter les probabilités de « succès »? Évaluer l'échec ou le succès d'un intervenant international par rapport à l'accomplissement d'un mandat peut mener à conclure que les chances de succès augmentent dès que l'on diminue l'ampleur des mandats, cela sans tenir compte de la « pertinence » du mandat. Pour le détail, voir: *Ibid.*, 45-49.

<sup>156</sup> Stedman. *Implementing Peace Agreements in Civil Wars: Lessons and Recommendations for Policymakers*, 5.

<sup>157</sup> Busumtwi-Sam, Costy et Jones. «Structural Deficits and Institutional Adaptations to Conflict and Peacebuilding in Africa», 369.

<sup>158</sup> Dankwart Rustow. 1970. «Transitions to Democracy. Toward a Dynamic Model». *Comparative Politics* 2 (no 3), 350-351.



Notre démarche prend ses distances face à certains arguments proposés dans le domaine de la résolution de conflits. Par exemple, Harzell et Hoddie signalent que plus les *garanties internes* assurent le partage du pouvoir, moins les *garanties externes* sont nécessaires pour assurer la stabilité postconflictuelle<sup>159</sup>. Nous soutenons qu'en tant que stratégie d'affaiblissement des extrémistes, et au-delà de la configuration des rapports de forces, des *garanties externes* sont toujours nécessaires si le but est d'augmenter les chances d'obtenir une paix soutenable. Mais aussi, de notre argumentaire découle l'idée que plus le besoin de *garanties internes* se fait sentir, plus le besoin de *garanties externes* est, lui aussi, majeur<sup>160</sup>. Rappelons-le, les *garanties internes*, telles qu'elles sont définies par Hartel et Hoddie, et Walter (des *garanties consociationnistes* dans notre modèle), sont des indicateurs d'extrémisme.

On peut ajouter que le partage du pouvoir s'applique surtout aux sociétés ethniquement fragmentées, où des minorités seraient condamnées à demeurer toujours perdantes si un système électoral majoritaire était établi. Toutefois, pourquoi faut-il supposer que les partis politiques doivent nécessairement s'articuler autour des clivages ethniques et qu'il ne peut pas exister un système judiciaire capable de défendre les droits (individuels et collectifs) des citoyens<sup>161</sup>? Même quand l'objectif n'est pas de créer une paix soutenable mais plus

---

<sup>159</sup> L'argument original se résume ainsi: «Peace agreements that allowed the individual adversaries to retain as much independent strength as possible – in the form of political representation, veto powers, and a military balance in the national forces – required only weak external security guarantees in order to succeed. Conversely, outside guarantees tended to be strongest in less bloody wars with low costs, and treaties with vague or underdeveloped political arrangements. Peace agreements that included few political guarantees for future political participation (or only the promise of elections) and unequal representation of groups in the national army required the strongest external guarantees in order to succeed. In these cases, the belligerents seemed far less certain of their own abilities to deter renewed war. Hartzell et Hoddie. «Institutionalizing Peace: Power Sharing and Post-Civil War Conflict Management», 351.

<sup>160</sup> Rothchild et Roeder indiquent que les accords de partage de pouvoir nécessitent une force externe pour assurer leur mise en œuvre. Rothchild et Roeder. «Dilemmas of State-Building in Divided Societies», 40.

<sup>161</sup> La Suisse ou la Belgique sont souvent montrées comme des cas de régimes de partage de pouvoir qui ont connu du succès. Or, mis à part les provisions spécifiques du partage de pouvoir, ces régimes comptent aussi avec des États de droit qui rendent les dirigeants responsables et qui assurent le lien entre les citoyens et les autorités publiques. Le fait que ces régimes soient stables ne contredit pas notre énoncé, bien au contraire, il renforce notre argument selon lequel les principes d'imputabilité et de citoyenneté sont sources de stabilité. Nous reprendrons cette discussion en conclusion de la thèse.

modestement d'éviter la guerre ou la reprise des hostilités, il est indispensable de faire la distinction «... between democratization of government and of regime. The first process concern institutions; the second the relations between state institutions and the civil society<sup>162</sup>.» Rappelons-le:

*The establishment of regular channels for the expression of conflicting interests has helped to stabilize the structure of great number of nation-states. The effective equalization of the status of different denominations has helped to take much of the brunt off the earlier conflicts over religious issues... The extension of suffrage and the enforcement of the freedom of political expression also helped to strengthen the legitimacy of the nation-state. The opening up of channels for the expression of manifest or latent conflicts between the established and the underprivileged classes may have brought many systems out of equilibrium in the earlier phase but tended to strengthen the body politic over time<sup>163</sup>.*

---

<sup>162</sup> Przeworski. «The Games of Transition», 123.

<sup>163</sup> Lipset. *Consensus and Conflict. Essays in Political Sociology*, 117.

## Chapitre 3

### **Ressources, rapports de force et conflits armés internes**

Les belligérants angolais, colombiens, mozambicains et salvadoriens, 1975-1989

Un extrémiste est celui qui pense qu'il n'y a pas d'espace pour la pluralité de pensée. Un extrémiste est tourné vers le passé. Il regarde le monde dans un rétroviseur, jamais l'avenir. Voilà l'extrémiste. Un modéré est celui qui pense qu'il n'existe pas d'effet sans cause. Il pense qu'il faut chercher des solutions partagées. Il croit que dans une négociation, tous doivent céder, mais tous peuvent gagner. Ce n'est pas grave si les extrémistes, de part et d'autre, sont assis à la table, car ils sont nécessaires. Mais les modérés sont tout aussi nécessaires<sup>1</sup>.

L'aversion à l'incertitude et à l'incapacité de remettre en question la pertinence de la stratégie armée sont deux des caractéristiques qui permettent de distinguer les acteurs extrémistes des modérés au moment (t). Alors que l'extrémiste est insensible à l'incertitude, le modéré y est sensible; alors que le premier peut se questionner sur la validité de la lutte armée quand il perçoit des impasses éprouvantes ou des catastrophes imminentes, l'extrémiste est incapable de faire ce type d'exercice. Sept des acteurs étudiés dans cette thèse, le MPLA et l'UNITA de l'Angola, les Forces militaires colombiennes (FMC), les FARC-EP et l'UC-ELN de la Colombie, le FRELIMO du Mozambique et les Forces armées du Salvador (FAES) ont pris, entre 1975 et 1989, des choix stratégiques pour garantir ou obtenir l'accès au pouvoir, qui ont fait plonger leur pays dans l'incertitude politique. Entre-temps, quatre acteurs modérés, le gouvernement d'Alfredo Cristiani (Salvador, 1989-94), le FDR-FMLN (Salvador), le M-19 (Colombie) et la RENAMO (Mozambique), ne définissent pas leur survie par l'accès permanent au pouvoir exécutif. Ils se disent prêts, tout au long du conflit, à négocier la paix tant et aussi longtemps qu'ils sont certains de survivre (physiquement) au

---

<sup>1</sup> Traduction libre. Entrevue avec un général à la retraite (FMC), réalisée à Bogotá D.C., le 8 octobre 2004.

processus et que l'accord final de paix sera plus qu'une victoire négociée de l'adversaire.

En analysant les conflits armés en Angola et au Mozambique, en Colombie et au Salvador de 1975 à 1989, nous démontrerons dans ce chapitre que la capacité d'accumuler et de retenir des ressources politiques, économiques et stratégiques détermine la configuration des rapports de force entre des factions extrémistes et modérées. En d'autres termes, l'accumulation de ressources avant 1989 – le moment (t) de l'ouverture de fenêtres de paix –, explique la capacité de  $G_E$ ,  $G_M$ ,  $O_E$  et  $O_M$  d'imposer leurs préférences sur la scène politique nationale.

Dans la première section, nous démontrerons que le MPLA, l'UNITA, les FMC et les FAES sont des factions extrémistes avantagées par le rapport de force. L'analyse commence par l'étude des gouvernements d'Angola et du Mozambique, se poursuit avec ceux du Salvador et de la Colombie, et se termine par les groupes armés extrémistes de l'opposition. Nous concluons que l'insensibilité à l'incertitude se traduit par des variations idéologiques majeures, par des sabotages à l'ordre du jour politique des factions modérées, par le refus de toute possibilité de négociation de paix, par l'utilisation du dialogue comme arme de guerre et par l'incapacité de réévaluer la pertinence de la confrontation en tant que choix stratégique.

Dans la deuxième section, nous dirigerons notre attention sur l'étude des acteurs modérés. L'analyse commence par l'étude de l'opposition modérée au Salvador, en Colombie et au Mozambique et se conclut avec l'émergence d'un moment propice au Salvador. Nous observerons comment le FMLN-FDR et la RENAMO, des acteurs favorisés par le rapport de force, ainsi que le M-19 (en situation de désavantage militaire) insistent à plusieurs reprises, pendant les années 1980, sur le besoin de chercher une solution négociée aux conflits armés internes. Ces acteurs octroient une certaine légitimité à l'adversaire, ils acceptent le principe de négociation, lancent des appels à l'intervention de tierces parties et des signaux coûteux en faveur de la paix. Toutefois, ce n'est que quand le rapport

de forces tourne en faveur de  $G_M$  que l'on observe l'émergence d'un moment propice.

Nous concluons alors qu'au moment (t), le rapport de forces est *radicalisé* en Angola, où le gouvernement du MPLA ( $G_E$ ) affronte l'UNITA ( $O_E$ ). Par contre, il est *mixte* au Mozambique. Dans ce pays,  $G_E$  (FRELIMO) entre en collision avec la RENAMO ( $O_M$ ). Enfin, le rapport de forces est favorable aux modérés au Salvador, où un moment propice à la résolution de conflits émerge entre l'administration d'Alfredo Cristiani ( $G_M$ ) et le FMLN-FDR ( $O_M$ ). La Colombie est un cas particulier, en raison du nombre de belligérants. Il s'agit ici d'un rapport radicalisé, la guerre ayant lieu surtout entre un  $G_E$  (FMC) et deux guérillas majeures (FARC-EP et UC-ELN). Toutefois, des  $G_M$  arrivent au pouvoir et des  $O_M$  mineures se manifestent en faveur de la paix. L'expérience colombienne démontre que la primauté des extrémistes n'empêche pas des négociations de paix entre les modérés, même si le résultat n'est ni une paix précaire ni une paix soutenable.

### **1. Extrémisme en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1975-1989**

L'insensibilité à l'incertitude des acteurs extrémistes se manifeste par l'imposition du programme politique privilégié par ses dirigeants. Au pouvoir, l'extrémisme se traduit par l'instauration de régimes caractérisés par l'absence de mécanismes de responsabilité verticale et horizontale des dirigeants. Les régimes du MPLA (Angola) et du FRELIMO (Mozambique) en 1977 représentent un type spécifique de totalitarisme, l'afro-marxisme, structuré autour de la présence d'un parti unique, dirigé par un leader fort, Agostinho Neto (1975-1979) et José Eduardo Dos Santos (1975-...) en Angola, et Samora Machel (1975-1985) et Joaquim Chissano (1986-2005) au Mozambique<sup>2</sup>. Ce type de régime possède une police secrète importante et une rhétorique idéologique marxiste-léniniste forte.

---

<sup>2</sup> Pour une définition des régimes à parti unique, voir: Samuel P. Huntington. 1991. *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman et Londres: University of Oklahoma Press, 12. Pour une discussion générale sur les différents types d'autoritarisme, voir: Juan Linz. 1990. «Transitions to Democracy». *The Washington Quarterly* (été), 145.

Au Salvador, l'autoritarisme prend la forme d'un régime oligarchico-militaire, qui se caractérise par un pacte implicite entre les élites économiques et militaires, selon lequel les premières se concentrent à accumuler les ressources économiques, tandis que les deuxièmes garantissent le *statu quo*. Le renforcement de l'armée comme instrument de répression devient ainsi une nécessité<sup>3</sup>. Dans le cas de la Colombie, le gouvernement est caractérisé par une forme souple d'autoritarisme<sup>4</sup>. La distinction entre des régimes à parti unique, et ceux où les militaires jouissent d'une autonomie vis-à-vis des autorités civiles, est importante pour mieux comprendre les capacités des factions extrémistes à *imposer* leurs règles du jeu<sup>5</sup>.

À l'opposition, l'extrémisme se traduit par le refus à de remettre en question la validité de la lutte armée en tant que choix stratégique ou, en cas de négociation, par la demande d'un accord de partage de pouvoir. En règle générale, les extrémistes de G et de O refusent de reconnaître la légitimité de l'ennemi, d'accepter la négociation comme principe de résolution de conflits, d'établir des règles temporaires pour encadrer les pourparlers et d'envoyer des signaux coûteux en faveur de la paix (voir le tableau I de la page 81).

---

<sup>3</sup> Pour une étude des régimes autoritaires centraméricains, voir: Graciela Ducatenzeiler et Fernando A. Chinchilla. 2001. «Pactos de Paz: Proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala». *Revista de Ciencias Sociales* 12 (octobre), 152; Rodolfo Cerdas. 1992. *El Desencando Democrático. Crisis de Partidos y Transición Democrática en Centroamérica y Panamá*. San José, Costa Rica: Red Editorial Iberoamericana Centroamérica S.A.. Voir aussi: James Mahoney. 2001. «Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective». *Studies in Comparative International Development* 36 (no 1).

<sup>4</sup> Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les régimes de partage de pouvoir comme le Front National (Colombie) instaurent des régimes hybrides pouvant être qualifiés de «démocratie dures» ou d'«autoritarismes mous». Pour un argument dans ce sens, voir: Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 41. Voir aussi: Todd Eisenstadt et Daniel García. 1995. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 268.

<sup>5</sup> Pour une analyse des régimes à parti unique en Angola et au Mozambique, voir: Edmond J. Keller. 1987. «Afro-Marxist Regimes». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers. Pour une analyse théorique des différents régimes autoritaires, voir: Linz. «Transitions to Democracy», 145-146.

### 1.1 *Afro-marxisme et greffe identitaire: le MPLA angolais et le FRELIMO mozambicain*

Dès la signature des Accords d'Alvor, le 15 janvier 1975, à travers lesquels les trois guérillas anticoloniales angolaises – le MPLA, le *Frente Nacional para la Libertação de Angola* (FNLA) et l'UNITA - s'engagent à former un gouvernement de transition, le MPLA n'hésite pas à demander l'appui de l'URSS et de Cuba pour expulser ses adversaires de Luanda. Bien sûr, le MPLA n'est pas la seule guérilla anticoloniale à compter sur des alliés internationaux. Le FNLA est appuyé par le Zaïre et les États-Unis, alors que l'UNITA reçoit de l'aide de ces derniers et de l'Afrique du Sud<sup>6</sup>.

Les événements se bousculent tout au long de 1975 au fur et à mesure que le transfert du pouvoir colonial, fixé au 11 novembre, approche. Le gouvernement de transition, formé par douze ministres (trois issus de chacun des groupes et trois Portugais), doit organiser des élections avant septembre 1975. Ce gouvernement doit aussi mettre sur pied une armée nationale de 48 000 soldats (24 000 Portugais et 8000 soldats issus de chacune des guérillas)<sup>7</sup>. Mais le processus est fragile. D'abord, le gouvernement de Lisbonne est instable: entre avril 1974 et décembre 1975, le Portugal est dirigé par six gouvernements provisoires et deux présidents. Ensuite, des divisions internes du MPLA et la méfiance du FNLA et de l'UNITA face à la médiation du Portugal (en raison des liens du MPLA avec le Parti communiste portugais) incitent les signataires des Accords d'Alvor à ne pas les respecter<sup>8</sup>. Des affrontements militaires ont donc lieu au cours de la période de

---

<sup>6</sup> Le renforcement stratégique du MPLA est surprenant. Le groupe est à l'époque paralysé par une lutte interne entre les dirigeants de la «Révolution de l'est», dirigée par Daniel Chipenda, et ceux de la «Révolution active», aux commandes des intellectuels de l'organisation. Or, le rapport de forces commence à favoriser la faction d'Agostinho Neto, qui prend la tête du mouvement. Gillian Gunn. 1987. «The Angolan Economy: A History of Contradictions». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 185. Voir aussi: Ana Leão et Martin Rupiya. 2005. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants». Dans M. Rupiya, dir., *Evolutions and Revolutions. A Contemporary History of Militaries in Southern Africa*. Pretoria: Institute for Security Studies, 12.

<sup>7</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 15.

<sup>8</sup> *Ibid.*, 12.

transition vers l'indépendance. Celui qui contrôlera la capitale angolaise le jour du transfert du pouvoir, raisonne-t-on, gouvernera le pays.

L'intervention de l'URSS et de Cuba en faveur du MPLA est suivie par l'entrée en scène du Zaïre aux côtés du FNLA et de l'Afrique du Sud derrière l'UNITA<sup>9</sup>. Cette aide en faveur du FNLA et de l'UNITA est toutefois insuffisante pour faire changer le rapport des forces en présence, qui donne désormais l'avantage au MPLA<sup>10</sup>. Le 11 novembre 1975, le MPLA et sa branche militaire, l'ELNA, déclarent l'indépendance à Luanda<sup>11</sup>. Parallèlement, le FNLA et l'UNITA, appuyés par 6000 soldats sud-africains déployés en octobre dans la province de Cunene, proclament la naissance de la République démocratique d'Angola<sup>12</sup>. C'est ainsi que la République populaire d'Angola, celle d'Agostinho Neto et la «deuxième guerre angolaise» ont vu le jour simultanément<sup>13</sup>.

La première tâche du gouvernement du MPLA est d'obtenir la reconnaissance internationale, ce qui lui est conféré par l'Organisation de l'unité

---

<sup>9</sup> On évalue à 1200 le nombre de soldats zaïrois en opération en Angola en mai 1975. Le général Mobutu (Zaïre), apparenté à Holden Roberto (dirigeant principal du FNLA) et ennemi du MPLA (qui appuie la rébellion zatangese), a de bonnes raisons d'intervenir en Angola, notamment pour assurer son accès au pétrole en provenance de l'enclave de Cabinda. Pour plus de détails, voir: *Ibid.*, 20. Voir également: Assis Malaquias. 2001. «Diamonds are a guerrilla's best friend: the impact of illicit wealth on insurgency strategy». *Third World Quarterly* 22 (no 3), 318; Philippe Le Billon. 2001. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000». *African Affairs* 100, 58.

<sup>10</sup> D'avril à octobre 1975, cette guérilla reçoit de l'équipement soviétique pour environ 200 à 400 millions de dollars. Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 18; L. Adele Jinadu. 1987. «Soviet Influence on Afro-Marxist Regimes: Ethiopia and Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 238. Pour un aperçu général, voir: Anstee, Margaret Joan. 1996. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*. Houndmills, Basingstoke, et Hampshire: MacMillan Press Ltd., 8.

<sup>11</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 17.

<sup>12</sup> *Ibid.*, 21.

<sup>13</sup> On peut concevoir l'histoire politique angolaise de 1962 à 2002 comme une succession de trois guerres. La première est la confrontation anticoloniale, qui a lieu de 1962 à 1975. La deuxième commence en 1975 et se termine par les Accords de Bicesse, en 1991. Enfin, la troisième débute vers 1992-1993, et se termine en 2002, avec la victoire militaire du MPLA. Pour de l'information concernant le déploiement sud-africain, voir: Jakkie Potgieter et Richard Cornwell. 1998. *Angola – Endgame or Stalemate?* En ligne. <<http://www.iss.co.za/Pubs/Papers/30/Paper30.html>> (page consultée le 20 juillet 2005).



africaine (OUA) le 10 février 1976<sup>14</sup>. Cette date représente un tournant en ce qui concerne le rapport de forces politiques en Angola. Rappelons que l'OUA avait auparavant insisté sur la nécessité d'arriver à un accord entre les trois guérillas anticoloniales pour organiser les premières années de l'indépendance, aucune d'entre elles ne pouvant se réclamer comme les «seules représentantes» des Angolais<sup>15</sup>. Or, l'ingérence militaire du gouvernement de l'Apartheid sud-africain fait pencher la balance en faveur du MPLA.

Le gouvernement de la République populaire de l'Angola accède ainsi au statut de «représentant des intérêts des peuples africains» que le FRELIMO avait obtenu environ dix ans auparavant dans le cadre de la lutte anticoloniale mozambicaine, lorsque les présidents Nyerere (Tanzanie) et Kaunda (Zambie) avaient réussi à unifier les mouvements anticoloniaux mozambicains autour des figures d'Eduardo Mondlane et de Samora Machel<sup>16</sup>. En d'autres termes, contrairement à l'Angola, où les États de la «Ligne de front» (qui appuient ouvertement les luttes anticoloniales africaines) se sont gardés d'appuyer l'un ou l'autre des groupes anticoloniaux, le FRELIMO, en tant que front unifié, obtient cet statut dès les années 1960 et, avec lui, le soutien moral de l'ONU et de l'OUA<sup>17</sup>. Mais à partir de 1976, avec la reconnaissance de l'ONU du gouvernement basé à Luanda, l'histoire des deux anciennes guérillas – le MPLA et la FRELIMO –, des nouveaux gouvernements indépendants et de leurs pays sera très similaire, tant du point de vue politique qu'économique et stratégique.

---

<sup>14</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 21.

<sup>15</sup> Potgieter et Cornwell. *Angola – Endgame or Stalemate?*

<sup>16</sup> William Minter. 1998. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 119.

<sup>17</sup> James Busumtwi-Sam. 1999. «Redefining 'security' after the Cold War: The OAU, the UN, and Conflict Management in Africa». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Civil Wars in Africa. Roots and Resolution*. Montreal, Kingston, Londres, et Itaca: McGill/Queen's University Press, 262; Herbert Howe et Marina Ottaway. 1987. «State Power Consolidation in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 43; Barry Schutz. 1995. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 113.

### 1.1.1 Accumulation de ressources politiques nationales et internationales

Sur le plan politique, les gouvernements de l'Angola et du Mozambique adoptent, en 1977, lors du premier congrès du MPLA et du troisième congrès du FRELIMO, le marxisme-léninisme comme idéologie. Le MPLA a toujours été plus proche de l'URSS que le FRELIMO, la faction de Neto ayant été associée dès sa création à Moscou. Le FRELIMO, quant à lui, se rapproche plutôt des pays du bloc de l'Est, même si l'intérêt pour consolider les relations avec les Soviétiques subsiste. Comme nous l'expliquerons plus tard, les attentes mozambicaines en matière de coopération internationale ne seront pas comblées. Cet intérêt s'accroît après la mort d'Eduardo Mondlane, son fondateur, en 1968. Désormais, Samora Machel, dirigeant de «l'aile radicale» du groupe, prend le contrôle<sup>18</sup>. À partir de 1977, ces particularités historiques s'effacent: les deux gouvernements se proclament des partis «d'avant-garde», dont la mission est de conduire leur pays vers le socialisme.

Le MPLA établit alors un monopole des médias et nationalise, centralise et collectivise l'économie. Les syndicats sont attachés aux structures du parti et les dirigeants de l'opposition sont considérés comme des «disséminateurs réactionnaires de l'idéologie du pluralisme politique<sup>19</sup>». Le FRELIMO, qui avait consolidé sa légitimité nationale et internationale en mettant en place des plans de santé et d'éducation financés par des ONG suédoises et néerlandaises, supprime toute activité politique extrapartisane, et envoie les dirigeants de l'opposition dans des «camps de rééducation»<sup>20</sup>. En d'autres termes, le front se fractionne et la faction marxiste-léniniste, sous les ordres de Machel, supprime les autres secteurs qui ne partagent pas cet ordre du jour. Le FRELIMO décide aussi de créer des

<sup>18</sup> John A. Marcum. 1987. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 72; Schutz. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique», 114.

<sup>19</sup> Traduction libre. Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 71; Leonid L. Fituni. 1995. «The Collapse of the Socialist State: Angola and the Soviet Union». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 148.

<sup>20</sup> Pekka Virtanen. 2003. «Defining the 'Other': Democracy in Mozambique Within: A Historical Perspective». *African and Asian Studies* 2 (no 3), 246.

villages communautaires (des coopératives agricoles de production collective) très similaires aux grandes fermes agricoles administrées par le MPLA en Angola<sup>21</sup>. Ces villages seront transformés par la suite en grandes fermes collectives assujetties au budget national et au contrôle du parti<sup>22</sup>.

Pour ceux qui ne partagent pas le programme révolutionnaire, cette imposition unilatérale et l'exclusion politique deviennent des incitatifs à prendre les armes:

- (1) Dans le cas de l'Angola, les exclus – le FNLA et l'UNITA, sont des organisations qui existent depuis au moins une décennie. À la suite de leur expulsion de Luanda et de l'adoption du marxisme-léninisme par le MPLA, le leader de l'UNITA, Jonas Savimbi renforcera ses appuis politiques en consolidant les liens entre l'UNITA et le peuple Ovimbundu. Nous y reviendrons;
- (2) Au Mozambique, l'émergence d'une opposition armée prendra quelque temps, les premières informations soulignant l'existence d'une «résistance» datant de 1977-1979. Entre temps, le FRELIMO impose une politique antitribale qui «... led to the proscription of rights and powers of the vast range of traditional chiefs, healers (*curandeiros*), judges, and notables. With no transition and no explanations, FRELIMO [...] violated the traditions and preferences of the very

---

<sup>21</sup> Pour le Mozambique, voir: Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 30; Schutz. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique», 114-115; Ibrahim Msabaha. 1995. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 209. Pour l'Angola, voir: Gunn. «The Angolan Economy: A History of Contradictions», 187; Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 71, 73.

<sup>22</sup> John S. Saul. 1987. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 114.; Saul. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique», 135; Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 46.

peasant peoples<sup>23</sup>...» Il s'agit, comme nous le verrons, de la base d'appui de la RENAMO;

- (3) Dans les deux cas, cette imposition marxiste-léniniste draine les ressources politiques des gouvernements vers les groupes d'opposition. En d'autres termes, le MPLA et le FRELIMO sont légitimes et crédibles, mais seulement dans les territoires sous leur contrôle. Sur le plan international, par contre, ils sont reconnus en tant que gouvernements, ce qui les place en situation avantageuse en termes de rapports de force politique vis-à-vis de leurs adversaires.

### 1.1.2 Accumulation de ressources économiques: où est l'URSS?

Sur le plan économique, l'expérience socialiste est un échec dans les deux pays. En fait, dès le départ, le caractère marxiste du MPLA est mis en doute. Certes, l'État parvient à contrôler, au début des années 1980, environ 65 pour cent du PIB grâce aux politiques de nationalisation et de collectivisation de la propriété privée<sup>24</sup>. Or, non seulement les entreprises Chevron, Texaco et Conoco pompent-elles allègrement le pétrole angolais, mais en plus l'influence capitaliste dans le secteur bancaire, alimentaire et des transports augmente rapidement. Le pétrole est le premier produit d'exportation du pays (30 pour cent de la valeur totale) depuis 1973. Le MPLA refuse de nationaliser le secteur mais crée la *Sociedade nacional de combustíveis de Angola* (SONANGOL) en 1976, une entreprise d'État chargée de réguler les activités d'exploitation de la ressource<sup>25</sup>.

Au Mozambique, qui ne compte pas sur ces richesses naturelles, le succès de «l'expérience socialiste» est plus dépendant des rapprochements du pays avec le bloc de l'Est. Dans le même esprit que les autorités angolaises, qui signent avec

<sup>23</sup> Schutz. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique», 117.

<sup>24</sup> Fituni. «The Collapse of the Socialist State: Angola and the Soviet Union», 150.

<sup>25</sup> Le gouvernement ne peut se permettre de perdre sa capacité d'attraction des investissements étrangers dans ce secteur, qui totaliseront 400 millions de dollars entre 1981 et 1985). Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 78. Pour un bref exposé des relations économiques avec les pays socialistes, voir: Gunn. «The Angolan Economy: A History of Contradictions» 185-186; Manuel Ennes Ferreira. 1995. «La reconversion économique de la nomenklatura pétrolière». *Politique Africaine* 57, 12.

Moscou un traité de commerce et de coopération technique en 1976, les autorités mozambicaines misent dans un premier temps sur l'appui soviétique, «l'allié naturel et l'arrière-garde» du FRELIMO, pour lancer économiquement le nouveau pays indépendant<sup>26</sup>. La coopération est vitale, car l'aide de l'Europe occidentale (alignée sur les intérêts du Portugal) se fait attendre, alors que les liens de dépendance avec l'Afrique du Sud, qui voit dans ce gouvernement «noir» une menace à la stabilité de l'Apartheid, subsistent<sup>27</sup>.

Les premières années d'indépendance du Mozambique riment donc avec une forte augmentation des échanges, le commerce entre ce pays et l'URSS étant passé de 8 millions de dollars en 1977 à 80 millions en 1980<sup>28</sup>. Cependant, le pays n'est pas admis (comme d'ailleurs aucun des pays africains) au Comité d'assistance économique mutuelle (CAEM mieux connu sous l'acronyme de Comecon)<sup>29</sup>. Voilà une des raisons du refroidissement des relations entre les deux pays. Par ailleurs, l'expérience mozambicaine de coopération avec l'URSS est décevante et similaire à celle de l'Angola, où les échanges économiques sont négligeables en comparaison de la coopération militaire<sup>30</sup>.

Dès son quatrième congrès (1983), le FRELIMO met de côté les recettes économiques marxistes-léninistes et adopte une approche «plus flexible». À cette époque, l'Angola est déjà engagée depuis trois ans dans sa propre «rectification».

<sup>26</sup> Jinadu. «Soviet Influence on Afro-Marxist Regimes: Ethiopia and Mozambique», 241; pour l'Angola, voir: Gunn. «The Angolan Economy: A History of Contradictions», 186; pour une perspective générale, voir: Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 4, 19.

<sup>27</sup> Ce régime d'Apartheid commence à boycotter économiquement le Mozambique dès l'arrivée au pouvoir du FRELIMO. Par exemple, le nombre de visas sud-africains octroyés à des nouveaux miniers mozambicains (des centaines de milliers de Mozambicains travaillent dans les mines d'or du Transvaal), qui totalisaient 100 000 par année au début des années 1970, est réduit à 45 000 dans la deuxième moitié de cette décennie. Dans le même esprit, des accords qui permettaient aux Mozambicains d'être payés en or, selon les prix officiels, furent annulés. Enfin, entre 1974 et 1979, l'achalandage en provenance de l'Afrique du Sud vers le port de Maputo a diminué de 24 pour cent. Voir: Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 43.

<sup>28</sup> Jinadu. «Soviet Influence on Afro-Marxist Regimes: Ethiopia and Mozambique», 246.

<sup>29</sup> *Ibid.*, 249-250.

<sup>30</sup> Même si on met l'accent exclusivement sur les échanges militaires, force est de constater que les 410 millions de dollars reçus par le MPLA en armes soviétiques ne représentent que 0,12 pour cent du commerce des armes de ce pays. Voir: Gunn. «The Angolan Economy: A History of Contradictions», 186.

En effet, à la suite du Congrès extraordinaire tenu en 1980, le MPLA abandonne officiellement l'administration des 6000 fermes d'État. De plus, en décembre 1982, José Eduardo Dos Santos, alors à sa troisième année au pouvoir (Agostinho Neto est mort en 1979), obtient des pouvoirs spéciaux du Congrès. Le président ignore les lignes directrices du congrès de 1977 et introduit une série de «plans d'urgence» qui favorisent une redynamisation de l'industrie du café et l'augmentation de l'offre de biens de consommation<sup>31</sup>. En bref, le gouvernement privatise l'économie.

Le gouvernement mozambicain suit à peu près le même chemin. En 1984, le pays entre au Fonds monétaire international (FMI) et, en mai 1985, le gouvernement libéralise le marché pour certains produits agricoles.<sup>32</sup> Entre-temps, en 1984, le MPLA prépare son deuxième congrès, où Eduardo Dos Santos propose «l'ajustement de la théorie marxiste aux conditions réelles du terrain<sup>33</sup>». En avril 1985, l'Angola annonce son adhésion à la Convention de Lomé, qui permet à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) d'offrir de l'aide économique aux pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui veulent adapter leur économie à la logique du marché. Le congrès officialise la décentralisation de la gestion économique et l'abandon des fermes d'État<sup>34</sup>.

L'intégration économique au capitalisme permet au FRELIMO d'accéder à des ressources qui amélioreront quelque peu la situation du gouvernement. La libéralisation permet, par exemple, le déblocage de l'aide alimentaire en

---

<sup>31</sup> *Ibid.*, 189.

<sup>32</sup> Machel, avons-nous souligné, est associé à «l'aile radicale» du FRELIMO, mais est aussi reconnu pour son pragmatisme; «Machel knew a mistake when he saw one». Toutefois, notons que le fait que l'adoption du marxisme-léninisme soit ou non perçue comme une erreur par l'élite du FRELIMO reste toujours matière à débat. Même si l'économie est partiellement libéralisée, ce même congrès ratifie la construction du socialisme en tant qu'objectif ultime du pays. Il confirme aussi l'importance de «... the creation and consolidation of Party organisations in the factories, cooperatives, firms, defence and security bodies, schools, the state apparatus, communal villages and urban neighbourhoods...». Frente de Libertação de Moçambique. 1983a. *FRELIMO Party Programme and Statutes (IV Congress)*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique, 16-18. Voir également: Schutz. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique», 121.

<sup>33</sup> Traduction libre. Gunn. «The Angolan Economy: A History of Contradictions», 191.

<sup>34</sup> *Ibid.*, 190, 192-193.

provenance des États-Unis, qui atteindra 60 millions de dollars en 1985<sup>35</sup>. De plus, rappelons-le, ce n'est pas par manque de volonté, mais par refus du Congrès, que l'administration de Ronald Reagan n'a pas octroyé 1 million de dollars en aide militaire au FRELIMO en 1985. Les *Forças populares de libertação de Moçambique* (Forces populaires de libération du Mozambique, FPLM, ancienne armée anticoloniale) commencent à être entraînées en Grande-Bretagne<sup>36</sup>.

En Angola, l'extrême dépendance du gouvernement face au pétrole, son programme de libéralisation économique et la fusion entre parti et État produisent une distribution des ressources économiques avantageuse à l'élite du MPLA mais désavantageuse pour l'État. En d'autres mots, l'adoption du marxisme encourage la privatisation des redevances du pétrole, qui n'iront pas vers l'État angolais mais vers la nomenklatura du MPLA<sup>37</sup>. En fait, 800 millions de dollars par année en revenus pétroliers sont à peine suffisants pour justifier l'utilisation de la répression pour protéger les privilèges économiques du MPLA<sup>38</sup>; la consolidation de l'État angolais ne faisant pas partie des priorités:

*... more insulated as revenues from oil allowed it to ignore constituents and the need to broaden its social bases of support. Power became more concentrated in the hands of the president and the military, and access to state resource more restricted to groups considered strategically important*<sup>39</sup>.

En bref, pétrole ou pas, tant en Angola qu'au Mozambique, la position stratégique de G se dégrade. Vers la moitié des années 1980, la situation des FPLM est critique en raison de l'apparition, en 1977, d'un groupe contre-révolutionnaire, la *Resistencia Nacional Moçambicana* (RENAMO). En Angola,

<sup>35</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 49-50.

<sup>36</sup> *Ibid.*, 56.

<sup>37</sup> Ferreira. «La reconversion économique de la nomenklatura pétrolière», 469. Voir également: Le Billon. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000», 58.

<sup>38</sup> Malaquias. «Diamonds are a guerrilla's best friend: the impact of illicit wealth on insurgency strategy», 319.

<sup>39</sup> James Busumtwi-Sam. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa». *Studies in Comparative International Development* 37 (no 3), 100.

la défense devient la priorité du pays en 1985; on évalue à 50 000 le nombre de soldats cubains au pays<sup>40</sup>.

### *1.1.3 La précarité stratégique: États au bord de l'effondrement*

L'émergence de la RENAMO, que nous étudierons plus en détail à la section 2.1, n'est pas la seule raison qui explique l'incapacité de l'État mozambicain à asseoir son autorité sur l'ensemble du pays. La position stratégique des guérilleros, au moment de l'effondrement du pouvoir colonial, compte. Quand les putschistes de Lisbonne décident de démanteler l'empire portugais pour mettre l'accent sur les problèmes internes du pays, le FRELIMO se retrouve par défaut au pouvoir, avec la mission d'établir un État, de se transformer lui-même en parti politique et d'établir une armée. Or, en 1975, la guérilla avait seulement réussi à «libérer» Niassa et Cabo Delgado (les provinces du nord du pays), et comptait une faible présence à Maputo. Pour remplir les nouvelles tâches en tant que gouvernement, les anciens rebelles comptent au mieux avec 10 000 cadres, une base territoriale peu représentative et une capacité administrative peu développée<sup>41</sup>.

Le Mozambique reçoit en 1982 des armements pour une valeur d'environ 250 millions de dollars de l'URSS: il s'agit de 35 chars, 8 MiG-21, des missiles SAM-7 et des obusiers de 122 mm; cette aide est loin d'être suffisante pour freiner l'expansion de la RENAMO<sup>42</sup>. C'est ainsi qu'en 1984, le président Machel signe, avec le président sud-africain, P.W. Botha, l'Accord de Nkomati, un pacte de non-agression qui met fin à l'appui du FRELIMO à l'ANC sud-africaine, en échange de la fin de l'appui de l'Apartheid aux contre-révolutionnaires mozambicains. Un autre accord, cette fois avec le Malawi, est signé en 1986, pour supprimer les bases de la RENAMO dans ce pays. Pour le FRELIMO, la RENAMO, un groupe de mercenaires, est un instrument de déstabilisation créé

<sup>40</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 23.

<sup>41</sup> Saul. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique», 146; Schutz. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique», 113; Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 44, 53-54.

<sup>42</sup> Jinadu. «Soviet Influence on Afro-Marxist Regimes: Ethiopia and Mozambique», 243-244.



par la Rodhésie d'Ian Smith et adopté par l'Afrique du Sud lorsque la Rodhésie de Ian Smith devient le Zimbabwe de Robert Mugabe<sup>43</sup>.

Toutefois, ces accords ne freinent pas la croissance du groupe contre-révolutionnaire. La réorganisation de l'armée mozambicaine et le déploiement de 14 000 soldats zimbabwéens (pour protéger le corridor de Beira, accès à la mer du Zimbabwe), permettent au FRELIMO d'obtenir quelques succès militaires dans la province d'Inhambane, mais rien ne pouvant se rapprocher de la victoire militaire<sup>44</sup>. L'armée mozambicaine ne compte que des soldats peu passionnés, sans esprit d'équipe et inaptes à manipuler l'armement soviétique<sup>45</sup>. Le gouvernement se doit par ailleurs d'imposer la conscription. En 1987, l'État est au bord de l'effondrement<sup>46</sup>. Le pays est accessible à partir de Maputo seulement par air et le gouvernement perd la capacité de mettre en œuvre ses politiques publiques<sup>47</sup>:

*Some observers have argued that, although South Africa has not sought to install a Renamo government in power, Frelimo might collapse on its own. The combination of Rhodesia's, Renamo's, and South Africa's attacks, on the one side, and Frelimo's inability to defend the state and revive the economy on the other, have create a vicious circle. Renamo's strength makes it difficult for Frelimo to reach the villages, which in turn further strengthens Renamo or at least creates a power vacuum in the rural areas<sup>48</sup>.*

En Angola, la nomenclatura du MPLA est probablement en meilleure santé financière que l'élite du FRELIMO, mais l'État est dans une situation tout

---

<sup>43</sup> Frente de Libertação de Moçambique. 1984. *Pela Paz. Acordo Nkomati*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique, 48. Voir également: Frente de Libertação de Moçambique. 1983b. *Out of Underdevelopment to Socialism (IV Congress)*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique., 22-26, 66-69; Frente de Libertação de Moçambique. 1987. *The Roots of Armed Banditry*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique; Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 211.

<sup>44</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 57; Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 204; Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 56.

<sup>45</sup> Rappelons que «President Machel acknowledged many times that the draft system was arbitrary and that this had created “damaging” and “incapacitating” consequences, notably a “lack of political conscience”. Indiscipline by the FAM and the secret police angered the citizenry and prompted President Machel to institute a continuing “legality offensive” to curb the excesses of the security forces, but apparently with little success». Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 52-53.

<sup>46</sup> *Ibid.*, 43-44.

<sup>47</sup> Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 210.

<sup>48</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 59.

aussi précaire. Dans ce pays, «... The state continues to exist due to the sale of oil and diamonds<sup>49</sup>.» Les redevances liées au pétrole permettent de financer la guerre, soit en prenant directement les ressources pour acheter des armes, soit en accédant à du crédit sur le marché international. Le gouvernement vise donc à faire augmenter son pouvoir de frappe par tous les moyens – l’endettement inclus -, le but étant de se procurer l’équipement soviétique le plus sophistiqué possible<sup>50</sup>.

Mais aussi, et comme au Mozambique, le gouvernement tente de supprimer la capacité de frappe de l’opposition armée en éliminant ses «alliances internationales». En 1978, par exemple, le gouvernement angolais signe avec le général Mobutu un accord où le Zaïre s’engage à ne plus appuyer le FNLA en échange de la fin de l’appui du MPLA aux groupes rebelles zaïrois. Pour le FNLA, cela signifie son expulsion du Zaïre, soit la perte de son arrière-garde stratégique<sup>51</sup>. Toutefois, l’appui du gouvernement de l’Apartheid permettra à l’UNITA de survivre. Quand l’ELNA (l’armée du MPLA) se dote d’une aviation pour bombarder les FALA (le bras armé de l’UNITA), celles-ci se procurent de l’artillerie antiaérienne, des mines antipersonnel et des explosifs. Quand le MPLA déploie des bataillons plus grands, l’Afrique du Sud introduit des armes antichars<sup>52</sup>. Le pétrole permet à l’ELNA d’intensifier la guerre. Mais cette escalade, loin de se traduire par une amélioration de la position stratégique du MPLA, justifie l’augmentation des investissements militaires sud-africains. En bref, le conflit s’intensifie.

#### *1.1.4 Reconfiguration du rapport de forces au Mozambique?*

Après la mort du président Machel, en 1985, Joaquim Chissano, son ministre des Affaires étrangères, prend le pouvoir et inaugure une ère de

---

<sup>49</sup> Fituni. «The Collapse of the Socialist State: Angola and the Soviet Union», 145.

<sup>50</sup> Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 77.

<sup>51</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 9, 12, 19, 22-23. Voir également: Potgieter et Cornwell. *Angola – Endgame or Stalemate?*.

<sup>52</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 26.

changement conduisant à la «démocratisation du parti<sup>53</sup>». Ce «changement de garde» signale ce qu'Howe et Ottaway appellent un «revirement du rapport» de force en faveur des ailes modérées du gouvernement<sup>54</sup>. Plus tard, des organisations sociales obtiennent la permission de collecter des fonds de façon autonome, les autorités abandonnant leur projet de laïcisation de la société, et le pays ratifie la Charte africaine des droits humains et des peuples<sup>55</sup>. Le FRELIMO s'éloigne aussi de la rhétorique socialiste; le nouveau langage met l'accent sur les droits à la liberté d'association, les droits civils de la population et la décentralisation administrative<sup>56</sup>. En 1989, lors de son cinquième congrès, le FRELIMO abandonne le marxisme-léninisme. Le parti met alors en branle un «débat populaire» en vue de l'adoption d'une nouvelle constitution multipartisane<sup>57</sup>.

Toutefois, en revenant sur les considérations élaborées au premier chapitre, nous ne pouvons que conclure que ce changement n'indique pas un revirement du rapport de forces dans le parti – ou un processus de «modération» du gouvernement -, pour quatre raisons:

- (1) Aux yeux de l'élite, ce changement est nécessaire pour renforcer l'unité du parti en vue de vaincre «... the bandits of the self-styled “Mozambique National Resistance” (MNR), created by Ian Smith’s Rhodesia, and later transferred to South African control<sup>58</sup>». En bref, il

<sup>53</sup> Virtanen. «Defining the 'Other': Democracy in Mozambique Within: A Historical Perspective», 243; Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 215.

<sup>54</sup> Ce changement aurait débuté en 1983. Cette année, indiquent les auteurs, le quatrième congrès «... confirmed the ascendancy of the moderate faction, in part because economic condition by this time had become so disastrous than a continuation of the 'large project approach' was no longer feasible—although it still had its supporters». Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 48.

<sup>55</sup> Alexander Costy. 2004. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 167.

<sup>56</sup> Busumtwi-Sam. «Sustainable Peace and Development in Africa», 104.

<sup>57</sup> Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 68; Jeremy M. Weinstein. 2002. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story». *Journal of Democracy* 13 (no 1), 148; Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 167.

<sup>58</sup> La citation se trouve à la première page de l'introduction des nouvelles règles démocratiques du parti. Voir: Frente de Libertação de Moçambique. 1989. *FRELIMO's 5TH Congress (Documents 1): Statutes and Programme*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique, 3.

n'existe pas de changement stratégique, dans la mesure où l'objectif de FRELIMO continue à être la victoire militaire, même si le prix pour obtenir est leur conversion en «démocrates».

- (2) Le changement de l'ordre du jour économique est imposé unilatéralement, d'en haut (*from above*), comme ce fut le cas lors de l'adoption du marxisme-léninisme. Il est donc pertinent de se demander jusqu'à quel point l'élite du FRELIMO se soucie d'inclure les intérêts de l'opposition dans la formulation de politiques publiques pour favoriser une réduction de l'incertitude.
- (3) Cette «ouverture» doit être évaluée sur l'ensemble des indicateurs définis au tableau II du premier chapitre. À cet égard, aucune information en provenance du V<sup>e</sup> congrès ne laisse entrevoir une quelconque reconnaissance de légitimité de la RENAMO, l'acceptation de la négociation comme principe de résolution de conflits, l'appel à l'établissement de règles temporaires pour gérer la phase de négociations ou l'envoi de signaux coûteux en faveur de la paix. Par ailleurs, des auteurs comme Msabaha soulignent que Chissano ne s'est pas préparé pour une «négociation de paix», mais pour vaincre la RENAMO par la négociation<sup>59</sup>. Rappelons-le, la manipulation d'une négociation permettant à un des participants d'obtenir ce qu'il n'a pas eu par la voie militaire fait partie des effets d'entraînement.
- (4) Enfin,

*... while it is true that in 1977 the balance of power within Frelimo shifted in favor of the hard-liners and in 1983 it swung toward the moderates, the composition of the top leadership of Frelimo remained constant though all these shifts. Frelimo was controlled by an old guard of preindependence leaders, who did not always agree on all issues, but who remained firmly in control of the organization and were able to contain their disagreements within the party itself [...] The choice of Chissano as the new president seemed to confirm the continued*

---

<sup>59</sup> Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 216.

*ascendancy of the more moderate group, but the hard-liners remained very much part of the organization*<sup>60</sup>.

En conclusion, nous observons en Angola et au Mozambique des gouvernements au bord de l'effondrement qui font augmenter l'incertitude en imposant unilatéralement des règles du jeu autoritaires. De plus, et en reprenant l'expression d'O'Donnell, il existe un fossé entre le *pays formel* et le *pays réel*, les règles du jeu ne correspondant pas toujours au discours, et cela sans tenir compte du fait qu'elles changent au fur et à mesure que le conflit avance. En tant que gouvernements, le MPLA et le FRELIMO sont des acteurs extrémistes parce qu'ils font des choix sans prendre en considération leurs effets sur l'incertitude. Quant à leur survie et à l'accès permanent au pouvoir, c'est l'amalgame entre parti, armée et État qui fait en sorte qu'en référant au FRELIMO ou au MPLA, on réfère aussi à l'État et à l'armée. Il n'existe pas de grande différence en Angola et au Mozambique entre la «mort du parti», la «défaite militaire de l'armée nationale» et la défaillance de l'État. Le contrôle de l'État donne au MPLA l'accès aux recettes du pétrole, une ressource absente au Mozambique. Mais à la différence de l'Angola, les contre-révolutionnaires mozambicains n'ont pas de diamants ou les superpuissances en tant qu'alliés, et ne comptent pas avec un dirigeant charismatique comme Jonas Savimbi. Dans son ensemble, cette distribution de ressources politiques, économiques et stratégiques, place le MPLA et le FRELIMO dans une position similaire face à l'UNITA et à la RENAMO. Nous y reviendrons.

### ***1.2 S'assujettir ou se rebeller: les gouvernements de Betancur, Duarte et Barco sous un angle comparatif***

L'arrivée au pouvoir de Belisario Betancur (Colombie, 1982), de José Napoleón Duarte (Salvador, 1984) et de Virgilio Barco (Colombie, 1986), survient dans des moments d'escalade militaire et de perte de légitimité de G. En Colombie, même si le Front National n'existe (formellement) plus, ses institutions subsistent. Betancur s'engage à continuer le *desmonte* (démantèlement), à les

---

<sup>60</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 50. Encore aujourd'hui, cette vieille garde est puissante et organisée dans le ministère des Anciens Combattants. Entretien avec l'expert no 2 (politique mozambicaine), réalisé à Maputo, le 25 août 2005.

supprimer et à permettre l'inclusion de nouveaux acteurs dans le système politique<sup>61</sup>. Une fois élu, il remplace la stratégie de confrontation du président César Turbay (1978-1982) par la reconnaissance des «causes objectives et subjectives» de la violence, et par la garantie du droit de contestation à l'opposition<sup>62</sup>. Il décrète une loi d'amnistie pour plus de 500 guérilleros; il lance un dialogue de paix et octroie un «statut politique» aux guérillas, des groupes traditionnellement perçus par les autorités comme des «brigands terroristes»<sup>63</sup>. Enfin, il signe, en mars 1984, un cessez-le-feu avec les FARC à La Uribe<sup>64</sup>. Virgilio Barco (Colombie, 1986) s'engage à terminer le *desmonte*, en instaurant un schéma basé sur «un gouvernement et une opposition». Il lance sa *Politique de changement pour la réconciliation, la normalisation et la réhabilitation* (PNR) en septembre 1986 et se dit prêt à reconnaître les accords de La Uribe.

Pour sa part, José Napoléon Duarte (Salvador) est le premier président civil élu après l'élaboration de la constitution de 1982; ce qui marque en principe la fin d'une période d'instabilité caractérisée par l'arrivée au pouvoir de trois juntas civilo-militaires entre 1979 et 1982<sup>65</sup>. Dès son élection, il annonce son

---

<sup>61</sup> Bien que formellement le Front National ait existé pendant 16 ans (1958-1974), ses structures seront démantelées pendant les années 1980. Les spécialistes colombiens s'accordent en général pour affirmer que la disparition de l'héritage du Front National survient avec l'approbation de la constitution de 1991. La période qui va de 1974 à 1991 est donc connue comme le *desmonte* (le «démantèlement»). Voir: Gabriel Murillo Castaño et Freddy Osorio Ramírez. 2007. «La Calidad de la Democracia Colombiana: Perspectivas y Limitaciones». *América Latina Hoy* 45, 56. Voir aussi: Mauricio Romero. 2003. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*. Bogotá D.C.: Instituto de Estudios Políticos y de Relaciones Internacionales, 64-65; Daniel L. Nielson et Matthew Soberg Shugart. 1999. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform». *Comparative Political Studies* 32 (no 3), 325.

<sup>62</sup> Le statut de sécurité de 1978 aurait permis au gouvernement Turbay de procéder à l'arrestation de 60 000 personnes. Voir: Adolfo León Atehortúa Cruz. 1999. «Colombie: la place des militaires dans le conflit armé». *Problèmes de l'Amérique latine* 34, 81. Voir également: Catherine C. LeGrand. 2003. «The Colombian Crisis in Historical Perspective». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56), 185.

<sup>63</sup> Malcolm Deas. 1986. «The Colombian Peace Process, 1982-5, and its Implications for Central America». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 98, 103. Pour une perspective plus générale, voir: Romero. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*, 20-23.

<sup>64</sup> Alexandra Guáqueta. 2003. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 76.

<sup>65</sup> Le 15 octobre 1979, un coup d'État met fin au gouvernement du général Carlos Humberto Romero. José Napoleón Duarte, candidat présidentiel de la démocratie-chrétienne (PDC) en 1972 (et victime de fraude électorale), revient au pays après un exil de huit ans. Le premier

intention de «créer un climat de sécurité permettant à l'opposition de participer aux élections<sup>66</sup>»; il offre, lors de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU de 1984, de lancer des discussions de paix avec le FMLN-FDR<sup>67</sup>. Enfin, il tente de prendre le contrôle des forces de sécurité et retranche les ultraconservateurs de la police<sup>68</sup>.

Pourtant, les trois présidents aboutissent à des résultats fort différents. L'administration de Betancur tourne au drame, quand un des commandos du M-19 prend d'assaut le Palais de Justice, à Bogotá, en novembre 1985<sup>69</sup>. L'événement se solde par une reprise forcée des lieux (dirigée par les FMC), une action qui coûte la vie à des dizaines de personnes, incluant le commando du M-19 et douze juges de la Cour suprême<sup>70</sup>. Entre-temps, Duarte est peut-être reconnu

---

gouvernement *de facto*, composé d'acteurs de la «gauche» et de la «droite» salvadorienne est inauguré, mais le 3 mars 1980, les membres «de gauche» se retirent. Un pacte entre le parti démocrate-chrétien et les militaires permet alors d'inaugurer une deuxième «junte révolutionnaire». Le 10 mars, Duarte intègre cette «junte révolutionnaire de gouvernement» et prend sa tête le 15 décembre 1980. En 1981, l'incapacité du gouvernement de contrôler l'armée, de freiner l'expansion du FDR-FMLN et de protéger les membres de son propre parti contre la répression exercée par le gouvernement fait réagir les États-Unis, qui demandent des élections libres et propres dans les plus brefs délais. Le 3 janvier 1982, les autorités convoquent une Assemblée nationale constituante. Celle-ci désigne Alvaro Magaña président temporaire. La troisième junte voit ainsi le jour. Des élections générales sont tenues en 1984. Duarte est élu président de la République. Pour des détails, voir: José Napoleón Duarte. 1995. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*. San Salvador: Fundación José Napoleón Duarte, 41-43. Pour une analyse, voir: Italo López Vallecillos. 1982. «El proceso militar-reformista en El Salvador (marzo 1980-marzo 1982)». *Estudios Centroamericanos* XXXVII 403-404. Pour une analyse historique du rôle des militaires dans la politique salvadorienne, voir: Carlos Andino-Martínez. 1982. «El estamento militar salvadoreño redefinido». *Estudios Centroamericanos* XXXVII 403-404. Pour une perspective générale, voir: Terry Lynn Karl. 1988. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 176.

<sup>66</sup> Traduction libre. Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 183.

<sup>67</sup> Discours de José Napoleón Duarte lors de la 39e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, prononcé le 8 octobre 1986. Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*, 7-8.

Salvador Samayoa. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores, 43-44.

<sup>68</sup> Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 183.

<sup>69</sup> Jaime Zuluaga. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. P. et J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 3.

<sup>70</sup> Lawrence Boudon. 1996. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process». *Journal of Latin American Studies* 28:, 282.

par certains comme le «père de la démocratie salvadorienne», mais en termes de paix, son mandat finit à un moment où le conflit s'envenime; en 1989, FMLN-FDR est plus fort que jamais. Enfin, Barco, qui arrive au pouvoir peu de temps après la prise du Palais de Justice, terminera son mandat par la démobilisation du M-19 et par la convocation d'une Assemblée nationale constituante.

Dans cette section, nous démontrerons que l'arrivée des modérés à la tête du gouvernement n'ouvre pas nécessairement des occasions de paix. En d'autres termes, quand  $G_E$  contrôle  $G$ ,  $G_M$  est placé face à un choix: se rebeller ou s'assujettir au pouvoir des extrémistes. Le gouvernement de Betancur a choisi la première option; les administrations de Duarte et Barco ont pris la deuxième. Quand  $G_M$  s'assujettit à  $G_E$ ,  $G$  demeure extrémiste. Quand  $G_M$  se rebelle,  $G$  peut devenir bicéphale parce que  $G_E$  adopte le sabotage comme stratégie pour faire dérailler l'ordre du jour de  $G_M$ .

### 1.2.1 *Quand $G_E$ défait ce que $G_M$ fait: l'initiative de paix de Belisario Betancur*

L'initiative de paix de Belisario Betancur se base sur trois axes. Le président crée un *Plan nacional de rehabilitación* (Plan national de réhabilitation, PNR), chargé d'atténuer les «causes objectives» de la violence (pauvreté et exclusion sociale). Il établit aussi une commission composée de 40 notables de tous les secteurs sociaux qui agissent en tant que médiateurs. Il envoie également deux signaux coûteux: il déclare l'amnistie immédiate et inconditionnelle des guérilleros et il établit des aides à la réinsertion civile<sup>71</sup>. Cette politique de paix ne mènera pas à un accord final pour trois raisons.

Premièrement, cette politique «bogotane» (de Bogotá) n'a aucune légitimité dans le pays<sup>72</sup>. Pour les propriétaires fonciers ruraux, soit l'élite économique rurale, ce plan de paix n'est rien de moins qu'une trahison<sup>73</sup>. En fait, l'amnistie est perçue comme la légalisation de la source de l'instabilité

<sup>71</sup> Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 273.

<sup>72</sup> Rappelons-le, l'État colombien est faible dès son indépendance et il n'a jamais exercé sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national. Voir l'introduction.

<sup>73</sup> Romero. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*, 137.



politique<sup>74</sup>. Pourquoi, après avoir été «agressée» par des tentatives de réforme agraire et avoir été abandonnée à son sort par un État incapable de la protéger, cette élite devrait-elle maintenant accepter l'impunité des agresseurs et tolérer leur transformation en politiciens<sup>75</sup>? Cette élite rurale, qui est déjà à l'époque constituée par un groupe émergent de narcotrafiquants, décide alors de créer des unités d'autodéfense<sup>76</sup> pour faire ce que le gouvernement se refuse à faire: éliminer les rebelles; «Paramilitarism has enabled drug traffickers to make alliances with rich property holders and wealthy industrialists who believe that the guerrillas must be confronted and defeated by military means<sup>77</sup>.» Les narcotrafiquants fondent en novembre 1981 le groupe *Muerte a los secuestradores* (*Mort aux ravisseurs*, MAS). Des armées privées, qui deviendront, dans les années 1990, un acteur incontournable du conflit armé colombien, voient ainsi le jour<sup>78</sup>. En bref, les intérêts des différents secteurs de l'élite rurale convergent avec ceux des FMC pour s'opposer à la politique de paix de Betancur.

---

<sup>74</sup> Ana María Bejarano. 2003. «Protracted Conflict, Multiple Protagonist, and Staggered Negotiations: Colombia 1982-2002». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56), 225-226.

<sup>75</sup> Romero. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*, 18.

<sup>76</sup> Ricardo Rocha-García. 2003. «Drug Trafficking and its Impact on Colombia: An Economic Overview». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56), 281. Voir aussi: Fernando Cubides. 1999. «Colombie: la violence des paramilitaires». *Problèmes d'Amérique latine* 34 (juillet-septembre), 62-63.

<sup>77</sup> Andrés López-Restrepo et Alvaro Camacho-Guizado. 2003. «From Smugglers to Warlords: Twentieth Century Colombian Drug Traffickers». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56), 266.

<sup>78</sup> Rappelons que ce conflit se distingue par l'indépendance des belligérants vis-à-vis des intérêts internationaux, ce qui provoque une pression pour chercher des ressources économiques à l'intérieur pour financer la guerre. Dans ce contexte, les barons de la drogue sont devenus la cible des guérillas à cause de leur richesse. Ainsi, «MAS [...] became one of the foundation stones of Colombia's terrifying paramilitary movement that was later transformed into an extremely important political force in arms. At a certain moment, the paramilitaries even thought of setting themselves as a political party called MORENA (Movement for National Renovation), reminiscent of the ARENA movement in El Salvador». Pour plus de détails, voir: López-Restrepo et Camacho-Guizado. «From Smugglers to Warlords: Twentieth Century Colombian Drug Traffickers», 265-266; Voir également: LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 181-182; Jaime Zuluaga. 2002. «Guerra prolongada, negociación incierta». Dans R. Briceño, dir., *Violencia, Sociedad, y Justicia en América Latina*. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), 344-345.

Le mariage est porteur: l'élite finance alors que les FMC entraînent les combattants contre-révolutionnaires<sup>79</sup>.

Deuxièmement, pour l'opposition armée, la négociation est stratégique. Comme nous l'expliquerons plus tard, il n'y a rien de plus naturel pour les FARC, la guérilla la «plus importante» du pays, que d'utiliser cette ouverture envers la paix pour améliorer leurs chances de victoire militaire. Cette dualité entre confrontation et conciliation provoque une perte de crédibilité du gouvernement, dont «l'innocence» est perçue comme une source de manipulation par la «mauvaise foi» des guérillas, malgré la signature des Accords de La Uribe<sup>80</sup>. Le gouvernement de Betancur connaît alors une des modalités des effets d'entraînement; l'ampleur des concessions consenties par G<sub>M</sub>, qui en plus sont faites de façon unilatérale en tant que signaux coûteux, a suscité des désaccords avec les FMC qui ont incité à la «reprise de contrôle» du pouvoir exécutif par G<sub>E</sub>, illustré par la prise du Palais de Justice<sup>81</sup>.

Troisièmement, le gouvernement introduit une démocratisation, à travers des réformes comme l'élection directe des autorités locales. Or, l'amalgame entre opposition (à la paix), multiplication de belligérants (groupe d'autodéfense) et ouverture (démocratique) produit une concurrence électorale armée qui affaiblit la position de O<sub>M</sub>. D'une part, pour les FMC, cette libéralisation démontre «l'incapacité de la démocratie de se protéger elle-même». Dans un pays habitué à

---

<sup>79</sup> À une époque où la doctrine de sécurité nationale commence à être remise en question, les FMC ont intérêt à appuyer ces groupes d'autodéfense dans leur lutte contre la subversion. Rappelons que vers la fin des années 1980, la région latino-américaine commence à subir les effets de la troisième vague de démocratisation. Dans un contexte où les régimes autoritaires disparaissaient, et puisqu'il existe des mécanismes d'État, des avocats et des organismes de protection des droits humains qui défendent les «criminels subversifs», l'utilisation d'autres moyens pour protéger les FMC et «La Nation», tout en prévenant la subversion de contrôler le «droit légitime», s'avèrent nécessaires. On utilise en Colombie l'expression de «guerre sale» pour référer à cette stratégie. Voir: LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 186; Voir également: Romero. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*, 15, 79, 87, 142-143; Corporación Observatorio para la Paz. 2002. *Las verdaderas intenciones de los paramilitares*. Bogotá D.C.: Intermedio Editores, Círculo de Lectores S.A., 99.

<sup>80</sup> L'accord, qui se limite à un cessez-le-feu bilatéral, est signé par 27 groupes des FARC. L'État s'engage à faire approuver, par le pouvoir législatif, une série de réformes économiques, sociales et politiques. Il n'y a pas de désarmement ou de démobilisation. Juan Guillermo Ferro Medina et Graciela Uribe Ramón. 2002. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*. Bogotá D.C.: Centro Editorial Javeriano (CEJA), Pontificia Universidad Javeriana, 189.

<sup>81</sup> Pour une discussion théorique sur les effets d'entraînement, voir la section 3.3 du chapitre 1.

l'autodéfense, cette situation ne sert qu'à confirmer le bien-fondé de l'entraînement des groupes privés de sécurité, qui devront assassiner les «terroristes» qui osent participer au système politique, à travers l'*Unión Patriótica* (Union patriotique, UP), un nouveau parti politique composé de communistes, de leaders indépendants, de syndicalistes, de guérilleros des FARC et de membres de partis traditionnels<sup>82</sup>.

En résumé, le gouvernement de Betancur peut être considéré comme un  $G_M$  qui agit comme s'il maîtrisait les ressources politiques, économiques et stratégiques. En fait, il exclut les FMC de la formulation de sa politique de paix<sup>83</sup>. Or, cette expérience suggère que:

- (1) Trop de signaux coûteux au début d'un processus de paix peuvent augmenter les probabilités que les modérés subissent un effet d'entraînement;
- (2) Quand les ressources stratégiques sont entre les mains de  $G_E$  et  $O_E$ , un pacte négocié par  $G_M$  est la cible de tentatives de sabotage;
- (3) Quand  $G_M$  offre des garanties de participation et de contestation à  $O_M$ , mais lorsqu'il est incapable d'empêcher  $G_E$  de cibler  $G_M$ ,  $O_E$  se voit renforcée: ceux qui ont survécu sont ceux qui n'ont pas participé. En d'autres termes, le massacre des dirigeants de l'UP donne raison à  $O_E$ : il est impossible de transiger avec  $G$ ; seule la confrontation est un choix rationnel pour garantir la protection des «intérêts vitaux», et pour déloger  $G$  du pouvoir:

*Members of the Unión Patriótica party who ran for political office, became involved in union organizing, and so on, were assassinate by faceless killers whom we now know were hired by incipient paramilitary groups, army people, or local political bosses. More than 2,000 people associated with the Unión Patriótica were murdered in the late 1980s and early 1990s, and the party was wiped out. This experience, together*

<sup>82</sup> Aux élections de 1986, l'UP obtient 350 conseillers municipaux, 23 députés, 9 représentants au Congrès et 6 sénateurs. Au total, il aura obtenu 350 000 votes à cette occasion, le plus haut taux jamais enregistré pour un parti politique «de gauche». Voir: Ferro-Medina et Uribe-Ramón. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*, 116; LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 176.

<sup>83</sup> Entrevue avec un général à la retraite (FMC), réalisée à Bogotá D.C., le 8 octobre 2004.

*with the deaths of many of the more moderate, more politically oriented members of FARC who had joined the UP, is in part responsible for the FARC's reluctance to surrender its arms through peace negotiations*<sup>84</sup>.

### 1.2.2 Duarte: assujettissement des civils. Rhétorique de paix, praxis de guerre

La faction modérée du gouvernement de José Napoleón Duarte manque, comme celle de Betancur, de ressources économiques, politiques et stratégiques. Sur le plan économique, le pays est en déroute depuis le coup d'État contre le général Romero (1979). La sécheresse de 1982-1983, qui a fait perdre 40 pour cent des récoltes de maïs, 20 pour cent du riz et du coton, 20 pour cent du café et 10 pour cent de la canne à sucre, n'a pas aidé à contrecarrer les effets économiques de la guerre<sup>85</sup>. Rien qu'en 1982, le PIB a diminué de 6 pour cent. Entre-temps, les dépenses de défense et de sécurité sont passées de 7,5 pour cent en 1977 à 25,97 pour cent en 1988; en 1987, 47,3 pour cent des salaires du secteur public sont versés aux militaires<sup>86</sup>. La marge de manœuvre économique du gouvernement est donc très restreinte.

Sur le plan politique, et au-delà des épisodes fortuits qui ont consolidé l'image de faiblesse de Duarte – par exemple, l'enlèvement de sa fille par le Parti communiste, qui se solde par une négociation où le FMLN-FDR accepte de libérer 23 maires en échange de 22 prisonniers rebelles<sup>87</sup> -, sa légitimité est faible face à l'opposition armée, à l'opposition civile, au sein de son propre parti, la Démocratie chrétienne (PDC), et face aux militaires. Certes, il s'agit du premier gouvernement élu démocratiquement dans l'histoire du pays, ce qui lui confère une légitimité sur la scène internationale. N'empêche:

Pour le FMLN-FDR, qui sabote le scrutin présidentiel de 1984, Duarte est le triste résultat d'un spectacle électoral illégitime. L'Assemblée nationale

<sup>84</sup> LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 176.

<sup>85</sup> Instituto de Investigaciones Económicas de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas. 1983. «Hacia una economía de guerra: El Salvador 1982-1983». *Estudios Centroamericanos* XXXVIII (no 415-416), 441-444

<sup>86</sup> Aquiles Montoya et Julia Evelyn Martínez. 1990. «La ofensiva militar de noviembre y su impacto económico y social». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 495-496), 33.

<sup>87</sup> Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1984a. *El FDR-FMLN ante las elecciones de 1984*. Montañas de El Salvador: Comandancia general del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario. Voir aussi: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 46.

constituante de 1982 n'est pas représentative, car elle exclut toutes les forces de la «gauche» salvadorienne<sup>88</sup>;

Pour l'extrême droite, réunie dans l'*Alianza Republicana Nacionalista* (Alliance républicaine nationaliste, ARENA), le PDC ne représente pas ses intérêts. Depuis sa fondation (1981) par Roberto D'Aubuisson, un dirigeant associé à la création des escadrons de la mort, ARENA est devenu un parti organisé avec des chances de remporter une élection. Par ailleurs, il remporte 26 pour cent des sièges lors du scrutin pour l'Assemblée nationale constituante. Dans ce contexte, l'élection de Duarte est un «accident de parcours» dû à la division du vote de droite entre le parti de D'Aubuisson et le Parti de la Conciliation Nationale (PCN)<sup>89</sup>. Duarte est par ailleurs considéré comme un «petit dictateur» (*dictadorzuelo*) incapable de faire face au terrorisme du FMLN; ARENA soutient que Duarte est arrivé au pouvoir par la fraude<sup>90</sup>;

Les élections législatives de 1985 auraient pu consolider politiquement le nouveau gouvernement: pour la première (et unique) fois, le PDC

---

<sup>88</sup> Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1981. *Propuesta de paz del FMLN presentada ante la XI Asamblea General de la OEA*. Montañas de El Salvador: Comisión Política Diplomática del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. Voir également: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 43. Voir aussi: López Vallecillos. «El proceso militar-reformista en El Salvador (marzo 1980-marzo 1982)», 395.

<sup>89</sup> Face à la montée de l'extrême droite salvadorienne, l'administration Reagan a demandé aux forces armées salvadoriennes d'empêcher la nomination de D'Aubuisson à la tête de l'Assemblée constituante. Cette suggestion est perçue comme une ingérence des États-Unis dans les affaires internes du Salvador et produit le résultat contraire. Pour atténuer les tensions, la Maison-Blanche propose alors aux partis politiques de signer un accord de partage de pouvoir, connu sous le nom du *Pacto de Apaneca*, qui est conclu en août 1982. Les signataires acceptent de former une commission conjointe de gouvernement transitionnel jusqu'aux élections de 1984, d'utiliser les résultats électoraux comme guide pour diviser les postes de pouvoir local entre l'extrême droite (ARENA) et le centre-droit (PCN), de diminuer l'intensité des disputes et d'établir un calendrier d'exécution des accords. L'alliance implose au moment de définir la structure agraire du Salvador dans le régime posttransitionnel. De plus, la victoire de Duarte annule ces plans. Pour plus de détails, voir: Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 177-178. Pour la perspective du FMLN, par rapport à cet accord, voir: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 39.

<sup>90</sup> Alianza Republicana Nacionalista. 1984a. *Plataforma política de ARENA*. San Salvador: Alianza Republicana Nacionalista (ARENA). Alianza Republicana Nacionalista. 1984b. *Alianza Republicana Nacionalista. Ante la ilegalidad y nulidad del escrutinio presidencial*. San Salvador: Alianza Republicana Nacionalista (ARENA).

obtient la majorité législative<sup>91</sup>. Or, la scission de sa fraction législative laisse le gouvernement dans une position minoritaire<sup>92</sup>.

Sur le plan stratégique, G<sub>M</sub> n'exerce pas le moindre contrôle sur G<sub>E</sub>. En fait, la primauté des forces armées du Salvador (FAES) atteint de tels niveaux qu'elles n'ont même pas besoin de saboter le gouvernement. Bien au contraire, dès l'arrivée au pouvoir de Duarte, elles fixent clairement les règles du jeu:

*The army high command promptly clarified the parameters of acceptable policy space for political and military matters. It would support the construction of a formal democratic order, even one dominated by Christian Democracy, as long as Duarte kept to the letter of the conservative 1983 Constitution and limited dialogue with the FDR-FMLN to the procedural aspects of leftist participation in future elections. The military thus effectively prevented Duarte from negotiating an end to the civil war, the formation of a new government, or the integration of El Salvador's two armies<sup>93</sup>.*

Entre 1982 et 1990, les FAES reçoivent de l'aide militaire massive des États-Unis. En plus de l'équipement, des fonds et de l'entraînement militaire, les États-Unis dirigent les bombardements ruraux, effectuent des patrouilles aériennes, introduisent des armes sophistiquées et financent l'expansion des troupes<sup>94</sup>. En fait, de 1981 à 1989, les FAES passent de 10 000 à 56 000 soldats; de plus, leurs structures sont transformées: des bataillons d'infanterie

<sup>91</sup> Terry Lynn Karl. 1986. «Democracy by Design: The Christian Democratic Party in El Salvador». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 203; Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 185.

<sup>92</sup> Vers 1984, la démocratie-chrétienne est profondément divisée. Si, en 1972, Duarte (candidat à la présidence) et Guillermo Ungo (candidat à la vice-présidence) ont formé équipe, après la fraude les deux dirigeants partent en exil. Ungo deviendra plus tard, avec Rubén Zamora, dirigeant du Front Révolutionnaire Démocratique (FDR), alors que Duarte demeurera fidèle à la démocratie chrétienne. Le pacte signé entre le PDC et les militaires (1980) pour intégrer la deuxième junte de gouvernement provoque une nouvelle scission au sein du parti. La «Tendance populaire du parti démocrate-chrétien» publie en mars 1980 un message où elle accuse le parti de s'être rendu aux «intérêts impérialistes» des États-Unis. La faction qui reste fidèle à Duarte, et qui assume avec lui la présidence en 1984, n'est donc qu'une mince faction du PDC des années 1970. C'est cette faction qui se divise en 1985. Voir: Tendencia Popular Demócrata Cristiana. 1980. «Mensaje de la Tendencia Popular Demócrata Cristiana a la Convención Nacional del Partido y al pueblo Salvadoreño». *La Prensa Gráfica*. San Salvador: 1 mars 1980.

<sup>93</sup> Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 186.

<sup>94</sup> *Ibid.*, 181.

antiterroristes (BIAT) sont créés, selon un schéma de mobilité de réaction rapide<sup>95</sup>; «Savez-vous quand a commencé la meilleure époque pour les militaires? Avec l'arrivée au pouvoir de Duarte. C'est à partir de ce moment que nous avons eu des augmentations de salaire et des allocations», indique l'ex-colonel Almendariz<sup>96</sup>.

L'ingérence de la superpuissance américaine dans ce pays était-elle inévitable, en raison de la proximité du Salvador de l'Amérique du Nord et de la victoire sandiniste au Nicaragua (1979)<sup>97</sup>? «The Reagan administration sent US military advisors to El Salvador, determined not to “lose it”, which helps account for the failure of the FMLN to gain control as the Sandinistas did in 1979<sup>98</sup>.» Des auteurs comme Karl vont même jusqu'à indiquer que l'arrivée au pouvoir de Duarte est le produit d'une opération de relations publiques pour justifier l'appui de Washington à une armée reconnue pour son non-respect des droits humains<sup>99</sup>:

---

<sup>95</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 107.

<sup>96</sup> Traduction libre. Entrevue avec le colonel José Antonio Almendariz, réalisée à San Salvador, le 22 novembre 2004.

<sup>97</sup> Une analyse générale de l'intervention états-unienne au Salvador, au Honduras et au Nicaragua est élaborée par: Kenneth E. Sharpe. 1988. «U.S. Policy Toward Central America: The Post-Vietnam Formula Under Siege». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press.

<sup>98</sup> Les quatre objectifs de la politique américaine en Amérique centrale sont: «(1) to promote and support, by overt or covert means, any military and political forces opposing revolutionary governments [...]; (2) to intervene in potentially revolutionary situations so as to control change while preserving the essence of the regime in power; (3) to undertake an antiterrorist campaign; (4) to reserve the threat of direct, massive intervention by U.S. forces for highly vulnerable revolutions, either incipient or already consummated». Voir: Deborah Barry, Raúl Vergara et José Rodolfo Castro. 1988. «“Low Intensity Warfare”: The Counterinsurgency Strategy for Central America». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 79. Voir également: Brian D. Smith et William J. Durch. 1993. «UN Observer Group in Central America». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 436.

<sup>99</sup> Entre 1980 et 1983, 60 pour cent de l'aide militaire états-unienne au Salvador fut envoyée à travers les fonds discrétionnaires du président, ou en envoyant l'aide vers le Honduras. Le vice-président américain, George Bush père, a visité San Salvador en décembre 1983, pour avertir le président Álvaro Magaña que «sa cause était en train d'être affaibli en raison de la violence criminelle des minorités réactionnaires». Traduction libre. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 117. Pour une analyse des tactiques utilisées par l'administration Reagan pour financer les guerres contre-révolutionnaires centraméricaines, voir: Cynthia Arnson. 1988. «The Reagan Administration, Congress, and Central America: The Search for Consensus». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press.

*Cleaning up the image of the military hard-liners who held the power in El Salvador was not easy. Having blocked the electoral victory of reformist candidate José Napoleón Duarte en 1972, they had successfully restored their traditional alliance with economic elites in 1980 by overturning a short-lived progressive military-civilian junta which had taken power in October 1979. The 1980's junta's fierce repression of peasant, worker, church, and party groups helped to unify these organizations into a national front, the FDR-FMLN. State directed violence against the FDR-FMLN, reformists, and apolitical bystanders reached the astonishing rate of more than 1,000 political murders a month-including the archbishop of San Salvador, five major FDR leaders<sup>100</sup> ...*

Malgré cette configuration du rapport de forces, le gouvernement réussit à organiser des discussions de paix à La Palma et à Ayagualo en 1984-1985. Toutefois, celles-ci ne font que confirmer l'emprise des FAES sur G. Les discussions de La Palma, un dialogue de sourds d'après le FDR-FMLN, sont un exemple très sophistiqué de la façon dont le dialogue peut servir à des fins tactiques et publicitaires<sup>101</sup>. Quand le FMLN-FDR demande de démilitariser la zone où les discussions doivent avoir lieu, les FAES indiquent que l'armée a le devoir constitutionnel de maintenir sa présence partout sur le territoire national<sup>102</sup>. Quand le FMLN-FDR indique que le pouvoir des escadrons de la mort demeure intact et qu'aucun militaire ne fait face à la justice, Duarte affirme que les violations des droits humains et les pratiques antidémocratiques des FAES sont «réduites à leur expression minimale et que les coupables sont poursuivis et punis<sup>103</sup>». Pourtant, quelques mois auparavant, un communiqué des escadrons de la mort, publié sous la bannière du *Ejército secreto anti-comunista* (Armée secrète anticommuniste, ESA), considérait ces discussions comme une manœuvre

---

<sup>100</sup> Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 175; Voir aussi: Karl. «Democracy by Design: The Christian Democratic Party in El Salvador», 198; Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 119.

<sup>101</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 45.

<sup>102</sup> *Ibid.*, 44.

<sup>103</sup> Traduction libre. Discours prononcé par José Napoleón Duarte le 30 novembre 1984 lors des pourparlers de paix réalisés à Ayagualo. Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*, 18. Voir également: Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 184.



politique; «... seuls ceux qui veulent suivre le jeu des terroristes du FMLN, ou les myopes politiques», peuvent tomber dans un tel piège<sup>104</sup>.

Ces occasions de paix peuvent difficilement aboutir à un pacte. La position officielle du gouvernement, rendue publique en novembre 1984, nie toute légitimité au FMLN-FDR. La prolongation du conflit, lit-on, n'a pas de fondements éthiques, juridiques, politiques ou idéologiques. Le FMLN n'a pas de base pour se présenter comme un pouvoir parallèle, à égales conditions, face au gouvernement: «Le fait d'être armé et d'avoir la capacité de détruire n'implique pas que l'on possède de l'autorité<sup>105</sup>.» En fait, au Salvador, la rhétorique gouvernementale appelle à la réconciliation et à la paix, mais les offres de paix se réduisent à permettre la démobilisation. Entre-temps, la praxis des FAES signale également une recrudescence du conflit. Mais il n'existe pas au Salvador, contrairement à la Colombie, un gouvernement bicéphale. Ici, aucun signal coûteux, reconnaissance de la légitimité du FMLN-FDR ou appel pour définir les règles pour une éventuelle négociation de paix, ne sont donnés. Il faut attendre 1987, dans le cadre du processus d'Esquipulas II, pour voir apparaître une occasion de paix<sup>106</sup>.

<sup>104</sup> Traduction libre. Ejército secreto anticomunista. 1983a. *Comunicado del ESA*. San Salvador: Ejército secreto anti-comunista; Ejército secreto anti-comunista. 1983b. «Comunicado del ESA, anunciando medidas politico-militares contra el dialogo». San Salvador: Ejército secreto anti-comunista.

<sup>105</sup> Traduction libre. Discours de présentation de l'offre de dialogue par le Président Duarte, prononcé le 12 novembre 1984. Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*, 10.

<sup>106</sup> Le 7 août 1987, le président Duarte rencontre ses quatre collègues centraméricains, Óscar Arias (Costa Rica), Daniel Ortega (Nicaragua), Vinicio Cerezo (Guatemala) et José Azcona (Honduras) à Esquipulas (Guatemala) et approuve le *Plan Arias*. Cette entente, connue sous le nom de *l'Accord d'Esquipulas II*, représente une rupture avec les efforts internationaux de paix réalisés depuis 1983 par le groupe CONTADORA (la Colombie, le Mexique, le Venezuela et Panama). Ce dernier définissait le conflit centraméricain comme une réplique des tensions internationales entre les États-Unis et l'URSS. Il faut rappeler que des bases des *Contras* nicaraguayens étaient établies au Honduras et que le gouvernement sandiniste est un des alliés les plus proches du FMLN. Un peu dans le même esprit que l'accord entre Mobutu et Eduardo Dos Santos (qui mène à la disparition du FNLA), et du pacte de *Nkomati* (qui devait conduire à la disparition de la RENAMO), le groupe CONTADORA affirme que la paix en Amérique centrale passe par la suppression de la dynamique conflictuelle régionale, c'est-à-dire par l'arrêt de l'utilisation des territoires des uns pour aider les groupes révolutionnaires ou contre-révolutionnaires des autres. Le *Plan Arias*, par contre, introduit la question de la démocratisation des régimes en tant qu'outil de pacification. La «réconciliation» est comprise comme le dialogue entre les gouvernements et les groupes armés. Pour une analyse de la contribution de CONTADORA aux perspectives de paix en

Toutefois, l'idée reste celle d'atteindre le cessez-le-feu dans un cadre constitutionnel en vigueur, ce que le FMLN se refuse à concéder<sup>107</sup>:

*In each case San Salvador insisted that the FMLN disarm, accept amnesty and enter the existing constitutional order, whose legitimacy it defended. The FMLN, on the other hand, refused to recognize a system that would not guarantee its safe participation. It called for a «power sharing» in a provisional government that would arrange new elections, reorganize military, abolish the 1983 constitution and establish new rules of the game. The rebels contended that elections held in the context of widespread human rights violations were undemocratic, so they alternated between boycotting and sabotaging them<sup>108</sup>.*

### 1.2.3 Barco: assujettissement des civils. Hiatus de politiques de paix, praxis de guerre

Si l'assassinat des dirigeants de l'UP en Colombie renforce la ligne dure des FARC-EP, la prise du Palais de Justice semble donner raison à la ligne dure gouvernementale: la manipulation, par les guérillas, des Accords de La Uribe démontre que la seule façon de traiter avec elles est l'affrontement militaire<sup>109</sup>. En fait, il n'existe pas de tentatives de dialogue de paix dans ce pays pendant les 24 mois qui suivront cet épisode. Les deux premières années du gouvernement Barco se caractérisent donc par un hiatus concernant la politique de paix:

L'utilisation du processus [de Betancur] par les guérillas pour se renforcer militairement a provoqué un énorme scepticisme dans l'opinion publique par rapport à la volonté de paix des organisations rebelles. De plus, elle a «brûlé» les formes usuelles, comme le cessez-le-feu, qui auraient pu diminuer l'intensité de la violence pour créer un climat plus adéquat en termes de négociations de paix<sup>110</sup>.

Le président Barco lance une *Politique nationale de réhabilitation* (PNR).

Ce programme cherche à réduire les ressources politiques de l'opposition armée,

---

Amérique centrale, voir: Olga Pellicer. 1986. «Reflexiones sobre la acción del grupo CONTADORA». *Estudios Centroamericanos* XLI (no 456).

<sup>107</sup> Discours prononcé par Duarte le 15 septembre 1987 dans le cadre de l'offre de paix issue d'Esquipulas II. Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*, 30.

<sup>108</sup> Terry Lynn Karl. 1992. «El Salvador's Negotiated Revolution». *Foreign Affairs* 71 (no 2), 150.

<sup>109</sup> Cet argument est sujet à débat, car on peut aussi indiquer qu'en «... reprenant dans le feu et le sang les installations du Palais de Justice, au prix de la vie de la quasi-totalité des membres de la Cour et de bien d'autres victimes civiles, [les militaires] ... ternissent leur image». Traduction libre. Atehortúa Cruz. «Colombie: la place des militaires dans le conflit armé», 84. Pour l'argument principal, voir: Mauricio García Durán. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: CINEP, 50, 63-65, 68.

<sup>110</sup> Traduction libre. Voir: Jesús Antonio Bejarano. 1995. *Una agenda para la paz*. Santafé de Bogotá: Tercer Mundo, 87.

c'est-à-dire à «... remove the guerrillas' platform by deemphasizing the importance of the peace process and subverting it a broader agenda of social and political reform<sup>111</sup>». En septembre 1988, il lance aussi l'Initiative de paix (IDP). Ces politiques se basent sur la même prémisse de la position de Duarte au Salvador: «l'État est constitutionnel; la base de la vie commune est le respect des normes établies<sup>112</sup>». Subséquemment, les règles du jeu ne sont pas négociables<sup>113</sup>. C'est au Congrès, institution légitime, de décider des changements<sup>114</sup>.

La PNR établit une Commission de paix, respectueuse de l'ordre constitutionnel, chargée de veiller à la «... modernisation des institutions du pays, [...] d'appliquer résolument une réforme agraire, [...] d'améliorer les services de santé et d'éducation et de professionnaliser les forces armées<sup>115</sup>». Les autorités n'admettront pas que leur «générosité» et la volonté de réconciliation soient converties en violation des droits, en non-respect de la loi ou en complot contre la démocratie<sup>116</sup>. Quant à l'IDP, elle se limite à établir un calendrier serré de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR). L'IDP est-elle une offre initiale pour ouvrir une négociation ou une offre finale de démobilisation? Selon Rafael Pardo, «... l'IDP est une offre de paix, mais toute offre de paix doit

<sup>111</sup> Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 276.

<sup>112</sup> Gobierno de la República de Colombia. 1986. «Una política de Cambio para la Reconciliación, la Normalización, y la Rehabilitación». Bogotá: Gobierno de la República de Colombia, 46.

<sup>113</sup> Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador.*, 11. Voir également le discours par lui prononcé le 1er juin 1984 à l'occasion de son accession à la présidence du Salvador, à: Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador.*, 5.

<sup>114</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 108.

<sup>115</sup> La réforme agraire est liée à la *réconciliation*, définie comme l'incorporation civile des contestataires armés et la reprise de la confiance de la société dans l'autorité légitimement constituée. La *réhabilitation* s'attaque aux causes de la pauvreté extrême, stimule le développement de l'économie rurale, intègre des personnes et des régions à l'État-nation, favorise la participation communautaire dans la formulation de politiques publiques, et renforce la présence étatique en région. Traduction libre. Voir: Gobierno de la República de Colombia. 1986a. *Una política de Cambio para la Reconciliación, la Normalización, y la Rehabilitación*. Santafé de Bogotá: Gobierno de la República de Colombia, 43-53; García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 65-66; Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia. 1986. *Memorando del Estado Mayor de las FARC para el señor Presidente Dr. Virgilio Barco*. Montañas de Colombia: Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, 300-305. Voir également: Bejarano. *Una agenda para la paz*, 89.

<sup>116</sup> Traduction libre. Gobierno de República de Colombia. *Una política de Cambio para la Reconciliación, la Normalización, y la Rehabilitación*.

avoir pour fin la disparition du groupe armé. Cela concerne des aspects militaires, politiques et juridiques, mais le but d'une négociation reste d'arrêter la guerre<sup>117</sup>.»

Un des traits du gouvernement Barco est l'absence de tensions entre civils et militaires, ce qui attire l'attention dès que l'on se rend compte que, depuis 1974, tous les gouvernements colombiens qui ont lancé des propositions de paix ont dû gérer des épisodes de tensions avec les FMC<sup>118</sup>. On pourrait expliquer cette accalmie par le fait qu'en pratique, il n'y a pas, entre 1986 et 1988, de tentative sérieuse de démarrer un processus de paix. Mais aussi, nous pouvons affirmer que:

... toute la politique de réconciliation de Barco fut coordonnée avec les militaires [...] Ce que Barco voulait, c'est que ceux qui négocient soient les délégués de tout le gouvernement. Le président n'admettait pas la séparation entre le gouvernement civil et les militaires, qui étaient à la base d'une bonne partie des controverses pendant la période de Betancur; [pour cette raison] il y avait une étroite coordination avec les militaires<sup>119</sup>.

Le gouvernement reconnaît le rôle des FMC pour garantir la sécurité au pays (ce qui équivaut à la reconnaissance de sa primauté historique dans la gestion de l'ordre du jour de sécurité interne). Il indique aussi que la force publique doit être un outil de pression en vue de la démobilisation de la guérilla<sup>120</sup>. Entre-temps, le conflit s'intensifie ou, plus exactement, les violences «se diversifient».

<sup>117</sup> Traduction libre. Entrevue avec Rafael Pardo (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>118</sup> Les offres de dialogue lancées par les présidents Betancur, Barco et César Gaviria (1990-1994), que nous étudions ici, confirment cet argument. Toutefois, les tensions entre civils et militaires sont présentes aussi à d'autres moments. Par exemple, dans le cas du président López Michelsen (1974-1978), une timide tentative de paix fut rapidement court-circuitée par les FMC. Environ vingt ans plus tard, quand le président Ernesto Samper (1994-1998) a décidé de démilitariser la région de La Uribe pour «dialoguer» (1995), les FMC ont dénoncé le manque de budget et d'appui politique pour faire face aux accusations de violation des droits humains dont elles faisaient l'objet à l'époque. Enfin, quand Pastrana (1998-2002) a décidé de créer une «zone de dégagement» (*zona de distensión* ou *zona de despeje*) à San Vicente del Caguán, les FMC refuseront initialement d'emboîter le pas. Pour plus de détails, voir: Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 271; Ernesto Borda Medina. 2003. «El conflicto armado interno y el proceso de paz de Colombia 1998-2002». Dans *Persistir en la paz negociada*. Bogotá D.C.: Comisión de Conciliación Nacional, Konrad Adenauer Stiftung, 174; Atehortúa Cruz. «Colombie: la place des militaires dans le conflit armé», 84.

<sup>119</sup> Traduction libre. Entrevue avec Rafael Pardo (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>120</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 51.

Le point de départ de ce qui est connu en Colombie comme la multiplication des formes de violence est la ligne dure adoptée par le gouvernement Barco contre le trafic de drogues, qui a mené à une «guerre totale»<sup>121</sup>. Parallèlement, les groupes d'autodéfense acquièrent de plus en plus d'autonomie vis-à-vis des FMC. Guidés par l'idée que les activistes réels ou imaginaires des guérillas, qu'ils soient civils, paysans, syndicalistes ou enseignants, sont d'abord et avant tout des «simples guérilleros», les paramilitaires concluent qu'ils doivent être éliminés. Les assassinats des candidats municipaux, dirigeants, paysans, maîtres, professeurs d'université et journalistes de radio, augmentent. En avril 1988, on enregistre un premier massacre de 37 paysans<sup>122</sup>. Pour le gouvernement Barco, il est clair que le cours de cette trajectoire conflictuelle, qui aboutit à l'assassinat de trois candidats présidentiels – Luis Carlos Galán (Parti Libéral), Carlos Pizarro (M-19) et Bernardo Jaramillo (UP) entre 1989 et 1990, doit être changé. À l'époque, des sièges de quotidiens, des résidences privées et des édifices publics et privés sont la cible d'attentats à la bombe<sup>123</sup>.

En décembre 1988, le président annonce qu'il est disposé à lancer une négociation de paix avec le seul groupe qui semble ouvert à une telle possibilité, le M-19<sup>124</sup>. L'année suivante, au moment où le processus de paix avance,

<sup>121</sup> C'est pendant la deuxième moitié des années 1980 que Pablo Escobar, le fameux baron de la drogue, fonde *Los Extraditables* (les extraditables), une entité qui vise à empêcher l'extradition, par voie législative, de trafiquants de drogues pour être jugés aux États-Unis pour narcotraffic. Des juges, des agents de sécurité publique et des politiciens sont enlevés ou assassinés, et les attentats à la bombe se multiplient. Un nouveau groupe, les *PEPES* (les *persécutés par Pablo Escobar*), voit aussi le jour et essaie de l'isoler et de détruire les actifs du narcotrafficant. Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 267. Voir également: Zuluaga. «Guerra prolongada, negociación incierta», 339-340; López Restrepo et Camacho Guizado. «From Smugglers to Warlords: Twentieth Century Colombian Drug Traffickers», 262; Rocha García. «Drug Trafficking and its Impact on Colombia: An Economic Overview», 282.

<sup>122</sup> Les FMC indiquent que les victimes, qui ne sont que des membres du «bras désarmé de la subversion», doivent assumer les choix criminels de leurs camarades et en payer le prix. Romero. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*, 15, 79; 87; 142-143; Corporación Observatorio para la Paz. *Las verdaderas intenciones de los paramilitares*, 99.

<sup>123</sup> Marco Palacios. 2003. «Entre la legitimidad y la violencia. Los tres países de Colombia». Dans M. E. Cárdenas Rivera, dir., *La construcción del posconflicto en Colombia. Enfoques desde una Pluralidad*. Bogotá D.C.: Friedrich Ebert Stiftung et Fondo Editorial CEREC, 76; Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 21-22.

<sup>124</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 50, 107-108.

l'administration approuve les décrets 813, 814 et 815, qui rendent les groupes d'autodéfense illégaux. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le principe d'autodéfense est déclaré contraire à la loi. Le gouvernement qualifie alors ces groupes «d'escadrons de la mort<sup>125</sup>». Doit-on considérer le gouvernement de Virgilio Barco comme un G<sub>M</sub> ou un G<sub>E</sub>? Quatre éléments nous mènent à postuler qu'il s'agit d'un G<sub>M</sub> assujetti à un G<sub>E</sub>:

- (1) L'absence de tensions entre civils et militaires, les prémisses de l'IDP et de l'information tirée de notre entrevue avec Rafael Pardo suggèrent sinon un assujettissement comme au Salvador, au moins une «étroite collaboration» avec les FMC dans l'élaboration de la politique de paix (ou plutôt de la politique de sécurité)<sup>126</sup>;
- (2) Au fur et à mesure que l'administration avance, le gouvernement prend, bien que timidement, ses distances vis-à-vis des FMC;
- (3) Même s'il existe un hiatus en termes de paix pendant 24 mois, rappelons que celui-ci survient après l'épisode du Palais de Justice (qui a remis en question la pertinence de la négociation comme moyen de résoudre des conflits);

---

<sup>125</sup> Lors des négociations de paix avec le M-19 (voir le chapitre 5), le gouvernement a consenti à publier la liste des unités autodéfense opérant sous le consentement des FMC et à réviser le «Statut pour la défense de la démocratie», afin d'introduire une différence entre «délict politique» et «terrorisme». Il s'est également engagé à étudier la possibilité de ratifier les Protocoles de Genève (concernant l'application du Droit humanitaire dans les conflits internes). Même si en termes structurels, ces engagements ne sont pas significatifs, ils sont tout de même révélateurs dans la mesure où le gouvernement accepte qu'il existe des liens entre les FMC et les paramilitaires. Cette reconnaissance survient après que le gouvernement a reçu un rapport qui condamne les activités paramilitaires au Magdalena Medio. Dans les mots d'Eisenstadt et García, «The implication—for the first time during Barco's presidency—that there was collusion between military and the death squads severely strained military-executive relations.» Le gouvernement commence donc à s'éloigner des FMC. Non seulement il approuve les décrets qui bannissent les paramilitaires, mais il reconnaît la responsabilité des militaires dans quelques violations aux Droits humains. En janvier 1989, quand douze chercheurs judiciaires sont assassinés au Magdalena Medio, Barco décrète une zone démilitarisée pour protéger le M-19. C'est aussi à ce moment qu'il décrète la criminalisation des activités d'autodéfense. À partir de ce moment, le processus de paix avancera rapidement. García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 111. Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 278-279, 281.

<sup>126</sup> Entrevue avec Rafael Pardo (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

- (4) N'oublions pas que le trait distinctif de  $G_M$  n'est pas sa capacité à s'allier à  $G_E$ , mais de s'approcher de  $O_M$ . Comme nous le verrons au chapitre 5, les négociations de paix avec le M-19 démontrent que ce gouvernement est capable d'établir une telle alliance<sup>127</sup>.

### 1.3 **Hasta la victoria siempre ! Les choix stratégiques de l'opposition extrémiste: l'UNITA, les FARC/FARC-EP et l'UC-ELN**

#### 1.3.1 *L'émergence du «Docteur» Jonas Savimbi*

Dès son expulsion de Luanda en 1975, le Dr Jonas Savimbi commence à consolider ses ressources stratégiques, économiques et politiques<sup>128</sup>. Les débuts sont difficiles. Mis à part quelques armes récupérées après le retrait de l'armée portugaise, l'UNITA a peu de ressources militaires<sup>129</sup>. À l'époque, Savimbi signe des accords avec le FNLA pour créer des fronts communs. Il décide aussi de s'aligner avec la Chine. Sa proximité idéologique avec ce pays est l'une des raisons de l'émergence de l'UNITA. Les États-Unis hésitent à appuyer le nouveau joueur (Washington a plus confiance en Holden Roberto). Mais Savimbi met en branle un processus accéléré d'accumulation de ressources. En fait: «it is interesting to note that by August [1975] UNITA had already approached South Africa; the party that until shortly before had a vested interest in a political solution was now able to compete militarily on a par with the other two contenders<sup>130</sup>».

<sup>127</sup> Nous avons demandé à l'ex-commandant Otty Patiño si le M-19 a sollicité du gouvernement de Barco de «contrôler ses militaires». La réponse se résume ainsi: «Le gouvernement Barco a compris que le processus de paix avec le M-19 était une occasion et qu'il fallait mettre en ceinture les militaires. Et il l'a fait dans la mesure du possible. Ce "dans la mesure du possible" a été suffisant pour permettre le succès du processus, malgré toutes les impasses». Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>128</sup> Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 67.

<sup>129</sup> Les chiffres concernant la taille de l'UNITA à l'époque sont fort contradictoires. Certaines sources établissent leur taille à 1000 combattants, un peu plus que celle du M-19 au moment de sa démobilisation. Si cette estimation est exacte, il s'agit d'un groupe modeste quand on le compare aux 9000 guérilleros du FNLA, qui sont appuyés par une force en attente de 12 000 combattants stationnés au Zaïre. Toutefois, d'autres rapports signalent que l'UNITA a des forces atteignant les 40 000 combattants. Cela ferait de l'UNITA le groupe le plus important, en termes de recrues, parmi nos cas d'étude. Voir: Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 20.

<sup>130</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 12, 20.

En 1978, la démobilisation du FNLA produit un changement majeur dans le cours de la guerre: l'ELNA, le bras armé du MPLA, peut désormais concentrer ses efforts pour détruire les FALA, de l'UNITA<sup>131</sup>. Les troupes de Savimbi se réfugient alors dans la province de Cuando Cubango, qui deviendra plus tard leur base d'opérations<sup>132</sup>. L'UNITA adopte aussi la stratégie de guerre de guérillas. Mais aussi, certaines décisions militaires du MPLA se retournent en faveur de Savimbi.

L'appui du MPLA au Front de libération nationale du Congo (FLNC), par exemple, donne au leader rebelle angolais des routes pour se déplacer aisément vers des endroits comme le Zaïre, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Maroc (où il entraîne les officiers qui deviendront l'état-major de l'UNITA).<sup>133</sup> L'appui de Luanda à l'ANC sud-africain et au *South-West Africa People's Organization* (SWAPO) incite Pretoria à augmenter son aide à l'UNITA. L'Afrique du Sud autorise l'envoi de 10 000 soldats dans la province de Cunene en 1981<sup>134</sup>. Vers la mi-1986, les Sud-Africains auraient investi au-delà d'un milliard de dollars<sup>135</sup>, une somme suffisante pour atténuer tout avantage que le MPLA aurait pu obtenir quand le FNLA a démobilisé. Pretoria a donné également à l'UNITA une ressource stratégique majeure, l'accès au territoire namibien, c'est-à-dire une arrière-garde stratégique<sup>136</sup>: «The alliance between the South Africans and UNITA was a determining factor that changed the course of events<sup>137</sup>».

Savimbi profite également des erreurs du MPLA en matière politico-économique. Le principal moteur de croissance de l'UNITA, peut-on argumenter

<sup>131</sup> *Ibid.*, 9, 12, 19, 22-23. Voir aussi: Potgieter et Cornwell. *Angola – Endgame or Stalemate?*

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 37.

<sup>134</sup> *Ibid.*, 77.

<sup>135</sup> Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 77.

<sup>136</sup> Savimbi présente un triple intérêt pour Pretoria. Les Sud-Africains le perçoivent comme un dirigeant «africain» avec une base populaire, qui est connu sur la scène internationale, et qui est prêt à se rendre à Pretoria et à se montrer en public si nécessaire. Robert M. Price. 1987. «South Africa and Afro-Marxism: Pretoria's Relations with Mozambique and Angola in Regional Perspective». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 274; Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 39-40.

<sup>137</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 26.



dans cette perspective, est l'incapacité du gouvernement de stopper le déclin de la production agricole et d'offrir des services essentiels à la population<sup>138</sup>. Les *Terras Livres de Angola* (Terres libres d'Angola), fondées en 1985, couvrent les provinces de Cuando Cubango, Cunene et une partie de Moxico. Une fois son contrôle territorial affermi, l'UNITA lance des unités militaires semi-régulières et déploie des effectifs pour protéger les «frontières». Vers le milieu des années 1980, elle est capable d'organiser des attaques dans tout le pays<sup>139</sup>. Sa position stratégique s'améliore et comprendra, avec le temps, des bases d'opération à Ninanda, Matete, Lumbago, Cazambo, Lucusse et Lumeje (Moxico), des centres d'entraînement à Cambungo et Saecula, et des activités minières à Lunda Norte et Lunda Sul.

Le contrôle territorial s'avère vital pour permettre au groupe d'étendre sa participation dans l'industrie des diamants. En fait, l'UNITA commence à intervenir dans ce domaine dès qu'elle s'établit à Cuando Cubango. Au début, les activités se limitent à taxer les *campeiros* (miniers)<sup>140</sup>. Vers 1979, les activités reliées aux mines deviennent leur principale source de revenus. En 1983, le secteur est professionnalisé: «From the second half of the 1980s, commercial activities were extended to a quasi-industrial scale and commercial networks were reinforced as the guerrilla war reached the Luanda provinces<sup>141</sup>.» La vente de diamants représente entre 50 000\$ et 4 millions de revenus mensuels pour l'UNITA vers la fin de la décennie 1980<sup>142</sup>.

L'accumulation de ressources économiques sera renforcée par un gain parallèle en crédibilité internationale. Comment pourrait-on ne pas mentionner le voyage de Savimbi à Washington, où il a été reçu par le président Reagan? Le

<sup>138</sup> Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 67.

<sup>139</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 25, 27.

<sup>140</sup> Busumtwi-Sam. «Sustainable Peace and Development in Africa», 100; Le Billon. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000», 58.

<sup>141</sup> L'insertion directe de l'UNITA dans l'exploitation de mines de diamants se fait sentir rapidement à Luanda. Les revenus obtenus par le MPLA à cet égard passent de 221 millions de dollars en 1981 à 33 millions en 1986. Le Billon. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000», 67.

<sup>142</sup> *Ibid.*, 68.

«Dr Savimbi», qui a fait des études de médecine à Lisbonne et en Suisse, et qui maîtrise sept langues, impressionne certains représentants étrangers (même s'il n'a pas fini ses études), qui voient en lui une nouvelle intelligentsia rebelle<sup>143</sup>. De plus, la Fondation Heritage le présente comme un allié «de la liberté et de la démocratie<sup>144</sup>». Seuls les États de la Ligne de front l'accusent de trahison, non pour tuer les Angolais qu'il dit défendre, mais pour avoir accepté l'aide portugaise avant l'indépendance, et celle de l'Afrique du Sud après 1975<sup>145</sup>.

Après la deuxième victoire électorale de Reagan (1984), tout semble possible en termes d'aide économique externe<sup>146</sup>. L'aide de Washington passe de 15 millions de dollars en 1986 à 30-45 millions en 1988, et à 50-60 millions en 1989<sup>147</sup>. L'artillerie antiaérienne, les mines et les armes antichars font donc leur apparition grâce à l'appui américain. Or, la légitimité de l'UNITA dans les zones sous son contrôle est loin de la symbiose:

*... UNITA's relationship with the population grew increasingly hostile, even vicious. The rebels were no longer dependent on the population for food and other necessities; these could now be purchased abroad and flown into rebel-controlled areas—all paid for with diamonds<sup>148</sup>.*

Sur ce point, l'UNITA est, comme les FARC-EP et dans une moindre mesure l'UC-ELN, une machine de guerre qui ne réussit pas à générer l'appui populaire pour sa lutte révolutionnaire. Faute de cette collaboration, le contrôle territorial (pour établir des activités productives capables de générer des

<sup>143</sup> União Nacional para a Independência Total de Angola. 1997. *A Bio-Sketch of Dr. Jonas Malheiro Savimbi*. En ligne. <<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/AllDocsByUNID/bf9f69595fab8af0c1256541005083b6>> (page consultée le 29 juin 2007).

<sup>144</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 6, 53.

<sup>145</sup> En 1985, le CICR affirme avoir distribué 400 tonnes de nourriture par semaine à des résidents du centre du pays. Les paysans, pris en otage par les rebelles, ne peuvent plus cultiver ou transporter des biens; la famine, dans une zone pourtant cultivable, fait rage. Voir: Marcum. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated», 76-77. Concernant les alliés externes des belligérants Angolais, voir: Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 4.

<sup>146</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 23.

<sup>147</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 61, 64-65, 68.

<sup>148</sup> Malaquias. «Diamonds are a guerrilla's best friend: the impact of illicit wealth on insurgency strategy», 314.

ressources) devient vital. Nous avons traité du sujet au premier chapitre, et nous y reviendrons plus tard.

### 1.3.2 *La rupture de «l'impasse confortable» en Colombie*

En Colombie, trois facteurs expliquent la fin, en 1982, de «l'impasse confortable» des années 1970<sup>149</sup>. Le premier élément est la convergence d'intérêts entre les nouvelles élites rurales traditionnelles et émergentes, et les FMC, pour favoriser l'établissement de paramilitaires, ce qui se traduit par l'apparition d'un nouveau belligérant, bien entraîné et financé. Nous avons déjà traité de cette question dans la section 1.2.1. Limitons-nous à souligner que la multiplication des unités d'autodéfense implique l'entrée dans le conflit d'un nouveau joueur contre-révolutionnaire qui perturbe l'équilibre dans la distribution de ressources.

Le deuxième facteur est également lié à l'émergence d'un nouveau groupe armé, cette fois-ci révolutionnaire: l'UC-ELN. L'ELN avait été défait militairement en 1974 à Anorí. Toutefois, deux éléments permettent la réémergence du groupe pendant les années 1980:

- (1) Le boom pétrolier que vit le pays à l'époque offre des occasions d'extorsion des compagnies multinationales. Les propriétaires fonciers et les travailleurs étrangers deviennent ainsi la cible d'enlèvements. L'assaut ou la menace d'attaque contre les oléoducs deviennent une source de revenus, de travail (services de sécurité pour protéger l'infrastructure ou pour la reconstruire) et de crédibilité<sup>150</sup>. L'adoption d'une stratégie d'opposition aux «intérêts économiques internationaux» permet au groupe de récupérer son image anticapitaliste et anti-impérialiste<sup>151</sup>. En 1983, le groupe entreprend une période de croissance qui l'amènera à contrôler les régions du Magdalena Medio, Cauca,

<sup>149</sup> Pour les détails concernant cet impasse confortable, voir le premier chapitre.

<sup>150</sup> En fait «Backed by the use of force, the ELN exploited oil royalties once the money reached local public budgets. The ELN did so in part by backing its candidates in local elections for positions where they could directly influence decisions on the spending of oil money. The ELN also sought to influence civil society organizations active in local politics...». Guáqueta. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions», 84-85.

<sup>151</sup> *Ibid.*, 83. Voir aussi: Boudon. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process», 280.

Santander, Boyacá, Barrancabermeja, Bucaramanga et l'Antioquia vers la fin des années 1980<sup>152</sup>.

- (2) Vers 1986, des organisations populaires civiles comme *A Luchar* et le *Frente popular* (Front populaire, FP) sont visées par les unités d'auto-défense<sup>153</sup>. Ces groupes fondent, avec le *MIR-Patria Libre* (Mouvement de la gauche révolutionnaire – Patrie libre), la *Unión Camilista* (UC) et se fusionnent à l'ELN, devenant ainsi, en 1987, l'UC-ELN<sup>154</sup>. Le mariage est porteur: *Patria Libre* et les organisations civiles apportent les ressources politiques et organisent la «lutte» en milieu urbain, alors que l'ELN met à contribution les ressources militaires et consolide l'arrière-garde stratégique rurale<sup>155</sup>.

Le troisième facteur qui explique la rupture de l'impasse confortable est la tenue, en 1982, de la septième conférence des FARC, pendant laquelle cette guérilla adopte la stratégie de la «combinaison de toutes les formes de lutte» et décide de devenir une «armée populaire» pour permettre à l'offensive «du peuple» d'atteindre la «victoire finale». C'est en raison de cette stratégie que l'on affirme souvent en Colombie que les FARC-EP adorent discuter de paix mais refusent de la négocier<sup>156</sup>. Pour les FARC, signer les Accords de La Uribe avec le

<sup>152</sup> L'ELN commence alors dans les régions sous son contrôle un processus de construction paraétatique très similaire à celui des FARC. On indique notamment que cette guérilla a commencé à protéger des *raspachines* (cultivateurs de feuilles de coca) au sud de Bolívar et au nord de Santander. Le nombre de cultivateurs protégés par l'ELN se situait à la fin des années 1990 entre 2000 et 3000, alors que l'économie paysanne liée à la production de coca dans les zones sous leur contrôle permettrait la subsistance de plus d'un million de personnes. Nazih Richani. 2003. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*. Bogotá: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), et Editorial Planeta Colombiana, S.A., 139-140.

<sup>153</sup> Pour une chronologie de ces organisations voir: Luis Eduardo Celis Méndez. 2005. «Los protagonistas, los hechos y los tiempos. Cronología y crónica». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva.

<sup>154</sup> Fernando Hernández. 2005. «La búsqueda del socialismo democrático». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 34; Walter Joe Broderick. 2005. «¿Revolución o revolcón?». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 100.

<sup>155</sup> Broderick. «¿Revolución o revolcón?», 102.

<sup>156</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala. Procesos de Paz*, 54-55, 83.

gouvernement de Betancur, former des soldats en URSS et au Viêt-nam pour faciliter leur transformation en armée révolutionnaire et participer en politique à travers l'Union patriotique ne sont pas des actions contradictoires<sup>157</sup>. De plus, leur transformation en armée révolutionnaire requiert du financement ce qui, dans le cadre du conflit armé colombien, est possible en diversifiant les sources locales de revenus. Les FARC annoncent alors leur intention de taxer la production de la feuille de coca dans les régions sous leur contrôle (une décision confirmée en 1984): «In Colombia there is a direct correlation between the progressive growth of the guerillas, the emergence and growth of paramilitaries, and the escalation of the conflict on the one hand, and the increasing cultivation or illegal drug raw material on the other<sup>158</sup>.»

En bref, comme en Angola, les années 1980 marquent le début de la croissance des groupes rebelles en Colombie. Bien que les statistiques à cet égard soient toujours discutables, nous pouvons indiquer que le nombre de fronts des FARC serait passé de 27 en 1984 à 60 en 1992. Quant à l'ELN, on estime à 800 le nombre de combattants pendant la deuxième moitié des années 1980 (contre 70 dans les années 1960) à 5000 en 1996<sup>159</sup>. Il est par ailleurs possible de suggérer que la «multiplication des formes de violence» alimente une perception de «catastrophe imminente» qui lance le gouvernement Barco dans une guerre contre les narcotrafiquants, mais qui ouvre une occasion de paix avec le M-19, même si le rapport de force favorise les FARC-EP et l'UC-ELN. Nous y revenons plus tard. Pour l'instant, une question, applicable aussi au cas de l'Angola, reste toujours à discuter: pouvons-nous considérer l'UNITA, les FARC-EP et l'UC-ELN comme des groupes extrémistes d'opposition?

---

<sup>157</sup> Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 128; Ferro Medina et Uribe Ramón. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*, 116; LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 176.

<sup>158</sup> Occasionnellement, les FARC offrent de la sécurité et des services de transport aérien aux propriétaires de plantations et de laboratoires installés dans leurs zones d'influence. Guáqueta. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions», 80, 90; LeGrand. «The Colombian Crisis in Historical Perspective», 177.

<sup>159</sup> Guáqueta. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions», 77.

### 1.3.3 *Insensibilité à l'incertitude et incapacité à réévaluer les choix stratégiques: l'UNITA, l'UC-ELN et les FARC-EP*

Sur le plan de l'aversion à l'incertitude, aucun indicateur ne laisse entrevoir que l'UNITA et les FARC-EP soient des modérés. L'UNITA ne montre pas d'intérêt à cesser la guerre; convaincu qu'il a été injustement exclu du pouvoir, Savimbi se limite à demander un accord de partage de pouvoir<sup>160</sup>. Il ne s'agit pas d'une reconnaissance du principe de la négociation comme moyen de régler des disputes mais, en quelque sorte, d'un retour à la case départ (les Accords d'Alvor), en vue d'organiser les élections qui n'ont jamais eu lieu. En Colombie, l'ouverture des FARC-EP à la «négociation» n'implique pas une reconnaissance de cette méthode pour régler le conflit. Pour cette guérilla, toute offre de paix de la part du *Establecimiento* est, par définition, illégitime. Cela ne les empêche pas de «négocier», en raison de la stratégie de la combinaison de toutes les formes de lutte. La tactique de négociation est donc la bienvenue tant et aussi longtemps qu'elle est alignée avec l'objectif stratégique visant à obtenir la victoire militaire.

En ce qui concerne les *elenistas* (membres du ELN), l'analyse est plus complexe. D'une part, comme nous le verrons au chapitre 5, l'UC remet en question la validité de la lutte armée lors du deuxième congrès (1989). D'autre part, les dirigeants du ELN refusent de participer à un tel débat. Au lieu d'accepter le principe de négociation, les délégués à ce congrès concluent qu'une bonne tactique de négociation doit servir à favoriser le processus révolutionnaire menant vers le socialisme. Les *elenistas* définissent aussi deux types de lutte politique, soit la lutte «clandestine et fermée», dirigée par les «organisations illégales d'avant-garde», et la lutte des masses dans des espaces publics ouverts (légaux ou illégaux): «ces luttes ne sont pas exclusives; parfois des guérillas ont utilisé les espaces ouverts alors que des organisations ouvertes et légales ont utilisé des formes clandestines et militaires de lutte<sup>161</sup>». Il s'agit d'une stratégie

<sup>160</sup> Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1), 106.

<sup>161</sup> Sur ce point, le deuxième congrès fixe comme un des objectifs principaux d'établir des organisations militaires de masse, à travers l'établissement de milices et de groupe d'autodéfense

très proche de la combinaison de toutes les formes de lutte préconisée par les FARC-EP. En bref, nous pouvons indiquer que:

Les extrémistes (ELN) s'imposent aux modérés (UC) lors de ce congrès.

L'UC-ELN continuera de définir la négociation comme un «drapeau idéologique», une «duperie de l'oligarchie pour faire un croche-pied à l'offensive populaire<sup>162</sup>.» Pour l'UC-ELN, une négociation de paix n'implique ni un désarmement, ni une démobilisation, ni la fin du conflit. Elle implique, par contre, un changement des relations de pouvoir pour faire avancer le projet révolutionnaire<sup>163</sup>;

Par ce fait, et en tant qu'acteur collectif, l'UC-ELN est une O<sub>E</sub>. En effet, malgré ces débats internes, il n'existe pas de questionnement public, en tant qu'acteur collectif, par rapport à la validité de la lutte armée en tant que choix stratégique. Au contraire, «il faut éduquer les masses pour leur apprendre à valoriser la violence révolutionnaire comme outil de libération, un type de violence différent à d'autres formes de violence (nocives à la société)<sup>164</sup>». À cet effet, l'UC-ELN propose de former des «conspirateurs efficaces», c'est-à-dire des éléments capables de «travailler dans la légalité bourgeoise pour la détruire<sup>165</sup>».

Tant en Angola qu'en Colombie, l'UNITA, les FARC-EP et l'UC-ELN sont incapables de conférer une légitimité au gouvernement, n'acceptent pas le principe de négociation (si ce n'est que pour accéder au pouvoir), n'appellent pas à la définition de règles pour une éventuelle négociation, et ne lancent pas des signaux coûteux en faveur de la paix. Bien au contraire, les choix stratégiques

---

pour donner au peuple le rôle de protagoniste de l'effort révolutionnaire. Traduction libre. Unión Camilista – Ejército de Liberación Nacional. 1990. *Poder popular y nuevo gobierno. Conclusiones (Segundo congreso)*. Colombia: Ediciones Colombia Viva, 86-87.

<sup>162</sup> Traduction libre. García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 86-87, 96.

<sup>163</sup> Carlos Medina Gallego. 1996. *ELN: una historia contada a dos voces. Entrevista con "el cura" Manuel Pérez y Nicolás Rodríguez Bautista, "Gabino"*. Santafé de Bogotá: Rodríguez Quito Editores, 250.

<sup>164</sup> Traduction libre. Voir: Unión Camilista – Ejército de Liberación Nacional. *Poder popular y nuevo gobierno. Conclusiones (Segundo congreso)*, 89.

<sup>165</sup> Le bon conspirateur, indique l'UC-ELN, est celui qui se caractérise par une discipline à toute épreuve, qui se méfie constamment des médias peu connus, et qui est en permanence prêt à être attaqué (la meilleure défense est la prévention). Traduction libre, *ibid.*, 105.

privilégient l'accumulation de ressources de toutes sortes afin d'atteindre la victoire. De plus, en Colombie, la manipulation du processus de paix de Betancur explique également l'absence de ressources politiques chez les FARC-EP<sup>166</sup>.

Cela suggère que l'imperméabilité à l'incertitude et l'incapacité à remettre en cause la stratégie de confrontation mènent les extrémistes à privilégier l'accumulation de ressources économiques et stratégiques (nécessaires pour soutenir l'effort de guerre) et à sous-estimer les ressources politiques locales (crédibilité et légitimité), qui justifient la lutte armée. Le cas de l'UNITA après 1994, comme nous le verrons au chapitre 6, démontre qu'un extrémiste peut même épuiser toute ressource politique internationale en raison de son intransigeance à évaluer la pertinence de ses choix stratégiques.

## **2. Modération en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1975-1989**

Contrairement aux extrémistes, les modérés sont capables de remettre en question la validité de la lutte armée en tant que choix stratégique. Ce changement peut se traduire par la reconnaissance de la légitimité de l'adversaire, par l'acceptation de la négociation, comme méthode de résolution de conflits, par l'établissement de règles temporaires pour encadrer les pourparlers et par l'envoi de signaux coûteux en faveur de la paix. Le FMLN, le M-19 et la RENAMO, ainsi que le gouvernement d'Alfredo Cristiani, partagent, pour diverses raisons, et à des moments différents, l'idée que le conflit peut être réglé par une négociation.

### **2.1 Hasta la victoria siempre? Les choix stratégiques de l'opposition modérée: le FMLN-FDR, le M-19 et la RENAMO sous un angle comparatif**

#### **2.1.1 L'opposition modérée et ses ressources politiques**

À la différence des acteurs extrémistes, les modérés privilégient l'accumulation de ressources politiques comme moyen de se procurer des ressources économiques et stratégiques. Cette accumulation débute, dans le cas du FMLN, en

---

<sup>166</sup> «Le processus de paix [de Betancur] a permis à la guérilla de se renforcer militairement [...], la trêve unilatérale sans mécanismes de vérification lui a permis de doubler le nombre de fronts et de recrues, et d'agrandir considérablement le contrôle territorial. Toutefois, ce renforcement sur le plan stratégique et militaire est accompagné par un affaiblissement sur le plan politique.» Traduction libre. Voir: Bejarano. *Una agenda para la paz*, 88.



février 1980, quand divers partis politiques latino-américains demandent à la communauté internationale de se solidariser pour aider à arrêter «... la répression réactionnaire et criminelle et [à favoriser] la victoire juste du peuple salvadorien<sup>167</sup>».

La légitimité et la crédibilité du FMLN-FDR, tant sur le plan national qu'international, sont en grande partie le fruit de sa commission politico-diplomatique, un organe interne chargé de coordonner les relations publiques sur la scène internationale. Or, ce qui fait du FDR-FMLN un acteur riche en ressources politiques est la coalition formelle entre l'opposition armée (FMLN) et l'opposition civile en exil (FDR) de 1981 à 1987. C'est cette coordination d'efforts qui permet, par exemple, d'obtenir la déclaration franco-mexicaine (août 1981), qui reconnaît le FMLN-FDR comme une force politique représentative du Salvador<sup>168</sup>:

... le FDR est une alliance de partis démocratiques, les dissidents de la démocratie chrétienne inclus, et des associations professionnelles, qui n'acceptent pas le cadre politico-militaire imposé au Salvador [...]. La stratégie fondamentale et les tactiques du FMLN-FDR sont plus proches du FMLN que du FDR. Cela n'implique pas que la personnalité du FDR ne s'exprime pas dans l'alliance, surtout quand vient le temps de l'analyse et des propositions, et de la création d'appuis internationaux. [...] Le FMLN ne veut pas se défaire du FDR (car il reconnaît la nécessité de compter avec les forces démocratiques pour renforcer la lutte révolutionnaire) et le FDR ne veut pas se défaire du FMLN [...]; pour le FDR, la lutte du FMLN, qui consiste à vaincre un régime injuste qui est un obstacle à la démocratie, est légitime<sup>169</sup>.

Cette situation contraste avec celle de la RENAMO, qui est sans doute le groupe rebelle modéré le plus pauvre en termes de ressources politiques parmi les belligérants à l'étude. Sa nature, ses objectifs, son mode d'opération et sa structure sont un des mystères, et non le moindre, du conflit mozambicain. L'information à l'époque, comme d'ailleurs encore aujourd'hui, est éparpillée et

<sup>167</sup> Traduction libre. Cet appui provient de partis politiques de la Bolivie, de la Colombie, du Costa Rica, du Chili, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, de Panama, du Paraguay, de Puerto Rico, du Pérou, de la République dominicaine, du Venezuela et de l'Uruguay. Voir: Conferencia Permanente de Partidos de América Latina. 1980. «Conferencia sobre Democratización en América Latina. El Caso de El Salvador: Declaración Final». *Bolletín informativo* 4 (no 1), 15-17.

<sup>168</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 38, 57.

<sup>169</sup> Traduction libre. Tomás R. Campos. 1983. «La estrategia del F.M.L.N.-F.D.R. tras el proceso electoral de marzo 1982». *Estudios Centroamericanos* XXXVIII (no 415-416), 480.

contradictoire. Ses ennemis, notamment le FRELIMO, la présentent comme un groupuscule de *bandidos armados* sans idéologie, qui agit en fonction d'intérêts étrangers. Pour le président Samora Machel, la guerre contre-révolutionnaire est le résultat de l'ingérence sud-africaine dans les affaires internes du pays (ce qui explique la signature de l'Accord de Nkomati)<sup>170</sup>.

En effet, les troupes d'Alfonso Dhlakama (son principal dirigeant depuis la mort du fondateur, Orlando Cristina, en 1983) comptent sur l'appui de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud (même si Pretoria refuse de confirmer publiquement toute implication dans ce conflit)<sup>171</sup>. Or, cette image de la RENAMO est incomplète, au moins pour cinq raisons:

- (1) Sur le plan international, Alfonso Dhlakama est officieusement appuyé par d'anciens résidents portugais au Mozambique et par des groupes privés de droite en Allemagne, au Brésil et aux États-Unis<sup>172</sup>. Mais cet appui informel n'aide pas à la crédibilité internationale du groupe, qui demeure faible;
- (2) Sur le plan national, la RENAMO fait face à la propagande du FRELIMO, le front anticolonial «héroïque» qui a obtenu la souveraineté du pays. Après tout, «To be a member of the Frelimo party is an honour and a heavy responsibility. The Party member must possess a high political and moral qualities, and to be a dedicated revolutionary party<sup>173</sup>.» Puisque l'afro-marxisme mozambicain instaure un régime à parti unique, s'opposer au FRELIMO signifie s'opposer non seulement au gouvernement et à l'armée nationale (FPLM), mais aussi au pays;

<sup>170</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 49; Saul. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique», 110, 136; Jinadu. «Soviet Influence on Afro-Marxist Regimes: Ethiopia and Mozambique», 244-245.

<sup>171</sup> Confronté à l'évidence, le ministre Botha confirmera, en 1984, l'implication du pays au Mozambique aux côtés de la RENAMO, en ajoutant qu'il ne s'agissait que «d'aide humanitaire». Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 51, 58; Saul. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique», 130, 137. Voir également: Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 207.

<sup>172</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 51.

<sup>173</sup> Frente de Libertação de Moçambique. *FRELIMO Party Programme and Statutes (IV Congress)*, 44.

- (3) L'image de la RENAMO en tant que groupe «sanguinaire» omet le fait que les rebelles établissent des alliances avec des chefs traditionnels locaux, ce qui leur permet d'acquérir de la légitimité locale<sup>174</sup>. En d'autres termes, même si sa «brutalité» envers les civils a incité à la comparer avec les Khmers Rouges<sup>175</sup>, ses réseaux locaux d'autorités traditionnelles invitent à nuancer l'argument. Le «dédain» envers les populations civiles est par ailleurs moins prononcé dans les régions sous son contrôle<sup>176</sup>. On peut toujours souligner que 90 pour cent des recrues ont été forcées à rejoindre le groupe<sup>177</sup>. Mais le recrutement forcé ne peut pas être considéré comme un indicateur d'extrémisme ni comme un trait caractéristique de la RENAMO. Le FMLN a aussi imposé la conscription, tout comme le FRELIMO.

*Recent studies based on evidence that was hard (if not impossible) to collect while the civil war was ongoing indicate that Renamo enjoyed a considerable level of popular support. This support was present in rural areas controlled by Renamo, where researchers and journalist rarely traveled, rather than in the cities under the governmental control<sup>178</sup>.*

- (4) La décennie 1980 correspond à la période pendant laquelle Dhlakama doit structurer et donner une identité collective à la RENAMO. Par ailleurs, il faudra attendre la période des négociations de paix (voir le chapitre 5) pour observer la préoccupation du leader contre-révolutionnaire d'accélérer l'accumulation de ressources politiques. Il faut souligner, et nous reviendrons sur ce sujet plus loin, que dès que le

<sup>174</sup> Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 148.

<sup>175</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 4, 61, 64; Voir aussi: Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2), 40.

<sup>176</sup> À Zambézia, où les structures informelles d'autorité locale sont fortement enracinées, la RENAMO opte pour l'accommodation avec les résidents. Par contre, à Gaza, où ces structures avaient été affaiblies par les migrations vers l'Afrique du Sud, et par les programmes de collectivisation forcée du FRELIMO, la RENAMO exerce un contrôle social à travers des formes extrêmes de violence. Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 147-148; Saul. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique», 123-124.

<sup>177</sup> Jeremy M. Weinstein. 2005. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment». *The Journal of Conflict Resolution* 49 (no 4), 612-614.

<sup>178</sup> Stathis N. Kalyvas. 2001. «'New' and 'Old' Civil Wars. A Valid Distinction?». *World Politics* 54: 24-25.

premier congrès a lieu (1989), la RENAMO donne des signaux clairs quant à sa disposition à réévaluer la pertinence de la stratégie militaire.

- (5) Force est de constater que la RENAMO ne possède pas l'habileté du FMLN et du M-19 pour frapper l'imaginaire collectif avec des coups symboliques. Pourrait-on omettre l'importance de *Radio Venceremos* en tant qu'outil de propagande du FMLN<sup>179</sup>? Pourrait-on rappeler que le M-19 donne le coup d'envoi à ses activités militaires en volant l'épée de Simón Bolívar, en janvier 1974? «Bolívar, ton épée retourne à la lutte», avait-il proclamé alors. Mais rien de cela n'est présent au Mozambique. Malgré la publicité la présentant comme un mouvement «véritablement africain», la RENAMO doit se défendre, de la même façon que l'UNITA, de trahison en raison de l'appui obtenu de la part de régimes ségrégationnistes<sup>180</sup>. Elle ne compte pas avec l'appui socialiste, ses contacts avec les pays non alignés sont minimes et la guerre mozambicaine est marginale pour l'Occident.

Enfin, en ce qui concerne le M-19, et comme nous venons de le mentionner, il s'agit d'un groupe qui réalise des «coups publicitaires» afin de gagner la faveur populaire. De plus, son discours inclusif axé sur la démocratie, rejoint des larges segments de la population. L'élimination du «système bourgeois d'exploitation capitaliste» ne fait pas partie de ses revendications. Au contraire, son message est dirigé vers «la population en général». Il rompt avec l'orthodoxie marxiste-léniniste, il élabore un discours de «libération nationale» sans faire référence à «l'impérialisme», et il puise dans le mythe fondateur de Bolívar<sup>181</sup>; le M-19 détient une «capacité de négociation disproportionnée par rapport à son pouvoir militaire<sup>182</sup>». Selon Rafael Pardo:

<sup>179</sup> Voir, par exemple: José Ignacio López Vigil. 2003. *Las mil y una historias de Radio Venceremos*. San Salvador: UCA Editores.

<sup>180</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 4.

<sup>181</sup> Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 17.

<sup>182</sup> Traduction libre. Entrevue avec Eduardo Pizarro (proche du M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 1er mars 2007.

La popularité du M-19 a toujours été une énigme, car il est appuyé et critiqué en même temps. Il utilise la propagande armée, la publicité du terrorisme, comme personne ne l'a fait auparavant. Des actions armées comme celles de voler des camions, de la nourriture (pour la redistribuer dans les *barrios*), leur ont attiré la sympathie populaire. Mais l'assaut contre le Palais du Justice a généré un énorme sentiment de rejet<sup>183</sup>.

### 2.1.2 *Les ressources économiques et stratégiques du FMLN, de la RENAMO et du M-19*

Le FMLN n'est pas un groupe armé lourdement équipé; son armement inclut des M-16 et des armes antichars fabriquées aux États-Unis, quelques AK-47 soviétiques et des lance-grenades chinois; «... les rebelles fabriquent leurs propres explosifs avec la matière première disponible sur le marché local. Ces armes artisanales incluent des bombes et des équipements de communication simples mais efficaces<sup>184</sup>.» Le FMLN n'est pas proche de Moscou, mais son premier allié est le gouvernement sandiniste<sup>185</sup>. Entre-temps, Cuba n'est qu'indirectement présent<sup>186</sup>. On insiste souvent sur l'impact de la défaite électorale des Sandinistes en 1990 sur le mouvement révolutionnaire salvadorien<sup>187</sup>. Toutefois, avec la diminution de la guerre contre-révolutionnaire au Nicaragua, le surplus d'armes peut désormais être transféré au Salvador (le FMLN étant très efficace dans la contrebande, surtout à travers les frontières du Honduras et du Guatemala). En bref, une bonne partie des coûts de la guerre sont

<sup>183</sup> Traduction libre. Voir: Rafael Pardo Rueda. 1996. *De Primera Mano. Colombia 1986-1994: Entre Conflictos y Esperanzas*. Santafé de Bogotá: Editorial Norma, 166.

<sup>184</sup> Traduction libre. Tom Gibb et Frank Smyth. 1990. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos». *Estudios Centroamericanos XLV* (no 498-499), 247.

<sup>185</sup> Le manque d'intérêt de Moscou pour la région centraméricaine peut s'expliquer par le fait que cette région est «... too strategically sensitive, too strongly under US control and too lacking in any "rearguard", to offer promise of advantage in the global geo-political struggle». Voir: Laurence Whitehead. 1986. «The Prospects for a Political Settlement: Most Options Have Been Foreclosed». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 221.

<sup>186</sup> L'expérience angolaise a montré à Fidel Castro comment un «triomphe révolutionnaire» à court terme peut parfois être suivi par une situation imprévisible (par exemple, le fait de demeurer «militairement coincé» dans un pays lointain). Il n'est donc pas question d'autoriser un déploiement de troupes en Amérique centrale. Whitehead. «The Prospects for a Political Settlement: Most Options Have Been Foreclosed», 224.

<sup>187</sup> Le départ de Daniel Ortega fait baisser le moral des guérilleros; il implique aussi la perte d'une base logistique et de capacités en communication internationale. Rappelons que le gouvernement sandiniste fut à plusieurs reprises le porte-parole du FMLN dans des forums internationaux comme les assemblées générales de l'ONU et de l'OEA.

financés par les «impôts révolutionnaires» que le FMLN prélève dans les zones de production de café<sup>188</sup>.

En 1983, la guérilla salvadorienne lance sa première «Offensive finale»: plus de 181 actions militaires sont organisées partout au pays<sup>189</sup>. Cette offensive permet au FMLN de prendre 35 villages et districts dans les départements de Chalatenango, San Miguel, Morazán et La Unión (proches de la frontière avec le Honduras)<sup>190</sup>. Cette région deviendra sa base stratégique, l'arrière-garde du groupe et comprendra, en 1985-1986, en plus des régions déjà citées, les zones de Cuscatlán, San Vicente et Cabañas<sup>191</sup>. Dans son ensemble, les «zones libérées» par la guérilla comptent un tiers du territoire salvadorien vers 1985; les FAES ne réalisent dans ces régions que des incursions de courte durée<sup>192</sup>.

À la différence du FMLN, le M-19 est marginal en termes économiques et militaires. Économiquement, et comme Jaime Bateman, commandant principal du groupe pendant les années 1970 l'indique, les finances sont un désordre. Le M-19 fait des investissements, possède quelques petites entreprises, mais ses principales sources proviennent des braquages de banques et des rançons. Par exemple, le million de dollars obtenu de la prise de l'Ambassade de la République dominicaine de 1980 (quand 23 ambassadeurs, incluant ceux du Vatican et des États-Unis, furent pris en otage), a servi à acheter des armes, notamment des

<sup>188</sup> Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 250.

<sup>189</sup> Karl. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador», 179.

<sup>190</sup> Centro Universitario de Documentación e Información. 1983. «La situación militar: balance y perspectiva un año después de las elecciones». *Estudios Centroamericanos* XXXVIII (no. 415-416), 424.

<sup>191</sup> En septembre 1982, des rapports des FAES indiquent que le FMLN ne peut organiser des attaques «spectaculaires qu'occasionnellement». Les États-Unis indiquent toutefois que l'aide militaire à l'armée salvadorienne ne semble pas avoir réussi à convaincre les rebelles qu'ils ne peuvent gagner la guerre. Cette offensive démontre, justement, que le FMLN détient une capacité stratégique bien plus grande que celle que les FAES laissent entendre. Voir: *Ibid.*, 422.

<sup>192</sup> Joaquín Villalobos. 1986. «El estado actual de la guerra y sus perspectivas». *Estudios Centroamericanos* XLI (no 449), 177.

fusils G-3 (allemands), faciles à se procurer sur le marché noir<sup>193</sup>. Pourtant, le M-19 est marginal en termes militaires.

La RENAMO, quant à elle, possède une capacité stratégique limitée. Entre 1980 et mars 1984, le gouvernement de l'Apartheid la dote de bases d'entraînement, d'équipement et de moyens de déplacement à l'intérieur et à l'extérieur du Mozambique<sup>194</sup>. Dès 1981, des troupes rentrent au nord d'Inhambane (régions de Manica et Sofala), pour s'installer au sud du fleuve Save et à l'ouest de Gaza. Les quartiers généraux du groupe seront dès lors établis dans ces régions centrales du pays. Le régime sud-africain envoie du ravitaillement par les routes d'Inhambane et Sofala, et par parachutage<sup>195</sup>. Toutefois, étant donné l'objectif de Pretoria (déstabiliser sans faire tomber le gouvernement), la capacité des contre-révolutionnaires mozambicains demeure limitée: l'équipement de communications, par exemple, est reconnu pour son inefficacité<sup>196</sup>. N'empêche, vers la fin de 1984, la RENAMO est active partout au pays et ses effectifs atteignent 20 000; le quart du territoire mozambicain est sous son contrôle<sup>197</sup>.

### 2.1.3 *Sensibilité à l'incertitude et remise en question des choix stratégiques: le FMLN, le M-19 et la RENAMO*

Dès le début des années 1980, le FMLN définit le dialogue comme une tactique auxiliaire à la stratégie militaire<sup>198</sup>. Il ne s'agit pas d'utiliser la négociation pour gagner la guerre, mais de faire la guerre pour obliger l'oligarchie à négocier. Certes, en 1980, face au meurtre de plusieurs dirigeants du FDR, le FMLN indique que la paix est possible seulement en menant le «régime

<sup>193</sup> Patricia Lara. 2006. *Siembra vientos y recogerás tempestades. La historia del M-19, sus protagonistas, y sus destinos*. Bogotá D.C.: Editorial Planeta Colombiana S.A., 184. Voir aussi: Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 272.

<sup>194</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 57. Voir aussi: Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 49-51.

<sup>195</sup> Minter. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 52; Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 147.

<sup>196</sup> Howe et Ottaway. «State Power Consolidation in Mozambique», 58.

<sup>197</sup> Weinstein. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story», 148; Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 147.

<sup>198</sup> Campos. «La estrategia del F.M.L.N.-F.D.R. tras el proceso electoral de marzo 1982», 485.

génocidaire salvadorien» vers la défaite militaire<sup>199</sup>. Ces déclarations correspondent, comme nous l'avons souligné au premier chapitre, à ce que l'on doit s'attendre de la rhétorique d'une guérilla. Toutefois, déjà en 1981, la Commission diplomatique du FMLN se déclare prête à négocier (les autres options étant l'abandon de toute tentative de dialogue ou attendre que les États-Unis ouvrent à nouveau une occasion de paix)<sup>200</sup>. En 1981, lors du message du FMLN lu par Daniel Ortega face à l'Assemblée générale de l'ONU, les rebelles indiquent que:

... les élections seraient un élément important en tant que mécanisme de représentation politique si celles-ci sont précédées de la définition d'un nouvel ordre politique, économique et juridique qui permettrait la participation active de tous les secteurs sociaux et politiques sur le plan électoral<sup>201</sup>.

<sup>199</sup> Shafick Jorge Handal, Fernán Cienfuegos, Salvador Cayetano Carpio et Joaquín Villalobos. 1980 «*Comunicado del Frente "Farabundo Martí" para la Liberación Nacional*». Montañas de El Salvador: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.

<sup>200</sup> L'élite rebelle estime que seul le dialogue est une option valide. D'une part, l'abandon de la négociation en tant que possible outil de solution du conflit suppose la certitude de la victoire militaire, ce qui est loin d'être le cas (étant donné le renforcement militaire de l'ennemi). De plus, privilégier exclusivement la voie militaire suppose que les alliés du FMLN ne flancheront pas (malgré la pression internationale). D'autre part, l'attente à l'ouverture d'une fenêtre de paix suppose une dépendance intolérable, aux yeux du FMLN, à la stratégie de la Maison-Blanche. La négociation est donc le meilleur choix stratégique, même si la guerre se poursuit tant et aussi longtemps que nécessaire. Voir: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1981. *Propuesta de Mediación Internacional*. Montañas de El Salvador: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.

<sup>201</sup> En fait: «le FMLN accepterait une médiation internationale si (a) le groupe de gouvernements médiateurs réussissait à engager les États-Unis dans le processus pour assurer le retrait de son appui militaire et si (b) ils réussissaient à convaincre Washington de dialoguer avec le FMLN-FDR pour définir la marche à suivre pour vérifier le respect de l'accord». Traduction libre. Carlos Acevedo. 1989. «La propuesta de paz más viable del FMLN». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 483-484), 55.



La proposition politique du FMLN demeure diffuse<sup>202</sup>. Mais il en est de même dans le cas du M-19 et de la RENAMO. En Colombie, et dès le milieu des années 1970, le M-19 se déclare prêt à discuter d'une proposition d'amnistie du président Turbay. Il s'agit d'une proposition marginale car le conflit principal se déroule entre le gouvernement et les FARC. De plus, à l'époque, ces belligérants se trouvent dans une impasse confortable<sup>203</sup>. Au Mozambique, la RENAMO se prononce en faveur du dialogue dès 1984. À l'époque, le porte-parole de la RENAMO à Francfort, Evo Fernandes, rencontre un délégué du FRELIMO et requiert la formation d'un gouvernement d'unité nationale, dans le cadre d'un système politique multipartis<sup>204</sup>. En bref, le FMLN, le M-19 et la RENAMO se montrent disposés à considérer la possibilité de négocier.

L'absence de définition quant à la proposition de paix n'empêche pas le FMLN de reconnaître le triomphe électoral de Duarte (en mai 1984). Elle n'empêche non plus le M-19 de signer un cessez-le-feu avec le gouvernement de Betancur ou la RENAMO de continuer à explorer les possibilités de discuter avec

<sup>202</sup> En 1983, la guérilla propose une solution politique à la guerre. Il est essentiel, selon le groupe, de récupérer la souveraineté nationale pour amorcer des dialogues directs sans conditions entre les parties (les gouvernements du Salvador, des États-Unis et le FMLN-FDR). Le groupe demande aussi l'installation d'un «gouvernement démocratique révolutionnaire» (de partage de pouvoir). Ce gouvernement serait plus inclusif que le modèle théorique de consociationnisme étudié au chapitre 2. Il inclurait certainement les «forces d'avant-garde», mais aussi les partis politiques démocratiques, la classe moyenne et le «secteur privé non oligarchique». Le FMLN sollicite aussi la création d'une armée populaire qui pourrait recruter tout personnel militaire, incluant les troupes du FMLN et des éléments des FAES non reliés aux massacres. À l'époque, et d'un point de vue idéologique, le groupe dit favoriser un système économique mixte, où la richesse est distribuée de façon plus équitable, mais où l'entreprise privée détient une place assurée. Pour la proposition de 1983, voir: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1983. *El FMLN-FDR propone cinco puntos para una solución política*. Montañas de El Salvador: Comando General del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité Ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario. Pour la proposition socioéconomique, voir: Campos. «La estrategia del F.M.L.N.-F.D.R. tras el proceso electoral de marzo 1982», 486.

<sup>203</sup> Plus concrètement, le M-19 propose une réunion à Panama (le président Aristides Royo fournit des garanties de sécurité), mais les représentants gouvernementaux ne s'y présentent pas. Le 27 février 1980, un commando du M-19 prend d'assaut l'ambassade de la République dominicaine. Le groupe demande une amnistie pour les prisonniers politiques, la suspension de l'état de siège et le déclenchement d'un dialogue national de paix. En juillet 1981, Jaime Bateman remet au président de la République une nouvelle proposition de paix. Aucune de ces tentatives n'amène le déclenchement d'un processus de pacification. Voir: Lara. *Siembra vientos y recogerás tempestades. La historia del M-19, sus protagonistas, y sus destinos*, 47, 49, 150, 190.

<sup>204</sup> Soulignons que le groupe accepte le principe de la validité de la négociation. À noter, Le FRELIMO refuse et limite son offre d'amnistie aux contre-révolutionnaires. Voir: Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 211.

Samora Machel. Certes, les conditions sont difficiles. Au Salvador, l'arrivée de Duarte au pouvoir est perçue comme la victoire partielle d'un gouvernement sans aucun pouvoir réel qui ne contrôle que deux tiers du territoire. Mais le FMLN-FDR accepte de discuter<sup>205</sup>. En Colombie, une fois que l'accord de La Uribe est signé entre le gouvernement Betancur et les FARC, le M-19 accélère le rythme de la guerre<sup>206</sup>. Mais une fois qu'il a réussi à attirer l'attention, il signe le cessez-le-feu<sup>207</sup>. En Afrique subsaharienne, une nouvelle tentative de discussions de paix entre le FRELIMO et la RENAMO, sous la médiation de Pik Botha, aboutit à la Déclaration de Pretoria (octobre 1984). Même si le cessez-le-feu ne sera jamais mis en vigueur, la RENAMO accepte de reconnaître Machel comme président du Mozambique. Comme nous le verrons au chapitre 5, lors des négociations à

<sup>205</sup> Sur ce point, Ellacuría indique que le FMLN ne voit pas l'idéologie de la démocratie-chrétienne, ou le président Duarte, lui-même, comme un ennemi. C'est plutôt ce qu'ils représentent, c'est-à-dire l'ingérence des États-Unis, qu'ils combattent. Il est prévisible, aux yeux du FMLN, de se retrouver face à un gouvernement mêlé au «jeu des apparences», en essayant de lancer des réformes qui n'aboutiront pas à grand-chose. Or, «malgré la marge de manœuvre nulle du gouvernement, et ses attitudes négatives vis-à-vis de la paix, nous au FMLN et au FDR n'écarterons pas la possibilité que Duarte puisse choisir le chemin de la réconciliation en acceptant le dialogue démocratique sans les préalables que nous lui avons offerts». Traduction libre. Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1984b. *Posición del FMLN-FDR ante el nuevo gobierno*. Montañas de El Salvador: Comandancia general del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité ejecutivo Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario. Voir également: Ignacio Ellacuría. 1985. «FMLN, el límite insuperable». *Estudios Centroamericanos* XL (no 446), 891; Villalobos. «El estado actual de la guerra y sus perspectivas», 173; Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1984c. *Declaración del FMLN-FDR en relación a la oferta del presidente José Napoleón Duarte*. Montañas de El Salvador: Comandancia General del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité Ejecutivo Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.

<sup>206</sup> Le groupe s'oppose à cette entente non seulement parce qu'il a été exclu, mais aussi parce qu'il s'agit d'un cessez-le-feu qui n'inclut aucun des mécanismes permettant de déclencher les discussions. Aux yeux du groupe, il ne s'agit que d'un cessez-le-feu qui ne mène nulle part. Lara. *Siembra vientos y recogerás tempestades. La historia del M-19, sus protagonistas, y sus destinos*, 222.

<sup>207</sup> Selon Antonio Navarro, un des hauts dirigeants de l'organisation, la trêve entre le gouvernement et le M-19 se rompt en raison d'une succession d'événements mineurs, comme l'attaque du camp de Yarumales, l'interdiction de tenir le congrès de Los Robles, l'attentat contre Fayad (haut dirigeant de l'organisation), la disparition d'une douzaine de miliciens, les combats à Pradera, Palmira et Buga, etc. Quant au cessez-le-feu entre le gouvernement et les FARC, il a été respecté parce que les deux acteurs sont habitués à se manipuler; «Les manœuvres des FARC pour faire croire au gouvernement qu'ils démantèlent leurs fronts sont fausses. Entre-temps, le gouvernement soutient qu'il n'existe pas de harcèlement militaire, alors qu'il y a très souvent des affrontements entre l'armée et les différents fronts des FARC». Traduction libre. Voir: Lara. *Siembra vientos y recogerás tempestades. La historia del M-19, sus protagonistas, y sus destinos*, 240-241.

Rome, Dhlakama refusera d'octroyer cette reconnaissance à Chissano. Or, la position du groupe en 1984 suggère qu'une telle reconnaissance est possible.

L'histoire ne s'arrête pas là. Lors des pourparlers de paix à Ayagualo (novembre 1984), le FMLN-FDR propose un plan de paix en trois étapes<sup>208</sup>. Désormais, son offre commence à se clarifier. En juillet 1986, les rebelles lancent une nouvelle proposition, axée sur le retrait des États-Unis, la création d'un gouvernement transitoire, un cessez-le-feu et la garantie du respect des droits humains<sup>209</sup>. En mai 1987, le groupe formule une proposition en 11 points qui prévoit des mesures pour humaniser la guerre et en réduire l'impact<sup>210</sup>. Enfin, quand l'accord d'Esquipulas II (1987) est signé, le FMLN-FDR indique qu'il s'agit d'un outil de paix utile mais complémentaire à d'autres initiatives, car l'accord reconnaît (finalement) que la guérilla «... doit être prise en considération dans la recherche d'une solution négociée et intégrale au conflit salvadorien<sup>211</sup>». Notons qu'Esquipulas II permet aux leaders du FDR de rentrer au pays. Un an plus tard, Guillermo Ungo et Rubén Zamora créent *Convergencia Democrática*

<sup>208</sup> Premièrement, les escadrons de la mort doivent être démantelés et les coupables doivent être traduits en justice, la torture et les enlèvements doivent cesser, des garanties de sécurité pour les syndicalistes et autres organisations civiles doivent être mises en place, le respect des Accords de Genève (arrêt des bombardements aériens sur la population), ainsi que «l'ingérence des États-Unis», doivent cesser. Deuxièmement, des négociations seraient lancées pour permettre la participation de tous les acteurs exclus dans un gouvernement de transition. Un calendrier électoral et un cessez-le-feu devraient alors être établis. La troisième phase correspond à l'adoption d'une réforme constitutionnelle, la réorganisation des FAES et la convocation à des élections générales. Il s'agit de la définition des règles du jeu sensées encadrer les interactions politiques après la fin du conflit armé. Voir: Duarte. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*, 21-24.

<sup>209</sup> Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1986. *Declaración del FDR-FMLN por el diálogo nacional para poner fin al conflicto*. Montañas de El Salvador: Comandancia General del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité Ejecutivo Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.

<sup>210</sup> On peut citer, parmi les premières mesures, la suspension de la guerre aérienne, l'élimination des mines, l'arrêt des enlèvements de civils, le respect de la vie des prisonniers, la suppression de la torture et du recrutement forcé. Parmi les deuxièmes, retenons l'offre du FMLN de suspendre tous les actes de sabotage économique (transports, électricité, etc.). Ignacio Ellacuría. 1987. «Nueva propuesta de diálogo del FMLN-FDR: los 18 puntos». *Estudios Centroamericanos* XLII (no 465), 439-440, 442.

<sup>211</sup> Traduction libre. Guillermo Manuel Ungo. 1987. «Aportes y limitaciones de Esquipulas II». *Estudios Centroamericanos* XLII (no 469-470), 850.

(Convergence démocratique, CD), un parti qui participera aux élections de 1989<sup>212</sup>.

Toujours en 1987, mais en Colombie, le M-19 ressuscite et annonce qu'il est disposé à entreprendre le dialogue, même si sa position demeure confuse. Barco n'envisage pas de lancer des discussions avec le groupe<sup>213</sup>. D'une part, le M-19 est membre de la Coopération guérillera (CG), ancêtre de la *Coordinadora guerrillera Simón Bolívar* (Coopération guérillera Simon Bolivar, CGSB), qui se déclare contre l'idée de discuter de paix<sup>214</sup>. Mais aussi, le M-19 offre unilatéralement, à deux reprises (février et mai), des négociations menant à la démilitarisation du Cauca<sup>215</sup>. En septembre 1987, il demande le concours de l'ONU, et propose la signature d'un pacte social permettant la mise en place d'un gouvernement chargé de lancer des réformes politiques, sociales et économiques<sup>216</sup>. Il propose aussi aux autres guérillas, dans le cadre de la CGSB, d'adopter un projet axé sur la démocratisation du pays<sup>217</sup>. En janvier 1988, il décrète un cessez-le-feu unilatéral de six mois et invite divers secteurs sociaux à déclencher des négociations de paix. En mai 1988, il réitère son offre de dialogue.

<sup>212</sup> Guillermo Ungo (Mouvement national révolutionnaire) se présente à la présidence, accompagné de Mario Reni Roldán (Parti social-démocrate). Les candidats sont appuyés par Rubén Zamora (Mouvement populaire social-chrétien). Pour plus de détails sur la stratégie d'insertion civile du FDR, voir: Marta Hamecker. 1989. «La propuesta del FMLN: un desafío a la estrategia contrainsurgente (entrevue à Joaquín Villalobos, réalisée le 25 février 1989)». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 485), 220.

<sup>213</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 103-104; Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 273.

<sup>214</sup> Comme nous l'avons expliqué en introduction, l'une des caractéristiques du conflit colombien est le fait que l'opposition armée n'a pas été en mesure de s'unifier, comme au Salvador, sous la bannière d'un seul front. Des groupes comme l'ELN et le M-19 revendiquent ce besoin et, pendant la deuxième moitié des années 1980, des efforts sont réalisés en ce sens. La CG est une première tentative, qui inclut la plupart des guérillas à l'exception des FARC. En septembre 1987, les FARC rejoignent cette entité, qui devient alors la CGSB. Toutefois, comme nous l'expliquerons plus tard, l'unité guérillera n'atteindra jamais le niveau du FMLN. García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 104; Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 277.

<sup>215</sup> À sein de la CGSB, cette offre est considérée comme une trahison. Il existe, en fait, une rupture, car il est inacceptable, aux yeux des guérillas, de négocier selon les conditions de l'IDP du gouvernement Barco. Entrevue réalisée avec Jaime Zuluaga (Universidad Nacional de Colombia), à Bogotá D.C., le 9 mars 2007.

<sup>216</sup> Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 31.

<sup>217</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 103-104; Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 29.

Sa position est alors épurée<sup>218</sup>. Face aux réticences du gouvernement à s'engager dans le processus de paix, les rebelles se rapprochent de groupes de la société civile intéressés à participer au processus. L'éventualité qu'un plan de paix soit défini sans la participation du gouvernement fait bouger l'administration Barco, qui présente alors son Initiative de paix (IDP)<sup>219</sup>.

Au Mozambique, FRELIMO fait circuler, toujours en 1987, un document de douze points dans lequel il définit le conflit comme une opération de déstabilisation (et non un affrontement entre deux parties). Le gouvernement demande aux *bandits terroristes* d'arrêter tous les actes violents *avant* de commencer le dialogue et offre une amnistie aux brigands qui capitulent. En bref, «The emphasis of the government's plan was understandably on its own survival, and it called for a cease-fire, amnesty, and the introduction of the government-instigated political and economic reforms<sup>220</sup>.» La réponse de la RENAMO est un document en 16 points dans lequel elle demande le retrait des forces militaires étrangères du pays, «... the creation of a multiparty system in which RENAMO could exist as an active political force, and commitment to a negotiated settlement<sup>221</sup>».

Au Salvador, et en vue des élections prévues pour le 19 mars 1989, le FMLN déclare, le 23 janvier de cette année, qu'il est disposé à participer si le scrutin a lieu en septembre et si des conditions minimales de sécurité sont garanties<sup>222</sup>. Pour la première fois, les rebelles annoncent qu'ils sont prêts à

<sup>218</sup> Elle inclut: cessez-le-feu entre G et la CGSB de 60 jours; «sommet de sauvetage national»; priorité au dialogue; approuver par plébiscite le pacte conclu; inclure les FMC, les guérillas et le procureur général dans les négociations; octroyer un rôle de témoin à l'ONU, et à un «Groupe de pays amis». García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 105-106.

<sup>219</sup> Selon le M-19, cette IDP n'est pas si importante. En fait, elle proviendrait d'un document que le M-19 a envoyé au gouvernement, et qu'il a repris, en le modifiant, pour le présenter au public; «il aura au moins servi à préparer le gouvernement à s'habituer à un cadre conceptuel ouvert à la négociation». Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>220</sup> Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 218.

<sup>221</sup> *Id.*

<sup>222</sup> Ces conditions sont: (a) l'arrêt immédiat de l'escalade répressive contre le mouvement populaire, ainsi que le respect des FAES de l'activité électorale de tous les partis politiques; (b) le cantonnement de l'armée, des corps de sécurité et des paramilitaires le jour des élections; (c) l'intégration de la CD au Conseil central des élections; (d) l'élaboration, par consensus, des partis politiques, d'un nouveau code électoral; (e) l'octroi du droit de suffrage aux Salvadoriens résidant

réintégrer la vie civile en échange de quelques transformations bien plus modestes que la démocratisation du régime qu'ils ont toujours demandée<sup>223</sup>. Des conversations ont lieu à Oaxtepec le 20-21 février 1989. Le FMLN présente alors une offre axée sur la création de trois commissions mixtes (cessez-le-feu, aspects juridiques et politiques [de la réforme électorale] et aspects reliés à la vérification internationale). La guérilla déclare être disposée à cesser la lutte armée définitivement, à s'insérer dans la légalité civile et à reconnaître l'existence d'une seule armée<sup>224</sup>. L'offre n'aura pas de suite, mais au moins elle aura servi à donner l'initiative au FMLN, et à faire augmenter ses ressources politiques; dans un sondage réalisé par l'Institut universitaire d'opinion publique, 58,9 pour cent des répondants se disaient en faveur de retarder le scrutin. On indique que Duarte ne négocie pas parce qu'il est incapable de s'entendre avec les autres partis politiques sur la façon de répondre à l'offre<sup>225</sup>.

À la même époque, et après plusieurs années d'efforts de la part de Dhlakama pour transformer la RENAMO en un acteur politiquement cohérent, le groupe tient son premier congrès (juin 1989). La principale décision adoptée par les délégués est leur appui à la recherche d'une solution négociée au conflit. Lors de cette réunion, la «... RENAMO dropped most of its preconditions to negotiation and agreed to begin talks; many preconditions—elections, coalition government, an end to socialism, a market economy, respect for the church—were

---

à l'étranger; (f) le blocage de toute ingérence des États-Unis dans le processus. Voir à cet égard: Acevedo. «La propuesta de paz más viable del FMLN», 60; Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 252.

<sup>223</sup> En échange des «conditions minimales», le FMLN s'engage à (a) respecter l'activité de tous les partis partout au pays; (b) respecter les mairies dissociés des plans contre-révolutionnaires; (c) décréter une trêve deux jours avant les élections et de la faire durer jusqu'à deux jours après le scrutin; (d) mobiliser la base sociale en faveur de la CD; (e) accepter la légitimité des résultats électoraux; (f) accepter que le gouvernement élu reste en place pendant la période de transition. Voir: Acevedo. «La propuesta de paz más viable del FMLN», 54, 61; Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 252.

<sup>224</sup> Cette proposition est basée sur trois prémisses inacceptables pour les autorités publiques: (a) il n'existe ni gagnants ni perdants dans la guerre; (b) il n'existe ni démocratie ni justice au Salvador; (c) il faut démilitariser la société pour atteindre la paix soutenable. Voir: Acevedo. «La propuesta de paz más viable del FMLN», 71.

<sup>225</sup> Segundo Montes. 1989. «Las elecciones presidenciales del 19 de marzo de 1989». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 485), 204. Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 252.

reduced to opening demands<sup>226</sup>». En bref, ce n'est qu'en 1989, que la RENAMO annonce que son objectif politique est la transformation du régime en une démocratie multipartisane où elle obtiendrait la reconnaissance interne et externe du groupe en tant que parti politique<sup>227</sup>.

#### 2.1.4 L'offensive finale de novembre 1989: reconfiguration du rapport de forces

Après l'élection d'Alfredo Cristiani au Salvador, des discussions, afin d'explorer la possibilité de déclencher une négociation de paix, ont lieu au Mexique en septembre 1989. Le FMLN suspend les actions de sabotage et l'utilisation de mines. Il offre aussi une trêve unilatérale de dix jours<sup>228</sup>. Les FAES affirment que ces offres font partie d'une stratégie pour gagner du prestige et du temps, afin de récupérer de la fatigue militaire causée par leurs opérations militaires. C'est à ce moment que les rebelles accélèrent la cadence de la guerre qui aboutira à l'offensive finale de novembre 1989<sup>229</sup>.

Cette offensive fait basculer définitivement le rapport de force salvadorien en faveur des ailes modérées des belligérants. Pour mieux comprendre comment ce changement se produit, il faut d'abord tenir compte du fait qu'après une décennie d'exclusion du pouvoir, la droite salvadorienne, représentée par ARENA, réussit en 1989 à reprendre enfin le contrôle du gouvernement. Or, contre toute attente, le premier sujet abordé par Cristiani est le dialogue inconditionnel de paix avec le FMLN. Sa position ne laisse pas de surprendre, même si en tant que candidat il déclare que s'il est élu, il maintiendra un dialogue permanent avec la guérilla<sup>230</sup>. Or, Cristiani est convaincu que le pays est

<sup>226</sup> Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 217.

<sup>227</sup> On indique par ailleurs que la droite américaine et européenne a aidé la RENAMO à développer un programme politique. Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 146; Weinstein. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story», 148.

<sup>228</sup> Centro Universitario de Documentación e Investigación. 1990. «Análisis militar de la ofensiva de noviembre». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 495-496), 18-19.

<sup>229</sup> *Ibid.*, 19-20.

<sup>230</sup> Ignacio Ellacuría. 1988. «Los partidos políticos y la finalización de la guerra». *Estudios Centroamericanos* XLIII (no 481-482), 1040. Il ne faut pas oublier que le parti créé par D'Aubuisson est né d'une réponse au réformisme de Duarte en appelant à des concepts comme la patrie, le nationalisme, la cohésion pour affronter la menace du communisme et consolider «l'ordre». Par ailleurs, ARENA s'oppose à l'invitation au dialogue de La Palma et d'Ayagualo

ingouvernable et que la paix est nécessaire pour relancer l'économie<sup>231</sup>. En fait, dès 1988, la position d'ARENA vis-à-vis de la paix commence à s'éloigner de l'extrême droite<sup>232</sup>. Et à la différence de Duarte et de Betancur, Cristiani compte avec la confiance de l'élite économique, ce qui le place déjà dans une position plus solide. S'il faut absolument s'asseoir et négocier, il existe maintenant un émissaire valide pour protéger les intérêts de l'oligarchie salvadorienne.

Dans un premier temps, la faction dure d'ARENA bloque toute négociation; les FAES, pour leur part, indiquent qu'elles ne sont pas un sujet de discussion. Sur ce point, Gibb et Smyth indiquent que Cristiani est personnellement disposé à chercher un accord négocié, mais sa position formelle comme président du Salvador et Commandant en chef des FAES ne lui donne pas le pouvoir d'aller dans cette direction<sup>233</sup>. Pour l'instant, G<sub>E</sub> demeure toujours en

---

(1984). En juin 1986, Armando Calderón Sol, haut dirigeant du parti, accuse Duarte d'enfreindre la constitution en s'assoyant à la même table que le FMLN. À l'époque, le parti indique que «... pour les marxistes, tout dialogue et accord n'est qu'une trêve tactique pour leur permettre de reprendre des forces». Entre 1987 et 1989, ARENA qualifie le dialogue de «trahison à la patrie» pour le percevoir comme une «politique tolérable mais très dangereuse». Traduction libre. Alianza Republicana Nacionalista. 1984c. *Posición de ARENA ante las ofertas presidenciales*. San Salvador: Alianza Republicana Nacionalista (ARENA). Voir également: López-Vallecillos. «El proceso militar-reformista en El Salvador (marzo 1980-marzo 1982)», 400.

<sup>231</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 152.

<sup>232</sup> Sur l'échiquier politique salvadorien, on observe à l'époque trois positions. D'abord, ce qu'Acevedo appelle les «secteurs progressistes» sont en faveur du dialogue direct avec le FMLN-FDR. Ensuite, le gouvernement et la droite modérée cherchent un grand consensus national pour exiger du FMLN qu'il dépose les armes. Enfin, ARENA défend une position intermédiaire entre celle du gouvernement et «... les fanatiques de l'extrême droite [...], car elle admet la nécessité du dialogue, mais en excluant de celui-ci le gouvernement et le FMLN». Pour sa part, en analysant les plates-formes électorales des partis politiques pour les élections de 1989, Ignacio Ellacuría indique que le présupposé de base du PDC, du PCN et d'ARENA est que, malgré ses déficiences, il existe déjà au Salvador une démocratie. En bref, il existe une seule légalité et une seule légitimité (celle de la constitution) qui permettent aux acteurs politiques, à travers le prosélytisme électoral, d'arriver au pouvoir. Traduction libre. Carlos Acevedo. 1988. «Crónica del debate nacional». *Estudios Centroamericanos* XLIII (no 478-479), 769; Ellacuría. «Los particos políticos y la finalización de la guerra», 1039.

<sup>233</sup> Quelques signaux très timides, mais coûteux dans un tel cadre, sont lancés au cours de 1989. Par exemple, lors de la réunion de septembre, le brouillon de la position gouvernementale inclut des mesures d'affaiblissement des extrémismes, en proposant un changement des règles des forces de sécurité et en ouvrant la porte à leur abolition pour établir un seul corps policier sous le contrôle civil. Le veto militaire peut expliquer la disparition des offres au moment de rencontrer officiellement les rebelles. Malgré tout, Cristiani «... s'est débrouillé pour convaincre le FMLN qu'il est disposé à négocier sérieusement, même si les FAES l'empêchent de réaliser des concessions concrètes». Traduction libre. Voir: Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 260.



contrôle de la situation. Après une série d'assassinats politiques et le bombardement de la Fédération nationale des travailleurs salvadoriens par les FAES (octobre 1989), des pourparlers de paix entre le gouvernement et le FMLN échouent<sup>234</sup>.

Mais la situation change avec l'offensive finale du FMLN. Pour cette campagne, les rebelles adoptent la guerre de positions en tant que stratégie militaire (obligeant les FAES à passer à l'offensive)<sup>235</sup>. Du 11 au 13 novembre 1989, le FMLN occupe les secteurs populaires de Ciudad Delgado, Soyapango, Cuscatancingo, Ayutuxtepeque et Mejicanos. L'aéroport international de San Salvador se trouve désormais entre ses mains. Les FAES lancent des bombardements massifs aériens contre ces localités; de plus, six jésuites de l'Université centraméricaine José Simeón Cañas (UCA) sont assassinés<sup>236</sup>. Le 20-21 novembre, le FMLN lance une deuxième vague d'opérations militaires et s'empare de quartiers dans la Colonia Escalón, un des secteurs les plus aisés de la capitale<sup>237</sup>. Trois éléments directement reliés à cette offensive produisent une perte de ressources de G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>:

- (1) Avant l'offensive, certains secteurs du FMLN déclarent que «... les conditions sont propices à l'insurrection populaire<sup>238</sup>». Avec l'offensive, le FMLN démontre qu'il a atteint une force militaire insoupçonnée. Il est clair aussi que la guérilla possède des réseaux urbains bien organisés. Toutefois, l'offensive montre également que le FMLN n'a pas l'appui populaire nécessaire pour catalyser l'insurrection prévue<sup>239</sup>. En d'autres termes, l'offensive donne raison à ceux

<sup>234</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 152.

<sup>235</sup> Centro Universitario de Documentación e Investigación. «Análisis militar de la ofensiva de noviembre», 17.

<sup>236</sup> *Ibid.*, 21.

<sup>237</sup> C'est à ce moment que les rebelles prennent l'Hôtel Sheraton, où se trouve le secrétaire général de l'OEA, João Baena Soares, plusieurs diplomates et douze marines américains. Le FMLN bat en retraite le 21 novembre, mais le 28 novembre, il lance la dernière offensive, dans laquelle il reprend quelques positions à Escalón. *Ibid.*, 21-22.

<sup>238</sup> Joaquín Villalobos. 1989. «Perspectivas de victoria y proyecto revolucionario». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 483-484), 12.

<sup>239</sup> Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 247.

qui ont toujours pensé que la guerre devait aboutir à une négociation, c'est-à-dire au Commandement central de l'organisation. Soulignons que ceux qui sont opposés à la négociation ne se trouvent pas au sommet de la hiérarchie, mais dans les rangs intermédiaires du FMLN<sup>240</sup>.

- (2) L'offensive fait basculer l'opinion de l'élite économique de San Salvador en faveur des négociations<sup>241</sup>. Il ne s'agit pas ici d'un élément catalyseur mais de la goutte qui a fait déborder le vase<sup>242</sup>. Les FAES continuent à insister sur le fait que le FMLN n'a de capacité que pour planifier quelques attentats terroristes, mais leur position n'est plus du tout crédible<sup>243</sup>. Pour la première fois, le district d'Escalante, en plein centre de San Salvador, avait été occupé par les rebelles; «fearful that the army could no longer protect their homes, that officers had become involved in criminal activities and that their government was becoming an international pariah [the elites] ... began to desert the armed forces they once sustained<sup>244</sup>»;

<sup>240</sup> Comme nous l'avons indiqué en introduction, le FMLN est un front composé de cinq organisations. Chacune d'entre elles désignait un représentant – généralement le premier dans la hiérarchie, qui fait partie du Commandement central de la guérilla. Notons qu'on retrouve parmi les commandants de niveau intermédiaire des *Fuezas Armadas de Liberación* (Forces armées de libération, FAL), l'aile militaire du Parti communiste salvadorien, des leaders qui croient à la victoire militaire. Ce groupe organise des assassinats de fonctionnaires qui causent des divisions internes au sein du FMLN; «les organisations les plus importantes ont menacé de rompre l'alliance avec les FAL si elles continuent avec cette ligne d'action [...] toutefois, il est important d'observer que la haute direction des cinq groupes rebelles est d'accord pour négocier une sortie non militaire de la guerre». Traduction libre. Gibb et Smyth. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos», 255.

<sup>241</sup> Pour une analyse, voir: Elizabeth Wood. 2000. *Forging Democracy from Below: Insurgent Transitions in South Africa and El Salvador*. Cambridge: Cambridge University Press.

<sup>242</sup> Mis à part quelques groupuscules d'extrême droite, depuis 1988 tous les acteurs politiques salvadoriens, «... du gouvernement jusqu'au FMLN-FDR, en passant par la droite modérée et des syndicalistes de divers horizons politiques [...] se sont prononcés à un moment ou à un autre en faveur d'une "sortie politique" du conflit.» Traduction libre. Voir: Acevedo. «Crónica del debate nacional», 768.

<sup>243</sup> Le général Maxwell Thurnman, chef du commandement sud de l'armée états-unienne, déclare que le gouvernement salvadorien n'a pas la capacité de vaincre militairement le FMLN. Centro Universitario de Documentación e Investigación. «Análisis militar de la ofensiva de noviembre». , 22-23, 26.

<sup>244</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 152.

- (3) Le meurtre des jésuites de l'UCA, perpétré par le Haut Commandement des FAES, est un coup dur, qui leur fera perdre toute crédibilité et légitimité internationale<sup>245</sup>. Dans les mots du sénateur démocrate américain, John Kerry, les milliards de dollars en coopération ont aidé à créer une armée que refuse d'épurer ses éléments hors de contrôle; «l'armée est devenue une mafia qui a consolidé son pouvoir grâce à notre aide<sup>246</sup>».

Le 6 janvier 1990, le président de la République admet, face à l'opinion publique nationale et internationale, que des éléments du Haut Commandement militaire sont liés au massacre des jésuites. L'affaiblissement politique et économique des FAES est majeur: au scandale il faut ajouter la menace des États-Unis de couper l'aide si les coupables ne sont pas traduits en justice. Ce jour, un moment propice à la résolution du conflit, a commencé à émerger au Salvador.

### 3. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (3): configuration du rapport de forces et émergence d'un moment propice

L'accumulation – ou perte –, de ressources politiques, économiques et stratégiques est une variable essentielle pour expliquer non seulement la capacité des acteurs à faire valoir leurs intérêts sur la scène politique nationale, mais aussi, et en contexte de conflit armé interne, pour assurer leur survie. Historiquement, le FNLA est le mouvement anticolonial angolais le mieux équipé, le mieux structuré et celui qui était reconnu internationalement<sup>247</sup>. Or, les alliances développées par Savimbi pendant les années 1970, qui lui ont valu l'appui de Pretoria, de

<sup>245</sup> Un des arguments pour justifier l'aide militaire des États-Unis est la création d'une armée professionnelle, respectueuse des droits humains et garante du processus démocratique. L'assassinat des prêtres Ignacio Ellacuría, Martin Baró et Segundo Montes, entre autres, démontre non seulement que ces objectifs n'ont pas été atteints, mais que le *modus operandi* des FAES demeure celui du début des années 1980. Les jésuites ont été assassinés avec des AK-47, et on a maquillé le site du campus de l'UCA pour simuler un affrontement entre les FAES et le FMLN. Il s'agit d'une tactique de manipulation (pour en rendre les rebelles responsable) qui avait déjà été utilisée pour dissimuler l'assassinat des journalistes néerlandais, du théologien suisse Jürg Weis et d'un massacre commis à San Sebastian. Voir: Centro Universitario de Documentación e Información. «Análisis militar de la ofensiva de noviembre», 50.

<sup>246</sup> Traduction libre. Carlos Losada. 1990. «La coyuntura política después de la ofensiva». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 495), 51.

<sup>247</sup> Leão et Rupiya. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants», 9, 12, 19, 22-23.

Lisbonne et de Washington<sup>248</sup>, liées à la suppression de l'arrière-garde stratégique du FNLA, l'ont fait disparaître du paysage politique angolais. Dans la même veine, l'accès à des ressources économiques en provenance du pétrole, et la réarticulation du projet politique pour attirer des nouveaux appuis nationaux, permettent la réémergence du ELN en Colombie.

L'extrémisme du MPLA, de l'UNITA, des FMC, des FARC-EP, de l'ELN, des FAES et du FRELIMO se manifeste par une insouciance concernant les effets à long terme de leurs choix stratégiques présents. Celle-ci peut prendre la forme de l'adoption de plans de gouvernements marxistes-léninistes ou l'imposition d'une constitution multipartisane, comme l'ont démontré les cas angolais et mozambicain<sup>249</sup>. Les modérés avantagés par les rapports de force, c'est-à-dire le gouvernement de Cristiani, le FMLN-FDR (et aussi le FMLN), le M-19 et la RENAMO, tentent de désactiver les incitateurs d'incertitude, ce qui se traduit par deux particularités. D'abord, au lieu d'utiliser le dialogue pour accroître les chances de victoire militaire, ils utilisent la guerre pour augmenter les chances de dialogue<sup>250</sup>. Le FMLN utilise sa capacité militaire pour pousser le processus vers la solution pacifique<sup>251</sup>. Plus concrètement, «Pour le FMLN, les occasions politiques étaient toujours définies en fonction des développements militaires; pas une seule fois, pendant toute la guerre, les dirigeants rebelles n'ont

<sup>248</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 23.

<sup>249</sup> Peu importe le type de changement proposé, c'est l'imposition unilatérale du changement par le haut (*from above*) ou par le bas (*from below*), qui donne à ces acteurs leur caractère extrémiste. L'extrémisme de l'opposition se traduit par le «refus de céder au chantage de l'oligarchie impérialiste» (ELN), par le refus de négocier pour arriver à une solution non militaire au conflit (UNITA, FARC-EP) ou encore par l'adoption de la «stratégie de toutes les formes de lutte» (FARC-EP). Dans son ensemble, ces comportements indiquent une incapacité à réévaluer la pertinence du choix stratégique en faveur des armes.

<sup>250</sup> Cela ne fait pas des modérés des acteurs «naïfs» en termes de stratégie militaire. L'arrêt des sabotages offert à plusieurs reprises par le FMLN peut aussi être expliqué en termes de rétention de ressources politiques, dans la mesure où le court-circuitage des réseaux de transport ou d'électricité, par exemple, cause des critiques parmi les *campesinos*. De telles offres peuvent donc permettre aux rebelles aussi de retenir la légitimité de leur lutte militaire. Ellacuría. «Nueva propuesta de diálogo del FMLN-FDR: los 18 puntos», 441.

<sup>251</sup> Centro Universitario de Documentación e Investigación. «Análisis militar de la ofensiva de noviembre», 20.

présenté des offres politiques en période de faiblesse militaire<sup>252</sup>.» La même régularité est observable chez le M-19. En bref,

- (1) En général, O<sub>M</sub> utilise les ressources stratégiques pour ouvrir des fenêtres de paix. Leur définition de survie se traduit par la défense de propositions inclusives de participation qui prennent en considération d'autres acteurs politiques.

De plus,

- (2) La position de désavantage stratégique du M-19 dans le conflit armé colombien nous permet de confirmer deux arguments applicables aussi au cas salvadorien. Le fait que, malgré sa marginalité stratégique, le M-19 ait réussi à ouvrir un processus de paix suggère que les ressources politiques sont plus importantes que les autres quand il s'agit de négociations de paix. En fait, nous pouvons aller jusqu'à affirmer que les modérés tolèrent mal de gaspiller des ressources politiques<sup>253</sup>.

Nous distinguons donc trois configurations du rapport de forces en Angola, au Salvador, au Mozambique et en Colombie en 1989. En Angola, les extrémistes du MPLA et de l'UNITA s'affrontent. De même en Colombie, en ce qui concerne la guerre entre le gouvernement, les FARC-EP et l'UC-ELN. Par contre, soulignons qu'il existe des modérés – les gouvernements de Betancur, de Barco, et le M-19 –, qui lancent des propositions pour réduire l'incertitude politique. Au Salvador, deux acteurs modérés, ARENA et le FMLN, commencent à prendre le contrôle de la situation après l'offensive de 1989.

Comme nous l'avons démontré au chapitre 2, les différences en termes d'extrémisme ou de modération des acteurs favorisés par les rapports de force se

---

<sup>252</sup> Traduction libre. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 42.

<sup>253</sup> La période qui suit la prise du Palais du Justice ne peut pas être décrite par Otty Patiño, qui cherche ses mots. Il s'agit d'une période très sombre, pas à cause de la défaite militaire de cette opération, mais en raison de la perte d'appui et de crédibilité auprès du public. En effet, «je ne vous parle pas tout simplement des sondages, mais de la réalité concrète, de l'appui, des expressions de sympathie des gens, qui se matérialisent par des faits très concrets, comme la possibilité de trouver, en tant que militant, un endroit pour loger ou se nourrir dans des circonstances spécifiques». Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

traduisent par des garanties internes et externes négociées dans des pactes signés au moment ( $t + 1$ ). Concrètement, le processus de paix angolais devrait aboutir, sur le plan des garanties internes, à un accord de partage de pouvoir où le MPLA et l'UNITA garantissaient simultanément l'accès au pouvoir. L'insensibilité à l'incertitude des négociateurs devrait les mener à négliger l'importance de la mise en place d'un mécanisme externe crédible de gestion de transitions (garanties externes). Au Salvador, le gouvernement de Cristiani et le FMLN devraient négocier l'établissement d'institutions polyarchiques qui affaiblissent les extrémistes. Ils devraient aussi négocier des garanties externes crédibles capables de diminuer l'incertitude. Enfin, il est hasardeux de prédire, au moment ( $t$ ), le résultat final des processus de paix colombien et mozambicain, car le rapport de forces dans ces négociations est mixte. Nous nous pencherons sur ces questions au prochain chapitre.

## Chapitre 4

### **Intérêts vitaux et pactes de paix**

Garanties internes et externes en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1989-1994

Nous n'avons rien! Ce que nous voulons c'est des garanties internes et externes. Notre grand problème est celui des garanties. Nous voulons que des pays influents (les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, l'Angleterre, la France) confirment ce processus. L'ONU doit être présente pour les élections. Jusqu'à maintenant, nous n'avons que les armes<sup>1</sup>.

Souvent, la recherche en politique comparée se base sur la prémisse que les règles ont une influence sur le comportement des acteurs, ce qui explique les résultats des interactions politiques. L'argument contraire accentue plutôt l'idée que les règles sont le résultat des interactions politiques<sup>2</sup>. Les différences en termes d'aversion à l'incertitude et d'incapacité à remettre en cause la stratégie armée se traduisent, dans le cas de la signature d'un pacte de paix, par des garanties internes et externes censées définir les règles du jeu, tant pour la transition que pour le régime postconflictuel. C'est tout du moins ce que nous avons conclu aux deux premiers chapitres.

Puisque nous avons établi au chapitre précédent que le MPLA, l'UNITA, le FRELIMO, le gouvernement colombien, les FARC-EP et l'UC-ELN agissent en tant qu'extrémistes, alors que le gouvernement salvadorien de 1989-1994, le FMLN, le M-19 et la RENAMO sont modérés, notre modèle suggère que le processus de paix angolais devrait aboutir, sur le plan des garanties internes, à un accord de partage de pouvoir où le MPLA et l'UNITA garantissent leur accès au pouvoir de façon permanente. En termes de garanties externes, l'insensibilité à

---

<sup>1</sup> Traduction libre. Déclarations d'Alfonso Dhlakama lors du VIII<sup>e</sup> cycle de négociations (11 novembre 1991) du processus de paix mozambicain. Le texte est tiré du manuscrit de Zuppi (un des médiateurs), publié dans: Roberto Morozzo della Rocca. 1998. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*. Maputo: Livraria Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 189.

<sup>2</sup> John H. Carey. 2000. «Parchment, Equilibria and Institutions». *Comparative Political Studies. Special Issue: Comparative Politics in the Year 2000: Unity Within Diversity* 3 6-7 (août-septembre), 751.

l'incertitude devrait les mener à négliger le rôle de tierces parties pendant la phase de démilitarisation. En Colombie, aucun pacte de paix n'est signé entre le gouvernement, les FARC-EP et l'ELN pendant la période 1989-1994. Au Salvador, le gouvernement et le FMLN devraient négocier l'établissement d'une polyarchie (ou démocratie représentative), menant à un cadre postconflictuel où les extrémistes sont affaiblis. De plus, le processus devrait être géré par une tierce partie capable de produire une diminution de l'incertitude pendant la phase transitionnelle. Enfin, le changement politique déclenché à partir d'un rapport de forces mixte, comme c'est le cas au Mozambique, est difficile à prévoir. Nous pouvons par contre souligner qu'en tant qu'acteur modéré, la RENAMO risque de souffrir des effets d'entraînement. Ce même argument est applicable au cas colombien. Même si, dans ce pays, le rapport de forces est radicalisé, il existe tout de même des négociations de paix entre l'État (contrôlé par G<sub>E</sub>), et le M-19 (O<sub>M</sub>) entre 1989 et 1990.

Cinq observations initiales encadreront notre réflexion concernant les garanties internes et externes:

- (1) Le fait qu'il n'y ait pas en Colombie d'accord entre les principaux belligérants confirme l'idée que lorsque le rapport de forces est radicalisé, la poursuite de la guerre est un résultat prévisible;
- (2) Le point d'arrivée en Angola, l'Accord de Lusaka, confirme partiellement nos prévisions théoriques: dans un premier temps, le MPLA et l'UNITA négligent, dans les Accords de Bicesse (1991), les garanties externes, mais, contrairement aux prévisions de notre modèle, adoptent un système de sélection polyarchique des dirigeants<sup>3</sup>. L'accord n'est pas respecté et, dans un deuxième temps, une nouvelle entente, le Protocole de Lusaka (1994), est signée; cette fois-ci, on instaure un

---

<sup>3</sup> L'article 59 de la nouvelle constitution angolaise, adoptée le 16 septembre 1992, établit des mandats présidentiels de 5 ans, pouvant être reconduits de façon continue ou discontinue deux fois. Voir: Organisation des Nations Unies (Agence des Nations unies pour les réfugiés). 1992. «*Law No. 23/1992 of 16 September 1992, Law on the Amendment of the Constitution*». En ligne (page consultée le 14 août 2007). Disponible à: <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/openssl.htm?tbl=RSDLEGAL&page=research&id=3ae6b50e0>>.



régime de partage de pouvoir (ce qui concorde avec nos prévisions), mais une opération de paix musclée, dirigée par l'ONU, est mise en place. Pourquoi des acteurs extrémistes, qui définissent leur survie en termes d'accès permanent au pouvoir, acceptent-ils un système électoral qui leur donne, tout du moins en théorie, 50 pour cent des chances de périr? Pourquoi des acteurs extrémistes cherchent-ils à réduire l'incertitude de façon temporaire, exogène et relative, avant d'établir un régime qui ne l'endigie pas? Pour répondre à ces questions, il faut d'abord voir ce qui a été négocié.

- (3) Le Salvador, par contre, confirme nos attentes en ce qui concerne les pactes négociés par des modérés: le gouvernement de Cristiani et le FMLN signent l'Accord de Chapultepec, une entente qui établit des garanties externes (à court terme) et internes (à long terme), qui réduisent et endiguent l'incertitude politique;
- (4) La Colombie obtient la signature d'un pacte de paix entre le gouvernement et une guérilla stratégiquement négligeable. Même si le M-19 «n'a jamais été traité comme un perdant<sup>4</sup>», ce que nous observons c'est une victoire négociée de G<sub>E</sub>. Quelques garanties internes sont négociées, mais elles sont temporaires et portent exclusivement sur la réinsertion des ex-combattants. Quant aux garanties externes, elles sont absentes;
- (5) Au Mozambique, le FRELIMO et la RENAMO adoptent une formule institutionnelle où des règles polyarchiques coexistent avec le partage de pouvoir; des garanties externes crédibles sont déployées sur le terrain.

L'analyse comparée des accords signés en Angola et au Salvador, à laquelle nous dédions la première section de ce chapitre, montre que tout acteur peut accepter des élections comme mécanisme de sélection de dirigeants, mais que seuls les modérés mettent en place des changements institutionnels visant à

---

<sup>4</sup> Traduction libre. Entrevue avec Eduardo Pizarro (proche au M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 1<sup>er</sup> mars 2007.

affaiblir les acteurs extrémistes dans le futur régime posttransitionnel. Comme nous l'avons expliqué au chapitre 2, en plus de la tenue d'élections libres et honnêtes, la polyarchie implique aussi des institutions qui supposent la responsabilité horizontale et verticale des dirigeants. Dans la deuxième section, nous étudierons les pactes conclus par des acteurs extrémistes et modérés. En Colombie et au Mozambique, on observe des effets d'entraînement, ce qui rend difficile de prévoir les caractéristiques des pactes qui seront éventuellement conclus.

### 1. Les accords de Bicesse, Lusaka et Chapultepec

Les accords de paix entre des acteurs modérés se fondent sur deux échanges essentiels:  $G_M$  s'engage à agir comme  $O_M$  s'il perd l'élection, alors qu' $O_M$  s'engage à agir comme  $G_M$  si elle gagne; aussi, et pour diminuer l'incertitude, les modérés s'engagent à éliminer la probabilité de déraillement de la transition et du retour à la guerre, en affaiblissant les acteurs insensibles à l'incertitude. Ces échanges sont impossibles pour  $G_E$  et  $O_E$ , qui définissent leur survie en termes d'accès permanent au pouvoir et qui sont prêts à faire les choix stratégiques nécessaires, incluant le recours aux armes, pour défendre leurs intérêts. Qu'en est-il quand on analyse les accords de paix signés en Angola et au Salvador?

Les Accords de Bicesse (1991), qui encadrent le processus de pacification angolais, comprennent quatre documents: l'accord de cessez-le-feu, l'accord sur les «principes fondamentaux» pour la paix, l'accord sur les mécanismes de résolution de différends et le Protocole d'Estoril<sup>5</sup>. L'Accord de Chapultepec (pour le Salvador), quant à lui, est articulé autour de sept chapitres. Ils fixent les objectifs des changements socio-économiques, la transformation des FAES, la création d'une Police nationale civile (PCN), la réforme judiciaire, la participation politique du FMLN au nouveau régime posttransitionnel et l'arrêt du conflit armé. Le pacte ratifie cinq ententes partielles, signées au cours des 18 mois précédents,

---

<sup>5</sup> Margaret Joan Anstee. 1996. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*. Houndmills, Basingstoke, et Hampshire: MacMillan Press Ltd, 11.

c'est-à-dire les Accords de Genève (4 avril 1990), les Accords de Caracas (21 mai 1990), l'Accord de San José sur les droits humains (26 juillet 1990), les Accords du Mexique (27 avril 1991) et l'Accord de New York (25 septembre 1991).

En termes de garanties internes, c'est le document de cessez-le-feu (qui fixe les détails pour «l'arrêt total et effectif des hostilités») et le Protocole d'Estoril qui constituent les pièces maîtresses du processus de paix angolais. Dans le cas du Salvador, ce sont les Accords du Mexique qui établissent des principes généraux pour procéder à la transformation des institutions politiques du pays, en définissant les termes d'une réforme constitutionnelle<sup>6</sup>.

Les deux ententes mettent en place un système présidentiel à élection majoritaire. D'après les Accords de Bicesse, l'Angola sera gouvernée par un Président élu au suffrage universel majoritaire et secret et par un congrès élu selon le principe de la représentation proportionnelle. Les élections doivent avoir lieu de 16 à 18 mois après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Un second tour électoral sera tenu si aucun des candidats n'obtient au moins 50 pour cent des votes. Au Salvador, le FMLN accepte, à la suite de quelques modifications assez importantes, la constitution de 1983 et le système présidentiel à élection majoritaire qui a mené Duarte à la présidence du pays<sup>7</sup>. En bref, en Angola, comme au Salvador, les parties s'engagent à adopter les élections majoritaires. La différence, comme nous le verrons plus tard, c'est que ni le MPLA ni l'UNITA ne s'engagent à agir comme  $G_M$  en cas de victoire ou comme  $O_M$  en cas de défaite. De plus, aucune garantie interne n'est définie en Angola pour faire augmenter les coûts de tout choix stratégique allant à l'encontre des règles du jeu.

### ***1.1 Garanties internes en Angola et au Salvador***

Sur le plan des garanties internes, nous identifions cinq différences majeures entre les accords de paix angolais et salvadorien:

---

<sup>6</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdos de México». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 13-16.

<sup>7</sup> Gobierno de la República de El Salvador. 1983. *Constitución de la República de El Salvador*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Constitutions/ElSal/ElSal83.html>> (page consultée le 6 août 2007).

- (1) Le rôle des forces armées dans le régime posttransitionnel;
- (2) La gestion de la micro-insécurité à l'interne;
- (3) La crédibilité du système judiciaire;
- (4) La réinsertion de l'élite rebelle dans la vie politique civile;
- (5) La façon de produire une réduction temporaire et relative de l'incertitude (pendant la phase de démilitarisation).

### 1.1.1 *Le rôle des forces armées dans le régime posttransitionnel*

Le MPLA et l'UNITA s'engagent à fusionner leurs armées, les FAPLA et les FALA, en une seule force militaire nationale, les *Forças Armadas Angolanas* (Forces armées angolaises, FAA)<sup>8</sup>. Il s'agit d'une entité non partisane et assujettie à «l'autorité politique», qui a pour mission de défendre le territoire national<sup>9</sup>. Les Forces armées salvadoriennes (FAES) seront limitées à cette même fonction. Dans ce pays, et comme en Angola, les parties encadrent les actions de la nouvelle entité par un État garant des «principes de la dignité humaine et du respect des droits<sup>10</sup>». Par voie de conséquence, on annonce au Salvador, comme en Angola, la réduction de la taille de l'armée, pour l'adapter au «temps de paix». Au Salvador, elle doit passer de 55 000 - 93 000 recrues à 32 000; en Angola, on fixe sa taille à 50 000 (le nombre de combattants est évalué à 200 000)<sup>11</sup>.

<sup>8</sup> Voir: Virginia Page Fortna. 1993. «United Nations Angola Verification Mission II». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 392.

<sup>9</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. 1991. *Acordos de paz de Angola*. En ligne. <<http://www.incore.ulst.ac.uk/services/cds/agreements/pdf/ang1.pdf>> (page consultée le 8 juin 2007).

<sup>10</sup> Traduction libre. Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris 48-50.

<sup>11</sup> Les données concernant la taille des FAES varient selon les sources. Même si Spear estime leur nombre à 93 000 membres, la plupart de sources salvadoriennes annoncent plutôt 55 000. Voir: Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)», 53-54; Joanna Spear. 2002. «Disarmament and Demobilization». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 164; Pour l'Angola, voir: Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*.

La première, et sans doute la principale différence entre les accords salvadoriens et angolais, est le fait que la transformation des FAES, comme par ailleurs l'élimination de la machine de guerre du FMLN, ne vise pas à «partager le pouvoir militaire», comme c'est le cas en Angola. Certes, les deux ententes cherchent à garantir que l'armée de l'État ne serve plus à défendre les intérêts d'une des parties. Or, au Salvador, la création d'une armée non belligérante ne passe pas forcément par la fusion des structures militaires des anciens ennemis. Le principe qui guide la transformation des FAES est la «nécessité» d'en finir avec l'impunité; «Ce dont il était question est d'éloigner les forces armées du pouvoir politique pour qu'elles reviennent à leur rôle institutionnel<sup>12</sup>.»

À la base, la protection des droits des citoyens du Salvador est donc placée au centre du processus de paix. Les Salvadoriens sont, après tout, les premières victimes des actes arbitraires commis par l'État ou par des tierces parties. Puisque l'armée est considérée comme l'une des responsables de ces actes arbitraires et des violations des droits humains, sa purge devient essentielle. Et puisqu'il est peu probable de voir le Haut Commandement faire ce travail lui-même, un comité *ad hoc* (formé non pas à parts égales entre le gouvernement et le FMLN mais par trois personnes non partisans désignées par l'ONU), est créé<sup>13</sup>. En d'autres termes, la crédibilité et la confiance en ce processus ne proviennent pas du consensus lié à la participation équivalente des ex-belligérants dans les organes décisionnels créés pour gérer la transition. Elles proviennent de l'impartialité de ces derniers.

En Angola, le deuxième point de l'accord sur la formation des FAA déclare que celles-ci sont non partisans et doivent obéir aux organes «compétents de la souveraineté», mais rien n'indique qu'elle est assujettie aux règles du jeu

---

<sup>12</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>13</sup> Le gouvernement salvadorien et le FMLN gardent le contrôle du processus en s'accordant un veto sur la nomination des membres de cette commission, mais des critères de sélection, pour garantir l'impartialité, sont établis. En d'autres termes, la réputation et l'indépendance de cette commission (qui devient dans les faits une «tierce partie») sont garanties d'impartialité. Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)», 52.

démocratiques. L'accord crée deux entités distinctes, la *Comissão Mista de Verificação* (Commission mixte de vérification, CMVF) du cessez-le-feu (pour s'assurer de l'arrêt des combats) et la *Comissão Conjunta para a Formação das Forças Armadas* (Commission conjointe pour la formation des forces armées, CCFA). Ces entités sont formées à parts égales de délégués du MPLA et de l'UNITA.

Au Salvador, le processus de réforme est différent, les transformations structurelles étant accompagnées par des changements doctrinaires. Sur le plan structurel, les bataillons à réaction rapide et les entités paramilitaires sont abolis. De même, l'*Organismo de Inteligencia del Estado* (Organisme de renseignement de l'État), une organisation assujettie aux principes démocratiques, remplace aussitôt les anciens organismes de renseignement<sup>14</sup>. Sur le plan doctrinaire, le concept de «défense civile» est aboli et la formation des soldats est revue pour entraîner «... des recrues capables d'établir des relations harmonieuses avec la société civile<sup>15</sup>». L'enjeu central du processus de pacification, indiquent les négociateurs, ne réfère pas aux relations entre les belligérants mais aux relations entre les autorités civiles et militaires. La sélection des recrues se fera sur la base des compétences des candidats, en évitant de mettre à l'avant-plan, dans la nouvelle armée, toute tendance politique<sup>16</sup>.

Les Accords de Bicesse sont, dans le meilleur des cas, flous sur ces points, mais ils sont parfois à l'opposé des principes qui guident le processus salvadorien. L'idée de base en Angola est que la nouvelle armée doit être composée, à parts égales, des deux «tendances politiques». C'est l'équité dans la distribution de postes qui garantit que l'armée ne sera pas manipulée par une partie à l'encontre de l'autre. En bref, nous pouvons indiquer que les pactes angolais et salvadorien établissent des mécanismes différents pour diminuer la macro-insécurité, c'est-à-dire la remise en question, par la voie militaire, de la souveraineté de l'État.

---

<sup>14</sup> *Ibid.*, 56.

<sup>15</sup> Traduction libre. *Ibid.*, 50-51, 57-59.

<sup>16</sup> *Ibid.*, 52.

### 1.1.2 De la différence entre la «sécurité interne» et la «défense externe»

Les négociateurs salvadoriens introduisent une différence fondamentale entre les concepts de «défense» (sous la responsabilité de l'armée) et de «sécurité» (sous la direction de corps civils), qui ouvrent la voie à une série de réformes menant au retrait de l'armée de la gestion de la sécurité civile à l'intérieur des frontières. Entre-temps, le Protocole d'Estoril se limite à indiquer que la neutralité de la police angolaise, qui demeure responsabilité exclusive du gouvernement, sera garantie de deux façons. D'une part, des groupes de vérification, constitués par deux délégués de chacune des parties et par un policier expert de l'ONU, se chargeront de veiller au maintien de l'ordre pendant la phase de démilitarisation<sup>17</sup>. D'autre part, l'impartialité du corps devrait être garantie à travers l'ouverture d'un espace de participation pour l'UNITA. Celui-ci prend la forme de la prise en charge, par les rebelles, de la sécurité de leurs membres, le MPLA s'engageant à conférer à certains des combattants contre-révolutionnaires le statut de «policiers»<sup>18</sup>.

Cette provision rassure certainement l'élite rebelle, qui obtient ainsi son droit de veiller, avec son propre personnel, à sa sécurité. En bref, cette mesure atténue le «dilemme de sécurité à l'inverse». Toutefois, elle rend plus difficile la création d'une entité technique et professionnelle de gestion de la sécurité civile. On peut toujours indiquer que la transformation des ex-combattants de l'UNITA en policiers civils et la création d'un corps policier professionnel ne sont pas des objectifs contradictoires. Or, le point que nous voulons souligner est qu'aucun plan de reconversion n'est établi pour garantir, du point de vue des citoyens, une gestion impartiale de la sécurité interne.

Entre-temps, la création de la Police nationale civile (PNC) fait l'objet d'un chapitre à part de l'accord salvadorien. Premièrement, soulignons que pendant la période de transition, le FMLN fait appel à la «communauté internationale» afin de permettre que du personnel diplomatique puisse

<sup>17</sup> Governo da República Popular Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne.

<sup>18</sup> *Ibid.*

accompagner ses dirigeants lors des déplacements. Cette requête devient un outil de dissuasion contre des éventuels attentats<sup>19</sup> et permet de régler le «dilemme de sécurité à l'inverse». Si nécessaire, l'entité de supervision du processus, la *Comisión Nacional para la Consolidación de la Paz* (Commission nationale pour la consolidation de la paix, COPAZ), pourra prendre les mesures pertinentes pour garantir la sécurité des ex-rebelles. La liberté accordée à cette commission, pour décider des mesures à prendre au fur et à mesure que la transition avance, dénote une flexibilité absente en Angola.

Deuxièmement, à long terme, la sécurité civile est confiée, au Salvador, à la PNC, une entité neutre, professionnelle, apolitique et dénuée de toute allégeance partisane. Les anciens policiers et les membres du FMLN peuvent devenir de nouveaux corps policiers, mais leur appartenance à l'un ou l'autre groupe n'est pas le premier critère de sélection. En fait, ils doivent respecter les critères d'admission, ce qui implique l'obtention d'un diplôme d'une Académie nationale de sécurité publique<sup>20</sup>. La différence entre les accords angolais et salvadorien est donc claire: il n'existe pas en Angola une séparation entre la gestion de la sécurité interne et la défense externe du pays. En Angola, la porte reste ouverte pour l'ingérence de l'armée dans les enjeux nationaux. Mais attention: l'exception n'est pas l'Angola, c'est plutôt le Salvador. Soulignons dès maintenant que ce dernier cas est «... the only recent peace settlement in which the UN convinced the disarming party to accept minority participation in a police force governed according to liberal norms as their primary security guarantee<sup>21</sup>». Nous y reviendrons au prochain chapitre.

---

<sup>19</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)», 90-91.

<sup>20</sup> Le régime transitoire prévoit un déploiement progressif de ce nouveau corps synchronisé au retrait des anciennes forces de sécurité. On prévoit atteindre la barre de 5700 effectifs deux ans après la signature de l'accord, pour atteindre le seuil voulu, 10 500 policiers, au terme d'une transition de cinq ans. Le directeur de la PNC sera nommé après consultation avec le procureur des droits humains; une entité interne de surveillance est aussi créée. *Ibid.*, 61-78.

<sup>21</sup> Mark Peceny et William Stanley. 2001. «Liberal Social Reconstruction and the Resolution of Civil Wars in Central America». *International Organization* 55 (no 1), 168.



### 1.1.3 De la crédibilité du système de sanction des règles du jeu

Concernant la crédibilité du système judiciaire, et mis à part les mentions générales aux principes de respect aux droits et libertés individuelles, il n'existe pas, dans les Accords de Bicesse, de mention concrète à cet égard. Pourtant, et dans les mots de Christine Messiant, «L'implication des hauts dirigeants, de réseaux de police politique, dans le trafic (de diamant notamment) n'a jamais donné lieu à l'inculpation des principaux responsables<sup>22</sup>.» En bref, le principe de responsabilité des dirigeants, absent pendant l'ensemble de la période afro-marxiste, n'est pas introduit dans l'engrenage institutionnel négocié par le MPLA et l'UNITA. La différence avec le cas salvadorien est donc majeure. Le pacte de Chapultepec vise à améliorer le fonctionnement de la Cour, des juges et du Procureur de la République. Dans cet esprit, les négociateurs acceptent, entre autres, d'établir une École de formation judiciaire «autonome et représentative des différents courants de pensée<sup>23</sup>».

En termes de l'endiguement de l'incertitude, les Accords de Bicesse se caractérisent par l'absence de réformes concrètes. Entre-temps, l'Accord de Chapultepec établit une série de mécanismes très spécifiques. À court terme, on cherche à faire cesser les détentions arbitraires, les enlèvements et la justice privée. Le Département des droits humains de l'opération de paix de l'ONU déployée dans ce pays (voir plus loin) agit en tant qu'agent récepteur de toute dénonciation de violation de ces droits. À moyen terme, l'accord crée la Commission de la vérité, qui est un premier pas dans la lutte contre l'impunité<sup>24</sup>. Comme nous l'expliquerons au chapitre 6, elle envoie le signal du début d'une

<sup>22</sup> Christine Messiant. 1995. «MPLA et UNITA: processus de paix et logique de guerre». *Politique Africaine* 57, 47.

<sup>23</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdos de México», 7.

<sup>24</sup> La Commission de la Vérité est un organisme composé de trois notables, désignés par le secrétaire général de l'ONU, qui doit enquêter sur les «graves événements violents qui sont arrivés au pays depuis le début des années 1980». Traduction libre. *Ibid.*, 17. Voir également: Terry Lynn Karl. 1992. «El Salvador's Negotiated Revolution». *Foreign Affairs* 71 (no 2), 157-158; Carlos Acevedo. 1991. «Los alcances de la ronda de México». *Estudios Centroamericanos* XLVI (no 511), 421.

nouvelle ère où les règles du jeu seront les mêmes pour tous<sup>25</sup>. Enfin, à long terme, on crée le poste de Procureur des droits humains, chargé de recevoir toute dénonciation en la matière<sup>26</sup>.

#### 1.1.4 Réinsertion de l'élite rebelle à la vie civile

En ce qui concerne les garanties d'insertion de l'opposition armée à la vie civile, les deux pactes assurent le respect des libertés d'expression, d'association et un accès à diverses sources d'information pour tous les acteurs politiques. Après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en Angola, l'UNITA acquiert le droit d'expression, de présenter, de publier et de débattre de son programme, d'embaucher du personnel, de se réunir et de manifester, d'accéder aux médias (propriété du gouvernement), de se déplacer, de présenter des candidats électoraux et d'ouvrir des bureaux partout au pays. En échange de cette liberté d'action, l'UNITA s'engage à respecter la loi des partis politiques et la légitimité du gouvernement du MPLA jusqu'aux élections<sup>27</sup>. Au Salvador, les mêmes garanties sont conférées au FMLN, mais celui-ci est légalisé en tant que parti par un décret législatif<sup>28</sup>. Ce dernier doit être approuvé deux semaines après la signature de l'entente finale. Puisque l'Accord de Chapultepec est signé le 16 janvier 1992, la date de la «création» du FMLN est donc le 1<sup>er</sup> février<sup>29</sup>. À noter que cette façon de procéder n'est pas seulement une garantie de réinsertion pour le FMLN, mais aussi pour le gouvernement;

<sup>25</sup> Pour une discussion concernant l'importance de l'application universelle des règles du jeu, voir: Guillermo O'Donnell. 1999. «Democratic Theory and Comparative Politics». Communication, American Political Science Association, Atlanta, 26 au 29 août (texte photocopié).

<sup>26</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdos de México».

<sup>27</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne.

<sup>28</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)», 90.

<sup>29</sup> Rappelons que ce processus a lieu dans le cadre d'une loi d'amnistie. D'une part, l'Accord de New York (septembre 1991) établit une amnistie sur les délits «d'association subversive» et «d'actes de terrorisme» régis, respectivement, par les articles 376 et 400 du Code pénal salvadorien. D'autre part, la Loi de la réconciliation nationale, une loi d'amnistie, est approuvée le 23 janvier 1992. Elle pardonne à tous les combattants et non-combattants du FMLN. Cette amnistie n'est pas applicable à ceux qui seraient condamnés par la Commission de la vérité. Nous reviendrons sur ce point au chapitre 6.

La révolution ne mène pas, du moins en théorie, à un accord de paix déclencheur d'un processus de démocratisation. Accepter cela c'est déjà difficile. Laisser les armes c'est encore plus difficile. Et devenir un parti politique, bien que difficile, c'est quelque chose qu'encore aujourd'hui, ils sont en train d'assimiler. Nous, au gouvernement, on se disait: qu'est-ce qui se passe si, après la fin du processus, ils refusent de devenir un parti? En bref, pour le gouvernement, ou du moins pour un groupe, il était important que le FMLN puisse devenir un parti. C'est donc l'Assemblée législative qui a approuvé le décret de sa création<sup>30</sup>.

En comparaison avec les conditions d'insertion obtenues par le FMLN, l'UNITA semble accepter une impasse. D'une part, elle concède l'extension de l'autorité étatique (du MPLA) à l'ensemble du territoire national. Même si cette clause sera mise en place graduellement, elle implique la perte du contrôle des zones diamantifères, car en plus, l'UNITA s'engage à démonter ses structures paraétatiques et donc à se priver de sa source de revenus économiques<sup>31</sup>. D'autre part, l'UNITA consent à intégrer la vie civile sans avoir demandé des changements à la loi électorale. La porte est ouverte pour discuter des réformes, mais les engagements sont flous. Or, la loi électorale interdit aux partis politiques de recevoir de l'aide étrangère<sup>32</sup>. En bref, en signant le Protocole d'Estoril, l'UNITA consent indirectement à se priver de la source la plus importante de revenus, les diamants, dans un contexte où les États-Unis sont moins disposés à financer le groupe rebelle et sans possibilité de substituer ces revenus par d'autres sources.

Bien sûr, si les contre-révolutionnaires remportaient les élections, cette situation sera évitée, car l'UNITA garderait le contrôle de la production de diamants et, en obtenant le contrôle du pouvoir, elle aurait aussi accès aux redevances du pétrole. Mais dans un tel cas, le MPLA serait placé en situation de perte de ses ressources. Rappelons-le, le régime afro-marxiste angolais se base sur une symbiose entre l'État, l'armée et le parti. Puisque les Accords de Bicesse sont muets par rapport à un éventuel *desmonte* (démantèlement), nous pouvons

---

<sup>30</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>31</sup> Governo da República Popular Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne.

<sup>32</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 402.

supposer que celui qui gagne obtient tout. Le perdant, quant à lui, manquera de tout. D'un point de vue théorique, nous retenons que les Accords de Bicesse n'éliminent pas le jeu à somme nulle du temps du conflit armé. Mais attention, cela ne représente pas inévitablement une «faiblesse» du pacte. Il s'agit simplement de la reproduction, sur le plan institutionnel, des «intérêts vitaux» des belligérants.

#### 1.1.5 *Bicesse: la réduction temporaire de l'incertitude en tant que garantie interne*

Les Accords de paix angolais se différencient du pacte de paix salvadorien (et mozambicain) sur un cinquième élément, soit les mécanismes de gestion de l'incertitude pendant la phase transitionnelle. Au Salvador et au Mozambique, les entités chargées de cette tâche sont internationales. Pour cette raison, nous traiterons ces cas dans la section 1.3., lors de l'analyse des garanties externes. En ce qui concerne l'Angola, l'entité qui gère le processus déclenché à Bicesse est la *Comissão Conjunta político-militar* (Commission conjointe politico-militaire, CCPM)<sup>33</sup>, une entité nationale.

Selon le Protocole d'Estoril, la CCPM est composée à parts égales de délégués du MPLA et de l'UNITA et d'observateurs des États-Unis, de l'URSS et du Portugal (la Troïka)<sup>34</sup>. Un représentant de l'ONU pourrait être invité à y participer, mais la mise en vigueur est placée sous la responsabilité des parties. La Commission mixte de vérification (CMVF) et la Commission conjointe pour la formation des forces armées, (CCFA) sont assujetties à cette entité, qui surveille le respect de l'ensemble du processus de pacification<sup>35</sup>. Entre-temps, l'ONU se

<sup>33</sup> Governo da República Popular Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne.

<sup>34</sup> *Ibid.* Voir également: Spear. «Disarmament and Demobilization», 159.

<sup>35</sup> Afin d'organiser les tâches de contrôle et de vérification, le territoire angolais fut divisé en six régions: le nord (avec des bureaux à Luanda, Negage et Cabinda); le nord-est (siège à Saurimo); la région centrale (siège à Huambo et Lobito); l'est (siège à Luena), le sud-est (siège à Mavinga) et le sud (siège à Lubango). La CMVF doit coordonner les actions avec les équipes de l'ONU, trancher lors d'éventuelles controverses, encadrer et diriger les groupes de vérification et autres. Governo da República Popular Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne. Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 392.

voit octroyer le rôle de «superviser les superviseurs<sup>36</sup>». Quant aux garanties externes, elles sont absentes<sup>37</sup>.

Nous pouvons toujours indiquer qu'au Salvador, la COPAZ, définie comme «un mécanisme de contrôle et de participation de la société civile<sup>38</sup>», est d'abord et avant tout une entité nationale. De plus, nous pouvons souligner qu'elle est composée de deux représentants du gouvernement (dont un membre des FAES), deux du FMLN et un délégué de chacun des partis politiques représentés à l'Assemblée législative. L'Église catholique et l'ONU peuvent envoyer un observateur chacun si elles le désirent. Or, contrairement à la CCPM, COPAZ est loin d'être l'entité directrice du processus de paix. Il s'agit plutôt d'un instrument de réconciliation nationale, qui permet à divers secteurs de s'exprimer par rapport au processus de paix. De plus, cette commission n'a pas de pouvoir exécutif. C'est à l'ONU que revient la tâche d'assurer la réduction de l'incertitude pendant la phase transitionnelle.

<sup>36</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 393; Messiant. «MPLA et UNITA: processus de paix et logique de guerre», 42. Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne.

<sup>37</sup> Quelques tâches fragmentaires de coopération sont demandées à la «communauté internationale» pour aider à la gestion de la période transitionnelle. Les États-Unis, l'URSS, et le Portugal s'engagent, par exemple, à cesser les livraisons de matériel militaire et à encourager d'autres États à agir de même. Il s'agit d'un embargo d'armes connu sous le nom de clause Triple zéro. L'accord de cessez-le-feu établit qu'au moment de l'arrêt des hostilités, tous les prisonniers militaires et civils doivent être libérés. On confie au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) la tâche d'en vérifier le respect. Toutefois, à part ces mesures, le rôle des acteurs internationaux est minime. Il faudra spécifier que même si la responsabilité de la mise en place des accords tombe majoritairement sous la responsabilité directe des parties, les ressources assignées à UNAVEM II demeurent trop réduites – un quart des effectifs assignés en Namibie, dans un pays dix fois plus peuplé et à l'infrastructure détruite par la guerre. Voir: Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 391. Voir aussi: William Minter. 1998. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 70; Norrie MacQueen. 1998. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola». *Journal of African Studies* 36 (no 3), 401; Ian S. Spears. 2000. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne.

<<http://www.dw.angonet.org/Peacebuilding/Activities/WordDocsMaputo/AngolaTheUNandTheChallengeofCivilWars.doc>>. (page consultée le 22 avril 2005). Pour la clause Triple Zéro, voir: Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne. Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1), 159.

<sup>38</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdo de Nueva York». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 34.

## 1.2 Réparer les pots cassés: le Protocole de Lusaka

Les Accords de Bicesse sont rompus à la suite du processus électoral du 29-30 septembre 1992, quand Jonas Savimbi repart en guerre après avoir refusé de reconnaître les résultats électoraux (qui donnent gagnant, au premier tour, Eduardo Dos Santos). Un deuxième tour doit être organisé, car Dos Santos n'a pas réussi à obtenir 50 pour cent des votes nécessaires pour remporter la victoire. Or, au moment de la rédaction de cette thèse, il n'a toujours pas eu lieu. Retenons pour l'instant que cela implique que les députés de l'UNITA élus ne prendront pas leurs postes et que les généraux contre-révolutionnaires quitteront le commandement central des FAA. Environ deux ans plus tard, et après une série d'efforts internationaux que nous verrons au chapitre 5, le Protocole de Lusaka voit le jour, plus précisément le 20 novembre 1994.

Cet accord réaffirme la nécessité de conclure le processus de Bicesse, de reconnaître le résultat électoral de 1992 et d'établir une «paix juste» dans le cadre d'un «processus sincère» de réconciliation<sup>39</sup>. En effet, le protocole met l'accent sur la nécessité de procéder au deuxième tour électoral afin de reprendre le processus de paix enclenché en mai 1991<sup>40</sup>. Parallèlement, les parties reconnaissent les résolutions 804 (janvier 1993), 811 (mars 1993), 823 (avril 1993), 834 (juin 1993), 851 (juillet 1993) et 864 (septembre 1993) du Conseil de sécurité de l'ONU<sup>41</sup>. Le protocole instaure un nouveau cessez-le-feu, fixe un

<sup>39</sup> Governo da República de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. 1994. *Protocolo de Lusaka*. En ligne.

[http://www.usip.org/library/pa/angola/lusaka\\_11151994.html](http://www.usip.org/library/pa/angola/lusaka_11151994.html) (page consultée le 8 juin 2007).

<sup>40</sup> Le processus électoral doit être organisé par le Conseil national, selon les lois angolaises, avec l'appui, la surveillance et la vérification de l'ONU. L'assemblée législative angolaise et l'ONU doivent déterminer la date appropriée pour ce tour de scrutin. La sécurité dans les centres de vote est confiée à la nouvelle Police civile, toujours sous surveillance de l'ONU. *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.* La résolution 804 condamne la violation du cessez-le-feu entre le MPLA et l'UNITA et exige le respect des Accords de Bicesse. La résolution 811 condamne le refus de l'UNITA d'accepter les résultats du scrutin de 1992, de s'engager dans des nouvelles discussions de paix, son retrait des FAA et exige un cessez-le-feu immédiat. Elle exige également l'arrêt des attaques verbales contre les représentants de l'ONU. La résolution 823 condamne à nouveau les partis pour leur absence de volonté de paix. La résolution 834 exige de l'UNITA d'accepter les accords de paix de 1991, félicite le gouvernement angolais pour sa collaboration dans la recherche d'une solution négociée et souligne que l'UNITA est le responsable des échecs des pourparlers de paix. La résolution 851 condamne l'UNITA, réitère la nécessité d'une reprise des dialogues de paix et félicite le MPLA pour le processus de démocratisation en marche au pays. Enfin, dans la résolution 864, le Conseil de sécurité interdit «la vente ou le transfert à l'UNITA d'armements,

calendrier de DDR, encadre le processus de transformation de l'armée, crée une police civile et fixe les règles du jeu pour la période postconflictuelle.

Le cessez-le-feu et les dispositions de sécurité incluses dans le Protocole de Lusaka sont similaires à celles des Accords de Bicesse. Toutefois, on réfère maintenant à un processus qui comprend deux phases qui aboutissent à la création d'une nouvelle armée de 90 000 membres<sup>42</sup>. Le Protocole maintient le critère de proportionnalité de la participation du MPLA et l'UNITA dans les nouvelles FAA, mais il établit un nouveau corps policier de 5500 effectifs. Le vide laissé à Bicesse en matière de sécurité civile est ainsi comblé, tout du moins sur le plan formel. Cette police est un outil non partisan de réconciliation, gouvernée par des normes «internationalement reconnues de respect des droits humains». Elle est placée sous surveillance de l'ONU et assujettie au ministère des Affaires internes (et non aux FAA).

Des références à la règle de droit apparaissent sous l'onglet de *réconciliation nationale*, qui est définie comme «... the respect for the principles of the rule of law, for the fundamental human rights and freedoms as defined by the national legislation in force and by the various legal international instruments to which Angola is a party<sup>43</sup>...». De plus, le protocole est plus concret par rapport aux caractéristiques du régime posttransitionnel, en établissant une formule de partage de pouvoir<sup>44</sup>: quatre ministères sont confiés à l'UNITA alors que certains

---

d'assistance militaire, [...] de matériel connexe de tous types, y compris d'armes et des munitions, de véhicules et d'équipement militaires et de pièces détachées y afférentes, ainsi que de pétrole et de produits pétroliers». Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993a. *Résolution 804*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/804f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007); Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993b. *Résolution 811*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/811f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007). Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993c. *Résolution 823*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/823f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007); Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993d. *Résolution 834*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/834f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007). Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993e. *Résolution 837*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/837f.pdf>> (page consultée le 26 mai 2006). Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993f. *Résolution 864*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/864f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007).

<sup>42</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Protocolo de Lusaka*. En ligne.

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> Spears. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne. <<http://www.dw.angonet.org/Peacebuilding/Activities/WordDocsMaputo/AngolaTheUNandTheChallengeofCivilWars.doc>>

de ses dirigeants participent à sept autres ministères; de plus, les 70 députés rebelles élus en 1992 doivent intégrer leur fonction<sup>45</sup>. Le protocole garantit aussi un statut spécial à Savimbi<sup>46</sup>. Enfin, il prévoit onze résidences pour les secrétaires nationaux de l'UNITA, des installations provinciales et un siège national à Luanda. Il inclut aussi des provisions pour faciliter la réinsertion des membres ordinaires du groupe à l'économie civile:

*In order to cement National Reconciliation, the principle of the participation of UNITA members, including those professionally qualified to carry out public administration functions, namely teachers, health workers and technical staff, at the various levels of administrative and economic activity of the State, including the mass media and public enterprise sectors, shall be implemented through their incorporation, as far as possible, taking into consideration their technical and professional skills and the provisions of the law and of the Lusaka Protocol<sup>47</sup>.*

Par rapport aux garanties externes, le protocole sollicite une large présence internationale pour superviser le processus transitionnel. Pouvons-nous conclure que la configuration du rapport des forces angolaises et salvadoriennes détermine le type de garanties internes incluses dans les accords de paix?

En termes de l'analyse comparée de pactes de paix, l'extrémisme de négociateurs se traduit par:

- (1) L'absence de garanties concernant le système de sanctions de règles du jeu posttransitionnelles et l'absence de garanties externes. Ces éléments sont liés à l'insensibilité face à l'incertitude propre à G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>;

<sup>45</sup> Des forces de sécurité spéciales, établies d'un commun accord entre l'UNITA et le gouvernement, garantiront la sécurité des chefs de l'UNITA qui ne comptent pas de statut parlementaire (leur donnant droit à la sécurité de l'État). Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Protocolo de Lusaka*. En ligne. Voir aussi: MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 406.

<sup>46</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Protocolo de Lusaka*. En ligne. La question du statut de Savimbi devient un enjeu du processus de paix à partir de 1993. En août 1995, Eduardo dos Santos lui offre le poste de vice-président. Il semble que Savimbi ait d'abord accepté, mais décidé finalement de refuser. En janvier 1997, il exprime son intérêt de devenir conseiller spécial en matière de développement rural et de réconciliation nationale. Dans une position qui fait preuve de l'ambiguïté des processus de paix angolais, le MPLA n'accepte pas la proposition, mais ne refuse pas l'idée. Voir: MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 413-414.

<sup>47</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Protocolo de Lusaka*. En ligne.



- (2) L'absence d'un programme clair de reconversion de l'opposition armée en parti politique ainsi que de réformes à la doctrine de l'armée. Ces éléments sont liés à l'incapacité de G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub> d'évaluer la pertinence de la stratégie armée. En Angola, des élections doivent avoir lieu entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> octobre 1992, mais les transformations institutionnelles pour favoriser le processus de démocratisation sont absentes. Le MPLA se limite à s'engager à organiser des «... discussions avec les forces politiques angolaises afin de prendre en considération leur opinion concernant les changements constitutionnels proposés<sup>48</sup>».
- (3) La demande constante, à tous les niveaux, que ce soit dans des entités transitionnelles ou dans les nouveaux organismes étatiques, d'une participation égalitaire en tant que garantie d'impartialité de ces corps.

Entre-temps, la modération se traduit par:

- (1) Des garanties internes plus détaillées visant à réduire l'incertitude à long terme à travers la mise en place d'institutions qui assujettissent les dirigeants à des contrôles verticaux et horizontaux;
- (2) Un changement stratégique des belligérants, qui s'engagent à défendre leurs intérêts seulement par les canaux institutionnels prévus à cet effet (qui excluent l'utilisation des armes);
- (3) Une préférence pour choisir des tierces parties, nationales ou internationales, en tant que garantie d'impartialité du processus de changement politique.

---

<sup>48</sup> Traduction libre. De plus, le sixième point du texte des FAA indique que tout nouveau recrutement ayant lieu entre le début du cessez-le-feu et la tenue des élections doit puiser à même les forces des FAPLA et du FALA. Ce personnel doit suivre de «l'entraînement professionnel» afin d'assurer l'unification doctrinaire et procédurale de la nouvelle armée. Les dispositions demeurent, toutefois, vagues. Mise à part la garantie de suppression de tout acte de discrimination et d'intimidation sur les électeurs (ce qui suppose des organismes de sécurité respectueux des droits citoyens), rien n'est mentionné par rapport aux relations entre les forces de sécurité et les civils. Governo da República Popular Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne.

### 1.3 Garanties externes: l'Angola et le Salvador sous un angle comparé

La genèse de la Deuxième mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM II) remonte à la création de l'UNAVEM, une mission créée par la résolution 626 du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre en œuvre les accords entre Pretoria, Luanda et La Havane, permettant le retrait de l'Afrique du Sud et de Cuba de l'Angola et l'indépendance de la Namibie<sup>49</sup>. Cette mission, composée de 70 observateurs militaires non armés, devait quitter le terrain le 22 juillet 1991. Face à l'imminence d'un accord entre le MPLA et l'UNITA, le Conseil de sécurité la prolonge de 17 mois et la rebaptise UNAVEM II. À son apogée, cette mission a compté 350 observateurs militaires et 126 observateurs policiers. En mars 1992, la résolution 747 a modifié son mandat pour lui permettre d'observer et de surveiller les élections de septembre 1992<sup>50</sup>.

Pour sa part, la Mission d'observation des Nations Unies au Salvador (ONUSAL) tire son origine 18 mois avant la signature de l'Accord de Chapultepec. En effet, l'Accord de San José, signé le 26 juillet 1990, octroie à l'ONU le mandat de vérifier le respect des droits humains au pays. Basé sur le rapport présenté par le secrétaire général, Javier Pérez De Cuéllar, le Conseil de sécurité approuve la création de cette mission, qui peut recevoir des plaintes de toute origine, visiter librement tout endroit, établir des bureaux là où elle le juge nécessaire, s'entretenir avec toute personne physique ou juridique, formuler des recommandations aux parties, avoir recours aux médias et établir des contacts avec le Procureur de la République<sup>51</sup>. En janvier 1991, l'ONU installe le Bureau

<sup>49</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 388; Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 9; Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1988. *Résolution 626*. En ligne (page consultée le 21 août 2007). Disponible à : <http://www.un.org/french/documents/sc/res/1988/626f.pdf>.

<sup>50</sup> Spears. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne.

<sup>51</sup> Il s'agit d'un changement majeur vis-à-vis des engagements préalables de l'ONU au Salvador et qui datent de 1978 quand, à la suite de l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale exprimant sa préoccupation face à la violation des droits humains au pays, un Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, sous la tutelle de la Commission des droits humains sans ressources, et dépendant de la permission du gouvernement pour pouvoir agir, est créé. Pour plus de détails sur le rôle de l'ONU au Salvador pendant la décennie 1980, voir: Universidad Centroamericana José Simeón Cañas. 1990. «El acuerdo de San José sobre derechos humanos: la misión de verificación». *Estudios Centroamericanos XLV* (no 504), 860-862; Salvador Samayoa. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores, 183; Gobierno de la

de préparation pour le suivi du processus et pour l'appui, à San Salvador, au travail effectué par les tierces parties; en mars, Pérez de Cuéllar envoie une mission préliminaire pour concevoir un mécanisme de vérification des accords à venir. Enfin, le 20 mai 1991, le Conseil de sécurité approuve la résolution 693, à travers laquelle l'ONUSAL est établie<sup>52</sup>. En réalité, c'est le mandat de cette «opération partielle», qui a pour mission de préparer le terrain pour la vérification des accords en cours de négociation, qui est renforcé à travers la résolution 729 de 1992. Le Conseil de sécurité demande alors aux parties, deux jours avant la signature de l'accord final de paix, de «continuer à faire preuve du maximum de modération» (tout en autorisant le prolongement de la présence de l'ONU jusqu'au 31 octobre 1992)<sup>53</sup>.

Enfin, la Troisième mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) est établie par la résolution 976 du Conseil de sécurité (8 février 1995)<sup>54</sup>. Il s'agit d'une mission composée de 7000 soldats, 350 observateurs militaires et 260 policiers, pour un mandat initial de six mois<sup>55</sup>. À noter, UNAVEM III est autorisée à se déployer seulement après que le cessez-le-feu «effectif» est déclaré. Des auteurs comme MacQueen signalent une contradiction du mandat sur ce point: comment l'ONU peut-elle vérifier un cessez-le-feu (pour pouvoir ainsi se déployer) si son déploiement est nécessaire pour vérifier le cessez-le-feu?<sup>56</sup>

Dans cette section, nous présenterons une analyse comparée de ces trois opérations de paix. Dans un premier temps, nous passons en revue les ressources stratégiques, économiques et politiques mises à la disposition de ces intervenants externes. Nous concluons qu'ONUSAL et UNAVEM II sont comparables sur le

---

República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdo de San José sobre Derechos Humanos». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 11.

<sup>52</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 165-166, 182.

<sup>53</sup> Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1992a. *Résolution 729*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1992/729f.pdf>> (page consultée le 21 août 2007).

<sup>54</sup> Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1995a. *Résolution 976*. En ligne. <<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N95/038/14/PDF/>> (page consultée le 16 août 2007).

<sup>55</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 408.

<sup>56</sup> *Ibid.*, 410.

plan économique et qu'ONUSAL détient plus de ressources politiques qu'UNAVEM II et III. De plus, UNAVEM III est plus riche en ressources stratégiques et économiques qu'UNAVEM II et qu'ONUSAL, mais ne détient pas les ressources politiques de cette dernière. Dans un deuxième temps, nous nous demanderons: pourquoi certaines opérations de paix disposent-elles de plus de ressources que d'autres?

### *1.3.1 Les ressources mises à la disposition des tierces parties en Angola et au Salvador*

Une des particularités des Accords de Bicesse est la création de mécanismes nationaux de réduction temporaire de l'incertitude pendant la phase de démilitarisation, notamment la CCPM. Certes, et comme nous l'avons mentionné, au Salvador la COPAZ est une entité nationale. Mais la principale différence entre les deux entités ne se situe pas sur le plan de la représentation des anciens belligérants au sein des entités nationales, mais sur leur rôle pendant la phase de transition et sur le plan de la relation de l'ONU vis-à-vis d'elles.

L'Accord de Chapultepec autorise le déploiement d'ONUSAL. Celle-ci comprendra, avec le temps, quatre divisions (droits humains, aspects militaires, police et aspects électoraux). Dans cet engrenage, COPAZ donne une place aux parties et à divers acteurs nationaux, mais c'est ONUSAL qui garantit la réduction de l'incertitude pendant la période transitionnelle. Alors qu'UNAVEM II est, dans le meilleur des cas, assujettie aux décisions prises par la CCPM (sur lesquelles elle n'a pas d'influence), ONUSAL a une plus grande marge de manœuvre. Certes, l'ONU ne préside pas COPAZ, comme d'ailleurs UNAVEM II ne préside pas la CCPM, mais ses activités ne dépendent pas d'elle. Cette différence est fondamentale, car UNAVEM II peut bien vouloir établir une structure analogue à celle de la CPMC pour tenter de vérifier le cessez-le-feu, son pouvoir d'influence (*leverage*) demeure limité<sup>57</sup>.

---

<sup>57</sup> UNAVEM II a déployé des groupes d'observation dans six régions du pays (Luanda, Huambo, Lubango, Saurino, Luena et Mavinga), couvrant 50 centres de cantonnement (23 de l'UNITA et 27 du MPLA) et 32 «points critiques» (des ports et des aéroports). Des unités mobiles à réaction rapide furent créées pour enquêter sur des violations ponctuelles du cessez-le-feu là où il n'existait pas de quartiers permanents d'UNAVEM II. Au début, le personnel onusien était non armé, sa

C'est précisément ce manque de pouvoir d'influence de la présence de l'ONU en Angola que la mise en place d'UNAVEM III a tenté de résoudre. En effet, l'ONU devient responsable, à partir de 1995, de veiller au respect du Protocole de Lusaka<sup>58</sup>. Plus concrètement, le rôle d'UNAVEM III est de «... supervise and monitor the cease-fire, verify the disengagement of forces, control the quartering and eventual demobilization of the bulk of the UNITA army and, lastly [...] supervise the integration of the remainder into the new national forces<sup>59</sup>». Une *Comissão Conjunta* (Commission conjointe, CC), entité qui remplace la CCPM, composée à part égale de membres de l'UNITA et du gouvernement, et des observateurs de la Troïka, est instaurée. Elle est présidée par Blondin Beye, représentant du secrétaire général de l'ONU en Angola (qui assume des fonctions de bons offices et de médiation)<sup>60</sup>.

Mais encore faut-il le rappeler, le rapport de forces n'est pas le même en Angola qu'au Salvador. L'insensibilité à l'incertitude et l'incapacité à déposer les armes expliquent l'incapacité d'UNAVEM III de contraindre les choix du MPLA et de l'UNITA. Nous y reviendrons plus tard, au moment d'étudier la mise en vigueur des accords. Pour l'instant, retenons que plus de ressources économiques et stratégiques ne garantissent pas la coopération des extrémistes. En effet, nous pouvons aussi souligner qu'UNAVEM II et ONUSAL ont des budgets de fonctionnement similaires. L'ONU estime le budget d'UNAVEM II à 121 millions de dollars en juillet 1991<sup>61</sup>. Dans le cas du Salvador, il est certain que les

---

sécurité relevant du belligérant en contrôle de la zone où les effectifs étaient déployés. Voir: Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 397.

<sup>58</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Protocolo de Lusaka*. En ligne.

<sup>59</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 409.

<sup>60</sup> Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Protocolo de Lusaka*. En ligne.

<sup>61</sup> C'est à tout le moins le chiffre avancé par le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, quand il propose à Margaret Anstee le poste de représentant du secrétaire général en Angola. Ce montant correspond à 58,7 millions de dollars de juin à décembre 1991 et à 62,7 millions de janvier à octobre 1992. Toutefois, le General Assembly's Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions (ACABQ) estime un coût mineur (49 millions pour les premiers sept mois). Le retard dans le déploiement se traduit par des économies en salaires. De plus, l'équipement demandé n'est pas jugé nécessaire pendant toute la période de déploiement. Aussi, la récupération des surplus en équipement en communications du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition en Namibie (GANUPT) aide à faire diminuer les coûts d'UNAVEM II.

transformations institutionnelles, dont la création du Bureau du procureur des droits humains, le renforcement du système judiciaire, la création de la PNC et de l'Académie nationale de sécurité publique auront coûté environ 534,3 millions de dollars<sup>62</sup>. Toutefois, en mettant l'accent strictement sur les dépenses allouées aux 15 mois de gestion de l'incertitude pendant la période transitionnelle, nous pouvons conclure que les 121 millions de dollars alloués à UNAVEM II sont comparables aux 110 millions assignés à ONUSAL. La différence est qu'ONUSAL œuvre dans un contexte de moment propice, alors qu'UNAVEM II est déployée dans un rapport de forces radicalisé. UNAVEM III aura coûté environ 1,5 milliard de dollars en 4 ans<sup>63</sup>, mais ces ressources ne suffiront pas à faire changer le comportement des extrémistes.

Nous pouvons donc indiquer que la capacité des gardiens de la paix de réduire l'incertitude en Angola et au Salvador ne dépend pas seulement des ressources mises à la disposition des intervenants externes, mais aussi de la configuration du rapport de forces. Comment l'aversion à l'incertitude des belligérants influence-t-elle les caractéristiques des garanties externes incluses dans les pactes? Pour y répondre, un retour à l'analyse des mandats des opérations de paix, un sujet effleuré en conclusion du chapitre 2, s'avère nécessaire.

### 1.3.2 *La configuration du rapport de forces et le mandat des gardiens de la paix*

Une des conclusions du chapitre 2 est que le mandat d'une opération de paix ne peut pas être considéré comme une variable pour mieux comprendre les «échecs» et «succès» des intervenants externes en matière de résolution de conflits. En d'autres termes, nous pourrions suggérer qu'UNAVEM II connaît «l'échec» parce qu'une intervention massive et directe de l'ONU n'est pas jugée essentielle par la Troïka en 1990. Entre-temps, au Salvador, les parties demandent à la «communauté internationale», sensible à ce processus de paix, le déploiement

---

Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 393-394; Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 32.

<sup>62</sup> En incluant des coûts connexes et des plans de reconstruction d'infrastructures (non négociés mais considérés nécessaires pour la stabilité du pays), on estime à 1,5 milliard les coûts de la transition salvadorienne. Voir: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 197-198.

<sup>63</sup> Spears. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne.

d'une entité à laquelle les négociateurs confient un rôle plus large dans la mise en vigueur des accords<sup>64</sup>. À cet égard, notre analyse confirme la pertinence de la critique de Downs et Stedman en ce qui concerne cette façon d'aborder la question des mandats des opérations de paix<sup>65</sup>. Non seulement l'expérience de l'ONU en Angola démontre que des mandats «plus modestes» peuvent aboutir à «l'échec», mais l'action de l'ONU au Salvador suggère que des mandats «plus ambitieux» peuvent connaître le «succès»<sup>66</sup>.

Cela n'empêche pas de souligner le fait que le mandat d'une opération de paix varie, du moins en partie, en fonction de la configuration du rapport de forces, qui détermine la marge de manœuvre des tierces parties en matière de maintien et de construction de la paix après la signature du pacte. N'oublions pas que le mandat défini par le Conseil de sécurité se base souvent sur les objectifs des accords et des demandes formulées par les parties. Certes, UNAVEM II obtient un financement modeste parce qu'aucune des superpuissances n'est favorable à la mise en place d'une opération coûteuse<sup>67</sup>. Mais aussi, ce budget est déterminé en fonction du mandat conféré à l'ONU par le MPLA et l'UNITA qui est, lui aussi, modeste. Comment justifier un déploiement massif si les parties demandent à l'ONU un déploiement discret?

---

<sup>64</sup> Cet engagement est plus ferme, non seulement après la signature de l'Accord de Chapultepec, mais avant et pendant la période de négociation. Rappelons qu'il existe en Amérique centrale une dynamique régionale dans les années 1980, qui fait de la résolution des conflits armés guatémaltèque, nicaraguayen et salvadorien une priorité des présidents centraméricains depuis la signature d'Esquipulas II. Mais aussi, dans le cadre du processus de transition au Nicaragua, l'ONU déploie une opération de paix, le Groupe d'observateurs des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA), en 1989. De plus, certains pays, comme la Suède, sont engagés au Salvador pour faire avancer le processus de paix. En bref, la présence internationale pour favoriser des transitions vers la paix est une réalité dans la région bien avant le déploiement d'ONUSAL. Pour une étude sur le rôle de la Suède au Salvador, voir: Agneta Gunnarsson, Roberto Rubio Fabián, Lilian Sala et Anna Tibblin. 2004. *La cooperación sueca con El Salvador, 1979-2001. Una relación un poco más allá*. Estocolme: Agence suédoise pour le développement international, ASDI.

<sup>65</sup> George Downs et Stephen J. Stedman. 2002. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 45-49.

<sup>66</sup> La critique originale indique qu'en ayant pour objectif d'augmenter les probabilités de «succès» d'une opération de paix, les intervenants internationaux pourraient réduire les objectifs pour s'assurer de les atteindre. *Ibid.*, 45.

<sup>67</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 391.

La principale différence entre ONUSAL et UNAVEM II est l'imprécision du mandat qui rend difficile la planification budgétaire et stratégique en Angola. Si le financement initial d'UNAVEM II ne tient pas compte de l'organisation des élections, par exemple, c'est d'abord et avant tout parce que les Accords de Bicesse ne clarifient pas le rôle de l'ONU à cet égard<sup>68</sup>. Le Protocole d'Estoril indique que les parties peuvent demander un appui électoral consultatif, non contraignant, à des entités comme l'ONU ou l'OUA<sup>69</sup>. Toutefois, ce n'est qu'en novembre 1991, six mois après la signature de l'accord, que les parties demandent à l'ONU de fournir cette assistance. Une unité, constituée de 100 personnes et de 300 observateurs pour le jour des élections, est alors créée. Ce support technique se réduit à observer les élections et à certifier la validité des résultats<sup>70</sup>. Rappelons que ce processus est dirigé directement par le MPLA et l'UNITA à travers la CCPM.

Au Salvador, la situation est différente. La présence de l'ONU au pays permet déjà d'adopter, sans le consentement des parties (mais idéalement en collaboration avec elles), toute mesure nécessaire pour garantir le respect de l'Accord de San José (sur les droits humains). Cette marge de manœuvre sera ratifiée dans l'entente finale: «pour accomplir efficacement ses nouvelles obligations et avec tous les aspects de son mandat – lit-on dans l'Accord de Chapultepec, ONUSAL exige la liberté totale de mouvement partout sur le territoire<sup>71</sup>». Les parties sollicitent donc du Conseil de sécurité, par le biais du secrétaire général, la possibilité d'étendre le mandat de la mission de vérification à

---

<sup>68</sup> *Ibid.*, 394.

<sup>69</sup> Des facteurs comme la pertinence de tenir des élections présidentielles et législatives simultanément ou à des dates séparées, ou la durée de la campagne électorale, seront définis postérieurement, à la suite d'une consultation avec les «forces politiques angolaises». Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. *Acordos de paz de Angola*. En ligne. Voir aussi: Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 393.

<sup>70</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 393.

<sup>71</sup> Traduction libre. Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)», 97-98.



l'ensemble des accords de paix, ce qui implique des interventions ciblées dans de multiples aspects du processus de maintien et de construction de la paix<sup>72</sup>.

Retournons en Angola, cette fois dans le cadre du Protocole de Lusaka. Cet accord de paix indique que dans le cas d'UNAVEM III, «... both Angolan parties stated their “clear wish that the United Nations [...] should play an enlarged and reinforced role” [...] the UN, in the person of Blondin Beye, was to chair the paramount institution in the implementation process, the Luanda-based “Joint Commission”. The UN has also to be responsible for “overall supervision, control, and verification”<sup>73</sup>.» En comparaison avec les Accords de Bicesse, entre 1991 et 1994, le MPLA et l'UNITA auraient soudainement varié leur position en faveur de l'adoption de garanties externes plus musclées. L'analyse présentée dans les deux prochains chapitres suggère cependant qu'il n'y a pas de revirement du rapport de forces en Angola pendant cette période et qu'UNAVEM III est plutôt une imposition de la «communauté internationale» pour tenter de calmer le jeu sur le terrain. En d'autres termes, UNAVEM III accomplit le même rôle que les garanties internes des régimes de partage de pouvoir, même si de façon temporaire et exogène il s'agit d'une camisole de force pour tenter de contraindre l'action belliqueuse de belligérants insensibles à l'incertitude et incapables de réévaluer la pertinence de leurs choix stratégiques.

---

<sup>72</sup> On donne à ONUSAL la responsabilité de vérifier le respect du cessez-le-feu, la séparation des belligérants, le démantèlement de la structure militaire du FMLN, la destruction des armes de la guérilla et sa réintégration à la vie sociale. Mais aussi, les signataires du pacte demandent au secrétaire général, après consultation préalable avec les parties, de nommer les trois membres (civils et indépendants) de la commission *ad hoc* chargée d'épurer les FAES. Le processus de démantèlement des services de renseignement se fait sous l'autorité du Président mais sous le conseil et la vérification de l'ONU. La définition du profil et l'organisation des bases de la PNC se feront avec «l'étroite coopération et supervision internationale, coordonnée par l'ONU». Toute structure temporaire nécessaire pour gérer la sécurité civile pendant la période de transition sera établie en coopération et sous la supervision de l'ONU. L'ONU accompagnera le personnel de l'ancienne police. L'ONU doit aussi suggérer des experts internationaux sur le plan de la formation et du recrutement des enseignants de l'Académie de police censée former le personnel de la PNC. En cas de déploiement de l'armée nationale pour garantir la sécurité publique (droit présidentiel selon l'article 168 de la constitution), l'ONU doit en être informée avant la mise en vigueur de la mesure. Voir: Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)», 52, 57, 61, 74, 76, 91-92, 96-97.

<sup>73</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 407.

#### 1.4 Conclusion: pactes de paix en Angola et au Salvador

Stedman résume l'esprit des Accords de Bicesse ainsi: il s'agit d'un cessez-le-feu surveillé indirectement par l'ONU, de l'organisation d'élections sous surveillance internationale entre septembre et novembre 1992 et de la refonte des armées de l'UNITA et du MPLA dans un seul corps militaire, des objectifs à atteindre à la fin d'une période de transition de 18 mois<sup>74</sup>. En appliquant la même logique au cas du Salvador, nous pouvons résumer l'Accord de Chapultepec de cette façon: un cessez-le-feu géré par l'ONU, la conversion du FMLN en parti politique avant les élections de mars 1994, la création d'une nouvelle armée non belligérante et l'établissement d'un nouveau corps policier civil et d'un nouveau système judiciaire, le tout dans une période de transition d'environ 15 mois. Certes, «... Angola presented particular difficulties that made it impossible to apply procedures used successfully in El Salvador or Nicaragua<sup>75</sup>». Toutefois, mis à part les caractéristiques propres à chaque cas, nous pouvons dégager deux observations essentielles à nos propos:

- (1) Les garanties externes varient en fonction des intérêts présents à la table de négociation. Au chapitre 5, nous analyserons comment l'action de tierces parties pendant cette phase peut influencer le type de garanties incluses dans l'accord. Stedman souligne, en se référant à l'Angola, que «The role and the size of the UN presence was the result of a hard bargaining between UNITA, which wanted a large UN force with an active mandate to implement the agreement, and the government of Angola, which perceived a large UN presence as an infringement of its sovereignty<sup>76</sup>.»

Cette affirmation est également applicable au cas salvadorien. Sans vouloir laisser entendre que ce gouvernement raffole de l'idée de voir une opération de paix débarquer au pays, nous pouvons tout de même indiquer que le

<sup>74</sup> Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2), 36; MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 401.

<sup>75</sup> Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 49.

<sup>76</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 36.

rôle et la taille d'ONUSAL sont le fruit d'une entente entre l'administration Cristiani et le FMLN<sup>77</sup>.

- (2) N'importe quel type d'acteur peut choisir des garanties externes musclées mais, comme nous le démontrerons au chapitre 6, seuls les modérés cherchent à respecter les règles du jeu de la transition.

En bref, notre analyse démontre que le passage entre les «intérêts vitaux» et les «garanties internes et externes» ne se produit pas de façon «automatique», d'autres variables pouvant intervenir. Toutefois, cela ne remet pas en question notre démarche. D'une part, rappelons que par définition, un modèle est «... a simplified picture of reality, a representation of the theorized relations among variables that generated the observed data<sup>78</sup>». Nous y reviendrons.

D'autre part, cette analyse permet de valider la pertinence de nos propositions théoriques: l'Accord de Chapultepec contient des garanties externes et internes qui réduisent l'incertitude à court et long terme. Cet accord est signé dans le cadre d'un rapport de force favorable à  $G_M$  et  $O_M$ , et peut aboutir à une paix soutenable. Les Accords de Bicesse, quant à eux, n'établissent pas des garanties externes ou internes pour gérer l'incertitude, ce qui s'explique par le fait que cet objectif n'est pas prioritaire pour des extrémistes. Quant au Protocole de Lusaka, il instaure deux camisoles de force: l'une externe (UNAVEM III), pour forcer le MPLA et l'UNITA à se plier aux termes du pacte; l'autre interne (*power sharing*), pour leur donner des *institutional weapons* pour défendre leurs intérêts dans le régime posttransitionnel. En Angola, le processus peut aboutir à une paix

<sup>77</sup> Même si la négociation de paix a lieu sous le gouvernement de Cristiani, c'est à Armando Calderón Sol, président de 1994-1999, que revient la tâche de la mise en vigueur du pacte; «En tant que président, il voulait qu'eux [ONUSAL] quittent le plus vite possible. [...] Il sentait [que la présence de l'ONU au pays] lui enlevait une marge de manœuvre, réduisait l'estime de son gouvernement et des institutions du pays [...] Il y avait une dichotomie: un représentant du secrétaire de l'ONU, avec une machine très puissante, et le président, élu légitimement dans un processus démocratique [Calderón Sol] disait à ses collaborateurs: "je veux respecter l'accord de paix le plus rapidement possible pour qu'il se termine"». Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 4, réalisée à San Salvador, le 10 décembre 2004.

<sup>78</sup> Cette définition correspond aux modèles statistiques. Or, elle s'applique aussi, à notre avis, aux modèles hypothético-déductifs comme le nôtre, dans la mesure où nous cherchons aussi à établir des relations de causalité. Voir: Jr. Royce A. Singleton, Bruce C. Straits et Margaret Miller Straits. 1993. *Approaches to Social Research*. New York et Oxford: Oxford University Press, 453-473.

précaire, mais la porte reste ouverte pour l'irruption de nouvelles vagues de violence.

## **2. Le Pacte pour la paix et la démocratie, le pacte de Bogotá et les Accords de Rome**

Si l'incapacité de réévaluer les choix stratégiques et l'aversion à l'incertitude se traduisent symétriquement dans un pacte, un accord de paix négocié entre un acteur extrémiste et un modéré doit assurer l'accès au pouvoir au premier et la survie au deuxième pour lui permettre de devenir une  $O_M$ . En d'autres termes, il est peu probable que l'affaiblissement des extrémismes puisse être atteint dans un cadre de rapport de forces mixte. Quand un acteur modéré s'engage à intégrer l'ordre établi sans avoir obtenu gains de cause sur les revendications reliées à la défense des «intérêts vitaux», nous référons à une des formes des effets d'entraînement, le pacte final ressemblant plutôt à une victoire négociée de l'acteur plus apte à s'imposer à la table de négociation.

Le Pacte pour la paix et la démocratie, signé le 1<sup>er</sup> novembre 1989 entre le gouvernement colombien et le M-19 et qui est à la base de l'Accord de Bogotá (signé le 9 mars 1990 sous le nom d'Accord politique entre le gouvernement national, les partis politiques, le M-19 et l'Église catholique en qualité de tuteur moral et spirituel du processus), est un court document en dix points. Il encadre le processus de DDR du M-19 et sa réinsertion dans le cadre institutionnel colombien. Entre-temps, les Accords de Rome, qui mettent fin à la guerre au Mozambique, sont plus détaillés: ils sont constitués de sept protocoles. Le premier, signé le 18 octobre 1991, définit les principes de base de la négociation. Le deuxième (13 novembre 1992) établit les critères pour la formation et la reconnaissance des partis politiques. Le troisième (12 mars 1992) se penche sur la question de la loi électorale. Enfin, les quatrième, cinquième, sixième et septième protocoles (4 octobre 1992) se concentrent, respectivement, sur la formation des nouvelles Forces armées mozambicaines (FAM), le calendrier électoral, la

cessation du conflit armé et la convocation à une conférence de donateurs (pour financer la reconstruction postconflictuelle)<sup>79</sup>.

Pour des raisons différentes, ces accords ne parviennent pas à réduire de façon permanente l'incertitude politique. En Colombie, on assiste à l'émergence de ce que des chercheurs ont appelé une «paix fragmentée», soit l'arrêt définitif des hostilités seulement entre certains des belligérants<sup>80</sup>. Au Mozambique, les Accords de Rome ouvrent la voie au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion civile de la RENAMO, seul groupe armé d'opposition, mais le schéma institutionnel agréé par les négociateurs est moins apte à réduire l'incertitude que celui du Salvador.

En comparaison aux accords de paix signés par  $G_M$  et  $O_M$ , nous dégagons deux caractéristiques propres aux pactes conclus par des extrémistes et des modérés:

- (1) Peu d'engagements concrets sont pris;
- (2) Les garanties de réduction et d'endigement de l'incertitude peuvent être incohérentes.

Dans cette section, nous démontrerons, dans un premier temps, que l'absence d'engagements en Colombie est le résultat d'un effet d'entraînement. Ensuite, nous suggérerons que la juxtaposition «d'intérêts vitaux» différents, qui mène, par exemple, à la signature de l'Accord de Rome, se traduit par une fusion des garanties qui ont du potentiel en termes d'endigement de l'incertitude avec d'autres qui n'en renferment pas.

---

<sup>79</sup> Voir: Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. 1992. «*Acordo Geral de Paz*». En ligne. <http://www.incore.ulst.ac.uk/services/cds/agreements/pdf/moz4.pdf>. (page consultée le 3 juillet 2007).

<sup>80</sup> En fait, la «paix fragmentée» n'en est pas une, le conflit armé entre les principaux acteurs se poursuivant. Un court résumé de cet argument est présenté par: Fernando A. Chinchilla. 2007. «Inclusion, Exclusion, and Fragmented Peace: Disarmament, Demobilization, and Reintegration Processes in Colombia». *CCHS Human Security Fellowship Policy Brief*. Vancouver: Liu Institute of Global Issues, Université de la Colombie-Britannique. En ligne. [http://www.humansecurity.info/sites/cchs/files/pdfs/Fellow%20Papers/Policy\\_brief/Chinchilla\\_Policy\\_Brief.pdf](http://www.humansecurity.info/sites/cchs/files/pdfs/Fellow%20Papers/Policy_brief/Chinchilla_Policy_Brief.pdf)

## 2.1 *Garanties internes lors de négociations entre des acteurs extrémistes et modérés*

L'Accord de Bogotá, censé «sauver» le processus de DDR du M-19 (le Pacte pour la paix et la démocratie est, nous le verrons plus tard, saboté), établit des garanties de réinsertion civile des rebelles à travers une «circonscription électorale de paix» pour garantir la représentation législative des partis nés des «mouvements armés, démobilisés et réinsérés dans la vie civile». Celle-ci assure leur élection en une seule fois (immédiatement après le DDR), tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Le document mentionne une éventuelle réforme électorale, des changements dans le système judiciaire et des actions pour renforcer le contrôle du narcotrafic.

Or, la principale caractéristique de cet accord de paix est l'imprécision des engagements gouvernementaux<sup>81</sup>. En termes constitutionnels, par exemple, le pacte se limite à manifester la nécessité de réformer la constitution «... à travers les mécanismes ordinaires de réforme [...] ou de la convocation à un plébiscite, référendum ou Assemblée nationale constituante<sup>82</sup>». Cette réforme reste donc à

---

<sup>81</sup> Lors des négociations, le gouvernement a consenti à publier la liste des unités d'autodéfense opérant sous le consentement des FMC et à réviser le «Statut pour la défense de la démocratie», afin d'introduire une différence entre «délict politique» et «terrorisme». Il s'est également engagé à étudier la possibilité de ratifier les Protocoles de Genève (concernant l'application du Droit humanitaire dans les conflits internes). Mais en termes structurels, ces engagements ne sont pas réellement significatifs. Ils le sont tout de même dans la mesure où le gouvernement accepte qu'il existe des liens entre les FMC et les paramilitaires. Cela survient dans le contexte expliqué au chapitre 3, où les autorités reçoivent un rapport qui condamne les activités paramilitaires au Magdalena Medio. Dans les mots d'Eisenstadt et García, «The implication—for the first time during Barco's presidency—that there was collusion between military and the death squads severely strained military-executive relations.» Le gouvernement commence donc à s'éloigner des FMC. Non seulement il approuve les décrets qui bannissent les paramilitaires, mais il reconnaît la responsabilité des militaires dans quelques violations des Droits humains. En janvier 1989, quand douze chercheurs judiciaires sont assassinés au Magdalena Medio, Barco décrète une zone démilitarisée pour protéger le M-19. C'est aussi à ce moment qu'il décrète la criminalisation des activités d'autodéfense. À partir de ce moment, le processus de paix avancera rapidement. Mauricio García Durán. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: CINEP, 111. Todd Eisenstadt et Daniel García. 1995. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 278-279, 281.

<sup>82</sup> Traduction libre. Gobierno de la República de, Partido Liberal, M-19 et Iglesia Católica. 2003. «Acuerdo político entre le Gobierno Nacional, los partidos políticos, el M-19, y la Iglesia Católica en calidad de tutora moral y espiritual del proceso». Dans Medina et Sanchez, dir., *Acuerdo político entre le Gobierno Nacional, los partidos políticos, el M-19, y la Iglesia Católica en*

être convoquée. Par rapport au système judiciaire, le gouvernement se compromet en créant une Commission de conseil pour la réforme intégrale de la justice, qui doit fonctionner pendant trois ans. Son but est de proposer des stratégies pour réformer le système sur le plan administratif, budgétaire et procédural. En bref, rien de concret n'est accordé. Quant au trafic de drogues, le gouvernement promet d'établir une commission non gouvernementale, universitaire, autonome et indépendante, pour étudier les dimensions nationales et internationales du phénomène. Enfin, un plan de sécurité de l'État (prenant fin le 7 août 1990), est mis en place pour garantir la sécurité de l'élite du M-19<sup>83</sup>.

Au-delà des interactions politiques qui décrivent comment cet effet d'entraînement a lieu (voir le chapitre 5), soulignons que celui-ci est observable en comparant les «intérêts vitaux» du M-19 et les garanties qui ont finalement été obtenues dans le Pacte de Bogotá, tel que tableau IV de la page 257 l'illustre.

---

*calidad de tutora moral y espiritual del proceso.* Bogotá D.C.: Alcaldía Mayor de Bogotá D.C., Instituto Distrital Cultura y Turismo, 398.

<sup>83</sup> *Ibid.*, 398-399.

**Tableau IV**  
**Effet d'entraînement du M-19, 1989-1990**

	<b>Position initiale du M-19</b>	<b>Pacte pour la paix et la démocratie (03/11/89)</b>	<b>Pacte de Bogotá (9/03/1990)</b>
<b>Réforme constitutionnelle</b>	L'article 218 (Constitution) est à réformer (pour rendre possible le plébiscite, le référendum et l'Assemblée constituante).	Introduction dans un projet au Congrès d'une provision qui permet la réforme de l'article 218.	On réaffirme la nécessité de réformer la constitution.
<b>Réforme électorale</b>	Élection présidentielle à deux tours, vote obligatoire, circonscription électorale, financement public des campagnes, espace dans les médias pour tous les partis.	Reconnaissance des guérillas démobilisées à titre de partis, création d'une circonscription électorale, financement public et espace dans les médias.	Compromis pour appuyer la création d'une circonscription électorale de paix.
<b>Sécurité</b>	Création d'un tribunal pour juger les délits politiques, les génocides et les massacres	G s'engage à créer une commission pour proposer des réformes au système judiciaire.	G s'engage à respecter l'accord de novembre 1989.
	Réglementation des unités d'autodéfense et autorisation aux groupes menacés de se défendre. Dialogue de paix avec les groupes armés de droite.	G s'engage à publier des données concernant les forces d'autodéfense sous la responsabilité des FMC.	G s'engage à respecter l'accord de novembre 1989.
	Création d'une commission universitaire pour étudier le phénomène du narcotrafic.	G s'engage à créer une commission pour étudier le phénomène du narcotrafic.	Le gouvernement s'engage à respecter son engagement.
	Dérogação du statut antiterroriste.	Révision du statut antiterroriste (séparer le «délit politique» du «terrorisme»)	G s'engage à exécuter l'accord.
	Application du Droit international humanitaire.	Création d'une commission pour étudier la question.	G s'engage à mettre l'accord en œuvre.
<b>Fonds de paix</b>	Création d'un fonds pour des projets de reconstruction.	Création d'un fonds de reconstruction.	Le fonds sera financé par l'apport des entreprises privées et des fondations internationales.

**Source:** Mauricio García Durán. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: CINEP, tableaux 1.1, 1.2, 2.1, 2.2 et 3.1 (annexe 3).



Aucun des accords conclu par le M-19 ne touche les FMC. Eduardo Pizarro l'explique ainsi: «Il s'agit d'un comportement tout à fait pragmatique. Le M-19 n'avait pas le pouvoir de négociation du FMLN. Il avait trop d'ennemis et, dans sa précarité, il ne pouvait pas avancer une telle proposition, qui aurait fait des FMC un ennemi de plus. "Ne touchons pas les militaires": c'est une position d'un pragmatisme à toute épreuve<sup>84</sup>.» N'oublions pas que ces négociations se déroulaient dans un contexte de conflit armé interne, les clivages entre le gouvernement, les FARC-EP et l'UC-ELN se poursuivant.

La différence est majeure quand on compare cette entente avec les Accords de Rome, qui sont pourtant négociés dans le contexte d'un rapport de forces mixte. En fait, ces pactes sont, en quelque sorte, un hybride entre les Accords de Bicesse et de Chapultepec. Par exemple, le quatrième protocole définit, dans le même sens que l'Accord de Chapultepec, le cessez-le-feu comme un processus menant au DDR de la RENAMO et à la formation d'une armée de 30 000 soldats «non partisane, compétente et professionnelle<sup>85</sup>». Toutefois, comme en Angola, il existe une disposition de partage de pouvoir qui assure 50 pour cent des quotas des soldats à chacune des parties<sup>86</sup>. Comme au Salvador, les paramilitaires doivent être éliminés, mais à la différence de ce pays, les *Serviços de Informação e Segurança do Estado* (Services de renseignement et de sécurité de l'État, SISE), ne sont pas démantelés<sup>87</sup>. Rien de concret n'est avancé concernant la doctrine des FAM, même si les parties insistent sur l'importance de les assujettir à la «démocratie<sup>88</sup>». Ce qui est remis en cause ici, ce n'est pas le

<sup>84</sup> Traduction libre. Entrevue avec Eduardo Pizarro (proche du M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 1<sup>er</sup> mars 2007.

<sup>85</sup> Spear. «Disarmament and Demobilization», 169.

<sup>86</sup> Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

<sup>87</sup> Ces services doivent toutefois agir selon les «principes démocratiques internationalement reconnus», garantir les droits civils et politiques de tous les citoyens, protéger les droits humains et les libertés fondamentales et accomplir leurs tâches en évitant toute considération partisane, idéologique et en évitant toute forme de discrimination. Le quatrième protocole établit une *Comissão para a Formação das FADM* (Commission pour la formation des FADM, CCFADM), chargée de vérifier l'ensemble du processus. Le SISE sera surveillé par une *Comissão Nacional de Informação* (Commission nationale d'information, COMINFO). Traduction libre. Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

<sup>88</sup> Le Protocole IV indique que ce sont les FADM (qui sont en voie de construction), en coordination avec le Haut Commandement de la police, qui sont responsables de garantir la

partage du pouvoir (au sein de l'armée) mais l'absence de réformes concernant sa doctrine, et qui peuvent faire diminuer la micro-insécurité<sup>89</sup>.

Les négociateurs établissent un Congrès constitué de 250 sièges<sup>90</sup>. Le Président est élu à la majorité, avec un deuxième tour si aucun des candidats n'obtient la majorité absolue au premier tour<sup>91</sup>. On fixe la date des premières élections à douze mois après la signature du pacte (la porte reste ouverte pour reprogrammer le calendrier)<sup>92</sup>. On demande donc au gouvernement de créer une *Comissão Nacional de Eleições* (Commission nationale des élections, CNE) garante de l'honnêteté des processus électoraux. La CNE est composée de 21 membres. Les parties établissent un critère de partage de pouvoir (comme en Angola); chacune d'entre elles a le droit de nommer six représentants au sein de cette commission. Les parties ajoutent, dans un modèle plus proche de celui du Salvador, le critère de l'impartialité en tant que garant de sa crédibilité. Le passé des neuf membres restants doit garantir leur indépendance et efficacité vis-à-vis de tous les partis politiques<sup>93</sup>.

Il existe donc des organismes impartiaux, ou du moins des mécanismes qui permettent d'éloigner les entités chargées de réduire l'incertitude pendant la transition des considérations partisanses. Or, il n'y a pas de dispositions relatives

---

sécurité civile au pays. En d'autres termes, les parties ne cherchent pas, comme au Salvador, à séparer la gestion de la défense (militaire) de la sécurité interne (police civile). Bien au contraire, comme en Angola, le gouvernement s'engage à octroyer le statut de «policier» à certains membres de la RENAMO pour garantir la sécurité de l'élite rebelle. Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

<sup>89</sup> Il faut indiquer que dans la pratique, l'accord de partage de l'armée au Mozambique n'implique pas une «distribution équitable» des postes. Dans ce pays, les forces aériennes (pratiquement inexistantes), la logistique et le renseignement passent sous contrôle du FRELIMO, alors que les forces navales et les bataillons d'infanterie sont placés sous la direction de la RENAMO. Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>90</sup> Jeremy M. Weinstein. 2002. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story». *Journal of Democracy* 13 (no 1), 152.

<sup>91</sup> Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

<sup>92</sup> Alexander Costy. 2004. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 151; Spears. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne.

<sup>93</sup> Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

par rapport à la réforme du système judiciaire et donc aux sanctions pour tout écart des règles du jeu à long terme. Par exemple, on établit une commission d'affaires policières pour qu'elle garantisse «un climat de stabilité sociale et d'harmonie<sup>94</sup>». Mais la *Policia da Republica de Moçambique* (Police de la République du Mozambique) reste la même. Selon Raul Domingos, cela constitue une des concessions qui ont coûté le plus cher à la RENAMO:

Mis à part le fait d'accepter la validité du cadre constitutionnel, c'est-à-dire du gouvernement du FRELIMO jusqu'aux prochaines élections, [une des grandes concessions] fut d'accepter que les forces de police, incluant les services de renseignements, puissent continuer à exister sans être transformées. Nous n'avions qu'une déclaration qui disait qu'elles allaient être restructurées et dépolitisées. À mon avis, cette concession nous a coûté cher. [...] Cette promesse n'a jamais été respectée<sup>95</sup>.

Les deuxième et troisième protocoles des Accords de Rome jettent les bases de la loi des partis politiques et électorale<sup>96</sup>. En d'autres termes, ils définissent les garanties de réinsertion de la RENAMO à la vie civile, un processus géré par la *Comissão de Reintegração* (Commission de réintégration, CORE). Sur le plan légal, les partis sont définis comme des acteurs «indépendants, volontaires et libres». Cette disposition mérite d'être soulignée, car elle illustre un échange entre les intérêts vitaux du FRELIMO et de la RENAMO. D'abord, elle rassure la RENAMO quant au passé monopartiste du FRELIMO. Mais aussi, les partis politiques doivent avoir une base nationale, ce qui rassure le FRELIMO, qui a toujours lutté contre la fragmentation ethnique de la société mozambicaine. En fait, le deuxième protocole indique que les partis ne doivent pas être organisés sur des bases tribales, régionales, ethniques et religieuses. La loi indique aussi que tous les partis ont les mêmes droits, mais la RENAMO obtient des conditions favorables de réinsertion: elle peut commencer à fonctionner immédiatement après le cessez-le-feu, même si elle doit se

---

<sup>94</sup> Ses principales missions sont de garantir et de défendre la loi, de maintenir l'ordre public et de prévenir le crime et d'agir selon le cadre légal instauré par le système judiciaire. La composition de la commission de surveillance est la même que la CNE. Voir à cet égard le quatrième protocole des Accords de Rome. *Ibid.*

<sup>95</sup> Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>96</sup> Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

conformer aux normes et remplir tous les préalables, notamment les 2000 signatures nécessaires pour s'inscrire en tant que parti politique<sup>97</sup>. Le gouvernement s'engage aussi, avec l'aide de l'Italie, à trouver les ressources financières nécessaires pour garantir cette conversion<sup>98</sup>. Sur le plan du système de représentation politique (nécessaire à la gestion pacifique de conflits, et donc à la paix soutenable), il est clair que les Accords de Rome s'approchent plus du modèle de réinsertion du FMLN. En fait, la RENAMO obtient des conditions plus favorables que l'UNITA et le M-19 pour commencer ses activités politiques civiles.

## 2.2 Garanties externes: la Colombie et le Mozambique sous un angle comparé

Le Pacte de Bogotá, comme d'ailleurs la plupart des accords de paix colombiens, ne compte pas de garanties externes. Il s'agit ici d'une différence majeure vis-à-vis de l'accord de paix mozambicain. Dans le quatrième protocole, le FRELIMO et la RENAMO demandent à l'ONU d'assister à la mise en œuvre, à la vérification et à la surveillance du respect de l'accord<sup>99</sup>. L'Opération des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) est une mission de paix approuvée par la résolution 797 (16 décembre 1992) du Conseil de sécurité. Elle est mandatée pour surveiller et vérifier le respect du cessez-le-feu, le DDR des forces du gouvernement et de la RENAMO, la collecte, l'entreposage et la destruction des armes, la formation d'une seule armée et l'élimination des groupes armés irréguliers. Des tâches spécifiques au contexte mozambicain, par exemple le retrait des troupes étrangères, notamment celles du Zimbabwe, et la protection des corridors de commerce, font aussi partie de son mandat<sup>100</sup>.

<sup>97</sup> *Ibid.* Voir aussi: Tomás Vieira Mário. 2004. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*. Maputo: Centro de Estudos Estratégicos e Internacional, Instituto superior de Relações Internacionais – Centro de Estudos Estratégicos Internacionais, ISRI-CEEI, 109.

<sup>98</sup> Le rôle de l'Italie dans le processus de paix mozambicain sera analysé au chapitre 5.

<sup>99</sup> Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

<sup>100</sup> Jaremev McMullin. 2004. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?». *International Peacekeeping* 11 (no 4), 627; Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1992. *Résolution 797*. En ligne.

<<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1992/797f.pdf>>. (page consultée le 17 août 2007).

ONUMOZ compte plus de 10 000 effectifs militaires, civils et policiers ainsi qu'avec des nombreux effectifs de la division d'observation électorale. Son budget est d'environ un million de dollars par jour<sup>101</sup>. Sa structure est similaire à celle d'ONUSAL: elle œuvre sur quatre dimensions qui couvrent les aspects politiques, militaires, humanitaires et électoraux pendant la phase de démilitarisation<sup>102</sup>. Le premier protocole des Accords de Rome crée la *Comissão de Supervisão e Controlo* (Commission de supervision et de contrôle, CSC), composée de représentants gouvernementaux, de membres de la RENAMO et dirigée par l'ONU<sup>103</sup>. La CCFADM et la CORE sont assujetties à son autorité. En bref, le rôle de l'ONU est ici tout aussi important que celui d'ONUSAL et d'UNAVEM III.

En résumé, alors que le pacte de Bogotá contient une disposition électorale temporaire pour favoriser l'insertion d'ex-rebelles au Pouvoir législatif, un dispositif de sécurité pour protéger l'élite rebelle (fourni par l'État) et une série de promesses pour créer des entités en vue d'évaluer la faisabilité d'un changement institutionnel selon les normes, les accords mozambicains sont plus complexes. Ils peuvent être résumés, en reprenant les termes de Stedman, de la façon suivante: une recomposition, à parts égales, de l'armée et une modification de la loi électorale, les autres organismes étatiques de sécurité étant placés sous la surveillance de commissions autonomes où le FRELIMO et la RENAMO sont représentés à parts égales. L'ensemble du processus transitionnel, dont la durée dépend du progrès du DDR, est placé sous la supervision directe de l'ONU<sup>104</sup>.

### **2.3 Conclusion: pactes de paix en Colombie et au Mozambique**

L'analyse des garanties internes et externes des pactes entre le gouvernement colombien et le M-19, et entre le gouvernement mozambicain et la

---

<sup>101</sup> Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 151

<sup>102</sup> Sur le plan humanitaire, ONUMOZ est un outil de collecte et de distribution de fonds internationaux utilisés pour la reconstruction du pays. Weinstein. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story», 149.

<sup>103</sup> Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. *Acordo Geral de Paz*. En ligne.

<sup>104</sup> *Ibid.*

RENAMO confirme l'idée que quand des extrémistes et des modérés négocient, le résultat est imprévisible. Plus concrètement:

- (1) L'aversion à l'incertitude du M-19 lui fait demander des réformes institutionnelles capables d'endiguer l'incertitude, mais l'effet d'entraînement dû, probablement, à sa faiblesse militaire, dilue ces demandes<sup>105</sup>. Le M-19 ne demande pas de garanties externes. Les facteurs qui expliquent cette absence sont multiples. Ils peuvent être reliés à l'autonomie du conflit colombien vis-à-vis des intérêts internationaux<sup>106</sup>. Il faut aussi mentionner qu'à l'époque, les opérations de paix et les garanties externes ne sont pas «à la mode<sup>107</sup>». C'est ainsi que «le 5 octobre 1989, 227 délégués du M-19 approuvent un changement stratégique majeur: ils laissent les armes et embrassent la lutte électorale<sup>108</sup>».
- (2) L'aversion à l'incertitude de la RENAMO lui fait demander des garanties externes crédibles, mais elle ne négocie pas la création d'institutions capables d'endiguer l'incertitude à long terme. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation. En général, un extrémiste ne

<sup>105</sup> Selon Eduardo Pizarro, le poids de la faiblesse militaire dans sa décision de démobiliser est une variable qui a un impact sur l'ensemble du processus de paix (incluant les garanties internes qui ont finalement été acceptées en échange du DDR). Traduction libre. Entrevue avec Eduardo Pizarro (proche au M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 1<sup>er</sup> mars 2007.

<sup>106</sup> Selon Jaime Zuluaga, les seules fois où l'ONU est intervenue en Colombie, même si de façon très discrète, le gouvernement a conclu que les résultats étaient négatifs. De plus, les guérillas colombiennes ont toujours pris leur distance face aux organismes internationaux, souvent perçus comme des instruments d'ingérence d'intérêts externes dans les affaires internes du pays. Entrevue avec Jaime Zuluaga (Universidad Nacional de Colombia), à Bogotá D.C., le 9 mars 2007.

<sup>107</sup> En discutant du processus d'insertion de l'Union Patriotique en Colombie, Carlos Lozano indique que pendant les années 1980, l'opposition s'est lancée en politique sans obtenir aucune garantie. Le contexte était différent à l'époque: «Nous n'avons rien négocié. Enfin, si on se réfère à des gardes du corps, il y en eut. Mais des garanties institutionnelles, telles qu'on les comprend aujourd'hui, il n'y en avait pas. Nous nous sommes lancés dans cette aventure sans les conditions nécessaires. Il faudrait beaucoup réfléchir à ce sujet. Nous avons probablement pensé que l'UP allait rentrer sur la scène politique colombienne avec autant de force, que le pouvoir obtenu allait nous protéger. À l'époque, si on ne faisait pas le saut, l'alternative était de demeurer en armes». Traduction libre. Entrevue avec Carlos Lozano (Parti Communiste colombien), réalisée à Bogotá, D.C., le 29 octobre 2004.

<sup>108</sup> La proclamation du M-19 comme parti politique a lieu à la fin de novembre 1989; la date pour le désarmement officiel est fixée au 19 décembre. Traduction libre. Rafael Pardo Rueda. 1996. *De Primera Mano. Colombia 1986-1994: Entre Conflictos y Esperanzas*. Santafé de Bogotá: Editorial Norma, 157; García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 113.

s'affaiblit pas lui-même. Il est donc difficile dans un contexte de rapport de forces mixte d'accorder des réformes institutionnelles menant à un tel affaiblissement. Rappelons aussi que  $O_M$  s'engage à agir comme  $G_M$  si ce dernier s'engage à agir comme  $O_M$  en cas de défaite électorale. Or, si  $O_M$  ne prévoit pas que cela soit possible, pouvons-nous suggérer, elle peut tenter de chercher des *institutional weapons* pour défendre ses intérêts dans un contexte où elle risque de rester «perdante» de façon permanente à l'avenir.

- (3) Le poids militaire de l'opposition armée est une variable importante. Ce n'est pas la même chose de négocier un pacte de paix quand on est le M-19, un groupe de 700 guérilleros mal équipés, que quand on est la RENAMO, qui compte 20 000 combattants qui contrôlent de larges régions du territoire national. Mais attention, le M-19 a réussi à inclure dans le Pacte de Bogotá une vague promesse de transformation du système judiciaire, un élément vital à la réduction permanente de l'incertitude, ce qui est absent des Accords de Rome. La capacité d'influence sur les règles du jeu du régime posttransitionnel ne dépend donc pas seulement des ressources stratégiques mises à la disposition des parties, mais également des ressources politiques.

### **3. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (4): des écarts entre les prévisions théoriques et les résultats pratiques**

Nous avons établi dans ce chapitre que les «intérêts vitaux» des négociateurs se traduisent par des garanties internes et externes qui reflètent leur degré de sensibilité à l'incertitude politique, leur capacité à réévaluer la pertinence de la stratégie armée et leur définition de survie. Le tableau V de la page 266 synthétise l'ensemble des arguments que nous avons présentés.

Cependant, deux éléments invitent à nuancer nos propos:

- (1) La relation entre les intérêts vitaux et les garanties négociées est plus solide quand ceux qui négocient sont des acteurs du même type. L'Accord de Chapultepec inclut des garanties internes et externes crédibles parce que les négociateurs sont sensibles à l'incertitude politique. De même, les garanties sont faibles ou absentes dans les Accords de Bicesse parce que les négociateurs n'octroient pas d'importance à la réduction de l'incertitude à moyen et à long terme;
- (2) Parfois, (a) des extrémistes peuvent demander des garanties externes crédibles, et (b) parfois des modérés peuvent ne pas négocier des garanties internes ou (c) externes. Le Protocole de Lusaka représente le cas (a), les Accords de Rome la situation (b) et le Pacte de Bogotá (c).



**Tableau V**  
**Garanties internes et externes: Bicesse (1991), Bogotá (1990),**  
**Chapultepec (1992), Rome (1992) et Lusaka (1994)**

	Angola		Colombie	Salvador	Mozambique
	1991	1994	1990	1992	1994
<b>Garanties (internes) consociationnistes</b>					
Garantie d'accès permanent au pouvoir exécutif ou législatif	Non	Oui	Non	Non	Non
Autonomie territoriale	Non	Non	Non	Non	Oui <sup>(vi)</sup>
Participation à l'armée	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Distribution des ressources économiques aux mains de l'État	Non <sup>(v)</sup>	Non <sup>(i)</sup>	Oui	Oui	Non
Limitation du nombre de joueurs politiques	Non	Non <sup>(ii)</sup>	Non	Non	Non
<b>Garanties (internes) polyarchiques</b>					
Établissement d'un système de justice capable de faire respecter les règles (principe de responsabilité)	Non	Non	Non	Oui	Non
Réformes concrètes pour assujettir l'armée à la règle du droit	Non	Non	Non	Oui	Non
Création d'une nouvelle police civile (règle de droit polyarchique)	Non	Oui <sup>(iii)</sup>	Non	Oui	Non <sup>(vii)</sup>
Système de représentation démocratique	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Mécanisme crédible de sélection des dirigeants	Non	Non <sup>(iv)</sup>	Non	Oui	Oui <sup>(viii)</sup>
<b>Garanties (externes) crédibles</b>					
Ressources politiques (crédibilité, légitimité, marge de manœuvre)	Non	Non	---	Oui	Oui
Ressources économiques suffisantes pour accomplir le mandat	Non	Oui	---	Oui	Oui
Ressources stratégiques suffisantes pour accomplir le mandat	Non	Oui	---	Oui	Oui

<sup>(i)</sup> Au chapitre 6, nous argumenterons que plus qu'une redistribution des ressources de l'État, le Protocole de Lusaka ouvre la voie plutôt à une «distribution de l'État lui-même», en permettant la coexistence de deux administrations étatiques, l'une aux mains de l'UNITA et l'autre du MPLA. <sup>(ii)</sup> Au chapitres 5 et 6, nous démontrerons que même si, sur le plan formel, il n'existe pas de barrières à cet égard, les choix des acteurs sur le terrain freinent l'émergence d'autres groupes politiques. <sup>(iii)</sup> Étant donné les problèmes associés à la mise en vigueur de cet accord (voir le chapitre 6), peu de progrès ont été enregistrés. <sup>(iv)</sup> Cette absence entre en contradiction avec le précédent (système de représentation politique), car cette dernière ne peut exister que si la première est garantie; <sup>(v)</sup> cette provision fait du contrôle de l'État un enjeu majeur (en termes de survie), ce qui explique la persistance du jeu à somme nulle en Angola; <sup>(vi)</sup> négociée à la dernière minute et source de conflit au cours des années 1990; <sup>(vii)</sup> source de conflit pendant les années 1990; <sup>(viii)</sup> s'applique seulement aux élections de 1994. Par la suite, deviendra une source de conflit.

Plusieurs variables peuvent expliquer ces écarts. On indique, par exemple, que «... la RENAMO a mal négocié. [...] Ici il faut bien comprendre une chose: le FRELIMO voulait non seulement signer un accord de paix, mais voulait aussi maintenir la paix. Mais la RENAMO était très mal conseillée. On a même eu peur que le processus ne réussisse pas en raison de ce manque de préparation<sup>109</sup>.» Nous y reviendrons au chapitre 5, mais nous pouvons déjà indiquer que des facteurs comme une «mauvaise négociation» peuvent expliquer les résultats obtenus en termes de réformes institutionnelles.

Peut-on identifier des «faiblesses» et des «vertus» à des accords de paix? Au Mozambique, et d'après un des membres du Conseil national électoral de 1994, les Accords de Rome renferment deux lacunes. D'une part, indique un des nos interviewés, «... ils ne définissent quelques principes de base pour procéder à une réforme constitutionnelle. D'autre part, les accords permettent à la RENAMO de garder un petit contingent armé<sup>110</sup>.» En ce qui nous concerne, il est clair que les mécanismes de responsabilité verticale sont faibles. En fait, seules les élections agissent comme lien entre les citoyens et les autorités publiques. De plus, comme nous le verrons plus tard, ce lien sera remis en question par ce qui semble être une manipulation des élections de 1999. Quant à la responsabilité horizontale, la RENAMO garde tout de même un certain contrôle grâce à sa participation à l'armée, mais cette imputabilité du FRELIMO, si elle en est une, s'arrête là.

En Colombie, les accords sont dilués dans la violence politique. Nous verrons plus tard que la convocation de l'Assemblée nationale constituante est plutôt le fruit de la dextérité politique des modérés. En termes formels, indique Otty Patiño, «nous aurions dû créer les conditions pour que les changements

---

<sup>109</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'expert no 2 (politique mozambicaine), réalisée à Maputo, le 25 août 2005. Cette impression est partagée par Máximo Dias, dirigeant d'opposition d'un parti minoritaire au Mozambique. Entrevue avec Máximo Dias (PMSD), réalisée à Maputo, le 25 août 2005.

<sup>110</sup> Traduction libre. «En regardant la situation aujourd'hui, il n'y a pas de justification pour cela. Mais à l'époque, on disait qu'après des années dans la jungle, cela permet de la rassurer vis-à-vis des actions des militaires et de la police.» Entrevue avec l'expert no 3 (politique mozambicaine), réalisée à Maputo, le 29 août 2005.

soient irréversibles. C'est-à-dire que nous aurions dû négocier des garanties d'irréversibilité et de durabilité du changement<sup>111</sup>.» Répétons-le, les pactes colombiens manquent de réformes concrètes: c'est sur la base de promesses que le M-19 décide de démobiliser.

Au Salvador, l'Accord de Chapultepec est en fait un remodelage en profondeur du régime salvadorien; «... par exemple, la création de la PNC, d'un Procureur des Droits humains, et la transformation de la Cour suprême de justice sont des réformes fondamentales<sup>112</sup>». Cette perspective est confirmée par un membre de l'équipe de négociation du gouvernement salvadorien:

La grande force des accords c'est, d'une part, qu'ils ne tentent pas de résoudre la problématique générale du pays mais ils sont un point indispensable pour pouvoir passer à une autre étape de la vie politique. Il fallait sortir les forces armées de la gestion du pouvoir politique et les placer là où elles devaient être. Il fallait aussi amener la gauche sur la scène politique, où elle n'avait jamais véritablement été. Il fallait aussi faire les ajustements institutionnels pour que le tout se passe de la meilleure façon. Si vous lisez l'accord, il y a une partie qui traite des questions socio-économiques. Mais mis à part la question de la réinsertion, ce ne sont que des détails symboliques. Par ailleurs, les accords définissent un vérificateur chargé de suivre le calendrier de mise en œuvre de façon ponctuelle<sup>113</sup>.

L'analyse du Protocole de Lusaka nous ramène sur la question des régimes de partage de pouvoir. Les institutions consociationnistes établissent un système où les coûts de la coopération avec le partenaire gouvernemental et les incitatifs à prendre le contrôle du pouvoir sont plus élevés<sup>114</sup>. Le contrôle de ministères clés est conçu comme un incitatif à participer au gouvernement, la division de l'armée permet de diminuer les risques de manipulation de la machine de guerre étatique aux mains d'un dictateur, le contrôle des armes permet de pénaliser unilatéralement tout irrespect réel ou perçu de l'entente, et le contrôle

---

<sup>111</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>112</sup> Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>113</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>114</sup> Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 138.

territorial des milices leur donne du pouvoir si jamais elles étaient évincées du gouvernement central<sup>115</sup>. Or :

- (1) Les considérations théoriques (chapitres 1 et 2) et l'analyse qui sera présentée au chapitre 6 démontrent que cet argument est incomplet. En Angola, alors qu'une faction de l'UNITA décide d'intégrer le gouvernement selon les garanties internes que nous avons vues, un autre secteur retourne dans la jungle pour accompagner le Dr Savimbi qui reprend les hostilités;
- (2) Les enjeux décrits ci-haut ne sont pas forcément présents dans tous les conflits armés. Quand des modérés négocient, la création d'institutions polyarchiques est un résultat possible. En conclusion de thèse, nous verrons qu'une des paradoxes du *power sharing* est qu'il ne peut pas être mis en vigueur là où il serait le plus utile (quand les belligérants sont des extrémistes), car il nécessite des dirigeants modérés pour pouvoir réduire l'incertitude.

Pour l'instant, restons sur la question de l'écart entre les prévisions théoriques et les résultats pratiques en ce qui concerne les garanties internes et externes incluses dans les pactes. Au premier chapitre, nous avons suggéré que certains belligérants peuvent plus facilement changer leurs perceptions. Au chapitre 2, nous avons vu qu'une des tâches des tierces parties est, justement, de les changer (pour accroître les probabilités de résolution pacifique). Or, si le cadre dans lequel se déroule un processus de paix est contraint par le rapport de forces, il faut alors se demander comment celui-ci conditionne l'action des tierces parties? Au chapitre 5, l'analyse de cette dimension de la résolution des conflits nous permettra de conclure que l'action des intervenants externes aide à expliquer les écarts entre les prévisions théoriques et les résultats concrets en termes de garanties internes et externes.

---

<sup>115</sup> *Ibid.*, 139.

## Chapitre 5

### Tierces parties et la configuration du rapport de forces

Recherche de la paix en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1989-1994

*Inside El Salvador an unlikely tacit alliance emerged between ARENA and the FMLN to overcome widespread skepticism about the prospects for peace and the opposition of hard-liners. Even Roberto D'Aubuisson Arrieta, a former army major accused in the 1980 assassination of Archbishop Romero, spent his last months of life, before succumbing to cancer, striving to restrain the violent right wing he had once armed and organized. Rebel commanders also sought to moderate their own hard-liners so as to appeal to a broader postwar electoral constituency. Given each side's stake in the peace agreements and the mounting intensity of international pressure, the army—hardest hit by the final accords, in the end could only acquiesce<sup>1</sup>.*

Si avant la fin de la guerre froide, l'ONU était limitée en raison de la collision d'intérêts entre les superpuissances au sein du Conseil de sécurité, la fin de la confrontation Est-Ouest ouvre de nouvelles occasions de poursuivre les idéaux de promotion des droits humains et de paix<sup>2</sup>. Or, en pratique, la capacité de l'intervenant externe dans ce domaine est remise en question pour deux raisons. D'une part, la capacité du médiateur à amener, effectivement, les belligérants à signer un pacte de paix n'est pas clairement définie. Certains indiquent que l'intervention de tierces parties peut accroître les possibilités qu'un accord puisse

---

<sup>1</sup> Terry Lynn Karl. 1992. «El Salvador's Negotiated Revolution». *Foreign Affairs* 71 (no 2), 160.

<sup>2</sup> Le Département de maintien de la paix de l'ONU indique que les opérations de paix ont pour but commun «d'alléger les souffrances des hommes, d'instaurer un environnement porteur de paix et de mettre en place des institutions qui permettent l'instauration d'une paix durable». Ce mandat est encadré par l'article 1.1. de la Charte des Nations Unies, selon lequel une des fins fondamentales de l'organisation est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Voir: Organisation des Nations Unies (Département des Opérations de maintien de la paix). *La mission du département des opérations de maintien de la paix*. En ligne. <<http://www.un.org/french/peace/peace/page3f.htm>> (page consultée le 1 mai 2006); Organisation des Nations Unies. *Charte des Nations Unies*. En ligne. <<http://www.un.org/french/aboutun/charte/>> (page consultée le 1 mai 2006); William J. Durch. 1993. «Introduction». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin Press, 1-14.

être signé et respecté<sup>3</sup>. Or, les statistiques montrent que seulement dans 50 pour cent des conflits armés internes, les protagonistes se sont engagés dans une négociation de paix; de plus, 20 pour cent des guerres civiles finissent par un accord. Dans de telles situations, les ententes sont respectées dans 60 pour cent des cas<sup>4</sup>. Par ailleurs, des auteurs comme Regan indiquent que, parfois, l'intervenant peut plutôt contribuer à prolonger un conflit au lieu d'aider à le résoudre; «In general [...], most interventions appear to prolong rather than reduce the expected duration of a conflict<sup>5</sup>.» Ces statistiques suggèrent que la signature de pactes est une issue peu probable, mais rien n'indique qu'elle soit impossible.

D'autre part, la capacité de prévoir l'impact réel de l'intervention sur des situations concrètes, très différentes les unes des autres, est remise en question. Downs et Stedman résument ainsi le problème: ce n'est pas la même chose de déployer une mission en Somalie, dans un contexte d'échec étatique, de prolifération de milices et de réticences face à une intervention, que de le faire au Salvador, où les belligérants ont demandé cette présence pour que l'accord soit respecté<sup>6</sup>. Dans ce chapitre, nous démontrerons que la capacité des intervenants externes à mener les belligérants vers le compromis dépend de la configuration du rapport de force. En reprenant l'expression de Downs et Stedman, ce n'est pas la même chose d'asseoir à la table de négociations des acteurs sensibles à l'incertitude, capables de se questionner par rapport à leurs choix stratégiques, que de rapprocher des extrémistes<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> Caroline Hartzell, Matthew Hoddie et Donald Rothchild. 2001. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables». *International Organization* 55 (no 1), 199.

<sup>4</sup> Roy Licklider. 1995. «The Consequences of Negotiated Settlements in Civil Wars, 1945-1993». *American Political Science Review* 89 (no 3), 684, 686.

<sup>5</sup> Patrick M. Regan. 2002. «Third-Party Interventions and the Duration of Intrastate Conflicts». *Journal of Conflict Resolution* 46 (no 1), 56.

<sup>6</sup> George Downs et Stephen J. Stedman. 2002. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 32, 52; Pushkina, Darya. 2004. «Towards Successful Peace-keeping: Remembering Croatia». *Cooperation and Conflict: Journal of the Nordic International Studies Association* 39 (no 4), 394-398.

<sup>7</sup> Downs et Stedman. «Evaluation Issues in Peace Implementation».

Dans un premier temps, nous déterminerons si l'intervention d'une tierce partie, plus concrètement d'un médiateur, fait la différence en termes de probabilités de signature d'un accord. Parmi nos cas d'étude, l'Angola et la Colombie – des rapports de forces radicalisés –, nous permettent de comparer une expérience d'intervention (Angola) face à un cas où celle-ci n'a pas lieu (Colombie). Alors que le MPLA et l'UNITA signent deux accords de paix – Bicesse et Lusaka –, le gouvernement colombien, les FARC-EP et l'UC-ELN n'arrivent pas à s'entendre. Par contre, les accords angolais ne sont pas respectés. Si les probabilités que les pactes tiennent la route varient en fonction de la configuration du rapport de forces, et si le but des tierces parties n'est pas seulement d'encourager les belligérants à signer des ententes, mais aussi de faire en sorte que celles-ci soient respectées, il est pertinent de revenir à la question posée au chapitre 2: un moment propice peut-il émerger par induction?

Pour répondre à cette question, nous tournerons notre attention vers l'étude de la configuration du rapport de forces qui, sans en être une, s'apparente le plus à un moment propice: le rapport de forces mixte (qui donne avantage à au moins un modéré). L'analyse des négociations mozambicaines, présentée dans la deuxième section, suggère qu'une telle reconfiguration est impossible. Il est donc pertinent de se demander si, en fin de compte, l'intervention d'une tierce partie est utile? En comparant les négociations entre le FRELIMO ( $G_E$ ) et la RENAMO ( $O_M$ ), et entre le gouvernement colombien ( $G_E$ ) et le M-19 ( $O_M$ ), nous concluons que des médiateurs peuvent atténuer les effets d'entraînement de  $O_M$ .

Il reste une dernière question à aborder. Si l'influence des tierces parties sur le rapport de forces est minime, est-il nécessaire qu'une telle intervention ait lieu pendant un moment propice? Nous avons établi que lorsque les modérés priment sur la scène politique nationale, leur aversion à l'incertitude et leur disposition à baisser les armes mettent le processus, dès le début, tout du moins en théorie, sur la voie de la paix soutenable. L'analyse du processus de paix salvadorien (troisième section) démontrera que, précisément parce que la paix soutenable est possible dans cette configuration du rapport de forces, l'intervention d'une tierce partie est nécessaire pour augmenter les chances que le

processus aboutisse à un tel résultat. En neutralisant  $G_E$  et  $O_E$  pendant la phase de négociations, une tierce partie aide  $G_M$  et  $O_M$  à institutionnaliser leurs intérêts vitaux dans un pacte de paix.

### **1. L'action des tierces parties fait-elle la différence dans des contextes de rapport de forces radicalisé?**

La reconnaissance mutuelle, l'acceptation du principe de négociation, l'appel à la définition de règles de la négociation (qui inclut le rôle du médiateur) et la disposition à envoyer des signaux (voir le tableau I, page 81) nous permettent de différencier les acteurs extrémistes des modérés. Au chapitre 3, nous avons établi que ces indicateurs, du moins certains d'entre eux, sont observables pendant la période de conflit armé. Dans cette section, nous démontrerons que ces indicateurs continuent d'être observables pendant la phase de négociations. La première partie montrera comment l'extrémisme des belligérants angolais et colombiens empêche le déclenchement de négociations de paix. La deuxième partie débutera au moment de l'intervention des États-Unis, de l'URSS et du Portugal – la Troïka –, en Angola. Il deviendra dès lors clair que cette action a permis à des extrémistes de signer un accord de paix.

#### ***1.1 Extrémisme et conflits armés en Angola et en Colombie***

La principale différence, en termes de processus de résolution de conflits, entre la Colombie et l'Angola reste l'intervention d'une tierce partie dans le deuxième cas. Aussi, il n'y a pas en Colombie de négociations de paix entre le gouvernement, les FARC-EP et l'ELN, entre 1986 et 1991. Quelques contacts ont lieu en 1987, mais le 22 juin, après les massacres commis par les FARC-EP au Caquetá, le gouvernement Barco remet en cause leur volonté de paix et rompt le contact<sup>8</sup>. Quand le M-19 décide de négocier (voir plus loin), Carlos Pizarro (commandant en chef du groupe) tente, sans succès, d'inclure la *Coordinadora guerrillera Simón Bolívar* (CGSB) dans le processus, les FARC-EP et l'UC-ELN s'y opposant<sup>9</sup>. En 1990, le gouvernement libéral de César Gaviria (1990-1994) se

<sup>8</sup> Gobierno de la República de Colombia. 1986b. *Las FARC rompieron el cese al fuego en el Caquetá*. Santafé de Bogotá: Gobierno de la República de Colombia, 329-334.

<sup>9</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.



dit disposé à lancer des négociations, mais demande la libération des otages et un cessez-le-feu unilatéral avant d'entamer le dialogue. Cette ouverture a lieu dans le cadre d'une assemblée nationale constituante et s'accompagne d'une attaque militaire à *Casa Verde* (le siège des FARC-EP), le jour même de l'élection des députés de cette assemblée (1<sup>er</sup> décembre 1990)<sup>10</sup>.

Après 1990, la CGSB réunit seulement les FARC-EP et l'ELN, les deux seuls acteurs qui refusent de désarmer, mais aussi les deux guérillas les plus importantes et anciennes de la Colombie<sup>11</sup>. Elles exigent de participer à l'assemblée constituante comme préalable à tout processus de paix<sup>12</sup>. Mais le gouvernement demande le DDR pour autoriser la participation des groupes armés au processus<sup>13</sup>.

Des auteurs comme Bejarano soulignent que cette ouverture correspond à une stratégie d'affrontement, visant à récupérer de la crédibilité politique, tout en gagnant du temps pour améliorer leur position stratégique<sup>14</sup>. En effet, en septembre 1990, 48 fronts des FARC-EP (5800 combattants), 22 colonnes du ELN (1800 guérilleros) et un groupe dissident du EPL (environ 100 effectifs qui avaient refusé de désarmer) tiennent le premier sommet de commandants de la CGSB. La confrontation en tant que choix stratégique n'est pas remise en

---

<sup>10</sup> Les motifs de cette attaque demeurent sujets à débat. Selon un général à la retraite des FMC, il s'agit de l'envoi d'une mise en demeure: même si le gouvernement a accepté de négocier la constitution du pays, la situation de ceux qui décident de ne pas désarmer ne sera pas pour autant facile. Todd Eisenstadt et Daniel Garcia. 1995. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 286. Traduction libre. Entrevue avec un général à la retraite (FMC), réalisée à Bogotá D.C., le 8 octobre 2004.

<sup>11</sup> Mis à part le M-19, le *Ejército Popular de Liberación* (Armée populaire de libération, EPL), du *Partido revolucionario de los trabajadores* (Parti révolutionnaire des travailleurs, PRT) et du *Movimiento armado Quintín Lamé* (Mouvement armé Quintín Lamé, MAQL), décident de désarmer pour participer à l'Assemblée nationale constituante. Nous reviendrons sur ce sujet. Mauricio García Durán. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: CINEP, 205-206.

<sup>12</sup> Selon les dirigeants de la CGSB, il est essentiel que leurs représentants puissent participer à cette assemblée. Concrètement, 20 de leurs membres (8 des FARC-EP, 8 du ELN et 4 du EPL) doivent faire partie du processus, indique la CGSB. Jesús Antonio Bejarano. 1995. *Una agenda para la paz*. Santafé de Bogotá: Tercer Mundo, 90; García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 212-214.

<sup>13</sup> Juan Guillermo Ferro Medina et Graciela Uribe Ramón. 2002. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*. Bogotá D.C.: Centro Editorial Javeriano (CEJA), Pontificia Universidad Javeriana, 192.

<sup>14</sup> Bejarano. *Una agenda para la paz*, 101.

question; au contraire, on approuve la création d'une armée unique<sup>15</sup>. Entre-temps, le gouvernement fixe au 15 mars 1991 la date limite de DDR pour ceux qui veulent participer à l'assemblée constituante. Les FARC-EP et l'ELN refusent cette imposition d'une date limite et intensifient la guerre<sup>16</sup>.

Une situation similaire, en termes de poursuite de la dynamique de la guerre, se présente en Angola entre 1989 et 1990, même si des tierces parties internationales tentent d'amener les belligérants à la table de négociations. Eduardo dos Santos et Jonas Savimbi se réunissent pour la première fois à Gbadolite (République démocratique du Congo, RDC), en 1989, dans le cadre d'un sommet de 18 chefs d'État<sup>17</sup>. La réunion se termine par un appel à un cessez-le-feu, qui doit commencer à minuit le 29 juin 1989<sup>18</sup>. Mais cette tentative de paix est un fiasco. Pour assurer la présence des dirigeants angolais, le président zaïrois Mobutu Sese Seko a promis aux deux dirigeants que leurs positions seraient la base des pourparlers. Ce qui était impossible, car il n'existe pas de zone de convergence: le MPLA demandant la suppression de l'aide états-unienne à l'UNITA, le maintien de la constitution angolaise (à parti unique) et le départ de Savimbi en exil; tandis que l'UNITA demandait de négocier les termes d'un cessez-le-feu, la formation d'un gouvernement d'unité nationale et l'organisation d'élections libres<sup>19</sup>. Un cessez-le-feu est signé parce que le président Mobutu

---

<sup>15</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 208-209.

<sup>16</sup> Pourtant, Gaviria s'était engagé en tant que candidat à accepter la participation de groupes armés non démobilisés à l'Assemblée, tant et aussi longtemps qu'ils faisaient partie d'un processus de paix. En fait, le gouvernement applique un double standard de négociation. D'une part, il attaque les groupes qui ne veulent pas démobiliser. D'autre part, pour ceux qui se montrent intéressés à s'insérer dans la vie civile, le schéma rigide de l'administration Barco (qui exigeait des signaux de bonne volonté de la guérilla pour lancer un dialogue) est substitué. Le gouvernement continue à demander un cessez-le-feu unilatéral et la libération des otages (comme des signaux de paix), mais Gaviria se dit prêt à octroyer un rôle à la «communauté internationale», à «...ratifier les protocoles I et II de Genève, à créer un climat "réel" de garanties pour les démobilisés et développer une négociation de haut niveau (à travers une commission de notables)». García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 208, 214.

<sup>17</sup> Margaret Joan Anstee. 1996. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*. Houndmills, Basingstoke, et Hampshire: MacMillan Press Ltd, 10; Donald Rothchild et Caroline Hartzell. 1995. «Interstate and Intrastate Negotiations in Angola». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 188-189.

<sup>18</sup> Christine M. Knudsen et I. William Zartman. 1995. «The Large Small War in Angola». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 541 (no 1), 104.

<sup>19</sup> *Ibid.*, 134.

communiqué des faux renseignements aux parties. Quand le *qui pro quo* est connu, le cessez-le-feu est rompu<sup>20</sup>.

Le MPLA propose alors, au début de 1990, un accord basé sur l'incorporation des membres et dirigeants de l'UNITA au gouvernement (incluant des ministères) et en appelant à des élections multipartites. Il s'agit d'un accord de partage de pouvoir avec une disposition particulière: le gouvernement exige le «retrait temporaire et volontaire» de Savimbi de la vie politique angolaise<sup>21</sup>. Cette offre est rejetée par l'UNITA. C'est à partir de 1991 que la situation change: les États-Unis, l'URSS et le Portugal – la Troïka –, manifestent leur intérêt pour faire cesser ce conflit.

### **1.2 L'intervention de la Troïka et la «résolution» du conflit angolais**

En Angola, une variable externe à notre modèle – les intérêts économiques et stratégiques des acteurs internationaux - doit être prise en considération pour comprendre les intérêts des acteurs externes au conflit<sup>22</sup>. À l'époque, Washington veut trouver une solution négociée à la situation angolaise. Cette solution inclut Cuba, offrant une porte de sortie à Castro (qui souffre du retrait de l'appui financier de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev). Par contre, pour les États-Unis, la négociation n'est pas nécessairement un moyen d'atteindre la paix, mais un outil pour amener l'UNITA au pouvoir à un faible coût politique et financier, en se débarrassant du gouvernement du MPLA que, contrairement à de nombreux pays, ils n'ont jamais reconnu<sup>23</sup>. Dans le cas du Portugal, après avoir donné l'indépendance à l'Angola, au Mozambique et à la Guinée-Bissau selon les termes

<sup>20</sup> Le président Mobutu a informé le MPLA que l'UNITA avait accepté de reconnaître la constitution angolaise, d'intégrer l'armée du MPLA et le départ de Savimbi, alors qu'il a indiqué à l'UNITA que le MPLA avait accepté ses conditions. Knudsen et Zartman soulignent que Mobutu y a vu une façon d'obtenir du prestige international. Voir: Virginia Page Fortna. 1993. «United Nations Angola Verification Mission II». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 388; Knudsen et Zartman. «The Large Small War in Angola», 134.

<sup>21</sup> William Minter. 1998. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 65, 67.

<sup>22</sup> Christine Messiant. 2004. *Why did Bicesse and Lusaka fail? A critical analysis*. En ligne. <<http://www.c-r.org/our-work/accord/angola/bicesse-lusaka.php>> (page consultée le 19 août 2007).

<sup>23</sup> *Ibid.*

des guérillas anticoloniales, Lisbonne veut s'assurer une présence en Afrique, l'Angola étant la plus riche de ses ex-colonies et représentant une haute valeur symbolique dans l'imaginaire du *Estado Novo*<sup>24</sup>. Enfin, l'URSS est préoccupée par la dette économique de Luanda envers Moscou<sup>25</sup>. L'ONU, quant à elle, est marginalisée du processus de négociation<sup>26</sup>.

La Troïka organisera et lancera six cycles de négociation qui dureront environ un an<sup>27</sup>. Il s'agit de la seule expérience, parmi nos études de cas, où des tierces parties obligent les belligérants à les accepter comme médiateurs. Certes, vis-à-vis de l'expérience colombienne, les négociations angolaises, qui aboutissent à la signature des Accords de Bicesse, démontrent qu'une présence internationale peut mener des belligérants à s'asseoir à la table pour négocier et signer un accord de paix. Toutefois, cette imposition produit au moins deux obstacles à la résolution pacifique de conflits. Premièrement, le non-consentement des belligérants devient un obstacle pour générer de la confiance entre la tierce partie et les belligérants, et entre ces derniers<sup>28</sup>. Deuxièmement, l'extrémisme des belligérants produit des négociations «confuses».

### 1.2.1 La «paix d'ailleurs» (peace from outside)

Comment décrire les négociations angolaises? Deux images viennent à l'esprit. D'une part, si, comme nous le disions au chapitre 2 (en référant à logique des pactes polyarchiques), ce qui importe c'est de définir des garanties permettant aux acteurs de s'accorder sur le fait qu'ils ne peuvent pas s'entendre, les négociations entre le MPLA et l'UNITA sont un processus où les acteurs

<sup>24</sup> Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 14.

<sup>25</sup> Paul Hare. 2000. «The Role of the Troika in Angola»: Communication, Time for Renewed International Commitments to Peace in Angola, Maputo, 19 au 20 juin (texte photocopie), 1.

<sup>26</sup> Ian S. Spears. 2000. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne. <http://www.dw.angonet.org/Peacebuilding/Activities/WordDocsMaputo/AngolaTheUNandTheChallengeofCivilWars.doc>. (page consultée le 22 avril 2005); Christine Messiant. 1995. «MPLA et UNITA: processus de paix et logique de guerre». *Politique Africaine* 57, 42.

<sup>27</sup> Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 10.

<sup>28</sup> Voir à cet égard: Ana Leão et Martin Rupiya. 2005. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants». Dans M. Rupiya, dir., *Evolutions and Revolutions. A Contemporary History of Militaries in Southern Africa*. Pretoria: Institute for Security Studies, 26; Philippe Le Billon. 2001. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000». *African Affairs* 100, 58.

s'accordent, même s'ils sont incapables de s'entendre. D'autre part, si, comme nous l'indiquons en introduction, il est possible de distinguer trois résultats possibles d'un conflit, soit la «paix» par une victoire de G (*from above*), par une victoire de O (*from below*) ou par une solution négociée, le processus angolais, qui correspond à la troisième proposition, représente aussi le cas d'une «paix» imposée par les tierces parties (*peace from outside*). Dans ce contexte, une imposition externe de ce type a-t-elle des effets sur le processus de pacification?

À cet égard, soulignons premièrement qu'un des principaux générateurs de méfiance dans ce processus de paix, et pas le moindre, est la présence du Portugal en tant que médiateur. D'abord, les dirigeants du MPLA ont encore fraîches à la mémoire les manœuvres de Lisbonne, en 1975, pour leur barrer la route du pouvoir. Une semaine après la déclaration d'indépendance du Mozambique, et alors que le MPLA angolais s'apprêtait à prendre le contrôle de Luanda, le général António Spínola (Portugal) rencontre à Cabo Verde le général Mobutu (Zaïre) pour discuter de la situation angolaise. Un plan, qui visait à empêcher l'accession au pouvoir du MPLA en formant une coalition entre Jonas Savimbi, Holden Roberto (FNLA) et Daniel Chipenda (qui devient dissident du MPLA après que la faction d'Agostinho Neto eut pris le contrôle du groupe) fut alors élaboré<sup>29</sup>. Cet incident attise la méfiance du MPLA quant aux intentions du Portugal dans le cadre des négociations de paix.

Ensuite, et malgré tout, le Portugal a réussi à maintenir de bonnes relations avec l'Angola après 1975, en raison de ses intérêts économiques liés au pétrole. Cela se traduit, en 1990-1991, par l'inquiétude de Savimbi quant à la partialité de Lisbonne. Il est difficile de croire que, sans l'intervention des États-Unis et de l'URSS, ce processus aurait abouti à la signature d'un pacte. Comme le dira Savimbi lui-même: «without the American and Soviets on their side, Durao Barroso [le médiateur] would not have gotten anywhere<sup>30</sup>.» En bref, comme en

<sup>29</sup> Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 13, 15.

<sup>30</sup> Rothchild et Hartzell. «Interstate and Intrastate Negotiations in Angola», 199.

Colombie, les principales parties angolaises ne trouvent pas intérêt à négocier un changement institutionnel<sup>31</sup>. Par contre, en Angola, elles n'ont pas le choix.

Pourtant, aucun indicateur de modération n'est observable; des signaux en faveur de la paix sont également absents: «Neither of the belligerents with whom the Troika and the UN were to share the responsibility for the peace process had yet abandoned its search for hegemony<sup>32</sup>.» Pourtant, la négociation avance rapidement. Les médiateurs obligent le MPLA à abandonner le marxisme-léninisme, à adopter un système multipartite et à signer un accord avec un acteur que, finalement, il doit accepter en tant que «partie»<sup>33</sup>. Lors des trois premiers cycles de négociation, qui ont lieu à Lisbonne en avril, juin et août 1990, le MPLA refuse d'accorder à l'UNITA le statut d'opposition<sup>34</sup>. L'UNITA, quant à elle, refuse également de reconnaître la légitimité du MPLA en tant que gouvernement; elle continue d'insister sur le maintien de deux armées séparées, chacune déployée dans les régions qu'elle contrôle<sup>35</sup>.

À vrai dire, les négociations sont confuses, les parties changeant souvent de position. Par exemple, l'UNITA refuse de former un gouvernement de coalition avec le MPLA avant les élections, alors que la mise sur pied d'un tel gouvernement fait partie de ses revendications historiques<sup>36</sup>. Elles ne parviennent pas à s'entendre sur de multiples aspects, dont les séquences de transformation institutionnelle<sup>37</sup>. Messiant indique que «le MPLA signe parce qu'il ne peut refuser<sup>38</sup>». Taisier, Matthews et Spears soulignent que la décision de tenir des élections se base sur la conviction de la victoire électorale tant du MPLA que de l'UNITA, qui font des institutions postconflituelles un moyen pour obtenir la

<sup>31</sup> Messiant. *Why did Bicesse and Lusaka fail? A critical analysis*. En ligne.

<sup>32</sup> *Ibid.* Voir aussi: Rothchild et Hartzell. «Interstate and Intrastate Negotiations in Angola», 195.

<sup>33</sup> Vers la fin de 1990, le congrès angolais sanctionne une nouvelle constitution et, en 1991, le parti écarte le marxisme-léninisme comme idéologie et embrasse le «socialisme démocratique». Messiant. *Why did Bicesse and Lusaka fail? A critical analysis*. En ligne. Voir également à ce sujet: Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 67.

<sup>34</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 389.

<sup>35</sup> Minter. *Os Contrás do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*, 67.

<sup>36</sup> Messiant. *Why did Bicesse and Lusaka fail? A critical analysis*. En ligne. Voir également: Rothchild et Hartzell. «Interstate and Intrastate Negotiations in Angola», 191.

<sup>37</sup> Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 67.

<sup>38</sup> Messiant. «MPLA et UNITA: processus de paix et logique de guerre», 49.

«victoire» tant souhaitée pendant la guerre<sup>39</sup>. Savimbi croit, en 1991, qu'après 16 ans de guerre et d'erreurs économiques du régime afro-marxiste, le MPLA est faible et ne pourra garder le contrôle de Luanda après le retrait des 50 000 soldats cubains<sup>40</sup>. Le MPLA croit, de son côté, que sans l'aide des États-Unis et du gouvernement de l'Apartheid sud-africain, Savimbi est isolé. En bref, ce qui aurait pu être perçu comme une «impasse éprouvante» est interprété par les belligérants comme une occasion de gagner la guerre<sup>41</sup>. Une impasse éprouvante est, selon Zartman, une précondition nécessaire pour une médiation efficace. De plus, la médiation est une réponse nécessaire à cette impasse<sup>42</sup>:

La perspective n'est donc pas, au lendemain des élections, un partage du pouvoir, quelque changement des règles du jeu politique ou une «réconciliation». Et dans cette perspective, l'élection la plus vite possible sera le mieux, l'UNITA préservant son rapport de force. La transition, qui n'a pas besoin d'être démocratique, n'a même pas besoin d'être une transition, mais plutôt une parenthèse qu'il convient donc de verrouiller étroitement pour qu'elle le reste<sup>43</sup>

Lequel du caractère extrémiste des négociateurs ou des intérêts spécifiques des médiateurs du processus de Bicesse explique la rupture du pacte? L'évidence empirique démontre que la première variable, le rapport de forces, est plus importante que la deuxième. À preuve, les efforts de médiation de l'ONU pour

---

<sup>39</sup> Taisier M. Ali, Robert O. Matthews et Ian Spears. 2004. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, Londres: University of Toronto Press Incorporated, 300; Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1), 108. Voir aussi: Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2), 36.

<sup>40</sup> Assis Malaquias. 2001. «Diamonds are a guerrilla's best friend: the impact of illicit wealth on insurgency strategy». *Third World Quarterly* 22 (no 3), 320.

<sup>41</sup> À noter, la perception de ces changements chez les dirigeants du FMLN est complètement différente: «les Sandinistes ont perdu le pouvoir, les États-Unis envahissaient le Panama, le mur de Berlin était tombé, Cuba entrait dans une période spéciale très sérieuse. C'était le début du reflux de la vague révolutionnaire qui s'était étendue en Amérique latine pendant les années 1970. Il fallait donc prendre une décision clé: ou bien on continuait la lutte pour la justice sociale avec un autre scénario, ou bien on «colombianise» [c'est-à-dire on s'autofinance] la guerre». Nous reviendrons plus loin sur ce sujet, au moment d'étudier les débats à l'interne de l'UC-ELN en Colombie. Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004. Pour une analyse des négociations de paix dans ce pays, voir la section 3.

<sup>42</sup> James Busumtwi-Sam. 1999. «Redefining 'security' after the Cold War: The OAU, the UN, and Conflict Management in Africa». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Civil Wars in Africa. Roots and Resolution*. Montreal, Kingston, Londres, et Itaca: McGill/Queen's University Press, 280.

<sup>43</sup> Messiant. «MPLA et UNITA: processus de paix et logique de guerre», 50.

enrayer le processus après octobre 1992 mènent également à un accord qui n'est pas, lui non plus, respecté.

### 1.2.2 Lusaka: le rodéo politico-militaire de l'ONU

À la suite de la reprise des combats, en octobre 1992, l'ONU condamne dans un premier temps la décision de Savimbi de ne pas reconnaître les résultats électoraux. Les États-Unis, pour leur part, lui demandent de canaliser ses plaintes par les mécanismes établis à cet effet<sup>44</sup>. Mais un changement stratégique survient quand le ministre des Relations extérieures de l'Afrique du Sud, Pik Botha, rend visite à Savimbi pour lui présenter un nouveau plan électoral aboutissant à l'établissement d'un gouvernement d'unité nationale (GUN). Washington accepte l'idée et demande au MPLA de faire de même<sup>45</sup>. Quelques mois après la reprise des hostilités, Margaret Anstee, encore à l'époque représentante du secrétaire général de l'ONU pour l'Angola, réussit à organiser une réunion à Addis-Ababa. Deux cycles de négociation organisés par l'ONU à Abidjan ont lieu entre avril et mai<sup>46</sup>. En juin, le nouveau représentant du secrétaire général, Alioune Blondin Beye, persuade les parties de lancer un troisième cycle de dialogues à Lusaka. En octobre 1993, Savimbi accepte de négocier sur la base des Accords de Bicesse. C'est le début d'un nouveau processus.

Nous l'avons déjà vu au chapitre précédent, les parties acceptent dans ce nouveau pacte les résolutions 804, 811, 823, 834, 851 et 864 (1993) du Conseil de sécurité. Or, il y a des raisons de croire que cette reconnaissance est, elle aussi, imposée. En fait, sur le terrain, la situation de l'ONU peut plutôt être décrite comme un rodéo politico-militaire, caractérisé par des menaces internationales (en cas de poursuite du conflit), l'imposition de sanctions pour tenter de contraindre les choix stratégiques de l'UNITA (même si le MPLA agit aussi dans une logique

<sup>44</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 38.

<sup>45</sup> *Ibid.*, 38-39.

<sup>46</sup> Un accord a presque été conclu, mais celui-ci n'a pas été possible en raison, dans les mots d'Anstee, des réticences de l'ONU de s'engager avec le déploiement d'une opération de paix plus musclée (une des demandes de l'UNITA). Voir: Norrie MacQueen. 1998. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola». *Journal of African Studies* 36 (no 3), 404.



de guerre), et des obstacles à la mise en œuvre des accords. Ce rodéo continuera pendant trois ans. Nous y reviendrons au prochain chapitre.

Rappelons pour l'instant qu'en octobre 1996, c'est-à-dire deux ans après la signature du Protocole, les représentants des 12 pays membres de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (CDAA) rencontrent Savimbi pour lui faire comprendre qu'il est plus isolé que jamais<sup>47</sup>. À l'époque, le dirigeant rebelle continuait à entraver la mise en vigueur du protocole. Enfin, en mars 1997, Kofi Annan rencontre en tête-à-tête le leader rebelle; le secrétaire général de l'ONU l'informe qu'aucune obstruction au processus de paix ne sera désormais tolérée<sup>48</sup>. Mais aucun effort international de médiation ne portera fruits. L'Angola est le seul exemple, parmi nos cas d'étude, de négociation par imposition des médiateurs. Il s'agit aussi du seul conflit qui finira par la victoire militaire d'une des parties, en 2002: le MPLA de José Eduardo Dos Santos.

### ***1.3 La Colombie: quand la tierce partie quitte la table de négociations***

En Colombie, c'est l'escalade conflictuelle entre le gouvernement, les FARC-EP et l'ELN qui se poursuit. Une proposition de dialogue se concrétise, toutefois, le 4 février 1991. À ce moment, les belligérants se donnent trois mois pour décider du lieu des pourparlers. Entre-temps, l'Église catholique accepte un rôle de «tuteur moral du processus». Ce rôle n'est pas que modeste, se limitant plutôt à des bons offices, il est aussi de très courte durée. Le 11 avril, les prêtres Guillermo Vega et Nel Beltrán se dissocient du processus en indiquant que les revendications de la CGSB sont «inacceptables<sup>49</sup>». C'est le seul exemple, des cas étudiés, de l'abandon des négociateurs par la tierce partie<sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 411-412.

<sup>48</sup> *Ibid.*, 414.

<sup>49</sup> Traduction libre. García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 216.

<sup>50</sup> D'un point de vue comparatif vis-à-vis de l'expérience du Salvador (en termes de tentatives de paix pendant les années 1980), nous pouvons concevoir les dialogues de Caracas et de Tlaxcala comme représentant une étape très préliminaire. Au Salvador, et «... avant de commencer à penser comment structurer des discussions véritablement sérieuses (en se disant "bon, voilà le chemin parce qu'il n'y en a pas un autre"), l'Église catholique avait offert des services de bons offices».

Le gouvernement propose alors de tenir une première réunion préparatoire à Arauca (15-17 mai) pour s'entendre sur le lieu des négociations. Les parties décident de se rencontrer à Caracas, mais elles sont incapables de s'accorder sur les objectifs qui les ont emmenés dans la capitale vénézuélienne<sup>51</sup>. En janvier 1992, la CGSB publie un document de douze points qui établit la base de sa position pour un futur cycle de discussions<sup>52</sup>. Cette ouverture de paix se termine par un cycle de discussions à Tlaxcala (Mexique) le 10 mars 1992. Toutefois, le 4 mai, les parties signent un communiqué où elles annoncent la suspension des rencontres.

Le résultat de ces discussions est interprété de diverses façons. Medina Gallego fait ressortir le fait qu'aucun accord n'a été signé<sup>53</sup>. Pour sa part, Bejarano signale que le gouvernement cherche à arrêter la guerre pour négocier la paix, alors que la guérilla veut négocier la paix pour finir la guerre<sup>54</sup>. Selon Rafael Pardo,

Nous avons effectué des progrès considérables. À Caracas, nous aurions pu faire la paix, car nous sommes presque arrivés à un accord de cessez-le-feu avec les FARC, l'ELN et un secteur de l'ELP. L'entente était pratiquement approuvée. On l'a discutée et on l'a approuvée pour être

---

Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>51</sup> En fait, deux cycles de discussions sont tenus dans ce pays. Le premier a lieu en juin. Aucun accord n'est obtenu en raison de l'insistance du gouvernement à suivre la séquence de DDR définie par l'administration Barco, c'est-à-dire la démarcation de zones et la concentration de guérilleros. Pour la CGSB, le cessez-le-feu n'est qu'un arrêt temporaire des hostilités permettant une négociation de paix sans les aléas de la guerre. Les parties convoquent, toutefois, un deuxième cycle. Celui-ci a lieu en septembre 1991 et n'aboutit à aucun résultat concret. Bejarano. *Una agenda para la paz*, 104-108; Carlos Medina Gallego. 1996. *ELN: una historia contada a dos voces. Entrevista con "el cura" Manuel Pérez y Nicolás Rodríguez Bautista, "Gabino"*. Santafé de Bogotá: Rodríguez Quito Editores, 255-256.

<sup>52</sup> Ces points sont: (a) substitution de la politique néolibérale par un plan de développement socio-économique; (b) souveraineté dans l'exploitation des ressources naturelles; (c) renforcement du rôle de l'État en matière de santé, d'éducation, de logement, de transport, de culture, de divertissement, d'équilibre écologique et de services publics; (d) participation des citoyens pour contrôler la corruption; (e) démilitarisation de la vie nationale, suppression de la Doctrine de sécurité nationale et du conflit de basse intensité; (f) élimination des paramilitaires et des groupes d'autodéfense; garantie du respect des droits humains; (g) révision intégrale du système judiciaire; (h) mise en vigueur d'une réforme agraire démocratique; (i) création d'une véritable démocratie en Colombie; (j) renforcement de l'unité nationale; (k) indemnisation des victimes de la violence. Voir: Gallego. *ELN: una historia contada a dos voces. Entrevista con "el cura" Manuel Pérez y Nicolás Rodríguez Bautista, "Gabino"*, 257-258.

<sup>53</sup> *Ibid.*, 258.

<sup>54</sup> Bejarano. *Una agenda para la paz*, 98.

ratifiée dans un cycle postérieur. Mais des faits comme la mort d'un ex-ministre conservateur, l'attentat contre le président du sénat (et son futur assassinat), ont fini par faire dérailler le processus<sup>55</sup>.

Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir d'Andrés Pastrana, en 1998, pour voir une nouvelle occasion de paix<sup>56</sup>.

#### ***1.4 Conclusion: être ou ne pas être? Telle est la question***

En théorisant sur les obstacles à la résolution de conflits, Stedman indique que peu d'entités internationales semblent analyser le contexte d'intervention avant de définir la stratégie la plus efficace pour atteindre la paix. L'auteur réfère à des «œillères organisationnelles» (*organizational blinders*) pour cataloguer des situations où l'acteur externe se donne des objectifs sans prendre en considération des facteurs internes spécifiques à chaque situation<sup>57</sup>. L'argument original fait plutôt référence à des intérêts internationaux qui vont parfois à l'encontre de la mise en vigueur des accords<sup>58</sup>. Toutefois, il est, à notre avis, applicable au processus de négociation angolais.

La lecture de ce conflit armé comme le produit de la guerre froide est difficile à comprendre. Le régime afro-marxiste du MPLA, avons-nous expliqué au chapitre 3, est lié à l'URSS, mais les échanges entre Luanda et Moscou, plus que de forger une alliance stratégique, ont plutôt fait accroître la dette angolaise. Entre-temps, l'UNITA recevait des fonds des États-Unis cinq ans avant le début du processus de paix. Le diagnostic de la Troïka ne prend pas en considération

<sup>55</sup> Traduction libre. Entrevue avec Rafael Pardo (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>56</sup> Une politique de paix fut élaborée pendant la première année de l'administration d'Ernesto Samper (1994-1998). Toutefois, le scandale relié au financement de sa campagne (par des narcotrafiquants) a mis son gouvernement en mode de survie jusqu'à 1998. Toute occasion de paix fut ainsi avortée. Nous y reviendrons au chapitre 6. Entrevue avec Daniel García Peña (Gouvernement Colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 5 octobre 2004.

<sup>57</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 48-51.

<sup>58</sup> Par exemple, dans sa recherche de justice pour les victimes de violence, des organisations comme Amnistie internationale s'opposent à toute loi d'amnistie protégeant les belligérants, même si de telles garanties sont souvent placées comme une condition préalable à la signature d'un pacte de paix. En faisant augmenter les possibles coûts de la paix, ces positions peuvent mettre en péril l'ensemble du processus de pacification. Tonya L. Putnam. 2002. «Human Rights and Sustainable Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 240.

des facteurs très variés pouvant faire obstacle à la paix. Parmi ceux-ci, mentionnons la fragmentation des guérillas anticoloniales (qui accentue la méfiance entre les belligérants), l'échec des accords d'Alvor (qui crée un précédent) et l'incursion de l'UNITA dans la production de diamants, avec les intérêts économiques que suppose une telle participation. En Angola, la combinaison entre l'extrémisme des belligérants et le diagnostic international donne naissance à une opération de paix – UNAVEM II –, qui a un mandat flou. Il s'agit d'un cercle vicieux où les belligérants n'acceptent pas (et ne demandent pas) à être contraints par un acteur externe et où ils ne sont pas incités (par les médiateurs) à accepter une telle garantie externe, en raison de la lecture externe du conflit.

Certes, et à la lumière de l'expérience colombienne, nous pouvons conclure que «... local efforts are necessary but not sufficient to resolve conflicts; a responsive state and interested third parties must also be present to facilitate the implementation of peace initiatives on the ground<sup>59</sup>». Mais aussi, et en revenant au Protocole de Lusaka, nous pouvons conclure que dans un contexte de rapport de forces radicalisé, l'obtention d'une paix soutenable est un objectif impossible à atteindre, même quand des tierces parties interviennent. De plus, en se basant sur les considérations théoriques élaborées au chapitre 2, nous pouvons indiquer que:

- (1) L'insensibilité à l'incertitude fait en sorte que les extrémistes ont plus de difficulté à percevoir des impasses éprouvantes ou des catastrophes imminentes. Cette situation s'aggrave quand une tierce partie est imposée, car elle n'aura pas la légitimité et la crédibilité requises auprès des belligérants pour contribuer à changer leurs perceptions.
- (2) Les ressources économiques et stratégiques mises à la disposition des tierces parties, qui sont censées contraindre l'action des belligérants, n'ont pas d'impact sur leurs choix stratégiques dans un contexte de

---

<sup>59</sup> Mary H. Moran et M. Anne Pitcher. 2004. «The “basket case” and the “poster child”: explaining the end of civil conflicts in Liberia and Mozambique». *The Third World Quarterly* 25 (no 3), 504.

primauté de  $G_E$  et  $O_E$ . Ce n'est pas que les contraintes «objectives» aux choix des acteurs ne changent pas, car les sanctions économiques et la pression internationale placent Savimbi à partir de 1995 dans une situation «moins confortable» que celle des années 1980. Par ailleurs, c'est en octobre 1993, un mois après l'imposition des sanctions contre l'UNITA par le Conseil de sécurité, qu'il accepte de négocier sur la base des Accords de Bicesse. N'empêche, un extrémiste est incapable de réévaluer ses choix stratégiques. En Angola, et malgré toutes ces contraintes qui lui sont externes, Savimbi choisira de poursuivre la guerre.

## **2. L'action des tierces parties quand le gouvernement extrémiste négocie avec l'opposition modérée**

Un moment propice peut-il émerger grâce exclusivement à l'action de tierces parties? En d'autres termes: peut-on favoriser les modérés à un point où les garanties internes et externes du pacte reflètent plutôt leurs intérêts vitaux (et pas ceux des extrémistes)? L'analyse du processus mozambicain démontre que la reconfiguration du rapport de forces en faveur des modérés est une tâche ardue. Toutefois, en comparaison avec les négociations de paix entre le gouvernement colombien et le M-19 – qui se déroulent sans le concours d'une tierce partie –, nous pouvons avancer que les tierces parties permettent d'atténuer les effets d'entraînement.

### **2.1 Les négociations de paix mozambicaines: la «formule italienne»**

À partir de 1989, les signaux de modération de la part de la RENAMO sont plus nombreux. Toutefois, la peur de subir un effet d'entraînement est un obstacle au déclenchement d'une négociation de paix. Une des raisons de l'échec de Blantyre (Malawi, juin 1990), par exemple, est le refus de la guérilla d'accepter le médiateur proposé par le FRELIMO<sup>60</sup>. Pour la RENAMO, il n'est pas question de risquer sa survie en entrant dans une négociation sans un

---

<sup>60</sup> Ibrahim Msabaha. 1995. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 221; Vieira Tomás Vieira Mário. 2004. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*. Maputo: Centro de Estudos Estratégicos e Internacionais, Instituto superior de Relações Internacionais – Centro de Estudos Estratégicos Internacionais, ISRI-CEEI, 20.

médiateur «acceptable»<sup>61</sup>. Pourtant, Dhlakama se prononce en faveur d'une négociation de paix en juillet 1990, quand il demande l'intervention d'un médiateur, l'autorisation d'un déploiement massif de l'ONU et la mise en application d'un cessez-le-feu après l'obtention d'un accord de réforme de l'armée<sup>62</sup>. Ces conditions n'étant pas réunies, à première vue la RENAMO semble moins rechercher la paix que le FRELIMO.

Entre-temps, la greffe idéologique donne au gouvernement mozambicain un visage modéré, mais les indicateurs continuent à signaler une praxis autoritaire. Le FRELIMO reconnaît officiellement qu'une négociation est nécessaire (le 17 juin 1989, Chissano avait admis qu'il peut exister des «facteurs internes» qui s'ajoutent à la «guerre externe de déstabilisation<sup>63</sup>»). En mars 1990, après un rendez-vous avec George Herbert W. Bush, il se dit prêt à déclencher des discussions officielles directes et sans préconditions<sup>64</sup>. Ce revirement survient après que l'Église catholique italienne a communiqué avec la diplomatie de son pays pour envoyer un message au département d'État américain avant la visite de Chissano à Washington: reste à convaincre le président mozambicain de lancer un dialogue de paix avec la RENAMO sans préconditions<sup>65</sup>. C'est la première fois que l'action des tierces parties porte fruits dans le conflit armé mozambicain.

À partir de ce moment, le processus de paix (voir le tableau VI de la page 304), qui s'étale sur 12 cycles de négociation, se développe en trois dimensions. La première tourne autour des enjeux des tierces parties pour ouvrir ou maintenir des occasions de paix. La deuxième est une bataille politique qui a lieu au Mozambique et qui bloque le processus pendant plus d'un an. La troisième concerne des négociations directes entre l'élite – deux sommets Chissano-

---

<sup>61</sup> Roberto Morozzo della Rocca. 1998. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*. Maputo: Livraria Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 90.

<sup>62</sup> Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 147.

<sup>63</sup> Traduction libre. Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 219; Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 145; Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 46.

<sup>64</sup> Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 221.

<sup>65</sup> Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 88.

Dhlakama sont nécessaires –, pour débloquer, à divers moments, le processus. Sans remettre en question l'importance des tierces parties dans la négociation mozambicaine, cette thèse nuance les arguments qui présentent le Saint Égide et l'Italie comme les architectes du pacte mozambicain. En fait, le facteur temps, et les négociations aux sommet entre les deux dirigeants, expliquent en grande partie les garanties internes et externes incluses dans les Accords de Rome.

**Tableau VI**  
**Documents menant (et annexés aux) Accords de Rome**

<b>Date de signature</b>	<b>Document</b>	<b>Sujet</b>
18 octobre 1991	Protocole I	Principes de base du processus de négociation
13 novembre 1991	Protocole II	Critères de création et de formation de partis politiques
12 mars 1992	Protocole III	Loi électorale
4 octobre 1992	Protocole IV	Création des nouvelles forces armées mozambicaines
4 octobre 1992	Protocole V	Calendrier pour la mise en vigueur des accords
4 octobre 1992	Protocole VI	Cessez-le-feu
4 octobre 1992	Protocole VII	Organisation d'une conférence de contributeurs
4 octobre 1992	Accord général de paix du Mozambique	Acceptation des protocoles 1-7 comme le cadre général pour le processus de paix

### *2.1.1 Contraintes et occasions de médiation: les ressources des tierces parties*

Au Mozambique, plusieurs tierces parties travaillent de façon collégiale pour amener le FRELIMO et la RENAMO à une entente de paix. En effet, l'Accord de Rome est le résultat de l'intervention du Zimbabwe, du Botswana, de l'Afrique du Sud, de l'Italie et de l'Église catholique à différents moments de la négociation<sup>66</sup>. Jaime Gonçalves, la figure mozambicaine le plus souvent associée au processus de paix, est le président de la conférence épiscopale du Mozambique

<sup>66</sup>Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 224. Il faut aussi indiquer que la Communauté économique européenne (CEE) exhorte publiquement les parties angolaises et mozambicaines à travailler en vue de la définition d'une sortie négociée à ces conflits. Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 106.

et le symbole de la ville de Beira (la deuxième ville en importance au pays, connue pour sa critique des politiques du FRELIMO). À l'époque de Machel, Gonçalves est perçu comme un chef d'opposition, mais il compte avec la sympathie de Dhlakama, qu'il a rencontré pour la première fois en mai 1988<sup>67</sup>. Malgré les relations tendues avec le gouvernement, l'Église détient une image de neutralité au Mozambique<sup>68</sup>.

En fait, depuis 1987, le Saint Égide se prononce publiquement en faveur d'une négociation de paix au Mozambique. Les dialogues de Nairobi (1989), qui comptent avec la médiation de Mugabe et de Daniel Arap Moi (Kenya), sont par ailleurs possibles grâce à l'intervention de cette entité. Depuis la fin de 1988, Gonçalves avait demandé la permission à Chissano de contacter la RENAMO en vue d'éventuelles négociations<sup>69</sup>. Andrea Riccardi et Mateo Zuppi sont des membres italiens du Saint Égide. Leur participation active au processus de paix explique en partie la «connexion italienne». Au cours des négociations, l'Italie fournit l'appui technique et diplomatique. Raffaelli est un diplomate italien très actif, député socialiste, ancien sous-secrétaire aux Affaires étrangères et délégué

<sup>67</sup> Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 36, 70-71.

<sup>68</sup> Par exemple, face au Rapport Gersony, très critique envers la RENAMO, l'Église catholique lance, dans la deuxième moitié des années 1980, les *Livros brancos* (livres blancs), où elle responsabilise les deux parties pour la violence de la guerre. Ces documents utilisent l'expression «hommes en armes» au lieu de «bandits armés» pour référer aux contre-révolutionnaires mozambicains. Voir: Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*.

<sup>69</sup> Même si le FRELIMO demande au Saint Égide et au gouvernement italien de favoriser le processus de négociations à Rome, il est plus exact d'indiquer que le Saint Égide a demandé au FRELIMO de lui demander d'intervenir en tant que facilitateur. Chissano, moins craintif envers les prêtres que Machel, accepte, tout en demandant aux prêtres d'agir avec précaution, histoire de s'assurer qu'aucun «statut politique» ne soit conféré à la RENAMO. En fait, l'attitude de Chissano envers ces efforts de pacification est contradictoire. Alors qu'il autorise l'Église à agir, il déclare publiquement que «le peuple ne nous autorise pas à parler avec des assassins». Mais en avril 1988, il déclare que «les rebelles pourraient avoir des idées utiles». Morozzo della Rocca lie ces inconsistances au processus de greffe idéologique entrepris par le FRELIMO à cette période. Traduction libre. Voir: Minter. *Os Contrastes do Apartheid. As Raízes da Guerra em Angola e Moçambique*, 69; Jeremy M. Weinstein. 2002. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story». *Journal of Democracy* 13 (no 1), 149; Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 217. Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 22-23, 61, 64-65, 77; Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 35.



aux relations avec l’Afrique, dont la légitimité est reconnue auprès des dirigeants du FRELIMO<sup>70</sup>.

Bien qu’il soit ardu d’identifier une date spécifique du début des négociations, nous pouvons signaler que la première réunion est tenue du 8 au 10 juillet 1990. Elle aboutit à une déclaration où le FRELIMO et la RENAMO s’entendent sur des «points communs» pour lancer le processus. Raul Domingos, négociateur de la RENAMO et responsable, depuis le premier congrès du groupe, des relations extérieures, veut accréditer un État africain en tant que médiateur et commencer le dialogue en abordant les libertés politiques, le système multipartite et la loi électorale<sup>71</sup>; Armando Guebuza, représentant du FRELIMO, propose de commencer par la «normalisation» militaire, politique, institutionnelle, économique et sociale, la paix et l’unité nationale. Guebuza ne voit pas la nécessité de compter avec un médiateur, qui est vu comme un affront à la souveraineté mozambicaine. Les rebelles, qui repoussent le terme de «normalisation» parce qu’il synthétise la stratégie du FRELIMO pour gagner la guerre sans faire des concessions, proposent de commencer par la démocratisation et l’organisation des élections générales, libres et honnêtes. Domingos veut un État médiateur qui donne des garanties du respect des accords sur le plan international. Malgré le désaccord, les parties arrivent tout de même à s’entendre sur la fusion des ordres du jour<sup>72</sup>.

Le deuxième cycle, tenu en août 1990, est rapidement bloqué: la RENAMO privilégie la négociation des aspects politiques avant le cessez-le-feu, alors que le FRELIMO propose le contraire. En bref, la question de la séquence des transformations (négocier la paix pour arrêter la guerre versus arrêter la guerre pour négocier la paix) demeure un sujet contentieux. De plus, la RENAMO insiste

---

<sup>70</sup> La relation entre le Mozambique et l’Italie remonte à la période coloniale, quand le Conseil exécutif de la ville de Reggio Emilia a fourni de l’aide médicale aux quartiers généraux de FRELIMO, à l’époque une guérilla anticoloniale. Pendant les années 1980, l’Italie devient le premier donateur et le premier partenaire commercial occidental du Mozambique. Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 25-26, 45.

<sup>71</sup> Traduction libre. Entevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>72</sup> Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 97-100-103, 105.

sur la nécessité d'avoir un médiateur et d'octroyer un rôle important à l'ONU; le FRELIMO refuse ces propositions<sup>73</sup>.

À l'époque, le rôle des tierces parties dans le processus demeure flou. De plus, sur le terrain, la guerre continue et l'affrontement politique ne s'arrête pas. L'imprimerie du FRELIMO persiste à publier de la propagande contre les rebelles. Entre-temps, *l'Assembleia Popular Moçambicana* (Assemblée populaire mozambicaine) s'apprête à approuver une nouvelle constitution multipartite<sup>74</sup>. Rappelons-le, le FRELIMO procède à une greffe idéologique entre 1989 et 1990. La RENAMO voit cette réforme constitutionnelle comme signe de mépris du dialogue qui se déroule à Rome<sup>75</sup>.

Dès le 3 août 1990, Dhlakama indique que le système multipartite «n'est pas une demande du FRELIMO mais le fruit de la lutte de la RENAMO contre une dictature marxiste»; le 16 août, il ajoute que tout changement constitutionnel doit être négocié à Rome<sup>76</sup>. Mais pour Guebuza, le Parlement du pays siège à Maputo et non à Rome<sup>77</sup>. Et à Maputo, des représentants du FRELIMO, comme Luíz Bernardo Honwana (ministre de la Culture), déclarent que «l'opinion de la RENAMO n'a aucune importance, car l'Assemblée est souveraine<sup>78</sup>». En bref, les négociations de Rome sont pour le FRELIMO un moyen de DDR de la RENAMO, alors que pour le groupe armé, elles sont la voie pour produire un changement institutionnel<sup>79</sup>. Pour sortir de l'impasse, le gouvernement italien et le Saint Égide soumettent «cinq hypothèses» de solution, en favorisant celle qui transforme le rôle d'observateurs de Raffaelli, Gonçalves, Riccardi et Zuppi en

<sup>73</sup> Msabaha. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion», 222.

<sup>74</sup> Guebuza indique que les attaques publiques contre la RENAMO font partie de la liberté d'expression que les rebelles disent défendre et que la nouvelle constitution n'a pour objectif que de favoriser la paix. Voir: Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 113.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 113.

<sup>76</sup> *Ibid.*, 111-112.

<sup>77</sup> *Ibid.*, 160.

<sup>78</sup> Traduction libre. Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crônica dos dias de Roma*, 97.

<sup>79</sup> À Rome, les rebelles dénoncent la contradiction entre «la cordialité en Europe et ce qui se passe sur le terrain en Afrique». Ils durcissent par la suite le ton et demandent l'intervention d'un médiateur. Traduction libre. Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 114.

rôle de médiateur<sup>80</sup>. Mais au Mozambique, les combats se poursuivent. En octobre 1990, Dhlakama annonce que la reprise du dialogue à Rome est conditionnelle au retrait des soldats du Zimbabwe. Jusqu'à ce moment, les positions et les revendications de la RENAMO ne semblent pas avoir d'effet sur les décisions politiques prises par le gouvernement mozambicain.

En effet, le 2 novembre 1990, le Parlement ratifie une nouvelle constitution. Pour Dhlakama, il ne s'agit que d'une «... opération de relations publiques pour générer de la sympathie en Occident<sup>81</sup>». Du point de vue de l'étude de l'extrémisme et de la modération des acteurs, l'approbation de cette constitution à Maputo, au moment où les négociations de paix se déroulent à Rome, confirme le caractère extrémiste du FRELIMO. En effet, il s'agit d'un changement institutionnel imposé d'en haut de façon unilatérale. Du point de vue de l'analyse des obstacles à la résolution de conflits, il s'agit d'un exemple de sabotage de négociations de paix. Nous y reviendrons, lors de l'analyse des négociations salvadoriennes.

On présente souvent l'action du Saint Égide comme une «formule italienne atypique», caractérisée par l'intervention de médiateurs non professionnels, des «free lancers<sup>82</sup>». Toutefois, à ce moment du processus, et malgré l'appui du gouvernement italien, il est clair que les tierces parties manquent de ressources politiques, économiques et stratégiques pour diriger le processus vers la signature d'un accord de paix. Le Saint Égide et l'Italie sont incapables de faire avancer la négociation (même s'ils ont une capacité de convocation pour emmener les belligérants à la table). En d'autres termes, les tierces parties éprouvent des difficultés à changer les perceptions des acteurs et ne détiennent pas les ressources économiques et stratégiques pour contraindre les actions militaires sur le terrain. Elles multiplient alors les contacts internationaux; de l'aide professionnelle est nécessaire pour réussir à mettre sur les rails le

<sup>80</sup> Pour plus d'informations à cet égard, voir: *Ibid.*, 115.

<sup>81</sup> Raffaelli et Zuppi observent que Chissano «... n'est pas disposé à attendre les décisions de la RENAMO, il veut approuver la loi sur les partis politiques avant la fin de l'année [...] il est prêt à retarder quelque peu la réforme seulement si les discussions de fond débutent dans les plus brefs délais». Traduction libre. *Ibid.*, 123-124.

<sup>82</sup> Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 69.

processus. Les États-Unis offrent l'expertise accumulée dans les négociations angolaises, où ils jouent un rôle de premier ordre<sup>83</sup>. Le 9 novembre, les tierces parties parviennent à amorcer un troisième cycle de négociations, cette fois-ci en présence de Dhlakama. C'est à partir de ce moment que les observateurs deviennent des médiateurs;

*The choice of mediator was determined through negotiations between the disputants. When Sant'Egidio convened the first meeting of the belligerents in 1990, RENAMO insisted that its Patron, Kenya, be the mediator. FRELIMO would accept Kenya only if its own ally, Zimbabwe, were a co-mediator. RENAMO rejected such involvement by Zimbabwe. In the absence of trust between the parties, RENAMO also dismissed FRELIMO proposal that they proceed without a mediator. Following shuttle diplomacy by members of the Sant'Egidio team, the parties agreed at the third round of talks to upgrade Sant' Egidio's status from 'observers' to mediator<sup>84</sup>*

Quand le gouvernement accepte ce changement de rôle et place la coordination du processus sous la responsabilité du gouvernement italien (avec Raffaelli), non seulement le Saint Égide et l'Italie obtiennent la légitimité et la crédibilité pour agir et pour assumer un rôle plus proactif dans le processus, mais aussi la RENAMO obtient gain de cause. En d'autres mots, elle érige un barrage contre tout possible effet d'entraînement qui découle de l'imposition de règles du jeu non négociées, à travers l'adoption de la nouvelle constitution «démocratique<sup>85</sup>». Un des principaux obstacles au processus était ainsi réglé, mais le tour n'était pas encore joué.

<sup>83</sup> Morozzo dellaRocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 125.

<sup>84</sup> Laurie Nathan. 1999. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*. En ligne.

<[http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational\\_tools/course\\_modules/reference\\_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf](http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational_tools/course_modules/reference_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf)> (page consultée le 12 février 2007).

<sup>85</sup> Ce changement permettra à la RENAMO d'améliorer sa position à la table des négociations. Par exemple, il existe dès le début du processus un problème de communication entre Casa Banana (quartier général de la RENAMO) et Rome, ce qui empêche des échanges fluides entre Dhlakama et Domingos. Le gouvernement italien offre de fournir des moyens techniques pour résoudre ce problème, mais Maputo cherche à confiner la RENAMO dans les montagnes de Gongorosa. En septembre 1991, Dhlakama rencontre le Saint Égide et Raffaelli, déjà médiateurs, pour leur demander de convaincre le FRELIMO d'octroyer la liberté de mouvement aux rebelles. Le 18 octobre, le gouvernement mozambicain s'engage à ne pas faire obstacle. Morozzo dellaRocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 108, 173-174, 180-182.

### 2.1.2 Des blocages et déblocages des négociations de paix

Le cycle de négociation de novembre 1990 se termine par un accord de cessez-le-feu sur les corridors de Beira et Limpopo. Cette entente est présentée par les médiateurs pour maintenir la fenêtre de paix ouverte. Des progrès concrets sont nécessaires pour continuer la négociation. Cette proposition d'entente est élaborée avec l'aide militaire du Congo, de la France, de l'URSS, du Royaume-Uni, du Kenya, du Portugal, des États-Unis et de la Zambie. Il s'agit d'une formule qui rejoint la position de la RENAMO (selon laquelle les troupes du Zimbabwe doivent quitter le territoire mozambicain) et celle du FRELIMO (pour qui le Zimbabwe aide le gouvernement de la même façon que l'Afrique du Sud aide la RENAMO)<sup>86</sup>. L'accord évite un nouveau blocage du processus, mais sa mise en œuvre prendra toute la place dans le processus de paix de décembre 1990 à mai 1991 et sera finalement sabotée par la RENAMO. En effet, face à ce que Dhlakama considère comme des violations de l'accord, il lance un ultimatum au Zimbabwe en mars 1991 de respecter l'accord. Mais la situation ne change pas; la RENAMO attaque en mai<sup>87</sup>.

La pression internationale augmente pour que le processus soit déplacé à Lisbonne. À l'époque, les négociations de paix angolaises étaient considérées par certains comme un modèle à suivre. Le MPLA et l'UNITA étaient en train de signer les Accords de Bicesse alors que le processus mozambicain semblait piétiner. Selon Durão Barroso, ministre des Affaires étrangères portugais et

<sup>86</sup> Selon l'accord, les soldats zimbabwéens doivent se concentrer dans des zones franches de trois kilomètres de large dans les corridors de Beira (319 kilomètres) et Limpopo (542 kilomètres), à l'intérieur desquelles un cessez-le-feu est décrété. L'entente permet d'assurer au Zimbabwe son accès à l'océan Indien, la protection d'un oléoduc qui va jusqu'à Mutare (corridor de Beira) et la voie ferrée allant de Maputo à Chicualacuala (corridor de Limpopo). Une commission de vérification est créée pour surveiller le respect de l'accord. *Ibid.*, 127, 129-130, 141-143. Voir aussi: Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 92-95.

<sup>87</sup> Il s'agit d'un désaccord par rapport à la définition de «corridor», car la RENAMO ne considère pas les villes comme faisant partie de ces couloirs. Toutefois, des informations sur place indiquent que les troupes ont continué à effectuer des mouvements à l'extérieur de ces zones. Pour la question des définitions, voir: Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 100; Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 147. En ce qui concerne le mouvement des troupes du Zimbabwe, voir: Iraê Baptista Lundin 2004. «The Peace Process and the Construction of Reconciliation Post Conflict - The Experience of Mozambique». Communication, colloque Experiences of Penal Alternatives in Peace Processes, Barcelone, 27 au 28 février (texte photocopie), 12.

médiateur dans les négociations angolaises, «le processus de paix angolais est un exemple pour toute l'Afrique australe; l'Italie doit apprendre du Portugal si elle veut aider à mettre fin à la guerre mozambicaine<sup>88</sup>». Les rumeurs d'un éventuel rôle de Lisbonne dans le processus de paix mozambicain finissent par irriter Rome. Raffaelli affirmera, après sa rencontre avec Durão Barroso (juin 1991), que cet éventuel rôle n'est qu'une spéculation de la presse<sup>89</sup>. Le sujet est clos.

Entre-temps, les négociations sont bloquées. Après une série de rencontres entre Dhlakama et des diplomates occidentaux, une sixième session de négociations est confirmée le 26 avril. Les négociations, qui reprennent le 28 mai, mènent à l'accord sur l'ordre du jour des discussions. La RENAMO obtient gain de cause: la négociation des aspects politiques passe avant les pourparlers concernant les questions militaires. L'ordre est le suivant: loi des partis politiques, loi électorale, questions militaires, cessez-le-feu, des garanties pour la RENAMO, convocation à la conférence des donateurs et signature d'un accord de paix final<sup>90</sup>.

La «quarantaine politique» de Dhlakama est également brisée. Le dirigeant est reçu à Lisbonne par le président Mário Soares. Il est aussi reçu par Jeffrey Davidow, sous-secrétaire adjoint américain pour les Affaires africaines, à Genève<sup>91</sup>. Dhlakama commence enfin à accumuler des ressources politiques sur le plan international. En rétrospective, Raul Domingos suggère que les blocages des négociations obéissent à une logique d'accumulation de ressources politiques de Dhlakama; «Parfois il bloquait un accord mais, après une série de rencontres à Rome avec les médiateurs et des diplomates, il l'acceptait. [...] C'était une

---

<sup>88</sup> Traduction libre. L'idée semble être celle de transformer la RENAMO sur le plan de ses structures politiques, culturelles, économiques et administratives pour qu'elle ressemble à l'UNITA, histoire d'accélérer le processus de négociation. Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 165-166; Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 86-87.

<sup>89</sup> Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 107.

<sup>90</sup> Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 153; Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 103-104.

<sup>91</sup> Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 116.

tactique pour devenir un protagoniste auprès de la “communauté internationale”<sup>92</sup>.»

Sur le plan national, Dhlakama consolide aussi son pouvoir, lors de la tenue du deuxième congrès de la RENAMO, le «Congrès de la victoire finale», en décembre 1991<sup>93</sup>. Entre-temps, à Rome, le processus bloque à nouveau. La discussion sur les partis politiques et la loi électorale entraîne des réformes à la constitution approuvée quelques mois auparavant, pouvant être réalisées seulement par l'Assemblée de la République (ancienne Assemblée populaire). La guérilla refuse toujours de reconnaître la légitimité du gouvernement et de ses institutions. Une pause, qui durera quatre mois, a donc lieu. Ce n'est que le 22 octobre 1991 qu'un nouveau cycle de négociations, de nouveau en présence de Dhlakama, est lancé. Le septième cycle prend fin par la signature du protocole sur les partis politiques<sup>94</sup>. À la suggestion des médiateurs, qui cherchent à éviter tout nouveau blocage, la question constitutionnelle ne sera discutée qu'à la fin du processus, au moment de traiter des garanties d'insertion civile de la RENAMO. C'est pour cette raison que le protocole sur la loi électorale, signé en mars 1992, ne contient pas de références aux transformations constitutionnelles.

Avec la signature de ce protocole, les accords en matière politique sont mis en place. Il est temps de passer aux aspects militaires. Désormais, le Saint Égide favorise ouvertement l'inclusion de tierces parties «professionnelles» dans

---

<sup>92</sup> Traduction libre. Entevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>93</sup> Le congrès approuve le renforcement du pouvoir du leader. La RENAMO renforce sa hiérarchie. La direction est assumée par le chef, encadré par un «Cabinet présidentiel». Seuls trois départements survivent à la réforme: Renseignement (en charge de Vicente UJulu), Relations extérieures (sous la responsabilité de José de Castro) et Organisation (dirigé par Raul Domingos). Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 121-122.

<sup>94</sup> L'accord ouvre la voie à un processus de démocratisation tel qu'il est défini par O'Donnell, c'est-à-dire l'application du principe de la démocratie à des organismes (dans ce cas, les partis politiques) gouvernés par des principes autoritaires. Les parties s'engagent aussi à demander à l'ONU et à l'OUA des garanties. Par contre, des différences subsistent. Le FRELIMO cherche, par exemple, un accord général à ratifier postérieurement par le Parlement. Aussi, le gouvernement veut mettre sur place une commission nationale électorale formée exclusivement par l'État (c'est-à-dire, FRELIMO). L'élection présidentielle doit être à majorité absolue. La RENAMO vise un accord le plus spécifique possible, une participation à la commission des élections et un système présidentiel à majorité simple. Voir: Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 185-187, 193-194.

le processus de paix. Le 10 juin 1992, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Portugal et l'ONU deviennent observateurs (sans droit de parole) du processus<sup>95</sup>. Au début de ce nouveau cycle de négociations, la RENAMO demande une révision de l'accord sur les corridors stratégiques et la suspension des articles de la constitution de 1990, jugés opposés à l'esprit du processus de paix<sup>96</sup>. Mais le processus s'embourbe à nouveau. C'est alors qui survient, grâce à l'intervention de Mugabe, un premier sommet Chissano–Dhlakama, qui aboutit à la déclaration conjointe du 7 août 1992.

### 2.1.3 *Les sommets entre Joaquim Chissano et Alfonso Dhlakama*

L'histoire des négociations mozambicaines suggère que, malgré les efforts du Saint Égide et de l'Italie pour mener le FRELIMO et la RENAMO à signer un accord final, c'est en fin de compte Joaquim Chissano et Alfonso Dhlakama qui «régleront», face à face, le conflit. La déclaration conjointe d'août 1992 est un compromis entre un président qui cherche le cessez-le-feu définitif et un dirigeant rebelle, qui ne veut pas s'engager à cet égard. Dhlakama promet de signer un cessez-le-feu si des garanties de liberté et de sécurité personnelles, tant pour les citoyens (micro-insécurité) que pour le personnel de la RENAMO (macro-insécurité) sont octroyées. Le dirigeant demande également de ratifier le premier protocole, où le gouvernement s'engageait à ne pas adopter de lois à

---

<sup>95</sup> Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 140.

<sup>96</sup> La demande de révision de l'accord des corridors cause une surprise parmi les FRELIMO et les médiateurs. La RENAMO justifie sa requête en affirmant que si cet accord (partiel) n'a pas été respecté, il est insensé de prétendre parvenir à un accord de cessez-le-feu global. En d'autres termes, si les soldats zimbabwéens ne demeurent pas dans les corridors, comment la RENAMO fera-t-elle pour les contrôler après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu? Le point concernant la suspension des articles de la constitution ne pose pas de problèmes, Chissano s'étant montré favorable à cette idée quelque temps auparavant, grâce en grande partie à l'intervention de Mugabe. À noter que le président zimbabwéen rencontre Dhlakama à deux occasions, le 10 janvier 1991 et le 4 juillet 1991. Lors de la deuxième réunion, Dhlakama lui remet un document (qui sera par la suite remis à Chissano) avec les articles de la constitution qui doivent être supprimés. Le chef d'État, par exemple, a la faculté de décréter l'état d'urgence. La RENAMO craint que Chissano ne l'utilise en sa faveur si cette dernière se dirige vers une victoire électorale. La clause qui donne à Chissano le pouvoir d'octroyer la nationalité à tout étranger ayant lutté aux côtés du FRELIMO doit aussi être supprimée (pour éviter que des naturalisations massives puissent changer le résultat du vote). La RENAMO demande aussi la suspension de la clause qui fait de l'armée mozambicaine un organisme lié au FRELIMO. Pour plus de détails, voir: Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 205-206, 209, 218-221; Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 124-125.



l'encontre de l'esprit du processus de paix. Dhlakama sollicite également un rôle majeur de vérification pour l'ONU pendant la phase de mise en vigueur des accords. Si on croit les revendications rebelles, nous concluons qu'elles cherchent à diminuer l'incertitude, tant pendant la phase de transition qu'à long terme. D'un point de vue théorique, nous pouvons suggérer que  $O_M$  cherche à rendre prévisibles les choix stratégiques de  $G_E$ .

Chissano, pour sa part, accepte le déploiement d'une mission de paix, mais obtient une concession fondamentale: une date limite pour signer un accord final. En effet, les dirigeants fixent au 1<sup>er</sup> octobre 1992 la signature de l'entente de paix<sup>97</sup>. Face à la possibilité qu'un nouveau blocage se produise, un deuxième sommet a lieu à Gaborone les 18-19 septembre 1992. Cette fois-ci, Chissano et Dhlakama s'entendent sur ce qui deviendra les Accords de Rome, c'est-à-dire la création d'une armée de 30 000 soldats, le maintien des services de renseignements, la garantie d'impartialité de la police à travers la création de la COMINFO et de COMPOL. Il s'agit des garanties internes que nous avons analysées au chapitre précédent.

Des auteurs comme Vieira Mário indiquent que Chissano «remporte» ce sommet face à un Dhlakama qui panique, et qui devient un saboteur avide;

Face à la perspective réelle de déposer les armes et en sachant que ce sont elles qui lui donnent le pouvoir de faire transiger le FRELIMO, la façon d'affronter l'adversaire serait complètement différente. Pour cette raison, il a indiqué que les garanties déjà obtenues à la table de négociations n'étaient pas suffisantes pour assurer la survie de la RENAMO, une fois devenue parti désarmé<sup>98</sup>.

---

<sup>97</sup> À partir de ce moment, les points de discorde ne sont plus qu'au nombre de quatre. Par rapport aux services de sécurité, FRELIMO défend une réforme sans la participation de la RENAMO alors que celle-ci privilégie la création de nouveaux organismes. En ce qui a trait aux forces armées, le FRELIMO pousse pour une armée plus grande que celle que veut la RENAMO. La police doit être sous l'autorité du gouvernement, selon le FRELIMO, alors que la RENAMO propose qu'elle soit assujettie à une commission conjointe. Enfin, le FRELIMO veut donner à l'ONU un rôle de consultation technique, alors que la RENAMO veut lui conférer de grands pouvoirs d'exécution des accords. Voir: Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 221-222; Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 142.

<sup>98</sup> Traduction libre. Voir: Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 152.

Lors de cette réunion, Dhlakama fut-il victime de l'effet d'entraînement que Raul Domingos, à la table de négociations, avait jusqu'à ce moment réussi à atténuer?

Nous étions à Rome alors que lui [Dhlakama] rencontrait Chissano à Gaborone. À Rome, on négociait la dépolitisation des forces armées et de la police, qui devaient éventuellement être partagées à parts égales entre le FRELIMO et la RENAMO. Mais à Gaborone, Dhlakama a accepté le fait qu'il ne fallait pas inclure la police dans la négociation; il fallait tout simplement créer une commission pour veiller à son fonctionnement. Nous avons reçu une télécopie en nous demandant de donner un format final à cet accord pour procéder à la signature du protocole respectif, ce que nous avons fait<sup>99</sup>.

Des aspects essentiels, dont le contrôle du territoire entre les acteurs, restent encore à négocier<sup>100</sup>. Dans un marathon de 72 heures, qui a lieu au moment même où les résultats des élections angolaises sont publiés, le gouvernement mozambicain et la RENAMO tiennent un dernier cycle de négociations. Le FRELIMO accepte que la RENAMO reste dans les zones territoriales sous son contrôle jusqu'au moment des élections<sup>101</sup>. Si le FRELIMO gagne ces régions par la voie électorale, mais refuse de former un gouvernement de coalition, la RENAMO peut les contrôler sans préjudice, jusqu'au moment où le FRELIMO remplira cet engagement<sup>102</sup>. En quelque sorte, il s'agit d'une garantie de défense des intérêts de la RENAMO au cas où le FRELIMO déciderait de ne pas honorer ses engagements. Les choix stratégiques du FRELIMO sont-ils prévisibles?

Joaquim Chissano et Alfonso Dhlakama signent les Accords de Rome le 4 octobre 1992. Les représentants de l'Afrique du Sud, du Botswana, des États-Unis, du Malawi, du Portugal et du Zimbabwe, entre autres, sont à Rome depuis le 1<sup>er</sup> octobre et attendent pour assister à la cérémonie de signature. La pression

<sup>99</sup> Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>100</sup> Morozzo della Rocca. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*, 234-235.

<sup>101</sup> En fait, l'accord spécifie que le FRELIMO nommera des administrateurs locaux (très probablement de la RENAMO puisqu'il s'agit de son territoire) pour les gérer en attendant l'organisation des élections générales. Voir: *Ibid.*, 244.

<sup>102</sup> Walter. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace», 149.

sur les négociateurs est donc considérable. Dans ce qui peut être considéré comme un «succès» du processus, les deux parties croient qu'elles ont gagné. Pour la RENAMO, il est clair qu'il existait une «... possibilité de prendre le pouvoir par la force, mais cela serait allé à l'encontre des principes de liberté, de justice, de respect des droits humains et de démocratie que nous défendions. Pour cette raison, nous cherchions un accord de paix pour finir la guerre<sup>103</sup>.» Quant au FRELIMO, il reste le gouvernement du Mozambique.

Mais au-delà des anecdotes historiques, une question demeure pertinente: l'action de tierces parties dans ce cas, qui représente un rapport de forces mixte, a-t-elle été utile? Voyons un autre processus de négociation entre G<sub>E</sub> et O<sub>M</sub>, cette fois-ci sans la présence internationale.

## ***2.2 Effets d'entraînement et sabotage de pactes: les paris incertains du M-19***

À la suite du lancement de l'Initiative de paix (IDP), le gouvernement colombien de Barco et le M-19 tiennent le sommet d'Usaquén où ils mettent sur pied une Commission de cohabitation dont la mission consiste en l'élaboration d'une proposition de paix et en la définition des règles du jeu pour encadrer les négociations. Le M-19 propose un accord basé sur quatre points: un compromis en faveur de la paix; le respect des accords de La Uribe; l'établissement d'un plan public de dépenses sociales et la transformation de la Commission de Cohabitation en une entité de vérification<sup>104</sup>. Le gouvernement exprime des réticences face à un dialogue qu'il qualifie de «fruit de l'intimidation<sup>105</sup>». D'avril à octobre 1989, des tables de négociations dirigées par l'Église catholique (avec le concours du gouvernement, du M-19 et des professionnels, des syndicats, des universités, des organisations sociales et des partis traditionnels), s'achèment vers la définition d'un pacte. Le M-19 souhaite la création d'une circonscription électorale spéciale pour permettre aux démobilisés d'intégrer plus facilement la

<sup>103</sup> Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>104</sup> García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 106.

<sup>105</sup> *Ibid.*, 107.

joute électorale<sup>106</sup>. La réforme du système judiciaire est aussi un point fondamental pour la guérilla<sup>107</sup>.

Ce processus aboutit à la signature du Pacte pour la paix et la démocratie, le 2 novembre 1989. Le M-19 s'engage à démobiliser ses effectifs en échange de la reformulation d'un projet de loi, déjà sous étude au Congrès, qui permet de créer la circonscription électorale de paix et la convocation par plébiscite de l'Assemblée nationale constituante. Or, ce pacte est saboté.

En effet, le 30 novembre 1989, alors que le Congrès discute du programme de réformes qui découlent de l'entente de paix, un groupe de législateurs de différents partis politiques propose et approuve l'ajout d'un point au projet de loi: le refus de l'extradition des narcotrafiquants vers les États-Unis. Dans les mots de Pardo, «une rébellion politique véritable et inespérée a lieu. Les dirigeants libéraux et conservateurs sont prêts à approuver la réforme [telle qu'elle est acceptée avec le M-19, sans la non-extradition], mais le Congrès les ignore<sup>108</sup>.» Le 15 décembre, à la demande de Barco, le projet de réforme est mis au rancart; la possibilité d'extradition de narcotrafiquants aux États-Unis est un élément central de la «déclaration de guerre» que le gouvernement a lancée aux trafiquants de la drogue quelque temps auparavant; impossible de reculer sur ce point, même au prix de l'échec de l'accord de paix avec le M-19<sup>109</sup>. Les quelques garanties négociées dans le Pacte pour la paix et la démocratie tombent à l'eau:

---

<sup>106</sup> *Ibid.*, 111.

<sup>107</sup> Le M-19 a aussi mis sur la table de négociations des enjeux socio-économiques, qui constituaient le troisième volet de sa plate-forme de négociation. Des mesures sur la planification économique participative, les revenus, la politique de travail, la gestion des ressources naturelles, l'offre, la production, la commercialisation et la sécurité alimentaires, le logement social, la santé et un «fonds pour la paix» ont aussi été discutés. Toutefois, ces éléments furent secondaires. À preuve, aucun instrument de vérification de leur respect n'est placé en priorité, malgré l'insistance du M-19 pour établir des mécanismes de vérification dans les autres domaines. *Ibid.*, 111.

<sup>108</sup> Traduction libre. Rafael Pardo Rueda. 1996. *De Primera Mano. Colombia 1986-1994: Entre Conflictos y Esperanzas*. Santafé de Bogotá: Editorial Norma, 161.

<sup>109</sup> Traduction libre. Vers la fin des années 1980, le gouvernement a commencé à extraditer des narcotrafiquants pour être jugés aux États-Unis pour leurs crimes, une des actions incluses dans sa déclaration de «guerre» au trafic de drogues. La réponse fut l'escalade de violence de la part des Cartels de la drogue. Le gouvernement est donc placé face à un dilemme: s'il laisse approuver le projet de loi tel qu'il a été modifié, il ratifie le processus de paix avec le M-19 mais les narcotrafiquants obtiennent gain de cause. S'il retire le projet, il obtient gain de cause face aux narcotrafiquants, mais il relègue le processus de paix dans l'incertitude. García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 40-41, 44.

«Nous nous sommes assis et, au bout de 15 minutes, nous arrivions à l'évidence: avec l'échec de la réforme, le processus de paix était bloqué et nous ne voyions pas comment on pouvait le faire redémarrer<sup>110</sup>.»

Pourtant, pour le M-19, la décision de démobiliser était irréversible. Les raisons qui justifiaient l'utilisation des armes en tant que choix stratégique se diluent dans le contexte de la «multiplication des formes de la violence»:

Quand nous avons redéfini notre consigne «guerre à l'oligarchie, paix aux forces armées et vie à la Nation» – une belle phrase très difficilement applicable en pratique –, nous avons décidé d'enlever un des représentants traditionnels de cette oligarchie, Alvaro Gomez Hurtado. [...] Mais à l'époque, Pablo Escobar avait commencé à sequestrer des gens. Après l'enlèvement, Carlos Pizarro nous a demandé si nous étions les auteurs de l'enlèvement ou si c'était une action des narcotrafiquants. Les actions d'une guérilla sont valides quand les gens les comprennent. Si personne ne comprend ce qui se passe, l'action révolutionnaire perd de sa force. Elle devient un autre acte de violence dans une guerre confuse ou plus personne ne sait qui fait quoi. Il a fallu clarifier auprès de l'opinion publique que nous en étions les auteurs<sup>111</sup>.

Des mesures *ad hoc*, comme un dispositif pour garantir la sécurité de l'élite du M-19 et une amnistie accordée aux principaux dirigeants, sont alors accordées unilatéralement par l'administration Barco. Ces décisions permettront à Carlos Pizarro et Antonio Navarro de se rendre à Bogotá pour organiser la démobilisation et pour avancer dans la création d'un nouveau parti politique, l'Alliance ADM-19, qui voit le jour en mars 1990<sup>112</sup>.

Le M-19 maintient donc sa décision de procéder au DDR et de s'insérer dans le cadre institutionnel existant, toujours avec l'espoir d'obtenir les changements institutionnels souhaités<sup>113</sup>. Mais attention, il s'agit ici d'un pari politique. Comme nous l'avons mentionné au chapitre 4, aucune garantie interne

<sup>110</sup> Traduction libre. Pardo Rueda. *De Primera Mano. Colombia 1986-1994: Entre Conflictos y Esperanzas*, 163.

<sup>111</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>112</sup> Jaime Zuluaga. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. P. et J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 35. Voir aussi: García Durán. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*, 115, 123.

<sup>113</sup> Andrés Davila Ladrón de Guevara. 2002. *Democracia Pactada: El Frente Nacional y el Proceso Constituyente de 1991*. Bogotá D.C.: Alfaomega-Ceso-UNIANDES-Departamento de Ciencia Política, 177.

ou externe ne rend prévisible le résultat du processus. Le M-19 dépend de sa chance politique, de ses aptitudes à investir ses ressources politiques dans des actions qui augmenteront son appui électoral et de la «bonne volonté» du gouvernement.

L'administration Barco en est à ses derniers mois. Un pacte est donc conclu entre les potentiels candidats présidentiels libéraux, Ernesto Samper, César Gaviria et Horacio Serpa, et le M-19. Le bulletin de vote de l'élection présidentielle de 1990, celle où Gaviria sera élu, sera accompagné d'un deuxième bulletin demandant aux électeurs d'approuver la convocation à une assemblée nationale constituante. Il s'agit du pacte de Bogotá; «en fin de compte – indique Otty Patiño –, nous avons fini par négocier non avec le gouvernement, mais avec les partis politiques. Voilà notre grande négociation, c'est là où nous avons négocié la constituante<sup>114</sup>.»

Au-delà des détails historiques, trois éléments doivent être retenus:

- (1) Cette bouée de sauvetage, qui aura finalement permis de réaliser le changement institutionnel tant souhaité par les opposants au Front National, est plutôt le fruit de l'improvisation. De plus, l'inclusion d'un bulletin, demandant à l'électeur s'il était pertinent de convoquer une telle constituante, est un mécanisme illégal, la constitution de 1886 donnant au Congrès les pleins pouvoirs en matière de changement institutionnel<sup>115</sup>. Mais la consigne est la même que celle utilisée au moment de la négociation du pacte de création du Front National: un groupe de dirigeants colombiens avaient alors recyclé la consigne élaborée par Rafael Núñez au XIX<sup>e</sup> siècle: «changements fondamentaux ou catastrophe<sup>116</sup>».

<sup>114</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>115</sup> Daniel L. Nielson et Matthew Soberg Shugart. 1999. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform». *Comparative Political Studies* 32 (no 3), 326-327. Voir aussi: Eisenstadt et García. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency», 285.

<sup>116</sup> Traduction libre. Pour une analyse des similitudes et différences des conjonctures 1957-1958 et 1990-1992, voir: Ladrón de Guevara. *Democracia Pactada: El Frente Nacional y el Proceso Constituyente de 1991*, 163, 168. Pour une analyse générale, voir: Adolfo León Atehortúa Cruz.

*Both the M-19 and reformist leaders in the Liberal Party shared a common goal of opening up the political system to more programmatic competition and to enhancing the voice of urban sectors. [...] Thus, a de facto alliance resulted between the M-19 and sections of the Liberal Party tied to Gaviria, and breakaway Conservatives grouped in the so-called Movement for National Salvation<sup>117</sup>.*

- (2) En décidant de maintenir le plan de DDR, et même si aucune garantie n'est offerte, le M-19 accumule des ressources politiques (crédibilité et sympathie populaire) qui place l'ADM-19 en situation d'élire un nombre considérable de députés à l'assemblée constituante<sup>118</sup>. En ce sens, des experts colombiens signalent que certains processus de paix peuvent être visualisés comme des stratégies d'accumulation de ressources politiques. Dans le cas de la Colombie, l'argument s'applique surtout pour des groupes armés négligeables en termes de puissance militaire<sup>119</sup>;
- (3) Le Pacte de Bogotá ne bloque pas l'effet d'entraînement dont le M-19 fut victime dès le début du processus de négociation, et qui est observable dans la synthèse présentée au tableau IV de la page 257. Toutefois, il ouvre la voie à un rattrapage. En bref, la réversibilité de l'effet d'entraînement dépend, dans ce contexte, de la capacité du M-19 à utiliser sa crédibilité et sa légitimité en vue d'insérer dans la nouvelle constitution les garanties qui n'ont pas été obtenues ni en novembre 1989 ni en mars 1990.

La participation à l'Assemblée nationale constituante devient un incitatif qui permettra de désarmer, de démobiliser et de réinsérer 4000 guérilleros. En effet, aux effectifs du M-19 s'ajouteront ceux d'un secteur majoritaire du EPL, le

---

1999. «Colombie: la place des militaires dans le conflit armé». *Problèmes de l'Amérique latine* 34, 76.

<sup>117</sup> Nielson et Shugart. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform», 327.

<sup>118</sup> Pour Eduardo Pizarro, il s'agit ici du dernier «coup de génie» du M-19: «Même s'il est insignifiant en termes militaires, son pouvoir de négociation disproportionné découle de sa volonté, une première pour les guérillas colombiennes, de se réinsérer dans la vie civile. Il a donc maximisé leur valeur symbolique bien au-delà de sa valeur militaire réelle.» Traduction libre. Entrevue avec Eduardo Pizarro (proche au M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 1<sup>er</sup> mars 2007.

<sup>119</sup> Traduction libre. Entrevue avec Jaime Zuluaga (Universidad Nacional de Colombia), réalisée à Bogotá D.C., le 9 mars 2007.

PRT et le MAQL. Mais pour les FARC-EP et l'UC-ELN, le refus de négocier implique leur exclusion du processus, ce qui se traduit par une perte de ressources politiques. Les guérilleros colombiens qui restent mobilisés ne peuvent pas déclarer, comme Dhlakama l'a fait à Rome, que cette Assemblée nationale constituante est une «opération de relations publiques». En Colombie, il ne s'agit pas d'une imposition par en haut mais le résultat du vote populaire. De plus, il est impossible d'affirmer que ce changement est une «imposition exclusive de la droite», car des anciens rebelles y participent. Enfin, l'opinion publique colombienne voit dans le FMLN du Salvador la preuve qu'une guérilla peut négocier sérieusement<sup>120</sup>. Pour le M-19, le pari résulte en un succès, tout du moins à court terme. Nous y reviendrons.

### ***2.3 Conclusion: séquences de changements institutionnels et processus de pacification***

La principale conclusion que nous tirons de la comparaison entre les négociations de paix mozambicaines et colombiennes est que l'action d'un médiateur peut parfois aider les acteurs modérés à faire avancer leurs intérêts vitaux face aux extrémistes. En termes des garanties internes, le désarmement du M-19 sans avoir approuvé les changements requis explique la difficulté à produire les changements prévus. Certes, dans le cas mozambicain, la RENAMO n'aura pas empêché l'approbation de la constitution et a été incapable de la changer. Elle obtient toutefois la réforme de la loi électorale et des partis politiques avant de procéder aux détails du DDR. Certes, un processus de rattrapage peut avoir lieu. Aussi, il serait risqué d'affirmer que sans les sommets Chissano-Dhlakama, les garanties internes des Accords de Rome auraient mieux servi à endiguer l'incertitude. Le débat demeure donc ouvert.

Toutefois, l'expérience mozambicaine démontre que les tierces parties atténuent les effets d'entraînement en permettant, par exemple, à l'opposition armée d'introduire dans la négociation ses revendications et en obligeant G<sub>E</sub> à négocier, même s'il a déjà approuvé, de façon unilatérale, des changements

---

<sup>120</sup> Bejarano. *Una agenda para la paz*, 94.



institutionnels qui vont dans le même sens que les revendications de l'adversaire. Or, en termes de l'étude des configurations du rapport de forces, il faut constater que l'influence des tierces parties à cet égard semble assez limitée. Pour cette raison, leur action est-elle utile en cas de primauté de  $G_M$  et  $O_M$ ? Après tout, dans les cas de moment propice, les accords signés ont le potentiel d'aboutir à une paix soutenable.

### 3. Tierces parties au Salvador: de la transformation d'un moment propice en *extrication*

Moins d'un mois après l'offensive finale de novembre 1989, c'est-à-dire un mois avant que la participation des FAES dans l'assassinat des jésuites soit connue du public, deux dirigeants du FMLN, Salvador Samayoa et Ana Guadalupe Martínez, rencontrent des représentants de l'ONU à Montréal pour explorer la possibilité d'une médiation de l'ONU pour mettre fin au conflit salvadorien<sup>121</sup>. Les rebelles ne savent pas encore quelle dimension et quelles tâches spécifiques devraient leur être confiées<sup>122</sup>. Pour sa part, le gouvernement Cristiani résiste à donner à Alvaro De Soto, représentant du secrétaire général, la capacité de présenter aux parties des propositions en tant que base de discussion<sup>123</sup>. Les FAES sont hostiles à l'idée de pactiser avec le FMLN<sup>124</sup>. De plus, le président Cristiani, malgré son offre de paix, «n'avait pas encore à ce

<sup>121</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 154.

<sup>122</sup> À la même époque, le FMLN envoie des demandes de participation au président du Costa Rica, Óscar Arias, du Venezuela, Carlos Andrés Pérez et au secrétaire général de l'OEA, João Baena Soares. Il envoie aussi des notes diplomatiques à l'Espagne, au Mexique, en Colombie, au Pérou, en Équateur, au Brésil et en Argentine pour les mettre au courant de ces contacts. Ce n'est que le 18 décembre 1989, dans une missive que Shafik Handal envoie au secrétaire général de l'ONU, Pérez De Cuellar, que la position du FMLN concernant le rôle d'une tierce partie est clarifiée. Il s'agit «... d'une médiation *stricto sensu* [...] qui implique un travail préalable de l'ONU avec les parties [similaire à celui réalisé par le Saint Égide en 1989 et 1990] pour rapprocher les positions et définir des zones où des accords sont possibles». Traduction libre. Salvador Samayoa. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores, 213-214, 238.

<sup>123</sup> Álvaro De Soto, Francis Vendrell et Michel Pelletier, délégués du secrétaire général des Nations Unies, Javier Pérez De Cuéllar, se sont présentés à la réunion du FMLN à Montréal. De l'entretien émerge l'idée de demander à Pérez d'adresser une lettre aux présidents centraméricains (qui devaient se réunir le 12 décembre), pour ouvrir un espace d'intervention de l'ONU; la lettre du secrétaire général est envoyée le 7 décembre. Le gouvernement Cristiani accepte le rôle de l'ONU, mais insiste sur le fait de garder le processus dans le cadre d'Esquipulas, qui lui est plus favorable. *Ibid.*, 79-82, 161; Voir aussi: Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 154.

<sup>124</sup> Laura Nuzzi O'Shaughnessy et Michael Dodson. 1999. «Political Bargaining and Democratic Transitions: A Comparison of Nicaragua and El Salvador». *Journal of Latin American Studies* 31, 102.

moment une idée très claire de la façon d'organiser son groupe de travail et de mener le FMLN à la table<sup>125</sup>». Même au sein du FMLN, le consensus est loin d'être atteint. La faction dirigée par Joaquín Villalobos (ERP) accuse Alvaro De Soto de «collaborationnisme» avec le département d'État américain<sup>126</sup>. Pourtant, le principal message que De Soto apporte à la réunion de Montréal est le suivant: Javier Pérez de Cuéllar, secrétaire général, est prêt à «... plonger dans la piscine dès qu'il est certain qu'elle sera remplie, que la température sera adéquate et qu'il y aura une serviette à sa sortie<sup>127</sup>».

Le processus de paix salvadorien peut être divisé en deux phases (voir le tableau VII, page 324). Dans un premier temps, les tierces parties agissent sur les perceptions des acteurs afin de consolider le moment propice. Cette phase aboutit à l'accord sur une série de réformes constitutionnelles signées le 27 avril 1991 au Mexique. Dans un deuxième temps, le moment propice devient une *extrication*. Avec la signature de ces accords, la plupart des changements sont approuvés. Il ne reste qu'à négocier la marche à suivre pour les mettre en application, ainsi qu'à définir les questions opérationnelles sur le plan militaire.

---

<sup>125</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>126</sup> En avril 1989, l'attaque de l'Afrique du Sud contre les militants de la SWAPO, qui a compté, aux yeux de certains dirigeants du FMLN, avec l'autorisation du fonctionnaire de l'ONU en charge de l'administration de la Namibie, a donné des preuves au FMLN concernant la «vulnérabilité de l'ONU aux pressions des puissances régionales et internationales». Traduction libre. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 87, 174.

<sup>127</sup> Traduction libre. Cet engagement est le fruit de consultations informelles réalisées par le secrétaire général aux États-Unis et en URSS. Il s'encadre aussi dans l'esprit de la résolution 637 du 27 juillet 1989 du Conseil de sécurité, qui donne au secrétaire général tout l'appui pour poursuivre sa «mission de bons offices» avec les présidents centraméricains dans le cadre d'Esquipulas II. *Ibid.*, 109, 205. Voir aussi: Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1989. *Résolution 637*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1989/637f.pdf>> (page consultée le 19 août 2007).

**Tableau VII**  
**Accords partiels convertis en chapitres de l'Accord de Chapultepec**

Date de signature	Document	Sujet
4 avril 1990	Accords de Genève	Acceptation du principe de la négociation
21 mai 1990	Accords de Caracas	Négociation de l'ordre du jour à discuter
26 juillet 1990	Accords de San José sur les droits humains	Autorise le déploiement d'une mission internationale de vérification du respect des droits humains
27 avril 1991	Accords de Mexique	Réformes constitutionnelles
25 septembre 1991	Accord de New York	Transformation des groupes de sécurité
31 décembre 1991	Accord de New York	Garanties sociales de réinsertion au FMLN et encadrement du cessez-le-feu définitif
16 janvier 1992	Accord de Chapultepec	Ratification de l'ensemble des ententes partielles

### ***3.1 Pouvoir d'influence (leverage) des tierces parties et perceptions des négociateurs***

La figure d'Álvaro De Soto est, sans doute, la plus connue du processus de paix salvadorien. Toutefois, le secrétaire général demeure saisi de la question en tout temps. En fait, Pérez De Cuellar apparaît à l'avant-scène aux moments les plus délicats. C'est lui qui sert de lien avec le Conseil de sécurité et qui maintient les contacts avec les plus hauts représentants des pays ayant des intérêts au Salvador; c'est lui qui persuade les présidents centraméricains de laisser une marge de manœuvre à l'ONU dans la région pour déployer une mission de paix; et c'est lui qui a fait plus de quarante voyages tout au long des vingt cycles de négociations, la plupart à San Salvador, Mexico D.F. et Washington (*shuttle diplomacy*), pour consulter et raffiner des documents de travail<sup>128</sup>:

...la ligne téléphonique directe que Pérez de Cuéllar a maintenue avec le président George Herbert. W. Bush, avec les présidents du Mexique et du Venezuela, Carlos Salinas et Carlos Andrés Pérez, avec le président salvadorien, Alfredo Cristiani, et avec le coordonnateur du FMLN, Schafik Handal, a contribué de façon décisive à faire bouger des positions politiques qui semblaient inamovibles et à défaire les nœuds gordiens le plus serrés. Cette ressource fut particulièrement efficace pour signer l'accord sur la réforme constitutionnelle en avril 1991 et pour

<sup>128</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 171-173.

obtenir la présence de Cristiani à New York lors de la phase finale de négociations<sup>129</sup>.

Les négociations de paix salvadoriennes commencent par les Accords de Genève, signés le 4 avril 1990. Par sa présence à cette rencontre, Pérez De Cuellar envoie un signal fort et univoque qui démontre la volonté de l'ONU d'aider la négociation. En fait, dès le mois de janvier, Álvaro De Soto avait rencontré Cristiani à Washington pour définir le rôle onusien. Le président salvadorien refuse alors d'accorder à l'organisation le rôle de médiateur, mais De Soto rencontre tout de même le FMLN. Il est clair pour le représentant du secrétaire général que l'ONU est sur un terrain glissant. Un signal unilatéral en faveur de la paix, comme un cessez-le-feu unilatéral, serait souhaitable. Les rebelles refusent la suggestion, mais le 12 février, ils annoncent (en privé) leur volonté de suspendre le sabotage économique du pays et les attaques contre les autorités gouvernementales et municipales non reliées aux paramilitaires.

De Soto soumet alors un document pour encadrer le processus de négociation qui confère à deux personnes, le secrétaire général de l'ONU ou ses représentants, la tâche de bons offices. Selon la proposition, la première réunion doit être tenue en présence de Pérez De Cuellar, idéalement à New York (mais aussi à Genève); l'ONU doit faire tous les efforts nécessaires pour qu'un accord soit signé à cette occasion. En échange, le gouvernement doit accepter les bons offices de l'ONU et doit donner son accord pour que le FMLN puisse communiquer directement avec l'organisation. Enfin, le président Cristiani doit jouer en personne le rôle d'interlocuteur<sup>130</sup>.

La proposition est acceptée par le gouvernement. Or, l'échec électoral des Sandinistes au Nicaragua (25 février 1990) lui fait changer sa position: le gouvernement voit maintenant un FMLN isolé. Il demande alors le cessez-le-feu<sup>131</sup>. Le gouvernement revient également à l'idée d'encadrer les négociations

---

<sup>129</sup> Traduction libre. *Ibid.*, 172.

<sup>130</sup> De Soto soumet le document au gouvernement sans lui dire que certains des points inclus ont été définis par le FMLN. Or, puisque le document est remis par un représentant de l'ONU, le gouvernement ne voit pas de problème à l'accepter. *Ibid.*, 250, 253-256.

<sup>131</sup> *Ibid.*, 262.

dans le processus d'Esquipulas II, qui lie la démobilisation du FMLN à celle des Contras nicaraguayens. La pression internationale sera nécessaire pour faire fléchir cette position. Le 22 mars 1990, la Chambre de Représentants des États-Unis discute d'une loi où elle assujettit l'aide américaine au gouvernement salvadorien au progrès des négociations avec le FMLN, sous la direction de l'ONU. Le 21 mars, en prévision de ce débat, le gouvernement annonce qu'il est disposé à ouvrir un processus de paix selon les termes discutés avec De Soto<sup>132</sup>.

Les Accords de Genève matérialisent l'acceptation du principe de négociation comme méthode de résolution du conflit. Les parties s'engagent à la plus haute retenue (seul l'ONU peut communiquer avec la presse), elles donnent au secrétaire général le rôle de facilitateur et établissent des commissions de négociation<sup>133</sup>. La distance entre les parties est encore grande, mais l'accord est important pour le FMLN: pour la première fois, les rebelles sont placés en situation de parité avec le gouvernement à une table de négociations<sup>134</sup>. On accorde un rendez-vous au Venezuela, qui aboutira à la signature des Accords de

---

<sup>132</sup> *Ibid.*, 265.

<sup>133</sup> Plus tard, les négociateurs constateront «que chaque fois que les propositions deviennent publiques, il est impossible de faire des concessions, dans la mesure où celles-ci se transforment en victoires ou défaites de la négociation». Cet accord de confidentialité relève donc de la plus haute importance. Traduction libre. Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdos de Ginebra». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 1-3. Pour la perspective du FMLN, voir: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 155, 296.

<sup>134</sup> Le FMLN demande à cette occasion la réforme totale des FAES, ce qui inclut l'expulsion de tous les officiers accusés de violations des droits humains, la séparation des trois forces de sécurité (la Garde nationale, la Police du trésor et la Police nationale) de la structure des FAES. Les rebelles demandent aussi la création d'une nouvelle police, des réformes judiciaires pour en finir avec l'impunité, des garanties en termes de respect des libertés civiles et de respect des droits humains et un rôle spécifique de vérification pour un organisme international. Enfin, ils sollicitent des réformes électorales majeures, notamment le registre d'environ trois millions d'électeurs. Il faut souligner que les différentes organisations du FMLN n'ont pas encore unifié leurs critères de négociation. Une proposition d'élimination des FAES, par exemple, qui surprend même à la commission de négociation du FMLN (qui exprime, dans des communications internes, leur désaccord dans la mesure où elle est «... un cadenas qui, en plus, nous fait perdre de la crédibilité»), circule alors. Traduction libre. Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 154. Pour une analyse de la discussion au sein du FMLN, voir: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 276-280, 290.

Caracas. Dans ce document, les parties définissent l'ordre du jour de la négociation<sup>135</sup>.

Sur le terrain la situation est difficile, car aucune des parties ne veut négocier en condition de faiblesse militaire. Pour cette raison et même si les ressources stratégiques sont ici utilisées dans le cadre d'une stratégie de négociation, le résultat observable sur le terrain est une intensification du conflit armé<sup>136</sup>. Les parties parviennent quand même à une entente concernant la méthode de négociation. Celle-ci sera divisée en deux étapes, la première portant sur des accords politiques (FAES, droits humains, système judiciaire, système électoral, constitution et vérification de l'ONU) et la deuxième axée sur les technicalités militaires (cessez-le-feu, garantie de conditions favorables à la réinsertion, etc.)<sup>137</sup>. À noter, comme au Mozambique, la séquence des négociations donne priorité aux aspects politiques avant de passer à la démobilisation de l'opposition armée. Le prochain rendez-vous aura lieu à San José (Costa Rica). Entre-temps, les parties créent un Groupe d'amis du Salvador formé par le Mexique, la Colombie, le Venezuela et l'Espagne<sup>138</sup>.

La capacité de De Soto de changer les perceptions des négociateurs est mise à l'épreuve lors de ce cycle de San José. À l'occasion, le FMLN propose de commencer avec le sujet le plus épineux, c'est-à-dire la transformation des FAES. Or, De Soto saisit l'enjeu: une telle discussion embourbe le processus. Il propose alors d'aborder un sujet moins conflictuel, en soumettant aux parties un document portant sur le respect des droits humains. Il s'agit de la base de l'Accord de San

<sup>135</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdos de Ginebra», 1-3; Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdos de Caracas». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 4-6.

<sup>136</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 297-298.

<sup>137</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. «Acuerdos de Caracas», 4-6. Voir aussi: Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 155 et Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 299.

<sup>138</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 155. Cette idée concorde avec l'idée initiale, exprimée par le FMLN en décembre 1989 à Pérez de Cuellar, de constituer un premier cercle de «gouvernements amis» qui puissent conseiller le secrétaire général. Dans un deuxième cercle, moins proche, indique le FMLN, doivent être situés les gouvernements des États-Unis, de l'URSS et Cuba. Ils doivent être les garants du fait que les accords soient respectés. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 239.

José sur les droits humains (26 juillet 1990)<sup>139</sup>. L'accord est difficile à obtenir. Par «protection des droits humains», le gouvernement salvadorien entend l'arrêt des enlèvements et de l'extorsion. Or, le FMLN perçoit des impôts révolutionnaires dans les territoires sous son contrôle. Et, en tant qu'autorité dans ces zones, il punit l'évasion fiscale, ce qui est interprété par le gouvernement comme de «l'extorsion».

Par ailleurs, l'accord manque presque de faire implorer le FMLN<sup>140</sup>. Les rebelles craignent une manipulation visant à supprimer leurs sources de financement; Jovel se souvient de l'épisode: «Les membres du Haut Commandement qui étions à Managua [Nicaragua], Joaquín Villalobos et moi-même, n'étions pas d'accord avec cette entente [...] Mais la situation était complexe. Les autres membres, dont Shafick Handal et Fernán Cienfuegos, avaient déjà fait la conférence de presse<sup>141</sup>.» Comment renier, sans perdre en crédibilité, un accord déjà annoncé publiquement? Telle est la question qui se posent certains membres du Haut Commandement du FMLN. Rappelons-le, lorsqu'on est modéré, on tolère mal la perte de ressources politiques.

En termes du processus de négociation, cette entente «“was literally pulled out of a hat” by de Soto in order to maintain some sense of momentum<sup>142</sup>». En d'autres termes, elle accomplit la même fonction que la proposition sur les corridors de Beira et Limpopo dans le processus mozambicain, c'est-à-dire de maintenir ouverte la fenêtre de paix. Et comme cette entente, l'accord de San José met en place un mécanisme de vérification. Par contre, au Salvador, ce

<sup>139</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 163-164.

<sup>140</sup> Le commandant Villalobos nie, à partir de Managua, la représentativité de la commission du FMLN qui négocie à San José. Il faudra plusieurs jours de débat interne pour éviter la rupture du front. Même les dirigeants de *Convergencia Democrática* (ancien FDR) expriment leurs réserves face à l'accord, qui pourrait mener à un cessez-le-feu désavantageux. Mais la commission de négociation indique que pour l'instant, cette signature est le seul signal coûteux concret qui certifie la volonté de paix du FMLN. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 336-337, 343-352.

<sup>141</sup> Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>142</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 156. Voir également: Carlos Acevedo. 1991. «Los alcances de la ronda de México». *Estudios Centroamericanos* XLVI (no 511), 410.

compromis donne le «feu vert» à l'ONU pour déployer une mission de vérification qui est l'embryon de l'ONUSAL<sup>143</sup>.

En termes du maintien et de la construction de la paix, nous constatons donc un travail de De Soto pour convaincre les parties d'ouvrir un espace de manœuvre à l'action de l'ONU dès juillet 1990 dans ces domaines:

La tierce partie fut, dans ce cas, très active. Elle proposait les solutions. Je crois qu'elle a mis en œuvre une stratégie très risquée, mais qui est la seule qui marche. Au lieu de dire aux négociateurs ce qu'ils voulaient entendre, elle disait ce qu'il ne fallait pas dire. Quand on dit aux gens ce qu'ils veulent entendre, les choses s'enlisent, et des malentendus (qui peuvent grossir) apparaissent. Mais la tierce partie disait: «excusez-moi, mais vous ne pouvez pas demander cela». Au-delà de la façon de le dire, il est certain que cela produit des résistances, mais permet aussi de diriger le processus vers une zone plus concrète et réalisable<sup>144</sup>.

Malgré cette proactivité, les discussions s'enlisent sur la question des FAES et le processus de négociation entre dans une impasse qui durera presque un an<sup>145</sup>. Au cours de 1990, les FAES avaient accepté la réduction des effectifs, le transfert de la supervision de la police vers le ministère de l'Intérieur et le démantèlement des patrouilles de défense civile. Affaiblies politiquement par l'épisode des Jésuites et même si elles «... flatly refused to permit a purge of the officer corps of egregious human rights violators, to discuss the issue of military impunity or to integrate its forces with those of the FMLN<sup>146</sup>», le Haut Commandement avait compris qu'il ne pouvait plus compter avec l'aide des États-Unis, ce pourquoi une négociation «plus sérieuse» devenait nécessaire<sup>147</sup>. Mais le rapport de forces risque de changer à partir de 1991.

<sup>143</sup> Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdo de San José sobre Derechos Humanos». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 9-12; Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 341.

<sup>144</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>145</sup> Une nouvelle réunion est tenue du 17 au 22 août 1990 pour s'accorder sur les détails de la mise en vigueur de l'Accord de San José. Le gouvernement défend une réforme militaire plutôt cosmétique et administrative; le FMLN durcit alors sa position. Voir: Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 410.

<sup>146</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 155.

<sup>147</sup> *Ibid.*, 156-157, 159.



Au début de l'année, le FMLN abat un hélicoptère états-unien à San Miguel, tuant trois ressortissants. Washington rétablit alors l'assistance militaire qui avait été réduite de moitié en octobre 1990. Les FAES, placées en «quarantaine» par l'administration Bush depuis que leur participation au massacre des Jésuites avait été prouvée (et qui avaient été menacées de se voir couper tout financement si les responsables n'étaient pas traduits en justice), retrouvent la santé économique et l'appui militaire. Le moment propice commence à disparaître, O<sub>E</sub> ayant retrouvé la possibilité de bloquer les interactions entre G<sub>M</sub> et O<sub>M</sub><sup>148</sup>.

De Soto accélère alors le rythme. Deux nouvelles réunions sont organisées, l'une au Mexique (3-5 février 1991), l'autre à San José (19-20 février)<sup>149</sup>. Le 16 mars, le FMLN présente une nouvelle offre de cessez-le-feu «bilatéral, concerté et vérifié<sup>150</sup>». Le 9 avril, Cristiani réitère publiquement ce qu'il avait déjà indiqué à Pérez de Cuéllar dans une missive envoyée au début 1990: «Le gouvernement comprend et accepte que dans une société où le pouvoir civil provient du peuple, celui-ci doit avoir primauté [...] il est absolument clair que au fur et à mesure que la pacification avance, les forces armées devront s'ajuster quantitativement et qualitativement aux nécessités normales d'un pays démocratique<sup>151</sup>.»

---

<sup>148</sup> À cet égard, il est important de souligner que le même facteur qui a fait des FAES le maître de la situation salvadorienne pendant le temps de guerre, l'appui des États-Unis, devient maintenant un facteur de perte d'autonomie; «Having grown completely dependent upon U.S. aid, the Salvadorian military (traditionally a fiercely nationalistic force) could no longer afford to act with its customary level of political autonomy.» Terry Lynn Karl. 1988. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 181. Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 411.

<sup>149</sup> La première rencontre aura servi d'aide-mémoire pour enrayer la négociation. Or, le gouvernement fait marche arrière dans la plupart de ses engagements. Le durcissement des positions du gouvernement demeure palpable à la réunion de San José. Le FMLN publie alors un communiqué dans lequel il annonce que «le gouvernement a pratiquement annulé» les progrès qui avaient été obtenus dans les cycles de négociation préalables. Traduction libre. Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 412.

<sup>150</sup> *Id.*

<sup>151</sup> Traduction libre. Alfredo Cristiani. 1991b. *Mensaje Presidencial*. San Salvador: Gobierno de la República de El Salvador (30 avril).

Un nouveau cycle de négociations est ainsi lancé au Mexique, mais De Soto continue de chercher une façon de se voir octroyer plus d'influence pour mieux diriger le processus. Cette fois-ci, il demande aux parties de n'accepter, en tant que documents de travail, que ceux qu'il présente. Le gouvernement et le FMLN acceptent cette méthode de travail<sup>152</sup>. La suggestion est importante car le sujet à discuter est sensible: la réforme constitutionnelle, c'est-à-dire les garanties internes. Entre-temps, la situation demeure tendue au Salvador. La faction législative d'ARENA opte pour la création d'une alliance avec les partis représentés à l'Assemblée législative, dont le PDC et le PCN, et des groupes civils et religieux visant à promouvoir sa propre réforme constitutionnelle. Si le plan fonctionnait, le FMLN serait coincé politiquement au Mexique. En d'autres termes, si le congrès salvadorien approuve des réformes allant dans le même sens que les revendications du FMLN, la guérilla perdrait sa plate-forme de négociation. Mais cette tentative de sabotage, qui ne laisse pas de rappeler l'approbation de la constitution mozambicaine en décembre 1990, ne fonctionnera pas au Salvador.

### **3.2 La transformation d'un moment propice en extrication**

Le plan de sabotage est immédiatement dénoncé par les dirigeants de *Convergencia Democrática* (CD), ex-alliés du FMLN (dans le cadre du FDR). À leur avis, cette réforme ne prend pas en considération, comme la Constitution de 1983, les «forces de la gauche salvadorienne». En bref, il s'agit d'une nouvelle imposition unilatérale, d'en haut, des règles du jeu, au moment même où une négociation a lieu au Mexique. La situation est explosive. Dans un communiqué de presse daté du 26 avril, le FMLN dénonce l'assassinat de 15 guérilleros par une «unité irrégulière du Bataillon Atlacatl<sup>153</sup>». Entre-temps et malgré la poursuite des négociations au Mexique, la nouvelle alliance décide d'envoyer la proposition de changement constitutionnel au Parlement pour étude et ratification le lundi 29 avril.

<sup>152</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 382.

<sup>153</sup> Traduction libre. Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1991. *Boletín de la comisión negociadora del FMLN*. Mexique: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.

Contre toute attente, les représentants gouvernementaux et le FMLN signent les Accords du Mexique pendant la fin de semaine, plus concrètement le samedi 27 avril. L'accord contient des transformations militaires et judiciaires que expliquées au chapitre 4. Mais pour pouvoir être mise en vigueur légalement, il nécessite d'une réforme constitutionnelle. ARENA, qui craint d'ouvrir la porte à une réforme agraire, refuse de modifier l'article 248, qui établit que tout changement constitutionnel doit être ratifié par deux législatures<sup>154</sup>. Le FMLN renonce finalement à réformer cet article, tant et aussi longtemps que des changements acceptés à la table de négociations seront respectés. Un clivage entre ARENA, qui pousse pour approuver la réforme constitutionnelle élaborée à San Salvador, et le gouvernement Cristiani, qui s'engage à faire approuver la réforme accordée au Mexique, est observable. En termes théoriques, c'est comme si  $G_M$  commençait à perdre le contrôle de  $G_E$ , qui s'exprime à travers le parti qui a fait élire le gouvernement.

Pour mieux saisir l'importance des tierces parties dans la signature des Accords de Mexique, il faut tenir compte de quatre éléments:

- (1) Avant la signature de l'accord, quand le président Cristiani informe De Soto qu'il est sous «énorme pression» en vue de ne pas accepter la modification de l'article en question, qui est un des éléments de base de la position de négociation du FMLN, il demande aux guérilleros de continuer à négocier en faisant comme si le problème n'existait pas. Le FMLN accepte la recommandation et la négociation ne bloque pas;
- (2) Pendant que le cycle continue, De Soto communique avec Washington. Même si l'information mise à notre disposition ne nous permet pas de définir le sujet de cette conversation, nous pouvons souligner que deux

---

<sup>154</sup> Dans le contexte spécifique de ce cycle de négociation, ce sujet est fondamental car la législature en vigueur prenait fin le 30 avril 1991. En d'autres termes, si les réformes n'étaient pas approuvées avant cette date, et si on ne modifiait pas l'article en question, les réformes devraient attendre au moins trois ans (la durée d'une législature) pour être ratifiées. Or, «le processus n'aurait pas tenu aussi longtemps. Nous avons donc décidé de ne pas réformer l'article, mais de négocier des réformes ponctuelles qui devaient être approuvées avant la fin avril 1991.» Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

jours plus tard, le général Colin Powell atterrit à San Salvador pour un entretien avec les hauts gradés des FAES; Dans les mots d'un de nos interviewés: «Les États-Unis, qui étaient le principal soutien de la guerre, ont beaucoup aidé Cristiani pour faire en sorte que les choses puissent changer<sup>155</sup>.»

- (3) Au Mexique, Pedro Nikken, le principal conseiller de De Soto, recommande au FMLN de concentrer les efforts de négociation sur les réformes du système judiciaire, du système électoral et des FAES<sup>156</sup>;
- (4) En se basant sur les documents présentés par les parties, De Soto dévoile le 21 avril un document de 24 points, et déjà rédigé selon les règles de présentation des projets à l'Assemblée législative salvadorienne, qui réduit la discussion à 30 articles. Ce document ne correspond à aucune des positions originales des parties, mais présente, dans un langage plus attirant pour le gouvernement, l'esprit des réformes les plus importantes demandées par le FMLN<sup>157</sup>.

C'est ainsi que l'Accord du Mexique est conclu. Pour certains, ARENA, plus concrètement le gouvernement de Cristiani, a «sous-utilisé» son pouvoir, en laissant passer une réforme qui aurait pu (et aurait dû) être bloquée par le Congrès<sup>158</sup>. Parfois, on a l'impression que Cristiani marche sur la corde raide. Le

---

<sup>155</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>156</sup> Le FMLN, qui était arrivé à ce cycle de négociation avec une proposition en 13 points, la réarticule en quatre blocs. Sur le plan militaire, le FMLN exige la limitation des pouvoirs des FAES et la création d'une PNC, la prohibition du paramilitarisme, l'augmentation des attributions du Président pour nommer ou destituer du personnel militaire et autres. Sur le plan judiciaire, il demande la réforme des articles 173 et 174 de la Constitution, permettant l'établissement d'une Cour suprême «impartiale, indépendante et apolitique» ainsi que la «désignation pluraliste» du Procureur général. Sur le plan électoral, le FMLN propose de réformer les articles 7 et 79 de la Constitution pour garantir l'honnêteté du registre électoral et la création d'un Tribunal suprême électoral indépendant de tout parti politique. Enfin, il demande la mise en vigueur du recours de «consultation populaire». Traduction libre. Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 417-418; Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 385.

<sup>157</sup> Pour une analyse des différences entre le document présenté par De Soto et la position originale du FMLN, voir: Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 401-418.

<sup>158</sup> L'activité des escadrons de la mort a augmenté pendant cette période et des rumeurs d'un coup d'État ont circulé. Parallèlement, les États-Unis ont annoncé leur intention de financer un programme à coups de millions de dollars pour favoriser le retour des soldats salvadoriens à la vie

30 avril, il s'adresse à la Nation pour expliquer les accords. Il déclare que les FAES «... sont peut-être l'institution qui démontre le plus clairement sa vocation démocratique, en acceptant de se transformer pour servir professionnellement la démocratie, tout en nous défendant des agresseurs»; le président se félicite d'avoir respecté l'article 248 de la constitution<sup>159</sup>. Mais le groupe *Cruzada Pro Paz* (Croisade pour la paix) l'accuse, avec le nouveau maire de San Salvador, Armando Calderón Sol, de «haute trahison à la patrie<sup>160</sup>». L'accusation est injustifiée, du moins dans le cas de Calderón Sol, dans la mesure où il est un des trois députés d'ARENA qui n'a pas appuyé cette réforme lors du vote, le 30 avril 1991<sup>161</sup>.

Cet épisode illustre comment un moment propice, au lieu de disparaître, se transforme, grâce à l'action des tierces parties, en *extrication*. Les intérêts vitaux de  $G_M$  et de  $O_M$  sont ainsi institutionnalisés, malgré quelques tentatives de sabotage de dernière minute<sup>162</sup>. Désormais,  $G_E$  est assujéti à des règles du jeu qui l'affaibliront. Il ne reste qu'à spécifier les accords:

*Despite extremist threats from the right against those who «trampled on the constitution», the combined influence of the European Community, the Group of Friends, the five Central American presidents, the U.S. Congress, the Bush administration and last-minute phone calls by the U.S. ambassador eventually guaranteed the passage of the amendments. On April 29, 1991, the ARENA-dominated National Assembly voted to modify 35 of 274 articles of the 1983 constitution – the first time a Salvadorian constitution had ever been amended. This breakthrough*

---

civile, dans l'espoir de faire diminuer la tension. Voir: Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 158.

<sup>159</sup> Cristiani. *Mensaje Presidencial*.

<sup>160</sup> Traduction libre. Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 416; Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 419.

<sup>161</sup> Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 419.

<sup>162</sup> Les députés ont changé le texte de l'accord signé au Mexique. En fait, le texte approuvé est un document de 45 articles (l'accord original étant constitué de 24 articles et de 3 dispositions transitoires), la plupart des modifications étant de forme. Parmi les changements apportés, le Congrès approuve la création d'un Tribunal électoral qui, à toutes fins utiles, est assujéti à ARENA. Cela a produit une forte réaction du FMLN, du gouvernement et de l'ONU. Le Congrès, qui doit alors tenir une session d'urgence, approuve une contre-réforme qui rétablit le texte dans sa version originale. Voir: Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 419.

*proved to be the first and, ultimately, most significant of negotiating process*<sup>163</sup>.

### **3.3 Imputabilité horizontale, verticale et transition vers la démocratie**

Le tollé soulevé par la réforme constitutionnelle, comparable seulement à l'indignation de 1984 quand Duarte avait osé dialoguer avec le FMLN, passe sous silence un accord ponctuel conclu lors de la septième session de travail, qui transforme le rôle de De Soto de facilitateur en médiateur<sup>164</sup>. À partir de ce moment, la dynamique de la négociation change; non seulement *l'extraction* implique que G<sub>M</sub> et O<sub>M</sub> ont réussi à contrôler et à «échapper» à G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>, mais le médiateur détient maintenant le *leverage* nécessaire pour diriger le processus.

L'Accord de New York (25 septembre) établit la COPAZ. ARENA et le FMLN s'accordent alors sur les spécificités concernant l'épuration, la réduction des effectifs et le changement de la doctrine des FAES<sup>165</sup>. Ils changent aussi les règles du jeu de la négociation, en adoptant le principe de la négociation comprimée, selon lequel les négociateurs ne visent plus à obtenir des accords partiels mais une seule entente politique qui règle simultanément tous les sujets qui restent à débattre<sup>166</sup>. L'accord se négocie au plus haut niveau: le président Cristiani se présente à New York et Javier Pérez De Cuéllar agit comme médiateur<sup>167</sup>. L'administration Cristiani accepte de purger l'armée, d'incorporer les rebelles dans la PNC et d'aller de l'avant avec la réforme agraire (selon les normes constitutionnelles établies). Le FMLN diminue ses revendications socio-économiques, revient sur l'exigence concernant les FAES et accepte la COPAZ et l'ONU comme garants du processus<sup>168</sup>.

<sup>163</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 157. Pour la position publique du gouvernement par rapport à cette entente, voir: Alfredo Cristiani. 1991a. *Mensaje Presidencial*. San Salvador: Gobierno de la República de El Salvador (9 avril).

<sup>164</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 156; Acevedo. «Los alcances de la ronda de México», 415.

<sup>165</sup> Gobierno de la República de El Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdo de Nueva York». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 34-38.

<sup>166</sup> *Ibid.*, 41-44.

<sup>167</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 159.

<sup>168</sup> Concernant les changements socio-économiques, les dispositions incluses dans l'Accord final (de Chapultepec) réfèrent surtout à la mise en exécution d'une réforme agraire limitée (le

Comment et pourquoi le FMLN abandonne-t-il soudainement l'idée d'intégrer ses ex-combattants aux nouvelles forces armées? Après tout, dans un document interne, les rebelles avaient demandé quelque temps auparavant d'étudier le «modèle anglais» de la réunification des armées. En effet, le processus entre le MPLA et l'UNITA est très présent au Salvador en raison des voyages constants que Marrak Goulding, collaborateur de De Soto et expert en aspects militaires au Salvador, fait au Portugal pour peaufiner les derniers détails du cessez-le-feu des Accords de Bicesse<sup>169</sup>.

Dès que les parties acceptent le principe de la négociation comprimée, De Soto leur soumet un document portant sur la création de la Police nationale civile. La PNC deviendra rapidement la nouvelle pierre angulaire du processus de paix<sup>170</sup>. Puisqu'on propose de créer un nouveau corps policier chargé de garantir la sécurité interne ouvert à la participation de tous, le FMLN est incité à renoncer à la demande de refonte de l'armée. La PNC devient alors un outil de réintégration des ex-combattants rebelles, tout en annulant l'épineux sujet de la fixation de quotas de participation dans l'armée<sup>171</sup>.

---

gouvernement s'engage à transférer toutes les terres qui excèdent les limites de propriété établies par la constitution en vigueur). On crée également des micro-crédits pour le secteur agricole et de l'assistance technique, mais on ne touche pas à la structure agraire. L'accord prévoit aussi la création d'un Forum pour la concertation économique et sociale, composé à parts égales par le gouvernement, les travailleurs et le secteur privé et le lancement, avec l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'un plan de reconstruction nationale. Gobierno de la República de El Gobierno de la República de El Salvador et Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1992. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 78-89.

<sup>169</sup> Marrak, diplomate britannique et superviseur des Casques bleus, est le spécialiste militaire de l'équipe de négociation dirigée par De Soto, mais participe aussi au processus angolais. Goulding rencontre à San Salvador le président Cristiani et le haut commandement des FAES, pour la première fois, le 7 décembre 1990, avant de partir à Mexico D.F. pour rencontrer le haut commandement du FMLN. Pendant tout le processus de négociation, il sera le médiateur concernant la séparation des forces militaires, la démobilisation des combattants et l'établissement du dispositif international de vérification des accords. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 176-177, 430-431.

<sup>170</sup> *Ibid.*, 168.

<sup>171</sup> Ce dénouement est le fruit d'une stratégie de De Soto pour débloquer le processus, en concédant au FMLN quelques-unes de ses revendications. L'Accord crée une commission de trois citoyens salvadoriens indépendants pour évaluer le passé des membres des FAES. Il permet aux ex-combattants du FMLN d'intégrer le nouveau corps policier; en retour, la guérilla laisse tomber sa demande d'intégrer les nouvelles Forces armées. Voir: Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 159.

Pendant que l'idée prend forme, De Soto déploie une équipe d'experts sur le terrain pour produire un document technique sur les enjeux en matière de sécurité civile. Puisque «... sans des documents de travail sérieux et distribués aux moments les plus opportuns, les négociations auraient été bloquées<sup>172</sup>», nous pouvons conclure que la capacité de De Soto de présenter des solutions «... légitimes, raisonnables, pertinentes et viables<sup>173</sup>» et justifiées techniquement, est un des facteurs qui expliquent l'accélération du rythme de la négociation. Comme nous l'avons indiqué au chapitre 2, les ressources stratégiques des tierces parties leur permettent de surpasser des obstacles à la résolution de conflits (comme l'absence d'information), qui agissent sur les perceptions des acteurs. Dans ce cas en particulier, ces ressources prennent la forme, entre autres, d'équipes techniques spécialisées en matière de sécurité civile, capables d'évaluer les enjeux et de ramener des recommandations précises à la table de négociations<sup>174</sup>.

L'Accord de New York définit aussi la doctrine et le régime juridique de cette PNC, le processus d'examen, de sélection et d'entraînement des candidats et demande à l'ONU de coordonner une équipe de conseillers internationaux experts en la matière<sup>175</sup>. En bref, dans cet accord, le gouvernement salvadorien et le FMLN commencent à concrétiser les mécanismes de responsabilité horizontale et verticale du régime posttransitionnel selon les règles générales accordées lors des négociations au Mexique. Ils commencent également à concrétiser les garanties externes et le rôle spécifique de l'ONU en matière de maintien et de construction de la paix.

Le processus de paix salvadorien finit de façon presque aussi dramatique que celui du Mozambique. Alors qu'à Rome des dignitaires étrangers attendent pendant trois jours pour voir les négociateurs signer l'accord final, la date limite au Salvador est le 31 décembre 1991 à minuit, moment auquel prend fin le mandat de Pérez De Cuéllar en tant que secrétaire général. C'est à lui, selon les négociateurs, que revient l'honneur d'avoir aidé à mettre fin au conflit. En bref, sa

---

<sup>172</sup> Traduction libre. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 170.

<sup>173</sup> Traduction libre. *Ibid.*, 175.

<sup>174</sup> Traduction libre. *Ibid.*, 168-169.

<sup>175</sup> *Ibid.*, 169.



signature devrait apparaître dans le pacte. De plus, le processus peut entrer dans une étape d'incertitude, le temps de permettre à son successeur désigné, Boutros-Ghali, de se saisir du dossier<sup>176</sup>. Les parties se lancent alors dans un marathon pour parvenir à une entente finale. Pérez De Cuéllar fait alors ce qui sera sa dernière manœuvre de «manipulation» des parties: il annonce qu'il quitte New York à 22h le 31 décembre, pour des vacances aux Bahamas<sup>177</sup>. L'accord est signé le 31 décembre à 11h59, en sa présence<sup>178</sup>. Il donne un délai de 14 jours pour négocier un calendrier de mise en œuvre; «In what might be considered the hallmark of a successful negotiation, both sides believe they have won<sup>179</sup>.» Le 16 janvier 1992, les parties ratifiaient les accords partiels dans une cérémonie au Château de Chapultepec.

### **3.4 Conclusion: du maintien des occasions de paix**

Le cas du Salvador démontre que l'action d'une tierce partie est essentielle pour maintenir ouverte l'occasion de paix quand  $G_M$  négocie avec  $O_M$ . Trois éléments doivent être retenus des négociations de paix salvadoriennes:

- (1) Quand la configuration du rapport de forces donne avantage aux modérés, les parties acceptent plus facilement de règles du jeu qui endiguent l'incertitude. Ces garanties ont été étudiées aux chapitres 2 et 4. Or, la négociation est précaire, car la seule façon d'en jeter de telles bases institutionnelles reste d'affaiblir les acteurs insensibles à l'incertitude, qui ne voient aucun intérêt à ce que le processus aboutisse à la signature d'un accord;
- (2) La capacité de l'intervenant de réduire l'incertitude pendant la période de transition dépend en partie du caractère extrémiste ou modéré des négociateurs, mais aussi de la capacité des tierces parties de convaincre

---

<sup>176</sup> *Ibid.*, 170, 184, 586-587. Cette interprétation fut corroborée en entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004

<sup>177</sup> Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 588.

<sup>178</sup> Selon Jovel, il faut reconnaître la fermeté de Joaquín Villalobos, qui ne s'est pas laissé influencer par la date limite (malgré les coûts liés par une non signature de l'accord). Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>179</sup> Karl. «El Salvador's Negotiated Revolution», 160.

les belligérants d'ouvrir cette marge de manœuvre. De la même façon qu'un modéré peut reconnaître la légitimité de son adversaire, il peut octroyer de la légitimité à une tierce partie, une ressource politique précieuse qui lui permettra de gagner en pouvoir d'influence; «the role of institutions in the lives of people is similar to the role of a third party in trilateral conflict management. To achieve its conflict management objective, the third party must be perceived by the adversarial parties as repository of trust<sup>180</sup>.»

- (3) L'intervention de l'ONU pendant la phase de négociation au Salvador est un idéal type d'une tierce partie qui articule les ressources politiques, stratégiques, et économique mises à sa disposition en fonction des occasions de paix:

sans un médiateur externe indépendant, professionnel, fiable pour tous et avec des ressources de toutes sortes, les caractéristiques objectives du conflit et les capacités des acteurs nationaux auraient été insuffisantes pour assurer le succès des négociations et le respect des accords de paix<sup>181</sup>.

#### **4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (5): de l'importance du compte à rebours dans le processus transitionnel**

L'ouverture d'une occasion de paix peut inciter les modérés à intensifier la guerre. Cela s'explique par le fait que  $G_M$  et  $O_M$ , qui prennent «au sérieux» la négociation, peuvent chercher à arriver à la table dans une position plus solide. Au Mozambique, la RENAMO a utilisé «la lutte armée comme un instrument de pression pour ouvrir le chemin de la négociation<sup>182</sup>». En Colombie, «le M-19 s'est toujours défini comme un mouvement politique armé, c'est-à-dire que le principal composant de la stratégie ce n'est pas les armes, mais la politique<sup>183</sup>». Cela ne remet pas en question la volonté de paix des modérés; «à vrai dire, la guérilla salvadorienne, mis à part quelques manœuvres, n'a jamais fait des demandes

<sup>180</sup> Ben K. Fred-Mensah. 2004. «Social Capital Building as Capacity for Postconflict Development: the UNDP in Mozambique and Rwanda». *Global Governance* 10, 443.

<sup>181</sup> Traduction libre. Samayoa. *El Salvador: la reforma pactada*, 153.

<sup>182</sup> Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.

<sup>183</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

irrationnelles. Elle a pris très au sérieux la négociation, de la même façon que nous<sup>184</sup>.» À cet égard, Francisco Jovel indique:

Même si nous avons obtenu la victoire militaire, il était clair qu'il fallait négocier, pour éviter que la guerre continue sous des conditions différentes. Nous voyions l'expérience nicaraguayenne [où les sandinistes ont gagné en 1979 mais ont dû affronter par la suite la guerre contre-révolutionnaire de la Contra] [...] il fallait négocier, victoire militaire ou non, et il fallait inclure rapidement une présence internationale dans le processus<sup>185</sup>.

De notre analyse découle aussi l'idée que la perte de ressources peut mener des acteurs extrémistes à se montrer plus disposés à négocier. Tant l'UNITA (après les résolutions de l'ONU de 1993) que les FARC-EP et l'ELN lors du processus constituant montrent une ouverture face à la paix. Or, ces moments correspondent à des périodes où ils perdent du terrain dans la guerre. Leur ouverture peut s'expliquer par leur incapacité à changer de stratégie. En d'autres mots, si à leurs yeux la victoire militaire est la seule solution possible, mais si la perte de ressources la rend moins probable, un processus de paix peut ouvrir une occasion pour recomposer les forces avant de reprendre les hostilités. Il ne s'agit que de la stratégie de la combinaison de toutes les formes de lutte (des FARC, mais applicable à n'importe quel groupe armé pouvant être catalogué d'extrémiste).

Que peut-on retenir de ces processus de négociation? Selon un de nos interviewés, l'élément le plus complexe des négociations salvadoriennes fut la transformation de l'armée gouvernementale et l'élimination de celle du FMLN ainsi que l'approbation des réformes constitutionnelles<sup>186</sup>. Selon l'ex-commandant Jovel (FMLN), la principale vertu de la négociation est d'avoir fait passer les transformations constitutionnelles avant le cessez-le-feu menant au DDR du

---

<sup>184</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

<sup>185</sup> Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>186</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

FMLN<sup>187</sup>. Sous cet angle, et même si au Mozambique les loi électorale et de partis sont négociées avant les discussions proprement militaires, nous pouvons nous demander si le fait d'avoir transféré la réforme constitutionnelle à la fin de la négociation n'est pas un élément qui, même s'il a diminué les blocages, a fini par affaiblir la position de la RENAMO dans le nouveau régime posttransitionnel. Le débat reste ouvert.

Il existe une différence fondamentale entre la période allant du moment (t) de l'intervention internationale à (t + 1) de la signature du pacte, d'une part, et entre (t + 1) et l'entrée en vigueur des institutions posttransitionnelles (t +2): après la signature du pacte, les règles du jeu sont déjà définies. En bref, la question n'est plus qu'est-ce qu'on fait? mais comment fait-on pour y parvenir? Si, comme nous l'avons vu, l'action des tierces parties est importante mais contrainte (par les diverses configurations du rapport de forces) et si, comme nous l'avons expliqué au chapitre 4, les intérêts vitaux des négociateurs se traduisent de façon plus ou moins prévisible par des garanties internes et externes (dépendant aussi de l'action des tierces parties), nous ne pouvons que conclure que le pacte de paix ne fait que renforcer le rapport de forces déjà existant sur le terrain.

Revenons maintenant à nos hypothèses:

- (1) Un rapport de forces favorable à des modérés, en contexte de présence d'une intervention internationale en matière de résolution de conflits, ouvre la voie à la paix soutenable.
- (2) Un rapport de forces radicalisé, accompagné d'une telle intervention, est susceptible de produire, dans le meilleur de cas, une paix précaire, même si la rupture du processus est un aboutissement plausible. Un tel rapport, sans intervention, correspond à la poursuite de la guerre.
- (3) Un rapport de forces favorable à des acteurs extrémistes et modérés mène, en présence d'une stratégie d'affaiblissement des extrêmes, à une

---

<sup>187</sup> Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

paix précaire. En son absence, elle aboutit à l'irruption de nouvelles vagues de violence.

Au chapitre 2, nous avons relié les configurations du rapport de forces aux risques de sabotage des accords de paix, ce qui par ailleurs explique en partie les divers points d'arrivée. L'analyse de la mise en vigueur des accords est donc nécessaire, non seulement pour valider nos propositions dans l'ensemble de la transition, c'est-à-dire de  $(t)$  à  $(t + 2)$ , et non seulement de  $(t)$  à  $(t + 1)$ , mais aussi pour réintroduire dans notre exposé le concept de «trajectoire de pacification».

## Chapitre 6

### Trajectoires de pacification et résolution de conflits

Recherche, maintien et construction de la paix en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, 1992-1999

*I don't know what could have happened if the UN didn't come. But by the end, they were not so useful [...] under their eyes, UNITA have been able to rearm. I also think that the UN presence created an environment that allowed some people from UNITA to come out. Some people jumped to the Army, others to the Parliament, and even some were included into the government. And when UNITA decided to return to war, these people decided to stay. This was maybe the positive side of the UN intervention. They help to build confidence among UNITA leaders, allowing them to leave the bush. [...] I think that the UN has some lessons to learn from their experience in Angola<sup>1</sup>.*

Nous pouvons distinguer trois trajectoires de pacification en Angola, en Colombie, au Salvador et au Mozambique, déclenchées à partir des configurations du rapport de forces identifiées au chapitre 3. Ces sentiers de changement institutionnel diffèrent en fonction des garanties internes et externes négociées, mais aussi des probabilités de sabotage. Rappelons-le:

- (1) Si l'Accord de Bicesse et le Protocole de Lusaka sont le résultat de négociations entre des extrémistes, les pactes sont vulnérables au sabotage interne (de la part des négociateurs);
- (2) Si l'Accord de Chapultepec est le résultat d'un pacte entre des acteurs modérés, il est vulnérable à des sabotages externes des extrémistes (exclus de la négociation) et à des éventuels sabotages limités internes (des modérés qui expriment leur désaccord);
- (3) Si les Accords de Rome sont signés par des acteurs extrémistes et modérés, ils sont susceptibles au sabotage interne et externe par les deux types d'acteurs. En raison de son insensibilité à l'incertitude et de sa

---

<sup>1</sup> Entrevue avec Bornito De Sousa (MPLA), réalisée à Johannesburg, le 4 septembre 2005.

définition de survie, le FRELIMO peut saboter dès que le pacte ne satisfait pas ses intérêts vitaux; entre-temps, la RENAMO, elle aussi, peut choisir le sabotage si elle perçoit que les garanties internes ou externes ne lui permettent pas de protéger ses intérêts. Rappelons que la principale caractéristique de cette trajectoire est l'imprévisibilité quant aux résultats.

Ce chapitre présente une étude des occasions et obstacles à la paix à partir de  $(t + 1)$ . Dans le cas de la poursuite du processus de pacification (le Salvador et le Mozambique), cette analyse s'étend sur cinq ans après le moment  $(t + 2)$ . Dans les cas de retour à la guerre, l'analyse prend fin au moment  $(t + 2)$ . Nous expliquerons en détail pourquoi l'année 1994 en Colombie et l'année 1997 en Angola ne changent pas de façon décisive le cours des conflits armés, même si de nouvelles règles du jeu rentrent en vigueur.

La première section du chapitre se concentre sur les activités de maintien de la paix – le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) de G et O, et la diminution du problème de la crédibilité des engagements (*credible commitment*) –, selon les différentes configurations du rapport de forces<sup>2</sup>. La deuxième section analyse l'organisation des premières élections «post-confliktuelles». Nous verrons que les mêmes indicateurs d'extrémisme et de modération observables pendant le conflit et entre  $(t)$  et  $(t + 1)$  continuent à s'exprimer pendant la campagne électorale. La troisième section traite de la construction de la paix, plus concrètement de l'établissement d'un système de représentation politique et de la transformation du système judiciaire.

---

<sup>2</sup> Rappelons que le DDR est ici défini comme un processus de démilitarisation, c'est-à-dire de démantèlement des structures militaires des belligérants qui n'implique pas nécessairement la destruction de toutes les armes ou le transfert vers l'État de tout l'équipement utilisé pendant la guerre. Le DDR accomplit deux objectifs principaux. Le premier réfère à la construction de confiance et le deuxième tend à rendre plus difficile l'irruption de nouvelles vagues de violence. Le deuxième élément suppose l'adoption d'une conception plus importante de ce que la «réintégration» signifie. Plutôt que de la définir simplement comme «la transformation des combattants en ex-combattants», elle implique aussi leur insertion dans des activités économiques capables de leur permettre de «gagner leur vie» d'une façon non reliée à la violence politique. Pour une différence concernant les différentes conceptions de «réintégration», voir: Jaremy McMullin. 2004. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?». *International Peacekeeping* 11 (no 4), 627-628.

## **1. Rapport de forces, maintien de la paix et risques de sabotage**

Nous identifions trois effets de la configuration du rapport de forces sur les programmes de DDR. Premièrement, et en raison de leur incapacité à remettre en question la pertinence de l'utilisation des armes en tant que choix stratégique, la résistance à désarmer des extrémistes est plus importante que celle des modérés. L'UNAVEM II et l'UNAVEM III ont la tâche de forcer le MPLA et l'UNITA à désarmer pour fonder une nouvelle force armée composée à parts égales par les partis (DDR forcé). Deuxièmement, en contexte de moment propice, il existe des possibilités d'assujettir le nouveau corps militaire au pouvoir civil parce que les garanties internes et externes négociées par les modérés, sensibles à l'incertitude politique, permettent d'agir dans ce sens. Au Salvador, l'ONUSAL désarme des acteurs qui ont l'intention de respecter leurs engagements (DDR coopératif). De plus, l'Accord de Chapultepec ouvre la voie pour transformer les FAES en un corps militaire respectueux des principes démocratiques qui doivent renforcer le monopole étatique de l'utilisation légitime de la force. Troisièmement, un DDR peut aider à la paix soutenable en garantissant à l'État ce monopole, mais seulement si (1) celui-ci est régi par des règles du jeu polyarchiques et (2) si l'accord négocié inclut les belligérants plus importants.

Le Mozambique illustre l'importance de la première condition. L'ONUMOZ doit désarmer des acteurs plus ou moins convaincus du bien-fondé du DDR. Le but est de former un corps militaire composé à part égales du FRELIMO et de la RENAMO, dans un contexte où la RENAMO garde des privilèges sur l'administration des territoires sous son contrôle. Au même temps, le FRELIMO continue à prioriser son accès au pouvoir, même si le prix en est l'augmentation de l'incertitude politique. Le résultat est une paix précaire.

La Colombie valide la deuxième condition. Ici, les deux principaux groupes armés de l'opposition – les FARC-EP et l'ELN –, sont exclus des négociations. Quelques guérillas mineures sont désarmées, mais sur le terrain, le conflit armé continue.



### 1.1 *Le DDR forcé: l'Angola, 1992-1997*

Une des tâches les plus difficiles des gardiens de la paix est de désarmer des acteurs qui ne veulent pas le faire. L'analyse du processus de démilitarisation angolais nous permet de conclure que l'extrémisme des belligérants se traduit par deux situations concrètes et interdépendantes, qui affectent la capacité des intervenants externes de réduire l'incertitude politique:

- (1) Des entraves au cantonnement des troupes, qui sont justifiées par les acteurs de multiples façons, et qui se traduisent par des délais mettant en péril l'ensemble du processus de démilitarisation;
- (2) Un cessez-le-feu précaire, caractérisé par des violations constantes.

#### 1.1.1 *Les entraves au DDR: délais du cantonnement et obstacles à la formation d'une nouvelle armée*

Les entraves au cantonnement des troupes sont importantes pour deux raisons. D'une part, elles diminuent la qualité de l'information disponible pour les gardiens de la paix, ce qui complexifie le processus de démilitarisation. D'autre part, puisque le cantonnement est la première phase de la transformation de l'armée, un retard sur ce plan se traduit par des délais concernant la mise en place du nouveau corps de défense<sup>3</sup>. Cette situation est à la base d'une absence d'information chronique qui «... affected UNAVEM's monitoring capacity, and the relevance of meticulous records of men and weapons we counted weakly and regularly to the CCPM<sup>4</sup>». Les retards produits par cette situation finiront par arrêter et inverser le processus de DDR angolais.

<sup>3</sup> Les raisons pour justifier ces entraves sont très variables. Par exemple, l'UNITA explique l'absence des combattants du FALA par le fait que plusieurs d'entre eux «travaillent maintenant dans le nouveau parti politique». En ce qui concerne l'ELNA, le MPLA indique que l'armée du pays souffre d'un haut niveau de désertion. Pour l'ONU, il est clair que ces arguments reflètent une absence d'engagement des parties envers le processus de paix. Virginia Page Fortna. 1993. «United Nations Angola Verification Mission II». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 400.

<sup>4</sup> Margaret Joan Anstee. 1996. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*. Houndmills, Basingstoke, et Hampshire: MacMillan Press Ltd, 47. Par exemple, l'estimation initiale du nombre de combattants, soit 200 000, est inexacte; soit les belligérants eux-mêmes ne connaissaient pas le nombre d'effectifs à démobiliser; soit ils ont exagéré à la table de négociations pour projeter une image de force. Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 394.

Dans un premier temps, le manque de volonté des parties, le fait qu'elles sont les premières et seules responsables de la mise en œuvre des Accords de Bicesse, le fait que l'ONU n'a ni les ressources ni le mandat pour contraindre les choix des ex-belligérants et l'absence d'information crédible amplifient les retards dans le DDR. Quelques mesures palliatives atténuent cette situation, des documents d'identité, de l'argent et des vêtements sont disponibles dans les camps de cantonnement. Or, la lenteur et les problèmes d'organisation, de transport, de logistique et de ressources alimentent les désertions<sup>5</sup>. Une quantité appréciable de soldats quittent les camps avant la fin du processus, en raison du paupérisme des conditions de vie dans les lieux de concentration<sup>6</sup>.

Dans un deuxième temps, ces délais produisent des retards dans la formation des nouvelles FAA, un processus ardu et difficile qui n'aboutira jamais, entre 1991 et 1999, à ce qui était prévu dans les pactes. Par exemple, au moment des élections de septembre 1992, seulement 45 pour cent des troupes du MPLA et 24 pour cent de celles de l'UNITA avaient été démobilisées<sup>7</sup>. Cinq ans plus tard, quand le gouvernement d'unité nationale (GUN) issu du Protocole de Lusaka prend le pouvoir, 23 600 combattants de l'UNITA sont toujours mobilisés. Au total, il fallait encore démobiliser environ 100 000 soldats angolais en 1997 en vue de la mise sur pied de l'armée de 90 000 effectifs prévue par le protocole<sup>8</sup>.

Le plan original des Accords de Bicesse indique que l'étape de sélection des 40 000 soldats et la formation des autres doivent être effectuées avant les élections de septembre 1992. Or, «... once again the problem of logistics raised its ugly head. There was a genuine lack of premises to house the new troops, in

<sup>5</sup> Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 60.

<sup>6</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 400. Des combattants qui avaient rejoint les camps de cantonnement commencent à les quitter. En juin 1992, 85 pour cent des troupes de l'UNITA étaient cantonnées, mais seulement 4 pour cent avait été démobilisé. Quant au gouvernement, 37 pour cent des soldats étaient enregistrés dans des centres, la moitié ayant été démobilisée. Pour des chiffres similaires, correspondant au mois de mai 1992, voir: Stephen John Stedman. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2), 36.

<sup>7</sup> Matthew Hoddie et Caroline Hartzell. 2003. «Civil War Settlements and the Implementation of Military Power-Sharing Arrangements». *Journal of Peace Research* 40 (no 3), 311.

<sup>8</sup> Associated France Press. 1997. «Angola begins new era of power-sharing». Johannesburg: *The Star* (11 avril).

addition to the problem of transporting them from the assembly areas<sup>9</sup>.» Ces délais attisent la méfiance du MPLA quant aux intentions de Savimbi. En avril 1992, par exemple, des rumeurs circulent sur la possibilité que le leader rebelle soit en train de cacher une partie de ses effectifs<sup>10</sup>.

Que pouvons-nous retenir de cette expérience? En situation de rapport de forces radicalisé, les retards dans la formation des nouvelles forces armées sont potentiellement plus dangereux pour au moins deux raisons:

- (1) Ces craintes surviennent entre des acteurs insensibles à l'incertitude, incapables de remettre en question l'utilisation des armes, qui ont été obligés de négocier, et qui n'ont pas demandé de garanties externes crédibles. En bref, la méfiance, déjà accrue dans un contexte de conflit armé et à son comble en raison de la configuration du rapport de forces, est attisée par ces retards;
- (2) Les conflits armés, rappelons-le, sont des affrontements asymétriques sur le plan stratégique. En d'autres mots, G doit désarmer plus vite que O si le but est de démobiliser de façon proportionnelle. En Angola, le MPLA poursuit son DDR mais ne voit pas de signes, de la part de Savimbi, pour donner de la crédibilité au processus<sup>11</sup>. La date limite pour la fin du cantonnement est ramenée du 1<sup>er</sup> août 1991 au 15 septembre, mais là encore, en octobre 1992, seulement 60 pour cent des projections sont atteints<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> Selon Anstee: «The formation of the new Angolan armed forces (the FAA) was inextricably linked with the cantonment, demobilisation and disbandment of the two armies. In retrospect it seems absurd that the UN was left out of the whole issue under the Bicesse Accords, and mandated only to observe and verify cantonment and demobilization.» Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 64-65.

<sup>10</sup> *Ibid.*, 52.

<sup>11</sup> Des auteurs comme Stedman signalent que «... the cantonment process had worked decisively in UNITA's favor; UNITA's army maintained its discipline and remained a unified force that could be mobilized quickly for fighting purposes. The government's army, on the other hand, suffered from poor morale; desertion and drunkenness were rife». Toutefois, cette perspective est toujours discutable. Voir: Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 37.

<sup>12</sup> Anstee. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*, 48.

### 1.1.2 Cessez-le-feu?

Les délais imprévus dans le calendrier de mise en vigueur des accords ne sont pas la seule source de méfiance. De janvier à septembre 1992 «... there were numerous violations of the cease-fire, with UN monitors estimating that at least sixteen skirmishes could have escalated into major combat between the parties<sup>13</sup>». Certes, on peut suggérer que le déraillement de cette trajectoire de pacification, qui survient à l'étape initiale du DDR, est le résultat de l'incapacité de l'UNAVEM II, pauvre en ressources de tout genre, de réduire l'incertitude temporairement. Or, la mise en vigueur du Protocole de Lusaka ne diffère pas de celle de Bicesse (malgré les ressources mises à la disposition de l'UNAVEM III). En fait, une autre flambée de violations locales du cessez-le-feu a lieu de novembre à décembre 1994<sup>14</sup>.

Vers 1995, l'ONU semble avoir réussi à remettre le processus sur les rails. À ce moment, Dos Santos offre à Savimbi le poste de vice-président, lequel dit être en voie d'accepter; en septembre, les belligérants publient une déclaration conjointe où ils garantissent la libre circulation des personnes. De plus, une conférence internationale de donateurs, qui évalue à 1 milliard de dollars les coûts de la reconstruction, se tient à Bruxelles. Enfin, le 1<sup>er</sup> mars 1996, Dos Santos et Savimbi accordent quatre mois pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale (GUN)<sup>15</sup>.

Toutefois, au sein des groupes, cette entente ne fait pas le consensus. Dans les rangs de l'UNITA, Eugénio Ngola «Manuvakola», signataire du protocole, et secrétaire général du groupe, est congédié après la signature<sup>16</sup>. Pour les

<sup>13</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 37.

<sup>14</sup> Norrie MacQueen. 1998. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola». *Journal of African Studies* 36 (no 3), 407.

<sup>15</sup> Hussein Solomon. 2002 *From New York to Lusaka and Beyond: Angola's Tortuous Road to Peace*. Pretoria: Center for International Political Studies, University of Pretoria, 4.

<sup>16</sup> Des experts observent que le fait que ce soit Manuvakola (et non Savimbi) qui signe le Protocole de Lusaka, montre un désengagement du dirigeant rebelle envers ce processus de paix. Voir: Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1), 112.

participants au congrès de Bailundo (février 1995), ce pacte n'est qu'une «collection de mensonges<sup>17</sup>». Sur un plan plus général, on indique que:

*Military hard-liners on both sides were unenthusiastic about the agreement. On the government side particularly, military advances during 1993 and 1994 encouraged a 'one more push' mentality to the final defeat of an enfeebled UNITA. On the other side, a number of UNITA generals saw the agreement as the beginning of the end for the movement. The position of Savimbi was, typically, uncertain<sup>18</sup>.*

Pourtant, en janvier 1995, les chefs militaires des deux groupes se réunissaient à Chipipa pour consolider l'arrêt des hostilités. Il ne s'agit, en fait, que de rhétorique, car dans les faits, le processus ne diffère pas beaucoup de celui de Bicesse. Par exemple, l'ONU répertorie 130 violations au cessez-le-feu de mai à juin<sup>19</sup>. L'UNITA retarde le cantonnement de ses troupes. En décembre, elle se retire du processus en raison d'une offensive déclenchée par le MPLA au nord du pays<sup>20</sup>. En mars 1996, Dos Santos et Savimbi se réunissent et fixent à juin le moment de la création des FAA, mais cette réunion n'a pas de suite. Bien au contraire, les bureaux du programme mondial d'alimentation sont mitraillés en décembre 1994; un hélicoptère de l'UNAVEM III est abattu en mars 1995; des convois du CICR sont victimes d'embuscade<sup>21</sup>.

En avril 1996, le MPLA menace de boycotter la Commission conjointe de DDR en protestation contre le comportement de l'UNITA, qui n'a pas cantonné le tiers de ses combattants (le total étant estimé à 70 000)<sup>22</sup>. L'ONU accroît la pression, mais en octobre 1996, seulement 10 000 combattants (sur un objectif de 26 000) avaient rejoint les camps<sup>23</sup>. C'est à cette époque que des dirigeants

<sup>17</sup> Traduction libre. MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 407.

<sup>18</sup> *Id.*

<sup>19</sup> *Ibid.*, 410.

<sup>20</sup> Blondin Beye résout la crise, mais il doit accepter une prolongation du calendrier de cantonnement. *Ibid.*, 410-411.

<sup>21</sup> Human Rights Watch. 2002. *The War is Over: The Crisis of Angola's Internally Displaced Continues. A Human Rights Watch Background Briefing Paper*. En ligne. <<http://hrw.org/backgrounder/africa/angola/2002/angola-idps.pdf>> (page consultée le 26 août 2007).

<sup>22</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 411. Dans le cadre de ce protocole, l'UNITA a déclaré compter avec 63 000 combattants, dont 26 300 devaient intégrer les FAA.

<sup>23</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 411.

politiques étrangers, dont Kofi Annan, rencontrent Savimbi pour lui faire comprendre qu'il n'a plus d'alliés. C'est seulement vers la fin de 1996 que le cantonnement s'accélère (en décembre, 69 000 rebelles s'étaient présentés à un des 15 centres de cantonnement définis par l'ONU)<sup>24</sup>.

### *1.1.3 Rapport de forces radicalisés et risques de sabotage*

Que pouvons-nous retenir de ce processus de démilitarisation? D'abord, le rapport de forces est important pour déterminer la capacité du gardien de la paix à réduire l'incertitude. Quand des acteurs donnent de fausses informations pour entraver le cantonnement, la capacité de l'intervenant à réduire l'incertitude se voit amoindrie. Ensuite, nous avons indiqué au chapitre 2 qu'en théorie, le DDR est un outil qui permet de générer de la confiance. Or, quand  $G_E$  et  $O_E$  priment, la démilitarisation, ou plutôt ses obstacles, attisent la méfiance. Dans ce cadre, la surveillance externe ne fait que confirmer le non-respect des accords, ce qui certifie le manque de volonté des parties à s'en tenir à leurs engagements. Enfin, ce cas démontre que les sentiers de paix, ouverts à partir de configurations radicalisées du rapport de forces, sont vulnérables à ce que Stedman nomme les «saboteurs internes totaux», c'est-à-dire les signataires du pacte ( $G_E$  et  $O_E$ ).

À cette dernière observation, il faut ajouter, dans le cas des accords de Bicesse, le manque de clarté du mandat de l'ONU: «[Les Nations Unies] peuvent souvent faire face à ces contradictions et à des difficultés, mais le point de départ est le mandat [...] [En Angola] elles s'y sont mal prises<sup>25</sup>.» Mais attentions, nous avons aussi indiqué que cette perspective doit être nuancée. Le déraillement de la trajectoire de pacification après la signature du Protocole de Lusaka démontre que, même avec des ressources économiques et stratégiques, la capacité d'une tierce partie de neutraliser les sabotages est limitée quand les extrémistes priment.

<sup>24</sup> Ce chiffre ne comprend pas le nombre de désertions. En janvier 1997, sur les 69 800 combattants enregistrés en décembre 1996, 26 400 avaient déserté. Kees Kingma. 1997. «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and the reintegration into civilian life». *Policy Sciences* 33, 152.

<sup>25</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'observateur no 1 (européen en Angola), réalisée à Maputo, le 17 août 2005.

Nous sommes donc ici dans une situation où des belligérants ne cherchent pas la paix et la tierce partie n'a pas les moyens de contraindre leurs choix.

### **1.2 *Le DDR coopératif: le Salvador, 1992-1994***

Au Salvador, la situation est différente, aucune violation majeure du cessez-le-feu n'ayant été enregistrée après le 1<sup>er</sup> février 1992 (date de l'arrêt des combats)<sup>26</sup>. Bien sûr, l'incertitude, la méfiance et l'absence d'information sont à l'ordre du jour. Rappelons-le, l'incertitude est monnaie courante dans les conflits armés. Par contre, la situation diffère de l'expérience angolaise: les casques bleus ne sont pas ciblés par le FMLN et le gouvernement est plus disposé à coopérer, tout du moins si on le compare au gouvernement du MPLA. Dans un tel contexte, les tentatives de sabotage sont différentes à deux égards. D'une part, quand elles proviennent d'un des signataires, elles prennent la forme d'une «menace de rupture» du processus (et non d'un «fait accompli»). D'autre part, ceux qui ne voient pas d'intérêt à ce que le pacte soit mis en vigueur, mais qui ne possèdent plus de capacité de nuisance, cherchent à le détourner pour donner l'impression que le tout est respecté, même si dans les faits, ils cherchent à arrêter ou à renverser les réformés.

#### *1.2.1 Les choix stratégiques du FMLN pendant la phase de démilitarisation*

L'explosion accidentelle en mai 1993 d'un dépôt d'armes au Nicaragua a révélé que le FMLN détenait encore des ressources stratégiques<sup>27</sup>. Il s'agit pour plusieurs de la pire infraction de l'ex-guérilla au pacte de paix<sup>28</sup>. Étant donné que la loi électorale prohibait l'enregistrement de groupes armés en tant que partis

<sup>26</sup> Cristina Eguizábal. 1995. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace». Dans T. G. Weiss, dir., *The United Nations and Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 183; Charles T. Call. 2003. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador». *Journal of Latin American Studies* 35, 834; Charles T. Call. 2002. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 383.

<sup>27</sup> Des recherches ont permis d'identifier cinq centres de munitions au Nicaragua où le FMLN entreposait 1240 carabines, 2 tonnes d'explosifs, 1,4 million de balles, 1300 mortiers, 3900 grenades, 350 fusées et 19 missiles sol-air. Joanna Spear. 1999. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues». *Civil Wars* 2 (no 2), 18; Call. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace», 395.

<sup>28</sup> Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 183.

politiques, il a été question d'empêcher la participation des ex-guérilleros aux élections de 1994<sup>29</sup>. La crise est résolue par l'ONUSAL, qui demande la non-pénalisation du FMLN (après avoir obtenu l'assurance d'un partage plus honnête de l'information). Le processus n'est pas menacé, mais le FMLN perd de la crédibilité<sup>30</sup>. En effet, le groupe avait officiellement été déclaré «acteur désarmé» le 30 août 1992, après avoir remis 10 230 armes, quatre millions de balles, environ 10 000 grenades, 5,1 tonnes d'explosifs et 74 missiles<sup>31</sup>».

Bien sûr, il y eut des retards, mais leurs causes ne sont pas les mêmes qu'en Angola. Au Salvador, le FMLN signale, par exemple, que les sites de cantonnement ne renferment pas l'infrastructure nécessaire pour le DDR, ce pourquoi, le processus se déroule plus lentement que prévu<sup>32</sup>. Aussi, le FMLN retarde le processus en raison de problèmes rencontrés par le programme de répartition de terres<sup>33</sup>. En septembre 1992, il menace d'arrêter le DDR tant et aussi longtemps que cette question ne sera pas réglée. Or, l'objectif d'une telle mise en garde n'est pas de rester armé, mais de forcer le gouvernement à remplir ses engagements. En termes théoriques, on peut indiquer que le FMLN menace de «sortir» du processus si sa voix n'est pas écoutée. Selon Sánchez Cerén, «pendant

---

<sup>29</sup> Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 18.

<sup>30</sup> *Ibid.*, 18-19; Joanna Spear. 2002. «Disarmament and Demobilization». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 156.

<sup>31</sup> Traduction libre. Spear. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues», 18; Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 184.

<sup>32</sup> Rodolfo Cardenal. 1992a. «Los cien primeros días del Acuerdo de paz». *Estudios Centroamericanos* XLVII (no. 523-524), 444.

<sup>33</sup> L'accord de paix inclut des provisions de répartition de titres de propriété aux ex-combattants du FMLN, pour favoriser leur réintégration sociale. À l'origine, le gouvernement devait commencer à distribuer, entre février et mai 1992, les terres qui dépassaient le maximum permis par la loi (245 hectares), dont l'État est propriétaire. Vers le 14 juillet, des garanties de transfert de propriétés devaient être en place en ce qui concerne les territoires antérieurement sous contrôle de la guérilla. Or, les rebelles refusent de publier des listes des ex-combattants, car ils ne croient pas que l'ONUSAL soit capable de garantir leur sécurité. Le gouvernement ne peut donc pas aller de l'avant avec le programme. En plus, après la fin de la guerre, la valeur des terrains ruraux augmente; les propriétaires refusent maintenant de les vendre au gouvernement selon les prix fixés pour l'expropriation. Voir: Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 184.



la première année [...], nous avons continué à utiliser les armes comme un mécanisme de pression pour faire en sorte que l'accord de paix soit respecté<sup>34</sup>».

Ce ne sont pas les «raisons» des blocages qui sont différentes mais les «intérêts vitaux». En effet, tant l'UNITA que le FMLN cherchent à protéger leurs intérêts. Or, dans le premier cas, ceux-ci sont définis en termes d'accès au pouvoir, alors que le FMLN cherche à endiguer l'incertitude pour pouvoir devenir un parti politique. L'acteur sensible à l'incertitude sait que les effets de ses choix sont liés à ceux des autres. Puisqu'un non-respect du pacte peut faire augmenter l'incertitude, on annonce une éventuelle rupture si une condition n'est pas remplie. Le FMLN, tout comme la RENAMO, et à la différence du MPLA et de l'UNITA, utilise la menace de sabotage comme stratégie de dissuasion pour obtenir gain de cause.

Dans ce contexte, l'action de l'ONUSAL est essentielle pour maintenir le processus sur les rails. Par exemple, concernant la répartition des terres, elle propose un plan de rattrapage qui outrepassa son mandat, mais qui est accepté par les parties. Malgré quelques retards dans sa mise en vigueur, ce plan est respecté globalement<sup>35</sup>. L'ONUSAL dénonce aussi les réticences des FAES à permettre une vérification *in situ* de la réduction de leurs effectifs<sup>36</sup>. Si on se fie aux prévisions de notre modèle, les risques majeurs de sabotage dans ce pays ne proviennent pas de O<sub>M</sub>. Puisque le principal échange de garanties se déroule entre des modérés, le processus est vulnérable au sabotage (total) des factions extrémistes exclues du processus. L'activité de neutralisation des risques de sabotage implique ici, pour l'intervenant externe, d'établir une politique de carottes envers le FMLN et le gouvernement, et de bâton vis-à-vis des FAES.

<sup>34</sup> Traduction libre. Entrevue avec Salvador Sánchez Cerén (FMLN), réalisée à San Salvador, le 30 novembre 2004.

<sup>35</sup> La première phase de ce plan, qui est complétée en janvier 1993, consiste en une distribution de 53 000 hectares que le gouvernement exproprie grâce au financement de la *United States Agency for International Development* (USAID), à travers le *Banco de Tierras* (Banque de terres); 7000 guérilleros bénéficient du programme. Une deuxième phase, financée par l'Union européenne et qui devait être terminée vers avril 1993, prévoit la distribution de 14 000 hectares additionnels à 4000 familles des démobilisés du FMLN et des FAES. Voir: Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 184-185.

<sup>36</sup> Rodolfo Cardenal. 1992b. «Las crisis del proceso de pacificación». *Estudios Centroamericanos* XLVII (no. 529-530), 968.

### 1.2.2 Des «réformes alternatives» proposées par les Forces armées salvadoriennes

L'analyse des premiers cent jours de mise en vigueur de l'Accord de Chapultepec indique que la décision des FAES de ne concentrer que certaines de ses troupes dans les centres de cantonnement identifiés, en raison de la «nécessité de protéger des installations d'importance nationale», cause des retards dans le processus de DDR. Les raisons avancées pour expliquer ces délais sont multiples, mais rappelons qu'au Salvador, le processus est enclenché dans un contexte *d'extrication*. En bref, les extrémistes peuvent bien vouloir saboter le processus, mais ils n'en ont plus les moyens. Pour cette raison, leurs tentatives de protéger leurs intérêts prennent la forme d'actions masquées ou indirectes.

Par exemple, le Haut Commandement des FAES décide de créer deux nouvelles entités d'environ 2000 effectifs. Il s'agit de la Garde-frontière et de la Police militaire, deux organisations qui ne sont pas prévues par le pacte<sup>37</sup>. Des observateurs soulignent qu'il peut s'agir de nouveaux noms pour camoufler et justifier la non-élimination de deux vieilles entités (la Police nationale et la Police du trésor), une mesure qui, elle, fait partie de l'accord<sup>38</sup>. Aussi, les FAES n'ont pas collecté les armes disséminées dans la société. Il s'agit, à leurs yeux, d'un «problème inexistant», car elles nient avoir armé des civils pendant le conflit<sup>39</sup>. Comment désarmer des paramilitaires qui n'existent pas? Enfin, les tentatives pour assujettir l'École militaire à un conseil académique (composé de civils) sont aussi soumises au blocage: ce conseil est perçu comme une «ingérence des civils dans les affaires militaires<sup>40</sup>».

<sup>37</sup> Knut Walter et Philip J. Williams. 1993. «El ejército y la democratización en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* (no 539), 831; Call. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace», 393.

<sup>38</sup> David Holiday et William Stanley. 1997. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* LII (no 584), 557. Voir aussi: Gino Costa. 1999. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*. San Salvador: UCA Editores, 80.

<sup>39</sup> Cardenal. «Las crisis del proceso de pacificación», 968.

<sup>40</sup> Traduction libre. Walter et Williams. «El ejército y la democratización en El Salvador», 833; Voir également: Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 835.

L'activité de l'ONUSAL en matière de négociation du calendrier de mise en œuvre des accords est fondamentale pour faire avancer le processus de paix. En fait, Marrack Goulding devra lancer un nouveau cycle de négociations à la fin duquel les FAES accepteront de dissoudre la Garde-frontière. Le FMLN accepte, ce qui est qualifié par Holiday et Stanley d'erreur de négociation, le maintien de la Police militaire en échange de bourses et de crédits pour 600 commandants de rang intermédiaire et de l'accélération du transfert de titres de propriété à leurs ex-combattants<sup>41</sup>. Nous y reviendrons. Pour le moment, soulignons qu'après les élections du siècle (1994), le programme de réformes militaires entre dans une nouvelle phase.

Le nouveau gouvernement présente le *Plan Arce 2000*, un programme de modernisation qui vise à consolider l'encadrement constitutionnel des FAES, leur efficacité et leur système d'éducation, pour «améliorer les relations entre les civils et les militaires<sup>42</sup>». En octobre 1995, l'Assemblée législative approuve la nouvelle loi de programme militaire, qui remplace le décret de promotions militaires 452, émis en janvier 1976. Entre 1995 et 1996, des projets de loi navale, de réforme à la loi organique des FAES, de recrutement et de défense et des statuts de l'Université militaire sont présentés au Congrès<sup>43</sup>. En bref, l'expérience salvadorienne en matière de DDR démontre qu'un programme de démilitarisation est possible, mais que l'action des tierces parties pour neutraliser les tentatives de sabotage entre (t + 1) et (t + 2) est essentielle, même si les réformes majeures ne sont approuvées qu'après (t + 2).

### 1.2.3 *Moments propices et risques de sabotage*

Vis-à-vis de la tentative de démilitarisation angolaise, la trajectoire de pacification salvadorienne suggère que:

---

<sup>41</sup> Ces négociations sont réalisées à un moment où le FMLN a pratiquement finalisé son processus de DDR. En bref, les rebelles ne comptent plus sur leur source de pouvoir pour faire fléchir les positions du gouvernement. Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 185; Cardenal. «Los cien primeros días del Acuerdo de paz», 444; Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 560.

<sup>42</sup> Traduction libre. Ricardo Córdova Macías. 1999. *El Salvador: reforma militar y relaciones cívico-militares*. San Salvador: Fundación Dr. Guillermo Manuel Ungo, FUNDAUNGO, 23.

<sup>43</sup> *Ibid.*, 26-27.

- (1) Les problèmes d'information incomplète ou incorrecte existent dans divers cadres conflictuels, mais en contexte de moment propice, les parties montrent plus de disposition à coopérer pour les résoudre. Une information plus exacte augmente, à son tour, la capacité de l'intervenant externe de réduire l'incertitude;
- (2) En contexte de primauté de  $G_M$  et de  $O_M$ , le DDR a plus de chances de servir d'outil générateur de confiance. Même quand les transgressions aux règles de la transition sont identifiées, l'aversion à l'incertitude des modérés les mène à offrir des garanties supplémentaires assurant que de telles situations ne se reproduiront plus.
- (3) Les retards dans le calendrier de mise en œuvre des accords embourbent moins la démilitarisation. Si l'intervenant détient les ressources nécessaires – comme c'est le cas de l'ONUSAL –, il peut proposer des solutions pour débloquer le processus. Par contre, il est indispensable que la tierce partie assume un rôle proactif et que les ex-belligérants l'acceptent;
- (4) Le cas du Salvador confirme la validité de notre modèle: les obstacles au DDR en provenance du FMLN correspondent aux «saboteurs internes limités», c'est-à-dire à des modérés qui annoncent le recours aux armes pour exprimer leur mécontentement. Par contre, des «acteurs externes» au pacte – les FAES –, vont à l'encontre des buts définis à la table de négociations. Ce qui fait des FAES des «saboteurs externes» n'est pas le fait qu'elles soient ou non assises à la table – des officiers ont signé l'Accord de Chapultepec –, mais le fait que leurs «intérêts vitaux» ne sont pas représentés ou protégés par les garanties incluses dans le pacte.
- (5) Le fait qu'aucune transgression majeure au processus de démilitarisation salvadorien ne soit pas répertoriée s'explique par le fait que de  $(t + 1)$  à  $(t + 2)$ , les FAES se trouvent affaiblies. Non seulement l'assassinat des Jésuites (1990) a mené les États-Unis à appuyer un programme de réformes qui modifie le rôle et la taille de l'armée salvadorienne, mais en

plus ces transformations ont été inscrites dans la constitution (1991). De plus, en acceptant de signer la paix et de désarmer, la raison d'être des FAES n'existe plus.

### ***1.3 DDR et rapport de forces mixte: le Mozambique, 1992-1994***

Si, pendant la phase de négociation de paix mozambicaine, les sommets Chissano – Dhlakama expliquent en grande partie le contenu des Accords de Rome, à partir de (t + 1) le rôle des tierces parties est essentiel pour faire diminuer l'incertitude pendant la deuxième phase de la transition. À cet égard, l'ONUMOZ déploie des efforts sur les plans de la renégociation du calendrier de mise en vigueur des accords, de la modification des contraintes objectives et des perceptions subjectives des acteurs, de la gestion de l'absence d'information et de la mise en place de programmes de réinsertion des ex-combattants. En bref, mis à part cette dernière dimension, présente au Salvador mais de façon plus timide, l'ONUMOZ œuvre dans les mêmes domaines que l'ONUSAL.

#### ***1.3.1 Contraintes objectives, perceptions subjectives et renégociation de la mise en vigueur des accords***

Le processus de démilitarisation mozambicain aura finalement pris environ un an de plus que les 12 mois prévus par les Accords de Rome, en raison des nombreuses disputes entre le FRELIMO et la RENAMO quant à la façon de procéder<sup>44</sup>. D'une part, le processus de définition des sites de cantonnement prend plus d'un an<sup>45</sup>. En fin de compte, la *Comissão de Cesse do fogo* (Commission de cessez-le-feu, CCF) a sélectionné 45 sites de cantonnement qui, sous sa supervision, sont destinés à concentrer les troupes, à élaborer des registres et à démobiliser. D'autre part, ces retards entraînent des problèmes de sécurité aux

<sup>44</sup> Robert J. Griffiths. 1996. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique». *Third World Quarterly* 17 (no. 3), 475.

<sup>45</sup> Des considérations stratégiques expliquent ces retards. Par exemple, la proposition de la RENAMO d'établir des centres de cantonnement à Bela Vista et Salamanga (Province de Maputo) est refusée par le FRELIMO, puisque ces localités sont près d'une base de l'armée. De même, la proposition d'établir un camp gouvernemental à Nhapalapala (au Centre de la Province de Sofala) est refusée par la RENAMO; il s'agit d'une région sous contrôle contre-révolutionnaire. Voir: Sam Barnes. 1997 *The Socio-Economic Reintegration of Demobilised Soldiers in Mozambique: The Soldiers' View*. Maputo: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 4.

alentours des camps<sup>46</sup>. La méfiance du FRELIMO et de la RENAMO est à son comble, notamment en ce qui concerne le contrôle de «leurs» territoires<sup>47</sup>.

Dans les phases initiales de DDR, le retard dans le déploiement de l'ONUMOZ aggrave la méfiance, c'est-à-dire le problème de la crédibilité des engagements. La RENAMO refuse d'aller de l'avant sans la présence d'un acteur international. Par la suite, l'action proactive d'Aldo Ajello, ainsi que du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres tierces parties, est essentielle pour réduire l'incertitude et maintenir sur les rails la trajectoire de changement. Par exemple, le 22 janvier 1993, les parties acceptent un plan de «cantonnement graduel», une idée proposée par Ajello pour dénouer une impasse dans le processus; 24 sites sont ainsi retenus. Le processus, qui devait commencer en novembre 1992, débute avec deux mois de retard<sup>48</sup>. Aussi, le Conseil de sécurité intervient en juillet 1993 pour tenter d'accélérer le processus. Comme résultat, un sommet Chissano-Dhlakama – le premier depuis la signature de l'accord de paix –, a lieu en août 1993<sup>49</sup>. L'objectif est de renégocier le nouveau calendrier de mise en œuvre des accords<sup>50</sup>. Sans doute, les deux leaders demeurent au centre du processus décisionnel au pays, mais c'est la pression des tierces parties qui les pousse à se réunir et à prendre des décisions, même quand celles-ci arrivent un peu tard.

---

<sup>46</sup> Mark Knight et Alpaslan Özerdem. 2004. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace». *Journal of Peace Research* 41 (4), 508.

<sup>47</sup> Alexander Costy. 2004. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 153.

<sup>48</sup> Borges Coelho, João Paulo et Alex Vines. 1995. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*. Oxford: Refugee Studies Program, University of Oxford, 5.

<sup>49</sup> Soulignons que quand Aldo Ajello, représentant général du Secrétaire général et chef de la mission d'ONUMOZ, «arrived in Maputo on 15 October to find that there had been no contact between the two sides since the 4 October signing in Rome, and that nothing had been done to set up the commissions which were supposed to be functioning on 15 October...». Joseph Hanlon. 1993a. «Cease-fire holds, but election delay likely». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2.

<sup>50</sup> Borges Coelho, et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 7; Joseph Hanlon. 1993e. «Gloom descends on Maputo». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2-3. Voir aussi: Martin Rupiya. 1998. «Historical Context: War and Peace in Mozambique». Dans J. Armon, D. Hendrickson et A. Vines, dir., *The Mozambican Peace Process in Perspective*. Durban: The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) En ligne. <<http://www.c-r.org/accord/moz/accord3/rupiya.shtml>> (page consultée le 19 juillet 2005).

Dans le cas en particulier du processus de démilitarisation, il devenait, par exemple, urgent d'agir: les ex-combattants de la RENAMO, impatients à cause des retards, ont décidé de «s'auto-démobiliser» (*self-demobilisation*), en quittant par leurs propres moyens les camps de cantonnement<sup>51</sup>. Cette situation fait diminuer le nombre de candidats rebelles à intégrer aux nouvelles FAM et rend plus difficile leur désarmement avant leur retour à la vie civile<sup>52</sup>. La commission de vérification du cessez-le-feu est incapable de vérifier 40 pour cent des entrepôts d'armes de la RENAMO; on croit que les deux parties cachent des armes<sup>53</sup>.

Malgré ces réticences, le processus de création des nouvelles forces armées tient la route. Le coup d'envoi survient avec la Déclaration de Lisbonne (février 1993), quand le Portugal, la France et le Royaume-Uni confirment leur engagement dans l'entraînement des troupes mozambicaines. Des cours de 30 jours sont organisés en février, mars, juin et septembre, à la fin desquels 200 officiers sont prêts à prendre le commandement<sup>54</sup>. Entre-temps, en mars, 540 instructeurs britanniques, qui ont pour mission de former 5000 recrues d'infanterie, sont envoyés à Dondo (Sofala), Boane et Manhiça (Province de Maputo). Les premiers bataillons sont déployés le 7 juin à Chokwe, Quelimane et Cuamba, dans les provinces de Gaza, Zambézia et Niassa<sup>55</sup>. Or, l'obstructionnisme de la RENAMO se fait toujours sentir. L'ex-guérilla retarde l'envoi de ses candidats aux postes d'officiers aux centres de formation. C'est

---

<sup>51</sup> Les problèmes de désertion sont plus importants dans les camps de la RENAMO que dans ceux du FRELIMO pour deux raisons. D'une part, les territoires sous influence de la guérilla sont plus difficiles d'accès que ceux du FRELIMO, ce qui occasionne des problèmes plus importants de ravitaillement. D'autre part, la propagande interne contre-révolutionnaire, qui présente la guérilla comme le vainqueur de la guerre, contraste avec les conditions que les combattants doivent affronter une fois rendus dans les camps de cantonnement. Voir: Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 17.

<sup>52</sup> Griffiths. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique», 476.

<sup>53</sup> *Id.*

<sup>54</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 24.

<sup>55</sup> *Ibid.*, 25. Voir également: Joseph Hanlon. 1994b. «Forced march to 27-28 Oct election». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 4; Eric T. Young. 1996. «The Development of the FADM in Mozambique: Internal and External Dynamics». *African Security Review* 5 (no 1). En ligne.

<<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/5No1/Young.html>> (page consultée le 28 juin 2005).

ainsi que le processus s'étire pendant deux ans après la signature des accords<sup>56</sup>. En janvier 1995, les mutineries et l'alcoolisme des soldats persistent. Les nouvelles FAM ne comptent que 12 000 combattants (malgré le fait que les Accords de Rome aient établi leur taille à 30 000)<sup>57</sup>.

### 1.3.2 *Gestion de l'information: des sabotages internes «limités» et «totaux»*

Selon notre modèle, les Accords de Rome devraient être vulnérables au «sabotage interne limité» de O<sub>M</sub> (la RENAMO) et «total» de G<sub>E</sub> (le FRELIMO). Au Salvador, le sabotage interne des modérés prend la forme d'une menace; en Angola, les extrémistes placent les tierces parties face au fait accompli. Ces différences en termes de façon d'exécuter le sabotage se voient confirmer au Mozambique. Le 15 août 1994, le DDR de la RENAMO est finalisé<sup>58</sup>. Toutefois, le processus fut complexe. L'attitude pour le moins erratique et imprévisible de Dhlakama, qui est celle d'un saboteur interne, s'explique, comme nous l'avons indiqué au précédent 5, par sa peur de perdre les ressources militaires, les seules qui lui permettent de défendre ses intérêts face au FRELIMO<sup>59</sup>. Le dirigeant lance des signaux pour le moins confus. Il indique, par exemple, que si les autoroutes ne sont pas réparées, il n'y aura pas d'élections en 1994<sup>60</sup>. Il insiste aussi sur le fait que les Accords de Rome permettent l'existence de deux administrations publiques, ce qui justifie son refus de laisser entrer les membres de la mission de l'ONU dans les territoires contrôlés par la RENAMO<sup>61</sup>. Au début de 1994, «some government official clearly appear to have accepted the defacto administrative division<sup>62</sup>». En bref, comme le FMLN au Salvador: «Undoubtedly, Renamo

<sup>56</sup> Hoddie et Hartzell. «Civil War Settlements and the Implementation of Military Power-Sharing Arrangements», 310.

<sup>57</sup> Griffiths. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique», 475.

<sup>58</sup> *Id.*

<sup>59</sup> Voir: Vieira Mário. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*, 152.

<sup>60</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 34.

<sup>61</sup> Joseph Hanlon. 1993d. «Fears grow over slow progress». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2; Joseph Hanlon. 1993f. «Half speed ahead». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 4.

<sup>62</sup> Joseph Hanlon. 1994a. «Strolling toward elections». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2.



recognised that one of its real strengths lay in this implicit threat to resume fighting<sup>63</sup>.»

Sur ce point, le rôle d'ONUMOZ, qui dénonce ouvertement les écarts vis-à-vis du pacte, est comparable à celui de l'ONUSAL. Par exemple, au début de 1993, «Neither the government nor Ajello accept RENAMO's view of its total control of its areas. "RENAMO does not understand the peace accord. We must explain to them that if they don't open their areas, nothing else in the accord works"<sup>64</sup>.» La communauté internationale a souvent dû réaffirmer ses promesses d'aide à la transformation de la guérilla en parti politique (voir plus loin) pour convaincre la RENAMO de respecter ses engagements<sup>65</sup>.

Toutefois, il est important de souligner que le gouvernement adopte aussi des choix stratégiques pouvant être considérés comme des sabotages. Entre juin et juillet, les tensions entre le FRELIMO et l'ONUMOZ sont palpables: «Ajello argued the government was publicly attacking his authority and position in an effort to delay demobilisation and the formation of the new army<sup>66</sup>». Le gouvernement érige aussi des barrières aux plans de destruction des armes. À l'origine, l'ONUMOZ planifiait de transférer l'équipement militaire collecté vers des dépôts régionaux afin de les détruire. Le gouvernement s'oppose à cette mesure, car la destruction des armes peut rendre vulnérables les FAM. Comme résultat, entre 190 000 et 200 000 armes seulement, sur un total estimé à six millions, ont été récupérées, ce qui contribue aujourd'hui à expliquer le problème de trafic d'armes légères qui touche l'ensemble de l'Afrique subsaharienne<sup>67</sup>. On

<sup>63</sup> Griffiths. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique», 576.

<sup>64</sup> Hanlon. «Cease-fire holds, but election delay likely», 3.

<sup>65</sup> Joseph Hanlon. 1993b. «Vital Peace Accord Committees not Working Yet». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 6-7.

<sup>66</sup> Joseph Hanlon. 1994c. «Soliders active; voters apathetic». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 4.

<sup>67</sup> Joanna Spear. 1999. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues». *Civil Wars* 2 (no 2), 4; Mark Knight et Alpaslan Özerdem (2004), «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace», 501; Kees Kingma (1997), «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and the reintegration into civilian life», 156; Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 58.

indique souvent que ce problème est dû, du moins en partie, à l'ONUMOZ, mais on oublie d'indiquer que le FRELIMO a résisté aux plans de destructions des armes: «Destruction of weaponry [...] was not politically viable<sup>68</sup>.»

Le 11 juillet 1994, l'ONU déclare que le gouvernement a fini son processus de cantonnement<sup>69</sup>. Toutefois, des problèmes d'information similaires à ceux qui sont recensés en Angola sont causés par le FRELIMO. Par exemple, après avoir indiqué, en octobre 1992, que 61 638 soldats devaient rejoindre les centres de cantonnement (ce chiffre ne tient pas compte de 14 480 membres affectés à maintenir la sécurité interne), en avril 1994, les chiffres sont revus à la baisse: seuls 49 630 soldats doivent être cantonnés. Le gouvernement indique que la différence s'explique par l'inclusion, en 1992, de 13 000 combattants qui avaient déjà été démobilisés avant le début de la mise en vigueur des accords. Le FRELIMO érige également des obstacles à la réinsertion civile des combattants de la RENAMO, en excluant des pensions de guerre les anciens contre-révolutionnaires<sup>70</sup>.

### 1.3.3 Programmes de réinsertion des combattants

Une des particularités du processus de paix mozambicain est la mise en place d'une série de programmes à court et à long terme pour favoriser la réinsertion sociale des ex-combattants. Ironiquement, on critique la communauté internationale à cet égard: la générosité de l'ONUMOZ accentue la dépendance mozambicaine à l'aide externe<sup>71</sup>. Pourtant, des chercheurs comme McMullin indiquent qu'une des raisons de l'échec du processus de paix angolais fut, précisément, l'absence d'alternatives d'emploi pour les ex-combattants du MPLA

---

<sup>68</sup> McMullin. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?», 632.

<sup>69</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 21.

<sup>70</sup> Seuls les combattants de la RENAMO qui ont passé au moins 10 ans au combat (en tant qu'adultes) et les handicapés de guerre – des catégories qui comptent pour 18 pour cent des combattants –, ont droit à des pensions. Barnes. *The Socio-Economic Reintegration of Demobilised Soldiers in Mozambique: The Soldiers' View*, 8.

<sup>71</sup> Mark Knight et Alpaslan Özerdem (2004), «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace», 512.

et de l'UNITA, poussés à démobiliser sans une solution de rechange viable sur le plan économique<sup>72</sup>.

Au Mozambique, la «communauté internationale» crée un fonds de 35 millions de dollars pour financer un programme d'aide à la réintégration, le *Esquema de Apoio à Reintegração* (Schéma d'appui à la réinsertion) qui vise à donner de l'argent, pendant une courte période de temps, aux ex-combattants<sup>73</sup>. Trois plans additionnels, le *Serviços de Informação e Referência* (Services d'information et référence, SIR), le *Management Framework for Re-integrating Demobilized Soldiers with Emphasis on Business and Skills Development* (TKP) et un *programme de réintégration communautaire* (PRC), sont également mis en place et maintenus en opération jusqu'en 1997<sup>74</sup>. Sur un total de 60 millions de dollars, une portion de 35 millions fut assignée au financement de programmes de compensation. Les subventions à la réintégration ont représenté environ 18 salaires mensuels<sup>75</sup>. Ces plans sont qualifiés de «succès<sup>76</sup>».

---

<sup>72</sup> McMullin, Jeremy. 2004. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?», 625. Kingma, «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and their reintegration into civilian life», 152. Au Salvador, cet appui à la réinsertion se réalise à travers le programme de répartition des terres. Il ne s'agit probablement pas de la réforme agraire que les révolutionnaires des années 1970 et 1980 ont imaginée, mais il reste que ce programme donne un moyen de subsistance aux ex-guérilleros, tout en donnant des ressources politiques à l'élite dirigeante (qui peut conserver ses appuis en montrant les bénéfices concrets liés au choix de la négociation en tant que choix stratégique).

<sup>73</sup> McMullin. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?», 628.

<sup>74</sup> Administrés par le PNUD et en collaboration avec le *Banco de Moçambique*, ces programmes établissent une aide économique mensuelle directe aux démobilisés (pour une durée de 24 mois après le dépôt des armes, variable selon le rang du combattant). Également, des subventions de 24 mois sont distribuées à ceux qui décident de reprendre des activités agricoles. Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 154-155; McMullin. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?», 628-629.

<sup>75</sup> Kingma, «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and their reintegration into civilian life», 154.

<sup>76</sup> Atteignant un coût de 94,9 millions de dollars, ces programmes ont permis de démobiliser 92 881 combattants. Le programme d'aide à la réinsertion a offert une dernière paie additionnelle en avril 1997. Une recherche effectuée a permis au PNUD de déterminer que cette année-là, seulement 14 pour cent des bénéficiaires des programmes était au chômage. Pour des chiffres détaillés, voir: Barnes. *The Socio-Economic Reintegration of Demobilised Soldiers in Mozambique: The Soldiers' View*, 7. Voir également: Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, i.

#### ***1.4 Maintien de la paix et réduction de l'incertitude sous un angle comparé: le conflit en Colombie, 1991-1994***

L'expérience de DDR en Angola, au Salvador et au Mozambique nous permet d'arriver à trois conclusions:

- (1) Des retards dans le déploiement d'une opération de paix font augmenter la méfiance et les risques de dérapage de la phase de démilitarisation. Toutefois, les ressources mises à la disposition des gardiens de la paix leur permettent d'atténuer les effets négatifs de tels inconvénients. Voilà pourquoi l'ONUMOZ réussit à réduire l'incertitude au Mozambique alors que l'UNAVEM II n'y arrive pas. En effet, au retard du déploiement, il faut ajouter le fait qu'elle ne compte ni les ressources ni le mandat pour éviter le déraillement du processus angolais. De plus, elle œuvre dans une configuration radicalisée du rapport de forces. Cet élément est central, car la correction d'une situation, quand les parties sont disposées à trouver une solution, n'équivaut pas à essayer de la corriger quand elles essaient par tous les moyens de ne pas désarmer. En ce sens, la présence d'au moins un acteur modéré semble être une condition pour que l'intervenant externe puisse agir en termes de maintien de la paix.
- (2) La configuration du rapport de forces explique le degré de coopération des ex-belligérants. Voilà pourquoi l'UNAVEM III, avec un budget très supérieur à celui de l'ONUSAL, ne réussit même pas à consolider le cessez-le-feu. À l'inverse, le contexte de moment propice au Salvador explique pourquoi l'ONUSAL, avec un budget similaire à celui de l'UNAVEM II, arrive à établir une paix précaire dès la rentrée en vigueur du cessez-le-feu.
- (3) Les tentatives de sabotage interne peuvent prendre deux formes. D'une part, si elles proviennent des extrémistes, elles se traduisent par la négation des engagements pris à la table de négociations. Le cas angolais illustre ce cas de figure. Si les extrémistes ne sont pas en position de faire dérailler la trajectoire, comme c'est le cas au Salvador, ils mettront en

place un «Plan B», qui consiste à protéger leurs intérêts par des choix unilatéraux qui vont à l'encontre du pacte. D'autre part, si le risque de sabotage provient d'un modéré, il prend la forme d'une menace préalable à l'exécution de l'acte, qui est annoncée publiquement. C'est le cas du FMLN et de la RENAMO.

Les cas du Salvador et du Mozambique diffèrent donc de la Colombie où, comme en Angola, il n'existe pas une réduction de l'incertitude mais plutôt une escalade conflictuelle. Nous l'avons signalé aux chapitres 4 et 5, la trajectoire colombienne se caractérise par des négociations asymétriques, l'exclusion de certains acteurs, des effets d'entraînement, des pactes informels et des paris incertains. Le tout aboutit à ce que l'on appelle au pays une «paix fragmentée», c'est-à-dire une situation où la paix est signée avec certains groupes armés alors que le conflit continue avec d'autres. En fait, entre 1990 et 1992, trois bouleversements majeurs ont lieu dans ce pays.

Premièrement, l'Assemblée nationale constituante est mise en place. Le nombre de groupes armés illégaux est réduit – trois guérillas mineures ayant décidé de rejoindre le M-19 au rang des groupes démobilisés en échange de leur participation au processus<sup>77</sup>. Deuxièmement, les FARC-EP et l'ELN améliorent leurs positions stratégiques face aux FMC, qui sortent indemnes du processus constitutionnel (avec leurs privilèges, mais aussi leurs faiblesses)<sup>78</sup>. Aussi, la désarticulation des cartels de la drogue – la guerre contre les narcotrafiquants déclarée pendant le gouvernement Barco est finalement «gagnée» –, laisse un vide de pouvoir. Celui-ci commencera à être rempli par les unités d'autodéfense et les

<sup>77</sup> Il s'agit du *Ejército Popular de Liberación* (Armée populaire de libération, EPL), le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (Parti révolutionnaire des travailleurs, PRT) et du *Movimiento Armando Quintín Lamé* (Mouvement armé Quintín Lamé, MAQL).

<sup>78</sup> Au début des années 1990, seulement 22 000 soldats professionnels (sur 131 000) étaient déployés sur le terrain, alors que la majorité œuvrait dans l'administration. Selon Richani, le système fut configuré de telle façon que les postes administratifs furent les plus convoités. En fait, les distinctions «d'héroïsme» en situation de combat sont récompensées par des postes administratifs, qui permettent au personnel de continuer en service actif, de conserver le salaire et les bénéfices comme les plans de retraite, tout en évitant les «inconvenients» de la guerre (par exemple, être envoyé au front). Nazih Richani. 2003. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*. Bogotá: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), et Editorial Planeta Colombiana, S.A., 84-85.

FARC-EP<sup>79</sup>. Troisièmement, une nouvelle démobilisation, celle du Courant de la rénovation socialiste (CRS) – environ 10-15 pour cent de l'UC-ELN –, a lieu en 1994<sup>80</sup>.

#### 1.4.1 *La «survie» des Forces armées colombiennes et le DDR des guérillas mineures*

Une des premières actions de César Gaviria, en tant que président de la Colombie, est de décréter l'état de siège. Avec les pouvoirs exceptionnels que cela lui confère, il peut établir les règles qui encadreront le fonctionnement de l'Assemblée nationale constituante, qui comptera 70 sièges. Lors des élections, qui comptent 70 pour cent d'abstentionnisme, les Libéraux remportent 28,38 pour cent des votes (25 sièges) et l'ADM-19 26,82 pour cent (19 sièges). Entre-temps, le *Movimiento de Salvación Nacional* (mouvement de sauvetage national, MSN) obtient 6,38 pour cent (11 sièges)<sup>81</sup>. La constitution, qui entre en vigueur le 4 juillet 1991, modifie le système électoral et la structure du Parlement (maintenant unicaméral), élu sur une base nationale; des nouvelles lois concernant le financement des partis politiques (la création d'un fonds public) ont également été introduites<sup>82</sup>. Le présidentielisme est atténué avec l'élection directe des maires (désignés auparavant par le président) et l'augmentation des critères requis pour pouvoir déclarer l'état de siège.

<sup>79</sup> Pour des «raisons éthiques», l'ELN refuse de participer à l'économie des drogues pendant la décennie 1990, ce qui explique en partie sa marginalité stratégique à partir de la fin des années 1990. En fait, vis-à-vis des FARC, «... l'ELN garde une perspective plus proche de la théologie de la libération, du pouvoir en provenance des bases populaires et de la défense des ressources naturelles [...] Entre-temps, les FARC-EP sont plutôt une machine politico-militaire. Sans le financement de la cocaïne, les FARC-EP seraient [peut-être] dans une position tout aussi marginale que celle du ELN.» Traduction libre. Entrevue avec Fernán González (Église catholique), réalisée à Bogotá D.C., le 21 octobre 2004.

<sup>80</sup> Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

<sup>81</sup> D'autres partis politiques complètent la chambre. Le Parti social conservateur (PSC) obtient 10,96 pour cent d'appui (5 sièges), l'Union patriotique 2,33 pour cent (2 sièges) et d'autres groupes 14,30 pour cent. Voir: Daniel L. Nielson et Matthew Soberg Shugart. 1999. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform». *Comparative Political Studies* 32 (no 3), 328. Pour des détails concernant la répartition des votes, voir: Political Database of the Americas. *Colombia: Elecciones para Asamblea Constitucional 1990*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/Col/coelasa.html>> (page consultée le 28 août 2007).

<sup>82</sup> Nielson et Shugart. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform», 329-330; Andrés Davila Ladrón de Guevara. 2002. *Democracia Pactada: El Frente Nacional y el Proceso Constituyente de 1991*. Bogotá D.C.: Alfaomega-Ceso-UNIANDES-Departamento de Ciencia Política, 194.

Toutefois, la structure, la doctrine et le budget des FMC ne sont pas touchés. Gaviria a tenté d'introduire quelques changements pour assurer la suprématie des autorités civiles sur les militaires. Il a par exemple créé un Conseil de sécurité et de défense attaché à la Présidence, et il a nommé Rafael Pardo, un civil, à la tête du ministère de la Défense (entre 1958 et 1990, tous les ministres de la Défense furent des militaires). Ces réformes seront toutefois de courte durée en raison de l'escalade du conflit survenue pendant les années 1990<sup>83</sup>. Les FMC conservent leur pouvoir, mais aussi leurs faiblesses. En d'autres termes, les FMC post-1991 sont tout aussi mal organisées qu'à l'époque de l'impasse confortable du Front National; «il y a eu une réforme [des FMC] dans les années 1960, surtout sur le plan logistique et administratif, et l'autre vers 1999. En bref, mis à part quelques progrès de méthode et de technologie, il n'y a pas eu de réforme pendant environ 40 ans<sup>84</sup>.» À partir de 1998-1999 et dans le cadre du *Plan Colombia*, la capacité militaire de l'armée s'améliore considérablement<sup>85</sup>. Mais avant ce moment, au lieu de mener les FARC-EP vers la défaite, la déclaration de «Guerre intégrale» de Gaviria a produit l'effet contraire, c'est-à-dire «... un renforcement majeur des FARC-EP, qui recrutent plus, achètent plus d'armes et disposent d'un budget plus important, le tout sans avoir besoin de l'appui de la population [étant donné leur insertion dans l'économie de la drogue]<sup>86</sup>». Il est clair que ces événements ne sont pas liés à un quelconque «maintien de la paix» ou à une réduction de l'incertitude, mais au contraire à la poursuite du conflit armé.

En effet, la période 1991-1998 est celle des investissements des guérillas pour augmenter leur pouvoir de frappe. En conséquence, le rapport de forces

---

<sup>83</sup> Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 82.

<sup>84</sup> Traduction libre. Entrevue avec un général à la retraite (FMC), réalisée à Bogotá D.C., le 8 octobre 2004.

<sup>85</sup> Au total, plus de 400 millions de dollars seront investis entre 1999 et 2002 pour moderniser l'appareil militaire colombien. Voir: Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 100. Borrero indique qu'avant l'arrivée au pouvoir de Barco, en 1986, les trois pays latino-américains qui avaient le plus bas budget de défense sont le Costa Rica (dont l'armée est abolie en 1949), le Mexique et, paradoxalement, la Colombie. Entrevue avec Armando Borrero (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C le 11 octobre 2004.

<sup>86</sup> *Id.*

stratégiques tourne en faveur des groupes illégaux, notamment des FARC-EP<sup>87</sup>. Quant à l'ELN, il atteint la barre des 5000 combattants, environ 15 000 de moins que les FARC-EP. Entre-temps, les paramilitaires poursuivent leur croissance et fondent, en 1997, les Autodéfenses unies de la Colombie (AUC)<sup>88</sup>. L'époque du règne des «barons de la drogue» est peut-être revolue, mais le trafic de drogue continue à se répercuter sur le conflit armé principalement de deux façons.

D'abord, la désarticulation des Cartels de la drogue offre des occasions d'enrichissement, non seulement aux unités d'autodéfense, mais aussi aux guérillas, particulièrement aux FARC-EP<sup>89</sup>. Selon Armando Borrero, cet argent servira, tout du moins en partie, à acheter de nouvelles armes, qui «... proviennent des États-Unis, du Panama, du Salvador et du Nicaragua. Il y a aussi des achats en l'Europe de l'Est, en Équateur, au Pérou et en Jordanie<sup>90</sup>.» Ensuite, «l'argent de la drogue» court-circuite l'Administration Samper (1994-1998), qui affronte, à partir de 1995, le «Procès 8000», un scandale relié au financement illégal du Parti

---

<sup>87</sup> Entre 1996 et 1998 ce groupe prend d'assaut la base militaire de Las Delicias, dans la province de Putumayo (août 1996), encercle une unité antiguerrilla de l'armée à Caquetá (causant 80 morts et des dizaines de prisonniers) et lance 30 attaques simultanées partout sur le territoire (août 1998), détruisant la base fortifiée de Miraflores (Guaviare) et tuant 400 policiers d'élite. Ces coups militaires ne mettent pas en péril les FMC, mais ils alimentent une perception, dans l'opinion publique, que le gouvernement est en train de «perdre» la guerre. Alexandra Guáqueta. 2003. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 77; Daniel Pécault. 1999. «Colombie: une paix insaisissable». *Problèmes d'Amérique latine* 34 (juillet-septembre), 10.

<sup>88</sup> Avec les 75 millions de dollars de revenu annuel en provenance du trafic de drogue, les AUC commencent à établir des institutions informelles (dans les régions sous leur contrôle) similaires à celles des FARC-EP et du ELN. Les contre-révolutionnaires travaillent aussi à renforcer les mécanismes de coordination militaire, ce qui leur permet d'expulser les guérillas des territoires occidentaux d'Antioquia, du Chocó et du sud-est du pays. Le nombre de paramilitaires passe de 4500 en 1998 et à 8000 en 2000. La plupart des combattants sont des militaires à la retraite (environ 1000, dont 150 ex-officiers), des ex-guérilleros et des délinquants. Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 172-173; 192.

<sup>89</sup> Les FARC-EP auraient reçu 180 millions en 1998-1999 en *gramaje* aux narcotrafiquants, contre 30 millions dans le cas de l'ELN. Quant au financement en provenance des enlèvements et de l'extorsion, il aurait représenté 198 millions de dollars pour les FARC-EP et 40 millions pour l'ELN. Le détournement du budget public aurait atteint 40 millions dans le cas des FARC-EP et 60 millions pour l'ELN. Enfin, les premières auraient obtenu 30 millions à travers des vols dans des institutions financières, un chiffre qui atteint 20 millions pour les deuxièmes. En bref, le budget des FARC-EP 1998-1999 aurait représenté le triple de celui du ELN (c'est-à-dire 448 millions de dollars contre 150 millions). Ces données ne représentent que des estimations. Richani. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*, 113, 127.

<sup>90</sup> Traduction libre. Entrevue avec Armando Borrero (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C, le 11 octobre 2004.



libéral par des narcotrafiquants<sup>91</sup>. Certes, cet état des choses n'a rien du «maintien de la paix». Il faut tout de même souligner que des efforts additionnels de paix, notamment avec le Courant de la rénovation socialiste (CRS), sont réalisés vers la fin du mandat du président Gaviria. Retournons en arrière pour mieux comprendre ce processus de paix.

#### 1.4.2 *La paix «fragmentée»: la démobilisation des «perestroïkistes»*

Lors du deuxième congrès de l'UC-ELN en 1989, au moment où on décide de former des «conspirateurs efficaces» (voir le chapitre 3), les secteurs «civils» associés à l'union camiliste (UC) se questionnent sur la stratégie en faveur de la guerre. À l'époque, les négociations entre le gouvernement Barco et le M-19 et la possibilité de participer à une Assemblée nationale constituante sont en cours<sup>92</sup>. De plus, l'échec de l'offensive finale du FMLN au Salvador et le début

---

<sup>91</sup> En raison de ces accusations, le gouvernement colombien perd la crédibilité non seulement pour faire avancer un dialogue de paix, mais aussi pour mettre en vigueur des politiques publiques. Rappelons qu'historiquement, la défaillance de l'État dans ce pays explique l'incapacité de Bogotá de mettre en vigueur les politiques décidées à la *Casa de Nariño* (Maison présidentielle). Mais dans le cas particulier du Procès 8000, non seulement le président a perdu l'appui populaire, mais aussi les États-Unis ont «disqualifié» la Colombie dans la lutte contre les drogues. Le président Clinton a même annulé le visa d'entrée de Samper et a accusé les FMC de violation des droits humains. En termes d'occasions de paix, le gouvernement a perdu toute crédibilité en tant qu'interlocuteur valable. Pour García Peña, l'agenda de paix du gouvernement s'est retrouvé en troisième place parmi ses priorités. Cela est confirmé par Armando Borrero, pour qui les plans de paix de Samper ont été oubliés en cours de route; «Samper était prisonnier des militaires, et c'est pour cette raison [qu'au lieu d'avancer une politique de paix] il a autorisé les Associations CONVIVIR, des supposés groupes armés légaux qui cherchaient à faire en sorte que les paysans se rapprochent de l'État au lieu d'aller vers les paramilitaires». Traduction libre. Entrevue avec Daniel García Peña (Gouvernement Colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 5 octobre 2004. Entrevue avec Armando Borrero (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C le 11 octobre 2004.

<sup>92</sup> Étant donné que le débat à l'interne de l'UC-ELN commence en 1989, c'est-à-dire deux ans avant la convocation de l'Assemblée nationale constituante, il est pertinent de se demander pourquoi le secteur associé à l'Union camiliste n'a pas décidé de démobiliser pour participer au processus. En fait, «nous discutons encore à l'époque. Nous n'étions pas sûrs que c'était le chemin à suivre. [...] Le M-19 n'a pas voulu attendre le rythme de la CGSB, surtout celui des FARC-EP, et a décidé de se lancer dans une négociation. Des secteurs internes du ELP, qui avaient toujours revendiqué la tenue d'une telle constituante, ont dit: "c'est le moment politique pour faire le saut"; le MAQL, qui avait une relation très fluide avec le M-19 et une méfiance historique envers les FARC-EP, a emboîté le pas. [...] la CGSB se divise alors entre ceux qui privilégient la négociation et ceux que ne veulent pas désarmer.» Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

de négociations entre les Sandinistes et la Contra au Nicaragua attisent l'incertitude quant à l'avenir des groupes révolutionnaires latino-américains<sup>93</sup>.

Lors de ce congrès, la ligne dure de l'UC-ELN s'impose. Or, les groupes associés à l'UC, que les *elenistas* reconnaissent comme des «perestroïkos» (les *perestroïkistes*), demeurent convaincus que la stratégie militaire n'est plus garante de la victoire révolutionnaire<sup>94</sup>. Plus tard, ils adoptent le nom de CRS, un groupe qui, sans quitter officiellement l'ELN et sans se faire expulser, est déclaré «mis au ban» du groupe en décembre 1991<sup>95</sup>:

Le grand point [de litige] était la stratégie de la lutte populaire prolongée, de construire une armée et d'utiliser les armes pour articuler la dynamique sociale [...] on commençait à voir une fatigue de la population colombienne vis-à-vis des armes [...] et un secteur a dit: «honnêtement, nous n'allons nulle part». Au lieu de mettre la politique au service des armes, nous voulions mettre les armes au service de la politique<sup>96</sup>.

En 1992, la CRS contacte le gouvernement en vue de lancer un processus de paix. Or, les FARC-EP et l'ELN, alors en pourparlers à Caracas et à Tlaxcala, refusent de les accepter à la table de négociations. Pour le gouvernement, il est

<sup>93</sup> Fernando Hernández. 2005. «La búsqueda del socialismo democrático». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 42-44; Antonio Sanguino. 2005. «La paz de los noventa: el regreso de los rebeldes». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 81; Walter Joe Broderick. 2005. «¿Revolución o revolcón?». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 109.

<sup>94</sup> En fait, « Pour nous, la chute du Mur de Berlin c'est l'équivalent de ce qui pourrait représenter la chute du Vatican pour un prêtre. Ceux qui étaient près des activités politiques et diplomatiques, c'est-à-dire nous-mêmes, avons commencé à faire avancer ce que nous appelions une "rectification stratégique" basée sur trois points: (1) un rééquilibrage de la lutte politique vis-à-vis de la stratégie des armes; (2) une analyse de la crise du socialisme; (3) la recherche d'une solution politique au conflit armé. [...] Mais les autres disaient le contraire. Il y avait une crise du socialisme, mais il était exagéré de remettre en question l'ensemble du paradigme marxiste. Pas question de s'interroger sur l'autoritarisme, le modèle d'étatisation de l'économie et de la planification centralisée. La crise du sandinisme était mineure et les négociations au Salvador n'étaient qu'une partie de la dynamique de la guerre.» Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

<sup>95</sup> Au sein du ELN, certains groupes ont vu d'un bon œil cette séparation; «plusieurs étaient contents et disaient que cette séparation valait mieux, car ils n'avaient jamais cru à l'union». Traduction libre. Entrevue avec Luis Eduardo Celis (CRS), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>96</sup> *Id.*

clair qu'il faut choisir, il privilégie des négociations avec les FARC-EP, la guérilla la plus importante du pays<sup>97</sup>. Ce n'est qu'après la rupture de ce processus qu'une fenêtre de négociation apparaît pour la CRS. En 1993, le gouvernement Gaviria sait qu'il n'a aucune possibilité de négocier avec les FARC et l'ELN<sup>98</sup>. Selon Antonio Sanguino, le gouvernement «... encaisse un double échec, celui des négociations de paix et celui de la politique d'assujettissement du crime organisé à la justice. [...] Sa position change alors vis-à-vis de la CRS. En tant que faction de l'ELN, elle peut avoir une valeur symbolique en termes de démobilisation. La porte de la négociation s'ouvre alors pour nous<sup>99</sup>.»

Le processus est similaire à celui du M-19 et des autres guérillas colombiennes, à quelques différences près:

- (1) Le programme de réinsertion, inclus dans l'accord final de paix (signé le 9 avril 1994), est plus généreux<sup>100</sup>.

<sup>97</sup> Puisque la CRS ne faisait plus partie de l'ELN, les *elenos* ont confirmé aux FARC qu'ils ne les acceptaient pas à la table de négociations. Les FARC-EP n'allaient pas se battre contre l'ELN pour un détail comme celui-là. Entrevue avec Luis Eduardo Celis (CRS), réalisée à Bogotá D.C. le 12 mars 2007. Quant au gouvernement, «l'équipe pensait que le gros lot était les FARC-EP et l'ELN, nous n'étions qu'un groupe très marginal. [...] Le gouvernement n'allait pas se sacrifier pour nous et a accepté la condition de la CGSB (de nous exclure pour pouvoir entreprendre les discussions de paix). [...] Au moment de notre séparation, nous étions dans une situation où certaines guérillas [dont le M-19] avaient démobilisé et participaient maintenant au système politique; d'autres guérillas, qui avaient toujours vu les négociations comme une tactique dans le cadre de la guerre, étaient assises à Caracas et Tlaxcala. Nous étions en plein milieu, sans faire partie ni d'un groupe ni de l'autre.» Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

<sup>98</sup> Entrevue avec Luis Eduardo Celis (CRS), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>99</sup> Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

<sup>100</sup> Il inclut un programme de développement communautaire dans des zones conflictuelles (sous influence de la CRS), un chapitre sur la promotion de la participation des citoyens dans le cadre de la nouvelle constitution (notamment en favorisant le développement des ONG), un programme de réinsertion en matière culturelle, de santé, d'assistance et de capacité technique, de l'aide psychosociale, au logement et de développement agricole. Les parties acceptent aussi l'application d'une amnistie aux membres de la CRS, du «privilège politique» (*favorabilidad política*) (pour obtenir de la représentation au Congrès, à travers la formule de la Circonscription unique de paix), un plan pour garantir la sécurité physique des ex-guérilleros (à charge de l'État) et l'installation d'une commission de vérification du respect des accords, constituée par la CRS, le gouvernement et «des organismes internationaux». Voir: Celis Luis Eduardo Celis Méndez. 2005. «Los protagonistas, los hechos y los tiempos. Cronología y crónica». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 218-233.

- (2) Le processus compte avec une timide participation d'une tierce partie (sans les pouvoirs du médiateur), soit les représentants diplomatiques des Pays-Bas<sup>101</sup>.
- (3) Pour gérer les fonds de la réinsertion, et même si la CRS présente des candidats au Congrès aux élections de 1994, elle crée aussi la *Corporación Nuevo Arco Iris*, une organisation non gouvernementale (ONG) qui lui permet de consolider une structure organisationnelle permanente<sup>102</sup>. L'expérience du Salvador confirme le fait que la conversion de guérilleros en membres d'ONG est un moyen de réinsertion sociale, tout du moins pour une partie des ex-combattants<sup>103</sup>.

Le schéma qui mène à la signature de l'accord de Flor del Monte, entre le gouvernement de César Gaviria et la CRS, est le même que celui qui a permis aux autres guérillas colombiennes d'entreprendre le chemin de la démobilisation. Peu de changements institutionnels sont négociés, la constitution de 1991 n'ayant que trois ans de vie<sup>104</sup>. Comme dans le cas du M-19, des dirigeants rebelles, cette fois-

<sup>101</sup> À la question: comment la CRS a-t-elle contrecarré sa faiblesse militaire pour augmenter son influence politique lors des négociations de paix? la réponse fut: «On a cherché l'appui des citoyens et le support international, plus concrètement des Pays-Bas. En fait les Pays-Bas ont été, en quelque sorte, un témoin du processus, ce qui donnait un poids international à la négociation. Ils ont collaboré avec nous de 1994 à 1999.» Traduction libre. Entrevue avec Luis Eduardo Celis (CRS), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>102</sup> L'analyse des ex-guérilleros quant à leur propre transformation est plus nuancée que la nôtre: «ce qu'on a fait c'est de transformer un mouvement politique illégal en force civile légale. Il ne faut surtout pas le voir de façon péjorative. Il est vrai qu'une partie de ce mouvement illégal est devenue une ONG, mais on ne peut pas dire qu'une guérilla l'est devenue car cela n'est pas vrai. La CRS s'est maintenue comme force politique de 1994 à 2000, même si la gauche était complètement dispersée à l'époque.» Toutefois, au commentaire «Malgré tout, il existe des références claires et spécifiques dans l'accord de paix quant à la création d'une ONG», la réponse fut: «Bien sûr, car nous avons appris des processus de paix antérieurs, notamment avec le M-19 et l'ELP. En regardant ces accords, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il manquait une structure organisationnelle différente à celle d'un parti politique pour garantir la réinsertion de nos ex-combattants. Voilà pourquoi nous avons créé une ONG, qui a embauché du personnel technique pour préparer des projets, faire des budgets, et capable de rendre des comptes.» Traduction libre. Entrevue avec Luis Eduardo Celis (CRS), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.

<sup>103</sup> Un des secteurs au sein du FMLN «... a choisi une sorte d'indépendance [vis-à-vis de la vie partisane] et s'est réfugié dans les organisations non gouvernementales. Ce ne sont pas seulement les questions politiques qui comptent. Honnêtement, il s'agit de survie économique et de perspectives professionnelles». Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>104</sup> Face à cette absence de plate-forme de négociation, la CRS a défini une position selon laquelle la nouvelle constitution avait «élevé au rang constitutionnel les réformes néolibérales. Il fallait

ci Enrique Buendía et Ricardo González (membres de la commission de négociation), sont ciblés et assassinés<sup>105</sup>. Aussi, à la fin du processus, les groupes armés les plus puissants demeurent mobilisés. En l'absence d'une stratégie d'affaiblissement des extrémistes, sans garanties externes, il est impossible de référer à une transition vers la paix en Colombie. Il est à noter que dans ce pays, il existe du DDR coopératif parce que ceux qui démobilisent ont décidé de le faire (selon les conditions du gouvernement); ceux qui ont refusé de choisir cette option continuent la guerre et aucun acteur ne les force à désarmer.

## **2. De (t + 1) à (t + 2): l'organisation des premières élections postconflituelles**

Les premières élections postconflituelles sont parmi les moments les plus importants de la transition, car elles marquent l'entrée en vigueur des institutions pactisées et la fin de l'insertion de l'élite rebelle à la vie politique civile. Si ce passage est réussi,  $O_E$  est affaibli sur le plan politique ( $O_M$  démontre que la lutte politique civile est possible). Il s'agit aussi du premier test pour déterminer si le nouveau parti peut devenir une alternative politique viable, c'est-à-dire s'il peut obtenir un appui suffisant afin de pouvoir remporter une élection.

Les différences entre les campagnes électorales sont considérables dans nos études de cas. En Angola, la période allant de (t + 1) à (t + 2) est marquée par l'incertitude. Au Salvador, où cette incertitude est réduite temporairement, de façon exogène et relative (grâce à l'action de l'ONUSAL), elle est plutôt le résultat à éviter, du moins si on croit la propagande électorale d'ARENA. Au

---

également introduire des changements majeurs aux forces armées colombiennes.» Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.

<sup>105</sup> Hernández. «La búsqueda del socialismo democrático», 52, 57. Par rapport à cet épisode, Célis indique: «Je ne pense pas qu'il s'agit d'un sabotage des négociations, mais plutôt le produit d'un manque de rigueur du gouvernement pour faire l'opération [...] Le gouvernement a présenté ses excuses, jamais publiques ou évidentes, mais a manifesté sa "préoccupation" pour l'incident et a créé une commission indépendante pour régler la crise. Sur cette base, la CRS a décidé de continuer avec la négociation». Traduction libre. Entrevue avec Luis Eduardo Celis (CRS), réalisée à Bogotá D.C., le 12 mars 2007. Pour Sanguino, il est clair que «l'armée a saboté les négociations, comme elle le fait d'habitude, provoquant une crise dans la mesure où le gouvernement n'a pas su quoi répondre face à une provocation d'une telle magnitude. Le processus a pu redémarrer grâce à l'action de membres de la "société civile", de l'Église catholique et des Pays-Bas, qui nous ont demandé de poursuivre le processus.» Traduction libre. Entrevue avec Antonio Sanguino (UC-ELN), réalisée à Bogotá D.C. le 2 mars 2007.

Mozambique, on utilise l'expression «syndrome angolais» pour référer à l'anxiété de la «communauté internationale» face à la possibilité de déraillement de la trajectoire de pacification<sup>106</sup>. Il existe donc de l'incertitude pendant le processus, mais face à l'avenir postélectoral. La question au Mozambique est la suivante: Alfonso Dhlakama acceptera-t-il les résultats du scrutin<sup>107</sup>?

### 2.1 *L'Angola: une campagne électorale dans un contexte incertain*

En Angola, rappelons-le, l'ONU est mise à l'écart de l'organisation des premières élections après la signature des Accords de Bicesse. Quant au Protocole de Lusaka et même s'il se base sur la reconnaissance des accords de 1991, force est de constater que le Gouvernement d'unité nationale (GUN) voit finalement le jour en 1997 sans le deuxième tour de scrutin qui devait suivre celui de septembre 1992. L'insensibilité à l'incertitude et l'incapacité de questionner la pertinence des armes en tant que choix stratégique se traduisent, dans un cadre de campagne électorale, par des interactions politiques très agressives. En bref, le comportement observable avant la signature du pacte continue à se reproduire entre (t + 1) et (t + 2); «The MPLA was not always willing to let UNITA exercise its rights as a political party, and UNITA was not always willing to abide by government laws<sup>108</sup>.» De plus, l'UNITA, présentée par ses dirigeants comme un «mouvement authentique» de libération qui a fait d'énormes sacrifices pour le pays, continue à être dépeint par le MPLA comme un groupe de terroristes.

La rhétorique de Savimbi n'est pas du tout rassurante; il se dit prêt à purger le secteur public – visant surtout les Blancs, les Métis et les *Assimilados*<sup>109</sup>.

<sup>106</sup> Joseph Hanlon commence les chroniques de *l'Association of European Parliamentarians for Africa* (AWEPA) de la façon suivante: «The United Nations Security Council seems determined to avoid a fiasco caused in Angola by trying to monitor a cease-fire and elections on the cheap. On 16 September it approved a \$ 331 million budget and a force of more than 8000 for Mozambique – 15 times the number of people it put into Angola.» Hanlon. «Cease-fire holds, but election delay likely».

<sup>107</sup> Hanlon. «Forced march to 27-28 Oct election», 6.

<sup>108</sup> Fortna. «United Nations Angola Verification Mission II», 402.

<sup>109</sup> Taisier M. Ali, Robert O. Matthews et Ian Spears. 2004. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, Londres: University of Toronto Press Incorporated, 302. On indique que plusieurs électeurs étaient prêts, après 20 ans de gouvernement du MPLA, à porter au pouvoir quelqu'un d'autre. Or, Savimbi déclare que des changements majeurs allaient être appliqués s'il était porté au pouvoir; «à Luanda, que ce soit à cause des

Le jour des élections, peu sont ceux qui s'aventurent à prédire le résultat. Des rapports qui circulent vers la fin de la campagne indiquent une perte d'appui électoral de Savimbi, même si au départ on considère qu'il avait des chances de l'emporter<sup>110</sup>. Le résultat des élections, jugé par les observateurs comme étant libre et honnête (90 pour cent de participation), donne 54 pour cent des sièges législatifs au MPLA et 34 pour cent à l'UNITA – Eduardo dos Santos obtenant 50 pour cent des votes contre 40 pour cent pour Savimbi<sup>111</sup>.

Dès que les premiers résultats sont connus, Savimbi crie à la fraude et indique qu'il retournera en guerre s'il perd les élections<sup>112</sup>. Les résultats provisoires de Luanda, le bastion électoral du MPLA, donnent Dos Santos gagnant par une grande marge. Quand les résultats du centre du pays, la forteresse électoral de l'UNITA, ne suffisent pas à renverser la tendance, Savimbi retire ses généraux du commandement central des FAA. Le dirigeant refuse de rencontrer les représentants internationaux, de prendre leurs appels téléphoniques et condamne l'ONU. Des attaques armées partout sur le territoire national sont lancées<sup>113</sup>. Au moment où Anstee certifie la validité du processus, le 17 octobre 1992, Savimbi concrétise sa menace de retourner en guerre<sup>114</sup>.

La rhétorique belliqueuse de Savimbi n'est pas le seul facteur qui explique sa défaite électoral. Grâce au monopole du MPLA sur l'État – rappelons-le, les Accords de Bicesse ne réforment pas le régime afro-marxiste érigé depuis 1975; l'ancienne guérilla anticoloniale augmente ses revenus, ce qui lui permet d'étendre le système de clientélisme. Un plan de privatisation (concordant avec

---

affinités idéologiques ou parce qu'il fallait se trouver un travail, tous sont près du MPLA [...] les conseillers étrangers en matière d'image électoral [employés par l'UNITA] s'arrachaient les cheveux quand ils ont vu la tournure que prenait la rhétorique de Savimbi» et qui jetait dans l'incertitude tous ceux qui étaient de loin ou de près associés au MPLA.» Traduction libre. Entrevue avec l'observateur no 1 (européen en Angola), réalisée à Maputo, le 17 août 2005.

<sup>110</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 37; Ali, Matthews et Spears. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)», 301-302.

<sup>111</sup> William Minter. 1998. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane, 70.

<sup>112</sup> Solomon. *From New York to Lusaka and Beyond: Angola's Tortuous Road to Peace*, 3.

<sup>113</sup> Stedman. «Spoiler Problems in Peace Processes», 38.

<sup>114</sup> Ali, Matthews et Spears. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)», 297.

l'abandon du «socialisme» prôné par le Fonds monétaire international, FMI) est lancé, mais manipulé pour favoriser les membres du MPLA<sup>115</sup>. Le parti rebâtit ses appuis politiques et coopte ou neutralise les nouvelles forces politiques, augmentant ainsi ses chances de se faire élire en 1992<sup>116</sup>. De plus, l'armée gouvernementale commence à tirer non seulement sur les combattants de l'UNITA, mais aussi sur ceux qui ont voté pour Savimbi, ou sur les membres de l'ethnie Ovibundu<sup>117</sup>. En bref, le MPLA obtient la victoire grâce à l'accès légal et illégal aux ressources du pétrole, au contrôle de l'appareil de l'État (incluant les médias et toutes les sources d'information) et à l'établissement de groupes paramilitaires<sup>118</sup>, et à une rhétorique de Savimbi qui a fait augmenter l'incertitude présente et future.

## 2.2 *Le Salvador: de l'utilisation de la peur comme arme électorale*

Au Salvador, les «élections du siècle» sont les premières élections pluralistes depuis 1932<sup>119</sup>. La division électorale de l'ONUSAL est établie en mai 1993, selon le calendrier de mise en vigueur de l'accord de paix. Elle compte, pour le jour de l'élection, avec 900 observateurs, mais environ un tiers est déjà au pays, travaillant dans d'autres divisions de la mission<sup>120</sup>. Comme en Angola et au Mozambique, des problèmes de registre électoral sont à l'ordre du jour<sup>121</sup>. Redresser la situation s'annonce, toutefois, difficile, car ARENA n'est pas intéressée à inscrire trop d'électeurs (par peur de trop favoriser le FMLN). Des

<sup>115</sup> Christine Messiant. 2001. «The Eduardo Dos Santos Foundation: Or How Angola's Regime is Taking Over Civil Society». *African Affairs* 100, 290.

<sup>116</sup> Messiant. «The Eduardo Dos Santos Foundation: Or How Angola's Regime is Taking Over Civil Society», 290. Cette stratégie, qui cherche à garantir le monopole du pouvoir, met un frein à tout processus de démocratisation, aussi modeste soit-il, pouvant provenir des Accords de Bicesse, en empêchant l'émergence d'un système de représentation politique hétérogène.

<sup>117</sup> *Ibid.*, 291.

<sup>118</sup> Christine Messiant. 2004. *Why did Bicesse and Lusaka fail? A critical analysis*. En ligne. <<http://www.c-r.org/our-work/accord/angola/bicesse-lusaka.php>> (page consultée le 19 août 2007).

<sup>119</sup> David Garibay. 2004. «Salvador, les défis du renouvellement. Le FMLN et les élections de 2003 et 2004». *Problèmes d'Amérique latine* 54 (automne), 36.

<sup>120</sup> Salvador Samayoa. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores, 187.

<sup>121</sup> Une enquête du PNUD a déterminé que 786 000 personnes, c'est-à-dire 27 pour cent des électeurs, ne sont pas enregistrées. Call. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace», 408.



experts en police civile sont alors affectés à la division électorale, histoire d'accélérer le processus<sup>122</sup>.

Pendant la campagne électorale, la peur est instrumentalisée à des fins politiques<sup>123</sup>. L'électorat, croyant que les FAES ne permettront jamais une victoire électorale du FMLN et, en quête de stabilité, aurait donc voté pour ARENA<sup>124</sup>. Il existe, toutefois, une différence fondamentale entre les élections salvadoriennes et celles de l'Angola. La campagne d'ARENA est axée sur l'idée qu'un triomphe électoral du FMLN jetterait le pays dans l'incertitude. L'objectif, du moins du point de vue rhétorique, est donc d'empêcher cette victoire. Ironiquement, une telle situation indique que la configuration du rapport de forces en faveur de  $G_M$  et de  $O_M$  se maintient. Alors qu'en Angola l'incertitude provient de la concurrence électorale entre le MPLA et l'UNITA, au Salvador elle constitue le «résultat à éviter»: les modérés sont sensibles à l'incertitude et font des choix stratégiques en essayant de déterminer différents scénarios à l'avenir.

Lors du premier tour électoral (20 mars 1994), le candidat d'ARENA, Armando Calderón Sol, obtient 49,3 pour cent des votes contre Rubén Zamora, du FMLN-CD, qui reçoit 25,6 pour cent. Le deuxième tour (24 avril) donne à Calderón 68,3 pour cent et 31,6 pour cent à Zamora. La démocratie chrétienne de José Napoleón Duarte, qui présente Fidel Chavez, est éliminée dès le premier tour, elle n'obtient que 16 pour cent des votes<sup>125</sup>. Le FMLN, qui participe à cette

<sup>122</sup> Le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés a également fourni des documents d'identité aux résidents des anciennes zones en conflit. Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 566.

<sup>123</sup> Mario Lungo Uclés. 1995. «Perspectivas, obstáculos, retos. El ejercicio del gobierno municipal por el FMLN». *Estudios Centroamericanos* L (no 563), 864; Garibay. «Salvador, les défis du renouvellement. Le FMLN et les élections de 2003 et 2004», 36.

<sup>124</sup> Leonard Wantchekon. 1999b. «Strategic Voting in Conditions of Political Instability. The 1994 Elections in El Salvador». *Comparative Political Studies* 32 (7), 827.

<sup>125</sup> Political Data Base of the Americas. 1994. *El Salvador (1994): Resultados de Elecciones Presidenciales*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/ElSal/pres94.html>> (page consultée le 28 août 2007).

élection en coalition avec ses anciens camarades du FDR, devient ainsi la deuxième force politique au Salvador<sup>126</sup>.

### 2.3 *Le Mozambique: le «syndrome angolais»*

Au Mozambique, l'organisation de la première élection démocratique nécessite la création d'un registre de 6,3 millions d'électeurs, la coordination du déploiement de 2600 conseillers externes en assistance électorale, de 1600 spécialistes en éducation civique et la formation et le déploiement de 52 000 personnes à travers 7400 bureaux de votes<sup>127</sup>. L'ONUMOZ a aussi déployé 1000 policiers pour garantir la sécurité et 3000 observateurs internationaux pour certifier l'honnêteté du résultat électoral<sup>128</sup>. Mais «l'attitude de saboteur avide» de Dhlakama, qui menace à plusieurs reprises de rompre le processus, fait augmenter l'incertitude politique; «Renamo leader Alfonso Dhlakama warned that “Renamo could cancel the elections – I mean, we could decide not to participate in elections – unless, by February [1994] the international community honours its promise of financial support”<sup>129</sup>.» De plus, des problèmes administratifs persistent. L'ONU décide de geler le fonds d'aide aux partis politiques d'opposition en attendant que la CNE définisse les règles de la campagne: en août 1992, c'est-à-dire trois mois avant les élections, aucun parti politique d'opposition n'avait encore reçu des fonds pour sa campagne<sup>130</sup>. Aussi, la question ethnique refait surface lors de la campagne électorale. La RENAMO accuse le FRELIMO d'être dominé par des Shangaans (du sud) et d'exclure les Ndaus et le Macua<sup>131</sup>. La rhétorique de Dhlakama est toutefois moins belliqueuse que celle de Savimbi<sup>132</sup>.

Deux crises majeures sont survenues pendant la campagne électorale. La première concerne la possibilité d'établir un GUN pour la période

<sup>126</sup> Uclés. «Perspectivas, obstáculos, retos. El ejercicio del gobierno municipal por el FMLN», 864.

<sup>127</sup> Hanlon. «Forced march to 27-28 Oct election», 10.

<sup>128</sup> Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 155-156.

<sup>129</sup> Hanlon. «Half speed ahead», 3.

<sup>130</sup> Hanlon. «Soliders active; voters apathetic», 3.

<sup>131</sup> Ce dernier est le plus important groupe ethnique mozambicain. Voir: Griffiths. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique», 479.

<sup>132</sup> On indique que «unlike Jonas Savimbi, Dhlakama actually accepts he is likely to lose the first election. But at 38 years old, he has the time to build a political base and run again». Hanlon. «Cease-fire holds, but election delay likely», 3.

postélectorale<sup>133</sup>. La deuxième est le retrait de la RENAMO du processus électoral quelques heures avant le début du scrutin (qui doit se dérouler pendant deux jours)<sup>134</sup>. Des diplomates, des représentants du Conseil de sécurité de l'ONU, le président Robert Mugabe et l'Union européenne ont dû faire pression sur Dhlakama pour qu'il reprenne le processus. Grâce à la promesse de faire tous les efforts nécessaires pour enquêter sur toute plainte, Dhlakama annoncera à la *Radio Moçambique*, au début du deuxième jour de scrutin, que le groupe «retournait» en élection<sup>135</sup>;

[Dhlakama] indiquait que la machine du gouvernement appuyait le FRELIMO et qu'il allait sans doute perdre puisqu'il ne comptait pas avec des ressources pareilles. La faute, selon lui, revenait à l'ONU et à la «communauté internationale», qui s'étaient engagées à appuyer la RENAMO mais qui, selon lui, ne l'avaient pas fait. [...] Nous [la CNE] avons discuté pendant 23 heures jusqu'à 5 heures du matin, et nous sommes arrivés à la conclusion que la loi électorale ne permettait pas à Dhlakama de renoncer à la candidature<sup>136</sup>.

En novembre 1994, l'ONUMOZ confirme la validité des résultats électoraux, qui donnent le FRELIMO gagnant (129 sièges au Parlement), mais qui

<sup>133</sup> Cette option avait été discutée informellement dès le début du processus de paix mais, après l'échec de la transition en Angola et l'établissement d'une formule de partage de pouvoir dans le post-Apartheid sud-africain, l'idée a gagné en popularité parmi les représentants de la «communauté internationale» basés à Maputo. Alors que la RENAMO et les autres partis d'opposition, séduits par la possibilité d'obtenir une police d'assurance contre l'échec électoral, se prononcent en faveur d'une telle mesure, le FRELIMO s'y oppose, non seulement parce qu'il est confiant de remporter les élections, mais aussi parce que cette provision n'est pas incluse dans les Accords de Rome. Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 156; Joseph Hanlon. 1993c. «Peace process restarts». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 6; Hanlon. «Fears grow over slow progress», 4; Hanlon. «Forced march to 27-28 Oct election», 6-7; Hanlon. «Soliders active; voters apathetic», 5; Joseph Hanlon et Rachel Waterhouse. 1994a. «On the Angolan Road?». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 5.

<sup>134</sup> La crainte de manipulation, qui se justifiait aux yeux de Dhlakama par le fait que le surplus d'un million de cartes d'électeurs non utilisées pouvait servir à augmenter artificiellement les votes en faveur du gouvernement, fut augmentée par le silence de la Commission électorale nationale concernant sa requête pour détruire ces documents. Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 156.

<sup>135</sup> Joseph Hanlon et Rachel Waterhouse. 1995. «Winner takes all». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 5.

<sup>136</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'expert no 3 (politique mozambicaine), réalisée à Maputo, le 29 août 2005.

réaffirment la primauté de la RENAMO (112 sièges) dans cinq provinces<sup>137</sup>; au niveau présidentiel, Chissano obtient 53 pour cent des votes face à Dhakama, avec 34 pour cent<sup>138</sup>. En dépit des pressions externes, Chissano refuse de former un gouvernement de coalition ou d'inclure Dhakama dans le nouveau Cabinet<sup>139</sup>. Pour sa part, la RENAMO, en appliquant les Accords de Rome, refuse d'octroyer le contrôle des cinq provinces où elle a remporté les élections, même si elle reconnaît la validité du résultat électoral. Comme résultat, deux administrations étatiques, qui correspondent géographiquement aux zones des anciens belligérants, commencent à voir le jour<sup>140</sup>.

#### **2.4 Séquences de transformation: du déraillement d'une trajectoire de pacification**

Que retenons-nous de cette étude en termes des trajectoires de pacification?

- (1) L'extrémisme est une des causes du maintien ou du surcroît de l'incertitude entre (t + 1) et (t + 2). En d'autres mots, l'incertitude est plus importante dans les sentiers de dépendance lancés dans des configurations radicalisées du rapport de forces (Angola) que dans celles qui trouvent leur origine dans un moment propice (le Salvador). Les trajectoires à partir d'un rapport mixte se caractérisent par l'incertitude pendant et après la campagne. La peur de l'effet d'entraînement peut mener O<sub>M</sub> à utiliser la menace du sabotage électoral. Cela peut être relié au fait que, dans un tel cadre, les coûts d'être entraîné par G<sub>E</sub> peuvent s'avérer, dans les perceptions de O<sub>M</sub>, plus élevés que les coûts de l'incertitude qui découle d'un éventuel sabotage;

---

<sup>137</sup> Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 156-157; Iraê Baptista Lundin. 2004. «The Peace Process and the Construction of Reconciliation Post Conflict - The Experience of Mozambique». Communication, colloque Experiences of Penal Alternatives in Peace Processes, Barcelone, 27 au 28 février (texte photocopié), 14; Griffiths. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique», 483.

<sup>138</sup> Hanlon et Waterhouse. «Winner takes all», 3.

<sup>139</sup> *Ibid.*, 2-3.

<sup>140</sup> Barbara F. Walter. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1), 149; «The Peace Process and the Construction of Reconciliation Post Conflict - The Experience of Mozambique», 14; Hanlon et Waterhouse. «Winner takes all», 5.

- (2) Puisque les signataires sont ceux qui partent en campagne électorale, les risques que les résultats électoraux ne soient pas reconnus sont plus importants quand G<sub>E</sub> affronte O<sub>E</sub> (Angola) que quand G<sub>M</sub> affronte O<sub>M</sub> (le Salvador). En Angola, l'accès au pouvoir fait partie de la définition de survie des acteurs et aucun d'entre eux n'a promis d'agir en tant que modéré, que ce soit en cas de victoire ou de défaite électorale. En cas de rapport de forces mixte, comme le suggère le cas mozambicain, la transition se poursuit; si c'est l'extrémiste qui gagne l'élection et si une tierce partie réussit à contraindre les choix du modéré, qui est placé dans une situation propice à l'adoption de la confrontation en tant que choix stratégique.

On indique souvent, en référant au processus angolais, que la «séquence de transformation» est importante pour diminuer les risques de déraillement d'un sentier de pacification: la démilitarisation doit être achevée avant la tenue des premières élections postconflituelles. Le cas du Salvador tend à confirmer, dans une certaine mesure, cet argument: d'une part, il est vrai que le FMLN est démilitarisé; toutefois, et comme nous le verrons plus tard, les transformations des FAES posent des problèmes. Le cas du Mozambique permet de nuancer encore plus cet argument. En effet, au moment des élections, le DDR n'est pas fini. Pourtant, le conflit armé ne reprend pas:

*It has become a cliché to say that Mozambique is not Angola. But Mozambique is moving toward 27-28 October elections without satisfying three essential parts. [...] Mozambique will go to elections without a new unified army [...]. Also in violation of the accord, both sides appear to have retained military forces, although on a much smaller scale than in Angola. [...] Renamo appears to be keeping groups of demobilised soldier together in zones it controls<sup>141</sup>.*

L'analyse ici présentée suggère que la séquence entre DDR et la tenue d'élections est vitale pour éviter une concurrence électorale armée. Toutefois, c'est le désarmement des extrémistes, un but difficilement atteignable d'après l'analyse de l'UNITA, du MPLA et du FRELIMO (sans mentionner les cas des

---

<sup>141</sup> Hanlon et Waterhouse. «On the Angolan Road?», 1.

FARC-EP et du ELN), qui est le facteur permettant de réduire les risques de déraillement. En d'autres mots, les chances de sabotage des premières élections postconfluctuelles augmentent plus quand  $G_E$  et  $O_E$  font campagne sans avoir été désarmés, que quand  $G_M$  et  $O_M$  gardent quelques ressources stratégiques pendant le processus électoral. Les différences entre les acteurs quant à leur insensibilité à l'incertitude, leur capacité à remettre en question le choix stratégique de la confrontation pour défendre des intérêts et l'accès au pouvoir en tant qu'élément inhérent à leur définition de «survie» expliquent la variation des risques de déraillement. En bref, l'affaiblissement stratégique de  $G_E$  et  $O_E$  diminue le risque de sabotage parce que ce sont ces acteurs qui sont prêts à recourir aux armes dès qu'ils jugent que la transition menace leurs intérêts vitaux.

### **3. Rapport de forces et construction de la paix**

La paix soutenable est le résultat de la mise en place d'un système garant de la responsabilité verticale et horizontale des dirigeants. Cette garantie est atteignable en créant un système de représentation politique bipartisan et un système de justice qui rend les choix stratégiques extra-institutionnels coûteux et sanctionnables. Cette section analysera la transformation en parti politique d'un groupe extrémiste (l'UNITA) et de deux acteurs modérés (le FMLN et la RENAMO). Une deuxième comparaison, cette fois-ci avec le M-19, nous permettra de mieux saisir l'importance de l'action des tierces parties, en matière de construction de la paix, plus particulièrement d'un système de représentation politique. La deuxième section mettra l'accent sur l'établissement de systèmes judiciaires capables de sanctionner, de façon crédible, les règles du jeu. L'expérience salvadorienne est particulièrement riche à cet égard.

#### ***3.1 La transformation de l'opposition armée en opposition civile: l'UNITA, le M-19, le FMLN et la RENAMO sous un angle comparé***

Les enjeux pour les groupes d'opposition qui s'engagent à désarmer varient en fonction des particularités des contextes nationaux. En Angola, l'UNITA doit déterminer si elle veut désarmer pour devenir un parti politique civil. Déjà en septembre 1992, elle a démontré sa disposition à devenir un «parti

politique armé», c'est-à-dire à participer à la campagne électorale tout en gardant intactes ses ressources stratégiques. Or, après la signature du Protocole de Lusaka, et à l'aube de l'inauguration du GUN (1997), la question de la transformation en parti se pose plus sérieusement.

Au Salvador, le FMLN doit travailler sur trois fronts. D'abord, il faut donner confiance aux électeurs, neutraliser la campagne de peur mise en place par ARENA et convaincre l'opinion publique sur le fait que les FAES, qui sont intervenues directement et constamment dans les affaires publiques internes depuis les années 1930, vont cette fois-ci rester dans leurs quartiers. Ensuite, il faut consolider les bases sociales du groupe, en établissant une plate-forme électorale qui représente les «intérêts populaires<sup>142</sup>». Enfin, le FMLN doit s'organiser, en tant que parti, pour gagner les élections<sup>143</sup>.

Au Mozambique, la RENAMO doit se «... legitimate itself as a political organization rather than as an aimless puppet of Mozambique's enemies in the region<sup>144</sup>». Elle doit aussi former des cadres, le groupe étant articulé autour d'un leadership très personnalisé, celui de Dhlakama<sup>145</sup>. La tâche n'est pas facile: la propagande du FRELIMO continue à présenter le groupe comme un «... unsophisticated movement from the bush which could hardly be envisaged as being capable of transformation into a "civilized" political party<sup>146</sup>».

### 3.1.1 L'émergence de l'UNITA-Renovada

La composition interne de l'UNITA reflète, tout au long des années 1990, sa structure militaire; le comité de gestion n'est formé que par des hauts gradés militaires, dont les généraux Paulo Lilambo «Gato», Kamorteiro, Samy,

<sup>142</sup> En mettant l'accent sur la transformation institutionnelle pendant les négociations de paix, le FMLN laisse de côté ses revendications socio-économiques. Il est temps de les reprendre et de regagner de la légitimité auprès de sa base d'appui. Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 556.

<sup>143</sup> Juan Ramón Medrano. 1992. «Revolución democrática. Tesis para la estrategia del FMLN». *Estudios Centroamericanos* (no 527), 726.

<sup>144</sup> Carrie Manning. 2004. «Armed Opposition Groups into Political Parties: Comparing Bosnia, Kosovo, and Mozambique». *Studies in Comparative International Development* 39 (no 1), 64.

<sup>145</sup> Hanlon. «Vital Peace Accord Committees not Working Yet», 5.

<sup>146</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 7.

Chitombi, Black Power et Chiwale et les commandants Antoninho, Samavuka et Mulato, entre autres. Ceux qui se manifestent en faveur de la transformation en parti politique, dont Eugénio Manuvakola (signataire du Protocole de Lusaka) et Abel Chivukuvuku sont, comme nous l'avons mentionné, expulsés du Comité central<sup>147</sup>. En bref, rien n'indique que la majorité à l'interne du groupe soit prête à réévaluer la pertinence des armes en tant que choix stratégique.

Quand le GUN voit le jour, le 11 avril 1997, l'UNITA se fractionne. D'une part, les 70 députés du groupe élus en 1992 rentrent à Luanda pour prendre possession de leur siège législatif. Le groupe nomme aussi des ministres, sous-ministres et gouverneurs, selon les provisions du Protocole de Lusaka. Aussi, dix généraux contre-révolutionnaires jurent fidélité aux nouvelles FAA<sup>148</sup>. Cette faction, dirigée par Manuvakola et Chivukuvuku, est connue sous le nom d'*UNITA-Renovada* (UNITAR). D'autre part, ce que nous appelons *l'UNITA de Savimbi* (UNITAS) reprend la guerre. En 1998, un an après l'inauguration du GUN, entre 25 000 et 30 000 combattants contre-révolutionnaires – ceux de l'UNITAS –, restent mobilisés<sup>149</sup>. Et sur le terrain, la guerre continue; «... the rebel forces have experienced little difficulty in rearming for renewed war. Indeed, the weapons that began to appear in the UNITA[S] arsenal from the mid-1998 onward indicate that they have been able to spend more money to obtain weapons of much greater sophistication than they previously had<sup>150</sup>».

Trois particularités du contexte angolais doivent être prises en considération au moment d'analyser cette scission de l'UNITA. Premièrement, rappelons qu'après 1992, l'UNITA prend le contrôle d'amples zones de production diamantifères, dont certaines mines clés, qui leur donnent le monopole sur cette activité jusqu'à la mi-1994 (année de la signature du Protocole de Lusaka). Or, cette même année, la situation stratégique du gouvernement s'améliore. En octobre, le MPLA lance une offensive qui lui permet de reprendre

<sup>147</sup> Solomon. *From New York to Lusaka and Beyond: Angola's Tortuous Road to Peace*, 8.

<sup>148</sup> MacQueen. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola», 412-413.

<sup>149</sup> Hoddie et Hartzell. «Civil War Settlements and the Implementation of Military Power-Sharing Arrangements», 311.

<sup>150</sup> Spear. «Disarmament and Demobilization», 153.



le contrôle des villes de Soyo, Huambo, Mbanza Congo et Uige, d'une importance stratégique majeure pour l'UNITA. Or, malgré ces revirements des rapports de force, il n'existe plus sur le terrain une claire différence entre les autorités de l'UNITA et celles du MPLA<sup>151</sup>: «Accommodation between UNITA and MPLA military officers and officials also facilitated diamond extraction and trade<sup>152</sup>.» Il faut donc se demander si, contrairement à la division de l'UC-ELN en CRS (O<sub>M</sub>) et ELN (O<sub>E</sub>) en Colombie (1991), l'apparition d'UNITA-R en 1997 ne correspond pas à une convergence d'intérêts économiques entre deux factions extrémistes, qui s'allient pour détruire une autre O<sub>E</sub>, celle qui demeure fidèle à Savimbi<sup>153</sup>.

Deuxièmement, des observateurs se demandent si l'apparition d'UNITAR n'est pas le fruit d'une stratégie du MPLA pour affaiblir l'UNITA. À l'époque, «le MPLA a une stratégie sur trois fronts. D'une part, on fait la guerre à l'UNITA. D'autre part, on l'isole sur le plan diplomatique. Le troisième point de la stratégie était l'affaiblissement de l'UNITA [...] ici je ne crois pas me tromper, même si je ne peux pas l'affirmer: il y a eu une volonté de créer une scission<sup>154</sup>.» D'après un haut représentant de FRELIMO proche du MPLA, «il y a eu très probablement une telle stratégie [d'affaiblissement par division]. Par contre, ce qui est le plus important, c'est que ceux qui ont été envoyés pour signer [le Protocole de Lusaka] se sont sentis trahis. Le chef t'envoie signer alors qu'il reste dans la jungle, puis il décide de continuer la guerre<sup>155</sup>...».

<sup>151</sup> Justin Pearce. 2004. «War, Peace, and Diamonds in Angola: Popular perceptions of the diamond industry in the Lundas». *African Security Review* 13 (no 2), 54.

<sup>152</sup> Philippe Le Billon. 2001. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000». *African Affairs* 100, 68-69, 74.

<sup>153</sup> L'échec de Bicesse, comme celui de Lusaka, s'expliquerait par le fait que les accords se concentrent trop sur les procédures – élections, refonte des armées, etc., alors que la distribution des ressources économiques en provenance du pétrole et des diamants a été exclue de l'accord final. Voir: James Busumtwi-Sam. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa». *Studies in Comparative International Development* 37 (no 3), 103; Ali, Matthews et Spears. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)», 304, 306. À la différence de Bicesse. Voir aussi: Angola. Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. 1994. *Protocolo de Lusaka*. En ligne. <[http://www.usip.org/library/pa/angola/lusaka\\_11151994.html](http://www.usip.org/library/pa/angola/lusaka_11151994.html)> (page consultée le 8 juin 2007).

<sup>154</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'expert no 3 (politique mozambicaine), réalisée à Maputo, le 29 août 2005.

<sup>155</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'expert no 4 (Angola), réalisée à Maputo, le 26 août 2005.

Troisièmement, notons que sur le plan institutionnel, rien ne change avant et après l'inauguration du GUN; «ce gouvernement [le GUN] m'a véritablement frappé. Quand on parle d'un accord de partage de pouvoir, on s'attend à que les deux forces opposées arrivent à un accord, forment un gouvernement et partagent l'administration du pouvoir. Or, ce qui est arrivé c'est que l'UNITA a continué à contrôler les régions diamantifères. Comment peut-on s'arranger dans ces circonstances sur le plan de l'administration de l'État<sup>156</sup>?» En fait, le président José Eduardo Dos Santos semblait avoir d'autres priorités que la transparence ou la réforme, le maintien du réseau clientéliste et la consolidation de son pouvoir personnel étant parmi elles<sup>157</sup>. Il établit la *Fundação Eduardo Dos Santos* (Fondation Eduardo Dos Santos, FESA), qui favorise la concentration du pouvoir dans les mains du «patron»<sup>158</sup>:

*A regime now disposing of an absolute majority in parliament can thus, even after the formation of the GURN, continue to function as it has in the past, making and unmaking laws according to its own whims or, more prosaically, ignoring the law altogether, whether in the form of disregarding the rights of citizens and of the opposition or by itself functioning largely through channels which are extra-legal and contemptuous of any institutional or juridical procedure<sup>159</sup>.*

Entre-temps, l'endettement du pays continue et en 1994, il atteindra 2,2 milliards de dollars<sup>160</sup>. Vers 1999, 95 pour cent des redevances pétrolières touchées par le gouvernement servent à rembourser la dette<sup>161</sup>.

<sup>156</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'expert no 3 (politique mozambicaine), réalisée à Maputo, le 29 août 2005.

<sup>157</sup> Le Billon. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000», 72. Pour une description du système clientéliste du MPLA, voir: Messiant. «The Eduardo Dos Santos Foundation: Or How Angola's Regime is Taking Over Civil Society», 295.

<sup>158</sup> La FESA positionne Dos Santos comme un dirigeant civil, un «homme de paix», proche de la souffrance de son peuple, mais relègue à un deuxième plan l'État angolais. Pour une analyse en détail de la FESA, voir: Messiant. «The Eduardo Dos Santos Foundation: Or How Angola's Regime is Taking Over Civil Society», 303.

<sup>159</sup> *Ibid.*, 291-292.

<sup>160</sup> Des importations massives d'armes continuent au cours des années 1990, même après la signature du Protocole de Lusaka. Voir: *Ibid.*, 292.

<sup>161</sup> Le Billon. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000», 78.

### 3.1.2 *L'expulsion des extrémistes du FMLN et la consolidation du parti*

Le FMLN, nous le savons, obtient la garantie de sa légalisation par décret législatif, mais ses sources de financement pour assumer les coûts de la transformation sont difficiles à déterminer. Les dirigeants réfèrent, de façon assez générale, à du financement issu du monde occidental, tant «avant qu'après la fin de la Guerre froide<sup>162</sup>». Pierre Schori, secrétaire international du parti social-démocrate suédois, rencontre Guillermo Ungo, leader du FDR, en 1966; «le fonds pour la solidarité internationale du parti a fait des transferts aux amis salvadoriens [...] il ne s'agissait pas de gros montants, mais surtout de faire comprendre à l'armée que l'opposition avait des amis dans le monde<sup>163</sup>.» Pendant la phase de DDR, l'Agence internationale de coopération suédoise a débloqué 1,6 million de dollars pour l'achat de nourriture et d'autres besoins de base exclusivement dans les camps de désarmement du FMLN<sup>164</sup>. Plus tard dans la décennie, et en raison de la polarisation électorale, ARENA et le FMLN commenceront à monopoliser la «dette politique», c'est-à-dire le financement octroyé à l'État aux partis politiques (qui varie en fonction de leurs résultats électoraux)<sup>165</sup>.

Une des premières actions des ex-guérilleros à titre de parti est d'abolir les identités associées à chaque groupe<sup>166</sup>, ce qui cause une controverse. Pour Jovel «... un des pires moments [de la transformation], c'est la disparition des organisations, car cela a éliminé la possibilité de garder l'équilibre. Mais à l'époque, l'unité était à la mode. Les organisations se sont dissoutes, à l'exception du parti communiste» en ayant pour but d'éviter la fragmentation du front<sup>167</sup>. Il faut rappeler qu'après les élections de 1994, des dirigeants de l'Armée

<sup>162</sup> Traduction libre. Entrevue avec Gerson Martínez (FMLN), réalisée à San Salvador, le 24 novembre 2004.

<sup>163</sup> Traduction libre. Agneta Gunnarsson, Roberto Rubio Fabián, Lilian Sala et Anna Tibblin. 2004. *La cooperación sueca con El Salvador, 1979-2001. Una relación un poco más allá*. Estocolme: Agence suédoise pour le développement international, ASDI, 46.

<sup>164</sup> *Ibid.*, 93.

<sup>165</sup> Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

<sup>166</sup> Rappelons-le, pendant les années de conflit armé, le FMLN est constitué par les Forces populaires de libération (FPL), l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), la Résistance nationale (RN), le Parti communiste salvadorien (PCS), et le Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains (PRTC).

<sup>167</sup> Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

révolutionnaire du Peuple (ERP) quittent le FMLN<sup>168</sup>. Toutefois, il est important aussi de souligner que ces dirigeants sont associés à la négociation de l'accord qui a permis d'obtenir des bénéfices additionnels pour les ex-combattants en échange de la présence de la police militaire, les autres factions à l'interne s'y étant opposés<sup>169</sup>. Il faut aussi mentionner que Villalobos est un des rares hauts dirigeants du FMLN à avoir fait l'objet de sanction par la Commission de la vérité (voir plus loin). Contrairement au cas de l'UC-ELN en Colombie, où O<sub>M</sub> est expulsé de O par O<sub>E</sub>, au Salvador c'est O<sub>E</sub> qui quitte O, laissant ainsi O<sub>M</sub> en contrôle du parti.

À la suite de la défaite électorale de 1994, le FMLN commence à obtenir de meilleurs résultats électoraux. Lors des élections législatives de 1995, il augmente son pourcentage de votes de 11 pour cent, lui permettant ainsi de faire passer son nombre de députés de 21 à 27 (sur un total de 84); à partir de ce moment et jusqu'à 2007, le FMLN consolide sa base électorale. Aux présidentielles, le candidat de 1999, Facundo Guardado, obtient au deuxième tour 29,05 pour cent des voix, 5 pour cent de plus que Rubén Zamora cinq ans auparavant<sup>170</sup>. À l'occasion, le FMLN s'allie aux social-chrétiens, alors que Zamora, qui est candidat de la *Coalición Democrática Unida* (Coalition démocratique unie, CDU), n'obtient que 7,59 pour cent des suffrages<sup>171</sup>. Le FMLN consolide ainsi sa position comme principal parti d'opposition au Salvador.

---

<sup>168</sup> Les dirigeants Joaquín Villalobos, Ana Guadalupe Martínez et Eduardo Sancho déclarent que le Parti communiste salvadorien et les FPL «ont pris le contrôle du FMLN», ont ordonné l'assassinat de plusieurs dirigeants politiques après 1992. Ils indiquent aussi que l'entrepôt d'armes qui a explosé au Nicaragua était la propriété du FPL. Enfin, ils déclarent que «le FMLN d'aujourd'hui n'est plus celui qui a signé les accords de paix [...] il ne s'agit que d'une machine électorale sans imagination, mêlée à un radicalisme utile en tant que *modus vivendi* de ses dirigeants». Traduction libre. Joaquín Villalobos, Ana Guadalupe Martínez et Eduardo Sancho. 1997. «Partido Demócrata. ¿Por qué Joaquín Villalobos, Ana Guadalupe Martínez, y Eduardo Sancho dejamos el FMLN y nos unimos al Partido Demócrata». San Salvador: *Estudios Centroamericanos* LII (no 581-582), 333-334.

<sup>169</sup> Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 560

<sup>170</sup> Garibay. «Salvador, les défis du renouvellement. Le FMLN et les élections de 2003 et 2004», 34, 37

<sup>171</sup> Political Database of the Americas. *El Salvador: 1999 Presidential Election Results*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/ElSal/pre99.html>> (page consultée le 17 octobre 2007).

### 3.1.3 *La difficulté à accepter la vulnérabilité stratégique: la RENAMO, 1993-1999*

Au Mozambique, la peur de la RENAMO de perdre ses ressources stratégiques explique la relation établie par Dhlakama entre le DDR et la transformation de la guérilla en parti politique<sup>172</sup>. En avril 1993, le dirigeant déclare, pour la première fois, que «without money to transform Renamo from a guerrilla into a political party, he would never agree to cantoning of his troops<sup>173</sup>». Selon Dhlakama, la mutation de son groupe est vitale pour rendre soutenable le processus de paix; un échec peut signifier, à ses yeux, une perte de contrôle du groupe; maintenir la discipline interne est un de ses objectifs, tout au moins jusqu'aux premières élections postconflituelles<sup>174</sup>. De l'aide financière, même minime, existe; un accord entre la RENAMO et le gouvernement italien aurait garanti du financement pour cette transformation; en fait: «The Italian government is paying rent Renamo leaders in Maputo and the British put up \$ 28 000 for office equipment<sup>175</sup>.» Plus tard en 1993, et en raison des réticences des autres pays à financer directement un parti politique, Ajello propose la création d'un fonds (*trust fund*); l'Italie, le Portugal et la France débloqueront des ressources<sup>176</sup>.

L'enjeu est de taille dès les premiers mois du processus de démilitarisation. À Nairobi, par exemple, Dhlakama déclare que sans les fonds promis par la «communauté internationale» pour transformer la RENAMO en parti politique et sans le rapatriement de tous les réfugiés [qui peuvent lui donner des votes], les élections seraient suspendues<sup>177</sup>. On dit souvent que le calendrier électoral mozambicain a été synchronisé non seulement au rythme de DDR, mais aussi en fonction du retour des déplacés (estimés à 3,5 millions, en plus de 1,5 million de réfugiés à l'étranger) pour créer les conditions propices à la

<sup>172</sup> Hanlon. «Half speed ahead», 2.

<sup>173</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 6.

<sup>174</sup> *Ibid.*, 9.

<sup>175</sup> Hanlon. «Vital Peace Accord Committees not Working Yet», 1-2.

<sup>176</sup> Hanlon. «Peace process restarts», 2.

<sup>177</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 8.

participation électorale<sup>178</sup>. Sans doute, ces actions ont aussi contribué à apaiser les craintes de l'ex-dirigeant rebelle<sup>179</sup>.

L'aide internationale devient ici un facteur décisif pour favoriser la mise en place d'un système de représentation politique plus hétérogène. Au Mozambique, 21 millions de dollars ont été octroyés, en retard, à divers groupes qui veulent participer activement aux processus électoraux, soit 18 millions à la RENAMO et 3 à d'autres partis mineurs<sup>180</sup>. Pour sa première campagne, et en plus du financement de l'Italie, du Portugal et de la France, les États-Unis ont rapidement versé un million de dollars to «help Renamo's transition [...] Denmark put another \$ 500 000 in the Trust fund<sup>181</sup>.» En bref, l'ONUMOZ et, en général, les intervenants externes, «helped build Renamo's confidence in peace and allowed it to transform itself unto a political party<sup>182</sup>».

Cette aide semble avoir porté fruits. La RENAMO continue à se positionner, vers la fin des années 1990, comme la deuxième force politique du pays, représentante des marginalisés; lors des élections de 1999, Dhlakama obtient 47,7 pour cent des voix contre 53,3 pour cent à Chissano<sup>183</sup>. Il s'agit de 13 points de plus qu'en 1994<sup>184</sup>. Toutefois, sa principale stratégie politique au cours de la décennie continue à être la menace de sabotage des processus électoraux. En 1998, Dhlakama menace de ne pas participer aux élections municipales, car selon lui, l'organisme électoral est du FRELIMO, c'est-à-dire un organe du parti qui

<sup>178</sup> Pour une analyse du processus de réintégration des réfugiés, voir: Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 152-153; Kingma. «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and the reintegration into civilian life», 154.

<sup>179</sup> Joseph Hanlon et Rachel Waterhouse. 1994b. «Sluggish start to campaign». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 1.

<sup>180</sup> Krishna Kumar. 1998. «After the Elections: Consequences for Democratization». Dans K. Kumar, dir., *Postconflict Elections, Democratization and International Assistance*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 218.

<sup>181</sup> Hanlon et Waterhouse. «Sluggish start to campaign», 6.

<sup>182</sup> Armon, Jeremy, Dylan Hendrickson et Alex Vines. 1998. «Preface». Dans Jeremy Armon, Dylan Hendrickson et Alex Vines (dir.), *The Mozambican peace process in perspective*. En ligne. <<http://www.c-r.org/accord/moz/accord3/preface.shtml>> (page consultée le 18 juillet 2005).

<sup>183</sup> Joseph Hanlon. 2000. «Chissano and Frelimo win; Supreme Court rejects Renamo protest». Dans dir., *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2.

<sup>184</sup> Manning. «Armed Opposition Groups into Political Parties: Comparing Bosnia, Kosovo, and Mozambique», 65.

mettra en place les conditions nécessaires pour commettre une fraude électorale<sup>185</sup>. Et cette fois-ci, il mettra sa menace à exécution; «The first local elections on 30 June 1998 were a fiasco, with a Renamo boycott, a low turnout of only 15 pour cent, and very poor organization<sup>186</sup>.»

Notre période d'analyse se termine au Mozambique avec un processus controversé, les élections présidentielles de 1999. Les observateurs nationaux et étrangers s'accordent pour indiquer que le vote s'est passé tel que prévu dans les centres de scrutin, mais la RENAMO crie à la fraude électorale et refuse de reconnaître les résultats; la Commission nationale électorale n'est pas, selon l'opposition, fiable et la Cour suprême refuse d'entendre les plaintes<sup>187</sup>. L'amalgame entre parti et État de la période afro-marxiste existe encore: «FRELIMO undoubtedly holds the most favorable position, as the party has had access to state resources for years and could use the state's infrastructure in its electoral campaign<sup>188</sup>.» La position de Raul Domingos est claire à cet égard: «À mon avis, la RENAMO a gagné les élections de 1994 et de 1999<sup>189</sup>.» La trajectoire de pacification mozambicaine aboutit donc à une paix précaire, c'est-à-dire à un contexte où il n'existe pas d'affrontements armés entre les acteurs, mais

---

<sup>185</sup> Joseph Hanlon. 1998. «Eleições autárquicas adiadas por 1 mês». *Boletim sobre o processo de paz em Moçambique*. Maputo: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2, 5.

<sup>186</sup> Joseph Hanlon. 1999. «Election delay to May 2000?». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2. Pour une analyse en détail de ces élections, voir: Iraê Baptista Lundin. 1998. «Reviewing Mozambique's First Municipal Elections: A Brief Qualitative Study». *African Security Review* 7, 6:. En ligne: <http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/7No6/ReviewingMozambique.html> (page consultée le 28 juin 2005).

<sup>187</sup> Hanlon. «Chissano and Frelimo win; Supreme Court rejects Renamo protest», 3; Andrea E. Ostheimer. 2001. «Mozambique: The Permanent Entrenchment of Democratic Minimalism?». *African Security Review* 10 (1). En ligne: <http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/10No1/Ostheimer.html> (page consultée le 28 juin 2005).

<sup>188</sup> Andrea E. Ostheimer. 1999. «Transforming Peace into Democracy: Democratic Structures in Mozambique». *African Security Review* 8 (6). En ligne: <http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/8No6/Transforming%20peace.html> (page consultée le 28 juin 2005).

<sup>189</sup> Traduction libre. Entrevue avec Raul Domingos (RENAMO), réalisée à Maputo, le 11 et le 17 août 2005. Cette impression est confirmée par Maximo Dias; «Je suis sûr que le FRELIMO a perdu les élections de 1999, comme par ailleurs celles de 2004. Les 254 000 votes que Chissano a eu de plus ont été obtenus en manipulant les résultats de [la province de] Nampula [...] Mais la RENAMO n'était pas en mesure d'envoyer des représentants dans tous les centres de scrutin. Sur les 9000 bureaux, il a dû en choisir environ 3000». Traduction libre. Entrevue avec Máximo Dias (PMSD), réalisée à Maputo, le 25 août 2005.

où le conflit social n'est pas institutionnalisé. En d'autres termes, les mécanismes institutionnels pour gérer les conflits sociopolitiques sont faibles ou absents. En novembre 2000, «Renamo's verbal attacks finally expanded into nationwide demonstrations by its supporters. Some of these ended in violent clashes between Renamo and the Mozambican Police, resulting in more than 40 deaths<sup>190</sup>.»

### 3.1.4 *Sauter dans le vide: de la disparition du M-19*

L'ADM, selon Patiño, «n'est pas la transformation du M-19 en mouvement politique. L'ADM est l'union de diverses forces, plusieurs non liées aux guérillas qui n'avaient pas pu créer un projet politique en raison des restrictions démocratiques<sup>191</sup>.» En fait, l'ADM-19 ne reçoit pas d'aide internationale, ce pourquoi il représente le plus fidèlement l'image du «saut dans le vide». Le groupe disparaît lors des premières élections organisées sous la nouvelle constitution colombienne, en 1994. Mis à part le fait que Carlos Pizarro (candidat du M-19) et Bernardo Jaramillo (candidat de l'UP) sont assassinés en 1990 – ce qui fait avorter l'idée d'une alliance de l'opposition –, trois arguments, sa participation au sein du gouvernement de Gaviria, l'ambiguïté idéologique du M-19 et l'hyperactivité électorale, sont donnés comme des causes de cet échec en termes de réinsertion politique civile.

Par rapport à la participation au gouvernement de César Gaviria, rappelons que le président offre à Antonio Navarro, nouveau dirigeant ex-rebelle, et dans un «esprit d'inclusion», le ministère de la Santé<sup>192</sup>. Le M-19 accepte, mais cette décision est controversée (même si le discours de réconciliation du groupe rend, aux yeux de plusieurs analystes, l'offre impossible à refuser)<sup>193</sup>.

<sup>190</sup> Ostheimer. «Transforming Peace into Democracy: Democratic Structures in Mozambique». En ligne.

<sup>191</sup> Traduction libre. Entrevue avec Otty Patiño (M-19), réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>192</sup> Todd Eisenstadt et Daniel García. 1995. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 283. À la suite de l'assassinat de Carlos Pizarro, le commandant Antonio Navarro prend la direction de l'ADM-19.

<sup>193</sup> D'une part, on indique qu'il s'agit d'une occasion de démontrer que l'ex-guérilla n'est pas «si dangereuse» pour la stabilité du pays, qu'elle a la capacité de gouverner et que l'accès au pouvoir lui permet de réinsérer plus aisément, dans la vie civile, certains de ses membres. D'autre part, la gestion du ministère de la Santé est complexe, et place le M-19 dans une situation inconfortable,



Concernant l'idéologie, la rhétorique de ce groupe, par exemple l'idée que le M-19 «n'a pas fait la paix avec le gouvernement mais avec le pays<sup>194</sup>» est à la base de son idéologie floue. En fait, sa dispersion, ainsi que la revendication de la démocratie, incitent l'élite à proposer une alliance «différente» à la «gauche traditionnelle colombienne», qui comptera avec l'adhésion de *Colombia Unida* (Colombie unie, CU) et *Socialismo Democrático* (Socialisme démocratique SD), et qui articulera sa proposition politique autour de la réconciliation, de la démocratie et de la paix. Or, le sens concret de ces concepts demeure flou<sup>195</sup>.

En ce qui a trait à «l'hyperactivité électorale», notons que deux mois après sa démobilisation, le M-19 obtient 70 000 votes au cours des élections pour la mairie de Bogotá; en mai 1990, Navarro remporte 740 000 votes au cours des élections présidentielles; enfin, en décembre, l'ADM-19 dépasse le million de votes dans le cadre de l'élection des députés à l'Assemblée nationale constituante<sup>196</sup>. En bref, l'ADM-19 a participé à trois élections en douze mois, ce qui oblige à repousser le débat idéologique. De plus, des dirigeants politiques traditionnels ont profité de l'offre de «conciliation» pour joindre le groupe, ce qui a fini par effacer les différences entre l'ADM-19 et les partis libéral et conservateur. En 1994, le groupe ne remporte qu'un seul siège aux élections parlementaires<sup>197</sup>.

Au-delà des particularités historiques, soulignons que l'ADM-19 ne compte pas avec l'aide nationale ou internationale en matière de restructuration. Dans le cadre de notre recherche, et face à l'expérience du FMLN, mais surtout de

---

car elle doit tout de même se différencier du gouvernement tout en y participant. Jaime Zuluaga. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. P. e. J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 41-42.

<sup>194</sup> Traduction libre. Entrevue avec Daniel García Peña (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 5 octobre 2004. Otty Patiño (M-19) reprit la même idée lors de l'entrevue réalisée à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.

<sup>195</sup> Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 36.

<sup>196</sup> Navarro Wolff, Antonio. 2006. *La desmovilización del M-19 diez años después*. En ligne. <[http://www.polodemocratico.net/spip.php?page=imprimir&id\\_article=898](http://www.polodemocratico.net/spip.php?page=imprimir&id_article=898)> (page consultée le 18 octobre 2007); Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 39-45.

<sup>197</sup> Zuluaga. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)», 54.

la RENAMO, cet exemple démontre qu'en l'absence d'un apport externe en matière de renforcement des partis politiques issus d'un processus de DDR, les chances d'échec sont importantes. En fait, il faudra attendre le début des années 2000 pour voir émerger le *Polo Democrático Alternativo* (Pôle démocratique alternatif, PDA), une nouvelle alliance de la «gauche démocratique colombienne», qui compte des ex-dirigeants du M-19. Il s'agit du deuxième mode d'insertion des élites rebelles de l'opposition (dans le système politique) identifié par Zuluaga, c'est-à-dire celui de la réarticulation après une période de dispersion politique issue d'une défaite militaire<sup>198</sup>.

### **3.2 *Le système judiciaire et la prévisibilité des choix des acteurs: le Salvador, 1992-1999***

Au Salvador, le point de départ en termes de réformes judiciaires veut qu'il ne peut y avoir de réconciliation si la vérité n'est pas rendue publique<sup>199</sup>. À titre d'exemple, au Mozambique, la prémisse est à l'opposé, c'est-à-dire que «... the African culture functions under a principle of forgiveness not confrontation, and such a commission would open wounds of war already in process of healing<sup>200</sup>». La mise en place d'un système de sanctions des règles du jeu, une garantie incluse à Chapultepec mais absente à Rome, est une des différences majeures entre les accords de paix salvadorien et mozambicain. Or, si l'incertitude est liée, comme nous l'avons vu en introduction, à des attentes de non-respect des règles du jeu, un signal indiquant qu'il existe une rupture vis-à-vis de la tolérance envers les comportements arbitraires du passé est nécessaire. En bref, la rupture avec l'impunité est le premier pas vers l'endiguement de l'incertitude.

De plus, l'assujettissement des entités étatiques, notamment des corps de sécurité aux règles du jeu, est important pour mener à terme la démilitarisation.

<sup>198</sup> *Ibid.*, 4-9.

<sup>199</sup> Comisión de la Verdad. 1993. «De la locura a la esperanza. La guerra de doce años en El Salvador. Informe de la Comisión de la Verdad para El Salvador». *Estudios Centroamericanos* XLVIII 5 (no 533): 155-156.

<sup>200</sup> Lundin. «The Peace Process and the Construction of Reconciliation Post Conflict - The Experience of Mozambique», 16; Alen, Chris. *Making Old Soldier Fade Away: Lessons from the Reintegration of Demobilised Soldiers in Mozambique*. En ligne.

<<http://www.jha.ac/articles/a112.htm>> (page consultée le 17 juillet 2005).

Rappelons que selon la définition du système judiciaire que nous avons proposée au chapitre 2, celui-ci ne se réduit pas aux cours, mais comprend aussi, entre autres, la police civile. Dans son ensemble, le système judiciaire contraint les choix des acteurs à une série de répertoires prévisibles d'action, ce qui diminue l'incertitude. Mais aussi, parallèlement, cette contrainte permet de garantir des droits politiques aux citoyens, ce qui suppose une démocratisation du régime et une diminution de la micro-insécurité. Voilà pourquoi la polyarchie et la paix soutenable sont intimement liées.

Dans le cas particulier du Salvador, la mission Rodas (dépêchée sur le terrain en 1991, pendant les négociations de paix, pour préparer un rapport sur les besoins du pays en matière de sécurité civile), recommande d'ajouter à la création de la PNC une réforme du système judiciaire. Sans elle, «la réforme policière, même si elle est de bonne qualité, serait absolument inefficace<sup>201</sup>». Rien de plus éloigné du cas angolais où, malgré les réformes légales (1994), «In practice, military personnel alleged to be responsible for violations against civilians are rarely investigated and even fewer are referred to a civilian courts [lesquelles sont] ... virtually nonexistent<sup>202</sup>.» Dans la même veine, au Mozambique, Alfonso Dhlakama accuse le FRELIMO de militariser la police et demande une participation de la RENAMO à ce corps de sécurité<sup>203</sup>. En bref, on assiste dans ce pays à un processus de pacification, mais la transition vers la démocratie fait face à des difficultés<sup>204</sup>. Étant donné qu'un des obstacles à la paix mozambicaine est l'application de l'État de droit, «qui nécessite une police civile professionnelle»,

<sup>201</sup> Traduction libre. Costa. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*, 91.

<sup>202</sup> Human Rights Watch. 2002. *The War is Over: The Crisis of Angola's Internally Displaced Continues. A Human Rights Watch Background Briefing Paper*. En ligne. <<http://hrw.org/backgrounder/africa/angola/2002/angola-idps.pdf>> (page consultée le 26 août 2007).

<sup>203</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 7. Dès 1995, des dénonciations de Dhlakama contre la police, qui tuerait des gens reliés à la RENAMO, circulent dans les médias. Joseph Hanlon. 1995. «Local elections delayed». *Mozambique peace process bulletin*. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, AWEPA, 2.

<sup>204</sup> Ostheimer. «Mozambique: The Permanent Entrenchment of Democratic Minimalism?». En ligne.

l'étude du rôle de la PNC dans le processus de réformes judiciaires au Salvador est primordiale<sup>205</sup>.

### 3.2.1 De l'affaiblissement politique des extrémismes salvadoriens

L'affaiblissement stratégique des extrémistes, à travers le DDR, ne suffit pas à générer une paix soutenable. Nous l'avons vu dans de ce chapitre, quand ceux qui ont l'intention d'agir comme saboteurs ont les moyens de le faire, une trajectoire de pacification peut dérailler. Le premier pas dans la mise en place d'un système judiciaire crédible est la rupture avec les comportements du passé. Sur ce plan, l'établissement d'une entité externe, comme la Commission de la vérité (CVS) du Salvador, mandatée pour enquêter sur certains épisodes de violence pendant la guerre, est un premier outil pour favoriser le changement politique. Certes, la marge de manœuvre n'est pas illimitée et rien ne garantit que les conclusions seront mises en application.

La CVS salvadorienne, par exemple, ne touche pas aux intérêts économiques des FAES<sup>206</sup>. La commission n'a même pas le mandat d'étudier toutes les violations aux droits humains commis pendant la guerre, mais «d'éclaircir toute d'impunité des officiers des forces armées [...] car ces actes [de "graves événements ayant eu lieu depuis 1980"] doivent faire l'objet de *sanction exemplaire* de la part des tribunaux, afin de sanctionner les coupables, comme la loi le prévoit<sup>207</sup>». Des cas comme les massacres commis au Río Sumpul et à Mozote, ainsi que l'assassinat de l'archevêque Romero en 1980, entrent dans cette

<sup>205</sup> McMullin. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?», 638. Pour un argument similaire, voir: Martinho Chachua. 2000. *Internal Security in Mozambique: Concerns versus Policies*. En ligne. <<http://www.iss.co.za/Pubs/ASR/9No1/%20SecurityMozambique.html>> (page consultée le 17 juillet 2005).

<sup>206</sup> Pourtant, le Haut Commandement militaire gère l'Administration nationale de télécommunications (ANTEL), l'Association nationale d'aqueducs (ANDA), la Commission exécutive portuaire autonome (CEPA), la Direction générale de transport terrestre, la Direction générale des statistiques, la poste, etc. Walter et Williams. «El ejército y la democratización en El Salvador», 832.

<sup>207</sup> Nos italiques. Traduction libre. Comisión de la Verdad. «De la locura a la esperanza. La guerra de doce años en El Salvador. Informe de la Comisión de la Verdad para El Salvador», 162.

catégorie de crimes<sup>208</sup>. En rendant public le nom des auteurs des crimes les plus «troublants», le CVS annonce la fin de l'impunité, c'est-à-dire l'application des sanctions prévues à tous<sup>209</sup>. De plus, elle est la première entité du genre à être organisée, financée et dirigée par des membres choisis par l'ONU<sup>210</sup>.

Les trois membres de la Commission, Thomas Buergenthal (États-Unis), Fernando Álvares de Miranda (Espagne) et l'ex-président colombien, Belisario Betancur, déclarent que les FAES, les forces de sécurité de l'État et les groupes paramilitaires sont responsables d'environ 95 pour cent des violations aux droits humains, le FMLN étant lié à 5 pour cent des cas<sup>211</sup>. Elle recommande l'expulsion des hauts gradés des FAES et l'interdiction d'occuper des postes publics. Le commandant Joaquín Villalobos, du FMLN, est également trouvé coupable des violations aux droits humains. La CVS arrive aussi à la conclusion que ces crimes n'ont pas été élucidés en raison de l'inefficacité du système judiciaire. Elle appelle donc à la refonte de la Cour suprême de justice<sup>212</sup>. Celle-ci commence à être réformée en juillet 1994, quand l'Assemblée législative issue des élections de 1994 nomme José Méndez à sa présidence<sup>213</sup>.

<sup>208</sup> Mike Kaye. 1997. «The Role of Truth Commissions in the Search for Justice, Reconciliation and Democratisation: the Salvadorean and Honduran cases». *Journal of Latin American Studies* 29, 703.

<sup>209</sup> Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 851.

<sup>210</sup> Kaye. «The Role of Truth Commissions in the Search for Justice, Reconciliation and Democratisation: the Salvadorean and Honduran cases», 699.

<sup>211</sup> *Ibid.*, 700; Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 851.

<sup>212</sup> Même si la forme d'élection des magistrats a été modifiée par l'accord de paix, la Cour reste composée de membres élus selon les anciennes règles du jeu. Or, l'importance de l'administration judiciaire justifie, selon la CVS, que les nouveaux juges soient nommés le plus rapidement possible, même si le mandat des magistrats actuels n'est pas encore terminé. Comisión de la Verdad. «De la locura a la esperanza. La guerra de doce años en El Salvador. Informe de la Comisión de la Verdad para El Salvador», 318; Kaye. «The Role of Truth Commissions in the Search for Justice, Reconciliation and Democratisation: the Salvadorean and Honduran cases», 709. Voir aussi: Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 853.

<sup>213</sup> À la fin du processus, le résultat est une cour plus professionnelle, moins partisane et plus pluraliste. Toutefois, l'épuration des juges se fait lentement; en mars 1995, par exemple, seulement onze juges ont été congédiés ou suspendus pour «comportement non professionnel». Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 853; Donald W. Jackson et J. Michael Dodson. 1999. «Protegiendo los Derechos Humanos: la legitimidad de las reformas del Sistema Judicial en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* LIV

L'Accord de Chapultepec prévoit aussi la mise en place d'une Commission *ad hoc* chargée d'épurer l'armée. Cette deuxième commission a également le mandat d'affaiblir les éléments les plus extrémistes des FAES. Comme dans le cas de la CVS, le but n'est pas d'étudier le dossier de tous les militaires, mais d'obtenir un échantillon pour appliquer des sanctions exemplaires. Le groupe de dossiers étudiés représente 10 pour cent des gradés, soit 232 officiers<sup>214</sup>. Au terme de cette enquête, la commission, dont le rapport n'est pas rendu public, recommande le congédiement d'un peu plus de 100 responsables, dont le ministre et le vice-ministre de la Défense, ainsi que la plupart des généraux et des colonels<sup>215</sup>. Les FAES résisteront à cette purge et le FMLN menacera de stopper le DDR tant et aussi longtemps que la réforme ne sera pas poursuivie<sup>216</sup>. C'est la publication du rapport de la CVS qui dénoue cette impasse, en provoquant la démission du ministre et du vice-ministre de la Défense. De plus, il aura fallu la pression de l'ONU et de l'administration Clinton pour que Cristiani décide d'expulser ces militaires, ce qu'il fera finalement en juin 1993<sup>217</sup>:

*The intervention of Alvaro de Soto and his UN colleague [...] Marrack Goulding, kept the process from collapsing, even though the dates for implementing the recommendations had to be postponed from October to December. It required the combined pressure of the UN Secretary-General, the U.S. Joint Chiefs of Staffs, and the U.S. Congress—which threatened to cut economic aid—to convince President Cristiani that it was in his interest to proceed with the purge. The highest-ranking officers of the armed forces were finally discharged on July 2, 1993, nine months later than scheduled<sup>218</sup>.*

---

(no. 606), 320; Kaye. «The Role of Truth Commissions in the Search for Justice, Reconciliation and Democratisation: the Salvadorean and Honduran cases», 709.

<sup>214</sup> Walter et Williams. «El ejército y la democratización en El Salvador», 831.

<sup>215</sup> Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 835; Walter et Williams. «El ejército y la democratización en El Salvador», 832; Call. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace», 397.

<sup>216</sup> Boutros Boutros-Ghali. 1995. «Informe del Secretario General sobre la Misión de Observadores de Naciones Unidas en El Salvador». New York: Organisation des Nations Unies.

Walter et Williams. «El ejército y la democratización en El Salvador», 832.

<sup>217</sup> Walter et Williams. «El ejército y la democratización en El Salvador», 832; Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 557.

<sup>218</sup> Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 186.

En fait, le président Cristiani a dû «... avancer lentement et péniblement entre tous les secteurs de la droite qui, à des degrés différents, se sont opposés aux accords<sup>219</sup>». Une certitude existe: jamais, en Amérique latine, une armée qui n'a pas subi une défaite militaire n'a été soumise à une telle purge<sup>220</sup>.

### 3.2.2 *La Police nationale civile du Salvador*

Notre argument face au lien entre les garanties polyarchiques et la paix soutenable, dans un contexte de transition à partir d'un contexte de conflit armé interne, peut se résumer ainsi:

*Most civil war peace accords depend on liberal political institutions, including elections with at least two competing parties, constitutional systems with checks and balances, and baseline human rights. Often, vulnerable groups are asked to settle for procedural guarantees under governments likely to be dominated by their former adversaries. In such settings, biased, undemocratic, neglectful, or violent conduct by the police can undermine a fledgling democracy<sup>221</sup>.*

La construction de la PNC salvadorienne est l'histoire d'une course à obstacles, qui s'éternise tout au long de la décennie 1990. Rappelons-le, la PNC est une nouvelle entité de sécurité interne, liée aux ministères de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Sa doctrine se base sur la notion de «sécurité publique comme un service de l'État aux citoyens, loin de toute considération politique, idéologique, ou sociale<sup>222</sup>». L'ONUSAL doit garantir la transition entre le retrait de (l'ancienne) Police Nationale, le déploiement du nouveau corps de sécurité et vérifier que l'accord est respecté<sup>223</sup>. Nous ne dresserons pas ici un portrait détaillé

<sup>219</sup> Par ailleurs, Holiday et Stanley soulignent qu'après la signature de l'accord de paix, les divisions au sein d'ARENA sont tout à fait envisageables, surtout si la mise en vigueur des accords est «humiliante» pour le haut commandement des FAES, qui pourrait alors être tenté de menacer le pouvoir civil. Traduction libre. Cardenal. «Las crisis del proceso de pacificación», 965. Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 557.

<sup>220</sup> Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 835.

<sup>221</sup> Charles T. Call et William Stanley. 2002. «Civilian Security». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild and E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 304.

<sup>222</sup> Traduction libre. Instituto de Derechos Humanos de la UCA. 1992. «Los derechos humanos en los acuerdos de paz». *Estudios Centroamericanos* (no 519-520), 60. Voir aussi: Call. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace», 390.

<sup>223</sup> Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 185. Voir aussi: Costa. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*, 101.

de ce qui a fait obstacle à l'établissement de ce corps policier<sup>224</sup>. Quelques épisodes suffiront.

Dès le début du processus de paix, les résistances des militaires provoquent des retards qui affectent directement la gestion de la sécurité civile nationale. Une fois que le cessez-le-feu entre en vigueur, l'ONUSAL doit négocier un compromis temporaire avec les parties, selon lequel les zones sous contrôle du FMLN seraient patrouillées par des cadets de l'Académie de police (connue comme la Police auxiliaire transitoire), sous supervision directe de l'ONUSAL<sup>225</sup>. Cet accord n'est que le premier d'une série d'ententes ponctuelles qui devront être négociées en cours de route pour maintenir le processus sur les rails et pour neutraliser des initiatives qui vont à l'encontre de l'Accord de Chapultepec<sup>226</sup>.

La PNC devait entrer en fonction le 31 octobre 1994<sup>227</sup>, mais le calendrier souffre de retards importants; le 19 mai les parties s'entendent pour fixer au 21 mars 1995 la fin du processus<sup>228</sup>. Des problèmes se présentent également au moment de sélectionner les candidats. En fait, les premiers élus sont choisis sans la vérification de la COPAZ, même si l'ONUSAL indique qu'en acceptant ces candidats, le processus s'éloigne des paramètres fixés dans le pacte<sup>229</sup>. Des membres de la Garde Nationale, de la Police du trésor et des FAES, plus de 3000, questionnés sur leur comportement arbitraire pendant la guerre et pour leur non-

<sup>224</sup> Voir: Costa. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*.

<sup>225</sup> *Ibid.*, 139.

<sup>226</sup> Par exemple, Hugo Barrera, vice-ministre de la Sécurité publique sous l'administration Calderón, a établi un plan pour ranimer les organisations paramilitaires. Il s'agissait d'un programme pour structurer des voisins des quartiers et les attacher aux services de renseignements chargés de veiller à la sécurité publique. *Ibid.*, 219.

<sup>227</sup> Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 185.

<sup>228</sup> Organisation des Nations Unies. 1997. *Ejecución de los acuerdos de paz en El Salvador. Recandalarizaciones, acuerdos complementarios, y otros documentos importantes*. San Salvador: Unidad de apoyo al enviado del Secretario general en El Salvador, 61.

<sup>229</sup> Cardenal. «Las crisis del proceso de pacificación», 972. De plus, cette entité, qui devait, selon les Accords de Chapultepec, être autonome, est assujettie directement au bureau du Président de la République, ce qui fut cause de controverses. Voir: Costa. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*, 119.



respect des droits humains, sont transférés vers la Police Nationale pour les rendre «éligibles» aux postes de la PNC<sup>230</sup>.

Ces stratégies ont un impact direct sur la PNC, qui se militarise. Des ex-officiers de l'Unité exécutive antinarcotiques, maintenant employés par la PNC, sont dénoncés pour violation aux droits humains<sup>231</sup>. Un accord ponctuel est négocié en mai 1994 pour permettre une meilleure surveillance de l'ONU dans ce domaine. En 1995, le gouvernement de Calderón Sol demande à la nouvelle mission de l'ONU au pays, la MINUSAL, d'évaluer les organismes publics chargés de la sécurité civile afin d'identifier les réformes à entreprendre<sup>232</sup>. L'ONU présente alors un brouillon de projet de loi de PNC qui permet de définir des règles spécifiques d'encadrement. Le 8 juin, le gouvernement sanctionne le décret exécutif 48, qui établit un règlement disciplinaire du nouveau corps policier; des mesures sont prises pour réorganiser la Division d'enquêtes criminelles et pour consolider le Département d'enquêtes sur le crime organisé. En 1996, le Congrès approuve la loi de programme sur la police et, par recommandation de la MINUSAL, le président crée le Conseil national de sécurité publique<sup>233</sup>. Cela représente un exemple d'une mission de l'ONU en matière de construction de la paix.

Dans son rapport de janvier 1996, Boutros-Ghali indique au Conseil de sécurité que des problèmes d'organisation et d'utilisation (excessive) de la force,

---

<sup>230</sup> Voilà un autre exemple des «plans alternatifs» que les FAES ont mis en place unilatéralement face à la mise en vigueur du pacte. Il faut par contre souligner que le FMLN expérimente aussi des problèmes pour intégrer le nouveau corps de police, car une bonne partie des ex-combattants ne possédaient pas neuf années de scolarité tel que le requéraient les nouveaux critères de sélection. Il aura fallu tester leurs connaissances par le biais d'un test, ce qui favorisera la réinsertion, mais diminuera la qualité des membres recrutés. Voir: Costa. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*, 147, 127.

<sup>231</sup> Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 560.

<sup>232</sup> Holiday et Stanley. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador», 561. Trois jours avant la fin du mandat de l'ONUSAL (le 30 avril 1995), et basé sur une déclaration conjointe du gouvernement salvadorien et du FMLN du 4 octobre 1994, le Conseil de sécurité de l'ONU approuve la résolution 991, qui crée la peu connue et souvent négligée Mission des Nations Unies au Salvador (MINUSAL). Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1995b. *Résolution 991*. En ligne. <<http://www.un.org/french/docs/sc/1995/scr991.htm>> (page consultée le 25 août 2007).

<sup>233</sup> Córdova Macías. *El Salvador: reforma militar y relaciones civico-militares*, 31-33.

de la part de la PNC, ont été répertoriés, mais que des réformes centrales, dont l'organisation de la Division d'enquêtes criminelles et la consolidation du Département d'enquêtes sur le crime organisé, ont été mises en place<sup>234</sup>.

*In 2002, the judicial system remained weak, inefficient, antiquated, overly partisan, and subject to corruption. The vagueness of the accords' provision regarding the judiciary played a role, as did political wrangling and a virtual stalemate within the legislature over constitutional and legal reforms and judicial procedures. Nevertheless, as the enacting of a new code of criminal procedures in April 1998 indicated, a slow process of modernization, professionalization, and expansion of legal protections is under way*<sup>235</sup>.

Le Salvador est le seul de nos cas où des réformes judiciaires ont été mises en œuvre.

- (1) Contrairement à l'Angola et au Mozambique, la défense externe et la sécurité interne sont séparées et la micro-insécurité (des citoyens vis-à-vis des actes arbitraires de l'État ou des tierces parties) est réduite. Avec la transformation (réussie) du FMLN en parti, ces réformes garantissent les droits démocratiques des citoyens. Au Salvador, le processus de pacification s'accompagne d'une transition vers la démocratie, ce qui explique pourquoi les activités de construction de la paix permettent d'aboutir à une paix soutenable.
- (2) Contrairement à l'Angola, au Mozambique et à la Colombie, le fossé entre le «pays formel» et le «pays réel» est réduit. En Angola et au Mozambique, des structures étatiques liées à chacun des ex-belligérants sont maintenues. En Colombie, le régime post-1991 est polyarchique, mais les droits des citoyens sont respectés seulement dans les régions sous contrôle de l'État<sup>236</sup>. En bref, il existe en

<sup>234</sup> Boutros Boutros-Ghali. 1996 «Informe del Secretario General sobre la situación de la aplicación de los Acuerdos de paz en El Salvador». New York: Organisation des Nations Unies.

<sup>235</sup> Call. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace», 408.

<sup>236</sup> Trois images ont été suggérées pour décrire le contexte colombien. La première est celle des «îles de légitimité», selon laquelle il existe «trois Colombies»: l'urbaine, où l'État peut faire respecter les règles du jeu; quelques zones rurales sous le contrôle des groupes armés – guérillas ou paramilitaires –; et d'autres zones qui font l'objet de combat. La deuxième image, très similaire à la précédente, postule qu'il existe des «îles de démocratisation». La Colombie est un archipel, où les villes «démocratiques», sous le contrôle de l'État, sont entourées par un «océan (rural)

Colombie un fossé entre les institutions formelles et les interactions politiques réelles, tout comme au Mozambique, où l'on observe aussi un écart entre «les provisions légales et le discours politique et la pratique de l'État<sup>237</sup>».

- (3) Le cas du Salvador est le seul, parmi les pays étudiés, où  $G_E$  et  $O_E$  sont stratégiquement et politiquement affaiblis. Ils ne disposent plus des moyens pour agir, même s'ils ont l'intention de le faire. Cet élément valide nos hypothèses de recherche: un rapport de forces favorable à des modérés, lié à des actions de maintien et de construction de la paix, peut aboutir à une paix soutenable. Un rapport favorable à  $G_E$  et  $O_E$ , en l'absence d'une stratégie qui permet de les affaiblir, aboutit fort probablement à l'irruption de nouvelles vagues de violence. Enfin, une configuration mixte du rapport de forces mène, en présence d'une stratégie d'affaiblissement politique des extrémistes, à une paix précaire et, en son absence, à l'irruption de nouvelles vagues de violence.

#### **4. Vers une approche intégrale de la résolution pacifique de conflits (6): de la neutralité ou l'impartialité des tierces parties**

Une opération de paix (qui cherche à établir une paix soutenable) doit-elle être neutre ou impartiale? En relations internationales, cette question donne lieu à une discussion très controversée directement liée au débat autour du recours à la force, un type d'activité militaire relié à l'établissement de la paix, coercitif par

---

d'autoritarisme». Enfin, la thèse de la «dislocation territoriale» différencie le nord-ouest colombien sous contrôle paramilitaire, de la zone andine, dirigée par l'État, et du sud-est, sous l'influence des guérillas. Voir: Marco Palacios. 2003. «Entre la legitimidad y la violencia. Los tres países de Colombia». Dans M. E. Cárdenas Rivera, dir., *La construcción del posconflicto en Colombia. Enfoques desde una Pluralidad*. Bogotá D.C.: Friedrich Ebert Stiftung et Fondo Editorial CEREC, 80; Mauricio Romero. 2003. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*. Bogotá D.C.: Instituto de Estudios Políticos y de Relaciones Internacionales, 117.

<sup>237</sup> Traduction libre. Chachua, Martinho. 2000. *Internal Security in Mozambique: Concerns versus Policies*. En ligne. <<http://www.iss.co.za/Pubs/ASR/9No1/%20SecurityMozambique.html>> (page consultée le 17 juillet 2005).

nature, mais distinct (en principe) de la guerre<sup>238</sup>. Collier, Hoeffler et Soderbom indiquent que les interventions «balancées» (ne donnant l'avantage ni à G ni à O) accroissent les probabilités que le conflit «... finisse à un certain moment<sup>239</sup>». En général, les détracteurs du recours à la force signalent que des intérêts spécifiques (comme le prestige et la crédibilité sur le plan international), les perceptions des intérêts nationaux, les souvenirs et les peurs historiques, la bureaucratie et les décisions des acteurs étrangers, affectent la façon dont la force est utilisée et ses effets sur le terrain<sup>240</sup>. On indique également qu'au début du processus transitionnel, même si les parties sont moins favorables à un médiateur au moment où il est le plus nécessaire, et même si ce choix peut devenir une source de conflit, le recours (ou la menace de recours) à la force et les actions punitives peuvent être contreproductifs<sup>241</sup>. Les défenseurs du recours à la force expliquent, pour leur part, que les ressources militaires peuvent être utilisées de façon impartiale, avec pour seul objectif de faire respecter un mandat international. Ces actions militaires n'influencent pas le résultat final des processus locaux<sup>242</sup>.

Des praticiens comme Brahimi ont alors proposé de distinguer la neutralité, qui signifie un traitement équitable de toutes les parties, de l'impartialité, qui réfère à l'exécution d'un mandat, même si elle implique de favoriser ou de pénaliser des belligérants<sup>243</sup>. Certes, trop de pression sur l'une des

<sup>238</sup> Mats Berdal. 2001. «Lessons Not Learned: The Use of Force in 'Peace Operations' in the 1990s». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 55.

<sup>239</sup> Traduction libre. Patrick M. Regan. 2002. «Third-Party Interventions and the Duration of Intrastate Conflicts». *Journal of Conflict Resolution* 46 (1), 58.

<sup>240</sup> En Somalie, par exemple, la série d'attaques déclenchées pour neutraliser les milices fidèles à Mohammed Farah Aidid, le présumé responsable de la mort de 24 gardiens de la paix pakistanais, a marqué le début de l'engagement international dans la guerre contre Aidid. La confrontation a atteint son apogée en octobre 1993, quand 18 soldats américains ont été tués et 78 ont été blessés, alors que 1000 civils somaliens ont perdu la vie. Voir: Berdal. «Lessons Not Learned: The Use of Force in 'Peace Operations' in the 1990s», 56, 61; Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1993e. *Résolution 837*. En ligne.

<<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/837f.pdf>> (page consultée le 26 mai 2006).

<sup>241</sup> Nathan, Laurie. 1999. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*. En ligne.

<[http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational\\_tools/course\\_modules/reference\\_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf](http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational_tools/course_modules/reference_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf)> (page consultée le 12 février 2007).

<sup>242</sup> Berdal. «Lessons Not Learned: The Use of Force in 'Peace Operations' in the 1990s», 55-56.

<sup>243</sup> Pour plus de détails, consulter: Lakhdar Brahimi. 2000. *Report of the Panel on United Nations Peace Operations*. En ligne. <[http://www.un.org/peace/reports/peace\\_operations/report.htm](http://www.un.org/peace/reports/peace_operations/report.htm)>

parties peut créer la perception que le médiateur favorise l'autre<sup>244</sup>. Or, «it may even prove useful in that the favoured party might listen more carefully to its “big” friend, while the other party might count on the latter’s power of influence<sup>245</sup>». En bref, selon cette perspective, la capacité du médiateur de manœuvrer pour ouvrir des fenêtres d’opportunité de paix ne dépend pas tellement du recours à la force ou de sa neutralité, mais de sa crédibilité et de son autorité<sup>246</sup>; «the only type of peacekeeping that appears to help end a war is that which is backed by a promise of use of force. Observers or unarmed peacekeepers with no military backup will have little positive effect on either negotiation or treaty implementation<sup>247</sup>.»

On peut aussi ajouter que, même avec les meilleures intentions, des stratégies adoptées par des intervenants externes peuvent produire des résultats inattendus ou tout simplement n’avoir pas l’impact souhaité<sup>248</sup>. Aussi, on peut souligner que les analyses *a posteriori* sont toujours questionnables parce qu’il est

---

(page consultée le 28 avril 2005). Steve Utterwulghe. 2004. «Conflict Management in Complex Humanitarian Situations: Peacemaking and Peacebuilding Work with Angolan IDPs». *Journal of Refugee Studies* 17 (no 2), 232; Sverre Lodgaard. 1997. «Managing Arms in Peace Processes». *Policy Sciences* 30, 145.

<sup>244</sup> Nathan. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*. En ligne.

<sup>245</sup> Emeric Rogier. 2004. «Rethinking Conflict Resolution in Africa. Lessons from the Democratic Republic of the Congo, Sierra Leone, and Sudan», 24.

<sup>246</sup> Nathan. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*. En ligne.

<sup>247</sup> Barbara F. Walter. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization* 51 (no 3), 361.

<sup>248</sup> La discussion concernant l’efficacité des sanctions internationales pour contraindre les choix des acteurs prouve cet argument. Des chercheurs comme G. Hufbauer, J. Schott et K.A. Elliott ont déterminé que dans seulement 34 pour cent des cas, les sanctions imposées par les États-Unis et autres États ont contribué à atteindre les objectifs. La réflexion sur ce sujet tend à se concentrer sur l’importance des sanctions militaires et économiques, sous-évaluant du même coup la portée d’autres types de sanction, comme les psychologiques (interdiction de voyager, d’entretenir des représentations diplomatiques ou de participer à des événements sportifs internationaux) et les culturelles. Dans le cadre de cette thèse, force est de constater que les sanctions appliquées à l’UNITA n’ont pas empêché Jonas Savimbi de continuer sa guerre. Pour une discussion théorique, voir: Koenraad Van Brabant. 1999. *Sanctions: The Current Debate*. En ligne. <<http://www.odi.org.uk/hpn/newslet/acrobat/sanchibibl.pdf>> (page consultée le 18 mai 2006), 1-2, 6, 33-34. Pour les définitions, voir: Organisation des Nations Unies. *Charte des Nations Unies*. En ligne. <<http://www.un.org/french/aboutun/charte/>> (page consultée le 1 mai 2006).

difficile d'isoler les effets de certaines variables par rapport à d'autres<sup>249</sup>. Or, même en tenant compte de ces facteurs, rien ne nous permet d'affirmer qu'une intervention internationale ne peut pas aider à créer les bases d'une paix, qu'elle soit précaire ou soutenable<sup>250</sup>.

Les cas du Salvador et du Mozambique valident cette observation. L'ONUSAL a démobilisé environ 30 000 combattants, alors que l'ONUMOZ en a démobilisé 90 000, tout en aidant à la réforme des forces armées<sup>251</sup>. De plus l'action de l'ONUMOZ démontre que la réinsertion civile des ex-combattants et leur intégration dans la vie économie active est possible, même si le marché du travail dans les pays qui se relèvent d'un conflit armé n'est pas prêt à absorber autant de main-d'œuvre au même temps<sup>252</sup>. Entre-temps, les activités de l'ONUSAL et de la MINUSAL démontrent que la construction d'institutions politiques capables d'endiguer l'incertitude est possible et que les réformes judiciaires permettent d'œuvrer dans le domaine de la construction de la paix;

*Sustaining peace in the context of protracted conflict is not an activity with precise beginning and end. It requires ongoing reforms designed to institutionalize new rules of the political game. These rules reproduce and reinforce certain collective identities and interests, structure political choices towards certain behaviors, and specify acceptable ways of making decisions about the settlement of political disputes and the use of force<sup>253</sup>.*

Notre étude suggère que l'intervenant externe est contraint par le rapport de forces. Ainsi, une tierce partie doit être prête à déployer les ressources

<sup>249</sup> Stephen John Stedman. 2001. *Implementing Peace Agreements in Civil Wars: Lessons and Recommendations for Policymakers*. New York: International Peace Academy et Center for International Security and Cooperation (Stanford University), 7.

<sup>250</sup> Stephen John Stedman. 1991. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*. Boulder & London: Lynne Rienner Publishers, 2; Roy Licklider. 1995. «The Consequences of Negotiated Settlements in Civil Wars, 1945-1993». *American Political Science Review* 89 (3); Walter. «The Critical Barrier to Civil War Settlement», 344.

<sup>251</sup> Jeremy M. Weinstein. 2002. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story». *Journal of Democracy* 13 (1), 141.

<sup>252</sup> Borges Coelho et Vines. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 29.

<sup>253</sup> Busumtwi-Sam. «Sustainable Peace and Development in Africa», 92.

nécessaires si elle veut être crédible<sup>254</sup>, car un engagement tiède, incertain ou flou peut se traduire par la création de missions limitées tant sur le plan des ressources que du mandat<sup>255</sup>. Encore plus important, les effets du comportement de l'intervenant externe – neutre ou impartial –, diffèrent en fonction de la configuration du rapport de forces.

En Angola, l'UNAVEM II se place d'abord comme un acteur neutre. D'une part, la leçon apprise par le MPLA peut se résumer de la façon suivante: procéder à un DDR avant la réalisation des élections est un pari risqué et peut très bien ne pas rapporter de bénéfices. Lorsque le gouvernement fera face à un plan similaire, dans le cadre du processus de Lusaka, il établira une série de conditions qui lui garantiront que l'UNITA ne manipulera pas le processus pour renforcer sa machine de guerre<sup>256</sup>. D'autre part, l'ONU perd en ressources – crédibilité et légitimité –, face à un gouvernement qui ne comprend pas comment l'UNAVEM II s'est laissé manipuler. Cependant, si l'intervenant est impartial, il sera durement questionné par la partie critiquée, ce qui produit aussi une perte de crédibilité. Le comportement de l'ONU dans le cadre du Protocole de Lusaka illustre cette situation; «In an editorial, UNITA Radio Vorgan criticised the UN and said “the UN has lost all its credibility in condemning Unita”<sup>257</sup>.»

Au Salvador, l'attitude de l'ONUSAL et de la MINUSAL est impartiale. Même si ce comportement provoque des frictions, force est de constater que sa légitimité et sa crédibilité lui permettent de contraindre les choix des acteurs. L'attitude est donc similaire en Angola et au Salvador, mais les effets sur le terrain sont différents, car dans un contexte de moment propice, les belligérants sont plus disposés à coopérer. Enfin, au Mozambique, l'ONU critique plus souvent la RENAMO que le FRELIMO parce que Dhlakama menace plus

<sup>254</sup> Marie-Joëlle Zahar. 2006a. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period». Dans J. Darby, dir., *Violence and Reconstruction*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 45.

<sup>255</sup> George Downs et Stephen J. Stedman. 2002. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 57.

<sup>256</sup> Ali, Matthews et Spears. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)», 299.

<sup>257</sup> Ziana-AFP-Reuter. 1993. *Unita condemns UN peace resolution*. Ziana-AFP-Reuter.

souvent de saboter le processus. Toutefois, il est peu probable qu'une attitude plus impartiale aurait aidé à mieux maîtriser les enjeux de la transition, étant donné les difficultés de contraindre les choix stratégiques des extrémistes.

La neutralité ne garantit pas le respect des accords, mais l'impartialité en augmente la probabilité quand  $G_M$  et  $O_M$  priment. En cas de rapport de forces mixtes, l'enjeu pour l'intervenant externe n'est pas de contraindre les choix de l'extrémiste mais de prévenir le sabotage du modéré, tout en mettant en place une stratégie d'affaiblissement des extrémistes qui pourra peut-être, à long terme, paver la voie à une transition de la paix précaire vers une paix soutenable.



## Conclusion

### **Vers une approche intégrale de la résolution de conflits**

#### Obstacles à la paix, déraillements des trajectoires et types de paix

*... regimes in Latin America and much of the developing world are characterized by a greater disjuncture between the rule-writers and actual power holders, which may undermine both enforcement and stability. In most of Africa and the former Soviet Union, regimes are nominally democratic but actually hybrid, with a vast gap between constitutional design and actual power distributions [...] Although most Latin American and Central European regimes are more democratic, they remain weakly institutionalized, with relatively high levels of informality and abuse of formal procedure<sup>1</sup>.*

À l'ouverture d'un colloque sur le rôle de l'ONUSAL, Benjamín Cuellar, directeur de l'*Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centro-americana José Simeón Cañas* (IDHUCA), indiquait que prétendre que l'ONU avait connu un succès au Salvador «... c'est comme prendre Frankenstein, le maquiller, l'inscrire à un concours de beauté et prétendre qu'il va gagner<sup>2</sup>». Image quelque peu burlesque, elle synthétise l'opinion de ceux qui voient d'un œil critique ce prétendu «succès» onusien au Salvador. Et les raisons pour remettre en question cette interprétation ne manquent pas. Par exemple, et selon Francisco Jovel, il existe aujourd'hui au sein du FMLN «... un capitalisme sauvage des cadres intermédiaires pour obtenir des postes qui donnent plus de sécurité économique<sup>3</sup>». Les revendications socio-économiques et l'éventuel changement politique qui étaient, en principe, véhiculés par le FMLN, passent donc au second plan. Entre-temps, le Procureur des droits humains salvadorien a reçu, en 1997-

---

<sup>1</sup> Steven Levitsky et María Victoria Murillo. «Variation in Institutional Strength in Latin America: Causes and Implications». Communication, Latin American Studies Association, San Juan (Puerto Rico), 15 au 18 mars (texte en format pdf), 37.

<sup>2</sup> Traduction libre. Cuellar, Benjamín. 2005. «Presentación». Séminaire *Víctimas y Justicia*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San Salvador (El Salvador), 10 au 12 novembre (notes personnelles).

<sup>3</sup> Traduction libre. Entrevue avec Francisco Jovel (FMLN), réalisée à San Salvador, le 7-8 décembre 2004.

1998, des dénonciations d'assassinat, de disparitions, de torture et de mauvais traitements, cela sans tenir compte des plaintes de détention arbitraire et de non-respect des normes établies<sup>4</sup>.

Au Mozambique, un autre cas de «succès» de l'ONU en résolution de conflits, la RENAMO éprouve des difficultés à changer ses structures internes, l'élite de Dhlakama contrôlant la distribution interne des ressources économiques, la distribution des postes dans le parti et les communications internes et externes<sup>5</sup>. En 2005, João Jamal, nouveau membre du parti, indiquait: «nous voulons une RENAMO avec le même dirigeant, mais qui puisse fonctionner en tant que parti, sans dépendre toujours de lui<sup>6</sup>». En bref, dix ans après les élections de 1994, le groupe était toujours en réflexion quant à la meilleure façon de s'organiser. Le FRELIMO, pour sa part, n'a pas perdu le temps. Le groupe gruge un segment de plus en plus large de l'électorat au fur et à mesure que les scrutins présidentiels se succèdent, même si parfois – en fait, de plus en plus souvent –, on se demande jusqu'à quel point ces résultats ne sont pas le fruit d'une manipulation électorale<sup>7</sup>.

Quelles sont les principales différences entre le Salvador et le Mozambique en matière de pacification? Premièrement, soulignons que malgré les obstacles qu'il doit affronter, le FMLN salvadorien se consolide en tant que parti. Schafik Handal, candidat en 2004, a obtenu 35,68 pour cent des voix contre Antonio Saca, d'ARENA, qui a mobilisé 57,71 pour cent de l'électorat<sup>8</sup>. Certes, l'ARENA augmente son appui plus rapidement que le FMLN, mais ce dernier a tout de même gagné sept points depuis les élections de 1999 et demeure aujourd'hui la deuxième force politique du pays. De plus, au Salvador,

---

<sup>4</sup> Charles T. Call. 2003. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador». *Journal of Latin American Studies* 35, 846.

<sup>5</sup> Carrie Manning. 2004. «Armed Opposition Groups into Political Parties: Comparing Bosnia, Kosovo, and Mozambique». *Studies in Comparative International Development* 39 (no 1), 65.

<sup>6</sup> Traduction libre. Entrevue avec João Jamal (RENAMO), réalisée à Maputo, le 23 août 2005.

<sup>7</sup> Inge Ruigrok. 2005. *Mozambique's 2004 General Elections*. En ligne. <<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/14No1/AWRuigrok.htm>> (page consultée le 18 octobre 2007).

<sup>8</sup> Political Database of the Americas. 1994. *El Salvador (1994): Resultados de Elecciones Presidenciales*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/ElSal/pres94.html>> (page consultée le 28 août 2007).

l'honnêteté des processus électoraux ne peut être mise en doute<sup>9</sup>. Deuxièmement, remarquons qu'au Mozambique, c'est la police qui commet le plus d'actes arbitraires contre la population civile<sup>10</sup>. Au Salvador, la doctrine et le comportement de l'armée donnent aujourd'hui priorité à la défense externe, au respect des droits humains et au principe d'assujettissement du pouvoir militaire aux autorités civiles<sup>11</sup>.

En bref, et contrairement au Mozambique, la consolidation du FMLN en tant que parti renforce le système de représentation politique salvadorien. De plus, les réformes des appareils de sécurité de l'État et leur assujettissement au système judiciaire ont éliminé ou du moins diminué les actes arbitraires commis par les autorités. Selon des leaders du FMLN, «la paix que nous avons gagnée est celle de compter avec une police qui n'a pas la tentation de la répression et qui ne véhicule pas des idées politiques; nous avons une armée qui reste dans les baraques et un espace démocratique, toujours imparfait, mais existant<sup>12</sup>». Cette opinion est partagée par des représentants gouvernementaux salvadoriens:

Il y a la paix au sens politique, parce que ce qu'il y avait [avant] c'était un système exclusif, faible, qui créait l'ennemi. [...] Certes, il existe toutes les différences et contradictions possibles. Mais la paix ne signifie pas que nous nous faisons l'accolade tous les jours. La paix implique d'être en mesure de gérer raisonnablement nos différences<sup>13</sup>.

Devrions-nous conclure que le cas mozambicain représente plutôt un «échec» de pacification? Le Mozambique «devient» un exemple de «réussite» dès qu'on le compare à d'autres expériences de l'ONU en la matière. En Angola, avons-nous mentionné en introduction, il aura fallu attendre à février 2002 pour voir Jonas Savimbi être assassiné. Un accord de paix est signé rapidement, mais six mois après la mort du leader rebelle, 1 296 303 personnes étaient toujours

<sup>9</sup> Centro de Intercambio y Solidaridad (CIS). 2004. *Election Observers: Final Report 2004*. En ligne. <[http://www.cis-elsalvador.org/election\\_observers\\_finalreport2004.htm](http://www.cis-elsalvador.org/election_observers_finalreport2004.htm)>. (page consultée le 24 octobre 2007).

<sup>10</sup> Entrevue avec Maria Alice Mabote (LMDH), réalisée à Maputo le 24 août 2005.

<sup>11</sup> Call. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador», 836.

<sup>12</sup> Traduction libre. Entrevue avec le dirigeant guérillero no 1, réalisée à San Salvador, le 2 décembre 2004.

<sup>13</sup> Traduction libre. Entrevue avec le politicien salvadorien no 3, réalisée à San Salvador, le 6 décembre 2004.

déplacées. Chiffre significatif, non seulement en termes absolus, mais aussi relatifs, car la population de l'Angola s'élève à 13,1 millions de personnes, dont 60 pour cent habitent en milieu urbain<sup>14</sup>. Comparé à cette catastrophe humanitaire, le nombre de vies et de souffrance épargnées au Mozambique depuis 1992 est un des indicateurs qui renforcent l'idée qu'il s'agit d'un «succès».

Quant au cas salvadorien, bien que critiqué par des experts comme Cuellar, force est de constater que malgré tout, il demeure un exemple de trajectoire de pacification menant à une paix soutenable. Rappelons-le, cette paix découle de l'élimination volontaire, par tous les belligérants, de l'utilisation de la force en tant que choix stratégique pour faire avancer leurs intérêts. Quelles conclusions pouvons-nous dégager de notre analyse? Quels éléments, dans notre grille d'analyse, peuvent être améliorés? Pouvons-nous tisser des liens avec d'autres débats qui se déroulent dans le domaine de la résolution de conflits? Quels sont les prochains pas de la recherche en ce qui concerne les trajectoires de pacification et les pays que nous avons étudiés?

Les dernières pages de cette thèse traitent de ces questions, tout en proposant un retour sur nos interrogations de recherche. Pourquoi certains conflits armés internes sont-ils plus difficiles à résoudre que d'autres? Pourquoi certaines interventions internationales en résolution de conflits aboutissent-elles à des paix soutenables, alors que d'autres se terminent par des paix précaires ou par l'irruption de nouvelles vagues de violence? La première série de conclusions qui se dégagent de notre analyse est directement liée à ces questions et à nos hypothèses, qui se voient confirmées. La deuxième série de conclusions réfère aux liens entre les variables internes et externes. Les probabilités qu'un intervenant externe puisse aider à résoudre un conflit varient, tout du moins en partie, en fonction de la configuration du rapport de forces. La troisième (et dernière) série de conclusions a trait à la façon d'aborder la question du changement politique et de sa complexité.

---

<sup>14</sup> João Gomes Porto et Imogen Parsons. 2003. *Sustaining the Peace in Angola. An Overview of Current Demobilisation, Disarmament and Reintegration*. Pretoria: Institute for Security Studies, 9, 11.

## 1. De l'importance des rapports de force pour comprendre les points d'arrivée des trajectoires de pacification

Nous avons démontré, à travers notre analyse du cas salvadorien, que les interventions internationales qui affaiblissent militairement et politiquement les extrémistes, dans un contexte où les modérés priment, peuvent aboutir à une paix soutenable. Nous avons également démontré que les actions internationales déployées dans des contextes de rapports de force favorables à  $G_E$  ou  $O_E$ , donnent lieu, d'un point de vue théorique, à une paix précaire, mais dans la pratique, elles se terminent souvent par un retour à la guerre. En effet, à la lumière de l'analyse du cas angolais, nous pouvons conclure qu'il est impossible de contraindre les choix d'acteurs insensibles à l'incertitude, qui agissent unilatéralement et qui définissent leur survie en termes d'accès permanent au pouvoir exécutif. Enfin, l'aboutissement d'une trajectoire de pacification déclenchée à partir d'un rapport de forces mixte est difficile à prévoir.

En quoi notre explication est-elle un «modèle intégral»? Regardons quelques-uns des arguments qui ont été proposés pour expliquer la diversité des résultats obtenus par les gardiens de la paix dans ces pays. Concernant l'Angola, par exemple, Stedman indique que «Leaders in civil wars suffer from pathologies that prevent them from changing their preferences. A leader's paranoia can render it impossible to assuage his fears of a negotiated settlement<sup>15</sup>.» Pour leur part, et en se référant au cas salvadorien, Peceny et Stanley indiquent que la paix est possible si «local actors believe in liberal ideals of tolerance for diversity and the nonviolent resolution of conflicts<sup>16</sup>». Enfin, quant au Mozambique, McMulling signale que «... in the wake of the Angolan disaster in the early 1990s, the intervention [...] stands out as comparatively more successful. But in the

---

<sup>15</sup> Stephen John Stedman. 1996. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict». Dans M. E. Brown, dir., *The International Dimensions of Internal Conflict*. Cambridge et Londres: The MIT Press, 347.

<sup>16</sup> Mark Peceny et William Stanley. 2001. «Liberal Social Reconstruction and the Resolution of Civil Wars in Central America». *International Organization* 55 (no 1), 150.

reintegration context, more could have been done to anticipate long-term security challenges<sup>17</sup>.»

En prenant comme point de départ notre modèle, nous pouvons intégrer l'ensemble de ces observations en un seul argument:

- (1) Étant donné la modération du gouvernement du Salvador de 1989-1994 et du FMLN, les probabilités de signer un accord qui sera respecté sont plus importantes qu'en Angola ou au Mozambique. Ce n'est pas que les dirigeants salvadoriens soient «tolérants» et «amoureux de la diversité», mais ils cherchent à établir des règles du jeu en mesure de réduire et d'endiguer l'incertitude. La protection de leurs «intérêts vitaux» passe donc par l'établissement d'un régime polyarchique<sup>18</sup>.
- (2) L'information mise à notre disposition ne nous permet pas d'affirmer que Savimbi souffrait de «pathologies». Toutefois, en tant qu'extrémiste, nous pouvons indiquer que sa capacité à remettre en cause la stratégie des armes, en tant que moyen de défendre ses intérêts, n'est pas comparable à celle des dirigeants du FMLN. De plus, son insensibilité à l'incertitude et sa définition de survie (son accès au pouvoir exécutif) expliquent les retours en guerre; «I have nothing because I have no power», a-t-il déclaré en entrevue en juin 1992<sup>19</sup>.
- (3) Au Mozambique, étant donné l'extrémisme d'un des belligérants – le FRELIMO -, nous ne sommes pas certain qu'«on aurait pu faire mieux». Peut-être que les choix du FRELIMO auraient pu être mieux encadrés, mais l'argument reste sujet à débat, car le cas angolais démontre qu'il est très difficile de contraindre les choix d'acteurs insensibles à l'incertitude. L'absence de ressources naturelles aurait-elle donné plus d'influence aux tierces parties au Mozambique? Probablement, mais reste à savoir si cette

---

<sup>17</sup> Jaremev McMullin. 2004. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?». *International Peacekeeping* 11 (no 4), 639.

<sup>18</sup> Leonard Wantchekon. 2004. «The Paradox of "Warlord" Democracy: A Theoretical Investigation». *American Political Science Review* 98 (no 1), 23.

<sup>19</sup> John Battersby. 1992. «Victory isn't enough for Savimbi». Johannesburg: *The Weekly Mail* (du 23 au 29 avril 1993), 15.

influence aurait été suffisante pour contraindre le FRELIMO. Retenons que la marge de manœuvre de l'ONUMOZ est moins large que celle de l'ONUSAL, parce qu'au Mozambique, l'intervenante externe œuvrait dans un contexte de rapports de force mixtes.

Nous ne voulons pas réduire l'ensemble de notre explication concernant les effets de l'action des tierces parties à un seul facteur – le rapport de forces. D'autres éléments peuvent aussi expliquer la diversité de résultats obtenus par les intervenants externes. Par exemple, le retard dans le déploiement d'une opération de paix est source de méfiance, surtout quand  $G_E$  et  $O_E$  priment. Des problèmes logistiques peuvent aussi rendre la transition plus complexe. La flexibilité semble être un atout pour accroître la possibilité de se rendre à  $(t + 2)$ , car des renégociations et des modifications aux calendriers de mise en vigueur de l'entente sont nécessaires tout au long du processus. En d'autres mots, l'inflexibilité peut devenir obstacle à la résolution d'un conflit<sup>20</sup>.

La capacité de l'ONUMOZ et de l'ONUSAL de gérer l'incertitude pendant la transition est également reliée à leur rôle de coordination de l'aide internationale. Au Salvador, c'est le PNUD qui s'est chargé de la logistique des camps de cantonnement où il a joué aussi un rôle de médiateur pour résoudre des disputes ponctuelles<sup>21</sup>. Au Mozambique, la mise en vigueur des Accords de Rome incluait la participation d'agences internationales comme Vision mondiale, *Food for peace* et de gouvernements européens, du Canada et des États-Unis<sup>22</sup>. Les camps de cantonnement étaient sous contrôle des belligérants, mais l'UNICEF était chargée des ravitaillements en eau, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de la santé et l'Organisation internationale pour la migration (OIM) du transport des ex-combattants vers leurs régions d'origine<sup>23</sup>. En bref, si le rapport

<sup>20</sup> Robert Ricigliano. 2003. «Networks of Effective Action: Implementing an Integrated Approach to Peacebuilding». *Security Dialogue* 34 (no 4), 455.

<sup>21</sup> Cristina Eguizábal. 1995. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace». Dans T. G. Weiss, dir., *The United Nations and Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 186.

<sup>22</sup> Manning. «Armed Opposition Groups into Political Parties: Comparing Bosnia, Kosovo, and Mozambique», 511.

<sup>23</sup> João Paulo Borges Coelho et Alex Vines. 1995. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*. Oxford: Refugee Studies Program, University of Oxford, 10.

de force n'est qu'une des variables, parmi tant d'autres, pour expliquer les effets des interventions internationales, il faudra tout de même le classer parmi les facteurs les plus importants.

Pourquoi cette variable est-elle aussi centrale? Lorsqu'un intervenant externe arrive sur le terrain, rappelons-le, il devient lui aussi un acteur politique contraint dans ses choix stratégiques. Puisque, dans un cadre de conflit armé, le rapport de forces détermine le possible et l'impossible, celui-ci détermine la marge de manœuvre des tierces parties en matière de recherche, de maintien et de construction de la paix.

## **2. Des ponts entre facteurs internes et externes**

La deuxième série de conclusions est d'un ordre plus général et réfère aux liens entre variables internes et externes. L'élément qui nous permet d'étudier les effets des tierces parties sur les choix stratégiques des belligérants est l'attention que nous portons à l'étude des rapports de force et du changement institutionnel; ce qui nous permet par ailleurs de définir le maintien et la construction de la paix en termes de réduction et d'endiguement de l'incertitude. Il existe au moins trois avantages reliés à l'adoption de cette approche.

D'abord, si l'intervenant externe est, sur le terrain, un acteur contraint (comme tous les autres) par les rapports de force, si ces rapports sont déterminés par la distribution de ressources politiques, économiques et stratégiques, et si les ressources sont interdépendantes, on peut dès lors conclure que la capacité de l'intervenant externe à accumuler des ressources politiques dépend de la position des modérés et des extrémistes sur la scène politique locale. Cela constitue un avantage dans la mesure où l'approche sous-entend que l'origine des ressources des intervenants externes ne provient pas seulement d'entités internationales, mais aussi des belligérants présents sur le terrain. Certes, leur capacité à manœuvrer dépend aussi en partie de leurs propres ressources<sup>24</sup>. Or, de notre analyse découle

---

<sup>24</sup> Comme nous l'avons vu au chapitre 6, le «succès» de l'ONUSAL, comme par ailleurs celui de l'ONUMOZ, n'est pas lié au fait que les accords de paix aient été, globalement, respectés, mais plutôt à la façon d'affronter les obstacles en cours de route. Au Salvador, l'ONU assume, avec impartialité, des tâches de «renégociation d'aspects ponctuels des pactes». Une situation similaire



l'idée que les effets de leur action dépendent, du moins en partie, de la configuration du rapport de forces. Plus concrètement:

- (1) Quand les modérés priment (et quand ils appellent un acteur externe à intervenir), on peut s'attendre à que cet acteur obtienne, de la part des modérés, la crédibilité et la légitimité nécessaires pour agir. Cela augmente la capacité des tierces parties de réduire l'incertitude. L'intervenant peut, par exemple, convaincre plus aisément les belligérants d'adopter ses suggestions. La confiance peut aussi l'aider à obtenir des informations plus exactes, ce qui lui permet d'outrepasser l'absence d'information propre aux contextes de conflit armé interne.
- (2) Quand les extrémistes priment, et quand il faut les forcer à accepter une tierce partie, accumuler de la crédibilité et de la légitimité devient un enjeu en soi pour l'acteur externe. En Angola, par exemple, l'impartialité de l'ONU (qui impliquait de sanctionner l'UNITA après le retour en guerre en 1992) s'est traduite par une perception, chez les rebelles, de partialité en faveur du MPLA<sup>25</sup>. Entre-temps, les critiques faites au FMLN ou aux forces armées du Salvador, qui sont aussi le fruit d'une attitude impartiale de l'ONU, n'ont pas eu le même effet. La légitimité et la crédibilité de l'ONU n'a été remise en question par aucun acteur, du moins publiquement.

Le deuxième avantage de notre modèle nous permet de prendre distance du débat concernant les «échecs» et «succès» des interventions internationales.

---

survient au Mozambique où le gouvernement se plaint du manque d'impartialité de l'ONU. Aldo Ajello, chef de l'ONUMOZ, a appliqué ce que l'on décrit comme un mélange «approprié» de carottes et de bâtons pour maintenir le processus sur les rails. Pour le Salvador, voir: David Holiday et William Stanley. 1997. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* LII (no 584), 551, 559. Pour le Mozambique, voir: João Paulo Borges Coelho et Alex Vines. 1995 *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*, 11. Iraê Baptista Lundin. 2004. «The Peace Process and the Construction of Reconciliation Post Conflict - The Experience of Mozambique». Communication, colloque Experiences of Penal Alternatives in Peace Processes, Barcelone, 27 au 28 février (texte photocopié), 14; Alexander Costy. 2004. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 152.

<sup>25</sup> Reuters. 1997. *Unita falling short of UN demands*. Johannesburg: The Business Day (22 septembre).

Nous l'avons vu, il est houleux de comparer des interventions internationales, car ce qui peut être perçu comme un «échec» peut devenir un «succès» dès qu'on modifie les critères de comparaison ou les cas à l'étude. En fait, il existe aujourd'hui une prolifération de classifications liée aux tentatives des chercheurs de mieux saisir la transformation des activités des tierces parties sur le terrain afin de les adapter aux réalités changeantes<sup>26</sup>; «The problem with this trend in the peacebuilding research [...] is that peacebuilding has come to mean too many different things to too many different people, making conceptual clarity difficult to achieve<sup>27</sup>.» Notre perspective offre une autre façon d'approcher et de traiter cette question.

Troisièmement, en reliant les intérêts en jeu au moment (t) aux garanties négociées à (t + 1) et à l'entrée en vigueur d'institutions à (t + 2), nous avons mis en relation le caractère (extrémiste ou modéré) des belligérants au régime censé régir les interactions politiques après (t + 2). Dans cette thèse, nous avons comparé les régimes polyarchiques de partage du pouvoir. La différenciation entre divers ensembles de règles du jeu est importante en termes d'aide externe à la résolution de conflits parce que le type d'institutions négociées a un impact sur le point d'arrivée de la transition. En d'autres mots,

*For as Green and Ahmed note, «peacebuilding involves fundamental questions not only about what to construct but also how to do so in order not to recreate the unsustainable institutions and structures that originally contributed to the conflict. The goal is not simply to*

---

<sup>26</sup> Bien que diverses classifications soient suggérées dans les décennies 1970 et 1980, c'est Boutros Boutros-Ghali qui soulève la nécessité de repenser les stratégies de l'ONU dans le domaine. Pour le secrétaire général, elles peuvent être regroupées en quatre catégories – la *diplomatie préventive*, le *rétablissement de la paix*, le *maintien de la paix* et la *construction de la paix*. Voir: Boutros Boutros-Ghali. 1992. *An Agenda for Peace. Preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping*. En ligne. <<http://www.un.org/Docs/SG/agpeace.html>> (page consultée le 4 mai 2006); Paul F. Diehl. 2001. «Forks in the Road: Theoretical and Policy Concerns for 21st Century Peacekeeping». Dans P. Diehl, dir., *The Politics of Global Governance: International Organization in an Interdependent World*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 208, 216; Michael W. Doyle et Nicholas Sambanis. 2000. «International Peacebuilding: A Theoretical and Qualitative Analysis». *American Political Science Review* 94 (no 4), 779-782; Alex J. Bellamy, Paul Williams et Stuart Griffin. 2004. *Understanding Peacekeeping*. Cambridge: Polity Press, 12-14, 129-130. Ricigliano. «Networks of Effective Action: Implementing an Integrated Approach to Peacebuilding», 447.

<sup>27</sup> W. Andy Knight. 2003. «Evaluating recent trends in peacebuilding research». *International Relations of the Asia-Pacific* 3, 249.

*reconstruct a war-torn country but to do so in such a way as to prevent a relapse into conflict»<sup>28</sup>.*

Soulignons les points importants de cette comparaison. D'abord, même si nous acceptons le fait que des gouvernements de coalition, les pouvoirs de veto ou les systèmes de représentation proportionnelle peuvent réduire l'incertitude à court terme, le partage de pouvoir se caractérise par l'absence ou la faiblesse des mécanismes d'imputabilité verticale. Ces régimes sont en fait capables d'endiguer l'incertitude seulement quand les élites coopèrent de bonne foi après avoir conclu qu'une coalition est souhaitable<sup>29</sup>. En théorie, il est donc possible d'imaginer que le partage de pouvoir puisse récompenser les politiciens modérés et la rhétorique intercommunautaire<sup>30</sup>. Or, en pratique, ce type de régime est présenté comme une solution à des cas où des acteurs, qui définissent leur survie par l'accès au pouvoir (donc, des extrémistes), n'arrivent pas à se mettre d'accord. En effet, souvent l'intervenant doit demander à des démagogues – des extrémistes –, de coopérer pour leur bénéfice mutuel<sup>31</sup>. Si le partage de pouvoir est une solution pour résoudre des conflits, il a le moins de chances de réussir là où les tierces parties tentent de le mettre en vigueur, c'est-à-dire quand les extrémistes priment<sup>32</sup>. De plus, à long terme, ce type de régime risque de favoriser la radicalisation politique:

*Even if they win, moderates may easily lose the support of their voters if extremists can point out that essential campaign promises have been broken. Put another way, where party systems are divided along communal lines, elections can increase intra-community political competition, and make this intra-community political arena more important than the inter-community one. As a consequence, politicians compete for a clearly defined pool of votes in their own community, and*

<sup>28</sup> James Busumtwi-Sam. 2004. Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 319.

<sup>29</sup> Ian S. Spears. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1), 107. Voir aussi: Stefan Wolff. 2005. «Electoral-Systems Design and Power-Sharing Regimes». Dans I. O'Flynn et D. Russel, dir., *Power Sharing. New Challenges for Divided Societies*. Londres et Ann Arbor: Pluto Press, 60, 62-63.

<sup>30</sup> Wolff. «Electoral-Systems Design and Power-Sharing Regimes», 60, 62-70.

<sup>31</sup> Spears. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power», 109-111.

<sup>32</sup> *Ibid.*, 117.

*in order to win a major share in it they must prove that they are the best representatives of their community's interests. It is easy to see how such a situation plays into the hands of extremist and disadvantages moderates*<sup>33</sup>.

Ensuite, la polyarchie (ou démocratie représentative) est associée à la paix soutenable principalement en raison des contraintes (principe d'imputabilité) des choix des dirigeants. Cet élément est important, car aujourd'hui des auteurs comme Henderson, Hendrickson et Hook n'hésitent pas à référer à une «croisade démocratique occidentale» pour rendre compte des efforts de la «communauté internationale» pour encourager des «transitions vers la démocratie»<sup>34</sup>. Or, que ce soit du point de vue de la politique comparée ou des relations internationales, les raisons citées pour expliquer la relation entre «paix» et «démocratie» ne sont pas liées au partage du pouvoir, et même pas à la seule tenue d'élections entre les ex-belligérants, mais à l'imputabilité horizontale et verticale des dirigeants, c'est-à-dire aux contraintes institutionnelles des choix des acteurs<sup>35</sup>. Soulignons qu'au Salvador, les belligérants ont perçu la démocratie non seulement comme un régime différent, mais aussi opposé au partage de pouvoir<sup>36</sup>.

### 3. Trajectoires de pacification et changement politique

La troisième série de conclusions réfère à la façon d'aborder la question du changement. En termes de processus transitionnels, la Colombie (1982-1994) est le seul pays, parmi nos cas étudiés, en transition vers la démocratie dans un

<sup>33</sup> Wolff. «Electoral-Systems Design and Power-Sharing Regimes», 68. Voir également: Marie-Joëlle Zahar. 2005a. «The Dichotomy of International Mediation and Leader Intransigence: The Case of Bosnia and Herzegovina». Dans I. O'Flynn et D. Russel, dir., *Power Sharing. New Challenges for Divided Societies*. Londres et Ann Arbor: Pluto Press, 128-130.

<sup>34</sup> Traduction libre. Juliet Johnson. 2002. «In Pursuit of a Prosperous International System». Dans P. J. Schraeder, dir., *Exporting Democracy. Rhetoric vs. Reality*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 31.

<sup>35</sup> Voir, par exemple: Jack Levy. 1989. «Domestic Politics and War». Dans R. Rotberg et T. Rabb, dir., *The Origin and Prevention of Major Wars*. Cambridge: Cambridge University Press, 88; Errol A. Henderson. 1994. *Democracy and War: The End of an Illusion?* Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1-2; 24; Patrick M. Regan et Errol A. Henderson. 2002. «Democracy, threats and political repression in developing countries: are democracies internally less violent?». *Third World Quarterly* 23 (no 1); William R. Thompson et Richard Tucker. 1997. «A Tale of Two Democratic Peace Critiques». *Journal of Conflict Resolution* 41 (no 3); Nils Petter Gleditsch et Håvard Hegre. 1997. «Peace and Democracy: Three Levels of Analysis». *Journal of Conflict Resolution* 41 (no 2).

<sup>36</sup> Joshua Muravchik. 1996. «Promoting Peace Through Democracy», 578.

contexte de conflit armé interne, alors que le Mozambique (1992-1999) est le seul cas d'un processus de pacification qui ne s'accompagne pas d'une transition vers la démocratie. Le Salvador (1992-1999) est le seul cas où les deux processus ont lieu simultanément, alors que l'Angola (1990-1997) est le seul où il n'y a ni processus de démocratisation ni de pacification. La réflexion portant sur le lien entre démocratisation et pacification est particulièrement importante dès que l'on rappelle que «A critical problem of transition is to get to democracy without being killed<sup>37</sup>.»

Les ouvertures démocratiques favorisent l'expression de conflits dans des contextes institutionnels où les contraintes, les poids, les contrepoids et les consensus par rapport aux règles du jeu, qui permettent que les conflits soient gérables en polyarchie, sont faibles ou absents<sup>38</sup>. Une démocratie n'équivaut pas à «un processus transitionnel» même si, dans la pratique, la construction de la paix et l'établissement de «démocraties» sont intimement reliés<sup>39</sup>; «If the goal is to refuse the degree to which personal integrity rights are violated, transition from autocracy to [...] democracy – though morally defensible – might actually have short-term deleterious consequences for the citizenry<sup>40</sup>.» Des élections polyarchiques dans un contexte de primauté des extrémistes peuvent aboutir à la rupture du processus. Nous avons référé au chapitre 2 au dilemme de l'intervenant externe pour décrire le choix entre le partage du pouvoir, qui peut éventuellement arrêter une guerre entre G<sub>E</sub> et O<sub>E</sub>, mais bloquer la démocratisation, ou la polyarchie, qui risque à court terme d'encourager le perdant à reprendre les

---

<sup>37</sup> Jakub Zielinski. 1999. «Transitions from Authoritarian Rule and the Problem of Violence». *The Journal of Conflict Resolution* 43 (no 2), 213.

<sup>38</sup> Marina Ottaway. 1995. «Democratization in Collapsed States». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 235; Taisier M. Ali et Robert O. Matthews. 2004b. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 403.

<sup>39</sup> Tonya L. Putnam. 2002. «Human Rights and Sustainable Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 244.

<sup>40</sup> Regan et Henderson. «Democracy, threats and political repression in developing countries: are democracies internally less violent?», 131.

hostilités, même si à long terme elle peut créer les conditions propices à la paix soutenable<sup>41</sup>.

D'un point de vue théorique, cette thèse complète ainsi les études en résolution de conflits en apportant au débat les contributions que les spécialistes des transitions vers la démocratie ont élaboré par rapport aux régimes politiques. Notre modèle enrichit également les études des processus de démocratisation, en étudiant systématiquement des transitions à partir de contextes de conflit armé interne; un point de départ souvent négligé par les «transitologues».

En termes de séquences de changement, et à la lumière de la comparaison des processus pacification et de démocratisation angolais, colombien, salvadorien et mozambicain, nous concluons que:

- (1) Des élections polyarchiques dans un contexte où les protagonistes restent armés ne produisent ni paix ni démocratie. Pour l'intervenant externe, la leçon de l'Angola est claire: il est dangereux d'organiser des élections entre des acteurs armés<sup>42</sup>. La Colombie, entre 1982 et 1990, avait déjà démontré que dans de tels cas, c'est plutôt une «concurrence électorale armée» qui se développe<sup>43</sup>. Le déclenchement d'une transition vers la démocratie comme un outil de pacification ne mène donc pas forcément au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion des groupes armés.
- (2) Un processus de pacification ne mène pas directement à une démocratisation du régime. Au Mozambique, nous observons une pacification qui a lieu avec une ouverture du régime, mais la démocratisation cesse très vite. Des changements au niveau judiciaire,

---

<sup>41</sup> Dans le mots de Murachick: «While democracy can be a mechanism for resolving internecine conflict, such conflict—or its legacy—makes it difficult to build democracy. The reasons are as simple as hatred, grievance, and distrust». Joshua Muravchik. 1996. «Promoting Peace Through Democracy». Dans C. A. Crocker, F. O. Hampson et P. Aall, dir., *Managing Global Chaos*. Washington: United States Institute of Peace, 582.

<sup>42</sup> Virginia Page Fortna. 1993. «United Nations Angola Verification Mission II». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 400.

<sup>43</sup> Jaime Bernal, ex-procureur général de la Colombie, se déclare ouvertement contre l'élection directe des maires parce que «celui qui est élu va nécessairement gouverner pour celui qui a permis son élection. Ces groupes demandent souvent qu'on leur donne des contrats.» Traduction libre. Entrevue avec Jaime Bernal (État colombien), réalisée à Bogotá D.C., le 2 novembre 2004.

l'assujettissement des corps de sécurité à des règles du jeu polyarchiques (le Mozambique est formellement une «démocratie») se font toujours attendre. Voilà pourquoi il est essentiel d'inclure dans l'analyse l'étude des écarts entre les «pays formels» et les «pays réels». Rappelons-le Collier et Murillo signalent que les études sur les institutions tiennent souvent pour acquis que les règles du jeu contraignent les choix des acteurs, ce qui n'est pas toujours le cas<sup>44</sup>. L'étude des rapports de force, du rôle des institutions informelles<sup>45</sup> et de la coexistence de ces règles avec les institutions formelles est essentielle pour mieux comprendre le rythme et la forme du changement politique, ou les blocages.

- (3) Le cas salvadorien démontre qu'une transition vers la paix peut s'accompagner d'une démocratisation et que, malgré tous les obstacles pouvant surgir en cours de route, elle peut aboutir à une paix soutenable. Or, ce cas prouve aussi que le renforcement de l'État est un élément essentiel pour augmenter les chances d'aboutir à la paix soutenable. Rappelons qu'un conflit armé est un affrontement entre un groupe armé illégal et un État défaillant. Une transition vers la paix suppose donc le DDR du premier et le renforcement du deuxième. Le point de départ est la réforme des appareils de sécurité: «The new army should be strong enough to wield enough enforcement power but not so strong that it could remain under civilian control<sup>46</sup>.» L'enjeu est de taille car les conflits armés

---

<sup>44</sup> Steven Levitsky et Maria Victoria Murillo. 2005. «Conclusion: Theorizing About Weak Institutions: Lessons from the Argentine Case». Dans S. Levitsky, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. Pennsylvania: The Pennsylvania State University Press, 276.

<sup>45</sup> Voir, par exemple: Marc Howard Ross. 1997. «Culture and Identity in Comparative Political Analysis». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*. Cambridge, New York, Melbourne: Cambridge University Press, 47, 51, 74; Mark I. Lichbach. 1997. «Social Theory and Comparative Politics». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge, New York, et Melbourne: Cambridge University Press, 247.

<sup>46</sup> Wantchekon. «The Paradox of "Warlord" Democracy: A Theoretical Investigation», 26.

transforment les services de sécurité et les systèmes de justice publics en outils de protection des intérêts de l'État (et non des citoyens)<sup>47</sup>.

#### 4. Les limites du modèle

En tant que modèle, notre proposition est une simplification des interactions qui se produisent au cours des conflits armés et des processus de paix<sup>48</sup>. Le but de l'exercice – tout du moins dans cette première étape exploratoire –, n'était pas de prévoir tous les résultats possibles des processus de changement politique, mais de dégager des tendances et d'établir des probabilités sur le fait que des événements ou des situations concrètes se produisent. Nos propositions théoriques peuvent être améliorées sur au moins six points:

Premièrement, en mettant l'accent sur la mise en vigueur de pactes, nous avons concentré notre analyse sur les interactions entre les élites. Nous basons notre réflexion sur l'idée que les dirigeants sont indispensables pour expliquer les choix stratégiques des acteurs<sup>49</sup>. Or, parfois il est difficile de reconnaître les dirigeants (et les chaînes de commandement)<sup>50</sup>, ce qui peut rendre beaucoup plus ardue une négociation de paix. Il faudrait donc trouver une façon d'étendre cette analyse à des cas où des belligérants semblent moins «structurés» que ceux étudiés dans cette thèse.

Deuxièmement, même quand les belligérants sont fortement structurés, il faudrait analyser plus en détail l'impact des rôles préalablement définis au sein du groupe. Le responsable militaire de l'ELN, par exemple, doit tenir une ligne dure en tout temps, même si cette position ne reflète pas son avis personnel. En général, indique Alejo Vargas, «... la plus haute autorité [des groupes] doit jouer

<sup>47</sup> Charles T. Call et William Stanley. 2002. «Civilian Security». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 305.

<sup>48</sup> Plusieurs auteurs mettent en garde quant aux dangers de proposer des explications monocausales de l'irruption et de la poursuite de conflits armés internes. Voir, par exemple: James Busumtwi-Sam. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa». *Studies in Comparative International Development* 37 (no 3), 93.

<sup>49</sup> James G. March et Johan P. Olsen. 1985. «The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life». *American Political Science Review* 78 (no 3), 739.

<sup>50</sup> I. William Zartman. 2001. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments». *The Global Review of Ethnopolitics* 1 (no 1), 11.



un rôle de conciliation, de médiateur; c'est le rôle de Marulanda et de Gabino dans les FARC-EP et l'ELN. C'est leur boulot, celui de gérer les intérêts divergents à l'interne pour trancher et prendre une décision qui reflète l'ensemble des positions<sup>51</sup>.» Comment les intérêts vitaux de  $G_M$  et de  $G_E$ , ainsi que de  $O_M$  et de  $O_E$ , s'institutionnalisent-ils au sein de  $G$  et de  $O$ ? Voilà une question qui mériterait d'être traitée plus en profondeur.

Ceux qui possèdent les ressources stratégiques sont-ils par définition des extrémistes, alors que les civils seraient plus souvent des modérés? Les cas de Joaquim Chissano, d'Eduardo Dos Santos et de Savimbi (tous à l'origine des civils), nuancent une telle idée<sup>52</sup>. De plus, le dernier coup d'État enregistré au Salvador (1979) invite à raffiner la façon d'approcher ce clivage entre civils et militaires. À cette occasion, de jeunes militaires ont tenté de déloger la vieille élite militaire pour donner le gouvernement à l'opposition<sup>53</sup>. Cette troisième dimension nous invite, d'un point de vue plus général, à améliorer le modèle dichotomique que nous avons présenté, en introduisant, par exemple, des échelles ou des degrés d'extrémisme et de modération. Remarquons que la figure I de la page 90 illustre des continuums entre  $G_E$  et  $G_M$  ainsi qu'entre  $O_E$  et  $O_M$ . La porte demeure donc ouverte pour raffiner le modèle à cet égard.

Quatrièmement, nous avons lié les activités de construction de la paix à deux réformes, soit la mise en place d'un système de représentation politique et d'un système judiciaire. Toutefois, d'autres éléments peuvent être tout aussi importants. Dans son rapport final sur les activités de l'ONUSAL, par exemple, Boutros-Ghali recommande des réformes majeures pour dépolitiser le tribunal

---

<sup>51</sup> Traduction libre. Entrevue avec Alejo Vargas (Gouvernement colombien) réalisée à Bogotá D.C., le 11 octobre 2004.

<sup>52</sup> Savimbi était, parmi tant d'autres choses, un chef militaire, mais ce n'était pas sa force, car dans les années 1960, il était plutôt un des dirigeants politiques anticoloniaux. Entrevue réalisée avec Expert no. 1 (Angola), réalisée à Pretoria, le 2 septembre 2005.

<sup>53</sup> Par rapport à cet épisode, Almendariz indique: «Certains d'entre nous ont participé aux "corrections électorales" des années 1970. On nous a envoyés changer des bulletins de vote [...] Nous avons aidé à donner le pouvoir à ceux à qui on l'avait nié [...] En bref, nous avons dit à Ungo, Zamora et à tous ceux du FDR: "Vous dites que vous pouvez mieux gouverner, voilà, nous vous offrons le gouvernement pour vous permettre de conduire le pays"», Traduction libre. Entrevue avec le colonel José Antonio Almendariz, réalisée à San Salvador, le 22 novembre 2004.

électoral salvadorien<sup>54</sup>. À la lumière de l'analyse des élections de 1994, les experts s'entendent pour indiquer que le système électoral dans ce pays était «... anything but “user friendly”», ce qui explique les problèmes qui ont fait obstacle à l'inscription des électeurs<sup>55</sup>. Notons toutefois que ces limites sont principalement d'ordre technique et représentent des enjeux moins sensibles à ceux auxquels doit faire face l'organisme électoral mozambicain. D'un point de vue théorique, soulignons que le principe d'incertitude *ex-ante* des résultats électoraux<sup>56</sup> suppose l'existence d'une entité crédible et impartiale capable de garantir l'honnêteté des résultats électoraux<sup>57</sup>. Rappelons-le, la démocratie garantit une «certitude normale», mais en même temps, elle institutionnalise une «incertitude normale» propre aux démocraties<sup>58</sup>. La question de l'impartialité des organismes électoraux est d'autant plus importante dans les transitions à partir de conflits armés, où «Issues relating to impartiality and independence, efficiency, professionalism, and transparency are particularly important in the context of suspicion and mistrust<sup>59</sup>...» Peut-on relier cette discussion au débat à propos de l'imputabilité des dirigeants?

Cinquièmement, et en réponse à la question précédente, soulignons que si les politiciens sont vulnérables aux conséquences de leurs choix politiques (le risque étant de perdre l'élection), la compétition électorale les incite à faire des

<sup>54</sup> Boutros Boutros-Ghali. 1995 *Informe del Secretario General sobre la Misión de Observadores de Naciones Unidas en El Salvador*. City: Consejo de Seguridad, Organisation des Nations Boutros Boutros-Ghali. 1995. *Informe del Secretario General sobre la Misión de Observadores de Naciones Unidas en El Salvador*. New York: Organisation des Nations Unies.

<sup>55</sup> Eguizábal. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace», 187; Leonard Wantchekon. 1999. «Strategic Voting in Conditions of Political Instability. The 1994 Elections in El Salvador». *Comparative Political Studies* 32 (no 7), 814.

<sup>56</sup> Susan C. Stokes. 1999. «What Do Policy Switches Tell Us about Democracy?». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 100. Voir aussi: José Antonio Cheibub et Adam Przeworski. 1999. «Democracy, Elections, and Accountability for Economic Outcomes». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 230.

<sup>57</sup> «Institutional Design and Accountability in Latin America». Communication, Latin American Studies Association, Miami, 16 au 18 mars (texte photocopie), 3.

<sup>58</sup> Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter. 1988. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*. Buenos Aires, Barcelona et México D.F.: Editorial Paidós, 108.

<sup>59</sup> Terrence Lyons. 2002. «The Role of Postsettlement Elections». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild and E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 228.

choix en fonction de ce qui augmentera leurs chances de remporter les prochaines élections<sup>60</sup>. Le lien entre citoyens et dirigeants, basé sur les principes de contestation et de participation que Dahl associe aux régimes polyarchiques<sup>61</sup>, incite donc les dirigeants à prendre en considération les intérêts de la majorité au moment de la prise de décisions. En effet, l'impartialité des mécanismes électoraux favorise l'imputabilité des dirigeants; «electoral institutions are employed not only to choose good public officials, but as a mechanism to hold incumbents accountable for their public, and, in these ways, they make policies more or less responsive to public wishes<sup>62</sup>».

Enfin, sixièmement, notre intérêt pour les institutions et pour la crédibilité et la légitimité en tant que ressources politiques nous a amené à laisser de côté d'autres facteurs qui peuvent servir de contraintes aux choix des acteurs, ou qui peuvent faire varier les coûts et bénéfices de certaines actions. Des auteurs comme Smulovitz et Peruzzotti, par exemple, indiquent qu'il existe un autre mécanisme d'imputabilité verticale des dirigeants – l'imputabilité sociale (à travers les médias et la mobilisation sociale, entre autres) –, qui peut activer les contraintes institutionnelles<sup>63</sup>. En d'autres mots, puisque l'action collective des organisations sociales peut légitimer ou délégitimer des choix stratégiques, il devient intéressant d'explorer le rôle de ces acteurs dans les choix des élites.

Ce décompte est loin d'être exhaustif, mais il démontre clairement que le modèle ici proposé pave la voie à toute une série d'analyses qui contribueront à améliorer nos connaissances sur les trajectoires de pacification. Mais attention, il ne faudra pas oublier une des bases de notre étude: dans un contexte de conflit armé interne, les institutions font défaut et les rapports de force déterminent le

---

<sup>60</sup> José María Maraval. 1999. «Accountability and Manipulation». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 155.

<sup>61</sup> Robert A. Dahl. 1971. *Polyarchy. Participation and Opposition*. New Haven et Londres: Yale University Press, 20-21.

<sup>62</sup> John Ferejohn. 1999. «Accountability and Authority: Toward a Theory of Political Accountability». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 131.

<sup>63</sup> Catalina Smulovitz et Enrique Peruzzotti. 2000. «Societal Accountability in Latin America». *Journal of Democracy* 11 (no 4), 150.

possible et l'impossible en termes de réformes institutionnelles. Il est relativement simple d'affirmer que l'organisme électoral mozambicain doit être réformé. Or, en pratique, indique un expert de ce pays, et

dans l'état politique dans lequel nous sommes, je pense qu'il serait impossible de créer une entité électorale non partisane, c'est-à-dire sans la représentation d'aucun parti politique. Les probabilités réelles qu'on puisse le faire sont minimales. [...] Si l'impartialité absolue n'est pas possible, je pense que la neutralité, qui provient du consensus entre les principaux acteurs, est une bonne solution. Ce qui s'est passé au cours des élections de 1999 et 2004, c'est que les présidents [de la Commission nationale électorale] n'ont pas favorisé les solutions de consensus<sup>64</sup>.

##### **5. Les études sur l'avenir de l'Angola, de la Colombie, du Salvador et du Mozambique**

Au Salvador, des dirigeants du FMLN indiquent que le changement n'est pas une révolution, «... au sens de la substitution d'un pouvoir par un autre. Il y a des réformes démocratiques de première génération fondamentales. [...] Ces réformes sont paralysées et il existe aujourd'hui une tendance à un retour vers l'autoritarisme sous une nouvelle forme<sup>65</sup>.» Il s'agit d'enjeux «classiques» des processus de démocratisation de la troisième vague<sup>66</sup>. En d'autres termes, bien que le point de départ du processus transitionnel au Salvador – un contexte de conflit armé -, diffère d'autres pays, son point d'arrivée est similaire à celui d'autres transitions. La comparaison avec d'autres processus de transition vers la démocratie permettrait donc de voir dans quelle mesure le conflit armé interne, et l'intervention internationale, ont favorisé ce processus vis-à-vis de l'expérience d'autres pays.

Le Mozambique, pour sa part, est un pays très dépendant de l'aide financière externe. Pendant la décennie 1990, le service de la dette a représenté environ la moitié du budget public annuel. Malgré les restructurations, le pays

<sup>64</sup> Traduction libre. Entrevue avec l'expert no 3 (politique mozambicaine), réalisée à Maputo, le 29 août 2005.

<sup>65</sup> Traduction libre. Entrevue avec Gerson Martínez (FMLN), réalisée à San Salvador, le 24 novembre 2004.

<sup>66</sup> Pour un aperçu du débat concernant la «consolidation», voir: Andreas Schedler. 2001. «Comment observer la consolidation démocratique?». *Revue Internationale de Politique Comparée* 8 2: Pour une critique du concept, voir: David G. Becker. 1999. «Latin America: Beyond "Democratic Consolidation"». *Journal of Democracy* 10 (no 2).

continuait à payer en 2004 environ 1,4 million de dollars par jour en intérêts<sup>67</sup>. Avec un tel degré de dépendance, qui conditionne tout projet de renforcement de l'État à la coopération externe, en prenant en considération le fait que la société civile est en concurrence pour obtenir ces ressources, et en rappelant l'idée qu'une des sources de la démocratisation est la «conditionnalité externe», il faut se demander pourquoi la transition vers la démocratie bloque dans ce pays? L'étude des intérêts de la «communauté internationale» au Mozambique est vitale pour tenter d'élucider cette question.

En Colombie, avons-nous vu en introduction, le conflit le plus long de l'Amérique latine se déroule encore sous nos yeux en 2007. Les FARC-EP, rappelons-le, ont été créées par des paysans qui cherchaient à se protéger des attaques lancées par l'armée colombienne et les milices du Parti Conservateur au début des années 1960. La caractéristique principale des zones de colonisation dans ce pays est la précarité des titres de propriété, la facilité avec laquelle on peut utiliser l'intimidation et l'assassinat pour forcer la vente de terres et l'absence ou l'inefficacité des institutions nationales chargées d'administrer la justice et de prévenir le crime. La présence des guérillas dans ces zones, ce que l'on nomme la «colonisation armée», est le résultat de l'incapacité de l'État de protéger la propriété privée<sup>68</sup>.

Étant donné que les guérillas ont implanté des organisations paraétatiques, il est raisonnable de supposer que «... peace probably cannot be achieved without first strengthening the state, at least its legal functions and its ability to provide basic public services<sup>69</sup>». Le même argument est applicable au processus de démocratisation, pas parce que le régime colombien n'est pas, sur le plan national, «démocratique», mais parce que des enclaves autoritaires subsistent en raison de l'incapacité de l'État de faire respecter les institutions sur tout le territoire national. Ce que plusieurs experts nomment les «affinités politiques» entre le

<sup>67</sup> Costy. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997», 172.

<sup>68</sup> Malcolm Deas et Fernando Gaitán-Daza. 1995. *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*. Santafé de Bogotá FONADE, Departamento Nacional de Planeación, et Tercer Mundo Editores, 250.

<sup>69</sup> Lawrence Boudon. 1996. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process». *Journal of Latin American Studies* 28, 280.

président Alvaro Uribe (2002-...) et des groupes paramilitaires ont fait déclarer au candidat présidentiel du Parti Libéral des élections de 2002, que «... les paramilitaires font du prosélytisme armé en faveur d'Uribe», en faisant référence à l'interdiction illégale de faire de la publicité électorale dans certaines zones du pays<sup>70</sup>. Le lien entre les intérêts privés (et les institutions informelles) et les choix des élites politiques (et les institutions formelles) mérite donc d'être étudié plus en profondeur.

En termes de résolution de conflits, toutefois, c'est la comparaison du cas colombien avec l'Angola qui demeure parmi les plus prometteuses. En fait, les obstacles à la résolution de conflits en Angola pendant les années 1990, ainsi que la prolongation du conflit armé colombien, nous invitent à étudier comment la rupture d'un processus de paix peut contraindre les probabilités qu'un accord de paix soit signé et respecté à l'avenir. En ce qui concerne l'Angola, Ali, Matthews et Spears indiquent que «The manner in which previous peacebuilding experience informed subsequent decisions on what actions to take to protect themselves during the second transition process suggests that any advantage Angola may have had in terms of a second opportunity for peace was at the very least illusory<sup>71</sup>.»

Entre-temps, et en faisant référence à la Colombie, Borrero indique que «... l'héritage du processus [de paix de 1998-2002] est lourd; aucun gouvernement colombien n'acceptera les conditions de démilitarisation [pour déclencher un dialogue] qui ont été octroyées [dans le passé]<sup>72</sup>». Comment, en cas de négociation avec les FARC-EP et l'ELN, et en supposant que le gouvernement maintienne le cessez-le-feu comme préalable aux négociations, pourrait-on

---

<sup>70</sup> Traduction libre. Mauricio Romero. 2003. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*. Bogotá D.C.: Instituto de Estudios Políticos y de Relaciones Internacionales, 76, 150.

<sup>71</sup> Taisier M. Ali, Robert O. Matthews et Ian Spears. 2004. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, Londres: University of Toronto Press Incorporate, 296.

<sup>72</sup> Traduction libre. Entrevue avec Armando Borrero (Gouvernement colombien), réalisée à Bogotá D.C, le 11 octobre 2004.

entretenir une armée révolutionnaire de plusieurs milliers de combattants pendant la durée du processus? « Voilà un grave problème », indique Carlos Lozano, du Parti communiste colombien. En fait, une telle situation devra très probablement être résolue avec l'aide internationale. Tant et aussi longtemps qu'il n'y a pas des réponses à ce type de questions, la guérilla continuera à faire des enlèvements, à charger des impôts de guerre et à toucher aux cultures illicites, ce qui ne fera que compliquer la situation<sup>73</sup>. Un regard plus attentif de l'expérience angolaise à partir de 1995 pourra donc aider les tierces parties colombiennes à mieux comprendre comment les échecs de processus de paix passés peuvent influencer l'avenir en matière de résolution pacifique de conflits. Il s'agit ici d'un thème non seulement captivant, mais aussi pertinent, pour tous ceux qui veulent comprendre les obstacles à la paix, les déraillements des trajectoires de pacification et l'émergence de la paix soutenable.

---

<sup>73</sup> Traduction libre. Entrevue avec Carlos Lozano (Parti Communiste colombien), réalisée à Bogotá, D.C., le 29 octobre 2004.

## Bibliographie

- Acevedo, Carlos. 1988. «Crónica del debate nacional». *Estudios Centroamericanos* XLIII (no 478-479): 767-779.
- \_\_\_\_\_. 1989. «La propuesta de paz más viable del FMLN». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 483-484): 53-77.
- \_\_\_\_\_. 1991. «Los alcances de la ronda de México». *Estudios Centroamericanos* XLVI (no 511): 409-429.
- Alao, Abiodun et Funny Olonisakin. 2000. «Economic Fragility and Political Fluidity: Explaining Natural Resources and Conflicts». *International Peacekeeping* 7, no 4 (hiver): 23-36.
- Alen, Chris. *Making Old Soldier Fade Away: Lessons from the Reintegration of Demobilised Soldiers in Mozambique*. En ligne. <<http://www.jha.ac/articles/al12.htm>> (page consultée le 17 juillet 2005).
- Ali, Taisier M. et Robert O. Matthews. 2004a. «Introduction». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 3-15.
- \_\_\_\_\_. 2004b. «Conclusion: The Long and Difficult Road to Peace». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 393-425.
- Ali, Taisier M., Robert O. Matthews et Ian Spears. 2004. «Failures of Peacebuilding: Sudan (1972-1983) and Angola (1991-1998)». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, Londres: University of Toronto Press Incorporated, 282-311.
- Andino Martínez, Carlos. 1982. «El estamento militar salvadoreño redefinido». *Estudios Centroamericanos* XXXVII (no 403-404): 421-437.
- Angola. Governo da República Popular de Angola et União Nacional para a Independência Total de Angola. 1991. *Acordos de paz de Angola*. En ligne. <<http://www.incore.ulst.ac.uk/services/cds/agreements/pdf/ang1.pdf>> (page consultée le 8 juin 2007).
- \_\_\_\_\_. 1994. *Protocolo de Lusaka*. En ligne. <[http://www.usip.org/library/pa/angola/lusaka\\_11151994.html](http://www.usip.org/library/pa/angola/lusaka_11151994.html)> (page consultée le 8 juin 2007).
- Anstee, Margaret Joan. 1996. *Orphan of the Cold War. The Inside Story of the Collapse of the Angolan Peace Process, 1992-93*. Houndmills, Basingstoke, et Hampshire: MacMillan Press Ltd.
- Alianza Republicana Nacionalista. 1984a. *Plataforma política de ARENA*. San Salvador: Alianza Republicana Nacionalista (ARENA).
- \_\_\_\_\_. 1984b. *Alianza Republicana Nacionalista. Ante la ilegalidad y nulidad del escrutinio presidencial*. San Salvador: Alianza Republicana Nacionalista (ARENA).
- \_\_\_\_\_. 1984c. *Posición de ARENA ante las ofertas presidenciales*. San Salvador: Alianza Republicana Nacionalista (ARENA).



- Armon, Jeremy, Dylan Hendrickson et Alex Vines. 1998. «Preface». Dans Jeremy Armon, Dylan Hendrickson et Alex Vines (dir.), *The Mozambican peace process in perspective*. En ligne. <<http://www.c-r.org/accord/moz/accord3/preface.shtml>> (page consultée le 18 juillet 2005).
- Armon, Cynthia. 1988. «The Reagan Administration, Congress, and Central America: The Search for Consensus». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 35-58.
- Associated France Press. 1997. «Angola begins new era of power-sharing». Johannesburg: *The Star* (11 avril).
- Atehortúa Cruz, Adolfo León. 1999. «Colombie: la place des militaires dans le conflit armé». *Problèmes de l'Amérique latine* 34: 75-87.
- Ballentine, Karen. 2003. «Beyond Greed and Grievance: Reconsidering the Economic Dynamics of Armed Conflict». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflicts. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 259-283.
- Ballentine, Karen et Jake Sherman. 2003. «Introduction». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflicts. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 1-15.
- Barnes, Sam. 1997. *The Socio-Economic Reintegration of Demobilised Soldiers in Mozambique: The Soldiers' View*. Maputo: Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
- Barry, Deborah, Raúl Vergara et José Rodolfo Castro. 1988. «"Low Intensity Warfare": The Counterinsurgency Strategy for Central America». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 77-96.
- Battersby, John. 1992. «Victory isn't enough for Savimbi». Johannesburg: *The Weekly Mail* (du 23 au 29 avril 1993).
- Becker, David G. 1999. «Latin America: Beyond "Democratic Consolidation"». *Journal of Democracy* 10 (no 2): 138-151.
- Bejarano, Ana María. 2003. «Protracted Conflict, Multiple Protagonist, and Staggered Negotiations: Colombia 1982-2002». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56): 223-247.
- Bejarano, Jesús Antonio. 1995. *Una agenda para la paz*. Santafé de Bogotá: Tercer Mundo.
- Bellamy, Alex J., Paul Williams et Stuart Griffin. 2004. *Understanding Peacekeeping*. Cambridge: Polity Press.
- Berdal, Mats. 2001. «Lessons Not Learned: The Use of Force in "Peace Operations" in the 1990s». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 55-74.
- Berdal, Mats et David Keen. 1997. «Violence and Economic Agendas in Civil Wars: Some Policy Implications». *Journal of International Studies* 26 (no 3): 795-818.

- Borda Medina, Ernesto. 2003. «El conflicto armado interno y el proceso de paz de Colombia 1998-2002». Dans dir., *El conflicto armado interno y el proceso de paz de Colombia 1998-2002*. Bogotá D.C.: Comisión de Conciliación Nacional, Konrad Adenauer Stiftung.
- Borges Coelho, João Paulo et Alex Vines. 1995. *Demobilization and Re-Integration of Ex-Combatants in Mozambique*. Oxford: Refugee Studies Program, University of Oxford.
- Boudon, Lawrence. 1996. «Guerrillas and the State: The Role of the State in the Colombian Peace Process». *Journal of Latin American Studies* 28: 279-297.
- Boutros-Ghali, Boutros. 1992. *An Agenda for Peace. Preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping*. En ligne. <<http://www.un.org/Docs/SG/agpeace.html>> (page consultée le 4 mai 2006).
- \_\_\_\_\_. 1995. *Informe del Secretario General sobre la Misión de Observadores de Naciones Unidas en El Salvador*. New York: Organisation des Nations Unies.
- \_\_\_\_\_. 1996 «Informe del Secretario General sobre la situación de la aplicación de los Acuerdos de paz en El Salvador». New York: Organisation des nations unies.
- Boyce, James K. 1996. «El Salvador's Adjustment Toward Peace: An Introduction». Dans J. K. Boyce, dir., *Economic Policy for Building Peace. The Lessons of El Salvador*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 1-17.
- Brabant, Koenraad Van. 1999. *Sanctions: The Current Debate*. En ligne. <<http://www.odi.org.uk/hpn/newslet/acrobat/sancbibl.pdf>> (page consultée le 18 mai 2006).
- Brahimi, Lakhdar. 2000. *Report of the Panel on United Nations Peace Operations*. En ligne. <[http://www.un.org/peace/reports/peace\\_operations/report.htm](http://www.un.org/peace/reports/peace_operations/report.htm)> (page consultée le 28 avril 2005).
- Brinkman, Inge. 2003. «War, Witches and Traitors: Cases from the MPLA's Eastern Front in Angola (1966-1975)». *Journal of African History* 44: 303-325.
- Broderick, Walter Joe. 2005. «¿Revolución o revolcón?». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 99-122.
- Busumtwi-Sam, James. 1999. «Redefining 'security' after the Cold War: The OAU, the UN, and Conflict Management in Africa». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Civil Wars in Africa. Roots and Resolution*. Montreal, Kingston, Londres, et Itaca: McGill/Queen's University Press, 258-286.
- \_\_\_\_\_. 2002. «Sustainable Peace and Development in Africa». *Studies in Comparative International Development* 37 (no 3): 91-118.
- \_\_\_\_\_. 2004. «Development and Peacebuilding: Conceptual and Operational Deficits in International Assistance». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 315-353.
- Busumtwi-Sam, James, Alexander Costy et Bruce D. Jones. 2004. «Structural Deficits and Institutional Adaptations to Conflict and Peacebuilding in Africa». Dans T.

- M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 354-392.
- Call, Charles T. 2002. «Assessing El Salvador's Transition from Civil War to Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 383-420.
- \_\_\_\_\_. 2003. «Democratisation, War and State-Building: Constructing the Rule of Law in El Salvador». *Journal of Latin American Studies* 35, 827-862.
- Call, Charles T. et William Stanley. 2002. «Civilian Security». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 303-325.
- Campos, Tomás R. 1983. «La estrategia del F.M.L.N.-F.D.R. tras el proceso electoral de marzo de 1982». *Estudios Centroamericanos* XXXVIII (no 415-416): 479-490.
- Cardenal, Rodolfo. 1992a. «Los cien primeros días del Acuerdo de paz». *Estudios Centroamericanos* XLVII (no. 523-524): 441-460.
- \_\_\_\_\_. 1992b. «Las crisis del proceso de pacificación». *Estudios Centroamericanos* XLVII (no. 529-530): 963-981.
- Carey, John H. 2000. «Parchment, Equilibria and Institutions». *Comparative Political Studies. Special Issue: Comparative Politics in the Year 2000: Unity Within Diversity* 3 (no 6-7): 735-761.
- Castaño, Gabriel Murillo et Freddy Osorio Ramírez. 2007. «La Calidad de la Democracia Colombiana: Perspectivas y Limitaciones». *América Latina Hoy* 45: 47-68.
- Cater, Charles. 2002. «The Political Economy of War and Peace». New York: International Peace Academy.
- Centro Universitario de Documentación e Información. 1983. «La situación militar: balance y perspectiva un año después de las elecciones». *Estudios Centroamericanos* XXXVIII (no. 415-416): 421-438.
- Centro Universitario de Documentación e Investigación. 1990. «Análisis militar de la ofensiva de noviembre». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 495-496): 17-28.
- Centro de Intercambio y Solidaridad. 2004. *Election Observers: Final Report 2004*. En ligne. <[http://www.cis-elsalvador.org/election\\_observers\\_finalreport2004.htm](http://www.cis-elsalvador.org/election_observers_finalreport2004.htm)> (page consultée le 24 octobre 2007).
- Cerdas, Rodolfo. 1992. *El Desencanto Democrático. Crisis de Partidos y Transición Democrática en Centroamérica y Panamá*. San José (Costa Rica): Red Editorial Iberoamericana Centroamérica S.A.
- Chachiuva, Martinho. 2000. *Internal Security in Mozambique: Concerns versus Policies*. En ligne. <<http://www.iss.co.za/Pubs/ASR/9No1/%20SecurityMozambique.html>> (page consultée le 17 juillet 2005).
- Cheibub, José Antonio et Adam Przeworski. 1999. «Democracy, Elections, and Accountability for Economic Outcomes». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 222-250.

- Chinchilla, Fernando A. 2007. «Inclusion, Exclusion, and Fragmented Peace: Disarmament, Demobilization, and Reintegration Processes in Colombia». *CCHS Human Security Fellowship Policy Brief*. Vancouver: Liu Institute of Global Issues, Université de la Colombie-Britannique. En ligne.  
[http://www.humansecurity.info/sites/cchs/files/pdfs/Fellow%20Papers/Policy\\_brief/Chinchilla\\_Policy\\_Brief.pdf](http://www.humansecurity.info/sites/cchs/files/pdfs/Fellow%20Papers/Policy_brief/Chinchilla_Policy_Brief.pdf)
- Clark, Robert P. 1995. «Negotiations for Basque Self-Determination in Spain». Dans I. W. Zartman, dir., *Negotiations for Basque Self-Determination in Spain*. Washington D.C.: Brookings Institution, 59-76.
- Collier, David et Steven Levitsky. 1997. «Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research». *World Politics* 49 (avril): 430-451.
- Collier, Paul. 2000. «Doing Well out of War: An Economic Perspective». Dans M. Berdal et D. M. Malone, dir., *Greed and Grievance. Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 91-111.
- Collier, Paul et Anke Hoeffler. 1998 «On Economic Causes of Civil War» (Oxford Economic Papers). Oxford University, 563-573.
- Comisión de la Verdad. 1993. «De la locura a la esperanza. La guerra de doce años en El Salvador. Informe de la Comisión de la Verdad para El Salvador». *Estudios Centroamericanos* XLVIII 5 (no 533): 155-326.
- Colombie. Gobierno de la República de Colombia. 1986a. *Una política de Cambio para la Reconciliación, la Normalización, y la Rehabilitación*. Santafé de Bogotá: Gobierno de la República de Colombia.
- \_\_\_\_\_. 1986b. *Las FARC rompieron el cese al fuego en el Caquetá*. Santafé de Bogotá: Gobierno de la República de Colombia.
- Colombie. Gobierno de la República de Colombia, Partido Liberal, M-19 et Iglesia Católica. 2003. «Acuerdo político entre le Gobierno Nacional, los partidos políticos, el M-19, y la Iglesia Católica en calidad de tutora moral y espiritual del proceso». Dans M. Medina et E. Sanchez, dir., *Tiempos de paz. Acuerdos en Colombia 1902-1994*. Bogotá D.C.: Alcaldía Mayor de Bogotá D.C., Instituto Distrital Cultura y Turismo, 397-401.
- Conferencia Permanente de Partidos de América Latina. 1980. «Conferencia sobre Democratización en América Latina. El Caso de El Salvador: Declaración Final». *Bolentín informativo* 4 (no 1): 15-17.
- Córdova Macías, Ricardo. 1999. *El Salvador: reforma militar y relaciones cívico-militares*. San Salvador: Fundación Dr. Guillermo Manuel Ungo, (FUNDAUNGO).
- Corporación Observatorio para la Paz. 2001. *Las verdaderas intenciones de los paramilitares*. Bogotá D.C.: Círculo de Lectores S.A., Intermedio Editores.
- Costa, Gino. 1999. *La Policía Nacional Civil de El Salvador*. San Salvador: UCA Editores.
- Costy, Alexander. 2004. «The Peace Dividend in Mozambique, 1987-1997». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 142-182.

- Cristiani, Alfredo. 1991a. *Mensaje Presidencial*. San Salvador: Gobierno de la República de El Salvador (9 avril).
- \_\_\_\_\_ 1991b. *Mensaje Presidencial*. San Salvador: Gobierno de la República de El Salvador (30 avril).
- Cubides, Fernando. 1999. «Colombie: la violence des paramilitaires». *Problèmes d'Amérique latine* 34 (juillet-septembre): 61-74.
- Cuellar, Bejamín. 2005. «Presentación». Seminaire *Víctimas y Justicia*, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San Salvador (El Salvador), 10 au 12 novembre (notes personnelles).
- Dahl, Robert A. 1971. *Polyarchy. Participation and Opposition*. New Haven et Londres: Yale University Press.
- Deas, Malcolm. 1986. «The Colombian Peace Process, 1982-5, and its Implications for Central America». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 91-110.
- Deas, Malcolm et Fernando Gaitán Daza. 1995. *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*. Santafé de Bogotá FONADE, Departamento Nacional de Planeación et Tercer Mundo Editores.
- Diehl, Paul F. 2001. «Forks in the Road: Theoretical and Policy Concerns for 21st Century Peacekeeping». Dans P. Diehl, dir., *The Politics of Global Governance: International Organization in an Interdependent World*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 202-228.
- Downs, George et Stephen J. Stedman. 2002. «Evaluation Issues in Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 33-59.
- Doyle, Michael W. et Nicholas Sambanis. 2000. «International Peacebuilding: A Theoretical and Qualitative Analysis». *American Political Science Review* 94 (no 4): 779-801.
- Duarte, José Napoleón. 1995. *Diálogo 1980-1989. Extractos de los discursos sobre el diálogo y el proceso de paz en El Salvador*. San Salvador: Fundación José Napoleón Duarte.
- Ducatenzeiler, Graciela et Fernando A. Chinchilla. 2001. «Pactos de Paz: Proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala». *Revista de Ciencias Sociales* 12 (octobre): 145-182.
- Dudley, Ryan et Ross A. Miller. 1998. «Group Rebellion in the 1980s». *Journal of Conflict Resolution* 42 (no 1): 77-96.
- Dunn, John. 1999. «Situating Democratic Political Accountability». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 329-344.
- Durch, William J. 1993. «Introduction». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin Press, 1-14.

- Edmonds, Martin. 1972. «Civil War, Internal War, and Intrasocietal Conflict. A Taxonomy and Typology». Dans R. Higham, dir., *Civil Wars in the Twentieth Century*. Lexington: The University Press of Kentucky, 11-26.
- Eguizábal, Cristina. 1995. «Regional Leadership and Universal Implementation in El Salvador's Quest for Peace». Dans T. G. Weiss, dir., *The United Nations and Civil Wars*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 173-190.
- Eisenstadt, Todd et Daniel García. 1995. «Colombia: Negotiations in a Shifting Pattern of Insurgency». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 265-298.
- Eizenstat, Stuart E., John Edward Porter et Jeremy M. Weinstein. 2005. «Rebuilding Weak States». *Foreign Affairs* 84 (no 1): 134-146.
- Ejército secreto anticomunista. 1983a. *Comunicado del ESA*. San Salvador: Ejército secreto anti-comunista.
- \_\_\_\_\_. 1983b. «Comunicado del ESA, anunciando medidas politico-militares contra el dialogo». San Salvador: Ejército secreto anti-comunista.
- El Salvador. Gobierno de la República de El Salvador. 1983. *Constitución de la República de El Salvador*.  
En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Constitutions/ElSal/ElSal83.html>> (page consultée le 6 août 2007).
- El Salvador. Gobierno de la República de El Salvador et FMLN. 1992a. «Acuerdos de Ginebra». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 1-6.
- \_\_\_\_\_. 1992b. «Acuerdos de Caracas». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 4-6.
- \_\_\_\_\_. 1992c. «Acuerdo de San José sobre Derechos Humanos». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 7-12.
- \_\_\_\_\_. 1992d. «Acuerdos de México». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 13-19.
- \_\_\_\_\_. 1992e. «Acuerdo de Nueva York». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 34-44.
- \_\_\_\_\_. 1992f. «Acuerdo de paz de El Salvador (firmado en Chapultepec)». Dans *Los Acuerdos de Paz*. San Salvador: Editorial Arcoiris, 48-126.
- Elbadawi, Ibrahim et Nicholas Sambanis. 2002. «How Much War Will We See? Explaining the Prevalence of Civil War». *The Journal of Conflict Resolution* 46 (no 3): 307-334.
- Ellacuría, Ignacio. 1985. «FMLN, el límite insuperable». *Estudios Centroamericanos* XL (no 446): 890-897.
- \_\_\_\_\_. 1987. «Nueva propuesta de diálogo del FMLN-FDR: los 18 puntos». *Estudios Centroamericanos* XLII (no 465): 435-447.
- \_\_\_\_\_. 1988. «Los partidos políticos y la finalización de la guerra». *Estudios Centroamericanos* XLIII (no 481-482): 1037-1051.
- Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia. 1986. *Memorando del Estado Mayor de las FARC para el señor Presidente Dr. Virgilio Barco*. Montañas de Colombia: Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia.

- Fearon, James D. 1994. «Ethnic War as a Commitment Problem». Communication, American Political Science Association, New York, 2 au 5 septembre (texte photocopié).
- \_\_\_\_\_. 1995. «Rationalist Explanations for War». *International Organization* 49 (no 3): 379-414.
- Fearon, James D. et David D. Laitin. 2003. «Ethnicity, Insurgency, and Civil War». *American Political Science Review* 97 (no 1): 75-90.
- Ferejohn, John. 1999. «Accountability and Authority: Toward a Theory of Political Accountability». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 131-153.
- Ferreira, Manuel Ennes. 1995. «La reconversion économique de la nomenclatura pétrolière». *Politique Africaine* 57: 11-26.
- Ferro Medina, Juan Guillermo et Graciela Uribe Ramón. 2002. *El orden de la guerra. Las FARC-EP entre la organización y la política*. Bogotá D.C.: Centro Editorial Javeriano (CEJA), Pontificia Universidad Javeriana.
- Fituni, Leonid L. 1995. «The Collapse of the Socialist State: Angola and the Soviet Union». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 143-156.
- Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional. 1981. *Propuesta de Mediación Internacional*. Montañas de El Salvador: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.
- \_\_\_\_\_. 1991. *Boletín de la comisión negociadora del FMLN*. Mexique: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.
- Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario. 1981. *Propuesta de paz del FMLN presentada ante la XI Asamblea General de la OEA*. Montañas de El Salvador: Comisión Política Diplomática del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional – Frente Democrático Revolucionario.
- \_\_\_\_\_. 1983. *El FMLN-FDR propone cinco puntos para una solución política*. Montañas de El Salvador: Comando General del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité Ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.
- \_\_\_\_\_. 1984a. *El FDR-FMLN ante las elecciones de 1984*. Montañas de El Salvador: Comandancia general del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.
- \_\_\_\_\_. 1984b. *Posición del FMLN-FDR ante el nuevo gobierno*. Montañas de El Salvador: Comandancia general del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.
- \_\_\_\_\_. 1984c. *Declaración del FMLN-FDR en relación a la oferta del presidente José Napoleón Duarte*. Montañas de El Salvador: Comandancia General del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité Ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.

- \_\_\_\_\_. 1986. *Declaración del FDR-FMLN por el diálogo nacional para poner fin al conflicto*. Montañas de El Salvador: Comandancia General del Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional et Comité Ejecutivo Comité ejecutivo del Frente Democrático Revolucionario.
- Fortna, Virginia Page. 1993. «United Nations Angola Verification Mission II». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 388-405.
- Fred Mensah, Ben K. 2004. «Social Capital Building as Capacity for Postconflict Development: the UNDP in Mozambique and Rwanda». *Global Governance* 10: 437-457.
- Frente de Libertação de Moçambique. 1983a. *FRELIMO Party Programme and Statutes (IV Congress)*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique.
- \_\_\_\_\_. 1983b. *Out of Underdevelopment to Socialism (IV Congress)*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique.
- \_\_\_\_\_. 1984. *Pela Paz. Acordo Nkomati*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique.
- \_\_\_\_\_. 1987. *The Roots of Armed Banditry*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique.
- \_\_\_\_\_. 1989. *FRELIMO's 5TH Congress (Documents 1): Statutes and Programme*. Maputo: Frente de Libertação de Moçambique.
- Frühling, Hugo. 1998. «Judicial Reform and Democratization in Latin America». Dans F. Agüero et J. Stark, dir., *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America*. Boulder: The North-South Center Press at the University of Miami, 237-262.
- Fuerzas Armadas de El Salvador. 1980. *Comunicado de la FA dando a conocer la lista de "enemigos de la patria"*. San Salvador: La Prensa Gráfica (30 mars 1981).
- Gallego, Carlos Medina. 1996. *ELN: una historia contada a dos voces. Entrevista con "el cura" Manuel Pérez y Nicolás Rodríguez Bautista, "Gabino"*. Santafé de Bogotá: Rodríguez Quito Editores.
- García Durán, Mauricio. 1992. *De la Uribe a Tlaxcala: Procesos de Paz*. Santafé de Bogotá: Centro de Investigación y Educación Superior (CINEP).
- Garibay, David. 2004. «Salvador, les déficits du renouvellement. Le FMLN et les élections de 2003 et 2004». *Problèmes d'Amérique latine* 54 (automne): 33-51.
- Gates, Scott. 2002. «Recruitment and Allegiance. The Microfoundations of Rebellion». *The Journal of Conflict Resolution* 46 (no 1): 111-130.
- Gibb, Tom et Frank Smyth. 1990. «¿Es posible la paz en El Salvador? Un informe sobre las perspectivas para las negociaciones y la política de Estados Unidos». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 498-499): 245-277.
- Gibson, Edward L. 2006. «Boundary Control: Subnational Authoritarianism in Democratic Countries». Communication, Latin American Studies Association, San Juan (Puerto Rico), 15 au 18 mars (texte en format pdf).
- Gilpin, Robert. 2001. *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*. Princeton et Oxford: Princeton University Press.



- Gleditsch, Nils Petter et Håvard Hegre. 1997. «Peace and Democracy: Three Levels of Analysis». *Journal of Conflict Resolution* 41 (no 2): 283-310.
- Griffiths, Robert J. 1996. «Democratisation and civil-military relations in Namibia, South Africa, and Mozambique». *Third World Quarterly* 17 (no 3): 473-485.
- Guáqueta, Alexandra. 2003. «The Colombian Conflict: Political and Economic Dimensions». Dans K. Ballentine et J. Sherman, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 73-106.
- Gunn, Gillian. 1987. «The Angolan Economy: A History of Contradictions». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 181-197.
- Gunnarsson, Agneta, Roberto Rubio Fabián, Lilian Sala et Anna Tibblin. 2004. *La cooperación sueca con El Salvador, 1979-2001. Una relación un poco más allá*. Estocolme: Agence suédoise pour le développement international (ASDI).
- Gurr, Ted Robert. 2000. *Peoples Versus States. Minorities at Risk in the New Century*. Washington D.C.: United States Institute of Peace Press.
- Gurr, Ted Robert et Will H. Moore. 1997. «Ethnopolitical Rebellion: A Cross-Sectional Analysis of the 1980s with Risk Assessments for the 1990s». *American Journal of Political Science* 41 (no 4): 1079-1103.
- Hagopian, Frances. 1998. «Democracy and Political Representation in Latin America in the 1990s: Pause, Reorganization, or Decline?». Dans F. Agüero et J. Stark, dir., *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America*. Boulder: The North-South Center Press at the University of Miami, 99-143.
- Handal, Shafick Jorge, Fernán Cienfuegos, Salvador Cayetano Carpio et Joaquín Villalobos. 1980. *Comunicado del Frente "Farabundo Martí" para la Liberación Nacional*. Montañas de El Salvador: Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional.
- Hanlon, Joseph. 1993a. «Cease-fire holds, but election delay likely». *Mozambique peace process bulletin* 1. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-2.
- \_\_\_\_\_. 1993b. «Vital Peace Accord Committees not Working Yet». *Mozambique peace process bulletin* 2. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1.
- \_\_\_\_\_. 1993c. «Peace process restarts». *Mozambique peace process bulletin* 4. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1.
- \_\_\_\_\_. 1993d. «Fears grow over slow progress». *Mozambique peace process bulletin* 5. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-2.
- \_\_\_\_\_. 1993e. «Gloom descends on Maputo». *Mozambique peace process bulletin* 6. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1.
- \_\_\_\_\_. 1993f. «Half speed ahead». *Mozambique peace process bulletin* 8. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-10.
- \_\_\_\_\_. 1994a. «Strolling toward elections». *Mozambique peace process bulletin* 9. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-7.

- \_\_\_\_\_. 1994b. «Forced march to 27-28 Oct election». *Mozambique peace process bulletin* 10. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-6.
- \_\_\_\_\_. 1994c. «Soliders active; voters apathetic». *Mozambique peace process bulletin* 11. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-5.
- \_\_\_\_\_. 1995. «Local elections delayed». *Mozambique peace process bulletin* 16. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-11.
- \_\_\_\_\_. 1998. «Eleições autárquicas adiadas por 1 mês». *Boletim sobre o processo de paz em Moçambique* 20. Maputo: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-3.
- \_\_\_\_\_. 1999. «Election delay to May 2000?». *Mozambique peace process bulletin* 22. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-3.
- \_\_\_\_\_. 2000. «Chissano and Frelimo win; Supreme Court rejects Renamo protest». *Mozambique peace process bulletin* 24. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-10.
- \_\_\_\_\_. 2004. «Do donors promote corruption?: the case of Mozambique». *Third World Quarterly* 25 (no 4): 747-763.
- Hanlon, Joseph et Rachel Waterhouse. 1994a. «On the Angolan Road?». *Mozambique peace process bulletin* 12. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-10.
- \_\_\_\_\_. 1994b. «Sluggish start to campaign». *Mozambique peace process bulletin* 13. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa, (AWEPA): 1-8.
- \_\_\_\_\_. 1995. «Winner takes all». *Mozambique peace process bulletin* 14. Amsterdam: European Parliamentarians for Southern Africa (AWEPA): 1-11.
- Hare, Paul. 2000. «The Role of the Troika in Angola». Communication, Time for Renewed International Commitments to Peace in Angola, Maputo, 19 au 20 juin (texte photocopié).
- Harnecker, Marta. 1989. «La propuesta del FMLN: un desafío a la estrategia contrainsurgente (entrevue à Joaquin Villalobos, réalisée le 25 février 1989)». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 485): 211-228.
- Hartzell, Caroline A. 2002. «Peace in Stages: The Role of an Implementation Regime in Nicaragua». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 353-382.
- Hartzell, Caroline et Matthew Hoddie. 2003. «Institutionalizing Peace: Power Sharing and Post-Civil War Conflict Management». *American Journal of Political Science* 47 (no 2): 318-332.
- Hartzell, Caroline, Matthew Hoddie et Donald Rothchild. 2001. «Stabilizing the Peace After Civil War: An Investigation of Some Key Variables». *International Organization* 55 (no 1): 183-208.
- Henderson, Errol A. 1994. *Democracy and War: The End of an Illusion?* Boulder: Lynne Rienner Publishers.

- Hernández, Fernando. 2005. «La búsqueda del socialismo democrático». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 21-67.
- Hoddie, Matthew et Caroline Hartzell. 2003. «Civil War Settlements and the Implementation of Military Power-Sharing Arrangements». *Journal of Peace Research* 40 (no 3): 303-320.
- \_\_\_\_\_. 2005. «Power Sharing in Peace Settlements: Initiating the Transition from Civil War». Dans P. G. Röeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 83-106.
- Holiday, David et William Stanley. 1997. «En la mejor de las circunstancias: ONUSAL y los desafíos de la verificación y el fortalecimiento institucional en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* LII (no. 584): 549-573.
- Horowitz, Donald L. 1985. *Ethnic Groups in Conflict*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.
- Howe, Herbert et Marina Ottaway. 1987. «State Power Consolidation in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 43-65.
- Human Rights Watch. 2002. *The War is Over: The Crisis of Angola's Internally Displaced Continues. A Human Rights Watch Background Briefing Paper*. En ligne. <<http://hrw.org/backgrounder/africa/angola/2002/angola-idps.pdf>> (page consultée le 26 août 2007).
- Huntington, Samuel P. 1968. *Political Order in Changing Societies*. New Haven: Yale University Press.
- \_\_\_\_\_. 1991. *The Third Wave. Democratization in the Late Twentieth Century*. Norman et Londres: University of Oklahoma Press.
- Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas. 1992. «Los derechos humanos en los acuerdos de paz». *Estudios Centroamericanos* (no 519-520): 55-68
- Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas. 2002. *La agenda pendiente, diez años después (De la esperanza inicial a las responsabilidades compartida)*. San Salvador: Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas, FODEC/ACDI, ICCO, ASDI, DanChurch/Danida, PRODECA.
- Instituto de Investigaciones Económicas de la Universidad Centroamericana José Simeón Cañas. 1983. «Hacia una economía de guerra: El Salvador 1982-1983». *Estudios Centroamericanos* XXXVIII (no 415-416): 439-458.
- Jackson, Donald W. et J. Michael Dodson. 1999. «Protegiendo los Derechos Humanos: la legitimidad de las reformas del Sistema Judicial en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* LIV (no 606): 320-335.
- Jenne, Erin K., Stephen M. Saideman et Will Lowe. 2007. «Separatism as a Bargaining Posture: The Role of Leverage in Minority Radicalization». *Journal of Peace Research* 44 (no 5): 539-558.

- Jinadu, L. Adele. 1987. «Soviet Influence on Afro-Marxist Regimes: Ethiopia and Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 225-256.
- Johnson, Juliet. 2002. «In Pursuit of a Prosperous International System». Dans P. J. Schraeder, dir., *Exporting Democracy. Rethoric vs. Reality*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 31-51.
- Kaldor, Mary. 1999. *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*. Cambridge: Polity Press.
- Kalyvas, Stathis N. 2001. «'New' and 'Old' Civil Wars. A Valid Distinction?». *World Politics* 54: 99-118.
- Karl, Terry L. 1986. «Democracy by Design: The Christian Democratic Party in El Salvador». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 195-217.
- \_\_\_\_\_. 1988. «Exporting Democracy: The Unanticipated Effects of U.S. Electoral Policy in El Salvador». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 173-191.
- \_\_\_\_\_. 1990. «Dilemmas of Democratization in Latin America». *Comparative Politics* 23 (no 1): 1-9.
- \_\_\_\_\_. 1992. «El Salvador's Negotiated Revolution». *Foreign Affairs* 71 (no 2): 147-164.
- Karl, Terry L. et Philippe C. Schmitter. 1991. «Modes of Transition in Latin America. Southern and Eastern Europe». *International Social Science Review* (mai): 269-284.
- Kaufmann, Chaim. 1996. «Possible and Impossible Solutions to Ethnic Civil Wars». *International Security* 20 (no 4): 22-32.
- Kaye, Mike. 1997. «The Role of Truth Commissions in the Search for Justice, Reconciliation and Democratisation: the Salvadorean and Honduran cases». *Journal of Latin American Studies* 29: 693-716.
- Keen, David. 2000. «Incentives and Disincentives for Violence». Dans M. Berdal et D. M. Malone, dir., *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 19-41.
- \_\_\_\_\_. 2001. «War and Peace: What's the Difference?». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 1-22.
- Keller, Edmond J. 1987. «Afro-Marxist Regimes». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 1-21.
- Kingma, Kees. 1997. «Demobilization of combatants after civil wars in Africa and the reintegration into civilian life». *Policy Sciences* 33: 151-165.
- Khun, Thomas S. 1970. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion.

- Knight, Jack. 1992. *Institutions and Social Conflict*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Knight, W. Andy. 2003. «Evaluating recent trends in peacebuilding research». *International Relations of the Asia-Pacific* 3: 241-264.
- Knight, Mark et Alpaslan Özerdem. 2004. «Guns, Camps and Cash: Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from War to Peace». *Journal of Peace Research* 41 (no 4): 499-516.
- Knudsen, Christine M. et I. William Zartman. 1995. «The Large Small War in Angola». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 541 (no 1): 130-143.
- Krain, Mark et Marissa Edson Myers. 1997. «Democracy and Civil War: a Note on the Democratic Peace Proposition». *International Interactions* 23 (no 1): 109-118.
- Kritz, Neil J. 1996. «The Rule of Law in the Postconflict Phase». Dans C. A. Crocker, F. O. Hampson et P. Aall, dir., *Managing Global Chaos*. Washington: United States Institute of Peace, 587-606.
- Kumar, Krishna. 1998. «After the Elections: Consequences for Democratization». Dans K. Kumar, dir., *Postconflict Elections, Democratization and International Assistance*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 215-217.
- Kumar, Radha. 1997. «The Troubled History of Partition». *Foreign Affairs* 76 (no 1): 22-33.
- Ladrón de Guevara, Andrés Davila. 2002. *Democracia Pactada: El Frente Nacional y el Proceso Constituyente de 1991*. Bogotá D.C.: Alfaomega-Ceso-UNIANDES-Departamento de Ciencia Política.
- Lake, David A. et Donald Rothchild. 1996. «Containing Fear. The Origins and Management of Ethnic Conflict». *International Security* 21 (no 2): 41-75.
- \_\_\_\_\_. 2005. «Territorial Decentralization and Civil War Settlements». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 109-132.
- Lara, Patricia. 2006. *Siembra vientos y recogerás tempestades. La historia del M-19, sus protagonistas, y sus destinos*. Bogotá D.C.: Editorial Planeta Colombiana S.A.
- Le Billon, Philippe. 2001. «Angola's Political Economy of War: The Role of Oil and Diamonds, 1975-2000». *African Affairs* 100: 55-80.
- Leão, Ana et Martin Rupiya. 2005. «A military history of the Angolan Armed Forces from the 1960s onwards-as told by former combatants». Dans M. Rupiya, dir., *Evolutions and Revolutions. A Contemporary History of Militaries in Southern Africa*. Pretoria: Institute for Security Studies, 7-41.
- LeGrand, Catherine C. 2003. «The Colombian Crisis in Historical Perspective». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56): 165-209.
- Levy, Jack. 1989. «Domestic Politics and War». Dans R. Rotberg et T. Rabb, dir., *The Origin and Prevention of Major Wars*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Levi, Margaret. 1997. «A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir.,

- Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge: Cambridge University Press, 19-41.
- Levitsky, Steven. 2005. «Crisis and Renovation: Institutional Weakness and the Transformation of Argentina Peronism, 1983-2003». Dans S. Levitsky, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. Pennsylvania: The Pennsylvania State University Press, 181-206.
- Levitsky, Steven et Maria Victoria Murillo. 2005. «Conclusion: Theorizing About Weak Institutions: Lessons from the Argentine Case». Dans S. Levitsky, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. Pennsylvania: The Pennsylvania State University Press, 269-289.
- \_\_\_\_\_. 2006 «Variation in Institutional Strength in Latin America: Causes and Implications». Communication, Latin American Studies Association, San Juan (Puerto Rico), 15 au 18 mars (texte en format pdf).
- Lichbach, Mark I. 1997. «Social Theory and Comparative Politics». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*. Cambridge, New York, et Melbourne: Cambridge University Press, 239-276.
- Licklider, Roy. 1995. «The Consequences of Negotiated Settlements in Civil Wars, 1945-1993». *American Political Science Review* 89 (no 3): 681-690.
- Linz, Juan. 1990. «Transitions to Democracy». *The Washington Quarterly* (été): 143-163.
- Liphart, Arend. 1990. «Democratic Political Systems». Dans A. Bebler et J. Seroka dir., *Contemporary Political Systems. Classifications and Typologies*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 71-87.
- \_\_\_\_\_. Arend Lijphart. 1990b. «Electoral Systems, Party Systems and Conflict Management in Segmented Societies». Dans R.A. Schrire, dir., *Critical Choices for South Africa: An Agenda for the 1990s*. Capetown: Oxford University Press, 12.
- Lipset, Seymour Martin. 1981. *Political Man. The Social Bases of Politics*. Baltimore: The John Hopkins University Press.
- \_\_\_\_\_. 1985. *Consensus and Conflict. Essays in Political Sociology*. New Brunswick et Oxford: Transaction Books.
- Lodgaard, Sverre. 1997. «Managing Arms in Peace Processes». *Policy Sciences* 30: 143-150.
- Longman, Timothy. 2004. «Obstacles to Peacebuilding in Rwanda». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo et Londres: University of Toronto Press, 61-85.
- López Restrepo, Andrés et Alvaro Camacho Guizado. 2003. «From Smugglers to Warlords: Twentieth Century Colombian Drug Traffickers». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56): 249-275.
- López Vallecillos, Italo. 1982. «El proceso militar-reformista en El Salvador (marzo 1980-marzo 1982)». *Estudios Centroamericanos* XXXVII (no 403-404): 369-418.
- Losada, Carlos. 1990. «La coyuntura política después de la ofensiva». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 495-496): 41-58.
- Lundin, Iraê Baptista. 1998. «Reviewing Mozambique's First Municipal Elections: A Brief Qualitative Study». *African Security Review* 7 (no 6). En ligne.

- <<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/7No6/ReviewingMozambique.html>> (page consultée le 28 juin 2005).
- \_\_\_\_\_. 2004. «The Peace Process and the Construction of Reconciliation Post Conflict - The Experience of Mozambique». Communication, colloque Experiences of Penal Alternatives in Peace Processes, Barcelone, 27 au 28 février (texte photocopie).
- Lyons, Terrence. 2002. «The Role of Postsettlement Elections». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 215-235.
- Mahoney, James. 2001. «Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America in Comparative Perspective». *Studies in Comparative International Development* 36 (no 1): 111-141.
- MacKenzie, Ian. 1991. «Voice of Black Cockerel still crows in Angola». Johannesburg: The Citizen (6 juillet 1991).
- MacQueen, Norrie. 1998. «Peacekeeping by attrition: the United Nations in Angola». *Journal of African Studies* 36 (no 3): 339-422.
- Maira, Luis. 1986. «Authoritarianism in Central America: A Comparative Perspective». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 14-29.
- Malaquias, Assis. 2001. «Diamonds are a guerrilla's best friend: the impact of illicit wealth on insurgency strategy». *Third World Quarterly* 22 (no 3): 311-325.
- Maps of the World. *Angola Political Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/angola/maps/angola-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007) ; Maps of the World. *Angola Location Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/angola/maps/angola-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).
- \_\_\_\_\_. *Colombia Political Map*. En ligne. <<http://www.mapsofworld.com/colombia/maps/colombia-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007) ; Maps of the World. *Colombia Location Map*. En ligne. <<http://www.mapsofworld.com/colombia/maps/colombia-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).
- \_\_\_\_\_. *El Salvador Political Map*. En ligne. <<http://www.mapsofworld.com/el-salvador/maps/el-salvador-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007) ; Maps of the World. *El Salvador Location Map*. En ligne. <<http://www.mapsofworld.com/el-salvador/maps/elsalvador-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).
- \_\_\_\_\_. *Mozambique Political Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/mozambique/maps/mozambique-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007) ; Maps of the World. *Mozambique Location Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/mozambique/maps/mozambique-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).
- Maraval, José María. 1999. «Accountability and Manipulation». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 154-196.

- March, James G. et Johan P. Olsen. 1985. «The New Institutionalism: Organizational Factors in Political Life». *American Political Science Review* 78 (no 3): 734-749.
- Marchal, Roland et Christine Messiant. 2002. «De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier». *Critique internationale* 16: 58-69.
- \_\_\_\_\_. 2003. «Les guerres civiles à l'ère de la globalisation. Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes». *Critique internationale* 18: 91-112.
- Marcum, John A. 1987. «The People's Republic of Angola: A Radical Vision Frustrated». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 67-83.
- Manning, Carrie. 2004. «Armed Opposition Groups into Political Parties: Comparing Bosnia, Kosovo, and Mozambique». *Studies in Comparative International Development* 39 (no 1): 54-76.
- Mason, T. David et Patrick J. Fett. 1996. «How Civil Wars End. A Rational Choice Approach». *The Journal of Conflict Resolution* 40 (no 4): 546-568.
- McMullin, Jareme. 2004. «Reintegration of Combatants: Were the Right Lessons Learned in Mozambique?». *International Peacekeeping* 11 (no 4): 625-643.
- Medrano, Juan Ramón. 1992. «Revolución democrática. Tesis para la estrategia del FMLN». *Estudios Centroamericanos* (no 527): 723-739.
- Méndez, Luis Eduardo Celis. 2005. «Los protagonistas, los hechos y los tiempos. Cronología y crónica». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 123-243.
- Messiant, Christine. 1995. «MPLA et UNITA: processus de paix et logique de guerre». *Politique Africaine* 57: 40-57.
- \_\_\_\_\_. 2001. «The Eduardo Dos Santos Foundation: Or How Angola's Regime is Taking Over Civil Society». *African Affairs* 100: 287-309.
- \_\_\_\_\_. 2004. *Why did Bicesse and Lusaka fail? A critical analysis*. En ligne. <<http://www.c-r.org/our-work/accord/angola/bicesse-lusaka.php>> (page consultée le 19 août 2007)
- Migdal, Joel S. 1988. *Strong Societies and Weak States. State-Society Relations and State Capabilities in the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Minter, William. 1998. *Os Contras do Apartheid. As Raíces da Guerra em Angola e Moçambique*. Maputo: Arquivo Histórico de Moçambique, Imprensa Universitária, Universidade Eduardo Mondlane.
- Mitchell, Christopher R. 1991. «Ending conflict and wars: judgement, rationality and entrapment». *International Social Science Journal* (février): 35-55.
- \_\_\_\_\_. 1996. *Cutting Losses: Reflections On Appropriate Timing*. Institute for Analysis and Resolution (Working Paper). Fairfax (Virginia): George Mason University. En ligne. <[http://icar.gmu.edu/wp\\_9\\_mitchell.pdf](http://icar.gmu.edu/wp_9_mitchell.pdf)> (page consultée le 15 janvier 2004).



- Montes, Segundo. 1989. «Las elecciones presidenciales del 19 de marzo de 1989». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 485): 199-209.
- Montoya, Aquiles et Julia Evelyn Martínez. 1990. «La ofensiva militar de noviembre y su impacto económico y social». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 495-496): 29-39.
- Moran, Mary H. et M. Anne Pitcher. 2004. «The 'basket case' and the 'poster child': explaining the end of civil conflicts in Liberia and Mozambique». *The Third World Quarterly* 25 (no 3): 501-519.
- Morozzo della Rocca, Roberto. 1998. *Moçambique da Guerra à Paz. História de uma mediação insólita*. Maputo: Livraria Universitária, Universidade Eduardo Mondlane.
- Mozambique. Governo da República de Moçambique et Resistência Nacional Moçambicana. 1992. *Acordo Geral de Paz*.  
En ligne. <<http://www.incore.ulst.ac.uk/services/cds/agreements/pdf/moz4.pdf>> (page consultée le 3 juillet 2007).
- \_\_\_\_\_. 2004. *Constituição da República* Maputo: Imprensa Nacional de Moçambique.
- Msabaha, Ibrahim. 1995. «Negotiating an End to Mozambique's Murderous Rebellion». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 204-230.
- Muanza, Manuel. 2002. «Savimbi's dead: long live peace in Angola». Johannesburg: *Mail and Guardian* (24 février 2002).
- Muller, Edward N. 1985. «Income Inequality, Regime Repressiveness, and Political Violence». *American Sociological Review* 50 (février) 47-61.
- Muller, Edward N. et Erich Weede. 1994. «Theories of rebellion. Relative Deprivation and Power Contention». *Rationality and Society* 6 (no 1): 40-57.
- Munck, Gerardo L. 2001. «Game Theory and Comparative Politics. New Perspectives and Old Concerns», *World Politics* 53: 173-204.
- Muravchik, Joshua. 1996. «Promoting Peace Through Democracy». Dans C. A. Crocker, F. O. Hampson et P. Aall, dir., *Managing Global Chaos*. Washington: United States Institute of Peace, 573-585.
- Nathan, Laurie. 1999. *When push comes to shove. The failure of international mediation in African civil wars*. En ligne.  
<[http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational\\_tools/course\\_modules/reference\\_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf](http://webworld.unesco.org/water/wwap/pccp/cd/pdf/educational_tools/course_modules/reference_documents/conflict/whenpushcomestoshove.pdf)> (page consultée le 12 février 2007).
- Navarro Wolff, Antonio. 2006. *La desmovilización del M-19 diez años después*. En ligne.  
<[http://www.polodemocratico.net/spip.php?page=imprimir&id\\_article=898](http://www.polodemocratico.net/spip.php?page=imprimir&id_article=898)> (page consultée le 18 octobre 2007).
- Newman, Edward. 2004. «The 'New Wars Debate': A Historical Perspective Is Needed». *Security Dialogue* 35 (no 2): 173-189.

- Nielson, Daniel L. et Matthew Soberg Shugart. 1999. «Constitutional Change in Colombia. Policy Adjustment Through Institutional Reform». *Comparative Political Studies* 32 (no 3): 313-341.
- O'Flynn, Ian et David Russel. 2005. *Power Sharing. New Challenges for Divided Societies*. Londres et Ann Arbor: Pluto Press.
- O'Donnell, Guillermo. 1994. «Delegative Democracies». *Journal of Democracy* 5 (no 1): 34-41.
- \_\_\_\_\_. 1997. «Illusions About Consolidation». Dans L. Diamond, M. F. Plattner, Y.-h. Chu et H.-m. Tien, dir., *Consolidating the Third Wave Democracies. Themes and Perspectives*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 40-57.
- \_\_\_\_\_. 1998. «Polyarchies and the (Un)Rule of Law in Latin America». Notre Dame: Kellogg Institute for International Studies (texte photocopé).
- \_\_\_\_\_. 1999. «Democratic Theory and Comparative Politics». Communication, American Political Science Association, Atlanta, 26 au 29 août (texte photocopé).
- O'Donnell, Guillermo et Philippe C. Schmitter. 1986. *Transitions from Authoritarian Rule*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press.
- \_\_\_\_\_. 1988. *Transiciones desde un Gobierno Autoritario: Conclusiones Tentativas sobre las Democracias Inciertas*. Buenos Aires, Barcelona et México D.F.: Editorial Paidós.
- Organisation des Nations Unies. *Charte des Nations Unies*. En ligne. <<http://www.un.org/french/aboutun/charte/>> (page consultée le 1 mai 2006)
- \_\_\_\_\_. 1997. *Ejecución de los acuerdos de paz en El Salvador. Recandelarizaciones, acuerdos complementarios, y otros documentos importantes*. San Salvador: Unidad de apoyo al enviado del Secretario general en El Salvador.
- Organisation des Nations Unies (Agence des Nations unies pour les réfugiés). 1992. *Law No. 23/1992 of 16 September 1992, Law on the Amendment of the Constitution*. En ligne. <<http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home/opendoc.htm?tbl=RSDLEGAL&page=research&id=3ae6b50e0>> (page consultée le 14 août 2007).
- Organisation des Nations Unies (Département des Opérations de maintien de la paix). *La mission du département des opérations de maintien de la paix*. En ligne. <<http://www.un.org/french/peace/peace/page3f.htm>> (page consultée le 1er mai 2006).
- Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité). 1988. *Résolution 626*. En ligne (page consultée le 21 août 2007). <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1988/626f.pdf>> .
- \_\_\_\_\_. 1989. *Résolution 637*. En ligne. <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1989/637f.pdf>> (page consultée le 19 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1992a. *Résolution 729*. En ligne.

- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1992/729f.pdf>> (page consultée le 21 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1992b. *Résolution 797*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1992/797f.pdf>> (page consultée le 17 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1993a. *Résolution 804*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/804f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007)
- \_\_\_\_\_. 1993b. *Résolution 811*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/811f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007)
- \_\_\_\_\_. 1993c. *Résolution 823*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/823f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1993d. *Résolution 834*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/834f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1993e. *Résolution 837*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/837f.pdf>> (page consultée le 26 mai 2006).
- \_\_\_\_\_. 1993f. *Résolution 864*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1993/864f.pdf>> (page consultée le 14 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1995a. *Résolution 976*. En ligne.
- <<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N95/038/14/PDF/>> (page consultée le 16 août 2007).
- \_\_\_\_\_. 1995b. *Résolution 991*. En ligne.
- <<http://www.un.org/french/docs/sc/1995/scr991.htm>> (page consultée le 25 août 2007).
- Ottaway, Marina. 1995. «Democratization in Collapsed States». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 235-249.
- Ottaway, Marina et Theresa Chung. 1999. «Toward a New Paradigm». *Journal of Democracy* 10 (no 4): 99-113.
- Ostheimer, Andrea E. 1999. «Transforming Peace into Democracy: Democratic Structures in Mozambique». *African Security Review* 8 (no 6): En ligne. <<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/8No6/Transforming%20peace.html>> (page consultée le 28 juin 2005).
- \_\_\_\_\_. 2001. «Mozambique: The Permanent Entrenchment of Democratic Minimalism?». *African Security Review* 10 (no. 1). En ligne.

- <<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/10No1/Ostheimer.html>> (page consultée le 28 juin 2005).
- Palacios, Marco. 2003. «Entre la legitimidad y la violencia. Los tres países de Colombia». Dans M. E. Cárdenas Rivera, dir., *La construcción del posconflicto en Colombia. Enfoques desde una Pluralidad*. Bogotá D.C.: Friedrich Ebert Stiftung et Fondo Editorial CEREC, 75-82.
- Pankhurst, Donna. 1999. «Issues of Justice and Reconciliation in Complex Political Emergencies: Conceptualising Reconciliation, Justice, and Peace». *The Third World Quarterly* 20 (no 1): 239-256.
- Pardo Rueda, Rafael. 1996. *De Primera Mano. Colombia 1986-1994: Entre Conflictos y Esperanzas*. Santafé de Bogotá: Editorial Norma.
- Pearce, Justin. 2004. «War, Peace, and Diamonds in Angola: Popular perceptions of the diamond industry in the Lundas». *African Security Review* 13 (no 2): 51-64.
- Pécault, Daniel. 1999. «Colombie: une paix insaisissable». *Problèmes d'Amérique latine* 34 (juillet-septembre): 5-31.
- Peceny, Mark et William Stanley. 2001. «Liberal Social Reconstruction and the Resolution of Civil Wars in Central America». *International Organization* 55 (no 1): 149-182.
- Pellicer, Olga. 1986. «Reflexiones sobre la acción del grupo CONTADORA». *Estudios Centroamericanos* XLI (no 456): 898-906.
- Peruzzotti, Enrique. 2005. «Demanding Accountable Government: Citizens, Politicians, and the Perils of Representative Democracy in Argentina». Dans S. Levitsky et M. V. Murillo, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. University Park (Pennsylvania): The Pennsylvania State University Press, 229-249.
- Pillar, Paul R. 1983. *Negotiating Peace. War Termination as a Bargaining Process*. New Jersey: Princeton University Press.
- Political Database of the Americas. *Colombia: Elecciones para Asamblea Constitucional 1990*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/Col/coelasa.html>> (page consultée le 28 août 2007)
- \_\_\_\_\_. 1994. *El Salvador (1994): Resultados de Elecciones Presidenciales*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/ElSal/pres94.html>> (page consultée le 28 août 2007).
- \_\_\_\_\_. *El Salvador: 1999 Presidential Election Results*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/ElSal/pre99.html>> (page consultée le 17 octobre 2007)
- \_\_\_\_\_. 2004. *El Salvador: 2004 Presidential Election Results*. En ligne. <<http://pdba.georgetown.edu/Elecdata/ElSal/pre99.html>> (page consultée le 18 octobre 2007)
- Popper, Karl R. 1961. *The Logic of Scientific Discovery*. New York: Science Editors.
- Porto, João Gomes. 2002 *The Role of Conflict Analysis in Conflict Resolution: Reflections on International Mediation. The Case of Angola*. Thèse de doctorat.

- Department of Politics and International Relations. University of Kent at Canterbury.
- Porto, João Gomes et Imogen Parsons. 2003. *Sustaining the Peace in Angola. An Overview of Current Demobilisation, Disarmament and Reintegration*. Pretoria: Institute for Security Studies.
- Posen, Barry R. 1993. «The Security Dilemma and Ethnic Conflict». *Survival* 1 (printemps): 27-47.
- Potgieter, Jakkie et Richard Cornwell. 1998. *Angola – Endgame or Stalemate?* En ligne: <<http://www.iss.co.za/Pubs/Papers/30/Paper30.html>> (page consultée le 20 juillet 2005)
- Poulligny, Béatrice. 2005. *Les opérations de paix de l'ONU sous le regard des populations locales*. Conférence dans le cadre du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix (17 novembre). Montréal: Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM), Université de Montréal.
- Price, Robert M. 1987. «South Africa and Afro-Marxism: Pretoria's Relations with Mozambique and Angola in Regional Perspective». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 257-277.
- Programme de Nations Unies pour le développement. 2003. *Informe sobre el Desarrollo Humano, El Salvador 2003. Desafíos y Opciones en tiempos de globalización*. San Salvador: Programme de Nations Unies pour le développement (PNUD).
- Przeworski, Adam. 1986. «Some Problems in the Study of the Transition to Democracy». Dans G. O'Donnell, P. Schmitter et L. Whitehead, dir., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*. Baltimore et Londres: The John Hopkins University Press, 47-63.
- \_\_\_\_\_. 1992. «The Games of Transition». Dans S. Mainwaring, G. O'Donnell et J. S. Valenzuela, dir., *Issues in Democratic Consolidation: The New South American Democracies in Comparative Perspective*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 105-152.
- Pushkina, Darya. 2004. «Towards Successful Peace-keeping: Remembering Croatia». *Cooperation and Conflict: Journal of the Nordic International Studies Association* 39 (no 4): 393-415.
- Putnam, Tonya L. 2002. «Human Rights and Sustainable Peace». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 237-271.
- Regan, Patrick M. 2002. «Third-Party Interventions and the Duration of Intrastate Conflicts». *Journal of Conflict Resolution* 46 (no 1): 55-73.
- Regan, Patrick M. et Errol A. Henderson. 2002. «Democracy, threats and political repression in developing countries: are democracies internally less violent?». *Third World Quarterly* 23 (no 1): 119-136.
- Reilly, Benjamin. 2005. «Does the Choice of Electoral System Promote Democracy? The Gap between Theory and Practice». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 159-171.

- Restrepo, Luis Alberto. 2001. «The Equivocal Dimensions of Human Rights in Colombia». Dans C. Bergquist, R. Peñaranda et G. Sánchez, dir., *Violence in Colombia 1990-2000*. Wilmington: Scholarly Resources, 95-126.
- Reuters. 1997. *Unita falling short of UN demands*. Johannesburg: The Business Day (22 septembre).
- Ricigliano, Robert. 2003. «Networks of Effective Action: Implementing an Integrated Approach to Peacebuilding». *Security Dialogue* 34 (no 4): 445-462.
- Richani, Nazih. 2003. *Sistemas de Guerra. La Economía Política del Conflicto en Colombia*. Bogotá: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), et Editorial Planeta Colombiana, S.A.
- Rocha García, Ricardo. 2003. «Drug Trafficking and its Impact on Colombia: An Economic Overview». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 28 (no 55-56): 277-304.
- Rogier, Emeric. 2004. «Rethinking Conflict Resolution in Africa. Lessons from the Democratic Republic of the Congo, Sierra Leone, and Sudan». La Haye: Conflict Resolution Unit, Netherlands Institute of International Relations.
- Romero, Mauricio. 2003. *Paramilitares y autodefensas 1982-2003*. Bogotá D.C.: Instituto de Estudios Políticos y de Relaciones Internacionales.
- Ross, Marc Howard. 1997. «Culture and Identity in Comparative Political Analysis». Dans M. I. Lichbach et A. S. Zuckerman, dir., *Comparative Politics. Rationality, Culture and Structure*. Cambridge, New York, Melbourne: Cambridge University Press, 42-80.
- Ross, Michael L. 2003. «Oil, Drugs, and Diamonds: The Varying Roles of Natural Resources in Civil War». Dans M. Berdal et K. Ballentine, dir., *The Political Economy of Armed Conflict. Beyond Greed and Grievance*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 47-70.
- \_\_\_\_\_. 2004. «What Do We Know About Natural Resources and Civil War?». *Journal of Peace Research* 41 (no 3): 337-356.
- Rotberg, Robert I. 2003. «Failed States, Collapsed States, Weak States: Causes and Indicators». Dans R. I. Rotberg, dir., *State Failure and State Weakness in a Time of Terror*. Cambridge: The World Peace Foundation 1-25.
- Rothchild, Donald. 2002. «Settlement Terms and Postagreement Stability». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 117-138.
- Rothchild, Donald et Philip G. Roeder. 2005a. «Dilemmas of State-Building in Divided Societies». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 1-25.
- \_\_\_\_\_. 2005b. «Power Sharing as an Impediment to Peace and Democracy». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 29-50.

- Rothchild, Donald et Caroline Hartzell. 1995. «Interstate and Intrastate Negotiations in Angola». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 175-203.
- Ruigrok, Inge. 2005. *Mozambique's 2004 General Elections*. En ligne. <<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/14No1/AWRuigrok.htm>> (page consultée le 18 octobre 2007).
- Rupiya, Martin. 1998. «Historical Context: War and Peace in Mozambique». Dans J. Armon, D. Hendrickson et A. Vines, dir., *The Mozambican Peace Process in Perspective*. Durban: The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) En ligne. <<http://www.c-r.org/accord/moz/accord3/rupiya.shtml>> (page consultée le 19 juillet 2005).
- Rustow, Dankwart. 1970. «Transitions to Democracy. Toward a Dynamic Model». *Comparative Politics* 2 (no 3): 337-363.
- Royce A. Singleton, Jr., Bruce C. Straits et Margaret Miller Straits. 1993. *Approaches to Social Research*. New York et Oxford: Oxford University Press.
- Saideman, Stephen M., Beth K. Dougherty et Erin K. Jenne. 2005. «Dilemmas of Divorce: How Secessionist Identities Cut Both Ways». *Security Studies* 14 (no 4), 607-636.
- Samayoa, Salvador. 2003. *El Salvador: la reforma pactada*. San Salvador: UCA Editores.
- Sanguino, Antonio. 2005. «La paz de los noventa: el regreso de los rebeldes». Dans L. E. Celis et H. D. Correa, dir., *El regreso de los rebeldes. De la furia de las armas a los pactos, la crítica y la esperanza*. Bogotá D.C.: Corporación Nuevo Arco Iris, Editorial Gente Nueva, 69-98.
- Saul, John S. 1987. «Development and Counterdevelopment Strategies in Mozambique». Dans E. J. Keller et D. Rothchild, dir., *Afro-Marxist Regimes. Ideology and Public Policy*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 109-153.
- Schedler, Andreas. 2001. «Comment observer la consolidation démocratique?». *Revue Internationale de Politique Comparée* 8 (no 2): 225-244.
- Schmitter, Philippe C. et Terry L. Karl. 1991. «Modes of Transition in Latin America, Southern and Eastern Europe». *International Social Science Journal* (mai): 269-285.
- Schock, Kurt. 1996. «A Conjunctural Model of Political Conflict. The Impact of Political Opportunities on the Relationship Between Economic Inequality and Violent Political Conflict». *Journal of Conflict Resolution* 40 (no 1): 98-133.
- Schutz, Barry. 1995. «The Heritage of Revolution and the Struggle for Governmental Legitimacy in Mozambique». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 109-124.
- Segovia, Alexander. 1996. «The War Economy of the 1980s». Dans J. K. Boyce, dir., *Economic Policy for Building Peace. The Lessons of El Salvador*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 31-50.

- Sharpe, Kenneth E. 1988. «U.S. Policy Toward Central America: The Post-Vietnam Formula Under Siege». Dans N. Hamilton, J. A. Frieden, L. Fuller et J. Manuel Pastor, dir., *Crisis in Central America. Regional Dynamics and U.S. Policy in the 1980s*. Boulder et Londres: Westview Press, 15-33.
- Sisk, Timothy D. 1996. *Power Sharing and International Mediation in Ethnic Conflicts*. Washington D.C.: United States Institute of Peace.
- Sisk, Timothy D. et Christoph Stefes. 2005. «Power Sharing as an Interim Step in Peace Building: Lessons from South Africa». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 293-317.
- Smith, Brian D. et William J. Durch. 1993. «UN Observer Group in Central America». Dans W. J. Durch, dir., *The Evolution of UN Peacekeeping. Case Studies and Comparative Analysis*. New York: St. Martin's Press, 436-462.
- Smulovitz, Catalina et Enrique Peruzzotti. 2000. «Societal Accountability in Latin America». *Journal of Democracy* 11 (no 4): 147-158.
- Solomon, Hussein. 2002 *From New York to Lusaka and Beyond: Angola's Tortuous Road to Peace*. Pretoria: Center for International Political Studies, University of Pretoria.
- Spear, Joanna. 1999. «The Disarmament and Demobilization of Warring Factions in the Aftermath of Civil Wars: Key Implementation Issues». *Civil Wars* 2 (no 2): 1-22.
- Spear, Joanna. 2002. «Disarmament and Demobilization». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 141-182.
- Spears, Ian S. 2000. «Understanding Inclusive Peace Agreements in Africa: the Problems of Sharing Power». *Third World Quarterly* 21 (no 1): 105-118.
- \_\_\_\_\_. 2000. *Angola, the United Nations, and the Challenge of Civil Wars*. En ligne.  
<http://www.dw.angonet.org/Peacebuilding/Activities/WordDocsMaputo/AngolaTheUNandTheChallengeofCivilWars.doc> (page consultée le 22 avril 2005).
- Spiller, Pablo T. et Mariano Tommasi. 2005. «The Institutional Foundations of Public Policy: A Transaction Cost Approach and Its Application to Argentina». Dans S. Levitsky et M. V. Murillo, dir., *The Politics of Institutional Weakness. Argentine Democracy*. University Park (Pennsylvania): The Pennsylvania State University Press, 45-61.
- Sriram, Chandra Lekha. 2001. «Truth Commissions and the Quest for Justice: Stability and Accountability after Internal Strife». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, 91-106.
- Stedman, Stephen John. 1991. *Peacemaking in Civil War. International Mediation in Zimbabwe, 1974-1980*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers.
- \_\_\_\_\_. 1996. «Negotiation and Mediation in Internal Conflict». Dans M. E. Brown, dir., *The International Dimensions of Internal Conflict*. Cambridge et Londres: The MIT Press, 341-376.



- \_\_\_\_\_. 1997. «Spoiler Problems in Peace Processes». *International Security* 22 (no 2): 5-53.
- \_\_\_\_\_. 2001. *Implementing Peace Agreements in Civil Wars: Lessons and Recommendations for Policymakers*. New York: International Peace Academy et Center for International Security and Cooperation (Stanford University).
- Steinmo, Sven, Kathleen Thelen et Frank Longtreth. 1992. *Structuring Politics. Historical Institutionalism in Comparative Analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Stokes, Susan C. 1999. «What Do Policy Switches Tell Us about Democracy?». Dans A. Przeworski, S. C. Stokes et B. Manin, dir., *Democracy, Accountability, and Representation*. Cambridge: Cambridge University Press, 98-130.
- Studdard, Kaysie. 2004. «War Economies in a Regional Context: Overcoming the Challenges of Transformation». *Economic Agendas in Civil Wars*. New York: International Peace Academy Policy Report.
- Tendencia Popular Demócrata Cristiana. 1980. *Mensaje de la Tendencia Popular Demócrata Cristiana a la Convención Nacional del Partido y al pueblo Salvadoreño*. San Salvador: La Prensa Gráfica (1 mars 1980).
- Thompson, William R. et Richard Tucker. 1997. «A Tale of Two Democratic Peace Critiques». *Journal of Conflict Resolution* 41 (no 3): 428-454.
- Uclés, Mario Lungo. 1995. «Perspectivas, obstáculos, retos. El ejercicio del gobierno municipal por el FMLN». *Estudios Centroamericanos* L (no 563): 863-869.
- Unión Camilista – Ejército de Liberación Nacional. 1990. *Poder popular y nuevo gobierno. Conclusiones (Segundo congreso)*. Montañas de Colombia: Ediciones Colombia Viva.
- Ungo, Guillermo Manuel. 1987. «Aportes y limitaciones de Esquipulas II». *Estudios Centroamericanos* XLII (no 469-470): 849-852.
- União Nacional para a Independência Total de Angola. 1997. *A Bio-Sketch of Dr. Jonas Malheiro Savimbi*. En ligne.  
<http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/AllDocsByUNID/bf9f69595fab8af0c1256541005083b6> (page consultée le 29 juin 2007).
- Universidad Centroamericana José Simeón Cañas. 1990. «El acuerdo de San José sobre derechos humanos: la misión de verificación». *Estudios Centroamericanos* XLV (no 504): 847-869.
- Utterwulge, Steve. 2004. «Conflict Management in Complex Humanitarian Situations: Peacemaking and Peacebuilding Work with Angolan IDPs». *Journal of Refugee Studies* 17 (no 2): 222-242.
- Varas, Augusto. 1998. «Democratization in Latin America: A Citizen Responsibility». Dans F. Agüero et J. Stark, dir., *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America*. Boulder: The North-South Center Press at the University of Miami, 145-174.
- Vieira Mário, Tomás. 2004. *Negociações de paz de Moçambique. Crónica dos dias de Roma*. Maputo: Centro de Estudos Estratégicos e Internacional, Instituto superior de Relações Internacionais – Centro de Estudos Estratégicos Internacionais (ISRI-CEEI).

- Vigil, José Ignacio López. 2003. *Las mil y una historias de Radio Venceremos*. San Salvador: UCA Editores.
- Villalobos, Joaquín. 1986. «El estado actual de la guerra y sus perspectivas». *Estudios Centroamericanos* XLI (no 449): 169-204.
- \_\_\_\_\_. 1989. «Perspectivas de victoria y proyecto revolucionario». *Estudios Centroamericanos* XLIV (no 483-484): 11-51.
- Villalobos, Joaquín, Ana Guadalupe Martínez et Eduardo Sancho. 1997. «Partido Demócrata. ¿Por qué Joaquín Villalobos, Ana Guadalupe Martínez, y Eduardo Sancho dejamos el FMLN y nos unimos al Partido Demócrata». San Salvador: *Estudios Centroamericanos* LII (no 581-582): 332-337.
- Virtanen, Pekka. 2003. «Defining the 'Other': Democracy in Mozambique Within: A Historical Perspective». *African and Asian Studies* 2 (no 3): 233-258.
- Walter, Barbara F. 1997. «The Critical Barrier to Civil War Settlement». *International Organization* 51 (no 3): 335-364.
- \_\_\_\_\_. 1999. «Designing Transitions from Civil War. Demobilization, Democratization and Commitments to Peace». *International Security* 24 (no 1): 127-155.
- Walter, Knut et Philip J. Williams. 1993. «El ejército y la democratización en El Salvador». *Estudios Centroamericanos* XLVIII (no 539): 813-838.
- West Africa Network for Peacebuilding, Secrétariat de. 2000. «Proventive Peacebuilding in West Africa». Accra-Ghana: West Africa Network for Peacebuilding (WANEP).
- Wantchekon, Leonard. 1999a. «On the Nature of the First Democratic Elections». *The Journal of Conflict Resolution* 43 (no 2): 245-258.
- \_\_\_\_\_. 1999b. «Strategic Voting in Conditions of Political Instability. The 1994 Elections in El Salvador». *Comparative Political Studies* 32 (no 7): 810-834.
- \_\_\_\_\_. 2004. «The Paradox of "Warlord" Democracy: A Theoretical Investigation». *American Political Science Review* 98 (no 1): 17-33.
- Weede, Erich. 1981. «Income Inequality, Average Income, and Domestic Violence». *Journal of Conflict Resolution* 25 (no 4): 639-654.
- Weinstein, Jeremy M. 2002. «Mozambique: A Fading U.N. Success Story». *Journal of Democracy* 13 (no 1): 141-156.
- \_\_\_\_\_. 2005. «Resources and the Information Problem in Rebel Recruitment». *The Journal of Conflict Resolution* 49 (no 4): 598-624.
- Whitehead, Laurence. 1986. «The Prospects for a Political Settlement: Most Options Have Been Foreclosed». Dans G. D. Palma et L. Whitehead, dir., *The Central American Impasse*. New York: St. Martin's Press, 218-246.
- \_\_\_\_\_. 2000. «Institutional Design and Accountability in Latin America». Communication, Latin American Studies Association, Miami, 16 au 18 mars (texte photocopié).
- Wolff, Stefan. 2005. «Electoral-Systems Design and Power-Sharing Regimes». Dans I. O'Flynn et D. Russel, dir., *Power Sharing. New Challenges for Divided Societies*. Londres et Ann Arbor: Pluto Press, 59-74.

- Wood, Elizabeth Jean. 1999. «Civil War Settlement: Modeling the Bases of Compromise». Communication, American Political Science Association, Atlanta, 2 au 5 Septembre (texte photocopie).
- \_\_\_\_\_. 2000. *Forging Democracy from Below: Insurgent Transitions in South Africa and El Salvador*. Cambridge: Cambridge University Press.
- \_\_\_\_\_. 2003. *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Woodward, Susan L. 2002. «Economic Priorities for Successful Peace Implementation». Dans S. J. Stedman, D. Rothchild et E. M. Cousens, dir., *Ending Civil Wars. The Implementation of Peace Agreements*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 183-214.
- Wriggins, Howard. 1995. «Sri Lanka: Negotiations in a Secessionist Conflict». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace. Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: The Brookings Institution, 35-58.
- Young, Eric T. 1996. «The Development of the FADM in Mozambique: Internal and External Dynamics». *African Security Review* 5 (no 1). En ligne.  
<<http://www.iss.org.za/Pubs/ASR/5No1/Young.html>> (page consultée le 28 juin 2005).
- Young, John. 2004. «Post-Civil War Transitions in Ethiopia». Dans T. M. Ali et R. O. Matthews, dir., *Durable Peace. Challenges for Peacebuilding in Africa*. Toronto, Buffalo, et Londres: University of Toronto Press, 19-60.
- Zahar, Marie-Joëlle. 2001. «Protégés, Clients, Cannon Fodder: Civilians in the Calculus of Militias». Dans A. Adebajo et C. L. Sriram, dir., *Managing Armed Conflicts in the 21st Century*. Londres: Frank Cass Publishers, Londres: Frank Cass Publishers, 107-128.
- \_\_\_\_\_. 2005a. «The Dichotomy of International Mediation and Leader Intransigence: The Case of Bosnia and Herzegovina». Dans I. O'Flynn et D. Russel, dir., *Power Sharing. New Challenges for Divided Societies*. Londres et Ann Arbor: Pluto Press, 123-137.
- \_\_\_\_\_. 2005b. «Power Sharing in Lebanon: Foreign Protectors, Domestic Peace, and Democratic Failure». Dans P. G. Roeder et D. Rothchild, dir., *Sustainable Peace. Power and Democracy After Civil Wars*. Ithaca (New York): Cornell University Press, 219-240.
- \_\_\_\_\_. 2006a. «Political Violence in Peace Processes. Voice, Exit, and Loyalty in the Post-Accord Period». Dans J. Darby, dir., *Violence and Reconstruction*. Notre Dame: University of Notre Dame Press, 33-51.
- \_\_\_\_\_. 2006b. «Understanding the violence of insiders: Loyalty, custodians of peace, and the sustainability of conflict settlement». Dans E. Newman et O. Richmond, dir., *Challenges to Peacebuilding. Managing spoilers during conflict resolution*. Tokyo, New York, et Paris: United Nations University Press, 40-58.
- Zartman, I. William. 1990. *La résolution de conflits en Afrique*. Paris: L'Harmattan.
- \_\_\_\_\_. 1995a. «Introduction: Posing the Problem of State Collapse». Dans I. W. Zartman, dir., *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder et Londres: Lynne Rienner Publishers, 1-11.

- \_\_\_\_\_. 1995b. «Dynamics and Constraints in Negotiations in Internal Conflicts». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars*. Washington D.C.: Brookings Institution, 3-29.
- \_\_\_\_\_. 1995c. «Negotiating the South African Conflict». Dans I. W. Zartman, dir., *Elusive Peace: Negotiating an End to Civil Wars 1995-1996*. Washington D.C.: Brookings Institution, 147-174.
- \_\_\_\_\_. 2001. «The Timing of Peace Initiatives: Hurting Stalemates and Ripe Moments». *The Global Review of Ethnopolitics* 1 (no 1): 8-18.
- \_\_\_\_\_. 2005. «Need, Creed, and Greed in Intrastate Conflict». Dans C. J. Arson et I. W. Zartman, dir., *Rethinking the Economics of War. The Intersection of Need, Creed, and Greed*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 256-284.
- Ziana-AFP-Reuter. 1993. *Unita condemns UN peace resolution*. Ziana-AFP-Reuter.
- Zielinski, Jakub. 1999. «Transitions from Authoritarian Rule and the Problem of Violence». *The Journal of Conflict Resolution* 43 (no 2): 213-228.
- Zuluaga, Jaime. 1999. «De Guerrillas a Movimientos Políticos (Análisis de la Experiencia Colombiana: El Caso del M-19)». Dans R. P. et J. Guerrero, dir., *De las Armas a la Política*. Santafé de Bogotá: Editores Tercer Mundo, 1-74.
- \_\_\_\_\_. 2002. «Guerra prolongada, negociación incierta». Dans R. Briceño, dir., *Guerra prolongada, negociación incierta*. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), 339-367.

# Annexe 1: Cartes

## ANGOLA



Sources: Maps of the World. *Angola Political Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/angola/maps/angola-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007); Maps of the World. *Angola Location Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/angola/maps/angola-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).



## LE SALVADOR



**Sources:** Maps of the World. *El Salvador Political Map*. En ligne. <<http://www.mapsofworld.com/el-salvador/maps/el-salvador-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007) ; Maps of the World. *El Salvador Location Map*. En ligne. <<http://www.mapsofworld.com/el-salvador/maps/elsalvador-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).

## MOZAMBIQUE



Sources: Maps of the World. *Mozambique Political Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/mozambique/maps/mozambique-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007); Maps of the World. *Mozambique Location Map*. En ligne. <<http://mapsofworld.com/mozambique/maps/mozambique-location-map.jpg>> (page consultée le 19 décembre 2007).



## Annexe 2

### Protocole de recherche (présenté à l'Université de Montréal le 7 août 2004)

#### 1. Considérations générales

L'**objectif général** de cette recherche est d'apporter des réponses à deux questions théoriques qui n'ont pas encore trouvé réponse de façon intégrale, à savoir : (a) pourquoi certaines guerres civiles sont plus faciles à terminer que d'autres ? et (b) pourquoi certains accords de paix réussissent à endiguer la violence, tandis que d'autres s'achèvent par la reprise des hostilités ? Une revue de la littérature exhaustive, l'analyse d'une série de données statistiques et la réalisation d'entretiens semi-directs seront les moyens utilisés pour répondre à ces questions.

Les **objectifs spécifiques** du travail de terrain sont :

- 1.1. Recueillir des données pratiques aidant à mieux définir les concepts de « **radicalisme** » et de « **modération** », tant au niveau stratégique qu'idéologique.
- 1.2. Recueillir des arguments aidant à mieux conceptualiser la « **paix** ».
  - 1.2.1. Recueillir des expériences spécifiques concernant les **négociations de paix**.
  - 1.2.2. Recueillir des expériences concernant les **interactions avec les intervenants internationaux**, tant au niveau du processus de négociation pour la paix que de la mise en œuvre des accords de paix.
  - 1.2.3. Tester, au niveau pratique, l'importance de considérations théoriques telles que les calculs « **coût – bénéfice** » dans l'adoption de stratégies de confrontation et de conciliation.
  - 1.2.4. Comprendre les **alliances** qui peuvent avoir lieu entre les différentes factions à l'intérieur de chacun des groupes en confrontation militaire.
  - 1.2.5. Définir les effets, au niveau du **rapport de force local**, des interventions internationales visant la résolution de conflits.
  - 1.2.6. Définir les effets des différents **arrangements institutionnels** (régime de partage de pouvoir, démocratie, etc.) sur les probabilités d'obtenir une « **paix durable** ».
- 1.3. Cette recherche s'intègre dans les normes et procédures indiquées dans le document *L'éthique de la recherche avec des êtres humains* du Conseil de recherches médicales du Canada (CRM), du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), connu

aussi sous le titre de *Énoncé de politique des trois conseils*. Elle se base également sur les considérations contenues dans le document *Aspects éthiques de la recherche. Projets de recherche des étudiants aux cycles supérieurs* du Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences (CERFAS) de l'Université de Montréal.

- 1.4. Cette recherche se conformera aux normes de sécurité qui seront établies, respectivement, par la Universidad de los Andes (Colombie), le Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana « José Simeón Cañas », le Cruzeiro do Sul Institute (Mozambique) ou de tout autre partenaire. Il est entendu que ces **affiliations institutionnelles** fourniront l'information pertinente pour éviter des actes, des itinéraires et des déplacements qui mettraient en péril la sécurité du chercheur ou des participants de l'étude.
2. Le consentement libre et éclairé
  - 2.1. Un consentement libre et éclairé **sera obtenu en tout temps** des sujets interviewés. L'alinéa b) de la règle 2.1. de l'*Énoncé de politique des trois conseils* permet d'obtenir des consentements verbaux là où la demande d'une signature peut être interprétée comme un manque de confiance, comme c'est le cas en Amérique latine et en Afrique. De plus :
    - 2.1.1. Une telle demande peut introduire un élément de formalité pouvant signifier un éloignement chercheur – sujet. Une telle situation peut nuire à l'information traitée lors de l'entretien, car une formalité excessive peut mener à la méfiance;
    - 2.1.2. La problématique de cette recherche, à savoir les guerres civiles, les processus de négociation pour la paix et de démobilisation de corps armés réguliers et irréguliers ainsi que les interventions internationales, laisse entrevoir la possibilité que des consentements écrits ne soient pas toujours la meilleure façon d'obtenir la collaboration sincère du sujet.
  - 2.2. Le chercheur **enregistrera** les entretiens seulement avec l'accord du sujet. Ce dernier sera informé de son droit de refuser l'enregistrement avant de commencer l'entretien. Si le sujet refuse l'enregistrement, le chercheur notera dans son protocole de recherche ce refus et demandera la permission de prendre des notes.
  - 2.3. Le chercheur fournira au sujet, en tout temps, un **formulaire de consentement** (voir annexe) rédigé dans sa **langue maternelle**. Toutefois, tel qu'il est indiqué au point 2.1., le chercheur ne demandera pas au sujet de signer, se limitant à obtenir un consentement verbal. Par contre, si le sujet, de sa propre initiative, veut signer le document, le chercheur ne s'y opposera pas. En tout temps, ce choix est laissé au sujet. Si l'enregistrement est permis, le chercheur indiquera le moment où il met le sujet au courant des règles éthiques qui gouvernent la recherche.

- 2.4. Dans tous les cas, le chercheur lira à voix haute le formulaire de consentement et donnera au sujet une copie papier de l'ensemble de ces règles. Le chercheur entend que le participant, en acceptant le document, a pris connaissance des règles d'éthique qui gouvernent la recherche.
- 2.5. Communication chercheur – sujet :
- 2.5.1. Le chercheur donnera aux participants les moyens de communiquer avec lui en tout temps.
- 2.5.2. Le chercheur remettra son **numéro de téléphone local** au sujet.
- 2.5.3. Le chercheur fournira son **courrier électronique** (de l'Université de Montréal) au sujet.
- 2.5.4. Si le chercheur croit que sa sécurité est en péril, il pourrait décider de ne pas appliquer le point 2.5.2.
- 2.6. L'alinéa c) de la règle 2.1. de l'*Énoncé de politique des trois conseils* autorise des exceptions aux procédures habituelles dans la transmission de l'information aux sujets (voir règle 2.4.). Dans le cadre de cette recherche, si des circonstances spécifiques peuvent éventuellement affecter la sécurité du chercheur ou du répondant, **il pourrait être souhaitable de garder sous l'anonymat l'identité, le pays et/ou l'institution d'origine de ce dernier :**
- 2.6.1. Si le chercheur détermine, au moment d'amorcer un entretien, que celui-ci peut porter atteinte à sa sécurité ou à celle du répondant, les points 1) et 2) de l'annexe A seront substitués par le texte suivant : « *Vous êtes cordialement invité à participer à une entrevue d'une (1) heure qui traitera de vos impressions concernant le conflit armé en Colombie/El Salvador/Angola/Mozambique. Ce projet tente de définir, entre autres, quels sont les principaux obstacles à la résolution pacifique du conflit et quels intérêts doivent être respectés pour que les différents groupes puissent accéder à la négociation.* »
- 2.6.2. Le chercheur aura en tout temps en sa possession les différentes versions de l'annexe A afin d'adapter la gestion de l'information selon les circonstances spécifiques.
- 2.6.3. Le chercheur déterminera, compte tenu de la situation, si le point 2.6. doit être appliqué.
3. Critères de sélection des répondants et conditions de réalisation des entretiens
- 3.1. Cette recherche suit les lignes directives indiquées dans la règle 5.1 de l'*Énoncé de politique des trois conseils*, qui **prohibe une sélection des répondants basée sur des considérations de culture, religion, race, aptitude mentale ou physique, orientation sexuelle, ethnicité, sexe ou**

**âge.** De même, la règle 5.2 interdit l'exclusion des femmes en raison de leur sexe.

- 3.2. Les sujets participants répondent aux caractéristiques suivantes :
  - 3.2.1. Être **disposés** à participer à la recherche.
  - 3.2.2. **Avoir été membres** d'au moins un des groupes suivants :
    - (a) une guérilla ou un groupe illégal armé à caractère politique;
    - (b) des Forces Armées du pays en question;
    - (c) une équipe de conseillers stratégiques gouvernementaux;
    - (d) une équipe de conseillers gouvernementaux en négociations de paix;
    - (e) un groupe de la « société civile » (Église, ONG, secteur privé, etc.), ayant œuvré dans un contexte de guerre ou de paix dans les pays en question;
    - (f) un groupe d'intervention internationale dans le domaine de la résolution pacifique de conflits dans les pays en question;
    - (g) tout autre groupe ayant eu une participation « importante » dans le dénouement d'une guerre civile dans les pays en question.
- 3.3. Les **groupes choisis** (préalablement) pour la recherche sont les suivants :
  - 3.3.1. Le **M-19** (Colombie).
  - 3.3.2. Le **Courant rénovation socialiste**, CRS (Colombie).
  - 3.3.3. Le **Front Farabundo Martí pour la libération nationale**, FMLN (El Salvador).
  - 3.3.4. Le **Front de libération du Mozambique**, FRELIMO (Mozambique).
  - 3.3.5. La **Résistance nationale mozambicaine**, RENAMO (Mozambique)
  - 3.3.6. Le **Front national de libération de l'Angola**, UNITA (Angola)
  - 3.3.7. Les **Forces armées colombiennes**.
  - 3.3.8. Les **Forces armées salvadoriennes**.
  - 3.3.9. Les **Forces armées mozambicaines**.
  - 3.3.10. Les **Forces armées angolaises**.
  - 3.3.11. Les **gouvernements des pays concernés** pendant les périodes d'étude établies.

- 3.3.12. Les *peacekeepers* des « **groupes d'amis** » et des organisations internationales, notamment de l'**Organisation des Nations Unies**.
- 3.4. Les groupes exclus des entretiens directs sont ceux qui sont toujours en activité militaire. Notamment, pour des raisons de sécurité, cette recherche exclut les entretiens directs avec des membres des groupes suivants :
- 3.4.1. Les **Forces armées révolutionnaires de la Colombie**, FARC (Colombie).
- 3.4.2. L'**Armée de libération nationale**, ELN (Colombie).
- 3.4.3. Les **Autodéfenses unies colombiennes** (Colombie).
- 3.5. Des entretiens indirects, par le biais du téléphone, en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (clavardage Internet, courrier électronique, etc.), ne sont pas exclus pour rejoindre les groupes identifiés au point 3.4. Le chercheur décidera en temps et lieu de la pertinence d'une telle stratégie.
4. La réalisation des entrevues
- 4.1. Une fois le consentement obtenu, la tenue des entrevues dépend des critères suivants :
- 4.1.1. **La sécurité du lieu où se trouve le répondant.** Tel que sous-entendu au point 1.4., des zones contrôlées par des guérillas, par des groupes illégaux ou autres, seront évitées. Dans de tels cas, des stratégies alternatives, qui peuvent inclure une étroite collaboration avec des organismes qui travaillent avec des belligérants (tels que la Croix-Rouge internationale), l'élaboration de questionnaires fermés (auto-administrables) ou l'utilisation des nouvelles technologies d'information et de communication, seront employées.
- 4.1.2. **L'accessibilité du lieu où se trouve le répondant.** Le déplacement à l'extérieur des grandes villes sera évité dans la mesure du possible. Toutefois, des exceptions à cette règle pourront être étudiées au cas par cas, en fonction de l'intérêt de la recherche, des considérations budgétaires et des consignes données par les institutions d'accueil du chercheur.
- 4.2. Description des entrevues
- 4.2.1. Par « entrevue », on entend un **entretien semi-dirigé** d'une durée, en général, de 60 à 120 minutes.
- 4.2.2. L'entrevue prendra la forme d'une conversation où le sujet aura l'occasion de traiter d'autres thèmes que ceux planifiés par le chercheur, si ces sujets sont en lien direct avec les objectifs de la

recherche. **Le sujet est donc invité à exprimer ses pensées et ses réflexions à propos des thématiques spécifiques.**

- 4.2.3. Les entretiens traiteront des **sujets reliés à la guerre et à la paix**, tels que les causes des guerres civiles, la prise de décision au sein des guérillas, des gouvernements et des intervenants internationaux, les enjeux de la négociation pour la paix, etc.
- 4.2.4. Le chercheur ne prévoit pas des **risques** associés à la réalisation des entretiens, surtout en prenant en considération les points 4.1.1. et 4.1.2.
- 4.2.5. Les sujets ne seront pas **rémunérés** pour participer à la recherche.
- 4.3. Les principaux objectifs des entretiens sont les suivants :
  - 4.3.1. Définir les **intérêts** défendus par les groupes.
  - 4.3.2. Déterminer les éléments sur lesquels les acteurs n'étaient pas prêts à faire des **concessions**.
  - 4.3.3. Définir si des intérêts jugés « **indivisibles** » sont devenus « **divisibles** » (et vice-versa) pour les participants à un conflit armé interne.
  - 4.3.4. Définir les raisons qui expliquent le changement décrit au point 4.3.3.
  - 4.3.5. Déterminer si les intérêts d'un groupe sont restés les mêmes tout au long de son existence, ou si de nouveaux intérêts sont apparus avec le temps.
  - 4.3.6. Définir les **motifs** qui ont mené les groupes à se **mobiliser** et à se **démobiliser**.
  - 4.3.7. Déterminer s'ils ont été en mesure de devenir des **acteurs politiques viables** (transformation des belligérants en acteurs politiques non belligérants).
  - 4.3.8. Si ce n'est pas le cas, en identifier les raisons et déterminer s'il existe d'autres groupes légaux qui ont repris leurs revendications.
  - 4.3.9. Définir et décrire les **luttres de pouvoir à l'interne** (avant et après la démobilisation ou la transformation institutionnelle) pour déterminer si elles ont eu un impact sur les **stratégies** adoptées par le groupe en question.
  - 4.3.10. Déterminer les éléments clés qui ont fait passer les gouvernements d'une stratégie de **conciliation** à une stratégie de **confrontation** (et vice-versa).
  - 4.3.11. Définir la place des **militaires** vis-à-vis du pouvoir civil.
  - 4.3.12. Identifier des problèmes pratiques des différents instruments de résolution de conflits établis par la « communauté internationale ».

4.3.13. Définir les formes plus efficaces de contribution à la construction d'un « **État de droit** ».

4.3.14. Identifier les « **leçons apprises** » par les intervenants internationaux qui pourraient aider des interventions internationales futures.

## 5. Traitement de l'information

- 5.1. Tel qu'il a été indiqué au point 2.2., les entretiens seront enregistrés, sauf en cas de refus du sujet.
- 5.2. Les enregistrements seront **transcrits** sur papier.
- 5.3. Chaque participant sera mis au courant, avant le début de l'entrevue, de son droit de demander l'**anonymat**.
- 5.4. Le chercheur s'engage à **ne pas divulguer l'identité du participant**.
- 5.5. Afin d'assurer la confidentialité des données, le chercheur inscrira dans le boîtier de la cassette un numéro d'entrevue assigné, dans **un document à part**, à chaque participant.
- 5.6. Un résumé des principaux résultats de la recherche sera distribué aux participants.
- 5.7. Les données seront détruites **cinq ans** après la défense publique de la thèse.

**INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT CETTE RECHERCHE****- Version standard : français -**

1. Vous êtes cordialement invité à participer à une entrevue avec Fernando Chinchilla, étudiant de doctorat en science politique à *l'Université de Montréal* (Canada) et chercheur invité à la *Universidad de Los Andes* (Colombie)/Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana, IDHUCA (Le Salvador)/ Instituto Cruzeiro do Sul (Mozambique). Cet entretien durera environ une heure et trente minutes (1h30) et traitera de vos impressions concernant le conflit armé dans votre pays.
2. Cette recherche fait partie d'un projet de doctorat inscrit au Département de science politique de l'Université de Montréal, qui s'intitule « *Paix soutenable: rapports de force et affaiblissement des extrémistes en Angola, Colombie, El Salvador et Mozambique* ». Ce projet propose, entre autres, de définir les intérêts en jeu et l'ordre de préférences de divers participants au conflit armé dans quatre pays : la Colombie, le El Salvador, l'Angola et le Mozambique. Il essaie également de déterminer quels sont les principaux obstacles à la résolution pacifique du conflit et quels intérêts doivent être respectés pour que les différents groupes puissent accéder à la négociation.
3. Vous êtes invité à indiquer, en toute sincérité, vos impressions par rapport aux sujets qui seront abordés pendant l'entretien. Le chercheur n'émettra aucun jugement de valeur, ni prise de position. La logique inductive employée dans cette recherche oblige le chercheur à garder une oreille attentive, respectueuse et neutre vis-à-vis des arguments que vous exposerez.
4. Le chercheur garantit le respect du droit à l'anonymat. Vous avez aussi le droit de demander à tout moment que des informations que vous considérez « privées » ne soient pas révélées.
5. Vous avez l'absolue liberté de ne pas participer à cette entrevue ou de refuser de répondre à une ou à plusieurs des questions. Vous pourrez également corriger ou spécifier, en tout temps, vos arguments. Enfin, vous pouvez mettre fin à l'entretien en tout temps, sans mettre en péril votre droit à l'anonymat. Vous déclarez être au courant du fait qu'il n'y a pas de rémunération pour votre collaboration à ce projet.
6. L'information recueillie servira à élaborer et à justifier des arguments centraux à la thèse de doctorat. Les données recueillies permettront, entre autres, de mieux comprendre les raisons qui amènent des groupes belligérants à négocier et les caractéristiques des accords de paix qui sont liés à la « paix durable ». Ces résultats pourraient être utilisés pour améliorer les mandats des interventions internationales, augmenter leur efficacité et diminuer ainsi le nombre de victimes directes et indirectes des guerres civiles.
7. Vos réponses seront associées à celles d'autres répondants de la Colombie, du Salvador, de l'Angola et du Mozambique. De ce travail peuvent découler des



publications, soit en format livre, soit sous forme d'articles dans des journaux spécialisés d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et d'Europe.

8. Vous pouvez demander une synthèse du résultat final de la recherche. Celle-ci vous sera acheminée par la poste, à l'adresse indiquée, durant le premier semestre de 2007. Le projet durera trois ans. Les données seront conservées pendant cinq ans.

Moi, \_\_\_\_\_, déclare avoir été informé oralement et par écrit de mes droits et des devoirs du chercheur concernant la thèse « *Paix soutenable: rapports de force et affaiblissement des extrémistes en Angola, Colombie, El Salvador et Mozambique* » Je déclare aussi être au courant du but et de la nature de la recherche dirigée par M. Fernando Chinchilla. J'ai décidé, en toute liberté, de participer, et je sais que je peux mettre fin à l'entretien en tout temps.

---

Signature du répondant

Signé à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_.

*Document joint : carte d'affaires de l'étudiant (Université de Montréal). Au verso, le numéro de téléphone local.*

**INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT CETTE RECHERCHE****Exemple de modèle adapté au Portugais (version féminine)**

Estimada Senhora,

1. A senhora está convidada a participar na investigação de doutoramento de Fernando Chinchilla, (Universidade de Montreal, Canada), intitulada 'Paz sustentável : relações de poder e enfraquecimento de extremismos no contextos da conflito armado interno'. Esta participação será enforma de uma entrevista que durará aproximadamente sessenta minutos.
2. A pesquisa teve uma duração do 3 anos escolares. As informações dadas durante as entrevistas serão guardadas pelo pesquisador por um período de 5 anos.
3. Em Moçambique, o pesquisador está trabalhando com organizações como PROPAZ e JUSTAPAZ, e com Investigador do *Center for the Study of Violence and Reconciliation* (Africa do Sul).
4. A informação recolhida servirá para justificar os argumentos centrais desta tese. A informação permitirá, entre outros, do compreender melhor porque é que grupos em confrontação política violenta decidem numa dado momento, participar em negociações de paz; as características dos acordos de paz; e os diferentes tipos de paz. O objectivo é que as conclusões ajudem a melhorar a eficiência das intervenções internacionais na resolução do conflitos e, ao mesmo tempo, ajudar a diminuir o número de vítimas directas e indirectas dos conflitos armados em outros países.
5. A senhora está convidada a expressar com toda a sinceridade as suas opiniões e sentimentos com respeito aos temas abordados durante a entrevista. O investigador compromete-se a manter uma posição neutral, não julgando e ou contestando as opiniões emitidas.
6. A pesquisa a ser feita pretende analisar os processos de paz e democratização, assim como as intervenções internacionais em quatro países (Colômbia, El Salvador, Angola e Moçambique). A suas respostas serão associadas com as do outros entrevistados na Colômbia, El Salvador e Angola. Esta investigação poderá ser publicada em forma de livro, artigos em jornais científicos especializados em qualquer parte do mundo.
7. A senhora compreende que não existe nenhuma remuneração por participar neste projecto.
8. O investigador garante o respeito do direito de anonimato de sua identidade. Você têm o direito a solicitar, a qualquer momento que as informações que considere confidenciais não sejam reveladas.
9. A senhora têm o direito a não participar na entrevista e recusar responder a uma ou várias perguntas. Poderá corrigir e especificar, em qualquer momento, os seus argumentos e os do investigador. Poderá também terminar a entrevista quando o entender sem pôr em risco o direito do anonimato.
10. O entrevistado têm o direito a pedir um relatório do síntese dos resultados finais da pesquisa. O documento será enviado por correio postal normal para o endereço da sua preferência (por favor indicá-la abaixo), durante o primei semestre do 2007.
11. Por favor sirva-se responder por telefono ao número [REDACTED] [REDACTED]

Muito Obrigado,

**Fernando A. Chinchilla**

**INFORMATIONS GÉNÉRALES CONCERNANT CETTE RECHERCHE****Exemple de modèle adapté au Portugais (version masculine)**

Estimado Senhor,

1. O senhor está convidado a participar na investigação de doutoramento de Fernando Chinchilla, (Universidade de Montreal, Canada), intitulada 'Paz sustentável : relações de poder e enfraquecimento de extremismos no contextos da guerra civil'. Esta participação será enforma de uma entrevista que durará aproximadamente sessenta minutos.
2. A pesquisa teve uma duração do 3 anos escolares. As informações dadas durante as entrevistas serão guardadas pelo pesquisador por um período de 5 anos.
3. Em Moçambique, o pesquisador está trabalhando com organizações como PROPAZ e JUSTAPAZ, e com Investigador do *Center for the Study of Violence and Reconciliation* (Africa do Sul).
4. A informação recolhida servirá para justificar os argumentos centrais desta tese. A informação permitirá, entre outros, do compreender melhor porque é que grupos em confrontação política violenta decidem numa dado momento, participar em negociações de paz; as características dos acordos de paz; e os diferentes tipos de paz. O objectivo é que as conclusões ajudem a melhorar a eficiência das intervenções internacionais na resolução do conflitos e, ao mesmo tempo, ajudar a diminuir o número de vítimas directas e indirectas dos conflitos armados em outros países.
5. O senhor está convidado a expressar com toda a sinceridade as suas opiniões e sentimentos com respeito aos temas abordados durante a entrevista. O investigador compromete-se a manter uma posição neutral, não julgando e ou contestando as opiniões emitidas.
6. A pesquisa a ser feita pretende analisar os processos de paz e democratização, assim como as intervenções internacionais em quatro países (Colômbia, El Salvador, Angola e Moçambique). A suas respostas serão associadas com as do outros entrevistados na Colômbia, El Salvador e Angola. Esta investigação poderá ser publicada em forma de livro, artigos em jornais científicos especializados em qualquer parte do mundo.
7. O senhor compreende que não existe nenhuma remuneração por participar neste projecto.
8. O investigador garante o respeito do direito de anonimato de sua identidade. Você têm o direito a solicitar, a qualquer momento que as informações que considere confidenciais não sejam reveladas.
9. O senhor têm o direito a não participar na entrevista e recusar responder a uma ou várias perguntas. Poderá corrigir e especificar, em qualquer momento, os seus argumentos e os do investigador. Poderá também terminar a entrevista quando o entender sem pôr em risco o direito do anonimato.
10. O entrevistado têm o direito a pedir um relatório do síntese dos resultados finais da pesquisa. O documento será enviado por correio postal normal para o endereço da sua preferência (por favor indicá-la abaixo), durante o primei semestre do 2007.
11. Por favor sirva-se responder por telefono ao número [REDACTED] [REDACTED]

Muito Obrigado,

**Fernando A. Chinchilla**

## Annexe 3

### Entrevues

#### Liste d'interviewés ayant donné l'autorisation de publier leur nom

- Almendariz, José Antonio. Ex-colonel des Forces armées salvadoriennes (FAES) et député du *Partido Conciliación Nacional* (PCN). Entretien réalisé à San Salvador, le 22 novembre 2004.
- Bernal, Jaime. Ex-procureur général de la République (Colombie). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 2 novembre 2004.
- Borrero, Armando. Conseiller en sécurité nationale (Gouvernement colombien 1994-1998). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 11 octobre 2004.
- Caycedo, Alberto. Ex-combattant du M-19. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 11 octobre 2004.
- Celis, Luis Eduardo. Ex-combattant de la *Corriente Renovación Socialista* (CRS). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.
- de Sousa, Bornito. Leader de la majorité parlementaire du *Movimento Popular de Libertação de Angola* (MPLA). Entretien réalisé à Johannesburg, le 4 septembre 2005.
- Dias, Máximo. Secrétaire général du *Partido Moçambicano da Social Democracia* (PMSD). Entretien réalisé à Maputo, le 25 août 2005.
- Domingos, Raul. Négociateur principal de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO). Entretiens réalisés à Maputo, le 11 et le 17 août 2005.
- Escobar, Santiago. Secrétaire exécutif du *Consejo Nacional de Normalización* 1990-1993 et ex-conseiller (1989-2002) de la *Consejería de Paz*. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 21 octobre 2004.
- García Peña, Daniel. Assesseur (Gouvernement Colombie) et assesseur d'ADM-19. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 5 octobre 2005.
- González, Fernán. Prêtre (Église catholique) et membre du *Centro de Investigación y Educación Superior* (CINEP). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 21 octobre 2004.
- Jamal, João. Député de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO). Entretien réalisé à Maputo, le 23 août 2005.
- Jovel, Francisco. Ex-commandant et membre du Commandement central du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN). Représentant du *Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos* (PRTC). Entretiens réalisés à San Salvador, les 7-8 décembre 2004.
- Lozano, Carlos. Membre de la Direction nationale du *Partido comunista colombiano* et Directeur du *Semanario Voz*. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 29 octobre 2004.

- Mabota, Maria Alice. Présidente de la *Liga Moçambicana dos Direitos Humanos* (LMDH). Entretien réalisé à Maputo, le 24 août 2005.
- Martínez, Gerson. Co-fondateur du *Parti Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN). Entretien réalisé à San Salvador, le 24 novembre 2004.
- Mungói, Salomão. Ex-soldat de l'armée mozambicaine, membre de *l'Associação dos Desmobilizados de Guerra* (AMODEG). Entretien réalisé à Maputo, le 24 août 2005.
- Pardo, Rafael. Directeur du Plan national de réhabilitation et négociateur (équipe du gouvernement) pendant le processus avec le M-19. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 12 mars 2007.
- Patiño, Otty. Ex-commandant du M-19. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 13 mars 2007.
- Pizarro, Eduardo. Président de la Commission nationale de réparation et réconciliation et frère de Carlos Pizarro (commandant du M-19). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 1<sup>er</sup> mars 2007.
- Sánchez Cerén, Salvador. Ex-commandant et membre du Commandement central du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN). Représentant des *Fuerzas Populares de Liberación* (FPL). Entretien réalisé à San Salvador, le 20 novembre 2004.
- Sanguino, Antonio. Ex-combattant de *l'Unión Camilista - Ejército de Liberación Nacional* (UC-ELN) et membre de la *Corriente Renovación Socialista* (CRS). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 2 mars 2007.
- Vargas, Alejo. Membre de la commission gouvernementale de facilitation avec *l'Ejército de Liberación Nacional* (ELN). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 11 octobre 2004.
- Zuluaga, Jaime. Représentant de *l'Universidad Nacional de Colombia* dans les tables d'analyse et de concertation pendant les négociations de paix avec le M-19. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 9 mars 2007.

**Liste d'interviewés ayant accepté des entretiens sous réserve d'anonymat**

- Expert no 1. Chercheur spécialiste en politique angolaise. Entretien réalisé à Pretoria, le 2 septembre 2005.
- Expert no 2. Chercheur spécialiste en politique mozambicaine. Entretien réalisé à Maputo, le 25 août 2005.
- Expert no 3. Chercheur spécialiste en politique mozambicaine lié à l'organisation des élections de 1994. Entretien réalisé à Maputo, le 29 août 2005.
- Expert no 4. Politicien mozambicain (FRELIMO), coopérant international en Angola pendant la décennie 2000, et proche du MPLA. Entretien réalisé à Maputo, le 26 août 2005.
- Général à la retraite. *Fuezas Militares Colombianas* (FMC). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 8 octobre 2004.
- Guérillero no 1. Ancien haut gradé du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN). Membre de l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP). Entretien réalisé à San Salvador, le 2 décembre 2004.
- Observateur no 1. Ressortissant européen résidant à Luanda pendant les années 1990. Entretien réalisé à Maputo, le 17 août 2005.
- Politicien salvadorien no 1. Représentant et membre historique du *Partido democrata-cristiano salvadoreño* (PDC). Entretien réalisé à San Salvador, le 1<sup>er</sup> décembre 2004.
- Politicien salvadorien no 2. Représentant et membre historique du *Partido democrata-cristiano salvadoreño* (PDC). Entretien réalisé à San Salvador, le 6 décembre 2004.
- Politicien salvadorien no 3. Membre de l'équipe de négociation de paix du Gouvernement salvadorien. Entretien réalisé à San Salvador, le 6 décembre 2004.
- Politicien salvadorien no 4. Représentant et membre historique de l'*Alianza Republicana Nacionalista* (ARENA). Entretien réalisé à San Salvador, le 10 décembre 2004.

**Entretiens exploratoires (dont l'information n'a pas été utilisée directement dans la thèse, mais dont les participants ont consenti à divulguer leur nom)**

Mariño, Fabio. Ex-combattant du M-19. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 27 octobre 2004.

Morales, David. Procureur adjoint des droits humains au Salvador. Entretien réalisé à San Salvador, le 8 décembre 2004.

Rojas, Jorge. Directeur de la *Consultoría de Derechos Humanos y Desplazamiento* (CODHES). Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 15 octobre 2004.

**Entretiens exploratoires (dont l'information n'a pas été utilisée directement dans la thèse, mais dont les participants ont réclamé l'anonymat)**

Député de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO). Entretien réalisé à Maputo, le 17 août 2005.

Ex-général de la *Resistência Nacional Moçambicana* (RENAMO), membre d'une des commissions instaurées pour gérer la période de transition avant les élections de 2004. Entretien réalisé à Maputo, le 17 août 2005.

Membre du Bureau du Procureur général des droits humains au Salvador. Entretien réalisé à San Salvador, le 30 novembre 2004.

Représentant de l'Organisation des Nations Unies en Colombie. Entretien réalisé à Bogotá D.C., le 2 novembre 2004.

Représentant de l'Organisation des Nations Unies au Mozambique. Entretien réalisé à Maputo, le 29 août 2005.

Représentant d'une organisation non gouvernementale œuvrant en Afrique subsaharienne (spécialiste de l'Angola). Entretien réalisé à Johannesburg, le 4 septembre 2005.